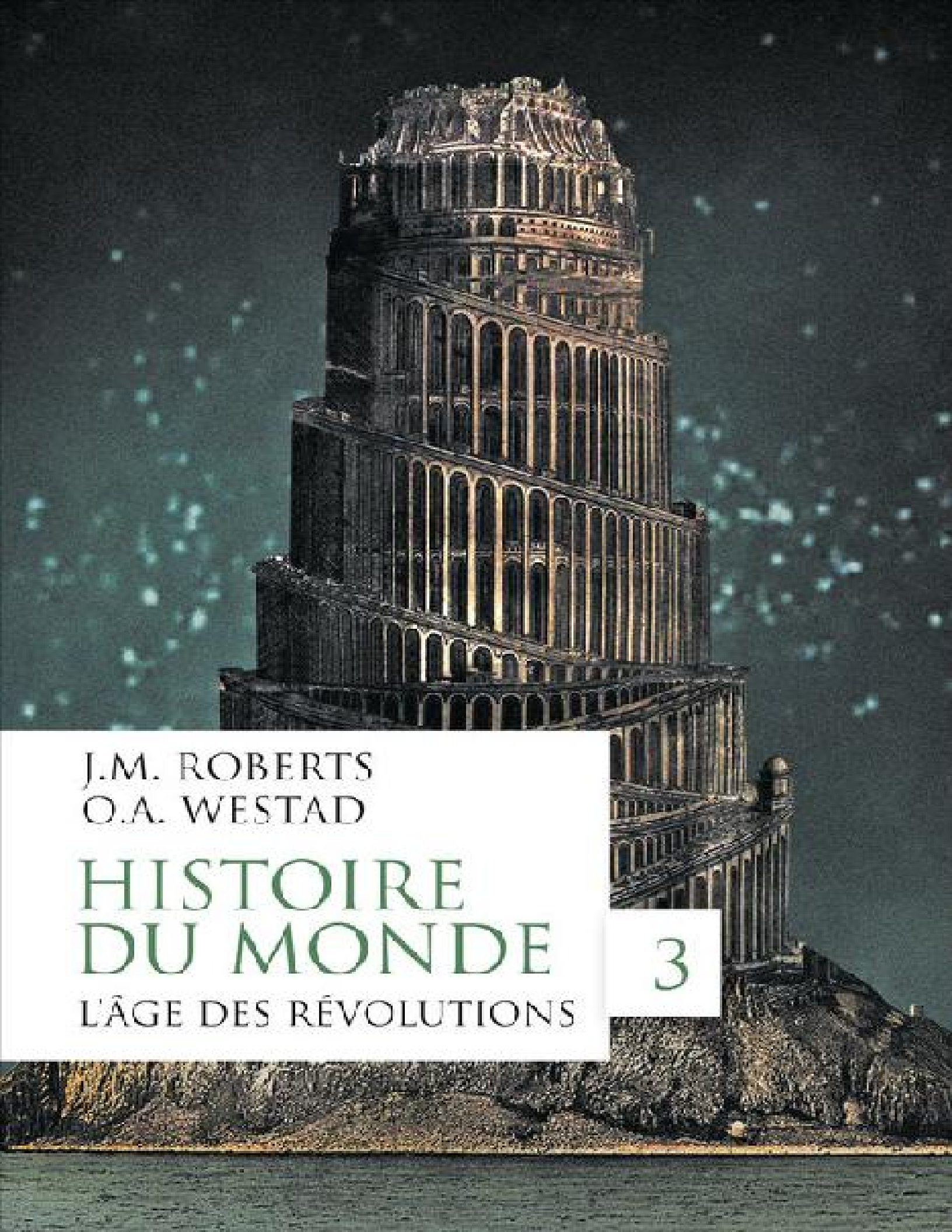


J.M. ROBERTS
O.A. WESTAD

HISTOIRE DU MONDE

3

L'ÂGE DES RÉVOLUTIONS

John M. Roberts Odd A. Westad

L'ÂGE DES RÉVOLUTIONS

HISTOIRE DU MONDE

***

Traduit de l'anglais par Antoine Bourguilleau

ÉDITIONS FRANCE LOISIRS

Les bouquins de l'histoire

Note de l’éditeur

L’Histoire du Monde de J.M. Roberts et O.A. Westad compte trois tomes. Le présent volume, « L’Âge des révolutions », en constitue le troisième et reprend le fil de l’histoire au XVIII^{e} siècle pour se conclure au tout début du XXI^{e} siècle.

Le premier tome, « Les Âges anciens », s’ouvre sur la préhistoire pour se terminer autour du VI^{e} siècle. Le deuxième volume couvre l’histoire mondiale du VI^{e} aux XVII^{e}-XVIII^{e} siècles, les césures chronologiques n’étant pas nécessairement similaires pour tous les espaces géographiques.

Si chaque tome peut être lu et consulté indépendamment des autres, cette *Histoire du monde* a néanmoins été pensée comme un tout et il existe de nombreux liens entre les trois livres. Chaque tome comporte un index, mais l’introduction générale ne se trouve que dans le premier.

PREMIÈRE PARTIE

LA GRANDE ACCÉLÉRATION

Au milieu du XVIII^{e} siècle, la plupart des habitants du monde (et la plupart des Européens) peuvent légitimement penser que l'histoire va continuer de suivre son ancien cours. Le poids du passé est partout pesant et souvent écrasant : en Europe, certains bouleversements ont été opérés, alors que la possibilité d'un changement n'est pas envisagée ailleurs. Si en certains endroits la vie de quelques personnes est progressivement révolutionnée par le contact avec des Européens, la majeure partie du globe reste exempte de toute contamination par des cultures étrangères.

C'est que l'Europe − et, pour commencer, d'infimes portions de l'Europe − diffère fondamentalement du reste du globe. Ailleurs, les crises ne sont guère susceptibles de provoquer des changements. Les bouleversements débutent lorsque les Européens − poussés par le désir d'innover, l'appât du gain, la ferveur religieuse ou la misère − commencent à conquérir le monde. Dès le milieu du XVIII^{e} siècle, les élites intellectuelles européennes prennent progressivement conscience de cet infléchissement net du cours de l'histoire, et du rôle qu'elles y jouent. Au cours du siècle et demi suivant, les changements se précipitent et prennent une telle ampleur − dans tous les domaines − qu'il devient difficile sinon impossible de les ignorer. En 1900, en Europe comme dans les territoires où les Européens se sont installés, une

rupture irréversible s'est produite. Une vision progressiste de l'histoire est alors largement répandue. Et le mythe du progrès, s'il est déjà contesté, semble donner toujours plus de sens aux événements.

Surtout, les impulsions en provenance de l'Europe du Nord et des pays de la façade atlantique se font ressentir partout dans le monde et permettent de transformer les relations de l'Europe avec le reste du globe, mais également le fondement même de l'existence de bon nombre de ses habitants, même si ces derniers peuvent le regretter, voire y résister. À la fin du XIX^{e} siècle (que l'on utilisera ici comme un repère aussi approximatif que commode), le monde autrefois régulé par des cultures spécifiques et distinctes est en train de changer de route. Sa destinée consiste désormais à poursuivre et accélérer les transformations. Un homme né en 1800 et mort en 1870 aura vu le monde changer davantage au cours de son existence qu'il n'avait changé au cours des mille années précédentes. L'histoire s'accélère.

La consolidation de l'hégémonie européenne à travers le globe est un élément central de ces changements et un de leurs principaux moteurs. En 1900, la civilisation européenne est de loin la plus avancée de toute l'histoire sur le plan matériel. S'ils sont divisés sur cette question, les Européens ne peuvent contester que leur continent produit des richesses dans des quantités sans précédent, et qu'il exerce, sur le reste du globe, sa puissance et son influence dans des proportions supérieures à toutes les autres civilisations du passé. Les Européens (et leurs descendants) dominent le monde. Leur domination est politique pour l'essentiel, et s'exerce de manière directe. De larges portions de la planète sont peuplées par des Européens. Les nations non européennes encore politiquement et formellement indépendantes de l'Europe doivent, pour la plupart d'entre elles, se plier aux désirs des Européens et accepter les interférences de l'Europe dans leurs affaires

internes. Rares sont les peuples indigènes en état de résister et, quand ils y parviennent, c’est le plus souvent au prix d’une défaite culturelle, car toute résistance victorieuse nécessite l’adoption des méthodes européennes et donc d’une forme d’européanisation.

I
Changement sur le long terme

En 1798, Thomas Malthus, pasteur anglican, publie son *Essai sur le principe de population*, qui va rester le livre fondateur sur le sujet. Il entend y exposer ce qu'il tient pour les lois de l'accroissement de la population, mais l'importance de son livre transcende cet objet scientifique limité. Son impact sur la théorie économique ou la biologie, pour ne citer que deux exemples, va être aussi important que sa contribution aux études démographiques. Mais ces conséquences importent moins que le statut accordé au livre, qui dénote un changement dans la manière de penser la population. Au cours des deux siècles qui viennent de s'écouler, les économistes et hommes d'État européens se sont peu ou prou accordés sur le fait que la croissance de la population était un signe de prospérité. Les souverains devaient faire en sorte d'augmenter le nombre de leurs sujets, pensait-on. Cela leur fournissait davantage de contribuables et de soldats ; une population plus importante permettait également de vivifier la vie économique et attestait sa vitalité. La croissance de la population tendait à démontrer que l'économie permettait à un nombre toujours croissant de personnes de vivre. Cette vision était validée par le grand Adam Smith, dont l'ouvrage *La Richesse des nations*, lui aussi d'une immense influence, affirmait en 1776 que l'accroissement de la population constituait un test grandeur nature de la prospérité économique d'une nation.

C'est une douche froide plutôt qu'écossaise que Malthus administre à cette vision. À ses yeux, quels que puissent être les effets de la croissance de la population, elle ne peut

à terme que provoquer une catastrophe et des souffrances pour sa portion la plus importante − celle des pauvres. Il explique que les ressources terrestres ont des limites, définies par la quantité de terres disponibles pour la culture, ce qui à son tour limite la population. Or, la population a toujours tendance à s'accroître à court terme, rétrécissant d'autant ses marges de subsistance. Quand cette marge est épuisée, la famine s'installe. La population diminue alors, jusqu'à atteindre un chiffre correspondant à la nourriture disponible pour sa subsistance. Ce mécanisme ne peut être enrayé que si les hommes et les femmes s'abstiennent de faire des enfants (la prudence devant également les pousser à se marier tard) ou par des catastrophes comme les épidémies ou les guerres.

Il y aurait beaucoup à dire sur la complexité et la subtilité de cette thèse pessimiste. Ce qui compte, c'est qu'elle est âprement débattue. Vérifiée ou pas, une théorie focalisant à ce point les attentions nous en dit long sur la période qui la voit naître : l'accroissement préoccupe à ce point ses contemporains que la thèse peu attrayante de Malthus est partout discutée. Les gens perçoivent l'accroissement de la population sous une lumière inédite, à un moment où il s'accélère comme jamais.

La longue durée permet de mieux mesurer un tel changement. Si nous incluons la Russie (dont la population, jusqu'à récemment, a été très aléatoirement estimée), la population de l'Europe passe en effet de 190 millions de personnes en 1800 à environ 420 millions un siècle plus tard. Le reste du monde connaissant une croissance plus lente, cette hausse représente une augmentation de la part de la population européenne dans la population mondiale, qui passe d'environ un cinquième à un quart ; durant une brève période, son désavantage en nombre comparé aux grands centres de population asiatiques se réduit (tandis qu'elle continue de bénéficier de son ascendant technique et psychologique).

Surtout, l'Europe fait alors face à un exode massif de sa population. Au cours des années 1830, l'émigration européenne vers l'Amérique est supérieure à 100 000 individus par an ; en 1913, elle dépasse le million et demi. En tout, près de 50 millions de personnes quittent l'Europe pour s'installer à l'étranger entre 1840 et 1930, la plupart dans l'hémisphère occidental. Ces migrants et leurs descendants doivent être pris en compte pour saisir à quel point la population européenne s'est accrue au cours de ce siècle.

Cette croissance n'est pas répartie de manière équitable en Europe, ce qui a des conséquences importantes pour les grandes nations. Leur puissance est généralement évaluée en termes d'effectifs militaires et ce changement crucial permet à l'Allemagne d'arracher à la France le statut de première grande puissance d'Europe occidentale. Il est intéressant de comparer l'évolution des parts respectives de la population des grandes puissances militaires européennes. Entre 1800 et 1900, celle de la Russie passe, par exemple, de 21 % à 24 % du total ; celle de l'Allemagne passe de 13 à 14 % et celle de la France de 15 % à 10 % ; celle de l'Autriche baisse un peu moins, passant de 15 % à 12 %. Rares sont les accroissements aussi spectaculaires que celui de la population du Royaume-Uni, qui passe de 8 millions au moment où Malthus écrit son livre à 22 millions en 1850 (pour atteindre 36 millions en 1914).

La population s'accroît partout, mais à un rythme différent et à d'autres périodes. Les régions agraires les plus pauvres de l'Europe de l'Est connaissent ainsi leur pic de croissance au cours des années 1920 et 1930. C'est que le mécanisme de base de l'accroissement de la population est celui du recul de la mortalité. Jamais dans l'histoire la chute du taux de mortalité n'est aussi spectaculaire qu'au cours du XX^{e} siècle. Elle débute dans les pays les plus développés d'Europe à la fin du XIX^{e} siècle. Avant 1850, la plupart des nations européennes ont des taux de natalité

légèrement supérieurs à leurs taux de mortalité et les deux sont à peu près identiques dans tous les pays. Ces taux démontrent à quel point les déterminants fondamentaux de la vie humaine dans un environnement essentiellement rural ont été peu affectés par le progrès. À partir de 1880, les choses changent rapidement. Le taux de mortalité annuel des pays européens développés chute de manière constante, de 35 % à 28 % en 1900 ; il atteint 18 % cinquante ans plus tard. Les pays moins développés maintiennent des taux de 28 % entre 1850 et 1900 en passant à 32 % en 1950.

Une inégalité frappante règne entre deux Europe, l'espérance de vie de sa portion la plus riche étant bien plus élevée. Les pays développés étant situés, pour l'essentiel, en Europe de l'Ouest (à l'exception de l'Espagne, pays pauvre et à forte mortalité), ce mouvement accentue encore les divisions entre l'Est et l'Ouest, marquant plus profondément le tracé de la frontière imaginaire courant de la Baltique à l'Adriatique.

D'autres facteurs qu'une mortalité basse y contribuent. Des mariages précoces et un taux de natalité en hausse apparaissent durant la première phase de l'expansion, quand les opportunités économiques s'accroissent. Or, à partir du XIX^{e} siècle, les enfants nés de mariages précoces ont bien plus de chances de survivre, grâce aux préoccupations humanitaires, à une nourriture moins chère, à des progrès médicaux et techniques et à un meilleur système de santé publique.

La médecine et un accès étendu aux services médicaux influent également sur les courbes de population. Les médecins ne commencent à traiter les grandes maladies mortelles qu'à partir de 1870 (diphtérie, scarlatine, coqueluche et fièvre typhoïde sont alors les premières tueuses d'enfants). La mortalité infantile s'en trouve fortement réduite et l'espérance de vie augmente en conséquence. Avant cela, savants et réformateurs sociaux

ont déjà considérablement œuvré pour réduire l'incidence de ces maladies, en construisant de meilleurs réseaux d'évacuation des eaux usées et en améliorant le système de nettoyage des villes en pleine expansion. Le choléra a disparu des pays industrialisés en 1900, alors qu'il avait ravagé Paris et Londres dans les années 1830 et 1840. Aucun pays européen ne connaît une épidémie majeure de peste après 1899. Ces changements affectant toujours plus de pays, l'âge de la mort recule avec, dans la durée, des résultats spectaculaires. Au cours du deuxième quart du XX^{e} siècle, les hommes et femmes habitant en Amérique du Nord, au Royaume-Uni, en Scandinavie et dans l'Europe industrialisée peuvent espérer vivre deux à trois fois plus longtemps que leurs ancêtres au Moyen Âge. Les conséquences sont immenses.

Au moment même où l'accroissement accéléré de la population s'annonce dans les pays les plus avancés sur le plan économique, le taux de natalité commence à chuter, une tendance démographique qui va s'affirmer au fil du temps. Et le nombre des naissances baisse en effet, un fait longtemps masqué par l'érosion plus rapide encore du taux de mortalité. Dans toutes les sociétés, cette tendance s'amorce au sein des classes aisées et reste peu ou prou valable aujourd'hui : le taux de fécondité est inversement proportionnel au revenu (malgré quelques criants exemples, au sein des grandes dynasties politiques américaines notamment).

Dans certaines sociétés (et en Europe occidentale plus qu'en Europe de l'Est), les mariages sont généralement conclus à un âge plus tardif, réduisant d'autant le nombre d'années de fertilité des femmes au sein du mariage ; les couples peuvent également choisir de faire moins d'enfants − un choix rendu envisageable grâce à des techniques de contraception efficaces. Celles-ci sont probablement déjà connues dans certains pays occidentaux, mais s'améliorent de manière notable au

XIX^e siècle (notamment grâce aux progrès scientifiques et techniques permettant d'élaborer les outils nécessaires). La propagande fait le reste. Comme bien souvent, cette évolution sociale naît de toute une série de raisons, le contrôle des naissances ne pouvant se généraliser sans une alphabétisation croissante et la hausse des ambitions au sein de toutes les catégories sociales. Devenues plus riches que leurs ancêtres, les populations ajustent leurs besoins à leurs moyens − et donc la taille de famille qui leur correspond − en repoussant l'âge du mariage (comme les paysans français et irlandais) ou en adoptant des techniques contraceptives (comme les classes moyennes anglaise et française) en fonction des facteurs culturels.

Les changements de mode de vie des hommes et des femmes au sein des cellules familiales transforment les structures de la société. Les pays occidentaux du XIX^e et du XX^e siècle ont une jeunesse nombreuse et dans des proportions jusqu'alors inégalées. On pourrait attribuer leur vigueur, leur allant et leur expansion au XIX^e siècle à ce seul fait. Mais les sociétés évoluées se retrouvent parallèlement avec une proportion croissante de vieillards. Les mécanismes sociaux qui avaient, au cours des siècles précédents, permis de prendre soin des personnes âgées ou incapables de travailler sont alors mis à rude épreuve ; le problème s'accroît avec l'intensification de la compétition dans les emplois industriels. En 1914, dans presque tous les pays d'Amérique du Nord ou d'Europe, de nombreuses mesures sont envisagées pour résoudre les problèmes de pauvreté et de dépendance, avec des résultats variables. Ces tendances n'apparaissent en Europe de l'Est qu'après 1918, alors que le modèle général est déjà bien établi dans les pays occidentaux. Le taux de mortalité continue de chuter plus vite que le taux de natalité, même dans les pays développés, ce qui explique que la population de l'Europe et le monde européen continuent aujourd'hui encore de croître. C'est l'un des faits les plus importants de l'histoire

de cette période. Ses conséquences matérielles sont apparentes, de l'urbanisation sans précédent à la naissance d'immenses marchés de consommateurs pour les produits manufacturés. Les conséquences sociales sont elles aussi visibles : conflits, agitations et changements d'institutions sont nécessaires pour y faire face. Les répercussions sont également internationales, car les dirigeants commencent à prendre les chiffres de population en compte pour évaluer les risques qu'ils peuvent (et parfois doivent) prendre, et chacun s'alarme de plus en plus des conséquences de la surpopulation. Au XIX^{e} siècle, au Royaume-Uni, l'inquiétude de voir s'accroître le nombre des pauvres et des chômeurs pousse le gouvernement à encourager l'immigration, qui, à son tour, façonne les esprits et les sentiments de la population à l'égard de l'empire. Plus tard, les Allemands découragent l'émigration par crainte d'une perte de potentiel militaire, tandis que Français et Belges sont les premiers à encourager financièrement les naissances, pour les mêmes raisons.

Certaines de ces mesures suggèrent que les sombres prophéties de Malthus tombent progressivement dans l'oubli au fur et à mesure que le temps passe, les désastres annoncés tardant à apparaître. Au XIX^{e} siècle, les catastrophes démographiques ne manquent pourtant pas ; l'Irlande et la Russie sont frappées par des famines spectaculaires et la disette touche d'autres pays. Mais pareils désastres vont en se raréfiant. La famine et la disette disparaissent des pays développés et les maladies deviennent moins dangereuses sur le plan démographique. L'Europe au nord des Balkans connaît également deux longues périodes de paix quasi ininterrompue, de 1815 à 1848 et de 1871 à 1914. La guerre, autre crainte de Malthus, n'apparaît plus comme un fléau. Et son diagnostic semble finalement démenti par un accroissement de la population qui s'accompagne d'une amélioration des conditions de vie − ce que le recul de l'âge de la mort

semble suggérer. Les pessimistes peuvent alors répliquer (non sans raison) que cela ne contredit en rien Malthus : si la nourriture est davantage disponible qu'on ne l'avait craint, cela ne signifie pas pour autant que les ressources sont infinies.

C'est qu'un autre grand changement historique est en cours, de nature à transformer les conditions de vie de l'ensemble de l'humanité. On pourrait raisonnablement le qualifier de révolution de la production alimentaire. Ses débuts sont clairement identifiables. Au XVIII^{e} siècle, l'agriculture européenne affiche déjà des rendements en grains deux fois et demi supérieurs à ceux du Moyen Âge. De nouvelles avancées sont à portée de main dans le domaine agricole. Les récoltes s'accroissent de manière plus spectaculaire encore. On estime qu'à partir de 1800 la productivité agricole de l'Europe s'accroît de 1 % par an, un niveau jamais atteint. L'industrie et le commerce européens commencent à exploiter les terres d'autres parties du globe. Ces deux changements sont la conséquence de l'accélération de l'investissement dans les capacités productives qui, dès 1870, voit l'Europe et l'Amérique du Nord opérer la plus grande concentration de richesses à la surface du globe. L'agriculture joue un rôle fondamental. On a parlé de « révolution agricole » et, si le changement n'est pas brutal, c'est bien d'une révolution qu'il s'agit : aucun autre terme ne saurait décrire l'accroissement massif de la production obtenu entre 1750 et 1870 (dépassé par la suite). Ce processus complexe, né d'une multiplicité de sources, est intimement lié aux autres phénomènes du temps. Il n'est qu'un aspect d'un changement économique plus vaste qui touche non seulement l'Europe continentale, mais également les Amériques et l'Australasie.

Ces grandes lignes tracées, détaillons un peu. En 1750, l'Angleterre possède la meilleure agriculture du monde. Les techniques les plus avancées y sont utilisées et

l’intégration de l’agriculture au sein de l’économie de marché y est particulièrement développée. L’Angleterre va, de ce fait, conserver une bonne longueur d’avance durant près d’un siècle. Les fermiers européens s’y rendent pour observer les méthodes, acheter du bétail et des machines, et chercher conseil. Tirant parti de la paix sur leur propre sol (aucune opération militaire d’envergure ne se déroule sur le sol britannique après 1650, avec des effets bénéfiques incalculables pour l’économie) et de l’augmentation du nombre des consommateurs, les agriculteurs anglais génèrent des profits qui leur fournissent le capital nécessaire pour investir dans de nouvelles améliorations. Ce désir d’investissement constitue, à court terme, une réponse optimiste à de probables retombées commerciales et en dit long sur la société anglaise. En Angleterre, les bénéfices des améliorations agricoles vont aux propriétaires terriens ou à des métayers qui s’acquittent de loyers modérés. L’agriculture anglaise est partie prenante d’une économie de marché capitaliste dans laquelle la terre, même au XVIII^{e} siècle, n’est plus traitée que comme un bien parmi d’autres. Les restrictions à son utilisation, si familières dans les pays d’Europe, disparaissent de plus en plus, particulièrement après la mise sous séquestre des biens de l’Église par Henri VIII. Un peu avant 1800, le dernier jalon est posé avec l’avalanche des actes d’enclosure (coïncidant de manière significative avec une hausse du prix des grains) qui mobilisent pour un profit privé les droits traditionnels de pâturage, d’affouage ou d’autres avantages économiques des paysans. Une des différences les plus frappantes entre l’agriculture européenne et l’agriculture anglaise au début du XIX^{e} siècle est que la paysannerie traditionnelle a disparu en Angleterre. On y trouve de petits exploitants et des employés agricoles, et une immense population rurale d’individus disposant de droits légaux réduits les liant à la terre par le biais d’usages

communaux ou d’une masse de petites tenures n’y existe pas, alors qu’elle constitue la norme sur le continent.

Ce cadre offert par la prospérité et les institutions sociales anglaises donne de l’allant à tous les progrès techniques. Ces progrès sont longtemps le fruit de nombreux tâtonnements. Le succès des premiers grands propriétaires de bétail n’est pas dû à leur connaissance de la chimie, qui en est alors à ses balbutiements, ni de la génétique, qui n’existe pas, mais à l’amélioration intuitive de pratiques anciennes. Les résultats sont remarquables. L’apparence du bétail change le paysage ; les moutons médiévaux rabougris, dont le dos ressemblait souvent aux arches gothiques des monastères qui les nourrissaient, laissent place aux animaux gras, bien charpentés et à la bonne mine qui nous sont familiers. L’apparence des fermes change elle aussi, au fur et à mesure que le drainage et les enclosures progressent et que les grands champs médiévaux ouverts, avec leurs portions étroites, chacune cultivée par un paysan différent, laissent la place aux champs clos, cultivés par rotation, transformant la campagne anglaise en une vaste mosaïque. Dans certains de ces champs, les machines-outils sont à l’œuvre dès 1750. Tout est entrepris pour en accélérer le développement et la diffusion tout au long du XVIII^{e} siècle, mais il faut attendre 1800 et l’accroissement suffisant de la taille moyenne des exploitations pour que les gains de productivité engendrés contrebalancent leur coût. Il ne faut pas alors attendre longtemps avant que des machines à vapeur ne commencent à actionner des batteuses ; avec leur apparition s’ouvre la voie au remplacement total de la force animale par la machine dans les exploitations agricoles du XX^{e} siècle.

Ces améliorations et changements se répandent, *mutatis mutandis* et avec un léger écart temporaire, au reste de l’Europe. Les progrès ne sont pas toujours rapides. En Calabre comme en Andalousie, ils sont presque

imperceptibles au cours du siècle. Malgré cela, l'Europe rurale change et ces changements empruntent des routes variées. La lutte contre les aléas des approvisionnements en nourriture est enfin gagnée, résultat de centaines de petites victoires, contre des systèmes de rotations des terres inadaptés, des dispositions fiscales obsolètes, des méthodes de culture et d'élevage déplorables, voire contre l'ignorance crasse. Le bétail est en meilleure santé, les maladies des cultures et des animaux sont domestiquées, de nouvelles espèces sont introduites.

Mais des changements aussi massifs doivent s'imposer contre les fibres sociales et politiques. Les Français abolissent officiellement le servage en 1789 ; les conséquences sont limitées, car les serfs sont alors inexistants ou presque. L'abolition du système féodal, la même année, a bien plus d'importance. Elle signe la disparition d'une masse d'usages traditionnels et de droits qui, depuis longtemps, figeaient l'exploitation des terres et les investissements.

Très vite, l'enthousiasme des paysans fait place à de cruelles désillusions. S'ils sont certes heureux de voir abolis les impôts autrefois versés au seigneur du château, les paysans regrettent la disparition de nombreux droits communaux. Le bouleversement est d'autant plus difficile à évaluer qu'il se produit à un moment de vaste redistribution des propriétés. En quelques années, la plupart des terres de l'Église sont vendues à des personnes privées. L'augmentation de la masse des propriétaires terriens et l'accroissement de la taille moyenne des propriétés auraient dû, comme en Angleterre, provoquer de grandes avancées dans le domaine agricole en France. Il n'en est rien. Les progrès sont lents et les propriétés proches du modèle anglais sont rares.

Car cette révolution agricole ne s'opère pas en Europe de manière uniforme. Malgré l'enthousiasme dont les Allemands font montre à chaque exposition de matériel

agricole dans les années 1840, leur pays (qui n'en est pas encore un) est l'un des deux grands (avec la France) dans lequel, selon les mots d'un historien de l'économie, « aucune amélioration significative et généralisée n'est enregistrée dans le monde paysan avant la révolution du chemin de fer ». Le démantèlement des institutions médiévales qui barraient la route aux améliorations dans le domaine agricole a débuté avant cela et en a préparé l'avènement. Il est accéléré en certains lieux par l'arrivée, au cours de la période napoléonienne, des armées d'occupation, qui introduisent les lois françaises, et après cela par d'autres forces. En 1850, la figure du paysan lié à une terre et contraint à des travaux obligatoires a presque entièrement disparu en Europe.

Certaines attitudes héritées de l'Ancien Régime survivent pourtant à la disparition de ses institutions. Les propriétaires terriens prussiens, magyars et polonais maintiennent, pour le meilleur comme pour le pire, l'essentiel de leur autorité sur leurs propriétés et les paysans qui y travaillent longtemps après que ses supports légaux ont disparu, parfois jusqu'en 1914. Voilà qui contribue à assurer la continuité des valeurs aristocratiques conservatrices d'une manière bien plus intense et forte dans ces régions qu'en Europe de l'Ouest. Les Junkers[1] acceptent les règles du marché dans la manière dont ils gèrent leurs domaines, sans pour autant réviser leur mode de relation avec leurs métayers.

C'est en Russie que la résistance au changement est la plus longue. Le servage y perdure jusqu'à son abolition en 1861. Cette abrogation n'entraîne pas immédiatement la gestion de l'agriculture russe par des personnes privées, selon les principes de l'économie de marché. Elle met pourtant un terme à une époque de l'histoire européenne. De l'Oural à la Corogne, il n'existe désormais plus la moindre loi fondée sur le servage et plus aucun paysan n'est lié à un propriétaire terrien qu'il ne peut quitter. C'est

la fin d’un système qui a survécu de l’Antiquité jusqu’à la chrétienté occidentale en passant par la période des invasions barbares et qui a formé le socle de la civilisation occidentale des siècles durant. Après 1861, le prolétariat rural européen travaille contre un salaire ou une pension ; le modèle qui a commencé à se répandre en Angleterre et en France à l’époque de la crise agricole du XIV^{e} siècle, s’est imposé au reste du monde.

De manière formelle, l’existence du travailleur non libre continue d’exister dans certains pays d’Amérique qui font partie du monde européen. Le travail obligatoire sous sa forme la moins qualifiée, celle de l’esclavage, est légal aux États-Unis jusqu’à la fin d’une immense guerre civile, en 1865, qui voit son abolition (déjà promulguée par le camp des vainqueurs deux ans auparavant) entérinée dans tout le pays. La guerre ayant rendu la chose possible n’est, dans une certaine mesure, qu’un simple accident dans le développement de plus en plus rapide du pays, qui reprend, avec des conséquences énormes pour l’Europe. Avant même la guerre, la culture du coton, au cœur du débat autour de l’esclavage, a déjà montré que le Nouveau Monde pourrait supplanter l’agriculture européenne au point de devenir indispensable. Après la guerre, la voie est ouverte pour que les États-Unis ne proposent plus seulement à l’Europe des produits comme le coton, qu’elle peut aisément cultiver, mais également des produits alimentaires.

Les États-Unis, le Canada, l’Australie, la Nouvelle-Zélande, l’Argentine ou l’Uruguay fournissent bientôt à l’Europe de la nourriture à des prix moindres que l’Europe elle-même. Il y a deux raisons à cela. La première est l’immensité de ces nouveaux territoires. Les grandes plaines des États-Unis et les pâturages des pampas sud-américaines comme des régions tempérées de l’Australasie permettent la culture et l’élevage extensifs. La seconde est

la révolution des transports, qui autorise pour la première fois leur exploitation.

Les chemins de fer et les navires à vapeur entrent en service de manière massive à partir des années 1860. Le coût des transports chute d'autant plus vite que la baisse des coûts accroît la demande. Sont ainsi générés des profits qui permettent davantage d'investissements dans les fermes et prairies du Nouveau Monde. À une plus petite échelle, le même phénomène agite l'Europe elle-même. À partir des années 1870, les agriculteurs de l'Europe de l'Est et d'Allemagne réalisent qu'ils ont, avec la Russie, un concurrent céréalier de poids, capable d'approvisionner les villes en expansion pour des coûts réduits, dès que des chemins de fer sont construits en Pologne et dans l'ouest de la Russie et que des navires à vapeur traversent la mer Noire. En 1900, le contexte dans lequel les agriculteurs européens travaillent est, qu'ils le réalisent ou pas, mondialisé ; le prix du guano chilien ou de l'agneau néo-zélandais fixe déjà les prix des produits sur leurs marchés locaux.

L'histoire même de l'expansion agricole la fait sortir de son lit ; après avoir été à l'origine de la civilisation et avoir ensuite limité sa progression durant des millénaires, l'agriculture devient soudainement son carburant premier ; en l'espace d'un siècle, elle démontre sa capacité à nourrir bien plus de personnes qu'auparavant. Les demandes des villes en expansion, l'avènement du chemin de fer, les capitaux disponibles, tout cela indique son interconnexion avec toutes les facettes de l'expansion d'une économie transocéanique entre 1750 et 1870.

Malgré sa primauté chronologique et son importance dans la création des capitaux d'investissement, l'histoire de l'agriculture de cette période ne saurait être distinguée du phénomène global qui se manifeste de manière éclatante et spectaculaire avec l'apparition d'une société nouvelle, née d'une industrialisation massive.

Voilà un autre changement colossal, au point qu'il est difficile d'en mesurer l'énormité. L'industrialisation est à l'origine du plus grand bouleversement de l'histoire européenne depuis les invasions barbares, mais elle est parfois tenue pour plus importante encore, comme le plus grand changement dans l'histoire humaine depuis l'avènement de l'agriculture, du fer ou de la roue. En un laps de temps très court − un siècle et demi −, des sociétés de paysans et d'artisans se transforment en sociétés d'ouvriers et de comptables. Ironie de l'histoire, cette révolution industrielle met un terme à la primauté d'une agriculture à laquelle elle doit son émergence. Il s'agit bel et bien là d'un des faits ayant le plus contribué à changer les habitudes humaines, réduisant progressivement les différences nées de millénaires de développements culturels particuliers, pour tendre à nouveau vers une convergence culturelle. Tenter même d'en offrir une définition claire est malaisé, même si son processus nous saute aux yeux. Un des premiers effets est le remplacement de l'énergie humaine ou animale par celle de machines mues par des carburants issus, de plus en plus, de sources minérales. Un autre est une organisation de la production à un degré bien plus étendu. Un autre encore est la spécialisation croissante des productions manufacturées. Tout cela a des implications et des ramifications qui pourraient nous entraîner bien au-delà de notre sujet. Produit d'innombrables décisions prises par d'innombrables entrepreneurs et clients, l'industrialisation s'apparente à une force aveugle qui aurait révolutionné tout le spectre de la vie sociale. L'industrialisation implique une modification des villes, la création de nouvelles écoles et de nouvelles formes d'enseignement supérieur et, très vite, de nouveaux modèles de vie quotidienne et de vivre-ensemble.

Les racines de ce changement remontent bien plus loin que les débuts de l'ère moderne et ne sont pas spécifiques

à l’Europe. Le capital d’investissement s’est accumulé lentement au cours de siècles d’innovations agricoles et commerciales. Les connaissances se sont également accumulées. Les canaux constituent le premier réseau de transport des matières premières au début de l’industrialisation et jamais sans doute on n’en a autant percé en Europe qu’à partir du XVIII^{e} siècle (la Chine est alors et depuis longtemps à la pointe de la construction de canaux). Pourtant, les contemporains de Charlemagne savaient déjà les construire ; les innovations techniques les plus saisissantes ont de profondes racines dans le passé. Les hommes de la « révolution industrielle » (c’est le nom qu’un Français du début du XIX^{e} siècle allait donner au grand bouleversement de son temps) s’appuient sur l’expérience d’innombrables artisans de l’ère préindustrielle, qui ont lentement mais sûrement rassemblé les savoir-faire et les connaissances nécessaires à de futurs progrès. Les Rhénans du XIV^{e} siècle savent déjà fabriquer de la fonte. En 1600, la propagation rapide des hauts-fourneaux commence à repousser les limites de l’utilisation du fer du fait de son faible coût de production et, au XVIII^{e} siècle, des inventions permettent de remplacer le bois par le charbon comme carburant dans certains processus. Un fer bon marché, même dans des quantités qui, par la suite, allaient sembler faibles, permet de nouvelles expérimentations ; d’autres changements suivent. L’accroissement de la demande renforce l’importance des régions où le minerai est disponible. Quand de nouvelles techniques de fonderie permettent l’utilisation de carburant minéral et non plus végétal, la localisation des régions ferrifères et des charbonnages commence à façonner la géographie industrielle de l’Europe et de l’Amérique du Nord. C’est dans l’hémisphère Nord que se trouvent la plupart des charbonnages connus, dans une grande ceinture allant du bassin du Don à la Silésie en passant par la Ruhr, la Lorraine, le nord de l’Angleterre et

du Pays de Galles jusqu'à la Pennsylvanie et la Virginie-Occidentale. C'est cette combinaison qui donne en premier lieu à l'Angleterre, puis à d'autres régions, la chance unique de se lancer dans de nouvelles formes de production.

Un métal de meilleure qualité et un carburant plus performant jouent un rôle décisif dans l'émergence de l'industrialisation en donnant naissance à une nouvelle source d'énergie : la vapeur. Une fois encore, elle ne surgit pas de nulle part. La capacité de la vapeur à produire du mouvement est déjà connue dans l'Alexandrie hellénistique. Même si, comme certains le croient, la technologie permettant d'exploiter ce savoir existe déjà, les réalités économiques ne permettent pas que l'on se risque alors à l'utiliser. Le XVIII^{e} siècle voit naître une série d'améliorations technologiques importantes qui, pour l'essentiel, ne sont que la mise en pratique de connaissances anciennes financièrement impossibles à matérialiser jusqu'alors. Tel est le cas de la vapeur, qui opère une véritable révolution. Le charbon et le fer permettent l'apparition des machines à vapeur, qui, à leur tour, en consomment pour se mouvoir. Elles stimulent ainsi la production, rendant possibles d'autres processus, qui augmentent à leur tour la demande de machines à vapeur. Le développement le plus évident et le plus spectaculaire est naturellement celui du chemin de fer. Il nécessite d'énormes quantités de fer puis d'acier, pour les rails comme le matériel roulant. Mais il rend également possible le transport de marchandises à un coût bien moindre. Et ces nouveaux trains peuvent transporter du charbon ou des minerais, ce qui permet ensuite d'utiliser facilement ces matériaux loin de l'endroit où ils sont extraits. De nouvelles zones industrielles grandissent le long des voies ferrées et les chemins de fer peuvent ainsi transporter les marchandises vers des marchés distants.

Mais le chemin de fer n’est pas le seul changement provoqué par l’apparition de la vapeur dans le domaine des transports et des communications. Le premier navire à vapeur prend la mer en 1809. En 1870, s’il existe encore de nombreux navires à voiles et si les marines de guerre continuent de construire des navires avec des mâts et des voiles, les « steamers » sont courants sur toutes les mers du globe. Leur effet sur l’économie est spectaculaire. Entre 1800et 1900, le coût réel du transport océanique est divisé par sept. La réduction des coûts, du temps de transit et de l’espace produite par les trains et les navires à vapeur bouleverse l’échelle des possibles. Depuis la domestication du cheval et l’invention de la roue, les personnes et les biens ont été transportés à des vitesses qui pouvaient varier en fonction du réseau routier, mais qui ne dépassaient pas 8 kilomètres par heure sur les grandes distances. Le transport maritime pouvait être plus rapide et avait même pu accélérer au cours du millénaire passé, qui avait vu les navires connaître de nombreuses modifications. Mais de telles améliorations semblent soudain ridicules, avec l’apparition de trains capables de rouler à une vitesse de 60 voire 80 kilomètres par heure sur de longues périodes, et presque sans pause.

L’un des aspects les plus picturaux de l’ère industrielle, le long panache de fumée sortant de la cheminée d’une locomotive lancée à pleine vitesse, sur fond de paysage bucolique, appartient désormais au passé. Cette vision frappe néanmoins ceux qui en sont les premiers témoins, comme ils sont frappés, de manière moins agréable, par d’autres aspects visuels de la transformation industrielle. L’un des plus terrifiants est sans nul doute celui des noires villes industrielles, dominées par des usines aux cheminées fumantes, remplaçant les clochers des églises ou des cathédrales des villes anciennes. L’usine est si nouvelle et si spectaculaire que l’on oublie souvent qu’elle constitue une forme inhabituelle des premiers temps de

l’industrialisation, et pas une forme typique. Au début du XIX^{e} siècle, la plupart des ouvriers anglais travaillent dans des entreprises de moins de 50 personnes. Pendant très longtemps, les grands rassemblements de main-d’œuvre ne se trouvent que dans les manufactures de textile ; les immenses filatures de coton du Lancashire, qui donnent à la région un aspect distinct de celui des villes ouvrières plus anciennes, sont effectivement spectaculaires car uniques. Mais, dès 1850, la tendance est à la centralisation sous un même toit, rendue attractive par les économies de transport, la spécialisation des fonctions, l’utilisation de machines de plus en plus puissantes et l’imposition d’une discipline de travail plus efficace.

Au milieu du XIX^{e} siècle, ces bouleversements ne sont parvenus à donner naissance qu’à une seule société industrielle accomplie : la Grande-Bretagne. Il y a bien des raisons à cela. La paix domestique et un gouvernement moins vorace que sur le continent ont accru la confiance des investisseurs. L’agriculture produit ses premiers surplus en Angleterre. Les sources de minerais sont facilement exploitables par le nouvel appareil technologique qui résulte de deux ou trois générations d’innovations. L’expansion du commerce extérieur génère de nouveaux profits pour l’investissement et la machinerie de base de la finance et de la banque est déjà en place avant même que l’industrialisation n’ait besoin d’elle. La société semble s’être mentalement préparée au changement ; les observateurs remarquent une exceptionnelle sensibilité aux opportunités financières et commerciales dans l’Angleterre du XVIII^{e} siècle. Enfin, une population toujours croissante offre des bras et une demande en hausse pour les produits manufacturés. Toutes ces forces viennent se marier pour produire une croissance industrielle stable et sans précédent, qui apparaît comme aussi neuve qu’irréversible au cours du deuxième quart du XIX^{e} siècle.

En 1870, l’Allemagne, la France, la Suisse, la Belgique et les États-Unis ont rejoint la Grande-Bretagne et sont à même de soutenir une croissance économique, mais la suprématie de la Grande-Bretagne demeure pleine et entière. Les habitants de l’« atelier du monde », comme les Britanniques aiment alors à se décrire, n’aiment rien tant qu’assener les chiffres qui démontrent à quel point l’industrialisation leur offre un surcroît de richesse et de puissance. En 1850, le Royaume-Uni détient la moitié des navires océaniques à vapeur et concentre la moitié des voies de chemin de fer du monde. Sur ces voies, des trains circulent avec une précision, une régularité et même une vitesse qui, un siècle plus tard, n’auront guère progressé. Leurs déplacements sont régis par des « annuaires » qui sont les premiers du genre et leur fonctionnement s’appuie sur le télégraphe électrique. Dans ces trains prennent place des hommes et des femmes qui, quelques années auparavant, empruntaient des diligences ou des charrettes. En 1851, un an avant que la grande Exposition universelle à Londres ne claironne sa suprématie, la Grande-Bretagne produit 2,5 millions de tonnes de fonte par an. C’est cinq fois la quantité produite par les États-Unis et dix fois celle produite en Allemagne. À cette époque, les machines à vapeur britanniques ont une puissance de production cumulée supérieure à 1,2 million de chevaux-vapeur (environ 900 000 kW), soit plus de la moitié de celle de l’Europe tout entière. En 1870, un changement commence à se dessiner dans le classement relatif des grandes nations. La Grande-Bretagne est toujours en tête, mais de manière moins nette, et ne va pas le rester très longtemps. Elle dispose toujours d’une puissance de production supérieure, en chevaux-vapeur, à celle de tous les pays européens, mais les États-Unis (qui étaient eux aussi devant ces pays en 1850) l’ont désormais dépassée et l’Allemagne se rapproche à grands pas. Dans les années 1850, l’Allemagne et la France ont elles aussi

troqué le charbon contre les combustibles minéraux pour la fabrication de fonte. La supériorité de la Grande-Bretagne dans ce domaine est toujours d'actualité et si sa production de fer brut augmente, elle ne représente plus que trois fois et demi celle des États-Unis et quatre fois celle de l'Allemagne. La Grande-Bretagne conserve pourtant une avance énorme dans de nombreux domaines et l'époque de la domination industrielle britannique est loin d'être terminée.

Les pays industriels, dont la Grande-Bretagne occupe la première place, ne sont encore que de chétives créatures comparés à ce qu'ils vont bientôt devenir. Parmi eux, seules la Grande-Bretagne et la Belgique ont une population majoritairement urbaine au milieu du XIX^{e} siècle. Le recensement de 1851 montre que l'agriculture demeure le principal employeur particulier de main-d'œuvre au sein des industries britanniques (seul rivalise le travail des employés de maison). Au sein des pays industrialisés, le nombre croissant de personnes travaillant dans les industries manufacturières, la montée des nouvelles concentrations de richesses et une urbanisation galopante sont les premiers signes criants d'une évolution révolutionnaire. Des régions entières voient des travailleurs affluer ; des fourneaux et des cheminées sortent de terre, transformant l'apparence physique de l'ouest du Yorkshire, de la Ruhr ou de la Silésie, au fur et à mesure que les nouvelles villes se multiplient. Elles grandissent à une vitesse spectaculaire au XIX^{e} siècle, particulièrement durant sa seconde moitié quand l'apparition de centres qui allaient devenir les noyaux des futures « conurbations » est particulièrement marquée. Pour la première fois, certaines villes européennes cessent de dépendre de l'exode rural pour s'accroître. Il est parfois difficile de définir les indices de l'urbanisation, car elle est définie de manière différente dans chaque pays, ce qui n'empêche pourtant pas d'y voir clair. En 1800, Londres, Paris et Berlin comptent

respectivement 900 000, 600 000 et 170 000 habitants. Ce sont de grandes villes, mais bien petites comparées à celles d'Asie. En 1900, ces mêmes villes rassemblent respectivement 4,7 millions, 3,6 millions et 2,7 millions d'habitants. Cette même année, Glasgow, Saint-Pétersbourg, Moscou et Vienne ont également dépassé le million d'habitants. En 1800, les dix plus grandes villes du monde sont asiatiques. En 1900, Tokyo est la seule à faire partie de la liste.

Ces grandes villes et les plus petites, par ailleurs immensément plus grandes que celles qu'elles ont remplacées, continuent d'attirer un grand nombre de migrants en provenance des campagnes, notamment en Grande-Bretagne et en Allemagne. C'est que l'urbanisation tend à être particulièrement marquée dans les pays où l'industrialisation fait ses premières avancées, car ce sont la richesse et l'emploi générés par l'industrie qui attirent de plus en plus de main-d'œuvre. Ce processus de migration et d'urbanisation va devenir un des éléments clés de la modernité. L'industrialisation déracine les personnes, de leurs villages, de leurs pays, de leurs cultures, et les déplace dans un nouvel environnement urbain aussi excitant qu'effrayant.

Les opinions sur les villes fluctuent grandement. À la fin du XVIII^{e} siècle, la mode est à une sorte de redécouverte sentimentale des vertus supposées de la campagne, qui coïncide avec la première phase de l'industrialisation et s'ouvre sur une vision esthétique et morale négative de la vie citadine, qui révèle déjà un visage nouveau et parfois déplaisant. Que cette urbanisation soit perçue comme un changement malvenu, voire malsain, par de nombreuses personnes n'est que le signe de son caractère révolutionnaire. Les conservateurs ont toujours détesté et craint les villes. Alors que les gouvernements ont, depuis longtemps, fait la preuve de leur capacité à contenir aisément les agitations urbaines, les villes continuent

d’être considérées comme des nids de révolutions. Cela n’a rien d’étonnant ; les conditions de vie dans de nombreux nouveaux centres métropolitains sont souvent difficiles et terribles pour les pauvres. L’East End de Londres est un quartier où la pauvreté, le manque d’hygiène, les maladies et les privations font des ravages. En 1844, un homme d’affaires allemand, Friedrich Engels, expose dans un des livres les plus marquants du siècle − *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre* − les conditions de vie effroyables des pauvres de Manchester. De nombreux auteurs anglais écrivent sur des sujets semblables. En France, le phénomène des « classes dangereuses » (c’est ainsi que les pauvres de Paris sont désignés) préoccupe les gouvernements de la première moitié du siècle et la misère y alimente toute une série de flambées révolutionnaires entre 1789 et 1871. Il n’est donc pas déraisonnable de craindre que la croissance des villes ne fouette le ressentiment et la haine à l’encontre des bénéficiaires et des tenants de l’ordre social, et de les tenir pour porteuses des germes de la révolution.

Il est également raisonnable de voir la ville comme le lieu idéal de la subversion idéologique. Au XIX^{e} siècle, la ville enterre les modèles sociaux traditionnels et forme le creuset des nouvelles idées et formes sociales ; elle s’apparente à une jungle immense et anonyme dans laquelle hommes et femmes peuvent échapper à la vigilance des prêtres, des nobles et des voisins, qui réglaient autrefois la vie des communes rurales. Dans les villes (et cela est d’autant plus vrai que l’alphabétisation progresse), de nouvelles idées viennent bouleverser des postulats depuis longtemps incontestés. Les membres de la haute société du XIX^{e} siècle croient discerner, dans la vie urbaine, une progression de l’athéisme et de l’infidélité, et une de leurs réponses favorites consiste à bâtir toujours plus d’églises. Ce mouvement n’a pas grand-chose à voir avec le souhait de propager la vérité révélée et la sainte

doctrine (sujets sur lesquels la haute société accepte depuis fort longtemps ses propres divisions) : la religion est, à leurs yeux, le grand pilier des valeurs morales et de l'ordre social établi. Un auteur révolutionnaire du nom de Karl Marx la décrit même comme l'« opium du peuple ». Les classes possédantes ne l'auraient sans doute pas décrite en des termes identiques, mais considèrent pourtant la religion comme un ciment social de premier ordre.

On observe donc, dans les pays catholiques comme protestants, de nombreuses tentatives de rechristianisation des villes. Cette entreprise se fonde sur le postulat erroné d'un ancrage des Églises dans les zones urbaines, qui ont depuis longtemps englouti les structures anciennes des paroisses et des institutions religieuses. Mais elle connaît des modes d'expression variés, de la construction de nouvelles églises dans les banlieues industrialisées à la création de missions combinant évangélisation et soutien social, ce qui permet aux membres du clergé de se confronter aux aspects de la vie urbaine moderne. À la fin du XIX^{e} siècle, les croyants ont au moins une idée des défis qui les attendent, ce qui n'était pas le cas de leurs prédécesseurs. Un grand évangéliste anglais choisit, comme titre d'un de ses livres, une expression marquant un parallèle avec le travail des missionnaires en Afrique. À la *Darkest Africa* (*L'Afrique la plus sombre*) succède donc la *Darkest England*, avec ses recoins à christianiser. Pour répondre à ce défi, il forge un nouvel instrument de propagande religieuse, conçu pour attirer de nouvelles populations et combattre les maux de la société urbaine : l'Armée du Salut.

La révolution provoquée par l'industrialisation a un impact dépassant de loin la vie matérielle. Il est extrêmement compliqué de comprendre comment la civilisation moderne − la première, pour autant que l'on sache, à ne pas avoir en son cœur une forme de structure

religieuse − voit ainsi le jour. Peut-être ne pouvons-nous pas séparer le rôle de la cité dans la destruction des observances religieuses traditionnelles du rôle que jouèrent la science et la philosophie dans le détournement du religieux chez les personnes éduquées. Reste qu'un nouvel horizon est déjà perceptible au sein de la population ouvrière européenne de 1870, pourtant majoritairement illettrée, encore aliénée par les autorités traditionnelles, mais déjà laïque et commençant à prendre conscience d'elle-même en tant qu'entité. Voilà un fondement de civilisation totalement différent de tout ce qui avait précédé.

C'est aller un peu vite, sans doute, mais non sans raison, car tout cela démontre une fois encore avec quelle rapidité et à quelle profondeur l'impact de l'industrialisation se fait sentir dans tous les domaines de la vie courante. Le rythme même de la vie change. Durant la majeure partie de l'histoire, le comportement économique de l'humanité a été essentiellement régi par le rythme de la nature. L'économie agricole et pastorale est soumise à une logique calendaire, qui dicte à la fois la nature du travail qui doit être entrepris et celui qui peut l'être. Un cadre est fixé par les saisons, avec des périodes de lumière et d'obscurité variables, comme l'est le climat. Les paysans font presque corps avec leurs outils, leurs animaux et les champs qui leur permettent de gagner leur pain. Même les habitants des villes, moins nombreux, voient leur existence régie par les lois de la nature ; en Grande-Bretagne comme en France, de mauvaises récoltes peuvent avoir des effets dramatiques pour toute l'économie, bien après 1850. Mais, à cette date, de nombreuses personnes mènent déjà une existence déterminée par d'autres considérations. Leurs vies sont avant tout réglées par les moyens de production et par la demande − par la nécessité de faire tourner les machines, par le coût, élevé ou bas, de l'investissement et par la disponibilité de la main-d'œuvre. L'usine en est le vibrant

symbole, ses machines fixant un modèle de travail au sein duquel les horaires précis jouent un rôle primordial. Les hommes commencent à penser le temps d'une manière bien différente, conséquence directe du travail industriel.

En plus d'imposer de nouveaux rythmes, l'industrialisation redéfinit également le rapport du travailleur au travail. Il est difficile, mais pourtant nécessaire, d'éviter tout sentimentalisme en la matière. À première vue, la routine monotone de la vie ouvrière, son caractère impersonnel et le sentiment qu'ont les ouvriers de travailler au profit d'un autre semblent justifier la nostalgie d'un monde disparu ou le rejet de l'aliénation du travailleur au produit qu'il fabrique. Mais la vie du paysan médiéval était elle aussi monotone et lui aussi passait le plus clair de son temps à travailler pour un autre. Une routine de fer n'est pas nécessairement plus agréable à subir au motif qu'elle est fixée par le lever et le coucher du soleil et non par un employeur, de même que les sécheresses et les ouragans ne sont pas forcément des variations plus supportables que les périodes de croissance ou de crise économique. Il est malgré tout indéniable que ces nouvelles disciplines induisent une transformation révolutionnaire dans la manière dont hommes et femmes gagnent leur vie.

On en trouve un bon exemple dans un des maux emblématiques et persistants de l'industrialisation première : le travail des enfants. Une génération d'Anglais, moralement marquée par l'abolition de l'esclavage et par l'exaltation qui l'a accompagnée, soucieuse d'enseignement religieux − et de tout ce qui peut s'interposer entre lui et la jeunesse −, fait preuve, à l'égard des enfants, d'un sentimentalisme jusqu'alors inconnu. Le travail des enfants est donc perçu (au Royaume-Uni pour commencer) comme un problème à part entière, alors que l'exploitation brutale des enfants dans les usines n'est qu'un des aspects de la transformation des modèles de travail. Car l'utilisation de

la main-d'œuvre infantile n'a rien de neuf. Depuis des siècles, les enfants ont travaillé comme porchers, glaneurs, balayeurs, factotums, prostitués ou bêtes de somme en Europe (et continuent de le faire dans la plupart des sociétés non européennes). L'image terrible de ces masses d'enfants sans défense représentées dans *Les Misérables* de Victor Hugo (publié en 1862) est le reflet très juste de leur vie dans une société préindustrielle. Ce que l'industrialisation change, c'est que l'exploitation des enfants se généralise et qu'elle connaît un surcroît de dureté imposé par les formes institutionnelles du travail en usine. Si le travail des enfants était, dans une société agricole, clairement différencié de celui des adultes en raison de leur force physique inférieure, la manipulation des machines rend possible l'emploi des enfants à des tâches dans lesquelles ils viennent seconder le travail des adultes. Dans un marché de l'emploi généralement excédentaire, les parents sont poussés à envoyer leurs enfants à l'usine pour augmenter rapidement les revenus du foyer, parfois à l'âge de cinq ou six ans. Les conséquences ne sont pas seulement horribles pour ces enfants, mais également révolutionnaires : la relation entre l'enfant, la société et la structure de la famille en est brisée.

De tels problèmes sont trop pressants pour que personne ne s'y attelle et l'on tente bientôt de réduire les maux les plus criants de l'industrialisation. Dès 1850, la loi anglaise commence à protéger les femmes et les enfants dans les mines et les usines. Souvenons-nous que, durant des millénaires d'économies fondées sur l'agriculture, l'esclavage s'était longtemps maintenu, y compris dans le monde occidental. Au vu de l'étendue et de la rapidité des transformations sociales qu'elle connaît, l'Europe proto-industrielle ne doit pas être hâtivement blâmée pour ne pas avoir remédié plus vite à ces maux qu'il était parfois difficile d'identifier. Même aux débuts de l'industrialisation

anglaise, alors que le coût social est peut-être plus élevé encore, chacun tend à croire qu'une libéralisation du cadre législatif est nécessaire pour permettre au capitalisme émergent de donner sa pleine mesure.

Il est certes impossible de trouver des théoriciens et penseurs de la première période industrielle qui soient partisans d'une non-interférence absolue avec l'économie. Mais nombreux sont ceux qui affirment qu'une économie de marché laissée libre de toute interférence des politiciens et fonctionnaires ne se porterait que mieux. Une des idées alors en vogue est parfaitement résumée par une expression française reprise telle quelle dans le monde anglo-saxon : le « laisser-faire ». Grossièrement parlant, les adeptes d'Adam Smith disent de plus en plus unanimement que la production de richesse et le bien-être général seraient accrus si les ressources économiques s'adaptaient aux demandes « naturelles » du marché. Une autre tendance en vogue est celle de l'individualisme, incarnée à la fois dans le postulat que chaque personne est la plus à même de juger de ses intérêts propres, et dans la nouvelle organisation de la société, de plus en plus centrée autour des droits et des intérêts des individus.

Voilà les origines de la longue et durable association entre l'industrie et le libéralisme ; les conservateurs regrettent quant à eux l'ordre hiérarchique et agricole des obligations mutuelles, des corvées, des idées reçues et des valeurs religieuses. Mais les libéraux n'accueillent pas ce nouvel âge à bras ouverts pour des raisons bassement égoïstes et négatives. Le « credo de Manchester », comme on l'appelle alors, tant cette ville paraît emblématique du développement industriel et commercial de l'Angleterre, dépasse de loin, aux yeux de ses adeptes, la question de l'enrichissement personnel. Une bataille politique qui divise les Anglais au début du XIX^{e} l'illustre parfaitement. Elle porte sur l'abrogation de ce que l'on appelle alors les « *Corn Laws* », une série de lois visant à protéger les

agriculteurs britanniques des importations de céréales à plus bas prix. Les partisans du libre marché l'emportent, mais ils sont loin de partager toutes les vues du chef du mouvement abolitionniste, Richard Cobden, convaincu que le marché libre est l'expression de la volonté divine (lui-même distancé par le consul britannique de Canton qui va jusqu'à proclamer que « Jésus-Christ est le libre-échange et le libre-échange est Jésus-Christ ! »).

Le débat autour du libre-échange en Grande-Bretagne est d'ailleurs un sujet trop vaste pour être correctement résumé. L'industrialisation induit l'apparition d'idéologies positives et créatives, qui bouleversent les représentations intellectuelles, politiques et sociales du passé. Elle ne doit donc pas faire l'objet de jugements moraux simplistes, même si les libéraux et les conservateurs de l'époque ne s'en privent pas. Un patron peut alors s'opposer aux législations visant à protéger les travailleurs contre les durées de travail abusives et se révéler un employeur exemplaire, soutenant les réformes politiques et éducatives, combattant la corruption des intérêts publics par les privilégiés. Un autre peut lutter pour protéger les enfants travaillant dans les usines et se comporter comme un patriarche bienveillant envers ses employés, tout en s'opposant fermement à l'extension du droit de vote aux personnes ne faisant pas partie de l'Église établie ou à toute réduction de l'influence politique des grands propriétaires terriens. Tout est dans tout. Sur la question spécifique des *Corn Laws*, l'issue elle-même est paradoxale : Robert Peel, Premier ministre conservateur, se laisse convaincre par les arguments des abolitionnistes. Il parvient à persuader le Parlement en 1846, s'attirant les foudres de nombreux membres de son parti, qui finissent par le renverser. Il sera par la suite révéré par ses anciens opposants libéraux pour son courage.

L'Angleterre est la seule nation à connaître un débat aussi explicite avec une conclusion aussi tranchée. Dans

d’autres pays, les protectionnistes finissent assez rapidement par l’emporter. Il faut attendre le milieu du XIX^{e} siècle pour voir les idéaux du libre-échange se répandre en dehors du Royaume-Uni, dont la prospérité est considérée par ses partisans comme la preuve de l’exactitude de leur pensée et va jusqu’à désunir leurs adversaires ; le libre-échange devient un dogme politique britannique, intouchable jusqu’au milieu du XX^{e} siècle. Le prestige économique britannique contribue à le populariser. La prospérité du Royaume-Uni est pourtant liée, pour une large part, à des influences externes, mais l’aveuglement des libéraux à cet égard ajoute encore à leur optimisme. Ils tiennent le libre-échange pour le point culminant d’une vision progressiste du potentiel humain, dont les racines plongent dans les idées des Lumières.

Cet optimisme peut aujourd’hui être facilement tenu pour déplacé. Pour évaluer l’impact de l’industrialisation, nous devons surmonter le handicap de ne pas avoir été les témoins de ce qu’elle a contribué à faire disparaître. Car, malgré la pauvreté et les taudis (et les pires étaient bien loin des yeux de la plupart des Européens de l’époque), les habitants des grandes villes de 1900 consomment davantage et vivent plus longtemps que leurs ancêtres. Cela ne signifie nullement, bien sûr, qu’ils mènent une vie agréable, selon nos standards, ni qu’ils sont heureux. Mais ils vivent souvent, et pour la plupart, dans des conditions matérielles supérieures à celles de leurs ancêtres et de la majorité de leurs contemporains vivant en dehors du monde européen. Aussi étonnant que cela puisse paraître, ils font partie des privilégiés. Et l’augmentation significative de leur durée de vie en est la meilleure preuve.

II
Changement politique dans une ère révolutionnaire

Au XVIII^e siècle, le terme de « révolution » prend une signification nouvelle. Il ne désignait jusqu'alors qu'un changement de gouvernement, pas nécessairement violent. On pouvait parler d'une « révolution » au sein de la Cour quand un ministre en remplaçait un autre.

En 1789, tout change. Les contemporains assistent, cette année-là, à une tout autre forme de révolution, une rupture violente avec le passé, semblant ouvrir des possibilités illimitées de changements radicaux, sociaux, politiques et économiques, et imaginent que ce phénomène pourrait transcender les frontières, avoir un caractère universel et général. Même ceux qui n'y sont guère favorables s'accordent à penser que cette nouvelle révolution est un phénomène incontournable de leur temps.

Il serait erroné de qualifier tous les changements politiques de la période comme « révolutionnaires ». Mais il est pourtant commode de parler d'une « ère révolutionnaire » pour deux autres raisons. La première est que l'on assiste, en l'espace d'un siècle, à une série inégalée de bouleversements politiques, qui peuvent être qualifiés de révolutionnaires au sens nouveau, quand bien même nombre d'entre eux échouent ou produisent des résultats très éloignés des aspirations de leurs initiateurs. La seconde est que si nous donnons à ce terme un peu plus d'élasticité et que nous l'utilisons pour embrasser d'autres changements politiques massifs et rapides, au-delà du simple remplacement d'un gouvernant par un autre, il devient possible d'y inclure de nombreux changements,

moins spectaculaires dans leur forme mais dont les effets sont révolutionnaires. Le premier est la disparition du premier Empire britannique, dont l'épisode central va rester dans l'histoire sous le nom de Révolution américaine.

En 1763, la puissance britannique est à son apogée en Amérique du Nord. La France a perdu le Canada ; la vieille crainte de voir s'établir un cordon de forts français le long de la vallée du Mississippi, qui aurait empêché l'expansion des Treize Colonies, a disparu pour de bon. Le futur des colonies américaines apparaît donc radieux, mais des prophètes ont suggéré, avant même la défaite française, que la disparition de cette menace pourrait affaiblir et non raffermir la mainmise britannique sur l'Amérique du Nord. Certaines colonies britanniques ont une population de colons supérieure à la population de nombreux États souverains d'Europe. Nombre de ces colons ne sont ni d'origine anglaise, ni même de langue anglaise. Leurs intérêts économiques ne convergent pas nécessairement avec ceux de la puissance impériale. Or la mainmise exercée par le gouvernement britannique à leur endroit est nécessairement faible, en raison de la distance séparant le gouvernement de Londres des colonies. Une fois la menace des Français (et celle des Indiens, soutenus par les Français) disparue, les liens de l'empire doivent nécessairement se distendre.

Des questions apparaissent vite. Comment l'Ouest va-t-il s'organiser ? Quelles relations doit-il avoir avec les colonies existantes ? Comment les nouveaux sujets canadiens de la Couronne doivent-ils être traités ? Ces problèmes sont posés avec une grande acuité dès 1763 par la révolte des Indiens de la vallée de l'Ohio, en réponse aux pressions exercées par les colons, qui considèrent que l'Ouest leur appartient et qu'ils peuvent s'y installer et y commercer librement. Le gouvernement impérial proclame immédiatement que les terres à l'ouest des Allegheny sont fermées à la colonisation. Cette décision heurte de très nombreux colons, désireux

depuis longtemps d'exploiter ces régions, et l'irritation va croissant lorsque des administrateurs britanniques commencent à négocier avec les Indiens et travaillent à l'établissement d'une ceinture frontalière de fortins pour protéger les colons des Indiens, et réciproquement. Dix années suivent au cours desquelles le potentiel dormant de l'indépendance américaine arrive à maturation, avant d'exploser. Les politiciens des colonies utilisent une législation britannique de plus en plus odieuse pour radicaliser le débat en Amérique, en laissant croire aux colons que la liberté quasi complète dont ils disposent est menacée. Mais ce sont des initiatives britanniques qui mettent progressivement le feu aux poudres. La Grande-Bretagne est dirigée par une succession de ministres soucieux de réformer les affaires coloniales, qui malgré leurs excellentes intentions vont contribuer à la destruction d'un *statu quo* qui avait jusqu'ici fonctionné. Voilà l'une des premières manifestations d'un phénomène qui se généralise au cours des décennies suivantes : à des revendications limitées répondent une suite de réformes bien intentionnées mais politiquement désastreuses, qui ouvrent la voie à une rébellion générale.

On considère, à Londres, que les Américains doivent s'acquitter d'une part équitable des impôts qui servent à assurer leur défense et la prospérité de l'empire. Deux tentatives sont entreprises pour s'en assurer. La première, en 1764-1765, sous la forme d'un impôt sur le sucre et d'un *Stamp Act* qui ordonne l'apposition de timbres fiscaux sur différents documents légaux. Ce qui compte ici n'est pas tant la quantité d'argent que le gouvernement entend ainsi lever ni même la nouveauté (amplement discutée) consistant à taxer des transactions à l'intérieur des colonies, mais plutôt que ces décisions constituent, aux yeux des contribuables américains, des actes législatifs unilatéraux décrétés par le Parlement britannique. Les affaires coloniales ont pourtant toujours été traitées par les

Assemblées coloniales. Cette décision soulève donc une question : la souveraineté législative incontestable du Parlement du Royaume-Uni peut-elle s'étendre aux colonies ? Les émeutes succèdent aux protestations. Les malheureux représentants chargés de l'octroi des timbres passent d'assez mauvais moments. Les représentants de neuf des Treize Colonies s'organisent en congrès et adressent leurs critiques à Londres. Le *Stamp Act* est abrogé.

Le gouvernement de Londres change alors son fusil d'épaule et décide d'imposer des taxes sur la peinture, le papier, le verre et le thé. Comme il ne s'agit pas là de taxes intérieures et que le gouvernement impérial a toujours régi le commerce, ces taxes semblent plus prometteuses. À tort. Des politiciens radicaux affirment désormais aux colons qu'aucune taxe ne devrait être prélevée par une législature dans laquelle ils ne sont pas représentés. Aux yeux du roi George III, ce n'est pas le pouvoir de la Couronne mais celui du Parlement qui est mis en cause. Il ne s'en inquiète donc guère. Les boycotts et les agitations s'étendent. L'une de ces échauffourées provoque la mort de cinq émeutiers et est bientôt connue sous le nom de « massacre de Boston ».

Une fois encore, le gouvernement britannique bat en retraite. Trois des taxes sont retirées ; celle sur le thé demeure. La situation échappe désormais à tout contrôle ; le problème dépasse de loin les taxes, contrairement à ce que pense le gouvernement de Londres : la question posée est celle de la légitimité du Parlement britannique à édicter des lois qui s'imposeraient aux colonies. Comme George III allait le résumer un peu plus tard : « Nous devons les mater ou les abandonner à leur sort. » En 1773, après la destruction d'une cargaison de thé par des opposants radicaux (la « *Boston Tea Party* »), la question posée au gouvernement britannique est la suivante : est-il encore possible de gouverner le Massachusetts ?

Cette fois-ci, plus de reculades : George III, ses ministres et la majorité de la Chambre des communes s'accordent sur ce point. Des lois coercitives sont votées pour mettre Boston à genoux. Mais les politiciens les plus radicaux de la Nouvelle-Angleterre sont alors d'autant plus écoutés dans les autres colonies que cette répression intervient après le vote du *Quebec Act* de 1774, qui fait grand bruit dans les Treize Colonies. Certains désapprouvent les privilèges accordés au catholicisme romain (l'objectif est de rendre la transition de souveraineté aussi indolore que possible pour les Français du Canada) et d'autres voient l'extension proposée des frontières du Canada vers le sud de l'Ohio comme un nouveau moyen de bloquer l'expansion des colonies vers l'Ouest. En septembre de la même année, un Congrès continental de délégués des colonies se réunit à Philadelphie, décide de couper les relations commerciales avec le Royaume-Uni et demande le retrait de la majorité des lois en vigueur, dont le *Quebec Act*. À ce stade, le recours à la force devient inévitable. Les politiciens radicaux des colonies ne font qu'exprimer ouvertement le sentiment d'indépendance déjà ressenti par de nombreux Américains. Aucun gouvernement impérial du XVIII^{e} siècle n'est en mesure de comprendre pareil glissement. Le gouvernement britannique hésite d'ailleurs bien longtemps à faire usage de la force. Quand il s'y résout enfin, il est déjà trop tard.

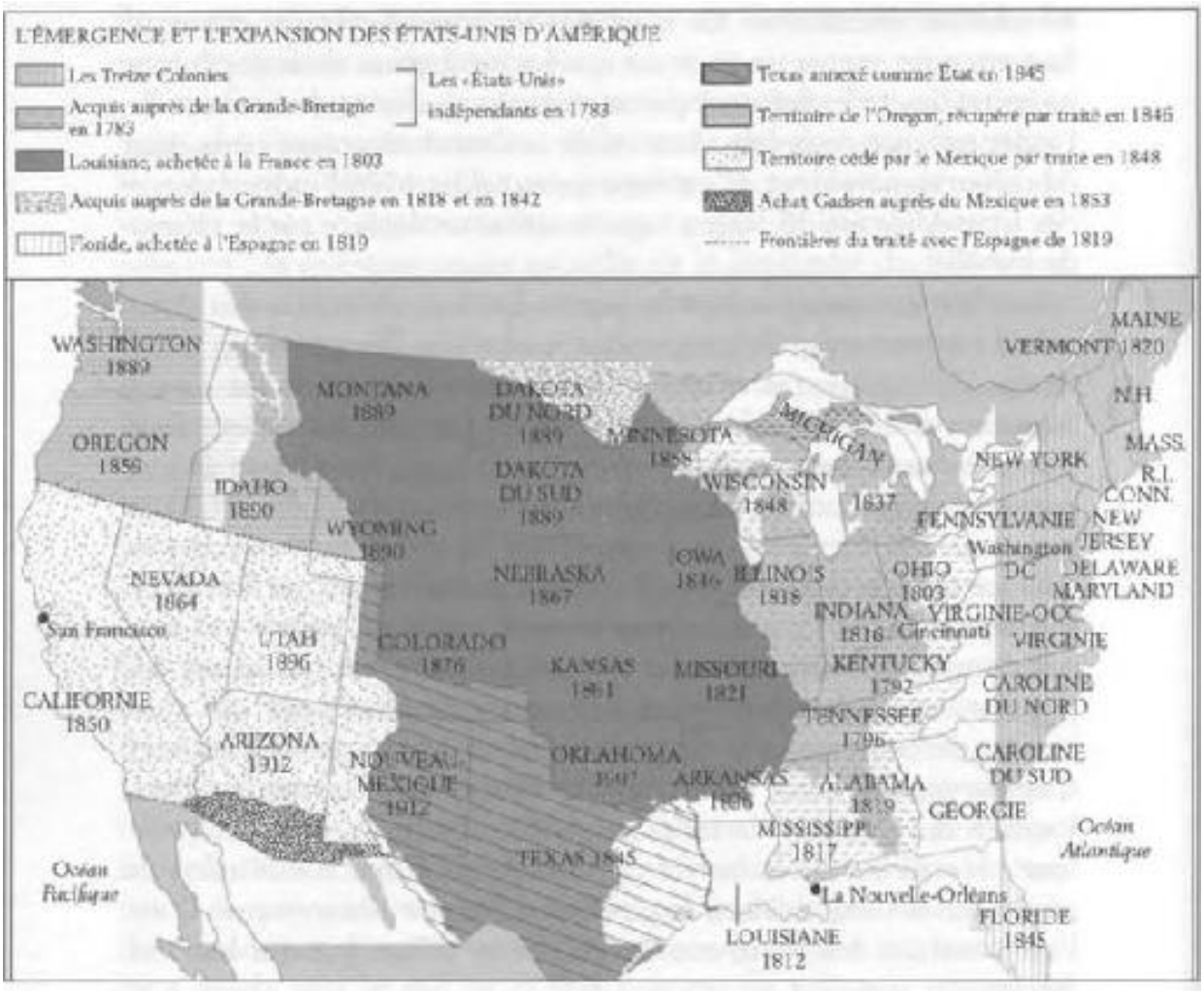
Des armes sont rassemblées dans le Massachusetts. En avril 1775, un détachement de soldats britanniques envoyé à Lexington pour s'emparer d'une partie d'entre elles livre la première bataille de la Révolution américaine. Ce n'est pas vraiment la fin du début. Il faut attendre encore un an avant que les principaux chefs des colons ne se raidissent et finissent par se convaincre que seule la cause de l'indépendance complète vis-à-vis de la Grande-Bretagne permettra de rallier massivement. C'est ainsi qu'en

juillet 1776 l'indépendance des États-Unis est déclarée et que le débat se déplace sur le champ de bataille.

Les Britanniques perdent la guerre qui suit en raison des difficultés imposées par la géographie, parce que les généraux américains parviennent à éviter suffisamment longtemps les forces supérieures des Britanniques pour préserver une armée qui finit par les battre à Saratoga ; parce que les Français entrent en guerre peu après pour prendre leur revanche sur la défaite de 1763 ; et parce que les Espagnols leur emboîtent le pas et font pencher la balance dans le domaine naval. Les Britanniques ont un handicap supplémentaire : ils n'osent pas livrer le genre de guerre qui leur permettrait de remporter une victoire militaire, en terrorisant les populations américaines et en encourageant ainsi ceux qui souhaitent demeurer sous le drapeau britannique à couper les sources d'approvisionnement et à gêner la liberté de mouvement dont l'armée du général Washington profite. Ils ne le peuvent pas : leur objectif est de laisser la porte ouverte à une conciliation et au retour des colons dans le giron de l'Empire britannique. C'est l'intervention des Bourbons de France et d'Espagne qui leur est fatale.

Sur le plan militaire, la décision a lieu en 1781, quand une armée britannique se trouve encerclée à Yorktown par des troupes franco-américaines à terre et une escadre française en mer. La bataille n'implique que 7 000 hommes côté anglais, mais leur capitulation constitue une des pires humiliations subies par les troupes britanniques et la fin d'une époque de domination coloniale. Des négociations de paix débutent deux ans plus tard, à Paris, et un traité est signé qui voit la Grande-Bretagne reconnaître l'indépendance des États-Unis d'Amérique, dont le territoire, les négociateurs britanniques l'ont accepté, pourra courir jusqu'au Mississippi. Voilà une décision cruciale pour cette nouvelle nation ; les Français, qui avaient envisagé un retour dans la vallée du Mississippi,

sont déçus. Le nord du continent est désormais partagé entre les rebelles, les Espagnols au sud et les Britanniques au nord.



L’apparition, dans l’hémisphère Nord, d’un nouvel État avec d’immenses ressources potentielles constitue à maints égards un changement révolutionnaire. Si de nombreux observateurs peinent à mesurer l’étendue de ce changement, c’est qu’au départ les faiblesses de ce nouvel État sont bien plus apparentes que son potentiel. Il n’est alors pas même certain qu’une nation soit née ; les colonies sont divisées et nombreux sont ceux qui s’attendent à les voir s’entre-déchirer. Leur principal atout est leur éloignement. Elles peuvent régler leurs problèmes sans que

des puissances étrangères n’y interfèrent. Un avantage inestimable.

La décennie qui suit cette victoire militaire voit une poignée d’hommes politiques américains prendre des décisions qui vont façonner une bonne partie du futur du monde. Comme lors de toutes les guerres civiles et guerres d’indépendance, de nouvelles divisions sont apparues qui ont accentué les faiblesses politiques. Parmi elles, l’opposition entre rebelles et loyalistes est de loin la moindre. Le problème est brutalement résolu par l’émigration des vaincus : on estime à 80 000 le nombre de loyalistes qui quittent les colonies, pour toute une série de raisons allant des intimidations à la terreur en passant par la simple loyauté envers la Couronne. D’autres divisions portent en elles les germes de problèmes plus graves. Les intérêts économiques et de classe divisent les fermiers, les marchands et les planteurs. Il existe d’importantes différences entre les nouveaux États qui ont remplacé les anciennes colonies et les régions d’un pays en rapide expansion ; l’une d’elles, imposée par le poids économique de l’esclavage des Noirs dans les États du Sud, va mettre des décennies à être réglée. Mais les Américains disposent également de nombreux atouts pour bâtir une nation. Ils ne croulent pas sous le poids d’une vaste population rurale analphabète et arriérée comme celle qui barre la route à d’éventuels progrès démocratiques dans d’autres pays. Ils disposent d’un territoire immense et d’importantes ressources économiques dans les territoires qu’ils occupent déjà. Enfin, ils peuvent s’appuyer sur l’héritage de la civilisation occidentale, en se contentant de l’adapter dans un territoire vierge − ou presque. La guerre contre les Britanniques a imposé une certaine discipline. Les Articles de Confédération ont été approuvés par les anciennes colonies et sont appliqués en 1781. Ce sont eux qui ont fixé le nom de cette nouvelle nation : les États-Unis d’Amérique. Mais la paix convainc les Américains que ces arrangements

ne sont pas satisfaisants. Deux domaines, tout particulièrement, sont cause d'interrogations.

Le premier est la perturbation née du désaccord fondamental sur la signification de la révolution dans les affaires intérieures. Pour de nombreux Américains, le gouvernement central apparaît comme bien trop faible pour faire face aux mécontentements et aux désordres. L'autre problème naît d'une crise économique survenue après la guerre, qui affecte particulièrement le commerce extérieur et provoque des problèmes monétaires dus à l'indépendance de chacun des États. Pour y faire face, le gouvernement central semble également peu équipé. Il est accusé de négliger les intérêts économiques de l'Amérique dans sa conduite des relations avec les autres États. Vérifiée ou non, cette croyance est très répandue. Des délégués des États se réunissent et donnent naissance à une Convention constitutionnelle à Philadelphie, en 1787. Après quatre mois de travaux, ils signent le brouillon d'une Constitution, soumise à chaque État pour ratification. Neuf États l'ayant ratifiée, elle entre en vigueur à l'été 1788. En avril 1789, George Washington, ancien général des forces américaines dans la guerre contre les Britanniques, prête serment comme premier président de cette nouvelle République, inaugurant une suite de mandatures qui ne s'est jamais interrompue jusqu'à ce jour.

Les Américains ont voulu des institutions simples, fondées sur des principes clairs. Leur Constitution va pourtant révéler son potentiel de développement au fil des siècles. Car, malgré la détermination de ses auteurs à produire un document qui pourrait résister sans ambiguïté aux tentatives de réinterprétation, ils échouent − fort heureusement pour eux. La Constitution des États-Unis, toujours en vigueur, a ainsi pu survivre à la transformation d'une nation initialement composée d'un conglomérat de sociétés majoritairement rurales en une gigantesque puissance industrielle mondiale. C'est que la Constitution

des États-Unis, en plus d'être amendable, est ouverte aux interprétations des doctrines qui la sous-tendent. Elle reste aujourd'hui presque inchangée et ses principes fondamentaux demeurent, quand bien même l'on continue de se disputer sur leur réelle signification.

Cette Constitution est celle d'une République. C'est loin d'être la norme au XVIII^{e} siècle et le pari est audacieux. Certains Américains sont d'ailleurs si imprégnés de républicanisme qu'ils désapprouvent cette Constitution au motif qu'elle « lorgne vers la monarchie », comme l'écrit l'un d'eux, avec la présence d'un président à la tête de l'exécutif. Les Européens éduqués, s'ils se méfient de la tendance qu'avaient les Républiques de l'Antiquité à sombrer parfois dans les luttes factieuses, louent leur admirable et légendaire moralité. Les histoires des Républiques italiennes sont pourtant bien moins édifiantes que celles d'Athènes et de Rome. Les républiques de l'Europe du XVIII^{e} siècle sont rares et peu prospères, et généralement de taille réduite. On espère donc que l'éloignement des États-Unis va permettre de protéger des formes républicaines qui, ailleurs, seraient vouées à l'échec du fait même de la taille du pays. D'une manière générale, la fondation des États-Unis ne provoque guère d'enthousiasme en Europe ; son succès change donc les opinions sur le républicanisme. Très vite, sa résilience, son peu de gourmandise fiscale et son libéralisme, perçus à tort comme intrinsèques, fascinent ceux qui critiquent les gouvernements d'Ancien Régime en Europe. Les partisans du changement politique commencent à se tourner vers l'Amérique pour s'en inspirer ; bien vite, l'influence de l'exemple républicain se répand du nord au sud du continent américain.

La deuxième caractéristique de cette nouvelle Constitution, et qui est d'une importance fondamentale, c'est qu'elle puise essentiellement ses racines dans l'expérience britannique. Les lois anglaises, dont les

principes de la *Common Law*, passent immédiatement dans la jurisprudence du nouvel État. L'organisation du gouvernement s'inspire de celui de Londres. Les Pères fondateurs ont grandi dans un système colonial britannique dans lequel des assemblées élues débattaient de la chose publique avec des gouverneurs. Ils instituent un bicamérisme législatif (sans élément héréditaire dans sa composition) sur le modèle anglais, pour contrebalancer le pouvoir du président. Ils suivent donc la théorie constitutionnelle anglaise en plaçant un monarque, certes élu, à la tête de la machinerie exécutive du gouvernement. Si, dans un certain sens, les Britanniques disposent également d'une monarchie élective, la Constitution britannique du XVIII^{e} siècle fonctionne assez différemment, mais les ressemblances sont frappantes.

Les Pères fondateurs de la nation américaine s'emparent en fait de la meilleure Constitution qu'ils connaissent, la purgent de ce qu'ils tiennent pour des corruptions et y ajoutent des modifications appropriées aux circonstances politiques et sociales américaines. Leur but n'est pas d'imiter l'autre exemple politique européen, celui de l'absolutisme monarchique, même sous sa forme la plus éclairée. Les Américains écrivent une Constitution en s'inspirant de celle des Britanniques, qu'ils tiennent pour une Constitution d'hommes libres, mais dont ils considèrent que l'échec est dû à sa corruption et au fait qu'elle a été improprement utilisée pour priver les Américains des droits qu'ils auraient dû pouvoir exercer grâce à elle. Ces mêmes principes de gouvernement (sous des formes bien plus évoluées) vont par la suite se répandre dans des régions ne partageant aucun des postulats culturels du monde anglo-saxon sur lesquels ils s'appuient.

Les États-Unis diffèrent également radicalement des autres pays existants et s'éloignent à dessein du modèle constitutionnel britannique en adhérant au principe du fédéralisme. C'est un trait fondamental, car seules des

concessions importantes à l'indépendance d'États individuels rendent viable cette Union. Les anciennes colonies n'ont aucune envie de donner naissance à un nouveau gouvernement central qui risquerait de les maltraiter de la même manière que le gouvernement du roi George l'avait fait. La structure fédérale offre une réponse au problème de la diversité − *E pluribus unum*, « Ils sont plusieurs en un seul », est la devise des États-Unis. Cette structure fédéraliste dicte également une bonne partie du fond et de la forme des débats politiques des quatre-vingts années suivantes. Chaque question, qu'elle soit économique, sociale ou idéologique, se retrouve mêlée au débat perpétuel portant sur les relations entre le gouvernement central et les États, un débat qui va même manquer d'un cheveu de détruire l'Union. Le fédéralisme permet un réajustement majeur au sein de la Constitution, avec la montée en puissance de la Cour suprême comme instrument de révision judiciaire. En dehors de l'Union, le XIX^{e} siècle voit le fédéralisme s'étendre à de nombreux autres pays, impressionnés par la réussite américaine. Il est ainsi perçu par les libéraux européens comme un instrument permettant de réconcilier l'unité et la liberté, et les gouvernements britanniques voient là un expédient idéal pour gérer leurs problèmes coloniaux.

Aucune analyse de la Constitution des États-Unis ne saurait faire l'impasse sur les premiers mots de son préambule, « *We the People* », « Nous, le peuple » (même s'ils peuvent paraître désinvoltes). Les organisations politiques de plusieurs des États de 1789 n'ont rien de démocratique, mais le principe de souveraineté populaire est malgré tout énoncé dès le départ. Et, si la mythologie a parfois tendance à voiler la réalité, il est indéniable que la volonté populaire va devenir l'alpha et l'oméga de la politique pour les Américains. Il s'agit là d'une rupture radicale avec les pratiques politiques britanniques, et qui doit beaucoup à la manière dont les colons du XVII^{e} siècle

s’étaient parfois dotés de Constitutions. Celle des Britanniques est prescriptive : la souveraineté du roi au Parlement n’est pas due au fait que le peuple en a décidé ainsi, mais parce qu’elle ne saurait être remise en cause. Comme le grand historien Frederic Maitland l’a écrit, les Anglais ont pris l’autorité de la Couronne pour un substitut de la théorie de l’État. La Constitution américaine rompt avec cette pratique et avec toute autre théorie prescriptive, mais pas avec la pensée politique britannique : John Locke avait affirmé dès les années 1680 que le pouvoir des gouvernements reposait sur la confiance et que les peuples pouvaient renverser ceux qui trahissaient cette confiance. C’est en se fondant sur cette analyse que de nombreux Anglais avaient justifié la Glorieuse Révolution.

L’adoption par les Américains d’une théorie démocratique voulant que le fondement même du pouvoir du gouvernement découle du consentement des gouvernés (comme cela est indiqué dans la Déclaration d’indépendance) est un tournant historique. Mais il ne résout pas d’un coup les problèmes d’autorité politique. De nombreux Américains redoutent les potentiels glissements de la démocratie et souhaitent dès le départ restreindre la participation populaire dans le système politique. Un autre problème est suggéré par les droits fondamentaux énoncés dans les dix premiers amendements de la Constitution, fin 1789. Ils sont théoriquement aussi ouverts à des réaménagements par la souveraineté populaire que n’importe quelle autre partie de la Constitution. Mais on y trouve d’importantes sources de désaccords futurs. Une question divise depuis toujours les Américains, tant sur le plan intérieur qu’en matière de politique étrangère : la démocratie consiste-t-elle à se plier aux souhaits de la majorité ou à maintenir certains droits fondamentaux ?

Quelle que soit la signification qu’on lui donne, l’adoption *de facto* du principe démocratique en 1787 est un incontestable tournant de l’histoire mondiale. Pour des

générations à venir, les États-Unis vont focaliser les inspirations des hommes épris de liberté sur toute la surface du globe, incarnant « le dernier et le meilleur espoir » de l'humanité, selon les mots d'Abraham Lincoln. Aujourd'hui encore, alors que l'Amérique apparaît bien souvent conservatrice et repliée sur elle-même, l'idéal démocratique dont elle a été si longtemps le dépositaire et l'exemple conserve son pouvoir évocateur dans de nombreux pays, et les institutions qu'il a inspirées continuent de fonctionner.

À la fin du XVIII^{e} siècle, Paris est le centre des discussions sociales et politiques en Europe. De nombreux soldats français ayant contribué à donner naissance à la jeune République américaine s'y trouvent. Si la majorité des nations européennes répondent, à leur manière, à cette révolution transatlantique, les Français ont une conscience plus accrue de sa signification. L'exemple américain et les espoirs qu'il soulève vont ainsi contribuer au déchaînement de forces qui vont donner naissance à la Révolution française. Ce terme de « révolution », une fois encore familier et réducteur, vient gêner notre compréhension du phénomène. Politiciens et historiens ont proposé bien des interprétations de cette révolution et se disputent sur sa durée, ses résultats, et même sur ses origines. On pourrait presque dire qu'ils ne s'accordent vraiment que sur un point : l'importance des événements qui se déroulent en 1789. En quelques mois, le concept même de révolution se trouve bouleversé. Fruit du bouillonnement de la société française, qui voit, comme l'Angleterre des années 1640, s'affronter des éléments conservateurs et progressistes, elle est tout aussi confuse quant à ses objectifs, conscients et inconscients. Cette confusion est le symptôme de la dislocation et des dysfonctionnements de la société française et de son mode de gouvernement. La France est la plus grande puissance européenne et ses souverains ne souhaitent ni ne peuvent renoncer à son rôle sur le plan

international. Elle s’est intéressée à la Révolution américaine pour prendre sa revanche : la victoire de Yorktown vient laver la défaite infligée par les Britanniques durant la guerre de Sept Ans. Priver le Royaume-Uni des Treize Colonies offre une forme de compensation pour la perte de l’Inde et du Canada. Mais cette victoire a un coût. Pour des gains négligeables, au-delà du plaisir d’humilier un rival, la France n’a fait, en y participant, qu’ajouter à la dette colossale qu’elle accumule, depuis les années 1630, afin d’affirmer et de maintenir sa suprématie continentale.

Des tentatives pour liquider cette dette et pour libérer la monarchie du fardeau de plus en plus écrasant qu’elle impose (en limitant notamment la coûteuse politique étrangère de la France) sont entreprises par une succession de ministres sous Louis XVI, roi jeune, un peu obtus mais plein de principes et de bonne volonté, monté sur le trône en 1774. Aucune ne parvient à enrayer le gonflement de la dette, sans parler de la réduire. Pis encore, ces tentatives ne font que mettre en lumière l’étendue du désastre. Le déficit peut être mesuré et les chiffres publiés, ce qui n’aurait jamais été possible sous Louis XIV. Si une ombre plane sur la France des années 1780, ce n’est pas celle de la révolution, mais celle de la banqueroute. Les structures politiques et sociales françaises empêchent que l’on pressure les mieux lotis, ce qui constituerait pourtant la meilleure manière de renflouer les caisses de l’État. Même sous Louis XIV, il s’est avéré impossible d’exiger des riches qu’ils paient un juste impôt autrement qu’en faisant usage de la force ; les traditions légales et sociales et la masse des privilèges, des exemptions et des droits exclusifs dont ils sont détenteurs empêchent toute évolution. Le dilemme auquel tous les gouvernements européens du XVIII^{e} siècle doivent faire face n’est nulle part aussi patent qu’en France : une monarchie absolue ne peut s’attaquer à la masse des libertés et des droits qui lui tiennent lieu de Constitution sans menacer ses propres fondations. La

monarchie française s’appuie sur le blocage. Pour un nombre croissant de ses sujets, il devient évident que la France doit réformer ses structures gouvernementales si elle veut sortir de ses difficultés. Mais d’autres vont plus loin. Ils voient dans l’incapacité du gouvernement à répartir le fardeau fiscal de manière équitable l’exemple le plus extrême de toute une série d’abus qui appellent des réformes. La polarisation s’accentue : entre la raison et la superstition, la liberté et l’esclavage, l’humanitarisme et la cupidité. Et se concentre autour de la question symbolique des privilèges. L’ordre qui concentre le plus de colère est celui de la noblesse, un corps aussi vaste qu’hétérogène (on compte entre 200 000 et 250 000 nobles de sexe masculin en France en 1789) et à propos duquel toute généralisation culturelle, économique ou sociale est impossible, mais dont tous les membres partagent un même statut légal qui, dans une certaine mesure, leur confère des privilèges.

L’accroissement des difficultés financières devrait pousser les gouvernements français au conflit ouvert avec les détenteurs de privilèges, mais bon nombre de conseillers royaux, généralement nobles, rejoints par le roi, préfèrent se montrer conciliants. Quand, en 1788, un nouveau conflit pointe, le gouvernement cherche une fois encore à le résoudre par des canaux légaux et, comme les Anglais en 1640, se tourne vers des institutions anciennes pour y parvenir. La France étant dépourvue d’un parlement de type anglais, elle sort du placard du constitutionnalisme à la française la seule institution s’en approchant, les états généraux. Ce corps qui réunit la noblesse, le clergé et le tiers état n’a pas été convoqué depuis 1614. On espère qu’il fournira assez d’assise morale au gouvernement pour exiger des privilégiés qu’ils paient davantage d’impôts. Il s’agit là d’un recours incontestablement constitutionnel, mais cette solution a le désavantage de faire naître quantité d’attentes, alors que le pouvoir légal des états généraux demeure assez vague. Plus d’une réponse apparaît. Certains pensent que

les états généraux pourraient servir de corps législatif à la nation, et trancher la question de ces privilèges anciens. Une crise politique complexe s'annonce à la fin d'une période qui voit la France soumise à d'autres contraintes. L'une d'elles est la croissance de sa population. Depuis le deuxième quart du siècle, elle s'est accrue à un rythme qui sera plus tard considéré comme lent, mais qui dépasse la croissance de la production alimentaire. Il en résulte une inflation des prix des denrées, qui pèse naturellement surtout sur les pauvres, dont la vaste majorité est constituée de paysans, sans terres pour la plupart. Si l'on y ajoute la pression fiscale du gouvernement − qui tente depuis longtemps de contrer la crise financière en empruntant ou en augmentant les impôts qui frappent lourdement les pauvres − et les efforts des propriétaires terriens qui, pour se protéger des méfaits de l'inflation, maintiennent des salaires bas tout en augmentant les loyers, la vie est de plus en plus difficile au cours de la seconde moitié du siècle. À cet appauvrissement général viennent s'ajouter les troubles qui, de temps à autre, affectent telle région ou telle classe, mais qui vont en s'intensifiant au cours de la seconde moitié des années 1780. Les mauvaises récoltes, les épidémies touchant le bétail et la récession, qui frappe de plein fouet des régions où les paysans produisent du textile pour arrondir leurs fins de mois, finissent par saper la santé déjà précaire de l'économie dans les années 1780. La convocation des états généraux en 1789 se fait donc dans un climat aussi électrique que maussade. Des millions de Français cherchent désespérément le moyen de sortir de l'embarras, sont enclins à désigner des boucs émissaires et ont une vision aussi déconnectée que surévaluée de ce que le roi, qu'ils estiment, peut faire pour eux.

C'est cette combinaison d'impuissance gouvernementale, d'injustice sociale, de misère économique et d'aspirations réformatrices qui donne naissance à la Révolution française. Son caractère explosif, les luttes politiques et les slogans

parfois simplificateurs qu'elle va faire naître ne doivent pas masquer un fait fondamental : presque personne ne l'a vue venir ni ne l'a désirée. Il y a certes une grande injustice sociale en France, mais pas davantage que dans de nombreux autres États européens du XVIII^{e} siècle. Il existe toute une frange de partisans enthousiastes et optimistes de réformes particulières, allant de l'abolition de la censure à l'interdiction de la littérature immorale ou blasphématoire, mais nul ne doute que de telles réformes puissent être facilement entreprises par le roi, dès qu'il aura pris connaissance des besoins et des souhaits de ses sujets. Ce qui n'existe clairement pas, c'est un parti révolutionnaire qui ferait face à un parti de la réaction.

Car les partis ne prennent véritablement naissance que lorsque les états généraux sont convoqués. Le 5 mai 1789, jour de cette convocation (une semaine après l'intronisation de George Washington comme président), est une date majeure de l'histoire du monde, qui ouvre une ère au cours de laquelle le positionnement pour ou contre la Révolution devient la question politique centrale dans presque tous les États européens, et même aux États-Unis. Ce qui se passe en France ne peut qu'avoir des répercussions partout ailleurs. Cela est naturellement dû à son statut de première puissance européenne ; les états généraux ne peuvent que paralyser la France (ce que de nombreux diplomates étrangers espèrent) ou la libérer de ses difficultés et lui permettre d'assumer à nouveau un rôle de premier plan. La France est également le fer de lance de la culture en Europe. Ce que ses écrivains et philosophes disent et font est immédiatement accessible à une grande masse de personnes à travers le monde en raison de l'universalité de la langue française, et est généralement respecté. Paris est tenu pour le creuset intellectuel du monde civilisé.

À l'été 1789, les états généraux se transforment en Assemblée nationale et affirment leur souveraineté. Brisant le postulat qui faisait de cette Assemblée la représentante

des divisions médiévales de la société, la plupart de ses membres affirment représenter les Français sans distinction. Ce glissement révolutionnaire est permis par le désordre qui règne alors en France et qui effraie le gouvernement et les députés de l'Assemblée opposés aux changements. Les révoltes rurales et les émeutes parisiennes alarment les ministres, qui s'inquiètent bientôt de pouvoir réellement compter sur l'armée. Les classes privilégiées commencent à abandonner la monarchie et la contraignent à accepter, à contrecœur et non sans inquiétudes, de nombreuses concessions proposées par les chefs de cette nouvelle Assemblée nationale. Ces concessions ont aussi pour conséquence de tracer une délimitation claire entre les partisans de la Révolution et les autres ; ils vont bientôt être connus sur toute la surface du globe comme la gauche et la droite (une dénomination due à leur positionnement dans la salle où ils se réunissent).

La principale tâche à laquelle s'attelle cette Assemblée est l'écriture d'une Constitution, un processus qui va transformer de fond en comble la structure institutionnelle de la France. En 1791, quand elle se dissout, elle a confisqué les terres de l'Église, aboli le système féodal, mis un terme à la censure, créé un système de gouvernement représentatif centralisé, fait disparaître les anciennes divisions locales et provinciales pour les remplacer par des départements, qui existent encore aujourd'hui, institué l'égalité devant la loi et séparé le pouvoir exécutif du pouvoir législatif. Et ces réformes ne constituent que la partie la plus extraordinaire des réformes entreprises par un des corps parlementaires les plus remarquables de l'histoire humaine. Ses quelques échecs tendent à dissimuler cette immense réussite ; tout était pourtant contre eux. L'Assemblée nationale et la Constituante font sauter toutes les entraves légales et institutionnelles qui empêchaient la modernisation de la France. La souveraineté populaire, la centralisation administrative et l'égalité de

chacun devant la loi sont des éléments qui sont devenus depuis constitutifs des institutions françaises.

De nombreux Français n'apprécient pas tous ces changements ; certains n'en apprécient aucun. En 1791, le roi a déjà amplement fait la preuve de ses réticences et s'il est, en 1789, regardé avec bienveillance par la majorité de ses sujets, il est désormais suspecté d'être antirévolutionnaire. Certains nobles ont déjà choisi d'émigrer plutôt que de subir ce qu'ils désapprouvent ; à leur tête se trouvent deux des frères du roi, ce qui n'améliore pas vraiment l'image de la monarchie. De très nombreux Français se détournent de la Révolution quand l'Assemblée nationale décide de s'immiscer dans les affaires de l'Église. La plupart des Français, à commencer par des membres du clergé, voient au départ la chose d'un bon œil, mais le pape s'y oppose et tente de faire valoir la primauté de son autorité sur le clergé gallican. Les catholiques français se trouvent ainsi sommés de choisir entre l'allégeance à la papauté ou à la Constitution française. Il en résulte une querelle qui va littéralement empoisonner les débats politiques révolutionnaires. Début 1792, le Premier ministre britannique croit pouvoir affirmer que les quinze prochaines années seront des années de paix. En avril, la France entre en guerre contre l'Autriche et, peu après, contre la Prusse. La plupart des Français sont persuadés que les puissances étrangères souhaitent intervenir en France pour mettre un terme à la Révolution et ramener le pays en 1788, et n'ont pas tout à fait tort. À l'été, la guerre tourne mal, la suspicion et les pénuries augmentent et le roi est totalement discrédité. Une insurrection parisienne renverse la monarchie et provoque la convocation d'une nouvelle Assemblée, dont l'objectif est à présent de donner à la France une Constitution républicaine. Ce corps législatif, qui entre dans l'histoire sous le nom de Convention, est le centre du pouvoir en France jusqu'en 1796. Malgré la guerre civile et la guerre étrangère, malgré

les crises idéologiques et économiques, la Convention va assurer la survie de la Révolution. La plupart de ses membres ne sont pas plus progressistes que leurs prédécesseurs. Ils croient en l'individu et au caractère inaliénable de la propriété privée (ils proposent la peine de mort pour toute personne qui s'aviserait de projeter la collectivisation des terres), considèrent parler au nom du peuple, et permettent à certains d'entre eux d'avoir leur mot à dire en soutenant le suffrage universel masculin. Ce qui les distingue de leurs prédécesseurs, c'est qu'ils sont prêts à aller beaucoup plus loin que les premières Assemblées pour parer aux urgences du moment (et particulièrement quand ils craignent une défaite militaire) ; ils siègent également dans une capitale qui est, depuis longtemps, le terrain de jeu de politiciens extrémistes et manipulateurs, capables de les forcer à voter des mesures plus radicales qu'ils ne le souhaiteraient et à faire usage d'un vocabulaire beaucoup plus démocratique. En conséquence, ils effraient bien davantage l'Europe que leurs prédécesseurs. La rupture symbolique intervient en janvier 1793 avec le vote, par la Convention, de la mort du roi. L'exécution − légale − d'un roi était jusqu'alors jugée comme une aberration anglaise ; les Anglais sont pourtant aussi abasourdis que le reste de l'Europe. Ils entrent eux aussi en guerre contre la France, redoutant les effets stratégiques et commerciaux d'une victoire française sur l'Autriche aux Pays-Bas. La guerre ressemble de plus en plus à un conflit idéologique et, pour la gagner, le gouvernement français apparaît comme de plus en plus sanguinaire dans les affaires intérieures. La guillotine, nouvel instrument visant à humaniser les exécutions capitales (pur produit des Lumières prérévolutionnaires combinant l'efficacité technique et le souci d'assurer à ses victimes une mort aussi rapide que certaine), devient le symbole de la Terreur, nom que l'on va bientôt donner à une période qui voit la Convention faire flèche de tout bois pour

intimider ses ennemis intérieurs et assurer la survie de la Révolution. La symbolique est ici bien trompeuse. Une bonne partie de cette fameuse Terreur est purement rhétorique et se limite à des rodomontades de politiciens soucieux de garder espoir et d'effrayer leurs opposants. Dans les faits, elle est le reflet d'un mélange de patriotisme, de nécessité pratique, d'idéalisme brouillon, d'égoïsme et de basse vengeance, qui permet de régler de vieux comptes au nom de la République. Certes, de nombreuses personnes en sont victimes − on a avancé le chiffre de 35 000 exécutions − et nombreux sont ceux qui émigrent pour éviter de l'être, mais la guillotine n'est responsable de la mort que d'une minorité de victimes. En dix-huit mois environ, les Français, que leurs contemporains considèrent alors comme des monstres, exécutent à peu près autant de leurs concitoyens qu'au cours des dix jours de combats de rue et de pelotons d'exécution qui mettront un terme à la Commune de Paris en 1871. À titre de comparaison, le nombre de personnes qui périssent au cours de cette année et demie est deux fois supérieur au nombre des soldats britanniques qui mourront le premier jour de la bataille de la Somme, en juillet 1916. Que pareilles effusions de sang aient contribué à exacerber les tensions entre les Français est certain, mais leur étendue ne saurait être exagérée. Toute la noblesse pâtit de cette Révolution, mais seule une minorité de nobles jugent nécessaire d'émigrer. Le clergé souffre peut-être davantage et de nombreux prêtres émigrent, en effet, mais les prêtres catholiques qui quittent la France pendant la Révolution sont bien moins nombreux que ceux qui fuient les États-Unis après 1783. Les loyalistes américains sont proportionnellement bien plus nombreux à quitter le territoire des États-Unis après l'indépendance que les adversaires de la Révolution à abandonner la France durant et après la Terreur. La Convention finit par l'emporter militairement, tant contre les coalisés que sur le plan intérieur. En 1797, la Grande-Bretagne est la seule

puissance à n’avoir pas fait la paix avec la France, la Terreur est de l’histoire ancienne et la République est gouvernée par un régime parlementaire, selon la Constitution adoptée par la Convention en 1796. La Révolution est plus assurée que jamais, mais elle paraît encore fragile. À l’étranger, les royalistes tentent de trouver des alliés pour rentrer en France et intriguent avec les mécontents de l’intérieur. Mais rares sont les Français qui espèrent un retour de l’Ancien Régime. D’autres insistent pour que la logique de la démocratie soit poussée davantage encore, affirmant que l’écart entre les riches et les pauvres est aussi infamant que celui qui existait entre les privilégiés et les autres, et que les plus radicaux des Parisiens devraient avoir leur mot à dire dans les affaires. Voilà qui est aussi alarmant que les craintes d’une restauration pour tous ceux qui ont bénéficié de la Révolution ou qui ne veulent tout simplement pas d’un nouveau bain de sang. Pressé sur sa droite comme sur sa gauche, le Directoire (tel est le nom du nouveau régime) se trouve en quelque sorte en bonne position, tout en se faisant des ennemis de ceux qui considèrent son choix d’une voie médiane (et quelque peu zigzagante) comme inacceptable. Le Directoire est finalement détruit de l’intérieur par un coup d’État mené par une conjuration de politiciens et de militaires, qui institue un nouveau régime en 1799.

Dix ans après la convocation des états généraux, il est clair pour la majorité des observateurs que la France a définitivement rompu avec son passé médiéval. D’un point de vue institutionnel, la rupture a été très rapide. Presque toutes les grandes réformes y ayant concouru sont textes de loi, au moins en principe, dès 1789. L’abolition formelle du féodalisme, des privilèges légaux et de l’absolutisme théocratique comme l’organisation de la société sur des bases individualistes et séculières sont au cœur des principes de 1789, distillés par la Déclaration des droits de l’homme et du citoyen qui sert de préambule à la

Constitution de 1791. L'égalité devant la loi et la protection des droits individuels, la séparation de l'Église et de l'État, la tolérance religieuse en sont les expressions. Une autorité provenant de la souveraineté populaire par le biais d'une Assemblée nationale, supérieure aux privilèges locaux ou de classe, constitue la base de la jurisprudence qui les soutient. Elle démontre qu'elle peut survivre à des tempêtes financières bien plus graves que celles qui avaient entraîné la chute de la monarchie (comme la banqueroute et l'effondrement de la monnaie), et qu'elle peut effectuer des changements administratifs dont le despotisme éclairé n'avait pu que rêver. Les Européens contemplent avec un mélange d'effroi et d'ébahissement ce puissant moteur législatif renverser et rebâtir des institutions à tous les niveaux de la société française. La souveraineté est un grand instrument de réforme, comme les despotes éclairés s'en sont rendu compte. C'est la fin de la torture judiciaire, des titres de noblesse et des corporations. L'émergence possible de syndicats est pourtant tuée dans l'œuf par une législation interdisant aux ouvriers comme à leurs employeurs de s'associer à des fins économiques. Avec le recul, les balises d'une société de marché sont déjà bien visibles. Même la vieille monnaie, qui fonctionnait encore en suivant les ratios carolingiens (1 livre : 20 sous : 240 deniers), est abandonnée pour un système décimal avec des francs et des centimes, tandis que le fatras des poids et mesures est (en théorie) remplacé par un système métrique qui va devenir universel.

De tels changements ne sont pas sans créer des clivages, ne serait-ce que parce que les esprits changent plus lentement que les lois. Les paysans qui avaient accueilli avec joie l'abolition des droits féodaux sont moins heureux de voir disparaître les droits communaux dont ils bénéficiaient et qui faisaient eux aussi partie de l'« ordre » féodal. La sainte ampoule conservée à Reims, qui avait oint les rois de France depuis le Moyen Âge, est publiquement

détruite par les autorités durant la Terreur ; un autel de la Raison remplace le vieil autel chrétien dans la cathédrale de Notre-Dame ; de nombreux prêtres sont persécutés. Cette France-là n'est clairement plus chrétienne au sens traditionnel et la monarchie de droit divin meurt de sa belle mort sans être pleurée par la plupart des Français. Mais le traitement réservé à l'Église entraîne une opposition populaire à la Révolution comme aucun autre sujet ; le culte de quasi-divinités comme la Raison ou l'Être suprême, promu par certains révolutionnaires, est un échec et de nombreux Français accueillent avec joie la restauration de l'Église catholique en France. Avant d'être officielle, cette restauration s'est accomplie *de facto* dans les paroisses, grâce au soutien spontané des fidèles.

Les fractures ouvertes par les changements révolutionnaires en France ne peuvent pas davantage être confinées à ses frontières que les principes de 1789. Ils suscitent, de prime abord, une grande admiration et peu de condamnations ou de méfiance au sein des autres pays. Cela change vite, particulièrement lorsque les gouvernements français se mettent en tête d'exporter leurs principes par la propagande et la guerre. La Révolution française génère rapidement des discussions dans les autres pays, mais dans des termes dictés par les circonstances qui l'ont vue naître. La France exporte donc sa façon de penser la politique au reste de l'Europe. C'est la deuxième caractéristique fondamentale de cette période révolutionnaire, le point de départ de la politique européenne moderne et de l'emploi des termes de droite et de gauche, toujours utilisés. Les libéraux et les conservateurs (il faudra attendre un peu plus d'une décennie avant que ces termes soient utilisés) ne commencent à exister politiquement qu'avec l'avènement de la Révolution française, qui devient la pierre de touche de la politique, un révélateur de points de vue. Il y a d'un côté le républicanisme, le suffrage étendu, les droits individuels, la liberté de parole et de publication ; de l'autre, il y a l'ordre,

la discipline, l'accent placé sur les devoirs plutôt que sur les droits, la reconnaissance de l'importance sociale de la hiérarchie et le souhait de tempérer les forces du marché par la morale.

Certains Français pensent que la Révolution française a une signification universelle. Adoptant le mode de pensée des Lumières, ils se font les avocats de l'acceptation par les autres nations des principes employés par eux pour résoudre les problèmes de la France. Ce n'est pas seulement de l'arrogance. Les sociétés de l'Europe préindustrielle et traditionnelle ont de nombreux points communs et toutes peuvent apprendre quelque chose de la France. C'est ainsi que les ressorts traditionnels de l'influence française sont renforcés par une propagande et un effort quasi évangéliques.

Les admirateurs et soutiens de la Révolution française ne sont pas les seuls à lui attribuer une signification inédite et universelle. La Révolution porte en elle les racines du conservatisme européen comme force consciente de son existence. Bien avant 1789, il est vrai, bon nombre des éléments constitutifs de la pensée conservatrice moderne se trahissaient dans des phénomènes tels que l'irritation face aux réformes du despotisme éclairé, le ressentiment du clergé face au prestige et aux effets des « idées nouvelles » et une opposition épidermique à la rationalité inhérente au romantisme. De telles forces sont prédominantes en Allemagne, mais c'est en Angleterre qu'apparaît le premier et à bien des égards le plus important des grands traités conservateurs et antirévolutionnaires : *Réflexions sur la Révolution de France*, publié en 1790 par Edmund Burke. L'auteur fut l'un des avocats des droits des colons américains et son livre ne constitue en rien une défense échevelée des privilèges. Le conservatisme développé dans l'ouvrage s'écarte de son habituelle et légaliste défense de l'ordre établi et propose une théorie de la société présentée comme une création conjointe de la volonté, de la raison et

de la morale. La Révolution y est quant à elle condamnée comme la fille de l'arrogance de l'intellect, d'un rationalisme aride et de l'orgueil − le plus mortel des péchés.

Mais la nouvelle polarisation de la politique européenne engendrée par la Révolution promeut l'idée de révolution elle-même, avec de grandes conséquences. L'idée ancienne qu'une révolution politique ne serait qu'une rupture circonstancielle dans une continuité essentielle est remplacée par l'idée d'un bouleversement radical, complet, et pouvant subvertir des institutions aussi basiques que la famille ou la propriété. Qu'ils soient enthousiasmés ou écœurés par un tel processus, ses témoins ovationnent ou déplorent une révolution qui se manifeste comme un phénomène universel. Au XIX^{e} siècle, on parle de la Révolution comme d'une force universelle et éternellement présente. Cette idée est l'expression extrême d'une forme idéologique de la politique qui est tout sauf morte. Nombreux sont ceux qui, aujourd'hui encore, considèrent que tous les mouvements insurrectionnels ou subversifs devraient, par principe, être approuvés ou condamnés sans se préoccuper des circonstances particulières. Cette mythologie a été cause de bien des catastrophes, mais l'Europe et le monde que l'Europe a transformé ont appris à vivre avec ceux qui répondent à ce phénomène de manière épidermique, comme les générations passées ont vécu avec la folie des divisions religieuses. La survie de cette mythologie témoigne de l'impact de la Révolution française.

Tenter d'en dater la fin serait sans objet. Mais 1799 est une année importante. Le coup d'État qui renverse le Directoire place au pouvoir un homme qui va y demeurer jusqu'en 1814 et bouleverser l'ordre européen tout entier : Napoléon Bonaparte, ancien général de la République, Premier Consul et futur empereur des Français. Comme la plupart des grandes figures de son temps, il est encore jeune homme en arrivant au pouvoir. Il a déjà fait montre de

son génie implacable en tant que soldat. Ses victoires, combinées à un sens politique hors du commun, et sa capacité à désobéir lui valent déjà une grande réputation ; à bien des égards, il est le prototype même de l'« aventurier » du XVIII^{e} siècle. En 1799, son prestige et sa popularité sont immenses. Personne, à part les politiciens qu'il renverse, ne regrette de le voir les mettre à terre et assumer le pouvoir. Il justifie immédiatement son ascension en écrasant les Autrichiens (qui se sont joints à une coalition contre la France) et leur impose une paix avantageuse. Voilà une menace écartée pour la Révolution et chacun pense que Napoléon demeurera fidèle à ses principes. Leur consolidation restera sans doute sa réalisation la plus positive.

Si Napoléon (tel est officiellement son nom après 1804, quand il proclame l'Empire) réinstalle une forme de monarchie en France, il ne s'agit nullement d'une restauration. L'empereur nouveau prend d'ailleurs un soin tout particulier à humilier les Bourbons en exil afin de s'assurer que toute réconciliation sera impossible. Il cherche et obtient la légitimation de l'Empire par la voix du plébiscite. Il s'agit donc d'une monarchie pour laquelle les Français ont voté ; elle s'appuie sur la souveraineté populaire, c'est-à-dire sur les acquis de la Révolution. Elle assume la consolidation de la Révolution que le Consulat a déjà amorcée. Toutes les grandes réformes institutionnelles des années 1790 sont confirmées ou laissées intactes ; les ventes de terres ayant appartenu à l'Église ne provoquent aucun trouble, les anciennes corporations ne sont pas restaurées, l'égalité devant la loi n'est pas remise en cause. Certaines mesures sont même poussées plus en avant : les départements se voient ainsi pourvus de préfets, qui ressemblent, dans leurs attributions, aux émissaires de la Terreur dans les provinces (et de nombreux anciens révolutionnaires deviennent préfets). Une telle amplification de la centralisation des structures administratives aurait été

sans nul doute approuvée par les despotes éclairés. Dans le travail quotidien du gouvernement, pourtant, certains principes de la Révolution sont enfreints en pratique. Comme tous ses prédécesseurs depuis 1793, Napoléon contrôle la presse par le biais d'une censure drastique, fait enfermer des opposants sans jugement et donne des coups de canif dans les droits de l'homme, notamment dans le domaine des libertés civiles. Les corps représentatifs existent sous le Consulat et l'Empire, mais ils ne servent pas à grand-chose. Il semble pourtant que les Français approuvent ce changement de cap, comme ils approuvent le pragmatisme de Napoléon dans sa gestion du concordat avec le pape, qui réconcilie les catholiques avec le régime, en reconnaissant légalement ce qui existait dans les faits au sein de l'Église de France.

Tout cela concourt à la consolidation de la Révolution, une consolidation garantie en interne par un gouvernement bien établi et à l'extérieur par une puissance militaire et diplomatique. Les deux finissent pourtant par s'éroder à mesure des efforts militaires entrepris par Napoléon. La France domine un temps l'Europe ; ses armées vont de Moscou, à l'est, jusqu'au Portugal, à l'ouest, et montent la garde de La Corogne, sur l'Atlantique, à Stettin, sur la Baltique. Mais les victoires coûtent cher ; même la mise en coupe réglée des territoires conquis ne suffit pas au maintien de l'hégémonie de la France face aux autres nations européennes, que l'affirmation arrogante du pouvoir de Napoléon a fini par exciter. La Grande Armée qu'il fait entrer en Russie en 1812 est anéantie par les rigueurs de l'hiver et il ne peut alors plus compter que sur la division de ses ennemis pour en réchapper. Ces derniers ne lui font pas ce cadeau. Napoléon tient les Britanniques, qui ont été en guerre avec la France presque sans interruption depuis 1792, comme responsables de sa défaite. Il n'a pas tort ;

cette guerre franco-anglaise n’est que le dernier épisode d’un siècle de rivalité, mais aussi une guerre entre une monarchie constitutionnelle et une dictature militaire. C’est la Royal Navy, à Aboukir en 1798 et à Trafalgar en 1805, qui confine Napoléon à l’Europe territoriale. C’est l’argent britannique qui finance les Alliés quand ils se déclarent prêts à se soulever, et l’armée britannique qui combat en Espagne y maintient, à partir de 1809, un front qui assèche les finances de la France tout en redonnant de l’espoir à ses ennemis.

Début 1814, Napoléon ne peut plus défendre que la France. S’il le fait avec brio, les ressources manquent pour combattre les Russes, les Prussiens et les Autrichiens à l’Est et l’invasion du Sud-Ouest par les Britanniques et leurs alliés. Ses généraux et ministres parviennent à l’écarter et à obtenir la paix sans provoquer de révolte populaire, malgré le retour des Bourbons. Mais il est alors clair qu’il est impossible de revenir à la situation d’avant 1789. Le concordat demeure, le système départemental aussi, l’égalité devant la loi et le Parlement également ; la Révolution est devenue partie prenante de l’ordre établi. Napoléon lui a donné le temps, la paix sociale et les institutions nécessaires. Rien n’a survécu de la Révolution qu’il n’a pas confirmé.

Voilà qui fait de lui un homme très différent des monarques traditionnels, même les plus modernisateurs − alors qu’il se montre, dans les faits, souvent conservateur dans sa politique, détestant les innovations. Il finit par devenir un despote démocratique, dont l’autorité vient du peuple, tant par le biais des plébiscites que grâce à celle qu’il acquiert en s’assurant de son soutien pour la poursuite de la guerre. Il est donc bien plus proche des dirigeants modernes que de Louis XIV. Mais il partage avec ce dernier le talent d’avoir fait de la France une puissance internationale d’un niveau sans précédent. Voilà pourquoi ces deux monarques continuent de fasciner les Français. Ils

diffèrent pourtant à deux titres : Napoléon a non seulement dominé l'Europe comme jamais Louis XIV ne l'avait fait, mais, grâce à la Révolution, son hégémonie a de loin dépassé la simple suprématie nationale, même si ce fait ne devrait pas être surestimé. Le Napoléon libérateur et grand Européen est une construction *a posteriori*. Car, entre 1800 et 1814, l'impact le plus clair de Napoléon se matérialise dans les bains de sang et les bouleversements qu'il provoque aux quatre coins de l'Europe, et qui découlent pour l'essentiel de sa mégalomanie et de sa vanité. Sa domination a néanmoins des effets secondaires, plus ou moins intentionnels. Ils participent tous à étendre et affermir les principes de la Révolution française.

Il suffit pour s'en convaincre de regarder une carte. En Europe, le patchwork étatique de 1789 a déjà connu des bouleversements majeurs avant même que Napoléon ne prenne le pouvoir, les armées françaises qui combattaient en Italie, en Suisse ou dans les Provinces-Unies y ayant en effet établi de nouvelles Républiques satellites. Mais elles auraient été incapables de survivre sans le soutien des armées françaises et ce n'est que lorsque l'hégémonie de la France est rétablie sous le Consulat qu'apparaît une nouvelle organisation qui va avoir des conséquences durables dans de nombreuses parties de l'Europe.



Elles se font surtout sentir dans l'ouest de l'Allemagne, dont la structure politique est révolutionnée et dont les fondements médiévaux sont balayés. Les territoires allemands situés sur la rive gauche du Rhin sont annexés par la France de 1801 à 1814, annonçant le début d'une destruction des anciennes pratiques politiques allemandes. La France réorganise la rive droite du Rhin, sécularise les territoires ecclésiastiques, absorbe presque l'intégralité des

villes libres impériales, accorde de nouveaux territoires à la Prusse, au Hanovre, à la Bavière et au Bade pour compenser leurs pertes territoriales ailleurs, et abolit également l'ancienne noblesse impériale indépendante. Voilà qui a pour effet pratique de diminuer l'influence des catholiques, et donc des Habsbourg, en Allemagne tout en renforçant les États princiers et assimilés (à commencer par la Prusse). La Constitution du Saint Empire romain est également révisée pour prendre ces changements en compte. Elle ne dure que jusqu'en 1806, quand une nouvelle défaite autrichienne provoque de nouveaux changements en Allemagne et l'abolition de l'Empire.

Voilà comment disparaît une structure qui avait donné à l'Allemagne un semblant de cohérence politique depuis plusieurs siècles. Une Confédération du Rhin est instituée, qui forme une troisième force pour contrer celles de la Prusse et de l'Autriche. Les intérêts de la France sont ainsi affirmés de manière triomphale. Richelieu et Louis XIV auraient grandement apprécié l'idée d'une frontière sur le Rhin avec, au-delà, une Allemagne divisée pour y pouvoir mieux régner. Cette structure nouvelle offre un avantage supplémentaire, à l'Allemagne cette fois : l'ancienne structure avait constitué un frein à l'unification allemande. Aucun accord n'allait par la suite envisager sa résurrection. Quand les Alliés s'accordent pour dresser la carte de l'Europe post-Napoléon, ils donnent eux aussi naissance à une Confédération allemande. Elle est différente de celle de l'Empereur. La Prusse et l'Autriche en font partie, du moins leurs territoires allemands, mais la consolidation est en marche. De plus de 300 entités politiques avec des organisations propres en 1789, l'Allemagne passe à 38 États en 1815. La réorganisation est moindre en Italie et ses effets sont moins révolutionnaires. Mais le système napoléonien a donné naissance à deux grandes entités nominalement indépendantes, tandis que d'autres territoires (dont les États pontificaux) ont été incorporés à

la France et organisés en départements. Rien de tout cela ne survit à la défaite française de Waterloo en 1815, mais l'Ancien Régime n'est pas rétabli. Les vieilles républiques de Gênes et de Venise demeurent au tombeau où les armées de la République les ont reléguées. Elles sont absorbées par de plus grands États − Gênes par la Sardaigne et Venise par l'Autriche. Ailleurs en Europe, au sommet de la puissance napoléonienne, la France a annexé et gouverné directement une grande quantité de territoires allant des Pyrénées au Danemark, au nord, et de la Catalogne à la frontière entre Rome et Naples, au sud. S'en détache un assez large morceau de ce qui deviendra la Yougoslavie. Des États satellites et vassaux, disposant de degrés variables d'indépendance et dont certains sont dirigés par des membres de la famille de Napoléon, se sont partagé le reste de l'Italie, de la Suisse et de l'Allemagne à l'est de l'Elbe. Dernier satellite isolé, à l'Est, le « grand-duché de Varsovie » a été créé sur des territoires ayant appartenu à la Russie.

Des pratiques administratives et des institutions similaires donnent à presque tous ces États un substrat commun, celui des institutions et des idées qui incarnent les principes de la Révolution. Elles dépassent rarement le cours de l'Elbe, sauf dans la brève expérimentation polonaise. La Révolution française rejoint donc la cohorte des influences qui, à maintes reprises, ont contribué à la séparation entre l'est et l'ouest de l'Europe. Au sein de l'Empire français, Allemands, Italiens, Illyriens, Belges et Hollandais sont tous régis par le Code Napoléon ; si ce dernier est à l'initiative de sa création, son contenu est pour l'essentiel le résultat des travaux des législateurs révolutionnaires qui n'avaient jamais été en mesure, durant la décennie troublée des années 1790, de fixer les lois que tant de Français réclamaient en 1789. Ces codes introduisent de nouveaux concepts de famille, propriété, pouvoirs public et individuel qui se répandent à travers

l’Europe. Ils remplacent ou viennent s’ajouter à un fatras de lois coutumières, locales, romaines ou ecclésiastiques. Le système départemental de l’Empire impose également des pratiques administratives communes, le service dans les armées françaises, une discipline et des règlements militaires communs ; et le système décimal français des poids et mesures remplace de très nombreuses mesures locales. De telles innovations exercent une influence allant très au-delà des limites réelles de la domination française et constituent des modèles et des sources d’inspiration pour les libéraux des autres pays. Elles sont d’autant plus faciles à assimiler que des représentants et fonctionnaires français travaillent dans de nombreux États satellites, tandis que de très nombreuses nationalités sont représentées au sein du système napoléonien.

De tels changements prennent un certain temps avant que leurs effets ne se fassent sentir, mais ils sont aussi profonds que révolutionnaires. Ils ne sont pas nécessairement libéraux, d’ailleurs ; si les droits de l’homme sont généralement drapés dans les plis du drapeau tricolore, la police secrète de Napoléon, les officiers des douanes et les intendants s’y dissimulent aussi. Mais la domination napoléonienne provoque une autre révolution, qui tient dans la réaction et les résistances qu’elle engendre. En étendant les principes révolutionnaires, les Français se tirent en quelque sorte une balle dans le pied. Car la souveraineté populaire est au cœur de la Révolution et cet idéal est intimement lié au nationalisme. Les principes édictés par les Français affirment que les peuples doivent se gouverner eux-mêmes et que l’unité au sein de laquelle cette souveraineté doit s’exercer est celle de la nation : les révolutionnaires ont proclamé leur République « une et indivisible » pour cette raison. Certains de leurs admirateurs étrangers appliquent ce principe à leur propre pays ; les Italiens et les Allemands ne vivent pas dans des États-nations et peut-être le devraient-ils, se disent-ils.

Car la médaille a son revers. L'Europe conquise est naturellement dirigée au profit de la France et nie les droits des autres Européens, qui voient leur agriculture et leur commerce sacrifiés sur l'autel de la politique extérieure française ; ils doivent servir aux côtés des armées impériales et se voient imposer, de la main même de Napoléon, des souverains français ou des fantoches locaux. Même ceux qui ont accueilli favorablement les principes de la Révolution commencent à raisonner en termes de résistance nationale. La période napoléonienne donne un immense élan au nationalisme en Europe, quand bien même de nombreux gouvernants rechignent à l'employer. Les Westphaliens et les Bavarois commencent à se sentir allemands comme les Romains et les Milanais commencent à s'imaginer italiens : ils sentent quels sont leurs intérêts communs face à la France. En Espagne et en Russie, l'identification de la résistance patriotique à la résistance à la Révolution est presque totale.

Au final, si la dynastie que Napoléon espérait faire naître et son Empire s'avèrent éphémères, son œuvre est d'une grande importance. Elle libère dans de nombreux pays les mêmes réserves d'énergies que celles libérées en France par la Révolution, qui ne pourront plus jamais être remisées. Napoléon assure la pérennité de l'héritage révolutionnaire. C'est là sa plus belle réussite, qu'il l'ait ou non voulue. L'abdication de 1814 n'est pourtant pas le dernier acte de son histoire. Un an plus tard, l'Empereur quitte l'île d'Elbe, où il vivait en exil, et rentre en France, provoquant l'effondrement immédiat du régime restauré des Bourbons. Les coalisés demeurent malgré tout décidés à le renverser, car il les a trop effrayés par le passé. Son aventure se termine à Waterloo, le 18 juin 1815. La menace d'une renaissance de l'Empire français est anéantie par les efforts conjoints des Anglo-Belges et des Prussiens. Cette fois, les vainqueurs l'envoient à Sainte-Hélène, une île de l'Atlantique-Sud, à des milliers de kilomètres de l'Europe. Il

y meurt en 1821. La crainte de Napoléon a renforcé la détermination des grandes puissances à établir une paix qui éviterait la répétition des conflits ayant ensanglanté l'Europe durant près d'un quart de siècle après la Révolution. Napoléon a donc façonné la nouvelle carte de l'Europe non seulement en raison des modifications qu'il y a apportées, mais aussi de la crainte que la France a inspirée sous son règne.

III
Changements politiques : une nouvelle Europe

Malgré les espoirs que nourrissent de nombreux hommes d'État conservateurs en 1815, la période des troubles vient juste de commencer. Il suffit pour s'en convaincre de voir à quel point la carte de l'Europe change en soixante ans. En 1871, quand une Allemagne unifiée fait son entrée dans la cour des grands, la majorité de l'Europe à l'ouest d'une ligne reliant la Baltique à l'Adriatique est organisée en États qui s'affirment fondés sur le principe de la nationalité, malgré l'opposition de certaines minorités. Et même à l'est de cette ligne on peut déjà trouver des États-nations. En 1914, le nationalisme a encore franchi un nouveau cap et les Balkans sont majoritairement organisés de la sorte.

Le nationalisme, nouvelle donne dans le domaine politique, a des origines anciennes, dont on trouve des exemples en Grande-Bretagne ou dans de petits États européens au cours des siècles précédents. Mais son grand triomphe a lieu après 1815, comme composante de la nouvelle politique européenne. En son cœur se trouve un nouveau mode de pensée qui tient l'existence de l'intérêt public pour plus importante que celle des souverains ou des hiérarchies privilégiées. Il part également du principe que la lutte visant à définir et protéger cet intérêt est légitime. Une telle lutte doit, on le pense de plus en plus, se dérouler au sein de nouvelles institutions ; les anciennes formes juridiques ou de cour ne semblent plus adaptées à la résolution des querelles politiques.

Le cadre institutionnel de cette transformation de la vie publique émerge plus ou moins rapidement selon les pays.

Même dans les plus avancés, il ne saurait se résumer à une seule suite de mesures. Le nationalisme entre en conflit avec d'autres principes plus anciens − celui de monarchie héréditaire, par exemple. Il devient de plus en plus courant, dans le discours politique européen du XIX^{e} siècle, d'entendre dire que les intérêts de ce que l'on tient pour les nations « historiques » doivent être protégés et promus par des gouvernements. Cette vision est compatible avec les querelles anciennes et acharnées portant sur la définition même des nations « historiques », sur la manière dont leurs intérêts peuvent être définis et dans quelle mesure elles devraient peser dans les décisions des gouvernants. D'autres principes cohabitent avec le nationalisme. Des termes comme « démocratie » ou « libéralisme » sont assez vagues et généralement utilisés faute de termes plus appropriés. Dans la plupart des pays, on considère le développement des institutions représentatives comme une manière d'associer (même de manière uniquement formelle) une portion toujours croissante du peuple avec le gouvernement. Libéraux et démocrates exigent davantage de participation populaire et une meilleure représentation électorale. De plus en plus, l'individu devient la base de l'organisation sociale et politique dans les pays avancés économiquement. L'appartenance d'un individu à des unités communales, religieuses, professionnelles ou familiales finit par moins importer que ses droits individuels. Si, dans certains cas, cela mène à davantage de libertés, il arrive que ce soit le contraire. L'État devient bien plus puissant judiciairement qu'auparavant dans sa relation avec ses sujets au XIX^{e} siècle ; lentement mais sûrement, l'appareil d'État devient techniquement de plus en plus efficace et toujours plus à même de les contrôler.

La Révolution française est pour une large part à l'origine de ces changements, et son influence, tant comme exemple que comme source de mythologie, compte tout autant dans leur perpétuation. Qu'ils regrettent ou se réjouissent de voir

la Révolution se terminer en 1815, les contemporains ignorent que son impact en Europe n'a pas encore donné toute sa mesure. Dans de nombreux pays, la manière dont la France a balayé ses anciennes institutions invite à la critique et à la démolition. Ces institutions sont d'autant plus vulnérables que d'autres forces économiques et sociales sont également à l'œuvre. Voilà qui donne aux idées et traditions révolutionnaires de nouvelles opportunités. Chacun sent l'Europe, pour le meilleur ou pour le pire, au bord de la révolution générale. Voilà qui encourage à la fois les tenants et les adversaires de l'ordre existant à promouvoir deux pensées politiques et à les intégrer davantage au cadre des principes de 1789 : le nationalisme et le libéralisme. Ces idées vont dominer l'histoire de l'Europe jusqu'en 1870 et constituent même la dynamique de sa politique intérieure. Mais ces idées ne tiennent pas leurs promesses. Elles ont de nombreuses facettes, qui viennent fréquemment se heurter et se contrarier, et ont de nombreux adversaires. Mais elles demeurent pourtant des fils commodes au sein de l'histoire riche et turbulente du XIX^{e} siècle, laboratoire politique dans lequel ces expérimentations, explosions et découvertes vont changer l'histoire du reste du monde.



Ces influences sont déjà à l'œuvre dans les négociations qui façonnent le futur ordre international du XIX^e siècle, lors du Congrès de Vienne de 1815, qui met un terme aux guerres de la Révolution et de l'Empire. Le but premier du congrès est d'éviter qu'elles se répètent. Les artisans de la paix cherchent à contenir la France et à éviter toute révolution, en utilisant comme matériau premier celui de la légitimité, le noyau idéologique de l'Europe conservatrice, ainsi que certains arrangements territoriaux pratiques afin d'éviter toute future agression française. La Prusse se voit ainsi attribuer de larges portions de territoires sur le Rhin, un nouvel État apparaît au nord de la France avec un souverain hollandais qui règne à la fois sur la Belgique et les Pays-Bas, le royaume de Sardaigne reçoit Gênes et

l’Autriche recouvre non seulement ses anciennes possessions italiennes, mais garde également Venise et se voit accorder une assez large liberté d’intervenir dans les affaires des autres États de la Péninsule. À bien des égards, la légitimité s’incline devant l’urgence ; bon nombre de princes spoliés durant les années de troubles n’obtiennent pas réparation. Mais les grandes puissances continuent malgré tout de parler de légitimité (une fois les accords signés) non sans un certain succès. Durant près de quarante années, le Congrès de Vienne constitue le cadre dans lequel les querelles sont vidées, sans conflit. Quarante ans plus tard, la plupart des régimes installés en 1815 sont toujours là, même si certains sont mal en point.

Cela tient pour une large part à la crainte absolue des révolutions. Dans tous les grands pays d’Europe continentale, la période de la Restauration est une période faste tant pour les polices secrètes que pour les comploteurs. Les sociétés secrètes prolifèrent, sans désarmer, malgré leurs échecs répétés. Mais leurs tentatives démontrent malgré tout qu’aucune menace subversive ne saurait être mise facilement en échec. Les troupes autrichiennes déjouent des tentatives de coup d’État au Piémont et à Naples, des soldats français remettent sur le trône un roi espagnol réactionnaire gêné par une Constitution trop libérale pour lui, l’Empire russe survit à une conspiration politique et à une révolte en Pologne. La prédominance autrichienne en Allemagne n’est pas menacée et il est difficile, avec le recul, d’entrevoir les dangers poindre dans l’empire des Habsbourg avant 1848. Les puissances russe et autrichienne, la première comme réserve et la seconde comme fer de lance en Europe centrale et en Italie, sont les deux rocs sur lesquels l’ordre du Congrès de Vienne s’est établi. Le libéralisme et le nationalisme sont alors tenus, à tort, pour inséparables ; la suite va montrer à quel point c’est inexact. Mais la poignée d’individus qui souhaitent changer l’Europe par le biais

d’une révolution avant 1848 mettent tous en avant les principes de la Révolution française − gouvernement représentatif, souveraineté populaire, liberté de l’individu et de la presse − et ceux du nationalisme. Nombreux sont ceux qui confondent les deux ; parmi eux, le plus connu et le plus admiré est certainement Giuseppe Mazzini, un jeune Italien. En se faisant l’avocat d’une unité italienne dont la plupart de ses compatriotes ne veulent pas et en conspirant pour la faire advenir, il devient, malgré son échec, un modèle pour les nationalistes et les démocrates de tous les continents durant plus d’un siècle, une sorte d’icône. Mais le temps des idées dont il est le défenseur n’est pourtant pas encore venu.

À l’ouest du Rhin, qui échappe à la mainmise de la Sainte-Alliance (le nom donné aux trois puissances conservatrices : la Russie, l’Autriche et la Prusse), l’histoire est bien différente ; le légitimisme ne dure guère. En 1814, la restauration de la dynastie des Bourbons s’est déjà arrangée avec le principe de légitimité. On feint ainsi de considérer que Louis XVIII règne depuis la mort de son prédécesseur, Louis XVII (qui ne régna pas), à la prison du Temple en 1795. Or, comme chacun le sait et comme les légitimistes tentent de le dissimuler, Louis XVIII est revenu dans les bagages des armées ayant vaincu Napoléon. Son retour s’effectue dans des termes jugés acceptables par les élites politiques et militaires françaises de la période et, on peut le supposer, tolérables par le reste de la population. Le régime restauré est régulé par une charte, qui donne naissance à une monarchie constitutionnelle, avec un système de suffrage limité. Les droits des individus sont garantis et les confiscations et ventes de terres nobiliaires sous la Révolution ne sont pas remises en cause ; il n’y a pas de retour à l’avant-1789.

Néanmoins, le futur demeure incertain ; la bataille entre la droite et la gauche débute autour d’une dispute sur la Charte − doit-elle être un contrat entre le roi et le peuple ou

une simple émanation de la bienveillance du roi, qui peut donc être aussi aisément abandonnée qu'elle a été accordée ? − et s'étend ensuite à toute une série de sujets qui posent des questions de principe (c'est du moins ce que l'on en pense) sur les gains obtenus, durant la Révolution, par les classes possédantes et en matière de liberté.

Ce qui se joue, implicitement, c'est le bilan de la Révolution. On pourrait le résumer en disant que ceux qui se sont battus pour avoir leur mot à dire dans la gestion des affaires sous l'Ancien Régime ont gagné. Le poids politique des « notables », comme on les appelle parfois, est assuré. Qu'ils viennent de l'ancienne noblesse, qu'ils se soient bien placés durant la Révolution ou l'Empire ou qu'ils soient de grands propriétaires terriens ou de riches hommes d'affaires, ils dirigent désormais la France. Une nation est également née de la Révolution, avec des institutions : aucune personne, aucune corporation, ne peut à présent prétendre opérer en dehors de la sphère du gouvernement national de la France. Enfin, et de manière cruciale, la Révolution a changé la pensée politique. La manière dont les affaires publiques sont discutées et débattues en France est transformée. Qu'elle soit tracée entre droite ou gauche, conservateurs ou libéraux, c'est sur cette ligne que la bataille politique se livre, et plus autour du privilège de conseiller un monarque de droit divin. C'est bel et bien ce que Charles X, le dernier roi Bourbon en ligne directe, ne parvient pas à comprendre. Il tente, inconsidérément, de s'extraire des contraintes constitutionnelles qui encadrent sa fonction, ce qui s'apparente à un coup d'État. Paris se dresse contre lui au cours de la révolution de juillet 1830 ; des politiciens libéraux en prennent rapidement la tête et, au grand déplaisir des républicains, s'assurent qu'un nouveau roi va succéder à Charles X, qui abdique.

Louis-Philippe est à la tête de la branche cadette de la maison royale de France, la famille d'Orléans, mais aux yeux de nombreux conservateurs il est la Révolution

incarnée. Son père a voté la mort de Louis XVI (avant de monter sur l'échafaud peu après) et le nouveau roi a été officier dans les armées de la République. Il a même fait partie du Club des Jacobins, alors perçu par certains comme le Cabinet noir de la Révolution, et a vu politiquement grandir nombre de ses grands dirigeants. Pour les libéraux, Louis-Philippe est attirant pour les mêmes raisons ; il réconcilie la Révolution avec la stabilité de la monarchie. Les plus à gauche sont naturellement déçus. Le régime sur lequel il va régner durant dix-huit ans va s'avérer incontestablement constitutionnel et à même de préserver les libertés politiques, tout en protégeant les intérêts des plus fortunés. Il réprime vigoureusement les troubles urbains (et la pauvreté en provoque un grand nombre durant les années 1830), ce qui le rend impopulaire auprès de la gauche. Sous son règne, Guizot, homme politique de premier plan, propose à ses concitoyens de s'enrichir, une recommandation tournée en ridicule et incomprise ; il entend seulement leur rappeler que pour obtenir le droit de vote, encore censitaire, un revenu élevé est nécessaire (en 1830, le corps électoral français est trois fois inférieur à celui de l'Angleterre alors que la population française est deux fois plus nombreuse). La monarchie de Juillet continue de reposer sur la souveraineté populaire, principe révolutionnaire de 1789, qui donne à la France une certaine stature internationale dans une Europe divisée par les idéologies. Au cours des années 1830, les différences s'accroissent entre les pays constitutionnels (France, Angleterre, Espagne et Portugal) et les pays légitimistes et dynastiques de l'Est, avec leurs satellites en Allemagne et en Italie. Les gouvernements conservateurs n'ont que peu goûté la révolution de Juillet. Ils s'inquiètent de voir les Belges se soulever contre leur roi hollandais en 1830, mais ne peuvent lui venir en aide car Français et Britanniques soutiennent les Belges et la Russie doit faire face à une révolte en Pologne. Il faut attendre 1839 pour que la

Belgique assure son indépendance, le seul changement effectué dans l'Europe du Congrès de Vienne avant 1848, même si les troubles qui agitent l'Espagne et le Portugal ont des conséquences diplomatiques.

Dans le sud-est de l'Europe, le rythme du changement s'accélère. La Révolution française a elle aussi fait sentir ses effets, quoique plus tardivement. En 1804, un commerçant serbe fortuné dirige une révolte de ses compatriotes contre la garnison turque de Belgrade, qui commet de nombreux actes d'indiscipline. Le gouvernement ottoman accepte de fermer les yeux : cette révolte lui permet de mater ses soldats mutins et de calmer les paysans chrétiens qui s'étaient mis en tête de massacrer les musulmans des centres urbains. Son laisser-faire finit par déboucher sur l'établissement d'une principauté serbe autonome en 1817. Les Turcs ont, à cette date, déjà cédé la Bessarabie (région située entre le Dniestr et le Prout) à la Russie et ont été contraints de reconnaître que leur emprise sur l'Albanie et la Grèce n'était plus que formelle, le pouvoir étant détenu par des pachas locaux. Voilà désormais posée la question centrale qui va agiter l'Europe de l'Est au cours du XIX^{e} siècle : qui héritera des miettes de l'Empire ottoman déliquescent ? En Europe, cette « question d'Orient » préoccupe les grandes puissances durant plus d'un siècle ; dans les Balkans et dans les anciennes provinces asiatiques de l'Empire, la guerre n'est toujours pas terminée. Les questions raciales, religieuses, idéologiques et diplomatiques sont mélangées dès le départ. Les territoires ottomans forment une mosaïque de peuples et de communautés éparpillés sur de vastes zones, et l'accord de Vienne les a tout simplement ignorés dans son décompte des populations dont les droits pourraient être garantis par les grandes puissances. Quand débute, en 1821, ce que l'on a appelé la « Révolution grecque » (c'est-à-dire des sujets orthodoxes du sultan, dont un bon nombre sont des pirates ou des brigands) contre la férule ottomane,

la Russie abandonne ses principes conservateurs et soutient les rebelles. La religion et la stratégie ancienne de la Russie visant à s'emparer du sud-est de l'Europe empêchent la Sainte-Alliance de soutenir un souverain musulman. Les Russes finissent même par entrer en guerre contre le sultan. Le nouveau royaume de Grèce, qui émerge en 1832 et dont les frontières sont fixées par des étrangers, donne naturellement des idées aux autres peuples des Balkans. La question d'Orient est désormais compliquée par un nouveau venu dans le jeu balkanique : le nationalisme. Les perspectives ne sont guère réjouissantes. La révolte a entraîné des massacres de Grecs par les Turcs à Constantinople et à Smyrne, rapidement suivis de massacres de Turcs par les Grecs dans le Péloponnèse. Le problème qui va empoisonner les Balkans durant deux siècles est, dès le départ, caractérisé par des vagues de ce qu'on appellera plus tard le « nettoyage ethnique ».

En 1848, une nouvelle explosion révolutionnaire a lieu. L'équilibre de 1815 semble alors vaciller. Les années 1840 ont été des années de misère, de privations et de souffrances dans bien des lieux et particulièrement en Irlande, frappée par une grande famine en 1846, avant qu'en 1847, en France et en Europe centrale, le marasme économique n'affame les villes. Le chômage se répand. Il en résulte une violence qui un peu partout donne un nouvel élan aux mouvements radicaux. Un désordre en inspire un autre ; les exemples sont contagieux et affaiblissent la capacité du système de sécurité international à faire face aux manifestations. C'est en février 1848 à Paris que le coup d'envoi symbolique est donné. Louis-Philippe abdique après avoir pris conscience que les classes moyennes ne soutiennent plus son opposition continuelle à l'extension du suffrage. Au cours de l'été, à l'exception notable de ceux de Londres et de Saint-Pétersbourg, tous les gouvernements des grandes nations ont été renversés ou sont sur la défensive. La naissance d'une république en France après la

révolution de Février redonne du cœur à l'ouvrage à tous les révolutionnaires et exilés politiques d'Europe. Les rêves des conspirateurs des trente années écoulées semblent enfin pouvoir se réaliser. La Grande Nation va se remettre en marche, pensent-ils, et les armées de la Grande Révolution vont à nouveau répandre ses principes. Ils vont être déçus. La France fait certes part de sa sympathie à l'égard de la Pologne martyrisée, mais sa seule opération militaire vise à défendre le pape, une cause indéniablement conservatrice.

Voilà qui est symptomatique. Les révolutionnaires de 1848 sont mus par différentes situations, ont des buts très différents et suivent des chemins divergents et parfois déroutants. En Italie comme en Europe centrale, ils se rebellent essentiellement contre des gouvernements considérés comme oppressifs car non libéraux. Ils demandent des Constitutions pour garantir les libertés essentielles. La révolution gagne Vienne et le chancelier Metternich, architecte de l'ordre conservateur de 1815, est contraint de partir en exil. Le succès de la révolution viennoise entraîne la paralysie et la dislocation de toute l'Europe centrale. Les peuples d'Allemagne peuvent à présent envisager de se révolter sans craindre de voir l'Autriche voler au secours de l'Ancien Régime. Les peuples dominés par les Autrichiens font le même raisonnement : les Italiens, menés par le roi de Sardaigne, ambitieux et conservateur, attaquent les Autrichiens en Lombardie et Vénétie, les Hongrois se révoltent à Budapest et les Tchèques à Prague. Bon nombre de ces révolutionnaires veulent davantage une indépendance nationale qu'une Constitution, même si le constitutionnalisme apparaît un temps comme un chemin menant vers l'indépendance puisqu'il s'attaque à l'autocratie dynastique.

Mais l'installation de gouvernements constitutionnels dans toutes les capitales d'Europe centrale et de l'Italie ne peut que donner naissance à des nations sans structures

étatiques propres pour de longues années. Si les Slaves se libèrent, de vastes portions de territoires considérés comme allemands pourraient se retrouver au sein de nouveaux États slaves, comme en Pologne ou en Bohême. Il faut un certain temps avant que de telles implications soient perçues. Les libéraux allemands prennent soudainement conscience du problème en 1848 et en tirent la conclusion qui s'impose : le choix du nationalisme.

Les révolutions allemandes de 1848 échouent, pour l'essentiel, parce que les libéraux allemands entendent avant tout éviter que les terres allemandes de l'Est soient arrachées à leur futur État unifié. Voilà pourquoi ils ont besoin d'une Prusse puissante et sont contraints d'accepter ses exigences pour le futur de l'Allemagne. D'autres signes indiquent que le vent a déjà tourné avant même la fin de l'année 1848. L'armée autrichienne a maté les Italiens. À Paris, un nouveau soulèvement qui visait à donner à la révolution un nouvel élan démocratique est maté dans le sang en juin. La République française se veut conservatrice. En 1849, tout est fini. Les Autrichiens écrasent l'armée sarde, seul bouclier des révolutions italiennes, et les monarques de la Péninsule reviennent sur les concessions constitutionnelles accordées quand le pouvoir autrichien semblait vaciller. Les souverains allemands font de même, Prusse en tête. Les Croates et les Hongrois tiennent un temps tête aux Habsbourg, avant que l'armée russe n'intervienne pour secourir son alliée.

Aux yeux des libéraux, 1848 va rester comme le « Printemps des nations ». Si tel est le cas, les bourgeons n'auront pas vécu longtemps avant de dépérir. Dès la fin de 1849, la structure de l'Europe a repris peu ou prou la forme qui était la sienne en 1847, malgré quelques changements dans certains pays. Le nationalisme est une idée certainement populaire en 1848, mais insuffisante pour permettre le maintien de gouvernements révolutionnaires. On a reproché aux signataires de la paix de Vienne de

l’avoir ignoré et de lui avoir ainsi donné de la vigueur. Son échec démontre l’absurdité de cette accusation : aucune nation nouvelle ne naît en 1848, car personne n’y est prêt. Si les nationalités existent bel et bien, le nationalisme, dans la majeure partie de l’Europe, n’est encore qu’une notion abstraite ; seule une petite portion des classes moyennes et des élites s’en préoccupe. Quand les différences nationales s’incarnent également dans des questions sociales, alors le sentiment d’avoir une identité fondée sur une langue, une tradition ou une religion communes peut faire sentir ses effets, mais ne débouche pas sur la naissance de nouvelles nations. Les paysans ruthènes de Galicie ne se font pas prier pour massacrer leurs seigneurs polonais en 1847, quand l’administration autrichienne les laisse faire. Ils demeurent fidèles aux Habsbourg en 1848.

On observe pourtant d’authentiques soulèvements populaires en 1848. En Italie, les révoltes sont davantage urbaines que rurales. Les paysans de Lombardie accueillent avec joie le retour de l’armée autrichienne, car ils se méfient d’une révolution menée par les aristocrates qui possèdent les terres qu’ils cultivent. Dans certaines portions d’Allemagne, où la majeure partie des structures traditionnelles rurales et agricoles est demeurée intacte, les paysans se comportent comme leurs prédécesseurs français en 1789. Ils incendient les châteaux de leurs propriétaires non par haine personnelle, mais pour détruire le symbole détesté des loyers, impôts et corvées. De telles éruptions effraient les libéraux urbains, comme les émeutes désespérées des indigents parisiens de juin 1848 effraient les classes moyennes en France. Mais en France, les paysans étant traditionnellement conservateurs, le gouvernement est assuré du soutien de la province pour écraser le soulèvement des pauvres de Paris, qui avait donné au radicalisme politique ses premiers succès. Le conservatisme a également sa place dans des mouvements révolutionnaires. La turbulence de la classe ouvrière

allemande alarme les nantis, parce que les chefs du mouvement parlent de « socialisme » alors que les bourgeois sont partisans d'un retour en arrière. Ils ont en tête la période stable des guildes et des compagnonnages et se méfient des machines des usines, des navires à vapeur sur le Rhin (qui privent les bateliers de leur emploi) et de l'ouverture sans restriction des marchés commerciaux : ils craignent en somme les signes annonciateurs de l'avènement d'une société de marché. Presque à chaque fois, les révolutions populaires démontrent le manque d'attrait du libéralisme pour les masses en 1848.

L'importance sociale de 1848 est donc complexe et échappe à toute tentative de généralisation, tout comme son contenu politique. C'est probablement dans les campagnes de l'Europe centrale et orientale que les révolutions font sentir leur effet de manière la plus évidente. Le libéralisme et la peur des révoltes populaires imposent conjointement des réformes aux propriétaires terriens. Le servage, qui subsistait encore en dehors des frontières de la Russie, où il va perdurer, disparaît totalement d'Europe en 1848. La révolution sociale lancée soixante ans plus tôt en France connaît ainsi son terme en Europe centrale et dans la majeure partie de l'Europe de l'Est. La voie est à présent ouverte pour la transformation des modèles économiques de l'agriculture en Allemagne et dans la vallée du Danube, selon des lignes individualistes et de marché. Si de nombreuses pratiques et habitudes vont perdurer, la société féodale est, dans les faits, en train de disparaître du territoire de l'Europe. Mais les composantes politiques des principes de la Révolution française vont devoir attendre encore un peu avant de pouvoir s'exprimer librement.

Pour le nationalisme, l'attente n'est pas longue. En 1854, une dispute portant sur le Proche-Orient met un terme à la paix qui durait depuis 1815 entre les Russes et les Turcs. La guerre de Crimée, qui voit les Français et les Anglais combattre en tant qu'alliés d'un sultan ottoman contre les

Russes, est, à bien des égards, remarquable. Les combats se déroulent dans la Baltique, dans le sud de la Russie et en Crimée, ce dernier théâtre attirant le plus l'attention.

Les Alliés décident de s'emparer de Sébastopol, la base navale dont découle toute la puissance russe en mer Noire. L'armée anglaise se distingue par son courage, comme ses alliées et ses adversaires, mais surtout par l'inefficacité scandaleuse de son administration, qui entraîne des réformes radicales en Grande-Bretagne. La guerre donne également un certain prestige à une nouvelle profession féminine, celle des infirmières ; l'impéritie du système de santé britannique a été totale. Grâce à l'exemple de Florence Nightingale, les femmes respectables peuvent envisager l'exercice d'une activité charitable qui ne rimerait pas avec leur entrée dans les ordres. Mais la guerre de Crimée est aussi remarquable d'un point de vue technique : c'est le premier conflit entre grandes puissances qui voit l'emploi des navires à vapeur et des trains, et qui amène le télégraphe jusqu'à Istanbul.

Ces phénomènes sont certes prodigieux, mais ils ont bien moins de conséquences, dans l'immédiat, que n'en a la guerre dans les relations internationales. La Russie est vaincue et le pouvoir d'intimidation qu'elle exerçait à l'égard de la Turquie disparaît, pour un temps. Une étape est franchie en vue de l'établissement d'une nouvelle nation chrétienne, la Roumanie, qui naît officiellement en 1862. Une fois encore, le nationalisme triomphe sur une terre anciennement ottomane. Mais la conséquence la plus cruciale de ce conflit est de provoquer la disparition de la Sainte-Alliance. La vieille rivalité du XVIII^{e} siècle entre la Russie et l'Autriche autour du partage des restes de l'Empire ottoman dans les Balkans resurgit durant la guerre de Crimée lorsque Vienne dissuade la Russie d'occuper les principautés danubiennes (tel est le nom donné à la future Roumanie), avant de les occuper elle-même. Cinq années se sont pourtant à peine écoulées depuis que la Russie est

intervenue pour restaurer le pouvoir des Habsbourg en écrasant la révolution hongroise. Voilà qui signe la fin de l'amitié entre ces deux puissances. La prochaine fois que l'Autriche conservatrice fera face à une menace révolutionnaire, elle devra agir sans le soutien du policier russe. En 1856, à la conclusion de la paix, presque personne n'imagine à quel point cette prochaine fois est imminente. En moins de dix ans et par suite de deux conflits aussi brefs que violents, l'Autriche perd son hégémonie sur l'Italie et sur l'Allemagne ; ces deux pays vont devenir des nations unifiées. Le nationalisme triomphe des Habsbourg, comme certains l'avaient prophétisé en 1848, mais d'une manière totalement inattendue : non par une révolution, mais sous les coups de deux États expansionnistes, la Sardaigne et la Prusse, qui tirent parti de l'isolement autrichien pour avancer leurs pions. Car, outre le fait d'avoir sacrifié son alliance avec la Russie, l'Autriche doit composer, depuis 1852, avec une France dirigée par un nouvel empereur, Napoléon III, neveu du premier. Élu président de la IIe République, il l'a renversée par un coup d'État.

Aux yeux des Autrichiens, le nom même de Napoléon est terrifiant et suggère un programme de recomposition internationale. Napoléon III (fiction légale, le fils de Napoléon Ier n'ayant jamais régné) entend réviser les accords de 1815 et mettre un terme à la domination autrichienne qui s'exerce en Allemagne comme en Italie. Il parle le langage du nationalisme avec moins d'inhibition que la plupart des monarques et semble même y croire. Par une habile combinaison d'armes et de diplomatie, il ouvre la voie à Cavour et Bismarck, Premiers ministres respectifs de Sardaigne et de Prusse.

En 1859, la Sardaigne et la France combattent l'Autriche ; la guerre est courte. À son issue, l'Autriche ne possède plus en Italie que la Vénétie. Cavour travaille alors à l'intégration des autres États italiens au sein du royaume de Sardaigne. Il meurt en 1861 et, si certains de ses

objectifs demeurent mystérieux, il n'en demeure pas moins qu'en 1871 ses successeurs ont donné naissance à une Italie unie sous la férule de l'ancien roi de Sardaigne, ainsi récompensé pour la perte de la Savoie, prix du soutien de la France, dont sa maison est originaire et dont il porte le nom.

Cette même année, l'Allemagne est également unifiée. Bismarck a commencé par rallier les libéraux allemands à la cause de la Prusse en livrant une sale petite guerre au Danemark en 1864. Deux ans plus tard, la Prusse écrase l'Autriche au cours d'une campagne éclair en Bohême et met en terme définitif au duel entre les Habsbourg et les Hohenzollern pour la suprématie en Allemagne, qui avait débuté sous le règne de Frédéric II en 1740. Cette guerre de six semaines s'apparente à l'enregistrement d'un fait accompli. Depuis 1848, l'Autriche est en effet très affaiblie en Allemagne. Cette année-là, c'est au roi de Prusse et non à l'empereur d'Autriche que les libéraux ont proposé la couronne d'Allemagne. Certains États qui continuaient d'en appeler à Vienne en cas de besoin se retrouvent désormais seuls face aux pressions prussiennes. L'empire des Habsbourg devient essentiellement danubien, sa politique étrangère se tourne vers l'Europe du Sud-Est et les Balkans. Il s'est retiré des Pays-Bas en 1815, a perdu la Vénétie au profit de l'Italie et doit à présent abandonner l'Allemagne. Les Hongrois saisissent immédiatement cette opportunité pour infliger une nouvelle défaite à la monarchie humiliée en obtenant une quasi-autonomie de la Couronne hongroise. En 1867, l'Empire autrichien devient l'empire d'Autriche-Hongrie, divisé en deux entités mal assorties et reliées par à peine plus qu'une dynastie régnante et une diplomatie commune.

L'unification allemande nécessite une nouvelle étape. Il est évident pour la France que l'affirmation de la puissance prussienne sur le Rhin ne sert pas ses intérêts ; en lieu et place d'une Allemagne désunie, elle fait à présent face à

une importante puissance militaire. La vision de Richelieu s'est comme effacée sans un bruit. Bismarck tire parti de cette sensibilité française et de l'isolement dans lequel se trouve Napoléon III sur le plan intérieur comme extérieur pour provoquer la déclaration de guerre insensée de la France en 1870. La victoire allemande va servir de couronnement à l'édification de la nationalité allemande. Par le passé, la Prusse a déjà tenu tête à la France − et de nombreux Allemands sont en âge de se souvenir du passage des armées françaises chez eux sous Napoléon I^{er}. En quelques semaines, l'armée prussienne fait tomber le Second Empire (mettant un terme au dernier régime monarchique en France) et donne naissance à l'Empire allemand, le II^{e} Reich, pour le différencier de l'Empire médiéval. Dans les faits, la domination prussienne se drape sous une forme fédérale, mais en tant qu'État national il satisfait la majorité des libéraux allemands. Sa création a lieu, de manière assez théâtrale, dans la galerie des Glaces du château de Versailles, quand le roi de Prusse accepte la couronne de l'Allemagne unifiée (refusée par son prédécesseur en 1848) des mains des autres princes allemands présents.

En l'espace de cinquante ans, les affaires internationales sont ainsi bouleversées, avec des conséquences énormes pour l'histoire de l'Europe, puis du monde. L'Allemagne remplace la France comme puissance continentale dominante, tout comme la France avait remplacé l'Espagne au XVII^{e} siècle. Ce fait va peser sur toutes les relations internationales en Europe jusqu'à ce qu'elles cessent d'être exclusivement déterminées par des forces intrinsèques. Et ce changement ne doit que très peu de choses aux révolutions. Les révolutionnaires du XIX^{e} siècle n'ont rien fait qui puisse être comparé à ce que Cavour, Bismarck et même Napoléon III, presque malgré lui, ont pu accomplir. Voilà qui peut étonner, au vu des immenses craintes et espoirs nés de l'idéal révolutionnaire : la révolution de 1848

n’a rien accompli de tangible, sauf aux marges de l’Europe, et ses rares réussites ont du plomb dans l’aile. Avant 1848, on ne compte plus les révolutions, sans parler des conspirations, des manœuvres et des *pronunciamientos* qui ne peuvent pas en porter le nom. Après 1848, les révolutions se font rares. Une nouvelle a bien lieu en Pologne en 1863, mais elle constitue le seul contre-exemple sur le territoire des grandes puissances avant 1871.

Le reflux révolutionnaire est compréhensible. Les révolutions semblent n’avoir eu que peu d’effet en dehors de la France et n’ont généralement mené qu’aux désillusions et à la dictature. Cavour et ses successeurs ont donné naissance à une Italie unie ne ressemblant en rien à l’idéal de Mazzini et des révolutionnaires de la Péninsule ; Bismarck a quant à lui comblé les espoirs des libéraux allemands de 1848 en donnant naissance à une Allemagne qui est indubitablement une grande puissance. D’autres objectifs sont atteints par le biais économique ; si la pauvreté y subsiste toujours de manière atroce, l’Europe du XIX^{e} siècle s’enrichit et distribue toujours plus de cette richesse à ses habitants. Parfois, des facteurs de court terme jouent un rôle. L’année 1848 est suivie par les grandes découvertes d’or en Californie, qui fournissent assez de métal précieux pour stimuler l’économie mondiale au cours des années 1850 et 1860 ; la confiance s’accroît et le chômage baisse au cours de ces décennies, ce qui est une bonne chose pour la paix sociale.

Mais si les révolutions sont moins fréquentes, c’est aussi qu’elles deviennent de plus en plus difficiles à réaliser. Les gouvernements ont de moins en moins de difficultés à les déjouer, pour des raisons essentiellement techniques. Le XIX^{e} siècle est le siècle de création de la police moderne. De meilleures communications ferroviaires et télégraphiques donnent aux gouvernements centraux plus de possibilités pour lutter contre les révoltes lointaines. Surtout, les armées commencent à disposer d’une supériorité technique

écrasante sur les rébellions. Dès 1795, le gouvernement français démontre qu'une fois le contrôle sur l'armée régulière établi, il est lui possible de mater Paris. Au cours de la longue paix qui court de 1815 à 1848, de nombreuses armées européennes deviennent des outils tournés contre leurs propres peuples, plutôt que des outils pour faire face aux armées ennemies. Ce sont les défections nombreuses au sein de l'armée qui expliquent les révolutions victorieuses à Paris en 1830 et 1848 ; mais, dès que le gouvernement a repris la troupe en main, des batailles comme celle de juin 1848 (qu'un observateur décrira comme la plus grande guerre servile de l'histoire) ne peuvent se solder que par l'écrasement des rebelles. À dater de juin 1848, aucune révolution populaire n'ira plus à son terme dans une grande nation européenne dont le gouvernement n'a pas été ébranlé par une défaite militaire ou par la subversion, et est prêt à faire usage de l'armée.

La répression sanglante qui s'abat sur Paris en mai 1871 et voit le gouvernement français écraser une rébellion en moins d'une semaine, en faisant un nombre de victimes équivalent à celui de la Terreur en 1793-1794, en est le parfait exemple. Un régime populaire, constitué d'un large éventail de radicaux et de réformistes, s'était établi dans la capitale sous le nom de « Commune » de Paris, un nom évocateur des traditions d'indépendance municipale remontant au Moyen Âge et, surtout, à 1793, quand la Commune (ou conseil municipal) de Paris était le centre de la ferveur révolutionnaire. La Commune de 1871 peut prendre le pouvoir parce que, à la suite de la défaite face aux Allemands, le gouvernement s'avère incapable d'arracher à la population parisienne les armes distribuées pour soutenir le siège, et parce que cette défaite a irrité de nombreux Parisiens contre un gouvernement réfugié à Versailles et qui, estiment-ils, les a abandonnés. Durant sa brève existence (elle ne connaît que quelques semaines de calme avant que le gouvernement ne riposte), la Commune

réalise peu de choses, mais produit de nombreux écrits et manifestes ; elle est rapidement considérée comme l'incarnation de la révolution sociale. Sa répression n'en est que plus brutale. Le gouvernement prend le temps de rassembler des troupes issues des provinces pour reconquérir Paris, qui devient, fin mai, le théâtre de sanglants combats de rue. Une fois encore, des forces armées constituées viennent à bout d'ouvriers et d'épiciers défendant des barricades improvisées.

L'échec sanglant de la Commune de Paris aurait dû tuer le mythe révolutionnaire, tant comme épouvantail que comme inspiration. Elle le renforce. Les conservateurs sont ravis de disposer de l'exemple de la Commune pour évoquer le danger sournois de la sédition, toujours prête à surgir des profondeurs de la société. Les révolutionnaires disposent de nouveaux héros et martyrs, qui viennent s'ajouter à la succession apostolique des révolutionnaires de 1789 et 1848. Mais la Commune revigore également la mythologie révolutionnaire en raison d'un nouveau facteur dont l'émergence a déjà frappé la droite comme la gauche : le socialisme.

Les termes « socialisme » et « socialiste » désignent, aujourd'hui comme alors, une multiplicité de réalités. Ces deux mots sont couramment utilisés en France dès les années 1830 pour désigner des théories et des hommes opposés à une société fondée sur les principes de marché et sur une politique économique du laisser-faire, dont les principaux bénéficiaires sont (selon les socialistes) les plus riches. L'égalitarisme social et économique est une idée fondamentale du socialisme. La plupart des socialistes se sont toujours au moins accordés sur ce point. Ils considèrent que, dans une société juste, aucune classe n'en oppresserait une autre. Tous les socialistes s'accordent également pour dire que la propriété n'a rien de sacré et qu'elle est source d'injustice. Certains désirent même son

abolition et sont appelés « communistes ». « La propriété c'est le vol » est alors un slogan en vogue.

De telles idées peuvent apparaître dangereuses pour la bourgeoisie, mais elles ne sont pas très neuves. Les idées égalitaristes ont fasciné les hommes à travers l'histoire et les souverains chrétiens d'Europe se sont toujours arrangés pour contourner les difficultés présentées par une société inégalitaire s'appuyant sur une religion au cœur de laquelle se trouve l'idée que Dieu bénit les plus pauvres et que les premiers seront les derniers dans l'au-delà. Mais, au début du XIX^{e} siècle, les idées socialistes prennent plus de vigueur, sont associées à l'idée même de révolution et sont plus répandues. Une nouvelle manière de penser les réalités sociales est également rendue nécessaire par l'apparition de nouveaux développements. Le succès des réformes libérales montre que l'égalité devant la loi ne suffit pas si elle est vidée de sa substance par une dépendance des faibles à l'égard des riches. Dès le XVIII^{e} siècle, quelques penseurs tenaient les différences de richesse comme des aberrations dans un monde qui, à leurs yeux, devait être organisé de manière à produire un maximum de bénéfices pour le plus grand nombre possible. Au cours de la Révolution française, certains penseurs et agitateurs ont déjà mis en avant des idées que les générations futures tiendront pour socialistes. Les idées égalitaristes ne deviennent pourtant socialistes au sens moderne du mot que lorsqu'elles commencent à s'attaquer aux problèmes posés par l'industrialisation et son cortège de bouleversements économiques et sociaux.

Il fallait pour cela une bonne dose de perspicacité, car ces changements tardent à faire sentir leurs effets en dehors de la Grande-Bretagne et de la Belgique, premier pays du continent qui s'industrialise à un degré comparable. Mais le contraste du capitalisme financier et manufacturier avec la société traditionnelle est si grand que même ses débuts ne passent pas inaperçus. Un des premiers à en saisir les grandes implications potentielles dans l'organisation sociale

est un Français, Saint-Simon. Sa contribution à la pensée socialiste porte sur la considération de l'impact des avancées technologiques et scientifiques sur la société. Saint-Simon pense, en effet, que ces progrès rendent impérative une organisation planifiée de l'économie, mais qu'ils impliquent (et même exigent) aussi le remplacement des classes dominantes traditionnelles, aristocratiques et rurales, par des élites représentant les nouvelles forces économiques et intellectuelles. De telles idées influencent fortement de nombreux penseurs − la plupart français −, qui, au cours des années 1830, se font les avocats de plus d'égalité ; à leurs yeux, pour des questions aussi éthiques que rationnelles, un tel changement est souhaitable. Leurs doctrines ont assez d'impact et leurs considérations sont suffisamment débattues pour terrifier les classes possédantes françaises en 1848, qui croient voir dans les journées de juin 1848 une « révolution socialiste ». Les socialistes s'identifient pour la plupart avec les idéaux de la Révolution française et dépeignent la réalisation de leurs idéaux comme sa seconde étape ; l'erreur d'interprétation est donc compréhensible.

C'est d'ailleurs en 1848 que paraît un pamphlet qui constitue le document le plus important de l'histoire du socialisme : le *Manifeste du parti communiste*. Il est, pour l'essentiel, l'œuvre de Karl Marx, un jeune Allemand juif de naissance (mais baptisé), et offre un point commode permettant de distinguer l'histoire du socialisme de sa préhistoire. Marx y affirme une rupture totale avec ce qu'il appelle le « socialisme utopique » de ses prédécesseurs. Les socialistes utopiques attaquent le capitalisme industriel car ils le tiennent pour injuste ; Marx considère qu'ils font erreur. Selon lui, il est inutile de développer des arguments visant à convaincre le peuple que la destruction du capitalisme est moralement désirable. Tout est en effet inscrit dans le cours de l'histoire, qui tend inévitablement vers la création d'une classe ouvrière, qu'il désigne sous le

nom de prolétariat industriel. Selon Marx, cette classe est condamnée à l'action révolutionnaire. L'histoire impose au prolétariat d'agir et de penser en termes révolutionnaires. Ses conditions de vie ne peuvent qu'empirer au point que la révolution s'imposera comme seule issue logique, et qu'elle ne pourra qu'être couronnée de succès. Il importe donc peu que le capitalisme soit immoral. Ce qui compte, c'est qu'il est déjà dépassé et condamné historiquement. Marx affirme que toutes les sociétés sont caractérisées par un système particulier de droits de propriété et de relations de classes, qui façonne leur fonctionnement politique. Ce système est le reflet des rapports de force, qui évoluent au fil des infléchissements de la société dus aux mouvements de l'économie. Tôt ou tard (et Marx penche manifestement pour le tôt), la révolution va balayer la société capitaliste de la même manière que le capitalisme a balayé la société féodale. La pensée de Marx, ici résumée à grands traits, offre donc un message particulièrement encourageant qui lui donne un ascendant certain sur le mouvement socialiste international au cours des vingt années qui suivent. Partout, les révolutionnaires se persuadent que la cause à laquelle ils se sont ralliés pour toute une série de raisons, allant de l'altruisme à la jalousie, est condamnée à triompher. D'outil analytique remarquable, le marxisme se résume bientôt à une sorte de mythologie populaire, fondée sur une vision de l'histoire affirmant que les hommes sont esclaves de la nécessité car leurs institutions sont déterminées par l'évolution des moyens de production, et sur l'idée que la classe ouvrière, à l'instar du Peuple élu, verra sa longue et harassante marche déboucher sur l'établissement triomphal d'une société plus juste. Les révolutionnaires s'appuient donc sur des arguments qu'ils tiennent pour scientifiquement irréfutables et qui annoncent l'âge d'or prochain du socialisme. Toute poursuite de l'activisme révolutionnaire semble désormais inutile. Marx se montre quant à lui plus prudent, n'appliquant sa doctrine qu'aux

tendances historiques majeures et non aux petites crises épisodiques. Comme de nombreux maîtres, Marx ne reconnaît donc pas tous ses élèves : il finira même par dire qu'il n'est pas marxiste.

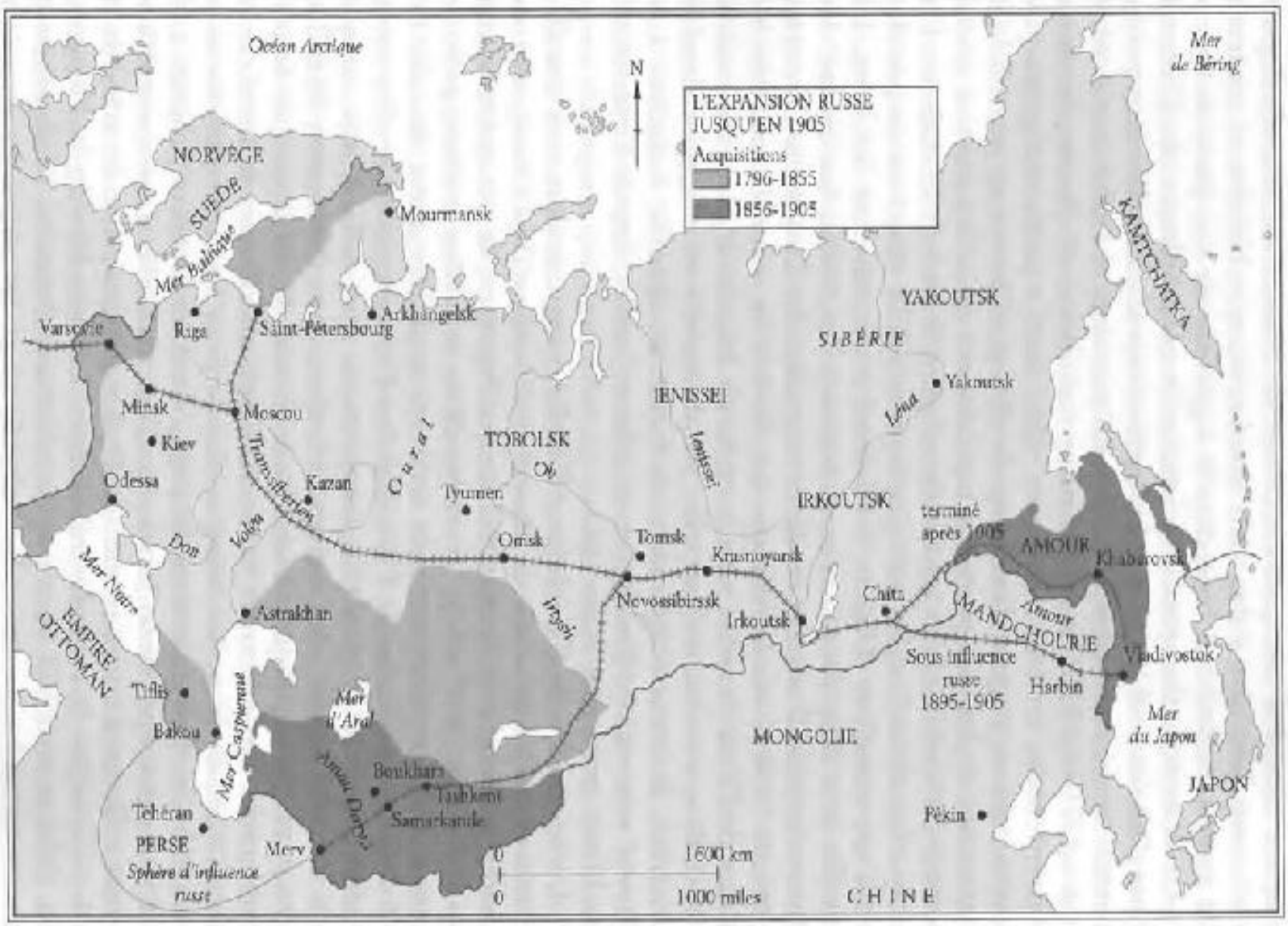
Cette nouvelle religion est une source d'inspiration pour les organisations de la classe ouvrière. Les syndicats et les coopératives existent déjà dans de nombreux pays ; la première organisation internationale de travailleurs apparaît en 1863. Si elle regroupe des hommes de tendances variées (dont des anarchistes), l'influence de Marx y est considérable : il en est le secrétaire. Son nom même est source de frayeur chez les conservateurs, qui lui attribuent la responsabilité de la Commune de Paris. Leur instinct ne les trompe pas. Après 1848, c'est le socialisme, et non plus le libéralisme, qui incarne l'idéal révolutionnaire, en y mêlant sa foi dans le rôle historique promis à la classe ouvrière. Les formes de pensée politique nées de la Révolution française semblent désormais dépassées. Marx se hâte d'ailleurs de reprendre à son compte l'épisode de la Commune de Paris, qu'il annexe à ses propres théories. Dans les faits, la Commune est pourtant fille de courants complexes et différents et n'a pas grand-chose à voir avec l'égalitarisme ou le socialisme « scientifique ». Elle naît dans une ville qui, malgré sa taille, n'est pas un des grands centres manufacturiers dans lesquels, selon la théorie marxiste, la révolution prolétarienne doit naître ; de tels centres ne montrent d'ailleurs aucun signe d'agitation. La Commune est le dernier grand exemple du radicalisme révolutionnaire parisien et se solde par un désastre, ce qui n'empêche pas Marx de la transformer en élément central de la mythologie socialiste (alors que le socialisme en sort diminué, du fait de la répression qui s'abat par la suite sur ses partisans en France).

La Russie, quant à elle, territoires polonais exceptés, semble totalement imperméable aux troubles qui agitent les

autres grandes puissances continentales. La Révolution française − comme le féodalisme, la Renaissance ou la Réforme − change le visage de l'Europe sans changer celui de la Russie. Alexandre Ier, tsar de la Russie envahie par Napoléon en 1812, caresse un temps quelques idées libérales et songe même à une Constitution, avant de se raviser. La libéralisation des institutions russes ne débute pas avant les années 1860, et n'est en rien liée à la contagion révolutionnaire. Certes, le libéralisme et les idéologies révolutionnaires n'ont pas été sans conséquences pour la Russie : le règne d'Alexandre a ouvert la boîte de Pandore des idées réformatrices et donné naissance à un petit groupe de critiques du régime qui s'inspirent du modèle ouest-européen. Certains officiers russes ayant pourchassé Napoléon jusqu'à Paris ont été marqués par ce qu'ils ont vu et entendu en route et qui contrastait défavorablement avec ce qu'ils pouvaient observer chez eux ; ainsi naît l'opposition politique en Russie.

Dans une autocratie, opposition est souvent synonyme de conspiration. Certains opposants participent à l'organisation de sociétés secrètes, qui profitent du chaos provoqué par la mort d'Alexandre en 1825 pour tenter un coup d'État ; on leur donne le nom de « décembristes ». Ce mouvement s'effondre rapidement, non sans avoir donné des sueurs froides à Nicolas Ier, successeur d'Alexandre et adversaire féroce d'un libéralisme politique qu'il souhaite tuer dans l'œuf. Par l'immobilisme qu'il impose à toute la Russie, Nicolas Ier exerce sur le destin de son pays une influence supérieure à celle de tous les tsars depuis Pierre le Grand. Partisan acharné de l'autocratie, il revigore les traditions russes de bureaucratie autoritaire, de contrôle de la vie intellectuelle et de règne de la police secrète au moment où, *nolens volens*, la plupart des puissances conservatrices empruntent le chemin contraire. L'autocratie russe a certes une histoire différente de celle de ses homologues d'Europe de l'Ouest et dispose encore d'une certaine marge de

manœuvre. Mais la Russie doit aussi faire face à des défis nombreux, que Nicolas se contente de traiter en despote, bien décidé à profiter de son pouvoir.


L'EXPANSION RUSSE
JUSQU'EN 1905
Acquisitions
1796-1855
1856-1905
N
Océan Arctique
Mer de Béring
NORVÈGE
SUÈDE
Mer Baltique
Mourmansk
Arkhangelsk
Saint-Pétersbourg
Riga
Varsovie
Minsk
Moscou
Kiev
Odessa
Kazan
Transsibérien
Oural
TOBOLSK
Tyumen
Ob
IENISSEI
Ienissei
YAKOUTSK
SIBÉRIE
Yakoutsk
Léna
KAMTCHATKA
IRKOUTSK
terminé après 1905
AMOUR
Khabarovsk
Omsk
Tomsk
Krasnoyarsk
Novossibirsk
Irkoutsk
Chita
Amour
MANDCHOURIE
Sous influence russe 1895-1905
Harbin
Vladivostok
Mer du Japon
JAPON
Don
Volga
Mer Noire
Astrakhan
Irtych
EMPIRE OTTOMAN
Tiflis
Bakou
Mer Caspienne
Mer d'Aral
Amou Daria
Boukhara
Tashkent
Samarkande
Téhéran
PERSE
Sphère d'influence russe
Merv
MONGOLIE
Pékin
0
1600 km
0
1000 miles
CHINE

La diversité ethnique, linguistique et géographique de l'Empire pose déjà des problèmes que les méthodes traditionnelles du pouvoir central ne peuvent plus résoudre. La population a plus que doublé entre 1770 et 1810. La société russe, toujours aussi diverse, demeure extrêmement arriérée ; les rares villes sont à peine intégrées aux vastes espaces ruraux dans lesquels elles grandissent et ressemblent davantage à des campements temporaires qu'à des centres civilisationnels établis. L'Empire s'étend vers le sud et le sud-est. De nouvelles élites locales sont incorporées à la structure impériale, en s'appuyant sur l'Église orthodoxe pour resserrer les liens. Le conflit avec Napoléon a mis un terme à l'ancienne fascination des Russes pour la France et les idées nouvelles des Lumières. On met à présent l'accent sur la religion, qui devient la nouvelle base idéologique de l'Empire russe sous le règne de Nicolas I^{er}. La « nationalité officielle », comme on l'appelle, est slavophile et religieuse dans sa doctrine, bureaucratique dans sa forme et cherche à donner à la Russie une unité idéologique qu'elle a perdue depuis l'expansion de l'État moscovite historique.

L'importance de l'idéologie officielle constitue alors une des différences majeures entre la Russie et l'Europe de l'Ouest, qui va perdurer jusqu'à la fin du XX^{e} siècle. Pourtant, la vie quotidienne au milieu du XIX^{e} siècle, pour les élites civilisées comme pour la masse de la population rurale arriérée, ne diffère guère de celle de l'Europe centrale ou de l'Est. Les intellectuels russes se disputent malgré tout sur le caractère européen ou non de la Russie, ce qui n'a rien d'étonnant : les racines de celle-ci sont différentes de celles des pays plus à l'ouest. Mais, sous Nicolas I^{er}, la Russie se ferme totalement aux réformes et devient, par excellence, la terre de la censure et de la police secrète. Sur le long terme, cette décision empêche la modernisation du pays (d'autres facteurs propres à la société russe vont aussi jouer un rôle), mais elle s'avère

extrêmement efficace à court terme : la Russie traverse tout le XIX^{e} siècle sans connaître la moindre révolution. Les révoltes de la Pologne, en 1830 et en 1863, sont impitoyablement écrasées, l'antagonisme ancien entre les Russes et les Polonais ne poussant pas les premiers à la modération à l'endroit des seconds.

Revers de cette médaille, la violence et le désordre font des ravages au sein d'une société rurale très arriérée, et les conspirations se multiplient, ce qui alimente le refus d'ouverture du pouvoir à des idées libérales qui pourraient apparaître comme des concessions. Les adversaires de Nicolas I^{er} décrivent volontiers son règne comme un âge de glace et la Russie d'alors comme une prison à ciel ouvert, mais la violence du despotisme tsariste n'empêche pas le pays de jouer un rôle international de premier plan. Pour peser sur les affaires du monde, il peut s'appuyer sur sa puissance militaire. À une époque où la plupart des armées sont équipées de fusils à âme lisse et où aucun armement particulier n'en distingue une d'une autre, la taille de ses armées en impose. C'est d'ailleurs sur la puissance militaire russe que s'appuie le système antirévolutionnaire international, comme on le voit en 1849. Mais la politique étrangère russe remporte d'autres succès. Elle maintient une pression constante sur les khanats asiatiques et sur la Chine. La rive gauche de l'Amour devient russe et, en 1860, Vladivostok est fondée. La Perse est contrainte aux concessions et la Russie absorbe la Géorgie et une partie de l'Arménie. Jusqu'aux années 1840, elle cherche même à s'étendre en Amérique du Nord, en construisant des forts en Alaska et en installant des colonies dans le nord de la Californie.

Mais le principal effort de la politique étrangère russe porte vers le sud-ouest et l'Empire ottoman. Des guerres menées en 1806-1812 et en 1828 permettent de faire progresser la frontière russe en Bessarabie, jusqu'au Prout et à l'embouchure du Danube. Chacun sait déjà que la

partition de l'Empire ottoman va bientôt occuper une place aussi centrale dans la diplomatie que la partition de la Pologne au XVIII^{e} siècle, mais avec une différence de taille : cette fois, les intérêts de très nombreuses puissances sont impliqués et le facteur aggravant du sentiment national des différents peuples de l'Empire ottoman risque de compliquer la conclusion d'un accord.

C'est pour tirer parti de ces déchirements nationalistes que les Russes décident d'occuper les provinces ottomanes sur le cours inférieur du Danube, déclenchant ainsi la guerre de Crimée (1853-1856). La défaite russe révèle aux yeux du monde que le colosse militaire de la Restauration de 1815 ne dispose plus de sa supériorité sans partage. La Russie est vaincue sur son propre territoire et doit accepter une paix qui implique un abandon complet de ses visées stratégiques en mer Noire. Nicolas est mort au beau milieu de la guerre, ce qui simplifie la tâche de son successeur : il présente la défaite comme le signe que des réformes doivent être entreprises. La modernisation des institutions est en effet inévitable si la Russie veut continuer de disposer d'un pouvoir à la hauteur de son immense potentiel. Au déclenchement de la guerre de Crimée, il n'existe pas la moindre ligne de chemin de fer au sud de Moscou. La contribution russe à la production industrielle européenne, autrefois importante, stagne depuis 1800 et est à présent dépassée par celle d'autres nations. Son agriculture demeure une des moins productives du monde alors que sa population s'accroît régulièrement, mettant à mal ses ressources. La Russie doit donc envisager un changement radical. S'il est moins spectaculaire qu'ailleurs en Europe, il s'apparente à une véritable révolution. Ce qui est en jeu, c'est la disparition de l'institution la plus ancrée dans la tradition russe : le servage.

Son expansion a constitué la caractéristique principale de l'histoire sociale russe depuis le XVII^{e} siècle. Même Nicolas I^{er} convenait que le servage était le principal mal de

la société russe. Son règne est d'ailleurs marqué par une explosion des révoltes serviles, des attaques contre les propriétaires terriens, des destructions de récoltes et des mutilations de bétail. Le refus des corvées est la forme la moins alarmante de cette résistance populaire. Mais il devient de plus en plus difficile pour le cornac de descendre de l'éléphant. La plupart des Russes sont des serfs. Ils ne peuvent pas être transformés en travailleurs libres ou en petits propriétaires par la magie d'un trait de plume législatif, et l'État n'est pas en mesure de faire face au fardeau administratif qui échoirait à ses services s'il se débarrassait du système ancien sans le remplacer. Nicolas I^er^ n'ose pas franchir ce cap. Alexandre II, si. Après avoir étudié, des années durant, les possibles avantages et désavantages des différentes formes d'abolition, le tsar promulgue en 1861 un édit qui va marquer un tournant dans l'histoire russe et lui valoir le surnom de « Tsar libérateur ». La seule carte que peut encore jouer le gouvernement russe est celle de l'autorité incontestable de l'autocrate, et il l'utilise à bon escient.

Cet édit donne la liberté aux serfs et abolit le travail servile. Il donne des terres à ces nouveaux hommes libres, qui doivent être rachetées par le biais d'impôts, afin de rendre le changement acceptable pour les propriétaires. Pour s'assurer des paiements et éviter les dangers de l'apparition subite d'un marché des travailleurs agricoles, les paysans demeurent, pour une large part, assujettis aux autorités de leurs villages, qui ont reçu pour charge de redistribuer les terres en lopins familiaux.

Il ne faut pas attendre longtemps avant que ne soient dénoncés les défauts d'un tel accord. Mais il a aussi bien des qualités et, avec le recul, il apparaît comme une immense réussite. Quelques années plus tard, les États-Unis émancipent les esclaves noirs, bien moins nombreux que les serfs russes et qui vivent dans un pays bien plus avancé économiquement. Pourtant, leur arrivée massive sur un

marché du travail exposé aux théories du laisser-faire économique va exacerber un problème dont les conséquences se font encore sentir aux États-Unis un siècle plus tard. En Russie, la plus grande mesure d'ingénierie sociale de l'histoire est conduite sans provoquer pareille dislocation et ouvre la voie à la modernisation d'une des plus grandes puissances mondiales. Il s'agit là du premier pas indispensable permettant au paysan russe de voir au-delà de l'horizon indépassable du domaine, et de se rendre disponible pour travailler dans l'industrie.

Plus immédiatement, cette libération ouvre une période de réformes ; s'ensuivent d'autres mesures qui, en 1870, donnent à la Russie un gouvernement local représentatif et un système judiciaire réformé. En 1871, les Russes tirent parti de la guerre franco-allemande pour dénoncer certaines des restrictions à leur liberté de circuler en mer Noire, en vigueur depuis 1856. Il faut y voir un avertissement adressé à l'Europe : débarrassée du servage et pourvue d'institutions modernisées, la Russie a de nouveau l'intention de régner sur son pré carré. La reprise de ses anciennes politiques expansionnistes n'est qu'une question de temps.

IV
Changement politique : le monde anglo-saxon

À la fin du XIX^e siècle, le Royaume-Uni constitue une entité à part au sein de la sphère européenne, dont l'histoire diffère de celle du continent. Le monde anglo-saxon englobe les populations croissantes du Canada, de Nouvelle-Zélande, d'Australie et d'Afrique du Sud (Canada et Afrique du Sud comptant également d'autres éléments nationaux) avec, en son cœur, les deux grandes nations atlantiques : la grande puissance du XIX^e siècle et celle du siècle suivant. Chacun se plaisant à pointer du doigt leurs différences, il est courant d'ignorer tout ce que le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique ont en commun tout au long du XIX^e siècle. Si le premier est une monarchie et le second une république, ces deux pays ont échappé à l'absolutisme puis aux courants révolutionnaires de l'Europe continentale.

La politique intérieure des pays anglo-saxons change pourtant d'une manière tout aussi radicale que dans les autres pays au XIX^e siècle. Mais ils ne sont pas transformés par des forces politiques similaires à celles des États continentaux, et ne le sont pas de la même manière. Malgré leurs différences, ces deux nations ont bien davantage en commun qu'elles ne veulent généralement l'admettre. Les Américains peuvent continuer de considérer, non sans paradoxe, l'Angleterre comme leur patrie. L'héritage de la culture et de la langue anglaises est longtemps primordial aux États-Unis ; l'immigration issue des autres pays d'Europe ne devient écrasante qu'à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle. Si, vers 1850, la plupart des Américains − sinon tous − ont du sang d'autres nations

européennes dans les veines, l'évolution de la société est longtemps fixée par les descendants des Britanniques. Il faut attendre 1837 pour voir élu un président n'ayant pas un nom de famille anglais, écossais ou irlandais (Martin Van Buren) et le suivant est élu en 1901 − on en compte cinq à ce jour.

Les problèmes postcoloniaux donnent aux relations entre le Royaume-Uni et les États-Unis un caractère émotionnel, parfois violent et toujours complexe. Mais ces relations sont aussi faites de connexions économiques. Au lieu de s'effondrer (comme on l'avait craint) après l'indépendance, le commerce entre les deux pays va en se renforçant. Les capitalistes anglais tiennent les États-Unis pour un lieu attractif pour les investissements, même après des expériences répétées et malheureuses. L'argent britannique coule à flots dans les chemins de fer américains, comme dans les banques et les assurances. Les élites des deux pays sont à la fois fascinées et dégoûtées les unes par les autres. Certains Anglais ne tarissent pas de commentaires sur la vulgarité et la rudesse de la civilisation américaine, d'autres s'enthousiasment pour son énergie, son optimisme et les opportunités qu'elle offre ; les Américains ont quant à eux un peu de mal avec la monarchie et les titres héréditaires, mais cherchent à pénétrer les mystères fascinants de la culture et de la société anglaises avec tout autant de curiosité.

On ne peut pourtant qu'être frappé par les points communs entre le Royaume-Uni et les États-Unis si on les compare à l'Europe continentale. Ils sont en effet capables de combiner des politiques libérales et démocratiques à des avancées spectaculaires en termes d'enrichissement et de puissance. Ils le font dans des contextes très différents, mais dont au moins un est commun : l'isolement. La Grande-Bretagne est séparée de l'Europe continentale par la Manche, les États-Unis par l'Atlantique. Cet éloignement physique dissimule longtemps aux yeux des Européens le

potentiel de la jeune République et les immenses opportunités qui s'offrent à elle à l'Ouest, dont l'exploitation va constituer le plus grand succès du nationalisme américain. Lors de la signature de la paix de 1783, les Britanniques ont défendu les intérêts américains sur la frontière de manière à garantir une période d'expansion pour les États-Unis, mais sur quelle étendue et aux côtés de quelles autres puissances ? Ce flou est pour une part dû à des inconnues géographiques. Personne ne sait avec certitude ce que contient la moitié occidentale du continent. Des décennies durant, les vastes espaces à l'ouest des Appalaches s'avèrent suffisants pour l'expansion. En 1800, les États-Unis sont encore, tant psychologiquement que physiquement, une nation bordée par l'Atlantique et la vallée de l'Ohio.

Si les frontières politiques américaines sont mal définies, elles imposent néanmoins des relations avec la France, l'Espagne et le Royaume-Uni. Une fois la question des frontières réglée, les Américains peuvent compter sur leur isolement, de fait, du reste du monde. Les seuls phénomènes susceptibles de les impliquer sur le plan international sont d'une part le commerce et la protection de leurs ressortissants à l'étranger, et d'autre part la possible intervention de puissances étrangères dans les affaires des États-Unis. La Révolution française semble un temps menacer les États-Unis du second de ces maux et provoque une brouille momentanée, mais c'est la question de la frontière et du commerce qui préoccupe la diplomatie de la jeune République et provoque d'ailleurs de vifs débats et des oppositions en interne.

L'aspiration américaine à l'éloignement des affaires du monde est claire dès 1793. Alors que la guerre fait rage en Europe, les États-Unis proclament leur neutralité ; les citoyens américains qui prendraient part à ce conflit devraient rendre des comptes devant une cour de justice américaine.

Cette tendance isolationniste est formellement énoncée en 1796. Dans son discours d'adieu à ses « amis et compatriotes », George Washington, qui termine son second mandat de président, évoque ce que devraient être les objectifs et les méthodes d'une bonne politique étrangère dans des termes qui vont jouer un rôle majeur tant dans les décisions de ses successeurs que dans la psyché nationale américaine. Avec le recul, ce qui frappe dans la pensée de Washington, c'est son ton essentiellement négatif. « La règle de conduite que nous devons nous appliquer à suivre à l'égard des nations étrangères, écrit-il, est d'étendre nos relations de commerce avec elles, tout en entretenant le moins de relations politiques possible. L'Europe a des intérêts qui ne nous concernent pas ou de manière très distante. […] Notre position éloignée nous invite et nous permet de choisir une autre voie. […] Notre véritable politique doit consister à ne nous engager dans aucune alliance permanente avec un autre État. » Washington met également ses concitoyens en garde contre tout postulat d'hostilité ou d'amitié permanentes à l'égard d'autres nations (il ne considère d'ailleurs que les relations avec des nations européennes ; l'idée que les Américains puissent jouer un rôle quelconque dans le Pacifique ou en Asie est alors tout bonnement inconcevable). Rien de tout cela n'annonce la superpuissance du XX^{e} siècle.

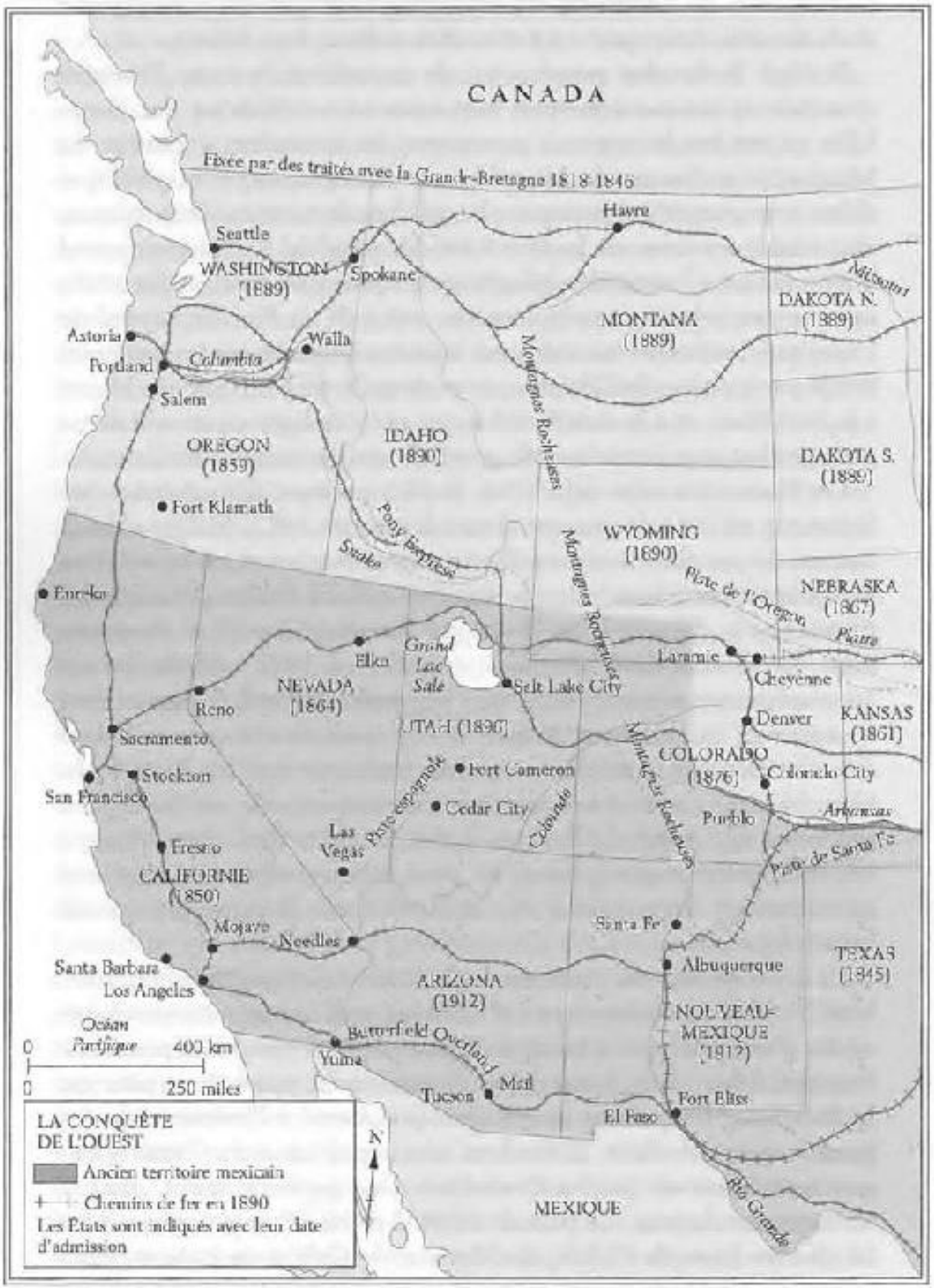
Cette approche pragmatique des relations internationales est clairement la marque de fabrique des successeurs immédiats de Washington à la présidence. Au cours des cinquante années qui suivent, on ne compte qu'une seule guerre avec une grande puissance, celle de 1812 contre la Grande-Bretagne. En plus de contribuer à la croissance du sentiment national dans la jeune République, ce conflit donne naissance à la figure de l'Oncle Sam, incarnant la nation, et à la composition du poème *Star Spangled Banner* (« La Bannière étoilée ») qui devient l'hymne national. Cette guerre marque une étape importante dans l'évolution des

relations entre les deux pays. La déclaration de guerre américaine est officiellement provoquée par le Blocus continental décrété par les Britanniques contre Napoléon et ses répercussions sur le commerce américain, mais de nombreux Américains espèrent la voir déboucher sur une conquête du Canada. L'échec de cette tentative d'expansion militaire convainc les Américains que les négociations frontalières futures devront se régler pacifiquement avec les Britanniques. Si l'anglophobie grimpe à nouveau aux États-Unis durant la guerre, les combats (qui entraînent des humiliations de part et d'autre) contribuent à assainir l'air. Les deux camps intègrent l'idée que ni le gouvernement américain ni le gouvernement britannique n'envisagent sérieusement de recourir à la guerre, sauf en cas d'extrême provocation. La frontière nord des États-Unis est alors établie jusqu'aux Rocheuses ; en 1845, elle est fixée jusqu'au Pacifique et la frontière du Maine, encore objet de dispute, est elle aussi assurée. Mais le changement majeur de l'histoire territoriale des États-Unis se produit avec l'achat de la Louisiane, qui s'étend alors grossièrement des Rocheuses à l'embouchure du Mississippi. En 1803, elle appartient, en théorie du moins, aux Français, car les Espagnols la lui ont cédée en 1800. Cette cession inquiète les Américains. Si la France napoléonienne envisage une renaissance de son empire américain, La Nouvelle-Orléans, qui commande l'embouchure d'un fleuve sur lequel transite déjà une grande partie du commerce américain, revêt une importance cruciale. C'est au départ pour acheter un droit de circulation sur le Mississippi que les États-Unis entament une négociation, qui se solde par l'achat de territoires dont la superficie dépasse celle de la République. Ces territoires comprennent les États actuels de Louisiane, Arkansas, Iowa, Nebraska, Dakota du Nord et du Sud, et le Minnesota à l'ouest du Mississippi, la majeure partie du Kansas, de l'Oklahoma, du Montana, du Wyoming ainsi qu'une bonne

partie du Colorado. Leur prix : 11 250 000 dollars. Une affaire.

Il s'agit là du plus grand achat de territoires de toute l'histoire mondiale et ses conséquences sont immenses. L'histoire des États-Unis en est bouleversée. L'ouverture des territoires à l'ouest du Mississippi provoque un basculement démographique et politique d'une importance énorme pour l'équilibre de la jeune République, déjà visible au cours de la deuxième décennie du XIX^{e} siècle, quand la population à l'ouest des Allegheny fait plus que doubler. En 1819, lorsque cet achat est complété par celui de la Floride auprès de l'Espagne, les États-Unis exercent leur souveraineté sur un territoire bordé par les côtes de l'Atlantique et du golfe du Mexique, du Maine à la Red River et à la rivière Arkansas, et de la ligne continentale de partage des eaux jusqu'au 49^{e} parallèle qui les sépare du Canada.

Les États-Unis sont déjà l'État le plus puissant d'Amérique. Les Britanniques l'ont découvert à leurs dépens en 1812. Malgré cela, la crainte de possibles interventions européennes en Amérique latine et les activités russes dans le Pacifique-Nord-Ouest poussent les États-Unis à affirmer leurs droits sur l'hémisphère Nord du continent. Cette « doctrine Monroe », énoncée en 1823, affirme qu'aucune colonisation européenne de l'hémisphère Nord ne saurait être acceptée et qu'une intervention des puissances européennes dans ses affaires serait considérée comme inamicale par les États-Unis. Comme elle convient aux intérêts britanniques, elle est facilement observée. Elle porte d'ailleurs la signature tacite de la Royal Navy : aucune puissance européenne ne peut sérieusement envisager une opération en Amérique si elle doit affronter la puissance navale britannique.


CANADA
Fixée par des traités avec la Grande-Bretagne 1818-1846
Havre
Seattle
WASHINGTON (1889)
Spokane
Missouri
DAKOTA N. (1889)
MONTANA (1889)
Astoria
Walla
Fortland
Columbia
Montagnes Rocheuses
Salem
OREGON (1859)
IDAHO (1890)
DAKOTA S. (1889)
Fort Klamath
Pony Express
Snake
WYOMING (1890)
Piste de l'Oregon
NEBRASKA (1867)
Eureka
Platte
Elko
Grand Lac Sale
Laramie
Cheyenne
NEVADA (1864)
Reno
Salt Lake City
Denver
KANSAS (1861)
Sacramento
UTAH (1896)
COLORADO (1876)
Colorado City
Stockton
Fort Cameron
San Francisco
Cedar City
Arkansas
Pueblo
Las Vegas
Piste espagnole
Colorado
Fresno
Piste de Santa Fe
CALIFORNIE (1850)
Santa Fe
Mojave
Needles
TEXAS (1845)
Santa Barbara
Albuquerque
Los Angeles
ARIZONA (1912)
NOUVEAU-MEXIQUE (1912)
Océan Pacifique
Butterfield Overland
Yuma
Mail
Tucson
Fort Bliss
El Paso
0 400 km
0 250 miles
LA CONQUÊTE DE L'OUEST
Ancien territoire mexicain
Chemins de fer en 1890
Les États sont indiqués avec leur date d'admission
N
MEXIQUE
Rio Grande

La doctrine Monroe demeure le socle de la diplomatie américaine. Une de ses conséquences est d'interdire aux autres nations américaines d'en appeler aux Européens pour défendre leur indépendance face aux États-Unis. Avant 1860, la principale nation à en pâtir est le Mexique. Les colons américains qui vivent à l'intérieur de ses frontières se rebellent et fondent une république du Texas indépendante, annexée par les États-Unis. Une guerre s'ensuit, dont le Mexique sort laminé. La paix de 1848 le prive de territoires qui vont former les États de l'Utah, du Nevada, de Californie et la majeure partie de l'Arizona. Pour compléter ces annexions, les États-Unis rachètent d'autres portions du territoire mexicain en 1853.

Soixante-dix ans après la signature du traité de Paris, les États-Unis, par la conquête, les achats ou les colonisations, occupent donc la moitié d'un continent. De moins de 4 millions de personnes en 1790, la population américaine passe à près de 24 millions en 1850. Certes, la plupart des Américains vivent à l'est du Mississippi et les seules villes de plus de 100 000 habitants sont les trois grands ports atlantiques de Boston, New York et Philadelphie. Néanmoins, le centre de gravité de la nation se déplace vers l'ouest. Les élites politiques, culturelles et commerciales de la côte est vont continuer longtemps de dominer la société américaine. Mais, depuis la colonisation de la vallée de l'Ohio, l'intérêt pour l'Ouest va croissant. Le discours d'adieu de Washington l'évoque déjà. L'Ouest va jouer un rôle considérable dans la vie politique américaine au cours des soixante-dix années suivantes, jusqu'à provoquer la plus grande crise de l'histoire des États-Unis. Il va également en faire une puissance mondiale.

L'expansion territoriale et économique façonne aussi profondément l'histoire des États-Unis que le penchant démocratique de leurs institutions politiques, avec des conséquences majeures pour leurs habitants. Quand Washington devient président, on compte 700 000 esclaves

noirs sur le territoire de l'Union. Le chiffre est élevé, mais les auteurs de la Constitution n'y prêtent guère attention, sauf à considérer les questions d'équilibre politique entre les différents États. Il est ainsi décidé qu'un esclave équivaut aux 3/5 d'un homme libre pour décider du nombre de représentants dont chaque État doit disposer. Au cours du demi-siècle qui suit, trois éléments viennent bousculer ce *statu quo*.

Le premier est l'énorme expansion de l'esclavage, mue par une augmentation rapide de la consommation de coton dans le monde (par les filatures anglaises, principalement). La production américaine de coton est multipliée par deux dans les années 1820, et double encore dans les années 1830. En 1860, le coton fournit les deux tiers de la valeur des exportations américaines. Cette vaste augmentation est obtenue pour l'essentiel par la mise en culture de nouvelles terres, et plus de plantations signifie plus d'esclaves. En 1820, on compte déjà 1,5 million d'esclaves. Ils sont 4 millions en 1860. Dans les États du Sud, l'esclavage est devenu la base du système économique. La société du Sud commence à opérer une rupture avec celle du Nord, plus mercantile et urbaine. Mais l'« institution particulière » − comme on appelle l'esclavage − finit par être considérée par les Sudistes comme le noyau d'une civilisation à part. En 1860, ils sont nombreux à se considérer comme une nation, avec un mode de vie idéalisé qu'ils estiment menacé par l'interférence tyrannique de l'extérieur. Et le symbole même de cette interférence est, à leurs yeux, l'hostilité croissante du Congrès à l'égard de l'esclavage.

La question de l'esclavage bouscule l'ordre établi de la société américaine. Elle n'est pourtant que la manifestation d'une évolution politique générale. La politique première des jeunes États-Unis entend respecter les intérêts transversaux de la société américaine et le discours d'adieu de Washington y fait d'ailleurs référence. Les partis

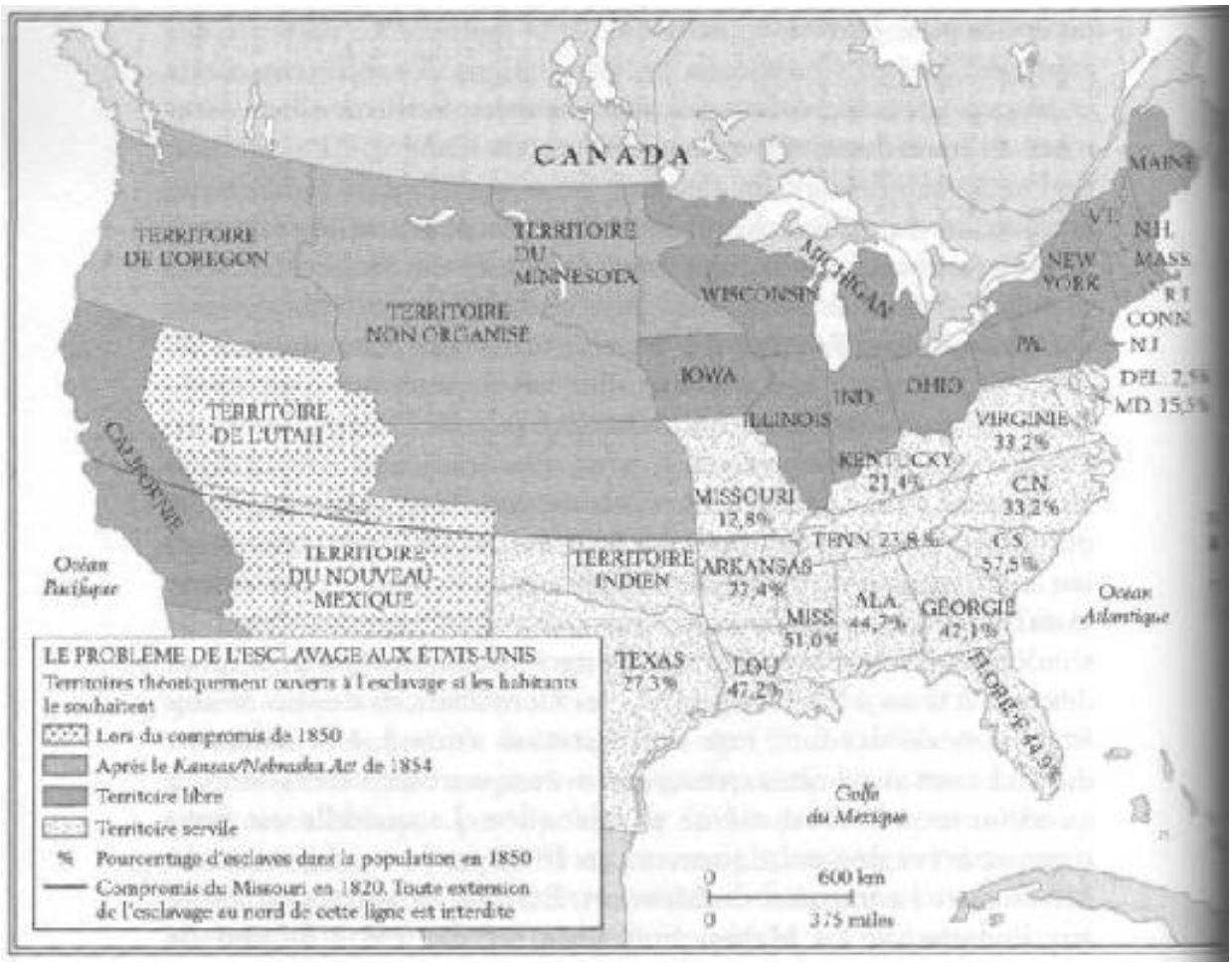
politiques américains sont le reflet des intérêts mercantiles et économiques d'une partie de la population, en quête d'un gouvernement fédéral fort et d'une législation protectionniste, des intérêts agraires et des consommateurs, des partisans des droits individuels des États et d'une monnaie faible.

À ce stade, l'esclavage est à peine une question politique, même si des politiciens l'évoquent parfois comme un mal appelé (sans qu'ils sachent vraiment comment) à disparaître. Un tel *statu quo* ne peut qu'évoluer, en raison des tendances inhérentes des institutions américaines et des changements sociaux. Au fil des jugements rendus par la Cour suprême, la Constitution se teinte de nationalisme et de fédéralisme. Le Congrès s'en trouve renforcé, les représentants donnent de plus en plus le ton de la démocratie américaine, tout particulièrement sous la présidence d'Andrew Johnson. La démocratisation croissante de la politique reflète d'autres mutations : les États-Unis ne connaissent pas les agitations provoquées par un prolétariat urbain chassé des terres agricoles, car les terres ouvertes à l'Ouest offrent à chacun son rêve d'indépendance. L'idéal social du petit propriétaire terrien peut demeurer au cœur de la tradition américaine. L'ouverture des territoires de l'Ouest déclenchée par l'achat de la Louisiane joue un rôle majeur dans la distribution de la richesse et de la population, et façonne autant la société américaine que la croissance industrielle et commerciale a façonné le Nord.

Surtout, l'ouverture des territoires de l'Ouest donne à la question de l'esclavage une nouvelle signification. L'organisation des territoires obtenus par l'achat de la Louisiane et arrachés au Mexique n'ayant pas été tranchée, une question est désormais posée : l'esclavage doit-il être autorisé dans ces nouveaux territoires ? Un fort mouvement d'opposition à l'esclavage est né au Nord, qui place cette question au premier plan des débats politiques et finit par

masquer toutes les autres. La campagne menée pour l'interdiction du trafic d'esclaves et l'éventuelle émancipation provient pour l'essentiel des mêmes forces que celles ayant promu pareilles idées dans d'autres pays à la fin du XVIII^{e} siècle. Mais le mouvement américain diffère à bien des égards, parce qu'il est confronté à une croissance de l'esclavage à une période où ce dernier est en train de disparaître dans le monde européanisé. La tendance générale apparaît donc comme freinée, voire inversée, aux États-Unis. La question implique également une série de problèmes constitutionnels : la propriété privée peut-elle être entravée dans des États où les lois locales la protègent, ou dans des territoires qui ne sont pas encore des États ? Les politiciens antiesclavagistes soulèvent une question démocratique fondamentale : en cas de désaccord interne, qui doit avoir le dernier mot ? Le peuple est souverain, cela ne fait de doute pour personne ; mais qui est le peuple ? La majorité des représentants au Congrès ou les populations des différents États et leurs propres législatures locales, capables d'affirmer l'irrévocabilité de leurs droits, fût-ce contre l'avis du Congrès ? La question de l'esclavage devient un élément incontournable de la politique américaine du milieu du XIX^{e} siècle, mais demeure gérable tant que l'équilibre des pouvoirs entre les États du Sud et du Nord se maintient. Si le Nord bénéficie d'une légère prépondérance démographique, l'égalité au Sénat (où chaque État dispose de deux sièges, quelle que soit sa taille) est maintenue. À partir de 1819, de nouveaux États sont admis au sein de l'Union, avec une alternance entre esclavagistes et non esclavagistes. On compte alors onze États de chaque. C'est la candidature du Missouri qui provoque la première crise. Avant l'achat de la Louisiane, les lois française et espagnole autorisaient l'esclavage ; les colons installés dans ces territoires souhaitent donc son maintien. Ils s'indignent qu'un membre du Congrès venu du Nord propose des restrictions à l'esclavage dans les

Constitutions des nouveaux États. Les débats font rage et l'agitation s'étend. Les habitants du Sud sont si révoltés que certains évoquent une sécession. La question morale n'est même pas évoquée. La querelle est politique et est réglée politiquement en 1820 par le « compromis du Missouri » : l'admission du Missouri, État esclavagiste, équilibrée par l'admission du Maine, État libre, et par l'interdiction de toute extension de l'esclavage au nord de la latitude 36° 30'. Ce compromis confirme la possibilité, pour le Congrès, d'interdire l'esclavage dans les nouveaux territoires s'il le souhaite, mais rien ne peut alors laisser penser que la question sera soulevée dans un avenir proche. Elle sombre d'ailleurs dans l'oubli durant près d'une génération. Certains ont pourtant déjà prévu la suite, à commencer par Thomas Jefferson, ancien président des États-Unis et auteur du brouillon de la Déclaration d'indépendance, qui tient l'esclavage pour le « talon d'Achille de l'Union » (il possédait lui-même des esclaves, ce qui illustre la complexité de la situation), tandis qu'un (futur) président écrit dans son journal que la question du Missouri n'est « que le préambule, la page de titre d'un grand livre tragique ».



La tragédie ne débute pourtant que quarante ans plus tard. Des forces sont déjà à l’œuvre qui tentent d’agiter l’opinion publique et vont avoir un retentissement croissant. En 1831, un journal établi à Boston lance un appel à l’émancipation sans condition des esclaves noirs. C’est le début de la campagne « abolitionniste », dont la propagande se fait de plus en plus violente, exerce des pressions sur les politiciens du Nord, organise l’assistance aux esclaves en fuite et s’oppose à leur restitution à leurs maîtres après capture, malgré des jugements défavorables. Une bataille fait également rage dans les années 1840 sur les termes de l’adhésion des territoires arrachés au Mexique. Elle se solde par un nouveau compromis, qui ne va pas durer longtemps. Le sentiment de persécution se développe au sein des dirigeants du Sud, ainsi qu’une arrogance grandissante de

leur part sur la question de la défense du mode de vie de leurs États. Même les allégeances aux partis nationaux sont affectées par la question de l'esclavage ; les démocrates se divisent sur l'accord conclu en 1850.

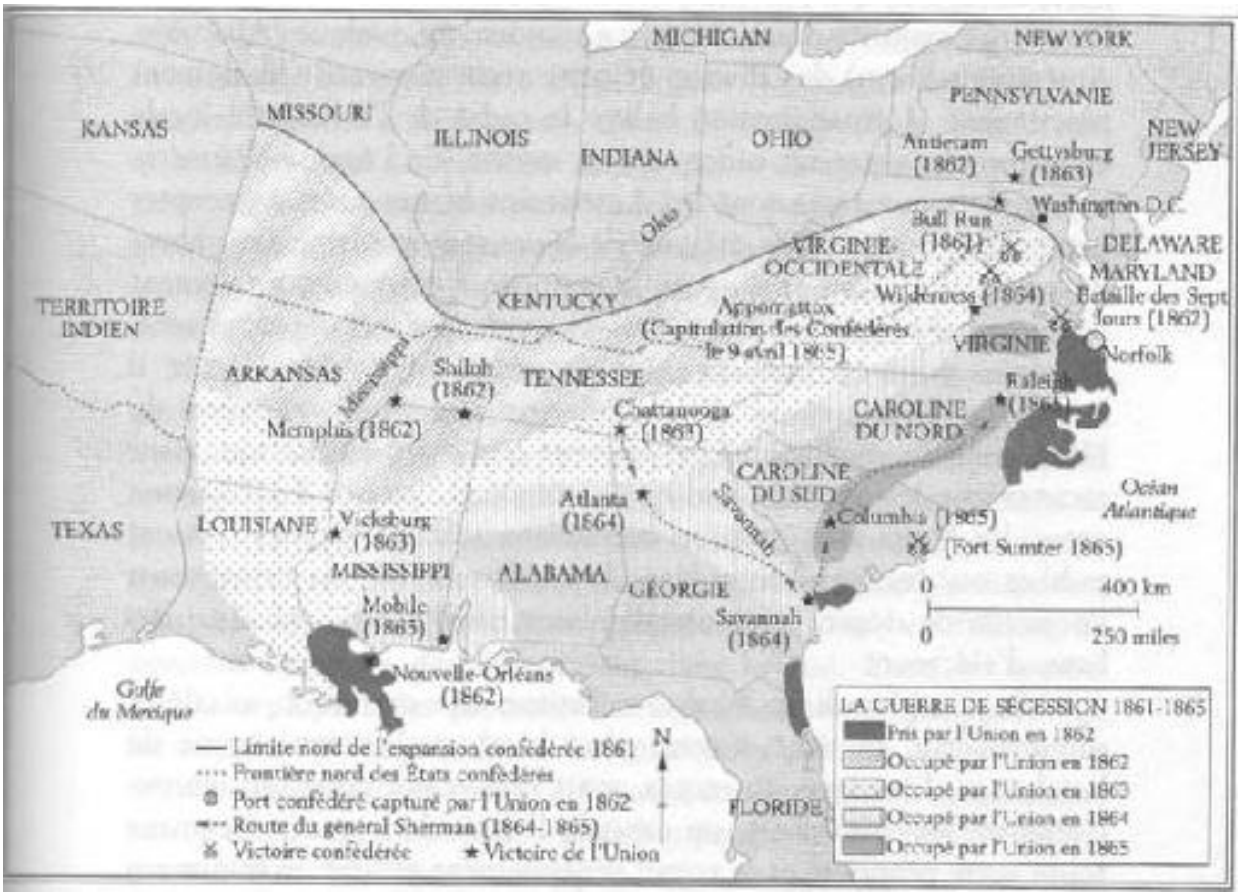
La décennie qui suit s'apparente à une lente descente aux enfers. La question du Kansas rompt la trêve de 1850 et donne lieu aux premières effusions de sang quand les abolitionnistes tentent de convaincre par la force les partisans de l'esclavage. Proposition est faite aux électeurs du Kansas de se prononcer, par voie électorale, pour ou contre l'institution de l'esclavage dans leur État. Le Parti républicain naît du refus de la tenue d'un tel scrutin. L'État du Kansas est en effet situé au nord de la ligne 36° 30' (dite Mason-Dixon) : il ne saurait être esclavagiste. La colère des abolitionnistes monte encore d'un cran à mesure que la loi donne raison à des propriétaires d'esclaves, comme lors de l'affaire « Dred Scott », jugée par la Cour suprême en 1857. Dans le Sud, les protestations des abolitionnistes sont perçues comme une incitation à l'évasion des esclaves et une volonté d'utiliser le système électoral contre les libertés du Sud ; une vision justifiée, d'ailleurs, car les abolitionnistes ne sont pas des hommes de compromis, même s'ils tentent, sans succès, d'obtenir le soutien du Parti républicain, dont le candidat à l'élection présidentielle de 1860 fait campagne sur un programme qui, sur ce point, se contente de proposer l'exclusion des nouveaux États entrant dans l'Union.

Voilà qui en est déjà trop pour de nombreux habitants du Sud. Les démocrates sont divisés et le pays vote de manière clairement clivée ; le candidat républicain, Abraham Lincoln, est élu par les États du Nord et par les deux États de la côte ouest. Le 20 décembre 1860, la Caroline du Sud fait officiellement sécession pour protester contre le résultat de l'élection. En février 1861, elle est rejointe par six autres États − puis par trois autres dès que les premiers coups de feu retentissent. Les États confédérés d'Amérique, à qui

cette sécession donne naissance, se dotent d'un gouvernement provisoire et d'un président un mois avant que le président Lincoln ne prête serment à Washington.

Chaque camp accuse l'autre de menées et de comportements révolutionnaires, et il est difficile de ne pas être d'accord avec les deux. Aux yeux de Lincoln et des États du Nord, la démocratie doit prévaloir, une affirmation dont les implications sont, par essence, révolutionnaires et illimitées. Et ce que le Nord va finir par obtenir, c'est bel et bien une révolution sociale dans le Sud. En 1861, les États du Sud réclament le droit d'organiser, comme bon leur semble, leur mode de vie, une exigence qui rappelle celles des révolutionnaires polonais ou italiens. Les revendications nationalistes font rarement bon ménage avec le libéralisme mais, à travers la défense de l'esclavage, le Sud entend également défendre son droit à l'autodétermination. Et, quelle que soit la nature des principes en jeu, ils se présentent aux yeux des Américains sous une forme concrète, personnelle et locale, qui rend difficile toute définition des lignes exactes de cette grande fracture historique et identitaire. Elles traversent les familles, les villes, les villages, les religions et parfois même des groupes de personnes de couleurs différentes. C'est là toute la tragédie des guerres civiles. Dès ses débuts, la guerre développe son plein potentiel révolutionnaire. « Rébellion » pour le Nord, « guerre entre les États » pour le Sud, elle est une source d'immenses bouleversements, nés des nécessités mêmes du conflit. Il faut quatre ans à l'Union pour écraser la Confédération et, au cours de ces quatre années, les objectifs de Lincoln évoluent de manière considérable. Il ne parle au départ que de restaurer l'ordre : des événements ont eu lieu dans les États du Sud qui sont « trop graves pour être réprimés par les moyens légaux habituels » et vont devoir l'être par des voies militaires. Cette vision s'élargit bientôt à une réitération constante du souhait de préserver l'Union : l'objectif affiché de Lincoln est de réunir les États

qui la composent. Il ne donne donc aucun gage à ceux qui souhaitent voir la disparition de l'esclavage, mais finit pourtant par se rendre à leurs arguments. En 1862, il peut encore affirmer, dans une lettre ouverte : « Si je pouvais sauver l'Union en ne libérant aucun esclave, je le ferais ; si je pouvais la sauver en libérant tous les esclaves, je le ferais ; et si je pouvais la sauver en en libérant certains et en en abandonnant d'autres, je le ferais aussi. » Mais il a d'ores et déjà décidé de proclamer l'émancipation des esclaves dans les États rebelles. La chose est effective le 1er janvier 1863 ; le cauchemar des politiciens du Sud est devenu réalité, mais uniquement en raison de la guerre qu'ils ont provoquée. Cette proclamation change la nature du conflit. En 1865, l'étape finale est franchie avec un amendement à la Constitution qui interdit l'esclavage sur tout le territoire des États-Unis. À cette date, la Confédération est déjà vaincue, Lincoln a été assassiné et la cause qu'il entendait défendre, et qu'il avait décrite en des termes mémorables comme le « gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple », est saine et sauve.



À l’issue de cette victoire militaire, tous les Américains sont loin de tenir cette cause pour aussi noble et désirable que Lincoln, mais son triomphe est d’une immense importance, pour l’Amérique comme pour l’humanité tout entière. C’est le seul événement politique du siècle dont les implications sont aussi grandes que la révolution industrielle. La guerre règle le futur du continent ; une seule grande puissance va continuer de dominer l’Amérique et exploiter à son profit les ressources de territoires immenses et inexploités. Les armées de l’Union font prévaloir le modèle démocratique sur tout le territoire des États-Unis, pas nécessairement selon les mots choisis par Lincoln certes, mais au moins assurent-elles la pérennité du gouvernement de la nation par la majorité de ses citoyens. Le redémarrage économique qui suit la paix a pour effet secondaire de lier démocratie et bien-être matériel dans l’esprit des Américains ; le capitalisme industriel dispose

désormais de sérieux arguments idéologiques à opposer à ses critiques futures.

Les conséquences domestiques sont tout aussi nombreuses. Les Noirs américains commencent à réclamer l'égalité pleine et entière devant la loi et le droit de vote. Avant cela, le statut servile séparait l'immense majorité des Noirs (il y a toujours eu quelques Africains-Américains libres) des Blancs, et cette séparation était légalement sanctionnée. L'émancipation balaye le cadre de l'infériorité légale et le remplace par un cadre, ou un mythe, de l'égalité démocratique, alors que rares sont les Américains blancs prêts à accepter cette réalité sociale. Des millions de Noirs sont soudainement libres dans le Sud. Ils sont aussi, pour la majorité d'entre eux, totalement dépourvus d'éducation, sans savoir-faire autre qu'agricole et souvent, au moins pour commencer, sans encadrement propre. Certes, il leur arrive de demander du soutien aux armées d'occupation du Nord, mais ils constatent bien souvent que leurs soldats sont aussi racistes que les gens du Sud qu'ils côtoient. Lorsque l'occupation cesse, les Noirs sont presque immédiatement éjectés des services publics ou des législatures dans lesquelles ils ont eu brièvement l'occasion de siéger. Dans certains lieux, ils disparaissent aussi des listes d'électeurs.

Ainsi, à un handicap légal se substitue une coercition sociale et physique qui, souvent, s'avère plus dure que l'ancien régime de l'esclavage. L'esclave, au moins, avait une valeur pour son maître, c'était un investissement, un capital ; il était donc protégé comme toute autre propriété et se voyait généralement assurer un minimum de sécurité et d'entretien. La compétition dans un marché du travail libre, à un moment où des pans entiers du territoire du Sud sont en ruine, dans lesquels des Blancs appauvris luttent pour survivre, s'avère désastreuse pour de nombreux Noirs américains. Malgré la pression constante des Blancs en faveur de davantage de subordination sociale et de privations économiques, la plupart des Noirs célèbrent

néanmoins leur libération, trouvent le moyen de survivre et d'améliorer leur position sociale et leur niveau d'éducation, même s'il faudra encore attendre cent ans avant que l'égalité complète ne soit à l'ordre du jour dans les États du Sud.

Autre conséquence de la guerre, les États-Unis conservent un système bipartite. Aujourd'hui encore, républicains et démocrates se succèdent à la présidence et ne sont que rarement menacés par un tiers parti. Rien de tout cela n'était pourtant assuré avant 1861. De nombreux partis sont nés avant de disparaître, reflets des mouvements qui agitent la société américaine. Mais la guerre rivette littéralement le Parti démocrate à la cause du Sud, ce qui constitue, pour lui, un grave handicap : il porte longtemps les stigmates de la trahison (aucun démocrate n'est d'ailleurs élu président avant 1885). De la même manière, les républicains se voient assurés du soutien des États du Nord et incarnent les espoirs des radicaux, qui les tiennent pour les sauveurs de l'Union et de la démocratie, et les libérateurs des esclaves. Avant que le caractère caricatural de cette vision ne saute aux yeux de tous, les partis se sont si profondément ancrés dans de nombreux États que leur prédominance et leur pérennité sont assurées. La politique américaine progresse par la suite au gré des transformations internes des deux grands partis.

Mais, en 1865, ce sont les républicains qui tiennent la corde. Ils auraient sans doute trouvé le moyen de se concilier certains éléments du Sud si Lincoln avait survécu. Hélas, les politiques qu'ils conduisent à l'égard du Sud vaincu et dévasté font des années de la « Reconstruction » des années noires. De nombreux républicains travaillent honnêtement à faire usage du pouvoir dont ils disposent pour assurer les droits démocratiques des Noirs ; ce faisant, ils assurent l'ancrage des démocrates dans le Sud. Dans les années 1870, la plupart des partisans des républicains ont perdu de vue les objectifs politiques de la Reconstruction ;

ils ne veulent qu'un retour à la stabilité et mettent l'accent sur l'expansion économique nationale, fût-ce au prix de l'abandon progressif des droits fraîchement acquis des Noirs.

L'expansion de l'Amérique se déroule depuis soixante-dix ans et est déjà prodigieuse. Sa manifestation la plus frappante est territoriale ; elle va bientôt devenir économique. L'expansion économique démesurée de l'Amérique n'en est qu'à ses balbutiements dans les années 1870, mais elle est déjà telle que tous les problèmes politiques semblent relégués aux oubliettes. Sous l'administration républicaine, les Américains commencent à se convaincre, et ce ne sera pas pour la dernière fois, que l'économie importe davantage que le débat politique. Le Sud ne profite pratiquement pas de cette nouvelle manne et s'éloigne encore plus du Nord ; il ne dispose d'aucun levier politique avant qu'une question capable de rassembler d'autres Américains autour des démocrates n'émerge.

Les habitants du Nord et de l'Ouest peuvent quant à eux légitimement penser que les changements ahurissants qui se sont produits au cours des soixante-dix années écoulées ne peuvent qu'annoncer un futur radieux. Les étrangers ont le même sentiment ; voilà pourquoi ils affluent aux États-Unis − 2,5 millions pour les seules années 1850. Ils s'intègrent à une population qui est passée de 5,25 millions d'habitants en 1800 à près de 40 millions en 1870. Près de la moitié d'entre eux vivent à l'ouest des Allegheny et la plupart dans des zones rurales. La construction du chemin de fer ouvre les Grandes Plaines à la colonisation et à une exploitation qui n'a pas encore commencé ; 1869 marque l'achèvement de la première ligne de chemin de fer transcontinentale. C'est dans le nouvel Ouest que les États-Unis vont connaître leur plus grande expansion agricole ; les années de guerre ont entraîné une pénurie de main-d'œuvre et des machines sont déjà utilisées en grand nombre, entraînant une augmentation de la taille des

exploitations, ouvrant la voie à une révolution agricole qui va faire de l'Amérique du Nord le grenier de l'Europe (avant de devenir celui de l'Asie). On compte déjà 250 000 faucheuses mécaniques à la fin de la guerre de Sécession. Sur le plan industriel, de grandes années s'annoncent ; les États-Unis ne sont pas encore une puissance industrielle comparable à la Grande-Bretagne (en 1870, moins de 2 millions d'Américains travaillent dans les usines et manufactures), mais les fondations sont déjà là. Avec un marché intérieur immense et aisé, les perspectives de l'industrie américaine sont excellentes.

Les Américains oublient d'autant plus facilement les laissés-pour-compte que le système fonctionne. Les Noirs et les Blancs pauvres du Sud rejoignent bientôt les Indiens − déjà victimes de l'expansion américaine depuis deux siècles et demi − au rang des perdants de l'histoire ; ils vivent pourtant aussi bien, voire mieux, que les pauvres d'Andalousie ou de Naples. Ces derniers aspirent d'ailleurs pour beaucoup à émigrer aux États-Unis, dont la puissance semble agir comme un aimant. Et cette puissance n'est pas seulement matérielle ; aux côtés des « déshérités » se pressent les « masses rassemblées n'aspirant qu'à respirer librement », selon la formule inscrite sur le piédestal de la statue de la Liberté.

Et, en 1870, les États-Unis sont encore une source d'inspiration pour les radicaux politiques du monde entier, même si les pratiques et formes politiques américaines ont sans doute un plus grand impact en Grande-Bretagne − dont les habitants associent (pour l'approuver ou la désapprouver) la démocratisation de la vie politique britannique à une forme d'« américanisation » − qu'en Europe continentale.

Ces influences et connexions transatlantiques ne sont que des aspects de la relation curieuse, sporadique mais intense entre les deux nations anglo-saxonnes. Elles connaissent toutes deux des changements révolutionnaires, mais

radicalement différents. Les réussites de la Grande-Bretagne au début du XIX^{e} siècle sont d'ailleurs plus remarquables que la transformation des États-Unis. Au cours d'une période de bouleversement social sans précédent et potentiellement révolutionnaire qui la voit devenir, en l'espace de deux générations, la première société urbanisée et industrielle des Temps modernes, la Grande-Bretagne parvient à maintenir une étonnante continuité politique et constitutionnelle. Dans le même temps, elle agit en puissance européenne et mondiale et se retrouve à la tête d'un immense empire. C'est dans ce cadre qu'elle débute la démocratisation de ses institutions, tout en conservant l'essentiel du socle de ses libertés individuelles.

En 1870, le Royaume-Uni est bien moins démocratique que les États-Unis − pour la population blanche, bien sûr. La hiérarchie sociale (établie par la naissance et la possession de terres) fait du Royaume-Uni une société stratifiée ; les observateurs sont frappés par la confiance manifeste qu'a la classe dirigeante anglaise en sa destinée. En Grande-Bretagne, point d'Ouest américain pour insuffler un peu de démocratie des frontières dans un monde rigide ; le Canada et l'Australie attirent des émigrants parfois remuants politiquement, et dont le départ prive la société anglaise de toute possibilité de changement de fond. La démocratie politique se développe plus vite que la démocratie sociale. Le suffrage universel masculin, en vigueur depuis longtemps aux États-Unis, n'apparaît qu'en 1918 en Grande-Bretagne ; mais la démocratisation de la politique anglaise a déjà passé le point de non-retour en 1870.

Ce changement s'opère en quelques décennies. Malgré des institutions profondément libérales − égalité devant la loi, liberté personnelle garantie et système représentatif −, la Constitution anglaise de 1800 ne s'appuie pas sur des principes démocratiques. Sa base est la représentation parlementaire de certains droits individuels et historiques et

la souveraineté de la Couronne. L'électorat britannique est élargi pour les standards européens de l'époque, le mot « démocratique » est péjoratif et rares sont ceux qui tiennent la démocratie pour un objectif désirable. Pour la plupart des Anglais, elle s'assimile à la Révolution française et à la dictature militaire.

C'est en 1832 que l'histoire politique de l'Angleterre connaît son premier grand tournant démocratique, avec le vote du *Reform Act*, qui n'a rien pourtant de démocratique et a d'ailleurs pour but, aux yeux de bon nombre de ses partisans, de faire barrage à la démocratie. Il provoque une grande révision du système représentatif, visant à éliminer quelques anomalies (comme certaines circonscriptions devenues héréditaires de fait), à établir des circonscriptions électorales reflétant mieux les besoins d'un pays dont les cités industrielles grandissent, et surtout à aplanir le droit de vote. Ce dernier se fondait alors sur des principes différents en fonction des régions ; avec cette réforme, les principaux détenteurs du droit de vote sont les propriétaires des zones rurales et les ménages propriétaires ou locataires de leur logement dans les zones urbaines habitées par la classe moyenne.

Malgré la survivance de quelques bizarreries, l'électeur moyen est donc un propriétaire terrien de sexe masculin. Le corps électoral passe à 650 000 personnes et élit une Chambre des communes qui ne diffère guère de la précédente. Toujours dominée par l'aristocratie, cette nouvelle Chambre marque le début d'une ère longue d'un siècle et qui va voir la politique britannique prendre un tournant intégralement démocratique. Car, si la Constitution a pu être modifiée, cela signifie qu'elle peut l'être encore et la Chambre des communes réclame de plus en plus le droit de pouvoir se prononcer sur les choix politiques. En 1867 une nouvelle loi fait passer le corps électoral à près de 2 millions de personnes, et en 1872 l'introduction du vote à bulletin secret constitue une nouvelle étape importante.

Ce processus ne connaît son terme qu'au XX^e siècle, mais ne tarde pas à produire des changements politiques en Grande-Bretagne. Lentement, et presque à contrecœur, la classe politique ancienne est contrainte de s'organiser en partis qui ne se résument plus à des alliances familiales ou à des cliques parlementaires, tout particulièrement après l'émergence d'un électorat de masse en 1867. Bien avant cette date, la classe politique dans son ensemble a pris conscience de la nécessité de courtiser une opinion publique plus nombreuse que la caste des propriétaires terriens. Les plus grands parlementaires anglais du XIX^e siècle sont des hommes capables de s'attirer les bonnes grâces de la Chambre des communes comme celles de portions importantes de la société. Le premier exemple, et sans doute le plus significatif, est celui de Sir Robert Peel, le père du conservatisme anglais. En acceptant de se plier au verdict de l'opinion publique, il donne au conservatisme britannique une plasticité qui va le garder de l'intransigeance dont vont faire preuve tant de partis de droite en Europe.

La querelle de l'abrogation des *Corn Laws* en est le parfait exemple. L'objet des débats n'est pas exclusivement économique et peut se résumer à une grande question : qui doit gouverner le pays ? Peel a déjà contraint les conservateurs à accepter toutes les conséquences du *Reform Act* de 1832. En 1846, il franchit un cap supplémentaire avec l'abrogation des *Corn Laws* protectionnistes, dont la disparition signe l'idée que la classe des propriétaires terriens n'a désormais plus le dernier mot dans les affaires du pays. Son parti, bastion de la noblesse agrarienne et qui tient l'agriculture pour l'incarnation même de l'Angleterre, se retourne alors contre lui et le chasse du pouvoir. Les conservateurs ont parfaitement raison de considérer qu'à travers cette abrogation Peel a voulu promouvoir l'extension du libre-échange, qui bénéficie avant tout à la classe moyenne des

manufacturiers. Ce choix va diviser le parti et le condamner à vingt ans de paralysie, mais Peel vient pourtant de lui ôter une sérieuse épine du pied : le parti conservateur n'est désormais plus, aux yeux de l'électorat, uniquement associé à la défense d'une seule classe sociale (les élites) et d'une seule forme de développement économique.

Le changement d'orientation du système tarifaire et fiscal britannique n'est qu'un versant, certes spectaculaire, d'un tournant politique global vers davantage de réformes et de libéralisations au milieu du XIX^{e} siècle. La gouvernance locale se réforme (dans les villes et pas dans les campagnes, où les propriétaires terriens continuent de régner en maîtres) et une nouvelle loi sur les indigents est votée ; on légifère sur le travail dans les mines et les usines, et cette législation est contrôlée de manière efficace par des inspections. Le système judiciaire est rénové, les restrictions qui s'appliquaient aux protestants, aux catholiques ou aux juifs sont supprimées, le monopole ecclésiastique sur la loi matrimoniale, qui remontait à l'époque anglo-saxonne, est aboli, un système postal est mis en place qui va devenir le modèle des autres nations et l'état de négligence avancé dans lequel végète le système éducatif connaît même un début de questionnement.

Tout cela s'accompagne d'une croissance sans précédent de la richesse dont le symbole le plus éclatant est la tenue de l'Exposition universelle à Londres en 1851, sous le patronage de la reine Victoria et la direction du prince consort. Les Britanniques d'alors sont régulièrement perçus comme arrogants ; ils ont quelques raisons de l'être. Leurs institutions et leur économie n'ont jamais paru plus florissantes.

Des insatisfactions demeurent. Certains se plaignent de la perte de leurs privilèges économiques ; au Royaume-Uni comme ailleurs, l'écart entre les riches et les pauvres est pourtant immense. Mais la crainte d'une centralisation rampante est plus répandue. La souveraineté législative du

Parlement voit la bureaucratie envahir de plus en plus de domaines autrefois à l'abri des interférences gouvernementales. L'Angleterre du XIX^{e} siècle est loin de concentrer tout le pouvoir au sein de l'appareil d'État, comme c'est souvent le cas dans les autres pays. Pourtant, certains craignent qu'elle suive le modèle français, un pays dont l'administration extrêmement centralisée est considérée comme l'explication de son incapacité à asseoir la liberté qui avait pourtant accompagné l'égalité. Afin de contrebalancer une telle tendance, les réformes victoriennes de gouvernance locale, dont certaines n'interviennent que lors des deux dernières décennies du siècle, établissent davantage de démocratie et s'avèrent cruciales.

Certains étrangers sont éperdus d'admiration ; la plupart se demandent comment, malgré les conditions de vie effroyables des villes manufacturières, le Royaume-Uni est parvenu à éviter les écueils des agitations populaires qui ont renversé des gouvernements établis dans d'autres États. La Grande-Bretagne entreprend en effet une vaste remise à plat de ses institutions à une période où les dangers de la révolution sont clairement apparents ailleurs et s'en sort sans une égratignure, plus puissante, plus riche et plus libérale que jamais. Les historiens et hommes d'État britanniques s'enorgueillissent de réitérer que le principe de liberté est l'essence même de la nation et qu'elle va en s'accroissant. Cet accroissement constant des libertés individuelles ne provoque pourtant pas de débordements. Au contraire des États-Unis, la Grande-Bretagne ne bénéficie pas de l'éloignement géographique et d'un territoire virtuellement illimité − ce qui n'a pas empêché les États-Unis de sombrer dans une sanglante guerre civile née d'une révolte contre l'autorité centrale. Comment diable les Britanniques sont-ils parvenus à l'éviter ?

Voilà une question à laquelle il est difficile de répondre. Certaines circonstances, quand elles s'ajoutent les unes aux

autres, rendent les révolutions probables, voire inévitables. La Grande-Bretagne semble les avoir toutes réunies, et elle opère pourtant sa transformation sans heurts. Mais peut-être, après tout, que personne n'en ressentait le besoin ? Peut-être qu'aucune menace révolutionnaire ne pesa jamais sur cette société en pleine mutation. Certains changements introduits en Europe par la Révolution française sont depuis des siècles des réalités en Grande-Bretagne. Les institutions fondamentales, pour rouillées ou grippées qu'elles puissent être par un empilement de lois anciennes, offrent de grandes possibilités. Avant même les réformes, la Chambre des communes et la Chambre des lords ont fait montre de leur capacité à répondre aux nouvelles exigences du temps, même tardivement ou lentement ; le premier *Factory Act* (qui n'est certes pas d'une grande efficacité) est voté en 1801. Après 1832, chacun sait que le Parlement est désormais capable d'entreprendre n'importe quelle réforme nécessaire, pour peu que la pression des électeurs s'exerce sur lui. Aucune contrainte légale ne peut l'empêcher d'agir. Même les opprimés et les enragés semblent en avoir conscience. On assiste à de nombreuses flambées de violence, les partisans de la révolution sont nombreux dans les années 1830 et 1840 (une période particulièrement difficile pour les pauvres), mais le mouvement contestataire le plus important de l'époque et qui s'incarne dans le « chartisme » et dans son programme de « Charte populaire » milite pour des mesures qui rendraient le Parlement plus attentif aux besoins du peuple, et pas pour son renversement.

Le Parlement n'aurait malgré tout pas décidé d'opérer des réformes si d'autres facteurs n'étaient pas intervenus. Les grandes réformes de l'Angleterre victorienne intéressent autant les classes moyennes que les masses, à l'exception peut-être des législations portant sur les usines. Contrairement à son homologue continentale, la classe moyenne anglaise prend très tôt sa part de pouvoir et peut

l’utiliser pour infléchir le cours des choses. Elle n’a donc aucun intérêt à opter pour la révolution, recours des hommes désespérés ayant essuyé tous les refus. Indépendamment de cela, les masses anglaises ne se montrent guère révolutionnaires. Ce manque d’inclination pour l’action révolutionnaire a posé question à de nombreux historiens de gauche. Les souffrances du prolétariat britannique étaient-elles trop grandes ou trop faibles, la classe ouvrière n’était-elle pas trop hétérogène pour s’unir ? La question a été fort débattue. N’oublions cependant pas que les modèles comportementaux traditionnels ont la vie dure en Angleterre, dont la déférence à l’égard des classes supérieures de la société et le respect de l’ordre établi. Ce fait marque tous les étrangers qui visitent l’Angleterre victorienne − et particulièrement les Américains.

Surtout, de nombreuses organisations ouvrières offrent des alternatives à la révolution. Elles ont souvent quelque chose de « victorien » dans l’accent qu’elles mettent sur le développement personnel, la retenue, la prudence et la sobriété. De tous les éléments qui vont donner naissance au grand mouvement travailliste, seul le parti du même nom n’existe pas en 1840. Les *friendly societies* (ancêtres des mutuelles) assurant contre les infortunes de la vie, les associations coopératives et les syndicats sont autant d’éléments qui permettent à la classe ouvrière de s’émanciper par ses propres moyens, quand bien même les progrès sont lents. Cette maturité ancienne explique le paradoxe du socialisme anglais, qui donne naissance à un mouvement syndical plutôt conservateur et très antirévolutionnaire, ce qui ne l’empêche pas d’être, un temps, le premier au monde.

À la fin des années 1840, la tendance économique contribue à l’apaisement des mécontentements. Les dirigeants de la classe ouvrière affirment régulièrement, presque à regret, que l’amélioration des conditions de vie écarte tout danger révolutionnaire en Angleterre.

L’économie mondiale connaît une grande croissance dans les années 1850, qui profite aux cités industrielles d’un pays qui est déjà l’atelier du monde, ainsi qu’à ses marchands, ses banquiers et ses assureurs. Le taux d’emploi et les salaires augmentent. Le soutien dont avaient pu bénéficier les chartistes s’effondre au point de n’être plus bientôt qu’un lointain souvenir.

Symboles mêmes des cadres inamovibles au sein desquels tant de changements s’opèrent : le Parlement et la Couronne. Quand, en 1834, le palais de Westminster est détruit par un incendie et qu’il faut le reconstruire, c’est une architecture faussement médiévale qui est choisie pour insister sur le caractère ancien et précurseur de ce que les Anglais vont appeler la « mère de tous les Parlements ». Les bouleversements de l’ère la plus révolutionnaire de l’histoire britannique sont ainsi parés des oripeaux des coutumes et de la tradition. En 1837, quand Victoria monte sur le trône, la monarchie anglaise est l’institution politique la plus ancienne d’Europe après la papauté. Elle a pourtant bien changé. Très largement déconsidérée sous les règnes de George III et surtout de son fils, tenu pour le pire monarque ayant régné en Angleterre, elle apparaît bien fragilisée. Victoria et son mari parviennent pourtant à en faire une institution incontestable et incontestée, sauf par une poignée de républicains. Les changements entrepris sous le règne de Victoria vont partiellement à l’encontre des inclinations de la reine elle-même. Victoria ne s’embarrasse guère de la neutralité politique qui sied à un monarque constitutionnel. C’est pourtant sous son règne que cette neutralité, théoriquement ancienne, est enfin effective. Victoria redonne également à la monarchie son lustre affectif. Pour la première fois depuis le règne du jeune George III, l’expression de « famille royale » redevient une réalité. Dans ce dernier domaine, comme dans de nombreux autres, le prince Albert, époux de la reine, joue un rôle de

premier plan, sans s’attirer les faveurs de l’opinion publique.

Il n’y a guère qu’en Irlande que les Britanniques semblent marquer le pas. En 1798, la Couronne y a réprimé une rébellion soutenue par la France. Au cours des années 1850 et 1860, la situation est plutôt calme, conséquence du terrible désastre qui a touché l’Irlande au milieu des années 1840. Le mildiou a détruit les récoltes de pommes de terre et provoqué une famine et des épidémies ayant offert, de manière brutale, une réponse malthusienne à la surpopulation irlandaise. L’*Acte d’union*, qui avait rattaché l’Irlande au Royaume-Uni, n’est plus guère contesté, la haine que voue une population irlandaise majoritairement catholique à l’Église protestante semble en suspens et la population paysanne, pourtant exploitée tant par ses maîtres anglais absents que par des propriétaires irlandais plus pressants, ne montre aucun signe de révolte. Les problèmes demeurent malgré tout et le gouvernement libéral qui prend le pouvoir en 1868 tente d’en régler certains ; il ne fait que provoquer l’émergence d’un mouvement nationaliste irlandais, s’appuyant sur la paysannerie catholique et qui exige le *Home Rule*. La signification même de ce terme et ses hypothétiques conséquences vont hanter la politique britannique, renverser son équilibre et enrayer toute tentative de régler la question irlandaise pour plus d’un siècle. À court terme, cela donne naissance à deux mouvements révolutionnaires antagonistes en Irlande, un au Nord et l’autre au Sud, et contribue à l’échec du libéralisme britannique. L’Irlande, après un millier d’années passées dans l’oubli, recommence à peser sur l’histoire du monde, bien qu’elle l’ait déjà fait de manière moins marquée au début du siècle en fournissant aux États-Unis une masse d’émigrants.

V
L’hégémonie de la sphère européenne

En 1900, les peuples européens ou d’origine européenne dominent le globe. Cette domination s’exerce de nombreuses manières, explicites ou implicites, mais les détails importent moins que le fait général. Le monde répond aux initiatives européennes et marche de plus en plus au rythme imposé par l’Europe. Pour la première fois, une culture établit une domination planétaire. Par voie de conséquence, le reste de ce livre va s’intéresser de plus en plus à une histoire globale ; en 1914, le premier pic de ce que l’on va appeler la « globalisation » est déjà atteint. La majorité des terres émergées du globe sont alors sous la domination formelle des États européens[2]. Mais il s’agit également d’une hégémonie économique et culturelle, et la prédominance européenne s’exprime autant en termes d’influence que de contrôle direct.

Un des aspects remarquables de cette hégémonie culturelle européenne est la rapidité avec laquelle les autres peuples y répondent, l’amalgamant à leur propre culture. Dès la fin du XIX^{e} siècle, les prémices de ces sociétés hybrides sont visibles dans certaines régions de la Chine, du Sud-Est asiatique, de l’Inde, de la Perse ou du Proche-Orient. Il s’agit parfois de ce que l’on pourrait appeler une « modernisation défensive », l’acquisition d’armes et de méthodes d’organisation européennes permettant de défendre quelques aspects de l’indépendance et de la souveraineté de ces nations. Mais ce qui frappe, c’est la manière dont des millions d’indigènes s’emparent des outils de la puissance coloniale ou prédominante et se les approprient (ce parfois de manière étonnante pour les

Européens). Dans tous les ports, de Tanger au Caire en passant par Istanbul, Bombay, Singapour ou Shanghai, de jeunes Non-Européens mènent une vie à tel point différente de celle de leurs pères que le système politique et des valeurs s'en trouve bouleversé, produisant ainsi des révolutions dont les effets auront des répercussions sur tout le XX^{e} siècle.

On peut envisager le monde européen de 1900 comme une suite de cercles concentriques. Au centre, l'Europe elle-même qui, au cours des trois siècles précédents, a vu sa population et sa richesse s'accroître grâce à une maîtrise croissante de ses ressources puis des ressources du reste du monde. Les Européens se distinguent de plus en plus du reste de la planète en accaparant et en consommant toujours plus de biens, et par l'énergie et le talent qu'ils déploient pour apprivoiser leur environnement. Leur civilisation est déjà riche au XIX^{e} siècle et cette richesse ne fait que s'accroître. L'industrialisation a confirmé sa capacité à découvrir et exploiter de nouvelles ressources et la puissance ainsi générée rend possible l'appropriation des richesses issues des autres parties du globe. Les profits tirés du caoutchouc du Congo, du teck de Birmanie ou du pétrole de Perse ne sont pas très longtemps réinvestis dans leurs pays de production. Les plus pauvres des Européens et Américains profitent des prix bas des matières premières et la chute des taux de mortalité indique que la civilisation industrielle a trouvé le moyen d'améliorer le niveau de vie de ceux qui la composent. Même un paysan européen peut s'acheter des vêtements et des outils manufacturés à bas prix, tandis que ses contemporains vivant en Afrique ou en Inde en sont encore à l'âge de pierre.

Cette richesse est partagée par le deuxième cercle de l'hégémonie européenne, celui des cultures européennes transposées outre-mer. Les États-Unis en sont le meilleur exemple ; le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud et les pays d'Amérique du Sud complètent

la liste. Ils ne se tiennent pas sur le même pied à l'égard du Vieux Continent, mais ils sont parfois englobés, avec l'Europe, dans cette « sphère occidentale », expression peu pertinente puisque ces pays sont disséminés sur toute la surface du globe, mais qui a le mérite d'exprimer un fait important : la similitude des idées et des institutions qui les ont vus naître. Certes, ils ne sont pas exclusivement façonnés par elles. Ces pays ont des frontières propres, font face à des défis environnementaux spécifiques et à des circonstances historiques uniques. Mais ce qu'ils ont en commun, c'est la manière de faire face à ces défis, et des institutions que les frontières vont façonner de manière différente. Tous ces pays sont, au moins formellement, chrétiens (personne ne colonise de nouveaux territoires au nom de l'athéisme avant le XX^{e} siècle), tous règlent leurs affaires par le biais d'un système législatif européen et tous ont accès aux grandes cultures de l'Europe, dont ils partagent les langues.

En 1900, ce monde est parfois appelé « civilisé ». Ceux qui utilisent le plus volontiers cette expression ne réalisent souvent pas que cette épithète pourrait s'appliquer à d'autres parties du globe. Ils n'y voient quant à eux que des peuples païens et arriérés et, parmi eux, quelques-uns désireux de rejoindre les civilisés. En cette vision réside une des raisons du succès des Européens : ce qui est tenu pour des manifestations de la supériorité intrinsèque des idées et valeurs européennes les pousse à conquérir de nouvelles portions du monde extérieur, tout en nourrissant leur incompréhension de ce dernier. Les valeurs progressistes du XVIII^{e} siècle sont également perçues comme des arguments supplémentaires de la supériorité européenne, renforçant encore ceux de la religion.

Depuis 1800, les Européens ont perdu le respect qu'ils avaient pour les autres civilisations. Leurs propres pratiques sociales leur apparaissent indéniablement supérieures aux barbaries incompréhensibles des autres

cultures. La défense des droits individuels, une presse libre, le suffrage universel, la protection des femmes et des enfants (et des animaux) sont des idéaux toujours défendus dans de nombreux pays par des Européens et des Américains souvent totalement inconscients du caractère inapproprié de leur démarche. Philanthropes et progressistes considèrent pendant longtemps que les valeurs de la civilisation européenne devraient être universalisées, comme sa médecine et son système sanitaire, tout en déplorant d'autres affirmations de sa supériorité. La science, elle aussi, semble longtemps suivre la même direction et viser la destruction des superstitions et la diffusion des bienfaits d'une exploitation rationnelle des ressources, d'une éducation formelle et de la suppression de pratiques sociales arriérées. Les valeurs de la civilisation européenne sont perçues comme indéniablement supérieures à celles des indigènes. Nul ne semble percevoir les effets potentiellement dévastateurs de leur introduction.

Fort heureusement, pense-t-on alors, les peuples vivant encore dans les ténèbres sont souvent, en 1900, dirigés par des Européens ou leurs descendants : les peuples assujettis forment en effet le troisième cercle concentrique d'irradiation de la civilisation européenne. Dans de nombreuses colonies, des administrateurs éclairés travaillent à introduire les bienfaits du chemin de fer, de l'éducation à l'européenne, des hôpitaux, de la loi et de l'ordre auprès de populations dont ils tiennent les civilisations pour inférieures (il n'en est à leurs yeux pour preuve que leur incapacité à résister à une « civilisation supérieure »). Quand les institutions indigènes sont protégées et préservées, c'est toujours d'une manière qui affirme la supériorité culturelle de la puissance coloniale.

Pareil sentiment de supériorité n'a plus aujourd'hui bonne presse, même si certains Européens continuent de le caresser secrètement. Il parvient tout de même, sur au

moins un point, à accomplir un objectif que les critiques les plus acerbes du colonialisme continuent de trouver positif, sans se leurrer sur ses réelles motivations : l'abolition de l'esclavage. La France révolutionnaire l'avait aboli dans ses colonies avant que Napoléon ne le rétablisse en 1802. C'est en 1807 et en 1834 que les premiers pas décisifs sont entrepris, quand le Parlement britannique abolit la vente d'esclaves, puis l'esclavage lui-même, au sein de son empire. Cette action, entreprise par la première puissance navale, impériale et commerciale du monde, est décisive ; des mesures similaires sont bientôt prises par d'autres nations européennes, dont la France en 1848, et l'esclavage est aboli aux États-Unis en 1865. On peut fixer à 1888 la date de fin de ce processus, avec l'abolition de l'esclavage au Brésil, date à laquelle les gouvernements coloniaux et la Royal Navy s'attaquent durement aux activités des marchands d'esclaves arabes en Afrique et dans l'océan Indien. De nombreuses forces intellectuelles, religieuses, économiques et politiques se rendent à cette vision. Les Européens ont été les premiers bénéficiaires de l'esclavage et sont les premiers à l'abolir. Cette ironie manifeste illustre à merveille le caractère contradictoire des relations de l'Europe avec le reste du monde.

Au-delà de ce cercle extrinsèque se trouve le reste du monde. Les sociétés qui le composent sont elles aussi façonnées par l'Europe. Parfois, leurs valeurs et leurs institutions sont corrodées par son contact (c'est le cas notamment de la Chine et de l'Empire ottoman), provoquant une interférence politique indirecte de l'Europe ainsi que l'affaissement de l'autorité traditionnelle. Parfois, elles se trouvent stimulées par ces contacts et les exploitent : le Japon y parvient avec succès. Il est pour ainsi dire impossible d'échapper à la contamination européenne. La politique énergique et agressive des marchands européens y veille. Les valeurs européennes se transmettent par les leviers puissants de l'aspiration et de la convoitise.

L’éloignement géographique est souvent la seule sécurité (mais même le Tibet est envahi par les Britanniques en 1904). L’Éthiopie est quasiment la seule nation authentiquement indépendante ; elle survit aux invasions des Britanniques et des Italiens au XIXe siècle en s’appuyant sur l’avantage non négligeable, sur le plan de la propagande, d’être un pays chrétien depuis près de quatorze siècles.

Chaque intrus européen ouvre généralement la porte à une civilisation entière et variée, mais le principal vecteur de la diffusion de la culture européenne reste longtemps le christianisme, en raison de son caractère universaliste. L’expansion territoriale des Églises et la croissance du nombre des croyants font du XIXe siècle le plus grand siècle de l’expansion chrétienne depuis l’époque apostolique. On assiste à un renouveau de l’activité des missionnaires ; de nouveaux ordres religieux sont créés par les catholiques, de nouvelles sociétés de soutien aux missions à l’étranger apparaissent dans les pays protestants. Effet paradoxal, cette croyance censée s’adresser à toutes sortes d’hommes et de toutes conditions s’européanise. Dans la plupart des pays conquis, le christianisme est très longtemps perçu comme un des aspects de la civilisation occidentale et non comme un message spirituel pouvant connaître une expression locale. Exemple aussi trivial que significatif : l’intérêt porté par les missionnaires à la question de l’habillement. Si les jésuites de la Chine du XVIIe siècle avaient subtilement adopté les vêtements de leurs hôtes, leurs successeurs du XIXe siècle font feu de tout bois pour que les habitants de l’Afrique centrale ou des îles du Pacifique portent des vêtements européens généralement inadaptés à leurs activités et leurs climats. Voilà comment les missionnaires chrétiens diffusent parfois plus qu’un simple message religieux. Souvent, ils sont également porteurs de bienfaits matériels et techniques : nourriture en période de famine, méthodes agricoles, hôpitaux et écoles,

et certaines de ces avancées perturbent grandement les sociétés qui connaissent leur introduction. À travers elles s'annoncent les bases d'une nouvelle culture.

La confiance idéologique des Européens, qu'ils soient ou pas missionnaires, se fonde *a minima* sur le fait que nul ne saurait leur faire réellement barrage, même dans les pays qu'ils n'ont pas colonisés. Partout les Européens semblent en mesure de s'imposer par la force armée s'ils le souhaitent. Le développement des armes au XIX^{e} siècle donne aux Européens un avantage plus grand encore que celui donné par les premières salves portugaises tirées devant Calicut. Si des armes perfectionnées sont accessibles à d'autres peuples, il est rare qu'ils les utilisent à bon escient. À la bataille d'Omdurman, au Soudan, en 1898, les régiments britanniques ouvrent ainsi le feu sur des ennemis situés à près de 500 mètres, avec le fusil à répétition alors en dotation dans l'armée britannique. Les mitrailleuses et les obus à shrapnels complètent le massacre de l'armée mahdiste, qui n'atteindra jamais les lignes britanniques. À la fin de la bataille, 10 000 mahdistes sont morts, contre la perte de 48 soldats britanniques et égyptiens. L'explication ne se résume pas, comme l'écrira un poète anglais, au fait que « nous avons des mitrailleuses Maxim, et eux pas » car le califat disposait également de mitrailleuses dans ses arsenaux d'Omdurman. Il disposait aussi du télégraphe pour communiquer avec ses troupes et de mines pour couler les canonnières britanniques qui circulaient sur le Nil. Mais rien de tout cela ne fut correctement employé : pour que des cultures non européennes soient en mesure de retourner les armes des Européens contre eux, c'est une transformation mentale et pas seulement technique qui est nécessaire.

La civilisation européenne fait également un usage de la force moins désagréable, voire bienveillant. Tout au long du XX^{e} siècle, la *Pax Britannica* s'impose aux nations européennes qui s'affrontent pour le contrôle du monde non

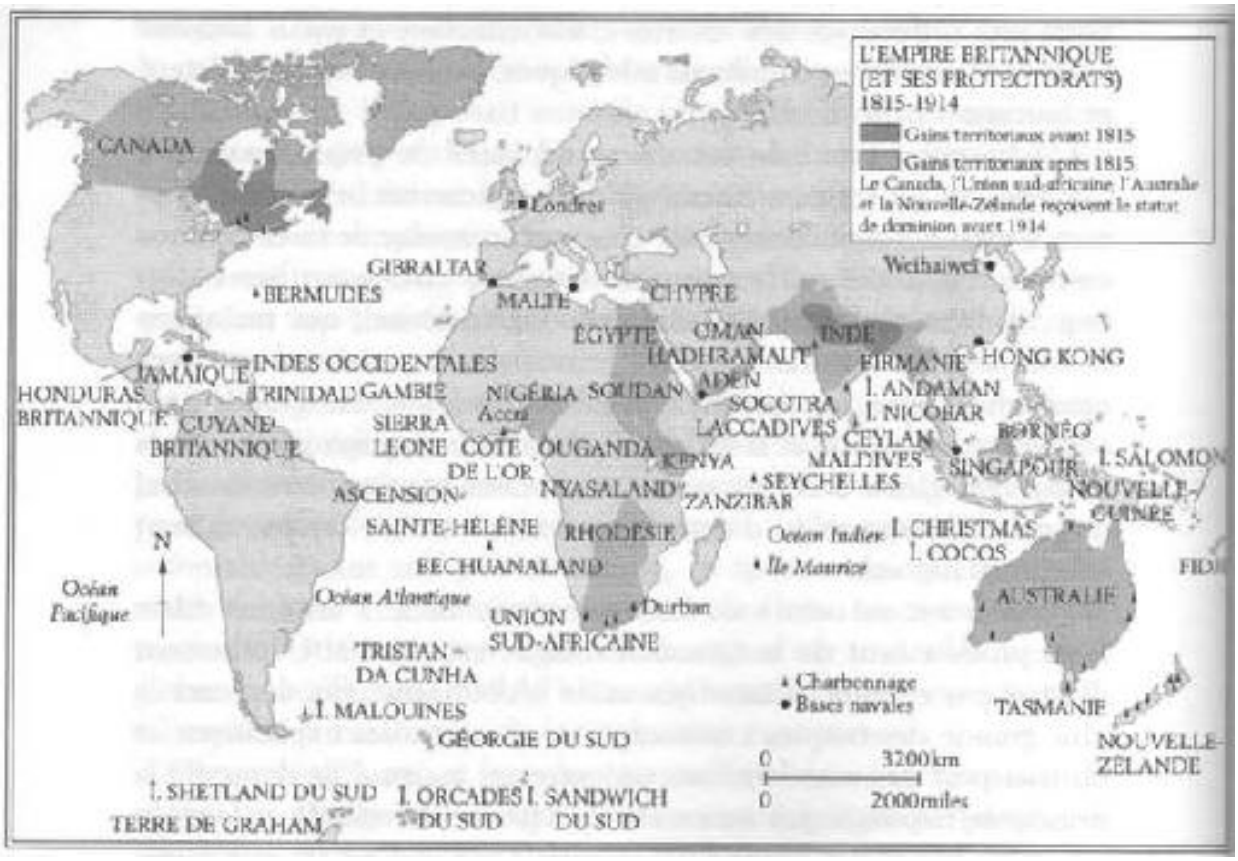
européen. Alors que l'expansion coloniale atteint son pic historique, le spectre des guerres coloniales des XVII^{e} et XVIII^{e} siècles apparaît bien loin. Les marchands de toutes les nations peuvent à présent naviguer sur toutes les mers du globe. La suprématie navale britannique est la condition préalable à l'expansion informelle de la civilisation européenne.

Elle protège, surtout, le cadre international du commerce dont le centre, en 1900, est l'Europe. Les anciens échanges périphériques aux mains d'une poignée de marchands et de capitaines entreprenants sont, depuis le XVII^{e} siècle, progressivement remplacés par des relations intégrées d'interdépendance fondées sur une distribution grossière des rôles entre les pays industriels et non industriels ; les seconds sont généralement des pays producteurs de matières premières, qui subviennent aux besoins croissants des populations urbanisées des premiers, mais cette distinction grossière nécessite d'être affinée. Certains pays sortent du cadre : les États-Unis sont, à titre d'exemple, à la fois producteurs de matières premières et principale puissance manufacturière mondiale en 1914, avec une production aussi élevée que celles de la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne combinées. Cette distinction ne sépare par ailleurs pas uniquement des nations de culture européenne de nations d'autres cultures. Le Japon et la Russie s'industrialisent plus vite que la Chine ou l'Inde en 1914, mais la Russie, bien que puissance européenne, chrétienne et impérialiste, ne peut être considérée comme une nation développée et la plupart des Japonais (et des Russes) sont toujours des paysans. Aucune économie développée n'existe dans les Balkans. Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'il existe en 1914 un noyau de pays avancés avec des structures sociales et économiques différentes des sociétés traditionnelles, et qu'ils forment le cœur d'un groupe de nations atlantiques, principal consommateur et fournisseur du monde.

L’économie mondiale est un grand sujet de préoccupation à Londres, où les services financiers qui soutiennent le flux du commerce mondial sont concentrés. Une part immense de ce commerce voit ses transactions effectuées en lettres de change en livres sterling ; la livre s’appuie sur l’étalon-or international, qui maintient la confiance en assurant que les principales monnaies demeurent étroitement liées les unes aux autres ; tous les autres grands pays ont une monnaie-or et il est alors possible de voyager sur toute la surface du globe avec un sac de souverains-or, de pièces de cinq dollars, de francs-or ou d’autres grandes monnaies ; ces pièces sont acceptées partout.

Londres est au centre de l’économie mondiale à un autre titre. Si le produit brut de la Grande-Bretagne est, en 1914, largement dépassé par celui des États-Unis et de l’Allemagne, elle demeure la plus grande des nations commerçantes. Le gros des expéditions et du transport des marchandises est entre ses mains. Elle demeure la principale nation importatrice et exportatrice du monde et la seule à vendre davantage de produits manufacturés à des pays non européens qu’à des pays européens. La Grande-Bretagne est également la principale exportatrice de capitaux et tire des bénéfices immenses de ses investissements à l’étranger, notamment aux États-Unis et en Amérique du Sud. Son rôle particulier impose un système, grossièrement, triangulaire aux échanges internationaux. Les Britanniques achètent des produits, manufacturés ou non, en Europe et les paient avec les bénéfices de leurs propres manufactures, leurs liquidités et leur balance commerciale. Ils exportent, à destination du reste du monde, des biens manufacturés, des capitaux et des services et récupèrent en retour de la nourriture, des matières premières et du liquide. Ce système complexe montre à quel point la relation de l’Europe au reste du monde n’était en rien un simple échange de produits manufacturés contre des matières premières, sans parler du

cas particulier des États-Unis, peu impliqués dans les exports, mais qui alimentent une part toujours plus croissante de leur marché domestique de produits manufacturés et continuent d’importer des capitaux.



En 1914, la plupart des économistes britanniques pensent que la prospérité du système et l’accroissement de la richesse qu’il rend possible sont la démonstration de la validité de la doctrine du libre-échange. La prospérité du pays s’est effectivement tout particulièrement accrue à l’apogée de ces idées. Adam Smith a prédit que la prospérité se maintiendrait pour peu que le modèle protectionniste impérial soit abandonné. Sa prévision se vérifie : le commerce anglo-américain connaît une croissance sans précédent quelques années après la signature de la paix de 1783. En 1800, la majorité des exportations britanniques s’effectuent en dehors de l’Europe et la grande période d’expansion du commerce

avec l’Inde et l’Extrême-Orient ne fait que s’amorcer. La politique impériale britannique s’intéresse moins à l’acquisition de nouvelles colonies − potentiellement sources de troubles futurs − qu’à l’ouverture de nouveaux territoires au commerce, qui semble être la clé de la prospérité. La guerre de l’opium de 1839-1842 en offre un excellent exemple. Cinq ports chinois sont ouverts de force au commerce européen, et Hong Kong est cédé *de facto* à la Grande-Bretagne, qui va en faire un comptoir colonial régi par les lois et les méthodes commerciales britanniques.

Au milieu du XIX^{e} siècle, voilà quelques décennies que le libre-échange a le vent en poupe. Jamais dans l’histoire les gouvernements du reste du monde ne sembleront plus désireux de l’embrasser. Les barrières tarifaires ont beau être abolies, la Grande-Bretagne − première des nations marchandes et manufacturières − continue sa course en tête, jusqu’aux années 1870 et 1880. L’amorce d’une récession globale de l’activité économique et la chute des prix font qu’en 1900 la Grande-Bretagne est à nouveau la seule grande nation sans barrière tarifaire protectionniste. Et pourtant, même dans ce pays, les vieux dogmes du libre-échange commencent à être questionnés, tant la compétition avec l’Allemagne se fait de plus en plus féroce et alarmante.

Malgré cela, le monde économique de 1914 apparaît rétrospectivement d’une liberté et d’une confiance stupéfiantes. Une longue paix européenne a permis au commerce de prospérer. Des monnaies stables assurent une grande flexibilité au système mondial des prix ; le contrôle des échanges est inexistant et la Russie et la Chine sont aussi intégrées à ce marché que d’autres nations. Les prêts et les taux d’assurances sont de moins en moins chers, les prix des produits alimentaires baissent, lentement mais sûrement, et les salaires augmentent de la même manière. Les taux d’intérêt et d’imposition sont faibles. D’un point de

vue européen et plus particulièrement anglo-saxon, le paradis capitaliste semble à portée de main.

Ce système s'étend également à l'Asie et à l'Afrique et devient un instrument de la diffusion des idées et techniques issues d'Europe, bientôt adaptées sous d'autres cieux. Les sociétés par actions, les banques, les Bourses des marchandises et des valeurs se développent partout sur le globe, par imitation et intrusion ; elles secouent les structures commerciales traditionnelles. La construction de docks et de chemins de fer, les infrastructures du commerce mondial, ainsi que le début du salariat industriel commencent, en certains endroits, à transformer la paysannerie en prolétariat industriel. Parfois, les effets sur les économies locales sont désastreux : en Inde, la culture de l'indigo manque de s'effondrer lorsque des teintures synthétiques apparaissent en Allemagne et au Royaume-Uni. L'histoire économique du Sud-Est asiatique et son importance stratégique sont transformées par la culture de l'hévéa (un choix qui provoque l'effondrement de l'industrie du caoutchouc au Brésil). L'isolement déjà perturbé par les explorateurs, les missionnaires et les soldats est anéanti par l'arrivée du télégraphe et du chemin de fer ; au XX^{e} siècle, le moteur à explosion va encore accélérer cette tendance. Le canal ouvert à Suez en 1869 ne redessine pas seulement la stratégie et le commerce des Britanniques, il donne une nouvelle importance à la Méditerranée, non plus comme centre d'une civilisation particulière, mais comme route.

L'intégration économique et le changement institutionnel sont indissociables du bouleversement culturel. Les instruments formels de la religion des missionnaires, des institutions éducatives et des politiques gouvernementales n'en sont qu'un petit aspect : les langues européennes, qui deviennent langues officielles dans les pays conquis, sont porteuses de concepts européens et ouvrent aux élites éduquées des pays non européens l'héritage de la civilisation chrétienne, mais également de la culture

séculière des Lumières. Les missionnaires ne diffusent pas seulement des dogmes et des services médicaux et éducationnels ; ils sont aussi des agents de critique du régime colonial, en raison de l'écart constaté entre ses performances et les prétentions de la culture qu'il impose.

Avec le recul dont nous disposons, l'impact de l'Europe sur le reste du monde, dans ce qu'il a eu de plus durable et important, semble se manifester dans ce genre d'effets, aussi inattendus qu'ambigus. Surtout compte l'exhortation à l'imitation, qu'elle s'exprime de manière triviale par l'adoption des vêtements européens ou, de manière plus importante, par la conclusion que tirent bon nombre de ceux qui souhaitent résister à l'hégémonie européenne que, pour y parvenir efficacement, il convient d'adopter les méthodes européennes. Presque partout, radicaux et réformateurs se font les avocats de l'européanisation. Les idéaux de 1776, 1789 et 1848 continuent leur œuvre en Asie et en Afrique, et le monde continue de penser son avenir en des termes européens.

Cet aboutissement extraordinaire est souvent négligé. Dans son déroulé, l'année 1900 n'est qu'un pic, pas la fin d'une histoire. Les Japonais sont un peuple efficient, avec des traditions artistiques splendides, et choisissent pourtant d'adopter le modèle industriel occidental (ce qui est compréhensible), mais également les formes d'art et les vêtements des Occidentaux, au détriment des leurs. Les Japonais aiment le whisky et le vin et les Chinois révèrent officiellement Marx, un philosophe allemand à la pensée enracinée dans l'idéalisme allemand du XIX^{e} siècle et s'appuyant sur des phénomènes économiques et sociaux anglais, qui n'a jamais prononcé un mot sur l'Asie − sauf pour exprimer son mépris − et ne s'est jamais aventuré à l'est de la Prusse. Ce qui suggère une chose curieuse : le bilan des influences culturelles est presque à sens unique. Le monde a certes donné à l'Europe quelques modes occasionnelles, mais aucune idée ou institution comparables

dans leurs effets à celles que l'Europe a données au monde. La didactique marxiste se fait fortement sentir en Asie tout au long du XX^{e} siècle ; le dernier Non-Européen dont les mots ont pareille autorité en dehors de l'Europe fut sans doute Jésus-Christ.

La transmission physique de la culture est réalisée par le déplacement d'Européens vers d'autres continents. En dehors des États-Unis, les deux plus grandes communautés européennes d'outre-mer se trouvent (et c'est toujours le cas) en Amérique du Sud et dans les anciennes colonies de peuplement britanniques, qui, bien que formellement assujetties à l'autorité de Londres durant la majeure partie du XIX^{e} siècle, forment des entités hybrides, ni indépendantes, ni colonies. Ces deux foyers de peuplement sont largement alimentés tout au long du XIX^{e} siècle, comme les États-Unis, par la grande diaspora des Européens, dont le nombre justifie l'un des noms donnés à cette période de la démographie européenne : la Grande Réimplantation.

Avant 1800, l'émigration européenne est rare, sauf depuis les îles Britanniques. Après cette date, environ 60 millions d'Européens franchissent les océans, et cette vague tend à se renforcer à partir des années 1830. Au XIX^{e} siècle, la plupart d'entre eux vont en Amérique du Nord, puis en Amérique latine (et particulièrement au Brésil et en Argentine), en Australie et en Afrique du Sud. À la même période, des vagues migratoires ont lieu au sein de l'Empire russe, qui occupe un sixième de la surface terrestre et dont les vastes espaces attirent des colons, en Sibérie notamment. Le sommet de l'émigration transocéanique européenne est atteint peu avant le début de la Grande Guerre, en 1913, quand plus de 1,5 million de personnes quittent l'Europe ; plus d'un tiers sont italiennes, 400 000 britanniques et 200 000 espagnoles. Cinquante ans plus tôt, les Italiens n'étaient présents qu'à un degré minime ; Allemands et Scandinaves formaient une part bien

plus importante. À cette époque, les îles Britanniques fournissaient un flux constant ; entre 1800 et 1910, 8,5 millions de Britanniques ont quitté l'Europe (durant la même période, l'immigration italienne s'élève à 6 millions de personnes).

La plupart des émigrants britanniques vont aux États-Unis (environ 65 % entre 1815 et 1900), mais nombreux sont ceux qui vont dans les dominions ; ce ratio change à partir de 1900 et, jusqu'en 1914, la majorité des émigrants britanniques vont dans ces derniers. Italiens et Espagnols se rendent également en grand nombre en Amérique du Sud, ainsi qu'aux États-Unis pour les Italiens seulement. Ce pays demeure la destination principale de toutes les autres nationalités ; entre 1820 et 1950, 33 millions d'Européens débarquent sur les côtes des États-Unis.

L'étendue de cette transhumance démographique s'explique aisément. La politique contribue à ce flux, comme après 1848. L'accroissement des populations en Europe exerce une pression certaine sur une économie qui découvre le phénomène du chômage. Au cours des dernières décennies du XIX^{e} siècle, alors que l'émigration s'accroît toujours davantage, les fermiers européens subissent la pression de la compétition de l'étranger. Surtout, pour la première fois dans l'histoire humaine, d'autres opportunités se présentent au loin, d'autres terres ont besoin de travailleurs à un moment où il devient plus facile et moins cher de s'y rendre. Les navires à vapeur et les chemins de fer changent l'histoire démographique et commencent à faire sentir leurs effets après 1880. Ils permettent également une plus grande mobilité locale et les migrations temporaires de travailleurs ou les mouvements au sein d'un continent en sont facilités. La Grande-Bretagne exporte des paysans irlandais, des mineurs et sidérurgistes gallois et des fermiers anglais ; elle accueille au XIX^{e} siècle un flot de réfugiés juifs d'Europe de l'Est, qui vont

constituer longtemps un élément à part dans la communauté britannique.

À la migration saisonnière des travailleurs, qui a toujours caractérisé certaines régions frontalières comme le sud de la France, s'ajoutent des migrations permanentes, comme celles des Polonais qui viennent en France pour travailler dans les mines, ou des serveurs et marchands de glace italiens qui vont tenir une place à part dans le folklore britannique. Quand la conquête rend soudain l'Afrique du Nord accessible, elle est également touchée par ce phénomène de l'émigration de proximité depuis l'Europe. Des Italiens, des Espagnols et des Français viennent coloniser des terres ou commercer dans les villes côtières et donnent naissance à une nouvelle société dont les intérêts sont distincts tant de ceux de leur pays d'origine que de ceux des sociétés indigènes aux côtés desquelles ils se sont installés.

Et l'amélioration des moyens de transport ne facilite pas exclusivement les migrations européennes. En 1900, les communautés japonaises et chinoises implantées sur la côte ouest de l'Amérique du Nord sont déjà importantes. Des migrants chinois gagnent également le Sud-Est asiatique et les Japonais l'Amérique latine ; le spectacle effraie les Australiens qui entendent préserver une « Australie blanche » en limitant l'émigration selon des critères raciaux. L'Empire britannique constitue un cadre immense au sein duquel les communautés indiennes prospèrent sur toute la surface du globe. Mais ces mouvements, bien qu'importants, sont subordonnés au phénomène majeur du XIX^{e} siècle, le dernier grand *Völkerwanderung* des peuples européens, qui va s'avérer aussi décisif pour le futur que l'avaient été les invasions barbares en leur temps. En « Amérique latine » (le terme est inventé au XIX^{e} siècle), qui attire essentiellement des Espagnols et des Italiens, les Européens du Sud se sentent chez eux. On y retrouve le cadre social et culturel du catholicisme ; les langues et les

coutumes sociales sont latines. La structure politique et légale reflète également un passé impérial, certaines institutions ayant survécu à la période des grands troubles politiques du début du XIX^{e} siècle qui a mis un terme quasi définitif à la mainmise coloniale des Espagnols et Portugais sur le continent. C'est que des événements en Europe ont provoqué une crise fatale pour ces vieux empires finissants.

Pourtant, des efforts ont été entrepris, notamment en Espagne. Contrairement au gouvernement britannique en Amérique du Nord, le gouvernement espagnol a tenté d'introduire de vastes réformes au XVIII^{e} siècle. Avec l'avènement des Bourbons en remplacement du dernier des Habsbourg sur le trône d'Espagne en 1701 s'ouvre une ère de développement impérial espagnol, qui met quelques décennies à faire sentir ses effets. Les premiers changements produisent une réorganisation puis des réformes « éclairées ». Les deux vice-royautés de 1700 passent à quatre, l'une en Nouvelle-Grenade (le Panama et la zone couverte par l'Équateur, la Colombie et le Venezuela actuels) et l'autre à La Plata (qui part de l'embouchure de ce fleuve et traverse le continent jusqu'à la frontière du Pérou). Cette rationalisation structurelle est suivie d'ouvertures du système commercial, autrefois fermé, concédées à contrecœur avant d'être étendues à des fins de prospérité. Ces réformes stimulent tant l'économie des colonies que celle des parties de l'Espagne (notamment le littoral méditerranéen) qui bénéficient de la fin du monopole commercial, jusqu'alors confiné au port de Séville.

Il est possible que ces tentatives de réformes espagnoles contribuent à fragiliser un système déjà dysfonctionnel à certains égards. Les élites coloniales se sentent de plus en plus éloignées de la mère patrie. Plus inquiétant pour l'Espagne, leurs chefs sont souvent des immigrants de première génération, voire des fonctionnaires espagnols qui voient dans le Nouveau Monde une opportunité de mettre en place des pratiques libérales inenvisageables en

Espagne. Une série d'insurrections révèlent alors l'étendue du malaise : au Paraguay (1721-1735), en Colombie (1781) et surtout au Pérou (1780), le gouvernement colonial est menacé et l'armée doit intervenir pour contenir les troubles. Il faut s'appuyer pour cela sur des milices coloniales, un expédient à double tranchant : il fournit aux créoles un entraînement militaire qu'ils pourraient utiliser contre l'Espagne. La plus grande division au sein de la société coloniale sépare les Indiens et les colons d'ascendance espagnole, mais c'est celle qui sépare les créoles des Péninsulaires qui a le plus de conséquences immédiates sur le plan politique. Elle s'est accentuée avec le temps. Écœurés de se voir refuser les plus hauts postes, les créoles remarquent les succès des colons britanniques, parvenus à se défaire de la férule impériale. La Révolution française, elle aussi, offre au moins à ses débuts davantage de possibles que d'inquiétude.

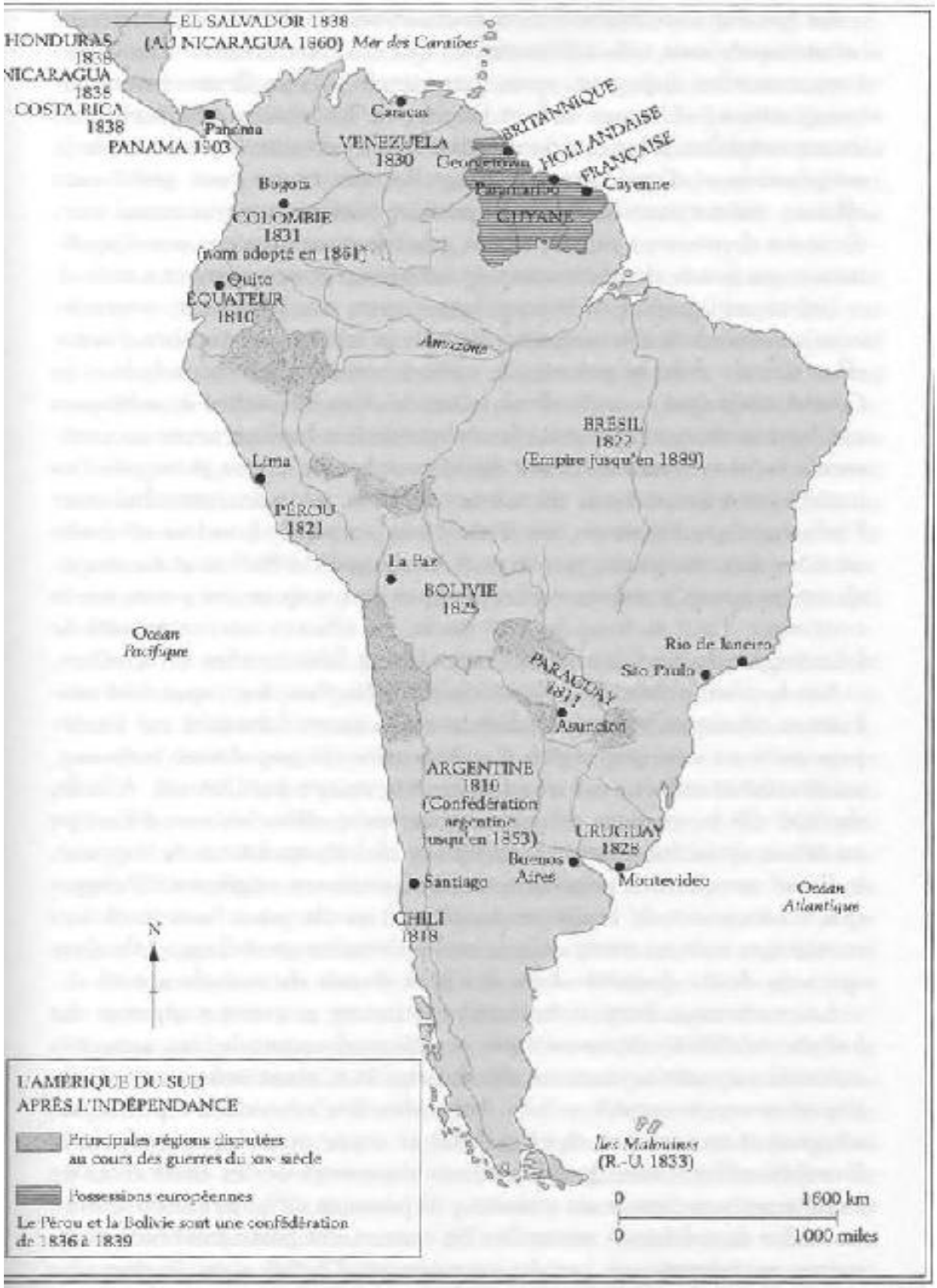
Le gouvernement espagnol est par ailleurs embarrassé. En 1790, une querelle avec la Grande-Bretagne l'oblige à abandonner la vieille revendication espagnole de souveraineté sur l'ensemble des Amériques. Il accepte que son droit d'interdire le commerce ou la colonisation ne s'étende plus au-delà de 50 kilomètres d'une colonie espagnole. Viennent ensuite la guerre avec la France, puis avec la Grande-Bretagne (deux fois) et à nouveau avec la France. L'Espagne est envahie. Ces guerres lui coûtent Saint-Domingue, Trinidad et la Louisiane, ainsi que sa dynastie, contrainte à l'abdication par Napoléon en 1808. La fin de la puissance navale espagnole est actée depuis Trafalgar, en 1805. En plein désordre, alors que l'Espagne est envahie par la France, des élites sud-américaines, soutenues par d'importants groupes de créoles, décident de rompre les amarres. En 1810, les guerres d'indépendance débutent, avec des insurrections en Nouvelle-Grenade, à La Plata et en Nouvelle-Espagne.

Initialement, ces insurrections échouent et au Mexique les révolutionnaires réalisent que les tensions ethniques tendent à éclipser le conflit avec l'Espagne ; les Indiens s'opposent aux *mestizos* (les métis), et les deux affrontent les Européens. Mais le gouvernement espagnol ne parvient pas à gagner le moindre de ces groupes à sa cause, et n'est pas davantage en mesure de réunir assez de troupes pour écraser les nouvelles vagues de rébellion. La domination navale britannique interdit aux puissances conservatrices européennes de voler au secours de l'Espagne et contribue indirectement à l'application de la doctrine Monroe. En 1821, l'Espagne perd de plus en plus de batailles et le continent entier semble en rébellion.

Simon Bolivar est la figure centrale de l'affranchissement de l'Amérique du Sud de la domination espagnole. Né en 1783 dans une riche famille de Caracas, ses ancêtres se sont installés en Amérique au XVI^{e} siècle. Personnalité capricieuse et génie militaire, Bolivar a une influence décisive sur toutes les guerres de libération, même si son espoir de voir s'unir toute l'Amérique latine derrière un programme politique libéral n'est pas atteint. En moins de sept ans, ses victoires contre les Espagnols chassent la puissance coloniale qui avait régné sans partage au cours des trois cents années précédentes et donnent naissance à une nouvelle forme de système étatique.

Bolivar débarque à Haïti en 1817 à la tête d'un petit groupe d'hommes venus des côtes du Venezuela. Il rejoint alors des opposants locaux à la domination espagnole et lance une série d'attaques qui chassent l'Espagne de toute l'Amérique du Sud. Bolivar devient le *Libertador* de toutes les nations hispanophones au nord du Chili. Mais, en lieu et place de l'union que Bolivar avait prévue, les élites locales installent des républiques séparées dans les régions qu'il a aidé à libérer (l'une d'elles dans l'ancien Pérou colonial est même baptisée d'après le nom du *Libertador*). Après avoir tenté de former un État uni sur le continent, Bolivar meurt

en 1830, écœuré et déçu, en chemin vers l'exil européen. Les républiques à qui il a donné naissance continuent d'exister − Colombie, Venezuela et Pérou. Au sud, le Chili et l'Argentine sont indépendants *de facto* avant 1820 et, au nord, le Mexique déclare son indépendance en 1821. Au Brésil portugais, l'histoire est différente ; si l'invasion du Portugal par la France en 1807 a provoqué une nouvelle émigration, elle diffère de celle issue d'Espagne.


EL SALVADOR 1838
(AU NICARAGUA 1860)
Mer des Caraïbes
HONDURAS
1838
NICARAGUA
1838
COSTA RICA
1838
PANAMA 1903
Panama
Caracas
VENEZUELA
1830
BRITANNIQUE
HOLLANDAISE
FRANÇAISE
Georgetown
Paramaribo
Cayenne
GUYANE
Bogota
COLOMBIE
1831
(nom adopté en 1861)
Quito
ÉQUATEUR
1810
Amazone
BRÉSIL
1822
(Empire jusqu'en 1889)
Lima
PÉROU
1821
La Paz
BOLIVIE
1825
Océan
Pacifique
Rio de Janeiro
São Paulo
PARAGUAY
1811
Asuncion
ARGENTINE
1810
(Confédération
argentine
jusqu'en 1853)
URUGUAY
1828
Buenos
Aires
Montevideo
Santiago
CHILI
1818
Océan
Atlantique
N
L'AMÉRIQUE DU SUD
APRÈS L'INDÉPENDANCE
Principales régions disputées
au cours des guerres du XIXe siècle
Possessions européennes
Le Pérou et la Bolivie sont une confédération
de 1836 à 1839
Îles Malouines
(R.-U. 1833)
0
1600 km
0
1000 miles

Le prince régent du Portugal décide en effet de quitter Lisbonne pour Rio de Janeiro, qui devient de fait la capitale du nouvel Empire portugais. Devenu roi, il rentre au Portugal en 1820 et laisse derrière lui son fils, qui prend la tête de la résistance face aux tentatives du gouvernement portugais de rasseoir son emprise sur le Brésil. Sans coup férir, il devient empereur d'un Brésil indépendant en 1822.

L'échec de l'unification de l'Amérique du Sud a longtemps préoccupé les historiens. Il s'explique principalement par les différences culturelles et l'abondance de richesses : les élites de chaque région sont persuadées qu'elles peuvent s'en sortir seules et craignent de voir d'autres qu'elles accéder aux territoires qu'elles contrôlent. La prédominance de l'élément militaire joue sans doute un rôle : personne ne souhaite intégrer son armée à une armée plus grande, échappant donc au contrôle local. C'est aussi ce qui empêche toute réunification par la force au XIX^{e} siècle et après. Aucun des États sud-américains n'est assez puissant pour conquérir les autres.

En Amérique du Nord, il en va tout autrement. Si les Treize Colonies britanniques sont très différentes et que les difficultés ne manquent à aucune, elles disposent, après leur victoire, d'excellentes intercommunications par la mer et font face à peu d'obstacles géographiques insurmontables. Elles disposent aussi d'une certaine expérience de la coopération et d'une certaine marge de manœuvre pour gérer leurs affaires, même sous la férule impériale. Malgré ces avantages, leurs divisions demeurent suffisamment grandes pour imposer une Constitution qui donne des pouvoirs très limités au gouvernement national.

Les républiques d'Amérique latine sont, dès le départ, orientées vers le commerce international et les liens étroits que nombre d'entre elles tissent avec la principale nation commerciale mondiale − la Grande-Bretagne − sont donc naturels. Ces nouvelles républiques ont besoin de capitaux pour leurs entreprises et d'un accès au commerce

international. Elles ont également besoin d'être protégées des ingérences européennes dans leurs affaires, puis de contrebalancer l'influence grandissante des États-Unis au nord. Londres souhaite accéder aux matières premières d'Amérique du Sud tout en empêchant les autres puissances européennes de marquer des points sur le continent. Tout au long du XIXe siècle, les affaires internationales de l'Amérique du Sud demeurent intimement liées à celles de l'Europe.

Sur le plan intérieur, la situation est bien plus chaotique. Les problèmes ethniques et les inégalités sociales ayant débouché sur l'indépendance ne sont pas réglés. En Argentine, la population indienne, relativement réduite, est quasiment exterminée par l'armée. À la fin du XIXe siècle, ce pays est vanté pour ses similitudes avec l'Europe en raison de la domination européenne de sa population. À l'opposé, le Brésil compte une population majoritairement originaire d'Afrique qui, au moment de l'indépendance, est servile pour l'essentiel. Les métissages sont ici traditionnels et il en résulte un mélange ethnique qui sans doute demeure l'un des plus réussis du monde actuel.

Les nouveaux États d'Amérique latine ne peuvent s'appuyer sur aucune tradition démocratique ou gouvernementale, les autorités coloniales ayant toujours été absolutistes et n'ayant jamais créé d'institutions représentatives. Les dirigeants des nouvelles républiques s'appuient sur les principes politiques issus, pour l'essentiel, de la Révolution française, des idéaux très avancés pour des élites réduites et hétérogènes dans leurs attentes ; ils peuvent difficilement produire un cadre de tolérance mutuelle. Pis encore, ces principes révolutionnaires entraînent une rapide intrusion de l'Église dans le domaine politique, une conséquence sans doute inévitable sur le long terme, au vu de l'immense quantité de terres qu'elle possède et de son influence sur le peuple, mais qui provoque également une montée de

l’anticléricalisme sur le continent. Au cours de la plus grande partie du XIX^{e} siècle, la plupart des républiques sont dirigées par des caudillos, des aventuriers militaires et leurs cliques, qui contrôlent des forces armées suffisantes pour se maintenir au pouvoir tant que l’opposition n’est pas trop forte.

Les conséquences croisées des guerres civiles et des guerres entre États − dont certaines très sanglantes − débouchent, en 1900, sur une carte qui ressemble fort à celle d’aujourd’hui. Le Mexique, la plus septentrionale des anciennes colonies espagnoles, voit de vastes portions de son territoire annexées par les États-Unis. Quatre républiques apparaissent en Amérique centrale et deux nations insulaires − la République dominicaine et Haïti. Cuba est sur le point d’obtenir son indépendance. Au sud se trouvent les dix États d’Amérique du Sud. Tous ces pays sont des républiques ; le Brésil a abandonné la monarchie en 1889. Tous ont connu d’importants désordres civils, mais ont chacun des degrés de stabilité et des Constitutions qui diffèrent.

Dans les années 1850, grande avancée, un Indien devient président du Mexique ; partout ailleurs, les divisions demeurent importantes entre les Indiens, les *mestizos* et les citoyens d’ascendance européenne (dont le nombre s’accroît quand l’émigration s’accélère après 1870). En 1800, les pays d’Amérique latine comptent 19 millions d’habitants. Un siècle plus tard, ce chiffre est passé à 63 millions, un indicateur certain de leur prospérité. La plupart des pays d’Amérique latine disposent de ressources naturelles d’une sorte ou d’une autre. Il leur arrive de se faire la guerre pour leur contrôle, car de tels avantages deviennent de plus en plus prisés au fur et à mesure de l’industrialisation des États-Unis et de l’Europe. L’Argentine a de grands espaces et parmi les plus beaux pâturages du monde ; l’invention des navires frigorifiques dans les années 1880 fait d’elle le fournisseur de viande du Royaume-Uni, avant qu’elle n’en

devienne le grenier à blé. À la fin du XIX^{e} siècle, l'Argentine est le plus riche des pays d'Amérique latine. Le Chili a des nitrates (arrachés à la Bolivie et au Pérou au cours de la guerre du Pacifique de 1879-1883) et le Venezuela du pétrole ; ces deux pays connaissent une grande croissance au cours du XX^{e} siècle. Le Mexique a lui aussi du pétrole et le Brésil a presque tout (sauf du pétrole), et surtout du café et du sucre. La liste est longue et ne fait que confirmer que la richesse croissante de l'Amérique latine repose pour l'essentiel sur des matières premières, et sur les importations de capitaux des États-Unis et d'Europe pour les exploiter.

Mais cet accroissement des richesses n'est pas sans créer des problèmes. Le premier est qu'il ne réduit en rien les disparités au sein de ces pays ; elles ont même tendance à s'accroître. Les tensions ethniques et sociales demeurent donc non résolues pour l'essentiel. Une élite urbaine européanisée continue de vivre à l'écart des Indiens et de la masse des *mestizos*. Ce phénomène est encore accentué par la dépendance de l'Amérique latine à l'égard des capitaux étrangers. Les investisseurs, non sans raison, cherchent la sécurité. Ils ne l'obtiennent pas toujours, mais préfèrent souvent appuyer les autorités sociales et politiques existantes, ce qui accroît encore la richesse de ces dernières. Il ne faut que quelques années de cette potion pour provoquer, au début du XX^{e} siècle, une révolution au Mexique.

L'irritation et la déception des investisseurs étrangers qui ne parviennent pas à recouvrer leurs créances provoquent parfois des conflits diplomatiques, voire des interventions militaires. Le recouvrement de ces créances n'est alors pas perçu comme une résurgence du colonialisme et les gouvernements européens ne sont pas avares de déclarations menaçantes, parfois suivies d'opérations punitives au cours du siècle. Quand, en 1902, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie décident d'un blocus naval

du Venezuela afin de contraindre le pays à honorer l'indemnisation de leurs concitoyens victimes de troubles révolutionnaires, les États-Unis font mine d'oublier la doctrine Monroe, l'intervention ne visant pas la prise de territoires.

À partir de la création de la république du Texas, les relations des États-Unis avec leurs voisins se tendent − une tension qui demeure aujourd'hui. Car de trop nombreux facteurs compliquent la donne. La doctrine Monroe affirme les intérêts basiques des États-Unis, qui souhaitent écarter les Européens des affaires américaines. Le premier Congrès panaméricain organisé par les États-Unis en 1889 est un nouveau pas dans cette direction. Mais rien ne peut empêcher l'accroissement des échanges commerciaux avec l'Europe, pas plus que la Révolution américaine n'a coupé les liens entre les États-Unis et la Grande-Bretagne (de nombreux Américains du Nord investissent eux aussi en Amérique du Sud et vont bientôt faire valoir leurs plaintes au gouvernement des États-Unis). Au crépuscule du XIX^{e} siècle, la situation stratégique qui fondait la doctrine Monroe a changé. Les navires à vapeur et l'intérêt croissant des Américains pour l'Extrême-Orient et le Pacifique rendent les États-Unis plus sensibles à la situation en Amérique centrale et dans les Caraïbes, où l'on parle de plus en plus du percement d'un canal dans l'isthme de Panama.

Les États-Unis commencent donc à durcir le ton et à faire preuve d'une certaine arrogance à l'égard de leurs voisins au début du XX^{e} siècle. À l'issue d'une brève guerre contre l'Espagne, les États-Unis offrent à Cuba son indépendance (et arrachent Porto Rico à l'Espagne pour leur propre profit). Des restrictions spéciales sont incorporées à la nouvelle Constitution cubaine pour s'assurer que l'île demeurera un satellite américain. Le territoire du canal de Panama est arraché à la Colombie par un groupe d'« indépendantistes » qui reconnaissent immédiatement la

souveraineté américaine sur leur territoire. L'affaire de la dette du Venezuela est suivie par une démonstration de force des États-Unis, qui ne font plus mystère du droit qu'ils s'arrogent d'intervenir dans les affaires de tous les États du continent américain quand les troubles intérieurs agitant ces derniers sont susceptibles de provoquer une intervention européenne. En 1912, un président américain envoie des Marines au Nicaragua et, en 1914, un autre fait occuper le port mexicain de Vera Cruz afin de punir le gouvernement du Mexique. En 1915, un protectorat est établi en Haïti, qui va durer quarante ans.

Pour le moment, les choses en restent là, mais cette suite d'événements ne fait que souligner le caractère ambigu des relations entre les États d'Amérique latine et l'Europe. Enracinés dans sa culture, liés à elle par l'économie, ils sont politiquement empêchés de se rapprocher d'elle. Cela ne signifie nullement qu'ils ne se trouvent pas, au moins aux yeux des Européens d'alors, du bon côté du fossé qui sépare de plus en plus la culture européenne et blanche du reste du monde. Quand les dirigeants européens pensent aux « Latino-Américains », ils pensent à la minorité blanche, éduquée, urbaine et privilégiée, non à la masse des immigrants, des Indiens et des Noirs.

L'effondrement de l'Empire espagnol qui suit de près la défection des Treize Colonies américaines pousse de nombreuses personnes à croire que les autres colonies britanniques ne vont pas tarder à rejeter l'autorité de Londres. C'est effectivement ce qui se produit, mais d'une manière inattendue. À la fin du XIX^{e} siècle, le magazine anglais *Punch* publie un dessin patriotique représentant le lion britannique et une rangée de lionceaux, armés et en uniforme, qui représentent les colonies. Ils sont habillés en soldats − les contingents de volontaires issus des quatre coins de l'Empire jouent un rôle de premier plan aux côtés des Britanniques dans la guerre qui se déroule en Afrique du Sud. Un siècle plus tôt, personne n'aurait pu imaginer

que des soldats coloniaux puissent combattre pour l'Empire. Mais la paix de 1783 a durablement marqué les esprits des dirigeants britanniques.

Les colonies, pensent-ils, sont des pièges. Elles coûtent de l'argent, rapportent peu, engagent régulièrement la métropole dans des guerres inutiles avec d'autres puissances ou des populations indigènes et, au final, finissent par mordre la main qui les a nourries. La crainte de ce genre de complications pousse les Britanniques à déporter leurs intérêts impériaux vers le commerce avec l'Asie, dès la fin du XVIII^{e} siècle. En Orient, les colons européens ne sont guère en position de provoquer des troubles et la Royal Navy peut aisément parer à toute menace. Cette vision est peu ou prou celle de tous les dirigeants britanniques du XIX^{e} siècle. Ils entendent régler les affaires de leurs colonies en visant pour l'essentiel à limiter les dépenses et éviter les troubles. Au Canada et en Australie, la Grande-Bretagne autorise la formation de structures fédérales responsables de leur propre gouvernance. C'est en 1867 que naît le dominion du Canada, suivi en 1901 par le Commonwealth d'Australie. Dans les deux cas, l'union a été précédée de l'octroi d'un gouvernement responsable, non sans complications.

Au Canada, la principale difficulté est posée par l'existence d'une communauté de Canadiens français dans la province du Québec ; en Australie, ce sont les affrontements entre les colons et les bagnards − le dernier contingent arrive en 1867 − qui sont la cause de troubles. Ces deux pays ont pour point commun d'être vastes et peu peuplés. L'émergence d'un sentiment national ne peut donc qu'être très lente ; il faut attendre 1885 pour que soit planté le dernier clou de la liaison transcontinentale opérée par la Canadian Pacific Railway. En Australie, le chemin de fer transcontinental est longtemps retardé par l'adoption d'écartements de voie différents en fonction des États. Le nationalisme d'alors est nourri par l'accroissement de la

perception de menaces extérieures − puissance économique des États-Unis ou immigration asiatique − et, bien sûr, par les bisbilles avec les Britanniques.

La Nouvelle-Zélande elle aussi obtient son gouvernement propre, moins décentralisé, adapté à un pays plus petit. Les Européens sont arrivés à partir des années 1790 et se sont trouvés confrontés à un peuple indigène, les Maoris, d'une culture aussi complexe qu'avancée, qu'ils ont entrepris d'anéantir. Les missionnaires suivent et font de leur mieux pour éviter l'arrivée de colons et de marchands, qui s'installent malgré tout. Les entrepreneurs et aventuriers français faisant montre d'un intérêt croissant pour la Nouvelle-Zélande, le gouvernement britannique finit par céder à la pression des missionnaires et de certains colons et proclame la souveraineté britannique sur ces terres en 1840. En 1856, la colonie se voit pourvue d'un Parlement et seules les guerres avec les Maoris retardent le départ des soldats britanniques jusqu'en 1870. Au cours des dernières années du siècle, les gouvernements néo-zélandais font montre d'une vigueur et d'une indépendance remarquables dans leur poursuite de législations sociales avancées, et le pays devient un dominion en 1907.

La chose se produit un an après la Conférence coloniale de Londres, qui a décidé que le terme de « dominion » serait désormais utilisé pour désigner tous les États indépendants membres de l'Empire britannique, c'est-à-dire, dans les faits, des colonies de peuplement blanc. Il faut attendre 1914 pour qu'une nouvelle colonie se voit octroyer ce statut, l'Union sud-africaine, née en 1910. C'est la fin d'un chapitre long et douloureux − le plus douloureux de l'histoire de l'Empire britannique. Il ne se termine que pour en ouvrir un autre dans l'histoire de l'Afrique, qui, quelques décennies plus tard, apparaîtra plus malheureux encore.

Aucun colon britannique ne s'est installé en Afrique du Sud avant 1814, date à laquelle, pour des raisons stratégiques, la Grande-Bretagne a mis la main sur

l’ancienne colonie hollandaise du cap de Bonne-Espérance. Dans cette « colonie du Cap » débarquent bientôt des milliers de colons britanniques qui, bien que dépassés en nombre par les Hollandais, sont soutenus par leur gouvernement et introduisent des pratiques et des lois d’inspiration britannique. Débute alors une période de perte des privilèges pour les Boers − c’est le nom de ces colons hollandais, fermiers pour la plupart. Ils sont irrités et même outrés de voir limitée leur capacité à traiter librement avec les Africains. Leur indignation atteint un sommet quand, par suite de l’abolition générale de l’esclavage dans les territoires britanniques, près de 35 000 de leurs esclaves sont libérés, sans compensation adéquate à leurs yeux. Les Boers se convainquent que les Britanniques entendent appliquer une politique favorable aux indigènes − et, au vu des pressions exercées en ce sens sur les gouvernements britanniques, ils n’ont pas tort. En 1835, les Boers choisissent l’exode. Ce « Grand Trek » vers le nord, au-delà des rives du fleuve Orange, est d’une importance cruciale dans la formation de l’identité afrikaner. C’est le début d’une longue période qui voit les Anglo-Saxons, les Boers et les Africains lutter pour vivre parfois à part, parfois ensemble, mais toujours mal, et dans une tension croissante.

La république boer du Natal devient rapidement une colonie britannique, officiellement pour protéger les Africains de l’exploitation, mais surtout pour éviter la création d’un port hollandais qui pourrait être utilisé par une puissance hostile afin de menacer les communications britanniques avec l’Asie.

Les Boers s’exilent encore, cette fois au nord de la Vaal. Il s’agit là de la première extension du territoire britannique en Afrique du Sud, selon un modèle qui va se répéter. Le gouvernement et les colons britanniques présents sur place sont désireux d’établir de bonnes relations avec les peuples africains qui pourraient (comme les Boers en ont fait

l’expérience avec les Zoulous) présenter une menace persistante (qui n’est pas sans rappeler celle posée par les Amérindiens au cours du siècle précédent). Au milieu du XIX^{e} siècle, on compte deux républiques boers au nord (l’État libre d’Orange et le Transvaal) tandis que la colonie du Cap et le Natal vivent sous la bannière britannique, avec des Assemblées élues. Les rares hommes noirs remplissant les critères censitaires ont le droit de vote. On compte également des États indigènes sous protection britannique. Dans l’un d’eux, le Basutoland, les Boers présents se trouvent de fait sous juridiction noire, une situation particulièrement infamante à leurs yeux. Les relations sont donc tendues, d’autant que les gouvernements britanniques sont souvent en désaccord avec les colons du Cap, qui, après 1872, sont dotés de leur propre gouvernement. Des événements viennent par ailleurs changer la donne. La découverte de mines de diamants entraîne l’annexion d’un nouveau territoire par les Britanniques, ce qui mécontente encore les Boers car il se situe au nord du fleuve Orange. Le soutien des Britanniques aux Basutos, que les Boers ont vaincus militairement, augmente encore la tension. Le gouverneur de la colonie du Cap commet alors la folie d’annexer la république du Transvaal. Suite à un soulèvement des Boers et à une cuisante défaite infligée aux troupes britanniques, le gouvernement de Londres a l’intelligence de ne pas persister dans l’erreur et de restaurer l’indépendance de la république en 1881, mais à cette date la méfiance des Boers à l’égard de la politique britannique en Afrique du Sud est probablement devenue un obstacle insurmontable.

En moins de vingt ans, cette rancœur débouche sur une guerre ouverte, provoquée par deux changements imprévus. Le premier est une petite révolution industrielle au sein de la république du Transvaal, où l’on trouve de l’or en 1886. Il en résulte un immense afflux de mineurs et de spéculateurs, l’ingérence d’intérêts financiers extérieurs dans les affaires

sud-africaines et la possibilité de voir cet État afrikaner disposer de ressources suffisantes pour échapper à une souveraineté britannique qu'il avait acceptée à contrecœur. Johannesburg est un excellent indicateur des événements. En quelques années, elle est devenue la seule ville de plus de 100 000 habitants au sud du Zambèze. Le second changement est dû à l'absorption, dans les années 1880 et 1890, de nombreuses portions de l'Afrique par les autres puissances européennes, ce qui renforce le gouvernement britannique dans sa détermination à asseoir sa présence au Cap, qu'il tient pour essentiel dans la protection de ses routes maritimes à destination de l'Orient, et qui se trouve de plus en plus dépendant du trafic à destination et au départ du Transvaal. Les gouvernements britanniques s'inquiètent de voir cet État obtenir un accès indépendant à l'océan Indien. Cette inquiétude les rend perméables aux pressions diverses exercées par un étrange attelage d'impérialistes idéalistes, de politiciens du Cap, de démagogues anglais et de financiers douteux. Tout ceci débouche en 1899 sur une confrontation avec les Boers, un ultimatum adressé au président du Transvaal, Paul Kruger, et le début de la guerre des Boers. Kruger voue une profonde haine aux Britanniques ; enfant, il a participé au Grand Trek.

Les caractéristiques de l'armée britannique de l'époque victorienne sont révélées par cette dernière guerre du règne, tant par le degré d'incompétence et de bêtise dont font preuve certains généraux et les services administratifs que par le courage dont font preuve les officiers subalternes et la troupe face à un ennemi courageux et bien armé, contre lequel ils ne parviennent pas à développer de tactique adéquate. L'issue de la guerre ne fait pourtant pas de doute. Comme la reine elle-même le fait remarquer, faisant montre d'une vision stratégique bien supérieure à celle de bon nombre de ses sujets, la Grande-Bretagne ne peut pas la perdre. L'Afrique du Sud est isolée par la

puissance navale britannique ; aucune nation européenne ne peut aider les Boers. Il convient simplement d'attendre qu'assez de troupes et de ressources soient engagées pour l'emporter. Le coût de la guerre est élevé − plus de 250 000 hommes sont envoyés en Afrique du Sud − et provoque des débats politiques acharnés au Royaume-Uni. Cette guerre ne présente d'ailleurs pas Londres sous un jour très favorable aux yeux du monde. Les Boers sont perçus comme une minorité opprimée ; c'est effectivement le cas, mais l'obsession des libéraux à l'égard du nationalisme tend en ce cas précis (comme dans d'autres) à aveugler les observateurs sur sa part d'ombre. Fort heureusement, les hommes d'État britanniques ont assez de bon sens pour accorder aux Boers, militairement vaincus, un généreux traité de paix en 1902.

C'est la fin des républiques boers. De nouvelles concessions sont bientôt faites ; en 1906, le Transvaal a son propre gouvernement. Et, malgré la présence de nombreux étrangers installés sur ce territoire pour y prospecter, les Boers en prennent le contrôle à la suite des élections de 1907. Ils légifèrent immédiatement contre les immigrés asiatiques, majoritairement indiens (un jeune avocat, Mohandas Gandhi, fait à cette époque son entrée en politique pour défendre sa communauté). Quand, en 1909, le projet de Constitution d'une Union sud-africaine est accepté, il s'appuie sur l'équité linguistique entre l'anglais et le néerlandais et, surtout, prévoit la création d'un gouvernement désigné par une Assemblée élue devant être formée selon les lois en vigueur dans chaque province. Dans les provinces boers, le droit de vote est réservé aux Blancs. À cette époque déjà, la colonie fait face à de nombreux problèmes. Mais, quand les Européens évoquent un « problème racial » en Afrique du Sud, ils pensent aux relations entre les Britanniques et les Boers, dont la réconciliation semble un besoin urgent. Les défauts de la colonie mettent un certain temps à apparaître. Et leur

apparition n’est pas seulement due à la résilience inattendue de l’identité afrikaner, mais également à la transformation d’une société sud-africaine qui débute avec l’industrialisation inexorable des champs aurifères du Rand. Ceci va donner à la question noire un élan irrésistible.

Le futur de l’Afrique du Sud est influencé de manière aussi décisive que celui des autres dominions britanniques par les tendances lourdes de l’économie mondiale. Le Canada, à l’instar des États-Unis, est devenu, grâce à la construction des chemins de fer, un des greniers de l’Europe. L’Australie et la Nouvelle-Zélande exploitent leurs immenses pâturages pour produire la laine dont les usines européennes ont un besoin croissant ; avec l’invention de la réfrigération, ils les utilisent pour produire de la viande et, dans le cas de la Nouvelle-Zélande, des produits laitiers. Ces nouvelles nations produisent désormais des denrées bien plus à même de soutenir leurs économies que le tabac ou l’indigo des plantations du XVII^{e} siècle.

Le cas de l’Afrique du Sud est différent, car elle ne se révèle que progressivement (comme l’Australie) productrice de minerai. C’est l’industrie du diamant qui ouvre la voie, mais un grand pas est franchi avec la découverte d’or dans le Rand au cours des années 1880. Son exploitation entraîne l’arrivée de capitaux et d’experts qui favorise l’exploitation d’autres minerais. L’Afrique du Sud ne se contente pas d’enrichir des compagnies et des actionnaires européens, elle contribue également à augmenter la réserve d’or mondiale, ce qui stimule autant le commerce européen que la découverte de l’or de Californie en 1849.

Avec la montée des sentiments philanthropiques en Angleterre, et la tradition (plutôt fondée) de méfiance du Bureau colonial à l’égard des exigences des colons, les Britanniques peuvent plus difficilement ignorer la situation des peuples indigènes au sein des dominions blancs que ne l’ont fait les Américains à l’égard des Indiens des Grandes Plaines. Pourtant, dans de nombreuses colonies

britanniques, des concepts modernes ont un impact sur des sociétés sans défense et dépourvues d'accès aux technologies. Indiens et Esquimaux du Canada sont ainsi chassés de leurs terres pour permettre l'ouverture de l'Ouest et du Nord-Ouest à l'exploitation, et, comme ils sont bien moins nombreux que les Indiens des plaines américaines, ils ont encore plus de mal à conserver leurs terres.

En Australie, l'histoire est plus sanglante encore. La société de chasseurs-cueilleurs des Aborigènes est bouleversée par l'arrivée des colons ; les tribus sont montées les unes contre les autres et poussées à la violence par la brutalité − incompréhensible pour elles − des Australiens blancs ; des épidémies de maladies inconnues les déciment. Les premières décennies des colonies australiennes voient de grands massacres d'Aborigènes ; au cours des décennies qui suivent, les survivants sont abandonnés, stigmatisés et exploités sans merci.

En Nouvelle-Zélande, l'arrivée des premiers hommes blancs donne aux Maoris l'accès au fusil, qu'ils commencent par utiliser entre tribus rivales, avec des effets dévastateurs. Puis arrivent les guerres avec le gouvernement blanc, essentiellement provoquées par les expropriations des Maoris par les colons. À leur issue, le gouvernement choisit d'assurer la protection de ces terres ancestrales et d'interdire toute expropriation future, mais l'introduction des notions anglaises de propriété privée provoque la désintégration des territoires tribaux et la perte virtuelle de toutes leurs terres à la fin du XIX^{e} siècle. Les Maoris eux aussi déclinent en nombre, mais pas d'une manière aussi violente et irréversible que les Aborigènes d'Australie. Il y a aujourd'hui autant de Maoris en Nouvelle-Zélande qu'il y en avait en 1900, et leur population s'accroît plus vite que celle des Néo-Zélandais d'origine européenne.

En Afrique du Sud, l'histoire est plus contrastée. La protection britannique permet à des populations indigènes

de survivre jusqu'au XX^{e} siècle sur leurs terres ancestrales, sans que leur mode de vie change dramatiquement. D'autres sont chassées de leurs terres et exterminées. En tout état de cause, en Afrique du Sud comme ailleurs, le sort des populations indigènes n'est pas entre leurs propres mains. Leur survie dépend de l'équilibre entre l'intérêt et la bienveillance du gouvernement, les besoins et les traditions des colons, les contraintes et les opportunités économiques. Si, à court terme, elles peuvent parfois représenter une menace militaire considérable (comme les Zoulous de Cetawayo ou la guérilla menée par les Maoris), elles ne sont pas plus en mesure de générer, grâce à leurs ressources propres, les moyens de résister efficacement que ne l'avaient été les Aztèques face à Cortés. Les populations non européennes qui souhaitent résister efficacement doivent s'européaniser. Le prix de l'établissement de nouvelles nations européennes au-delà des océans est donc systématiquement payé par les populations indigènes, parfois au risque de leur disparition.

Encore un mot sur ce sujet, car demeure la question des justifications avancées par ces Européens qui, témoins de ces drames, poursuivent la colonisation. Il serait trop simple de dire qu'ils étaient tous malveillants et cupides (la présence et l'œuvre de nombreux authentiques philanthropes en leur sein rendent d'ailleurs intenable pareil jugement). La mentalité y est pour beaucoup. À l'instar de nombreuses cultures, les Européens considèrent être la seule population civilisée et avancée, ce qui leur confère par conséquent le droit de diriger les autres. Mais la conviction des Européens dans leur propre suprématie peut prendre l'aspect d'un certain fanatisme, nourri par la religion et l'ethnocentrisme. Parfois, cette attitude produit du simple racisme. Mais, le plus souvent − et particulièrement en Grande-Bretagne et en France à partir du XIX^{e} siècle −, elle nourrit un désir de moderniser le monde, de le rationaliser et d'en faire un espace plus en

phase avec les concepts européens de progrès. La certitude d’appartenir à une civilisation supérieure ne constitue alors pas une simple licence à la prédation, comme le christianisme des premiers temps avait pu en produire, mais la colonne vertébrale d’une vision proche de celle des croisés. C’est la certitude d’être porteurs de progrès qui empêche bien souvent les Européens de voir les effets matériels du remplacement des droits tribaux par la liberté individuelle ou de la transformation de chasseurs-cueilleurs, qui ne possédaient que ce qu’ils portaient, en salariés ou en soldats.

VI
Impérialisme et domination impériale

L'autorité exercée par les Européens sur d'autres terres et d'autres peuples constitue la plus criante évidence de leur domination du monde. Quoi que l'on puisse dire et penser de la nature de l'impérialisme passé et présent, il apparaît judicieux de commencer par la simple notion de souveraineté directe et formelle, quand bien même ses frontières peuvent sembler brouillées par les autres formes de pouvoir exercées dans le monde non européen. Notre but n'est pas ici d'examiner ni de répondre aux questions posées par les causes et les motivations de l'impérialisme. Les causes diffèrent et changent, et les motivations ne sont pas toutes inavouables ou déguisées. L'impérialisme n'est pas la manifestation d'une seule époque, on le trouve à toutes les périodes de l'histoire ; il n'est pas même spécifique à la relation de l'Europe avec les nations non européennes, car l'impérialisme s'est autant fait sentir sur le continent européen qu'à l'extérieur, certains Européens en ont dominé d'autres et des Non-Européens ont exercé leur autorité sur des Européens.

Malgré cela, au XIX^{e} et au XX^{e} siècle, le mot est associé à l'expansion européenne et à la domination exercée par les Européens sur le reste du monde et devient plus évident encore quand vient s'y ajouter la puissance de l'industrialisation et du capitalisme. Si les révolutions américaines ont pu laisser croire que les empires européens bâtis au cours des deux siècles précédents étaient sur le déclin, les cent années qui suivent voient l'impérialisme européen s'accentuer et devenir bien plus efficace qu'autrefois. Cette expansion se produit en deux phases

distinctes, et celle qui s'étend jusqu'en 1870 peut être étudiée en premier. Certaines des anciennes puissances coloniales continuent d'élargir leurs empires de manière conséquente : la Russie, la France et la Grande-Bretagne. D'autres sont sur la conservation ou le repli : la Hollande, l'Espagne et le Portugal.

L'expansion russe n'est de prime abord pas sans rappeler celle des Américains du Nord, qui peuplent tout un continent en s'assurant de dominer leurs voisins, plus faibles, et celle des Britanniques en Inde, mais constitue pourtant un cas à part. À l'ouest, la Russie doit faire face à des États européens établis et constitués, face auxquels les espérances de gains territoriaux sont faibles. C'est à peine moins vrai pour ce qui concerne les territoires turcs des régions danubiennes, car les intérêts des autres nations risquent toujours de jouer contre la Russie et, au final, de la tenir en échec. Elle a bien davantage les mains libres au sud et à l'est ; et c'est dans ces deux directions que la Russie s'étend de manière considérable au cours du premier tiers du XIX^{e} siècle. Une guerre victorieuse contre la Perse (1826-1828) permet à la puissance navale russe de se déployer en mer Caspienne et de s'emparer de territoires en Arménie. En Asie centrale, la poussée quasi continue des Russes au Turkestan et vers les oasis de Boukhara et Khiva culmine avec l'annexion de toute la Transcaspienne en 1881. En Sibérie, une expansion agressive est suivie de l'annexion de la rive gauche chinoise du fleuve Amour, jusqu'à la mer, et la fondation, en 1860, de Vladivostok, capitale russe de l'Extrême-Orient. Peu après, la Russie liquide ses liens avec l'Amérique en vendant l'Alaska aux États-Unis ; voilà qui semble indiquer qu'elle se veut une puissance européenne et asiatique, pas américaine.

La France et la Grande-Bretagne, les deux autres grandes puissances impériales de l'époque, continuent leur expansion. Une bonne partie des gains britanniques se font aux dépens de la France. La période de la Révolution et de

l’Empire constitue, à ce titre, la dernière manche de la lutte qui a vu les deux puissances s’opposer au XVIII^{e} siècle. Comme en 1714 et en 1763, les acquisitions britanniques obtenues lors de la paix de 1815 visent à renforcer sa puissance maritime. Malte, Sainte-Lucie, les îles Ioniennes, le cap de Bonne-Espérance, l’île Maurice et Trincomalee sont conservés pour cette raison. Peu après, les navires à vapeur commencent à apparaître au sein de la Royal Navy et la localisation des bases de charbonnage doit être prise en compte, ce qui aboutit à d’autres acquisitions. En 1839, un soulèvement en Turquie donne aux Anglais la possibilité de s’emparer d’Aden, base d’une importance stratégique sur la route des Indes ; d’autres suivront. Aucune autre puissance n’est de taille à s’opposer à la Royal Navy après sa victoire à Trafalgar en 1805. Certes, des ressources existent qui, assemblées, seraient en mesure de contester la suprématie navale britannique, mais au prix d’un effort immense. Aucune autre nation ne dispose des navires et des bases susceptibles de contester cette thalassocratie. Les autres puissances ne sont d’ailleurs pas mécontentes de bénéficier des avantages conférés par les actions de la plus grande puissance commerciale du monde et dont chacun tire bénéfice. La suprématie navale britannique assure la sécurité des échanges qui permettent aux colonies britanniques de bénéficier des mannes d’un commerce mondialisé en pleine expansion. Avant la Révolution américaine, les Britanniques encouragent bien davantage les compagnies commerciales que les Français ou les Espagnols. Les colonies anciennes, futurs dominions, peuvent ainsi prospérer. Les colonies de peuplement passent de mode à Londres après la Révolution américaine ; elles sont essentiellement perçues comme des sources d’ennui et de dépenses. Pourtant, la Grande-Bretagne demeure la seule nation européenne à continuer d’envoyer des colons dans les colonies existantes au début du

XIX^{e} siècle, et ces colonies poussent parfois la mère patrie à d'autres expansions territoriales.

En certains lieux (et notamment en Afrique du Sud), on sent la nouvelle préoccupation stratégique des communications avec l'Asie. La question est complexe. Il est certain que l'indépendance américaine et la doctrine Monroe ont diminué l'attrait des Amériques comme région d'expansion territoriale, mais l'origine du basculement d'intérêt britannique vers l'Orient est visible bien avant 1783, avec l'ouverture vers le Pacifique-Sud et l'accroissement du commerce avec l'Asie. La guerre avec les Pays-Bas, alors État satellite de la France, permet aux Britanniques de s'ouvrir les portes de la Malaisie et de l'Indonésie. Surtout, les Britanniques s'implantent de plus en plus profondément en Inde. En 1800, le commerce avec le sous-continent est déjà un axiome central de la pensée commerciale et coloniale britannique. Certains estiment qu'après 1850 toutes les conquêtes et acquisitions britanniques sont liées à la stratégie indienne de Londres. À cette époque, les Britanniques exercent par ailleurs un contrôle quasi complet du sous-continent. Il va demeurer la pièce maîtresse de l'impérialisme britannique.

Voilà qui est inattendu. En 1784, l'institution du « double contrôle » de la Compagnie des Indes est accompagnée de la décision de ne plus acquérir de nouveaux territoires en Inde ; l'expérience de la rébellion américaine a renforcé l'idée que de nouvelles conquêtes doivent être évitées. Mais un problème demeure, car la Compagnie anglaise des Indes orientales ne cesse de se trouver empêtrée dans les luttes politiques et administratives locales. Il devient donc encore plus nécessaire d'éviter les abus de certains de ses officiers, autrefois considérés comme des maux nécessaires. Petit à petit naît l'idée que le Parlement devrait s'intéresser à la gouvernance de l'Inde, pour lui montrer l'exemple à suivre, bien sûr, mais aussi parce que le gouvernement de Londres

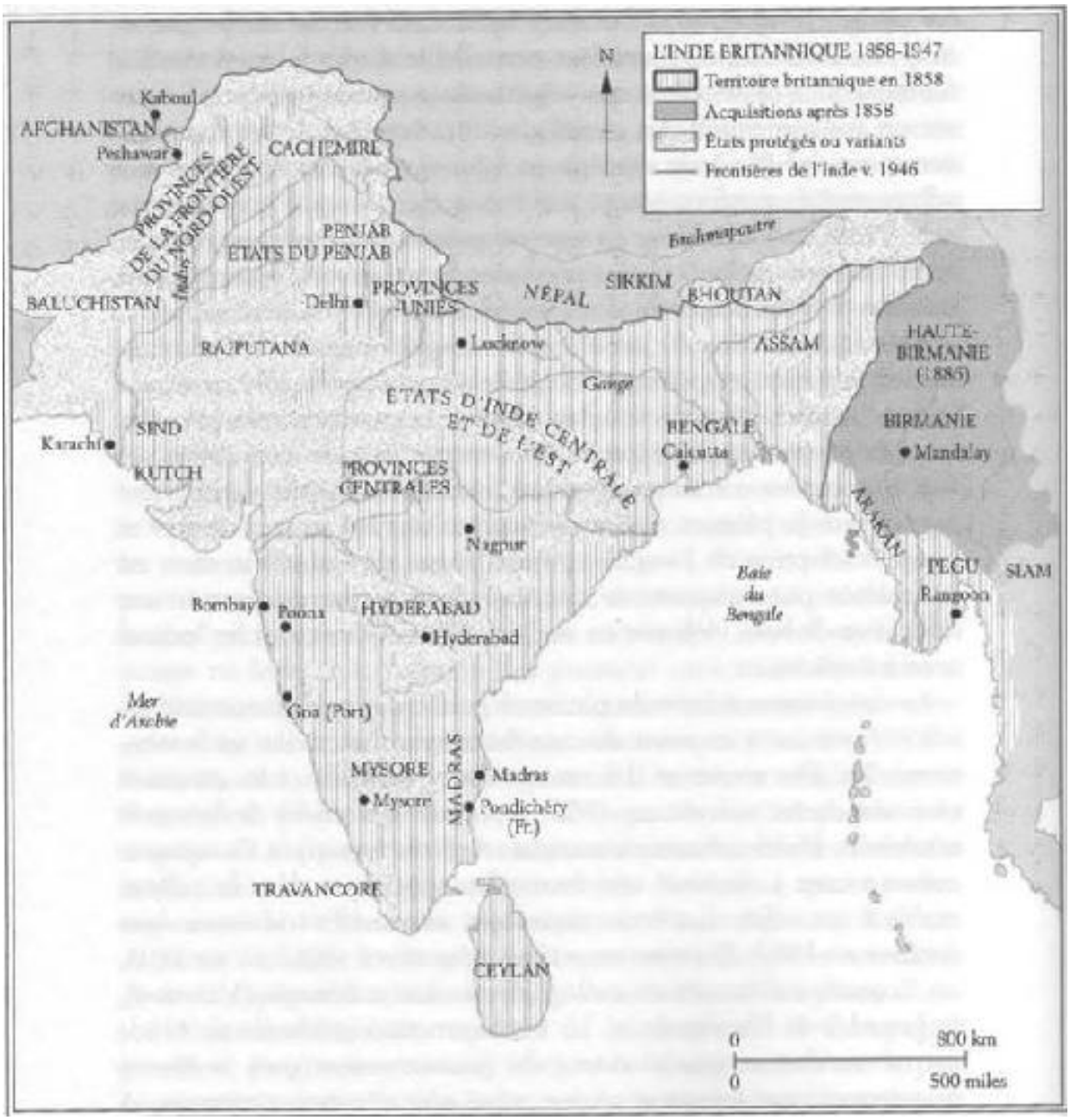
doit s’assurer que les Indiens sont, justement, bien gouvernés.

La manière dont les affaires indiennes sont considérées est donc en train de changer. Depuis deux siècles, l’émerveillement teinté de respect inspiré aux premiers marchands britanniques par la cour du moghol a laissé rapidement place à un mépris pour ce qui est considéré comme de l’arriération, des superstitions et une certaine infériorité culturelle. Mais les choses changent à nouveau. Si Clive, le vainqueur des Français à Plassey, n’a jamais pris la peine de parler convenablement la moindre langue locale, Warren Hastings, le premier gouverneur général des Indes, se bat pour qu’une chaire de langue perse soit créée à Oxford et encourage l’introduction de la presse en Inde et la création des premiers caractères vernaculaires de l’histoire (le bengali). La culture indienne commence à être comprise dans toute sa complexité et toutes ses variétés. En 1789, à Calcutta, est publié le premier journal d’études orientales, *Asiatic Researches*. Plus prosaïquement, les juges de la Compagnie sont enjoints de s’appuyer sur la loi islamique pour les affaires familiales impliquant des musulmans ; les autorités de Madras, quant à elles, réglementent et financent les temples et fêtes religieuses hindous. À partir de 1806, les langues indiennes sont enseignées au collège de la Compagnie anglaise des Indes orientales, à Haileybury.

Les renouvellements réguliers de la charte de la Compagnie prennent progressivement en compte ce changement dans la perception des relations anglo-indiennes. Le gouvernement britannique s’implique toujours davantage. En 1813, le renouvellement de la charte renforce le contrôle de Londres et abolit le monopole commercial de la Compagnie. Les guerres avec la France ont déjà permis l’extension de la puissance britannique dans le sud de l’Inde par le biais d’annexions ou de traités avec les souverains locaux, ce qui permet de contrôler leur

politique étrangère. En 1833, quand la charte est à nouveau renouvelée, le seul bloc de territoire à ne pas être dirigé directement ou indirectement par la Compagnie se trouve au nord-ouest. L'annexion du Pendjab et du Sind suit dans les années 1840 et, une fois leur suprématie établie sur le Cachemire, les Britanniques possèdent virtuellement tout le continent. La Compagnie a cessé d'être une organisation commerciale pour devenir un gouvernement. La charte de 1833 la prive de ses fonctions commerciales (en Inde comme en Chine) et la confine à un rôle administratif ; conformément à la mode du moment, le commerce avec l'Asie doit être libre. La voie est grande ouverte à une rupture, symbolique et réelle, avec les pratiques du passé et à l'incorporation du sous-continent au sein d'un monde en pleine modernisation.

Mais la disparition du perse comme langue officielle de l'administration judiciaire et politique va au-delà du symbole. Elle marque à la fois l'introduction de l'anglais comme langue officielle (et, avec lui, l'éducation anglaise) et le bouleversement de l'équilibre des forces entre les communautés. Les hindous anglicisés s'en sortent mieux que la plupart des musulmans. Dans un sous-continent si divisé, l'adoption de l'anglais comme langue de l'administration est complétée par l'importante décision de principe de fournir une éducation de base, délivrée en anglais, même si rares sont les Indiens à en bénéficier.



Le despotisme éclairé de plusieurs gouverneurs généraux successifs commence à imposer des améliorations matérielles et institutionnelles. Des routes et des canaux sont construits et les premiers chemins de fer suivent en 1853. De nouveaux codes de lois sont introduits. Des fonctionnaires anglais destinés à servir la Compagnie commencent à recevoir une formation spécifique dans le collège établi à cet effet. Les trois premières universités

indiennes sont fondées en 1857. D'autres structures éducatives existent : en 1791, un Écossais a déjà créé un collège de sanskrit à Bénarès (Varanasi), le Lourdes de l'hindouisme. La transformation graduelle de l'Inde est moins due au travail direct du gouvernement qu'à la liberté grandissante qui lui est accordée, ainsi qu'à d'autres structures. À partir de 1813, l'arrivée de missionnaires (la Compagnie les avait jusqu'alors interdits) permet aux Britanniques de métropole de prendre la mesure de ce qui se déroule en Inde − parfois au grand embarras du gouvernement local. Deux philosophies s'affrontent en effet pour le rendre plus efficace : les utilitaristes cherchent la promotion du bonheur et les chrétiens évangélistes la sauvegarde des âmes. Les deux ont assez d'arrogance pour être persuadées de savoir ce qui convient le mieux à l'Inde. Elles vont transformer la vision des Britanniques.

L'invention des navires à vapeur joue aussi un rôle. L'Inde se rapproche. De plus en plus d'Anglais et d'Écossais s'y installent et y font carrière. La présence britannique s'en trouve transformée. La poignée d'officiers britanniques de la Compagnie se contentait d'une vie d'exilés, cherchait à tirer le meilleur parti des opportunités commerciales et profitait du confort offert par une vie sociale parfois intimement liée à celle des Indiens. Ces hommes vivaient souvent à la manière des potentats locaux, adoptaient parfois les vêtements et la nourriture indiens et avaient à l'occasion des épouses et des concubines indiennes. Les nouveaux fonctionnaires soucieux d'éradiquer les pratiques arriérées et barbares des indigènes (et, pour ce qui concerne des pratiques telles que les infanticides de nourrissons de sexe féminin ou le suicide rituel des veuves, ils n'ont pas tout à fait tort), les missionnaires désireux d'imposer des croyances peu compatibles avec les structures des sociétés hindouistes et musulmanes et, surtout, les Anglaises qui débarquent en Inde pour s'y installer aux côtés de leurs époux désapprouvent

généralement les vieilles manières des officiers de la Compagnie, qu'ils tiennent pour indignes. Ils changent les habitudes de la communauté britannique, qui se sépare de plus en plus des indigènes et se persuade de sa supériorité morale, qui justifie la domination des Indiens, tenus pour inférieurs culturellement et moralement.

Les dirigeants deviennent ainsi de plus en plus étrangers à ceux qu'ils gouvernent. L'un d'eux se dit satisfait que ses compatriotes soient les représentants d'une « civilisation belligérante » et définit sa tâche comme l'« introduction des principaux éléments de la civilisation occidentale dans un pays densément peuplé, grossièrement ignorant, superstitieux, idolâtre, indolent, fataliste, indifférent à presque tout ce que nous considérons comme les plus grands des maux et préférant y succomber plutôt que de les affronter et de s'en débarrasser ».

Cette profession de foi vigoureuse est très éloignée de celle des Anglais du siècle précédent qui ne cherchaient rien d'autre qu'à gagner de l'argent. La loi vient désormais contrarier les intérêts directs des indigènes et les Britanniques ont de moins en moins de contacts avec les Indiens ; ils confinent les plus éduqués aux plus bas échelons de l'administration et se retirent dans leur tour d'ivoire et de privilèges. Les premiers conquérants avaient été plus ou moins absorbés par la société indienne ; les Britanniques de l'époque victorienne, s'appuyant sur une technologie moderne qui leur permet d'être en contact régulier avec la mère patrie et certains de leur supériorité intellectuelle et religieuse, sont de plus en plus distants et étrangers, comme aucun conquérant ne l'avait été jusqu'ici. Ils n'en ressortent pourtant pas immaculés, comme la langue anglaise, l'*English breakfast* et le dîner anglais en témoignent encore ; mais ils créent une civilisation qui n'est plus indienne sans être vraiment anglaise ; le terme « anglo-indien » désigne alors non des métis, mais les Anglais ayant

fait carrière aux Indes, et marque une distinction sociale et culturelle.

La rupture entre la société anglo-indienne et l'Inde est consommée par le coup que porte à la confiance britannique la révolte des cipayes en 1857. Il s'agit en fait d'un enchaînement de révoltes, initié par la mutinerie de soldats hindous qui craignent d'être souillés par l'utilisation d'un nouveau type de cartouche, enduite de graisse animale. Ce détail est significatif : la rébellion, pour l'essentiel, est le reflet spontané du rejet, par certaines portions de la société indienne, d'une modernisation imposée par l'étranger. Vient s'y ajouter l'irritation croissante des potentats indigènes, musulmans et hindous, qui regrettent la disparition de leurs privilèges et pensent que l'heure est venue de recouvrer leur indépendance ; les Britanniques sont après tout très peu nombreux. Mais la réplique est aussi prompte que brutale. Avec l'aide de soldats indiens demeurés loyaux, la rébellion est écrasée, non sans que des prisonniers britanniques aient été massacrés et que des forces britanniques se soient retrouvées assiégées à Lucknow, en territoire rebelle, durant quelques mois.

La révolte des cipayes et son écrasement sont un désastre pour l'Inde britannique, sans être une catastrophe absolue. L'abolition officielle de l'Empire moghol qui en résulte n'a que peu d'importance (les mutins de Delhi avaient proclamé le dernier moghol comme leur chef). Il ne s'agit pas non plus, comme les nationalistes indiens du XX^{e} siècle l'affirmeront, de l'écrasement d'un mouvement de libération nationale, dont la disparition fut une tragédie pour l'Inde. Comme bon nombre d'événements clés de la fabrique d'une nation, la révolte de 1857 sert à la fois de mythe et d'inspiration ; ce qu'il en est resté dans les mémoires importe plus que ce qui se passa réellement, soit un fouillis de manifestations indigènes. Son effet le plus significatif est de creuser encore le fossé entre les Britanniques et les Indiens, mais aussi − et de plus en plus − entre les hindous

et les musulmans, chaque communauté tendant à tenir l'autre pour l'outil des gouvernants britanniques. Immédiatement et institutionnellement, la révolte des cipayes marque également son époque, car elle met un terme au gouvernement de l'Inde par la Compagnie anglaise des Indes orientales. Le gouverneur général devient vice-roi des Indes, devant rendre des comptes au gouvernement britannique. Cette structure va servir de cadre pour le Raj britannique au cours de ses quatre-vingt-dix années d'existence.

La révolte des cipayes change donc l'histoire de l'Inde, mais ne fait qu'accélérer un processus déjà enclenché. Un autre fait, tout aussi révolutionnaire pour l'Inde, est plus progressif dans ses effets : sa connexion économique toujours plus grande avec la Grande-Bretagne. Le commerce est à l'origine de la présence britannique dans le sous-continent et continue d'influer sur sa destinée. L'Inde se transforme en une base destinée pour l'essentiel au commerce avec la Chine. Sa plus grande expansion a lieu dans les années 1830 et 1840 quand, pour de nombreuses raisons, l'accès à la Chine devient plus aisé. C'est à peu près à la même période que les exportations britanniques vers l'Inde connaissent leur première croissance exponentielle, notamment celles des textiles. Au moment de la révolte des cipayes en 1857, l'Inde est d'un grand intérêt commercial pour de nombreux Anglais et sociétés commerciales anglaises, bien plus qu'à l'époque de la Compagnie anglaise des Indes orientales un siècle plus tôt.

Le commerce anglo-indien est à présent un des rouages de l'expansion de la suprématie manufacturière britannique et du commerce mondial. Le canal de Suez réduit considérablement les coûts de transport vers l'Asie. À la fin du XIX^{e} siècle, le volume du commerce britannique avec l'Inde a plus que quadruplé. Ses effets se font sentir dans les deux pays, mais sont décisifs en Inde : l'industrialisation y est sciemment freinée alors qu'elle aurait pu s'effectuer

bien plus rapidement sans la compétition des Britanniques. Paradoxalement, la croissance du commerce retarde la modernisation de l'Inde et la rupture avec son passé. Mais d'autres forces sont à l'œuvre. À la fin du XIX^{e} siècle, le nouveau cadre offert par le Raj et le bouillonnement des influences culturelles qu'il permet ont déjà rendu inévitable une transformation radicale de l'Inde.

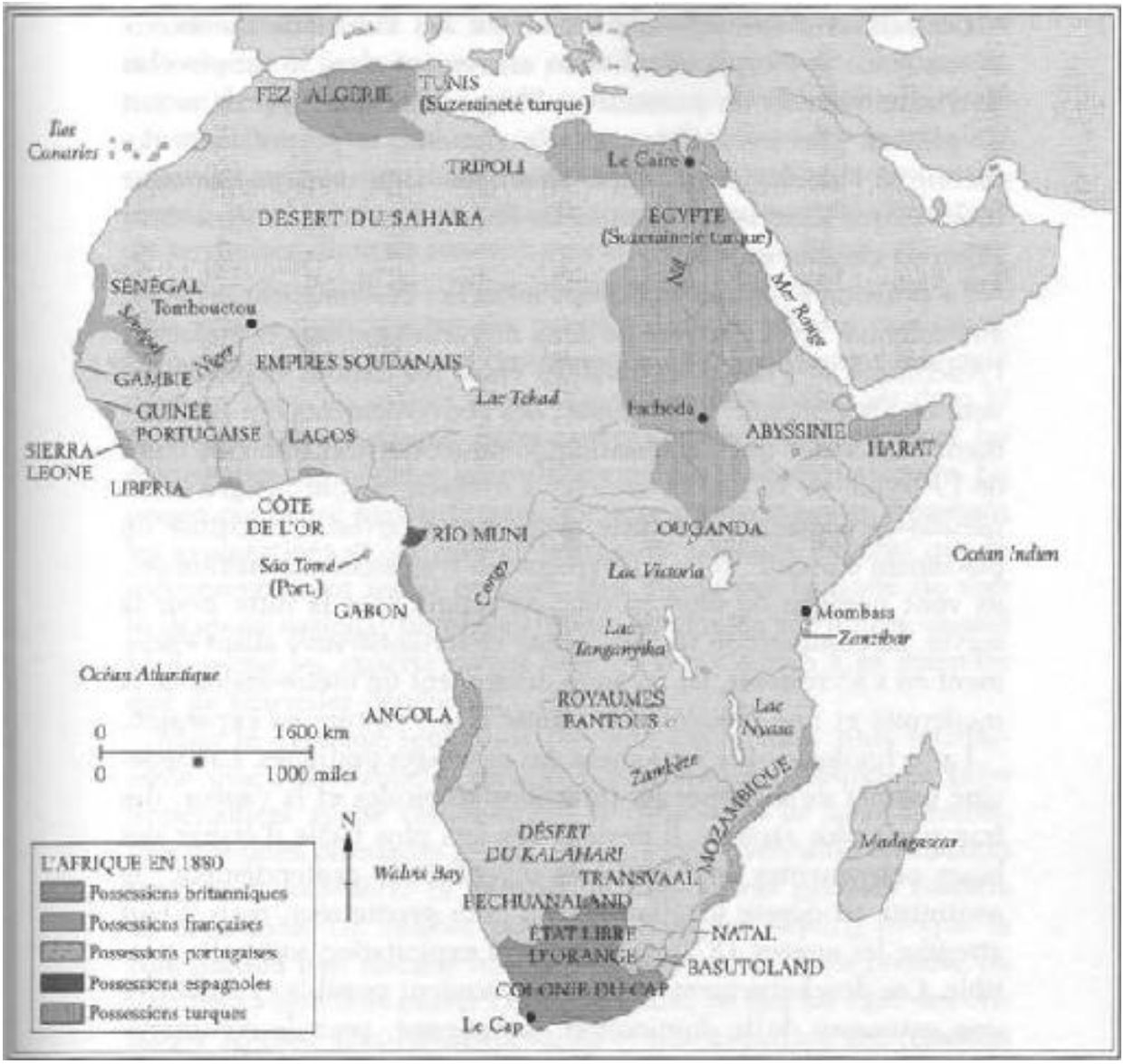
Aucune autre nation n'étend autant son empire au XIX^{e} siècle que la Grande-Bretagne, mais les Français accroissent eux aussi considérablement les possessions d'un empire qu'ils ont dû abandonner en 1815. Au cours du demi-siècle qui suit, les intérêts de la France en Afrique de l'Ouest et dans le Pacifique-Sud ne sont certes pas perdus de vue, mais c'est en Algérie que se dessine le renouveau de l'impérialisme français. Toute l'Afrique du Nord est déjà ouverte aux appétits des Européens en raison de la déliquescence de l'Empire ottoman, qui règne formellement sur ces territoires. Se pose alors la question d'une possible partition de l'Empire turc en deux entités, à l'est et au sud de la Méditerranée. Les intérêts de la France sont ici naturels ; ils remontent à l'extension du commerce français vers le Levant au cours du XVIII^{e} siècle. Mais leur première borne fut clairement posée par l'expédition d'Égypte de Bonaparte, en 1798, qui ouvrit la question de la succession ottomane dans sa sphère extra-européenne.

La conquête de l'Algérie débute de manière hésitante en 1830. Plusieurs guerres menées contre sa population indigène, mais également contre le sultan du Maroc, se déroulent jusqu'à la conquête quasi complète du pays en 1870. Une nouvelle phase d'expansion s'ouvre alors. Les Français s'intéressent à la Tunisie, qui accepte le protectorat français en 1881. Ces deux anciennes possessions ottomanes voient débarquer un flux constant d'immigrants européens, venus de France mais aussi d'Italie et plus tard d'Espagne. D'importantes populations de colons s'installent dans un petit nombre de villes, ce qui va

compliquer la tâche de la France. L'époque n'est plus à l'extermination des indigènes, sort que les Aztèques, les Indiens d'Amérique ou les Aborigènes d'Australie ont subi. La société algérienne est de toutes les façons plus résistante, fondue dans le creuset de la civilisation islamique qui s'était autrefois opposée avec succès à la chrétienté. Mais les autochtones souffrent, notamment avec l'introduction de lois sur les terres qui bouleversent les us traditionnels et appauvrissent les paysans en les exposant directement à la rudesse de l'économie de marché.

À l'est du littoral nord-africain, l'éveil du nationalisme en Égypte conduit à l'émergence du premier grand chef nationaliste modernisateur non européen en la personne de Mohammed Ali, pacha d'Égypte. Admirateur de l'Europe, il entend emprunter ses idées et ses techniques tout en affirmant son indépendance vis-à-vis du sultan ottoman. Ce dernier l'ayant appelé à la rescousse pour écraser la révolution grecque, Ali tente de s'emparer de la Syrie en compensation. La menace qu'il fait peser sur l'Empire ottoman conduit à une crise au cours des années 1830, qui voit les Français s'allier au pacha. Cette alliance ne donne rien, mais la France continue de s'intéresser au Levant et à la Syrie, un intérêt qui va finalement porter ses fruits lors du bref établissement d'une présence française dans la région au XX^{e} siècle.

Le colonialisme conquérant de la France et de la Grande-Bretagne contribue sans nul doute à convaincre d'autres puissances de les imiter à partir de 1870. Mais l'émulation teintée d'envie n'explique pas la soudaineté et la vigueur de ce que l'on a parfois appelé la « vague impérialiste » de la fin du XIX^{e} siècle. Antarctique et Arctique exceptés, un cinquième de la surface terrestre du globe n'est pas sous la coupe directe de l'Europe ou d'un pays de peuplement européen en 1914 ; et, dans cette toute petite fraction, seuls le Japon, l'Éthiopie et le Siam (Thaïlande) jouissent d'une réelle autonomie.



Les raisons d’une telle expansion ont fait l’objet de nombreux débats. Une des explications tient clairement dans le simple élan de l’accumulation de puissance : l’hégémonie européenne se fait de plus en plus irrésistible, car elle alimente sa propre force. La théorie et l’idéologie de l’impérialisme ne sont, dans une certaine mesure, que l’utilisation rationnelle de la puissance immense dont l’Europe dispose soudain.

La situation politique en Europe influence certainement la course aux colonies. Avec l’arrivée de deux nouvelles puissances majeures, l’Allemagne et l’Italie, les rivalités

entre les nations européennes vont en s’accentuant. Si la plupart des gouvernements ont parfaitement conscience que l’acquisition de nouveaux territoires au cœur de l’Afrique ne va pas les enrichir à millions, ils ont intégré l’idée pseudo-darwinienne que cette compétition terrestre constitue un placement d’avenir ; si les gouvernements n’agissent pas maintenant, ils vont prendre de plus en plus de retard dans la lutte pour la survie. La compétition technologique et administrative allant également en s’accroissant, les colonies deviennent un mètre-étalon de la modernité et une preuve de la virilité d’une culture en expansion.

La technologie offre également des avantages pratiques. La médecine permet de maîtriser les infections tropicales et la vapeur, des transports plus rapides. Il devient dès lors plus facile d’établir des bases permanentes en Afrique et d’y pénétrer profondément ; le continent est depuis longtemps tenu pour prometteur, mais il faut attendre les années 1870 pour que son exploitation soit enfin possible. Les développements techniques rendent possible et attractive une extension de la domination européenne, pour le commerce comme pour l’investissement. Les espérances nées de telles possibilités sont souvent infondées et décevantes. Car, quels que soient les espoirs soulevés par les « terres en friche » (comme un homme d’État britannique les désigne avec imagination, mais à tort) ou par l’immensité théorique d’un marché chinois composé, dans les faits, de millions de miséreux, les pays industriels continuent de trouver chez leurs semblables les meilleurs partenaires commerciaux et les meilleurs clients. Les anciennes colonies attirent plus de capitaux étrangers que les nouvelles acquisitions. Les Britanniques investissent le plus gros de leurs capitaux aux États-Unis et en Amérique du Sud ; les investisseurs français préfèrent la Russie à l’Afrique et l’argent allemand va vers la Turquie.

Ces ambitions ont par ailleurs tendance à aiguiser les appétits de nombreux personnages. Ils contribuent à faire de l'expansion impériale un mouvement peu uniforme, qui rend délicate toute généralisation. Les explorateurs, les marchands et les aventuriers prennent parfois des décisions qui poussent ensuite des gouvernements, plus ou moins volontairement, à s'emparer de davantage de territoires. Ils sont souvent perçus comme des héros, car cette période très active de l'impérialisme européen coïncide avec une plus grande participation des peuples dans les affaires publiques. En achetant des journaux, en votant ou en manifestant leur joie dans les rues, les masses s'impliquent toujours davantage dans le champ politique, ce qui, entre autres choses, vient accentuer les compétitions impériales, nouvelle forme des rivalités nationales. La presse populaire naissante participe à ce mouvement en héroïsant les explorations et les guerres coloniales. Certains pensent que le mécontentement social pourrait être jugulé par la fierté de voir le drapeau national flotter sur toujours plus de territoires, quand bien même les experts savent bien qu'il n'y a rien à en attendre que de nouvelles dépenses.

Mais le cynisme seul n'est pas une explication plus satisfaisante que l'espérance de profit. L'idéalisme qui inspire certains impérialistes apaise certainement la conscience de bien d'autres. Des hommes persuadés d'être porteurs de la véritable civilisation tendent à considérer la domination des autres peuples comme un sacerdoce. Un célèbre poème de Rudyard Kipling évoque la colonisation non comme une source de revenus, mais comme un « fardeau » que doit porter l'homme blanc, ce qui lui vaut des critiques acerbes. Des éléments variés et une évolution des relations internationales après les années 1870 imposent leur logique aux affaires coloniales. Deux éléments importent tout particulièrement. Plus grande puissance impériale du monde, la Grande-Bretagne est la première nation à chercher querelle à propos des colonies − ses

possessions sont en effet partout. Elle se préoccupe essentiellement de l'Inde ; les acquisitions de territoires africains visant à protéger la route du Cap et la nouvelle route du canal de Suez, les inquiétudes récurrentes à propos des territoires situés au nord-ouest et à l'ouest de l'Inde en sont d'éloquents témoignages. Entre 1870 et 1914, les seules crises portant sur des questions extérieures à l'Europe qui rendent un temps envisageable une guerre entre la Grande-Bretagne et une autre grande puissance sont celles posées par les incursions russes en Afghanistan et par la tentative française de s'établir sur le cours supérieur du Nil. Les fonctionnaires britanniques s'inquiètent également de la pénétration française en Afrique occidentale et en Indochine, et de l'influence de la Russie en Perse.

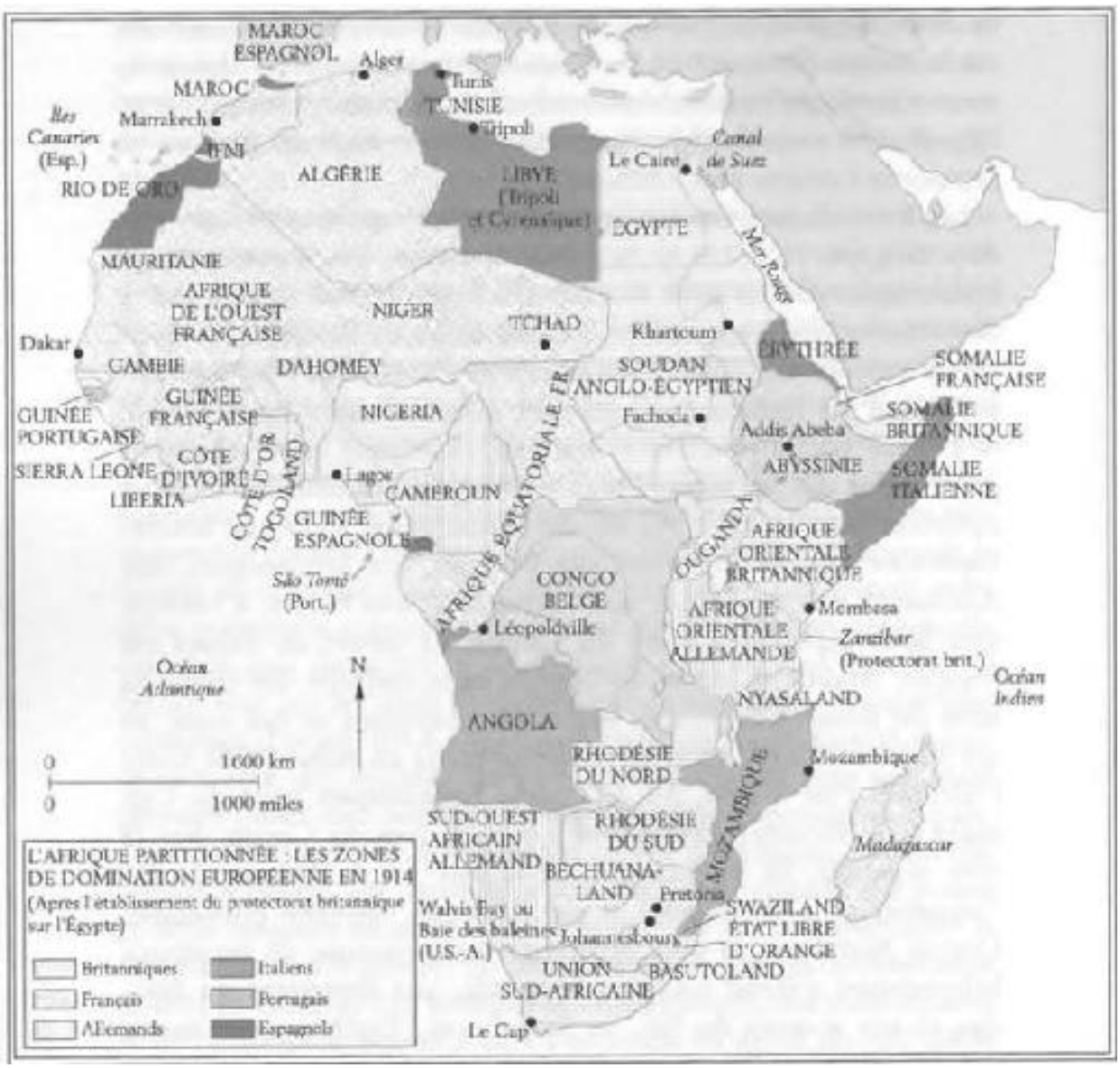
Ce qui nous mène tout droit au second élément. Si les nations européennes se querellent durant près de quarante ans à propos d'événements extérieurs à l'Europe et bien que les États-Unis entrent en guerre avec l'Espagne (en 1898), la partition du monde par les puissances européennes demeure étonnamment pacifique. Quand la Grande Guerre éclate en 1914, la Grande-Bretagne, la France et la Russie, qui n'ont cessé de se quereller sur des affaires coloniales au cours des décennies précédentes, combattent ensemble ; ce ne sont d'ailleurs pas des rivalités coloniales qui provoquent le conflit. Une seule fois après 1900, au Maroc, apparaît le danger de voir une querelle coloniale provoquer une guerre entre deux puissances européennes. Il y est moins question de querelle coloniale que de savoir si l'Allemagne peut ou non humilier la France sans que les alliés de cette dernière réagissent. Les querelles coloniales d'avant 1914 apparaissent avec le recul comme marginales à côté des rivalités intra-européennes, alors bien plus dangereuses ; elles ont peut-être même contribué à préserver la paix.

La rivalité impériale a pourtant sa propre dynamique. Dès qu'une puissance obtient une nouvelle concession ou une

colonie, elle pousse presque toujours les autres à faire mieux. La vague impérialiste se nourrit donc elle-même. En 1914, la chose est particulièrement criante en Afrique. Les activités des explorateurs, des missionnaires et les campagnes menées contre l'esclavage au début du XIX^{e} siècle ont encouragé l'idée que l'extension de la domination européenne sur le « Continent noir » n'était qu'une extension de l'esprit des Lumières et de l'humanitarisme − des bienfaits de la civilisation, en somme. Sur les côtes de l'Afrique, des siècles de commerce ont permis aux Européens de comprendre que les véritables richesses se trouvaient à l'intérieur des terres. Les Blancs du Cap s'enfoncent toujours plus profondément dans les terres (souvent en raison du ressentiment des Boers à l'égard des Britanniques). Le mélange devient alors explosif et finit par détoner en 1881, quand un corps expéditionnaire anglais est envoyé en Égypte pour soutenir le gouvernement du pays en proie à une révolution nationaliste dont le succès, craint-on à Londres, pourrait menacer la sécurité du canal de Suez. Le pouvoir corrosif de la culture européenne − car telle est la source d'inspiration des nationalistes égyptiens − donne le coup d'envoi du démembrement final de l'Empire ottoman, dont l'Égypte fait toujours théoriquement partie, et lance ce que l'on va appeler la « course vers l'Afrique ».

Les Britanniques espèrent pouvoir retirer rapidement leurs soldats d'Égypte ; en 1914, ils y sont toujours. Les fonctionnaires britanniques administrent alors de fait le pays, tandis qu'au sud la domination anglo-égyptienne s'étend jusqu'au Soudan. Les provinces turques de Libye (Tripolitaine et Cyrénaïque) ont été capturées par les Italiens (qui estiment injuste d'avoir été privés de la Tunisie par le protectorat français) ; l'Algérie est française et les Français ont les mains libres au Maroc, sauf dans les secteurs contrôlés par l'Espagne. Au sud du Maroc, jusqu'au cap de Bonne-Espérance, la côte appartient aux

Français, aux Britanniques, aux Allemands, aux Espagnols, aux Portugais et aux Belges, à l'exception de la république noire du Liberia. Le désert du Sahara est français, comme le bassin du Sénégal et la majorité des terres au nord du fleuve Congo. Les Belges en contrôlent ce qui reste, et qui va bientôt s'avérer la terre la plus riche en minerais de toute l'Afrique. Plus à l'est, les territoires britanniques vont du Cap jusqu'à la Rhodésie (Zimbabwe) et aux rives du Congo. Sur la côte orientale, ils sont coupés de la mer par le Tanganyika (la Tanzanie, alors allemande) et par l'Afrique orientale portugaise. Depuis Mombasa, le port du Kenya, une ceinture de territoires britanniques s'étend jusqu'en Ouganda, aux frontières du Soudan et aux sources du Nil. La Somalie et l'Érythrée (aux mains des Britanniques, Français et Italiens) isolent l'Éthiopie, seul pays africain, avec le Liberia, à demeurer indépendant. Le souverain de cette entité ancienne et chrétienne est l'unique dirigeant non européen du XIX^{e} siècle à avoir repoussé militairement la menace coloniale en annihilant une armée italienne à Adoua, en 1896. Les autres Africains n'ont pas la puissance nécessaire pour résister efficacement, comme le montrent l'écrasement par les Français de la révolte des Algériens en 1871, la manière dont les Portugais maîtrisent (non sans difficulté) une insurrection en Angola en 1902 puis en 1907, l'anéantissement des Zoulous par les Britanniques à Matabele et, horreur des horreurs, le massacre des Herero du Sud-Ouest africain par les Allemands en 1907.



Cette colossale extension de la puissance européenne, effectuée pour l'essentiel après 1881, transforme le cours de l'histoire africaine. Il s'agit là du plus grand bouleversement depuis l'introduction de l'islam. Les marchandages des négociateurs européens, les découvertes accidentelles et les pratiques de l'administration coloniale établissent le cadre de la modernisation de l'Afrique. La répression des guerres intertribales et l'introduction de services médicaux, même rudimentaires, entraînent un accroissement de la population dans certaines régions. Comme en Amérique quelques siècles auparavant,

l’introduction de nouvelles cultures permet de nourrir davantage de monde. Mais les divers régimes coloniaux ont des impacts économiques et culturels différents. Longtemps après le départ des colons, les pratiques administratives françaises ou britanniques seront encore fermement enracinées. Sur tout le continent, les Africains découvrent des nouveaux modèles économiques et d’emploi, s’imprègnent de la culture européenne dans les écoles ou les régiments coloniaux, se prennent à admirer ou haïr certaines des pratiques de l’homme blanc qui, désormais, réglementent leur vie. Quand bien même, et c’est le cas dans certaines possessions britanniques, le gouvernement appuie sa domination sur des institutions locales existantes, ces dernières doivent apprendre à fonctionner dans un nouveau cadre. Les entités tribales ou locales continuent de s’affirmer, mais à contre-courant des nouvelles structures créées par le colonialisme et laissées en héritage à l’Afrique indépendante. La monogamie chrétienne, les pratiques entrepreneuriales et de nouvelles connaissances (dont la voie a été grande ouverte par l’introduction des langues européennes, le plus important des apports culturels) finissent par contribuer à une nouvelle conscience de soi et à un plus grand individualisme. C’est de ce mélange que naissent les nouvelles élites africaines du XX^{e} siècle. L’impérialisme façonne l’Afrique comme il n’a façonné aucun autre continent. L’Europe est, quant à elle, très peu touchée en retour par l’aventure africaine. Les Européens veulent surtout mettre la main sur toujours plus de richesses exploitables ; la Belgique sera pourtant la seule nation colonisatrice à avoir retiré assez de richesses du sol africain pour influer sur le cours de son histoire. Parfois, l’exploitation de l’Afrique provoque une certaine opposition politique au sein des pays européens ; en termes de férocité, les aventuriers de la fin du XIX^{e} siècle n’ont rien à envier aux anciens *conquistadores*. L’administration du Congo par le roi des Belges Léopold et les travaux forcés imposés en

Afrique portugaise en sont des exemples tristement célèbres, mais nombreux sont les autres territoires africains à voir leurs ressources − humaines et matérielles − exploitées sans merci ou pillées au profit des Européens, avec la bénédiction des autorités impériales, ce qui donne naissance aux premiers mouvements anticolonialistes. Certaines nations recrutent des soldats africains, rarement pour servir en Europe, où seuls les Français envisagent de les employer pour contrebalancer la puissance démographique allemande. Certains pays espèrent, par ailleurs, des débouchés pour l'émigration, afin d'atténuer les tensions sociales, mais les opportunités offertes par l'Afrique sont rares. On compte deux grands blocs de peuplement blanc dans le Sud, et les Britanniques s'attacheront plus tard à installer des colons au Kenya et en Rhodésie, où les terres sont adaptées aux exploitations agricoles. À part cela, les Européens sont présents dans les villes de l'Afrique du Nord française et le nombre des pasteurs portugais s'accroît en Angola. Les espoirs italiens de créer des colonies de peuplement en Afrique sont déçus, tandis que l'immigration allemande y est sporadique. Certains pays européens − la Russie, l'Autriche, la Hongrie et les nations scandinaves − n'envoient presque aucun colon en Afrique.

Certes, l'impérialisme européen du XIX^{e} siècle ne se limite pas à l'Afrique. Le Pacifique est lui aussi partitionné, de manière peut-être moins dramatique, mais aucune unité politique ne survit à cette intrusion au sein des populations insulaires. Britanniques, Français et Russes étendent considérablement leurs territoires en Asie. Les Français s'établissent en Indochine, les Britanniques en Malaisie et en Birmanie, dont ils s'emparent pour protéger l'Inde. Le Siam conserve son indépendance, la présence d'un État-tampon entre leurs possessions convenant aux puissances européennes. Les Britanniques affirment également leur suprématie par une expédition au Tibet, en ayant toujours

en tête la sécurité de leurs possessions indiennes. La plupart de ces régions, comme celles de l'expansion russe, sont d'anciennes terres de souveraineté chinoise. Leur histoire est indissociable de celle de l'effondrement de l'Empire chinois, qui n'est pas sans en rappeler d'autres, comme celui des Ottomans, du Maroc ou de la Perse, minés par l'influence européenne. On pense un temps que la « course à la Chine » va suivre la course à l'Afrique. Pur effet d'optique. L'impérialisme qui s'attaque à la sphère chinoise et au Pacifique diffère de celui de l'Afrique pour au moins une raison majeure : les États-Unis y participent.

Les Américains ont été longtemps dubitatifs à l'idée de s'aventurer en dehors d'un continent qu'ils tiennent pour un don de Dieu. Même à son plus haut degré d'arrogance, l'impérialisme américain avance masqué, avec une prudence dont on ne s'embarrasse guère en Europe. La création des États-Unis n'est-elle pas due à une rébellion face à une puissance impériale ? La Constitution américaine ne prévoit pas l'administration de possessions coloniales. Il est compliqué d'envisager le statut de territoires qui pourraient, potentiellement, prétendre un jour rejoindre l'Union comme États, sans parler de la position des étrangers résidant aux États-Unis. Mais l'expansionnisme territorial des États-Unis n'a rien à envier à l'impérialisme, quand bien même les Américains lui préfèrent le terme de « destinée manifeste ». La guerre de 1812 contre les Britanniques et le traitement réservé au Mexique au milieu du XIX^{e} siècle en sont des exemples criants, sans oublier la spoliation des terres indiennes et les implications impérialistes de la doctrine Monroe.

En 1890, l'expansion continentale des États-Unis est terminée. La fameuse « frontière » domestique a cessé d'exister. La croissance économique est devenue une des préoccupations majeures du gouvernement américain, qui s'exprime parfois sous la forme d'un nationalisme économique et l'imposition de barrières tarifaires. L'intérêt

économique tourne donc l'attention des Américains vers l'étranger et particulièrement l'Asie. Certains craignent de voir les États-Unis exclus du commerce asiatique par les puissances européennes. Des connexions anciennes sont en jeu (les Américains ont déployé leur première escadre en Extrême-Orient dès les années 1820) et, avec l'accroissement rapide de la population de Californie, les Américains s'intéressent de plus en plus au Pacifique. Un demi-siècle de pourparlers sur le percement d'un canal en Amérique centrale aboutit enfin à la fin du XIX^{e} siècle ; certains stratèges estiment qu'avec le canal de Panama les Américains feraient bien de se pourvoir d'un glacis océanique dans le Pacifique pour maintenir la doctrine Monroe.

Tout cela contribue à une flambée d'expansionnisme qui demeure, à ce jour, l'unique exemple d'un authentique impérialisme états-unien en dehors des frontières de l'Amérique, car il décide momentanément de faire l'impasse sur son refus traditionnel d'envisager des acquisitions territoriales en dehors du continent. Tout commence avec l'ouverture de la Chine et du Japon au commerce américain dans les années 1850 et 1860 et avec l'administration, aux côtés des Britanniques, des îles Samoa (où une base navale, obtenue en 1878, est restée en possession des États-Unis). Au cours des deux décennies suivantes, les Américains s'immiscent de plus en plus dans les affaires du royaume d'Hawaï, sur lequel les États-Unis ont étendu leur protection depuis les années 1840. Marchands et missionnaires américains s'y sont installés en grand nombre. À ce patronage pacifique succèdent des tentatives d'annexion pure et simple dans les années 1890. Washington utilise déjà Pearl Harbor comme base navale et doit y débarquer des Marines pour mater une révolution. Le gouvernement finit par soutenir le mouvement des colons et une éphémère République hawaïenne est finalement annexée par les États-Unis en 1898.

Cette même année, une mystérieuse explosion détruit un croiseur américain, l'*USS Maine*, dans le port de La Havane et offre aux États-Unis un excellent prétexte pour déclarer la guerre à l'Espagne. Cette guerre a pour origine l'incapacité des Espagnols à mater les révoltes qui agitent Cuba, où les intérêts commerciaux américains sont énormes et intéressent l'opinion publique américaine, et par la prise de conscience de l'importance croissante de la Caraïbe avec la construction future d'un canal à Panama. En Asie, les Américains tendent la main à d'autres rebelles antiespagnols, aux Philippines. Quand la domination américaine succède à celle des Espagnols à Manille, les rebelles se retournent contre leurs anciens alliés et une guérilla se développe. C'est la première phase d'un long et difficile processus de désengagement américain de sa première colonie asiatique. Les gouvernements américains qui se succèdent continuent d'affirmer que les Philippines ne sont pas mûres pour l'indépendance ; leur liberté serait exploitée par d'autres puissances et il est donc préférable que les États-Unis y demeurent. Dans la Caraïbe, ils mettent donc un terme définitif à la longue histoire de l'Empire espagnol en Amérique. Porto Rico devient américain et Cuba obtient son indépendance dans des termes qui garantissent de fait la domination des États-Unis. Des troupes occupent d'ailleurs l'île de 1906 à 1909 et à nouveau en 1917.

Il s'agit là du prélude au dernier développement majeur de cette vague d'impérialisme américain. La construction d'un canal en Amérique centrale est étudiée depuis le milieu du XIX^{e} siècle et celui de Suez lui donne une nouvelle plausibilité. La diplomatie américaine travaille à écarter toute participation britannique au projet ; tout semble se dérouler comme prévu jusqu'en 1903, quand le traité prévoyant l'acquisition d'une portion de la Colombie pour y percer le canal est rejeté par les Colombiens. Une révolution est alors fomentée dans la région de Panama, où

le canal doit être percé. Les États-Unis empêchent les Colombiens de la réprimer et une nouvelle république du Panama émerge, qui accorde gracieusement aux États-Unis le territoire nécessaire pour le percement du canal, comme le droit d'intervenir dans ses affaires intérieures pour y maintenir l'ordre. Le percement peut commencer et le canal est ouvert en 1914. La possibilité de transférer rapidement des navires d'un océan à l'autre change totalement la stratégie navale américaine. Elle constitue également la toile de fond du « corollaire » à la doctrine Monroe proposé par le président Théodore Roosevelt ; la zone du canal devenue un secteur clé de la défense navale des États-Unis, il devient encore plus important qu'autrefois d'assurer sa protection par un gouvernement stable et la domination américaine au sein des États caribéens. Les Américains redoublent bientôt d'efforts dans la région.

Si les motivations et les méthodes employées diffèrent − il n'existe presque aucune implantation permanente de colons américains dans les nouvelles possessions −, les actions des États-Unis peuvent être considérées comme partie intégrante de la dernière vague d'expansion territoriale conduite par les peuples européens. Presque tous ont tenté l'aventure, à l'exception des peuples d'Amérique latine. Même les habitants australiens du Queensland ont tenté d'annexer la Nouvelle-Guinée. En 1914, un tiers de la surface du globe est détenu par deux puissances, la Grande-Bretagne et la Russie (la quantité de territoire russe pouvant être considéré comme colonial est naturellement questionnable). Pour prendre la mesure du phénomène, en 1914, le Royaume-Uni préside à la destinée de 400 millions de sujets en dehors de ses frontières, la France à celle de plus de 50 millions et l'Allemagne et l'Italie à celle d'environ 14 millions chacune. Il s'agit là d'une agrégation sans précédent.

Mais, à cette date, certains signes indiquent que l'impérialisme colonial est sur le déclin. La Chine s'avérant

moins facile à dépecer que prévu, il ne reste plus grand-chose à se partager, même si l'Allemagne et la Grande-Bretagne évoquent la possible partition de l'empire colonial portugais, qui semble sur le point de subir le même sort que celui des Espagnols. La seule zone encore ouverte à l'expansionnisme européen est l'Empire ottoman décati, dont la dissolution semble imminente quand les Italiens s'emparent de Tripoli en 1912 et qu'une coalition balkanique formée contre la Turquie lui arrache tout ce qui lui restait de ses territoires européens l'année suivante. Une telle perspective semble pourtant porter en germe davantage de conflits entre les grandes puissances que la partition de l'Afrique ; des questions bien plus fondamentales sont en jeu.

VII
Métamorphoses asiatiques

Avant le XIX^{e} siècle, les Asiatiques pensent que la présence européenne sera de courte durée, à l'instar des empires qui se sont parfois étendus dans cette partie du globe avant de disparaître. Mais, au cours du XIX^{e} siècle, la perspective change, d'abord en raison de son impact domestique en termes de technologies, d'administration et de marchandises introduites par la présence étrangère ; ensuite par la capacité d'une des nations asiatiques − le Japon − à se réinventer comme un État occidentalisé. Ces deux faits indiquent qu'il sera difficile, voire impossible, même pour les plus acharnés des conservateurs, d'en revenir aux anciennes formes de société existant avant que l'impact européen ne se fasse sentir. Ces changements de mentalités, qui se produisent dans certains centres urbains de l'Asie au cours du XIX^{e} siècle, sont d'une grande importance historique. Des jeunes gens commencent à se penser et à penser leurs pays en termes empruntés aux Européens, tout en mélangeant ces idées à des éléments de leurs propres cultures. Cette métamorphose va grandement influencer l'histoire, jusqu'à notre époque. Certains jeunes Asiatiques voient alors leurs pays comme des nations disposant du droit de déterminer elles-mêmes leur futur et se perçoivent comme des citoyens (ou comme des citoyens potentiels), avec des droits individuels et des devoirs à l'égard de leurs pays. S'il faut attendre pour que ces idées s'enracinent, la combinaison de nationalisme et de radicalisme politique donne naissance à de nombreuses idées qui finiront par mettre un terme aux empires

coloniaux, pour créer une nouvelle Asie au cours du siècle suivant.

Certains de ces changements se font tout d'abord sentir en Chine, même s'ils se développent très lentement. Au début du XIX^{e} siècle, la Chine des Qing est la principale puissance d'Asie, même si de nombreux critiques considèrent que l'empire a besoin de profondes réformes. Les Qing ont dilapidé leur argent et leur prestige en se lançant dans des guerres inutiles avec leurs voisins et le déclin est encore accentué par le règne des deux successeurs de l'empereur Qianlong, qui meurt en 1799. L'autorité de la cour impériale semble s'évaporer à grande vitesse ; le successeur de Qianlong est attaqué par une foule en colère dans les rues de Pékin en 1803, et les tentatives de son fils d'éradiquer le christianisme et d'autres sectes, ainsi que d'interdire l'importation d'opium, sont largement ignorées. Malgré ces problèmes, la majorité des Chinois et des peuples d'Extrême-Orient pensent que la dynastie des Qing va surmonter ces difficultés et revenir, plus forte que jamais, comme les Mandchous avant eux. Mais l'environnement international est en plein bouleversement. Remises des guerres qui les ont épuisées, les puissances européennes s'intéressent à la Chine. L'idée − particulièrement forte à Londres − est que des Qing contraints d'ouvrir les portes de leur empire au libre-échange offriraient un marché gigantesque aux produits manufacturés européens. Le port de Canton est d'ailleurs déjà ouvert au commerce international. Et, à partir des années 1830, un produit est extrêmement demandé en Chine. Le seul (petit) problème est qu'il s'agit d'une drogue, illégale dans le pays et dangereuse pour la santé, mais que la Compagnie anglaise des Indes orientales produit en grandes quantités : l'opium.

L'opium n'est alors pas inconnu en Chine, mais les opérations de contrebande des Européens le rendent disponible en de plus grandes quantités et à des prix de plus

en plus bas. La consommation d’opium se généralisant, le gouvernement chinois décide de s’attaquer à son importation. En 1839, le commissaire impérial Lin Zexu est envoyé à Canton avec pour mission, reçue des mains mêmes de l’empereur, de mettre un terme à toutes les importations illégales. Lin est bien déterminé à s’en acquitter. Après avoir averti en bonne et due forme les contrebandiers et leurs associés chinois, il fait donner la troupe, qui investit les entrepôts et les navires, confisque tout l’opium qu’elle peut trouver et le détruit. Lin exige que tous les commerçants étrangers signent une promesse de ne pas tenter d’introduire à nouveau de l’opium en Chine. Ceux qui refusent finissent par se réfugier sur une petite île rocailleuse au sud de Canton, sur la rivière des Perles, qu’ils baptisent Hong Kong.


L'EMPIRE DES QING EN 1759
Expansion de l'empire des Qing
Frontières des territoires non chinois au sein de l'Empire
Territoire actuel de la République populaire de Chine
Territoires temporairement annexés au XVIIIe siècle
N
YAKOUTSK
Irkoutsk
Lac Baïkal
TORGUTS
Lac Balkhash
DZUNGARS
KAZAKHS
Lac Issyk-Kul
Ürümqi (Dihua)
KOKAND
Dunhuang
Ganzhou (Zhangye)
NINGXIA
Jilin
Mer du Japon
Pyongyang (Pingrang, Liujing)
JAPON
CORÉE
Pékin
Séoul (Hangyang)
Baie de Bohaï
Taiyuan
Tangzhou
CACHEMIRE
Lac Qinghai (Kokonor)
Xining
Lanzhou
Mer Jaune
TIBET
Henanfu (Louyang)
Xi'an
DIX-HUIT PROVINCES
PENJAB
Wuchang (Wuhan)
Hangzhou
Ningbo
Lac Poyang
Lhassa
RAJPUTANA
Chongqing
Lac Dongting
Changsha
Mer de Chine orientale
Îles Lieou-kieou (Ryukyu)
Katmandou
BHOUTAN
Fuzhou
Quanzhou
BIHAR
YUNNAN
Chaozhou (Taochew)
TAÏWAN
Océan Pacifique
FÉDÉRATION MARATHE
BENGALE
Zhaoqing (Gaoyao)
Guangzhou (Canton)
Aomen (Macao)
ORISSA
BIRMANIE
PEGU
Pegu
LAOS
HAINAN
Mer de Chine du Sud
LUÇON
0 480 km
0 300 miles
MYSORE
SIAM (THAÏLANDE)
ANAM (VIETNAM)
Shenhua (Huê)
PHILIPPINES

Le gouvernement de Londres considère les actions de Lin à Canton comme des atteintes au libre-échange et une insulte faite à l'honneur britannique. Depuis Singapour, colonie britannique, il envoie donc une flotte de 45 navires croiser au large de la côte sud de la Chine. Si les troupes d'élites des Qing tiennent à peu près tête aux troupes britanniques sur la côte, la flotte de Sa Gracieuse Majesté dévaste les villes et fortifications côtières et commence à remonter les grands fleuves. Quand l'ennemi se rapproche des côtes du nord de la Chine, les Qing demandent à traiter. Pékin considère que la survie de la dynastie et la stabilité de l'empire valent bien la signature d'un accord humiliant avec des barbares étrangers.

Au cours du reste du XIX^{e} siècle, la Grande-Bretagne − bientôt rejointe par d'autres nations européennes, la Russie et les États-Unis − continue d'exercer un chantage militaire permanent à l'égard de la Chine, menaçant de représailles la cour des Qing dès qu'elle ne plie pas devant ses exigences croissantes. La Chine étant, militairement, de plus en plus en retard sur les Européens, cette tactique paie. En 1900, le gouvernement Qing a déjà accepté l'implantation de nombreuses concessions étrangères en Chine. Dans ces portions de villes chinoises, explicitement isolées du reste de la population, les Européens détiennent un contrôle politique total et des juridictions de plein droit. Shanghai, à l'embouchure du Yangzi, devient la plus grande implantation européenne à l'est de Suez et une véritable vitrine de l'européanisation pour le reste de la Chine. À bien des égards, ces installations de colons impliquent une forme d'administration coloniale, même si la Chine, en tant que pays, ne sera jamais colonisée. Le panneau interdisant l'entrée « aux chiens et aux Chinois » dans un parc du bord de mer relève peut-être du mythe, mais de très nombreux Chinois ont le sentiment d'être traités comme des personnes de seconde zone dans leur propre pays.

Les étrangers ne se rendent pas tous en Chine pour s'enrichir. Certains viennent sauver des âmes. La présence des missionnaires s'accroît rapidement à la fin du XIX^{e} siècle − quand bien même les conversions sont rares − et leur présence en Chine est source de très nombreux conflits avec les Chinois, particulièrement dans les campagnes où les étrangers, et les Chinois qui les ont rejoints, sont généralement suspectés de tous les maux. Mais les missionnaires font bien davantage que provoquer la controverse. Certains d'entre eux se font les médiateurs de la tradition européenne à l'attention des Chinois, traduisent des textes scientifiques, historiques, géographiques, fondent des écoles et des universités où le « savoir occidental » est enseigné. Les progrès rapides des Chinois dans l'appropriation de la technologie occidentale sont essentiellement dus aux missionnaires. L'un d'eux est le premier traducteur d'une sorte d'almanach de style européen en Chine (il traduit ainsi en chinois pas moins de 129 volumes consacrés aux sciences et à la technologie). Mais la présence des missionnaires occidentaux a une conséquence inattendue, qui remplit les Européens d'effroi quand ils en sont informés. En 1843, à Canton, un jeune homme qui vient d'échouer à un examen d'entrée dans la fonction publique impériale reçoit un tract chrétien des mains d'un missionnaire baptiste américain. Le jeune homme regagne son village et, perturbé par son échec, commence à lire le Nouveau Testament. Quelques mois plus tard, Hong Xiuquan annonce à ses parents, abasourdis, qu'il est le fils de Dieu et le frère de Jésus-Christ, envoyé sur la Terre pour ressusciter la rectitude et la débarrasser de ses démons. Ses parents le chassent ; le village pauvre où il est né a besoin de bras pour les champs et non de prophètes autoproclamés. Mais il commence à gagner des fidèles et sa petite entreprise sectaire prospère, car le milieu du XIX^{e} siècle est une période troublée au sein des régions côtières du sud de la Chine. La guerre avec la Grande-

Bretagne a ébranlé l'autorité des Qing et la majeure partie de l'administration − sans parler des organismes d'imposition et d'approvisionnement − n'a plus rien d'ordonné. Dans certaines régions, des bandits et des sociétés secrètes commencent à rançonner les plus faibles ; les fidèles de Hong font par ailleurs partie d'une minorité − les Hakka − qui a toujours été prise pour cible par les autres. À la fin des années 1840, Hong a organisé des groupes armés pour défendre sa communauté. Au début des années 1850, la résistance des Hakka, menée par Hong, s'est transformée en une véritable rébellion contre les Qing ; le fils de Dieu se proclame roi du Royaume céleste de la Grande Paix, connu en Occident sous le nom de « Taiping ».

La rébellion des Taiping s'étend à la vitesse de l'éclair et menace, ainsi que d'autres rébellions, de renverser la dynastie Qing. Nourries par la ferveur religieuse, les troupes des Taiping prennent le contrôle de presque toute la Chine au sud du Yangzi et installent leur capitale à Nankin, qu'ils tiennent jusqu'en 1864. Tandis que Hong s'abîme dans la Bible, ses disciples créent un État millénariste fondé sur des principes religieux, la juste division des terres − et le massacre de leurs ennemis. Les Taiping semblent plus préoccupés par l'idée de mettre leurs idéaux en pratique que par de nouvelles expansions. Après 1856, la rébellion est sur la défensive. Elle annonce cependant d'importants changements sociaux et, si leur efficacité et leur attrait mêmes demeurent sujets à caution, leurs conséquences idéologiques viennent bouleverser la donne.

La base de la doctrine sociale des Taiping n'est pas la propriété privée, mais la mise en commun des ressources en fonction des besoins. La terre est en théorie distribuée en parcelles classées par qualité des sols pour assurer un juste partage. Plus révolutionnaire encore est l'extension proclamée de l'égalité sociale et éducative des femmes. La tradition des pieds bandés est interdite et le mouvement se

montre généralement assez austère sur les questions sexuelles (une réserve qui ne s'applique guère au « Roi céleste », Hong lui-même). Tout cela est le reflet du mélange d'éléments sociaux et religieux à la base du culte des Taiping qui menace l'ordre traditionnel. Sans la contre-révolution menée par les élites locales, avec le soutien forcé des étrangers aux Qing (qui préfèrent un empereur facilement exploitable à un fou messianique qui menace leurs intérêts commerciaux), l'empire ne s'en serait sans doute pas relevé. Mais, au milieu des années 1860, Pékin commence à reprendre ses esprits et − aidé par la mort, à point nommé, de Hong Xiuquan − parvient à vaincre les rebelles.

Les rébellions du milieu du XIX^{e} siècle en Chine sont extrêmement destructrices et font plus de victimes que la Première Guerre mondiale en Europe. Elles ruinent des régions entières, mais elles apportent aussi leur lot de transformations. La dynastie des Qing n'est plus tout à fait celle d'avant la rébellion. Si l'empire vient de se redonner de l'air, il est sous la coupe de ses alliés régionaux et de ses bailleurs de fonds étrangers. Tous ont fait part de leurs exigences en échange de leur soutien − Londres et Paris ont d'ailleurs mené une petite guerre contre l'empire lorsque celui-ci tentait désespérément de survivre à la rébellion des Taiping, et ont, entre autres monstruosités, détruit les Jardins de la Parfaite Clarté, le Palais d'été des empereurs de Chine. Alors que la rébellion n'en finit plus de s'éteindre, les puissances étrangères demandent (et obtiennent) toujours plus de concessions des Qing.

De nouvelles pertes territoriales sont à déplorer. La Chine fait face à un assaut généralisé de l'« Occident », qui en l'espèce inclut la Russie et l'Amérique. Les Russes s'emparent des territoires au sud du fleuve Amour, qui deviennent les Provinces maritimes dont Vladivostok est la principale ville. Au cours des années 1880, les Français établissent un protectorat au Vietnam. L'ancienne

souveraineté chinoise de principe sur la péninsule est rayée d'un trait de plume ; les Français absorbent toute l'Indochine et les Britanniques annexent la Birmanie en 1866. L'Angleterre, la France et l'Allemagne obtiennent des concessions portuaires de longue durée dans les ports chinois à la fin du XIX^{e} siècle. Les Italiens entrent eux aussi dans la danse, même s'ils n'obtiennent rien avant 1901. Bien avant cela, concessions, emprunts et accords divers sont extorqués par les puissances occidentales afin de protéger et asseoir leurs intérêts économiques et financiers. Quand, à la fin du siècle, un Premier ministre britannique évoque deux catégories de nations, « les vivantes et les mourantes », chacun reconnaît assurément la Chine comme le parfait exemple de la seconde catégorie. Des hommes d'État envisagent même sa partition.

Mais, si les chefs des Taiping sont une nouvelle sorte de Chinois, les hommes qui les ont vaincus le sont tout autant. La plupart sont issus des provinces du centre de la Chine et, après la guerre, exigent une plus grande autonomie provinciale, qu'ils mettent à profit pour expérimenter des réformes éducatives et infrastructurelles. S'ils acceptent de prêter allégeance à l'empire, ils sont persuadés que les réformes qu'ils estiment nécessaires pour l'État tout entier ne peuvent être initiées qu'au sein des provinces. Ces hommes modernes ont compris que la Chine doit modeler sa structure administrative et son système éducatif sur ceux de l'Occident si elle souhaite survivre, et que le temps est compté.

Au vu des progrès obtenus, essentiellement dans les provinces, au cours des années 1870 et 1880, certains parlent d'une « restauration » de la Chine, similaire à celle observée au Japon. Le « mouvement d'autorenforcement » − dirigé par l'un des artisans de la défaite des Taiping, Li Hongzhang − met l'accent sur la nécessité d'adopter les technologies étrangères pour défendre la Chine et rattraper l'Occident. Mais les

fondamentaux de l'État doivent être confucianistes, pense Li. Le slogan « Forme occidentale − essence chinoise » est courant même chez les plus radicaux de la première génération des réformateurs chinois.

Beaucoup est fait durant cette période de réformes. La Chine se dote de ses premiers arsenaux modernes, d'une marine et d'universités enseignant à la fois le chinois et des langues étrangères. Un ministère des Affaires étrangères est établi, avec des missions diplomatiques à l'étranger, de jeunes Chinois partent étudier aux États-Unis et en Europe. Et tout cela malgré l'opposition constante des conservateurs de la Cour. À la fin des années 1880, ils finissent par l'emporter, en s'appuyant essentiellement sur les instincts réactionnaires de l'impératrice douairière Cixi, qui règne en maître sur les affaires de la Cour depuis la rébellion des Taiping et manipule les jeunes empereurs qui se succèdent sur le trône impérial. En 1890, la période de l'« autorenforcement » est révolue au niveau central, même si certaines provinces poursuivent leurs progrès.

Les effets du refus de la modernisation des Qing sautent aux yeux en 1894, quand la Chine perd une guerre face au Japon à propos de la Corée. Les Qing peuvent certes attribuer leur défaite face à des barbares occidentaux à une faiblesse temporaire due à la méconnaissance de l'ennemi. Mais perdre la face devant un barbare oriental, auquel la Chine se confronte depuis des siècles, est une calamité d'une tout autre nature. Il s'agit d'une humiliation pour l'empire. Le jeune empereur Guangxu en profite pour se rebeller contre l'impératrice douairière, en s'appuyant sur les réformateurs, et lance une période courte mais intense de réformes légales et administratives en 1898. Si Cixi parvient à rétablir son pouvoir au bout de trois mois, en faisant exécuter ou exiler les réformateurs et en mettant l'empereur aux arrêts, l'épisode démontre que la cohésion de la dynastie des Qing − ciment de la Chine depuis le

XVII^{e} siècle − commence à se fissurer, y compris au sein du pouvoir central.

Les choses empirent encore deux ans plus tard quand l'impératrice douairière − en partie pour se venger des modernisateurs, des chrétiens et de leurs soutiens étrangers − se range derrière la bannière d'un mouvement hétéroclite de paysans mécontents qui pensent pouvoir, par une combinaison d'arts martiaux et de magie, libérer la Chine du fléau de l'influence occidentale. Les « Boxers », comme les appellent les Occidentaux, n'accomplissent pas grand-chose à part le massacre de missionnaires et de Chinois convertis, mais provoquent une intervention européenne et japonaise si forte que Pékin est occupé et la Cité interdite conquise et pillée en 1900. Cixi doit s'enfuir et quand elle rentre à Pékin en janvier 1902, c'est pour reprendre les rênes d'un régime Qing passé sous la coupe réglée des puissances étrangères. Les étrangers apprécient les Qing, qu'ils trouvent malléables, mais qui, autrefois garants d'une forme de stabilité, un point de plus en plus important au vu de l'augmentation des investissements étrangers en Chine, ne le sont plus. Sans être une colonie de plein droit, la Chine subit une certaine forme de colonisation.

Les puissances étrangères ne perçoivent pas l'étendue du bouillonnement sous la surface de la société chinoise. L'empire des Qing tente désespérément d'introduire des réformes et de moderniser la société à l'issue de la révolte des Boxers et s'aliène presque tout le monde. Les nationalistes chinois haïssent un régime qu'ils tiennent pour vendu et aux ordres de l'étranger. Les traditionalistes l'accusent d'avoir oublié les principes du confucianisme. Les radicaux se plaignent du manque de démocratie. Les potentats locaux craignent de voir le régime des Qing mettre à mal leur nouvelle autonomie. C'est d'ailleurs la crainte de voir l'empire faire son retour qui pousse de nombreuses provinces à déclarer leur indépendance à la

suite d’une rébellion ratée en 1911. Début 1912, alors que de très nombreuses provinces sont en rébellion, ainsi que l’armée, il devient clair pour la famille impériale que la fin est proche. La mère du dernier empereur, un enfant de six ans, annonce son abdication pour sauver sa vie et proclame, par décret, la création d’une République de Chine. Sun Yat-sen, vieux révolutionnaire chinois ayant lui-même manqué la révolution − il se trouve alors aux États-Unis où il collecte des fonds auprès de la communauté chinoise −, quitte précipitamment Denver pour Pékin où il est proclamé premier président de la nouvelle République. Mais le gouvernement de Sun est de courte durée, même si toutes les provinces lui ont prêté allégeance. Son pouvoir est bientôt usurpé par des militaires et des chefs provinciaux. Au cours de ses quinze premières années, la République de Chine n’existe qu’en théorie.

La période 1911-1912 est un tournant de l’histoire chinoise. Pour la première fois depuis deux mille ans, il n’y a plus d’empire. L’État qui le remplace s’appuie clairement sur des concepts occidentaux, dont ceux de démocratie, nationalisme et modernité. Surtout, ce changement politique produit des effets significatifs au sein de la société chinoise. Dans des villes en pleine expansion, des marchés capitalistes sont établis, qui mêlent des Chinois et des étrangers. Grâce au commerce, aux capitaux et aux moyens de transport, certaines portions de la Chine sont de plus en plus intimement liées à une économie globalisée ; de nouveaux produits, de nouvelles idées, de nouveaux comportements se répandent à travers le pays. Certains Chinois désapprouvent ce mouvement tandis que d’autres l’accueillent à bras ouverts et en tirent parti. Au cours du XX^{e} siècle, les formes hybrides nées de la rencontre entre la Chine et l’Occident vont alimenter un nouveau dynamisme, particulièrement dans le domaine économique, tout en accentuant les inégalités, le ressentiment et les conflits qui

allaient mener tout droit vers les pires moments de l'histoire de la Chine et du monde moderne.

Au début du XIX^{e} siècle, un observateur peu attentif n'aurait pu imaginer que le Japon pourrait, plus facilement que la Chine, faire face aux défis posés par l'Occident. Le pays apparaît, à tous points de vue, profondément conservateur. Pourtant, bien des choses ont changé depuis l'établissement du gouvernement militaire (le *bakufu*) et certains signes indiquent que des changements profonds et rapides sont à l'œuvre. Paradoxalement, cela est pour partie attribuable à l'ère Tokugawa ; elle a amené la paix. Le système militaire japonais devient alors aussi désuet qu'inefficace. Les samouraïs eux-mêmes ne sont plus qu'une classe de parasites ; pour ces guerriers, il n'y a plus rien à faire d'autre que s'agglutiner dans les cités fortifiées de leurs seigneurs. Consommateurs sans emploi, ils deviennent un problème économique et social. La paix prolongée entraîne également une croissance record, conséquence la plus profonde de l'ère Tokugawa. Le Japon est donc déjà une société semi-développée et diversifiée, avec une économie monétarisée, un début de structure quasi capitaliste de l'agriculture, qui érode les vieilles relations féodales, et une population urbaine en pleine croissance. Osaka, le grand centre marchand, compte entre 300 000 et 400 000 habitants au cours des dernières années du *bakufu*. Edo compte sans doute plus d'un million d'habitants. Ces grands centres de consommation sont soutenus dans leur poussée par des accords financiers et marchands dont l'étendue n'a cessé de croître et de se complexifier depuis le XVII^{e} siècle. Le mépris dans lequel était tenu l'ordre des marchands est de l'histoire ancienne. Même leurs techniques de vente sont modernes ; au XVIII^{e} siècle, la maison Mitsui (qui demeure un des piliers du capitalisme japonais) offre gratuitement des parapluies frappés de son emblème aux clients coincés dans ses magasins par la pluie.

Bon nombre de ces changements témoignent de la création de richesses dont le *bakufu* n'est pas lui-même en mesure de tirer parti : il est tout simplement incapable de les prélever à un taux en phase avec ses propres besoins de croissance. Le principal revenu du régime est l'imposition sur le riz. Il est prélevé chez les seigneurs, et le taux d'imposition demeure celui du XVII^{e} siècle. La taxation ne ponctionne donc pas les richesses nées d'une meilleure utilisation des terres, qui demeurent aux mains des paysans fortunés et des chefs de villages. Le bilan est donc contrasté dans les campagnes. La paysannerie pauvre est souvent entraînée vers les villes qui offrent du travail, nouveau signe de la désintégration du système féodal. Dans ces villes, qui souffrent d'une inflation encore aggravée par les dévaluations décrétées par le *bakufu*, seuls les marchands semblent prospérer. Un dernier effort de réformes économiques échoue dans les années 1840. Les seigneurs s'appauvrissent et leurs fidèles perdent confiance. Avant la fin de l'ère Tokugawa, certains samouraïs s'aventurent dans le commerce. Leur solde, versée par leurs seigneurs, est la même que celle de leurs prédécesseurs du XVII^{e} siècle. Partout on trouve des guerriers appauvris et politiquement mécontents − certaines grandes familles se souviennent non sans griefs que leurs ancêtres parlaient d'égal à égal avec les Tokugawa.

Le danger manifeste de cette instabilité potentielle est d'autant plus grand que le Japon a depuis longtemps cessé d'être imperméable aux idées venues de l'extérieur. Quelques érudits se sont penchés sur des livres importés au Japon par le biais du commerce hollandais. Le Japon diffère de la Chine dans sa relation à la technologie. « Les Japonais sont perspicaces et apprennent vite », dit un Hollandais du XVI^{e} siècle. Ils comprennent et exploitent rapidement, contrairement aux Chinois, les avantages des armes à feu européennes et commencent à les produire en quantité. Ils copient les horloges européennes, que les Chinois traitent

comme de simples jouets. Ils sont désireux d'apprendre des Européens et ne semblent pas gênés par leurs traditions quand les Chinois apparaissent empêtrés dans les leurs. Les grands fiefs voient fleurir des écoles ou des centres d'études « hollandaises ». Le *bakufu* lui-même autorise la traduction de livres étrangers, un pas important dans une société si alphabétisée. Le système éducatif du Japon des Tokugawa semble presque trop avancé : même de jeunes samouraïs sont désireux de se confronter aux idées européennes. Les îles de l'archipel sont relativement petites, le système de communications est excellent et les idées circulent donc facilement. Aussi le Japon se trouve-t-il dans une situation bien moins désavantageuse que la Chine quand il doit lui aussi faire face au défi neuf et sans précédent posé par les Occidentaux.

La première période de contact des Européens avec le Japon a pris fin au XVII^{e} siècle, avec l'exclusion de tous les Européens à l'exception de quelques Hollandais autorisés à commercer depuis une île, à Nagasaki. Les Européens n'ont rien pu faire pour l'empêcher. Il devient manifeste que les choses ne vont pas en rester là au vu de ce qui se passe en Chine, et que certains dirigeants japonais observent avec une inquiétude croissante. Européens et Nord-Américains semblent bien décidés à s'immiscer de force dans le commerce asiatique et disposent de moyens irrésistibles pour y parvenir. Le roi de Hollande avertit le shogun que l'exclusion n'est plus une politique réaliste. Mais les dirigeants japonais ne parviennent pas à choisir entre la résistance et les concessions. Pour finir, en 1851, le président des États-Unis charge un officier naval, le commodore Perry, de contraindre le Japon à s'ouvrir. En 1853, sous les ordres de Perry, une escadre étrangère pénètre pour la première fois dans la baie d'Edo sans y avoir été invitée, affirmant ainsi la suprématie navale de l'Occident. Elle revient l'année suivante et le premier d'une série de traités est signé à contrecœur par le *bakufu*.

L’arrivée de Perry peut être perçue, en termes confucéens, comme le signe que la fin du *bakufu* est proche. Certains Japonais le voient sans doute de la sorte. Mais la chose tarde à se produire et, durant quelques années, le régime tente maladroitement de répliquer à cette menace extérieure. Les dirigeants du Japon ne se lancent pas immédiatement et d’un cœur léger dans une politique de concessions (ils tentent une dernière fois d’expulser de force les étrangers) et le futur du Japon ne commence à se dessiner clairement qu’au cours des années 1860. Le succès de l’Ouest est bientôt incarné et symbolisé par une série de « traités iniques », comme les Japonais les appellent. Privilèges commerciaux, extraterritorialité pour les résidents étrangers et présence de représentants diplomatiques sont les principales concessions obtenues par les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Russie et les Pays-Bas. Peu après, le *bakufu* s’effondre ; son incapacité à résister aux étrangers est un des facteurs précipitant sa chute, mais la menace posée par deux grands agrégats de puissance féodale, qui ont déjà commencé à adopter les techniques militaires européennes afin de remplacer les Tokugawa par un système plus efficace et centralisé sous leur contrôle, joue également. Les Tokugawa affrontent leurs adversaires et ces luttes, au lieu de provoquer le chaos, entraînent la résurgence de la cour impériale et de son administration en 1868, au cours de ce que l’on a appelé la « Restauration Meiji ».

La réapparition de l’empereur après des siècles de réclusion et l’acceptation généralisée du renouveau révolutionnaire qui s’ensuit sont attribuables au désir ardent de la plupart des intellectuels japonais d’échapper à une « infériorité humiliante » face à l’Ouest, qui semble leur réserver le sort des Chinois et des Indiens. Dans les années 1860, le gouvernement du shogun et certains clans ont déjà envoyé des missions en Europe. L’agitation xénophobe est abandonnée au profit d’une étude de

l’Occident et des secrets de sa puissance. Voilà qui est paradoxal. Comme dans certaines nations européennes, un nationalisme ancré dans une vision conservatrice de la société va dissoudre la majeure partie de la tradition qu’il entendait défendre.

Le transfert de la Cour à Edo, bientôt rebaptisée Tokyo (« la Capitale orientale »), constitue l’ouverture symbolique de la restauration Meiji et de la régénération du Japon ; sa première étape, indispensable, est l’abolition de la féodalité. Ce qui aurait pu s’avérer difficile et sanglant est simplifié par la décision des chefs des quatre principaux clans de faire don de leurs terres à l’empereur, en expliquant leurs motivations dans un mémorandum. Ils rendent à l’empereur ce qui lui appartenait, disent-ils, « afin qu’une seule autorité prévale dans tout l’empire. Ainsi, le pays sera capable de tenir son rang d’égal avec les autres nations du monde ». Il s’agit là d’une expression concise de l’éthique patriotique qui allait inspirer les dirigeants japonais au cours du demi-siècle suivant et qui est très répandue dans un pays où l’alphabétisation est élevée et où les potentats locaux peuvent faire accepter les visées nationales à un degré impossible ailleurs. Certes, d’autres pays connaissent pareilles expressions. Mais ce qui est particulier au Japon, c’est d’une part l’urgence avec laquelle est conduit ce programme, au vu du sort de la Chine, d’autre part le soutien émotionnel, ancré dans les traditions morales et sociales japonaises, à cette idée et, enfin, le fait que le trône impérial constitue, dans le cadre d’une structure établie, une source d’autorité morale qui ne se préoccupe pas uniquement de maintenir les traditions. C’est ainsi que s’opère l’équivalent japonais de la « Glorieuse Révolution » anglaise de 1688 : une révolution conservatrice qui ouvre la voie à un changement radical.

Rapidement, le Japon adopte bon nombre des institutions des gouvernements et sociétés d’Europe. Un système préfectoral d’administration, un système postal, un

quotidien, un ministère de l'Éducation, la conscription militaire, le premier chemin de fer, la tolérance religieuse et le calendrier grégorien sont tous introduits au cours des cinq premières années. Un système représentatif de gouvernance locale est inauguré en 1879 et dix ans plus tard une nouvelle Constitution instaure le bicamérisme parlementaire (une nouvelle noblesse est déjà établie en vue de pourvoir à l'organisation de la Chambre haute). Tout cela est en fait moins révolutionnaire qu'il n'y paraît, au vu du caractère extrêmement autoritaire de la Constitution. À peu près au même moment, la passion pour les innovations semble faiblir. La période d'emballement pour tout ce qui est étranger est terminée ; il va falloir attendre la seconde moitié du XX^{e} siècle pour revoir pareil engouement. En 1890, un édit impérial sur l'éducation, qui allait être lu par des générations d'écoliers japonais lors de grandes cérémonies, enjoint à l'observation des traditionnels devoirs confucéens de piété filiale, d'obéissance et de sacrifice de soi, si nécessaires pour le bien de l'État.

Certaines caractéristiques − et sans doute les plus importantes − de l'ancien Japon survivent à la période Meiji et de la manière la plus évidente qui soit ; c'est là, pour partie, le secret du Japon moderne. Mais une bonne partie de la tradition s'est également évaporée. La féodalité a disparu à tout jamais, remplacée par des fonctions gouvernementales attribuées aux seigneurs. Une nouvelle direction est également impulsée par l'abolition de l'ancien système des classes ; les privilèges des samouraïs sont abolis en douceur ; certains trouvent des compensations dans les opportunités offertes par une nouvelle bureaucratie, dans les affaires − qui ne sont plus une activité dégradante − et dans une armée et une marine modernisées.

Dans ces domaines, l'expertise étrangère est recherchée, car les Japonais visent l'excellence. Ils se débarrassent ainsi de leurs instructeurs français, qu'ils troquent contre des

instructeurs allemands après la guerre de 1870 ; les Britanniques forment la marine. De jeunes Japonais sont envoyés à l'étranger pour percer par eux-mêmes les secrets des merveilleuses et menaçantes prouesses de l'Occident. Il est difficile de ne pas être ému par l'ardeur de ces jeunes gens et de leurs aînés, et impossible de ne pas être impressionné par leurs réussites dont les effets vont continuer de se faire sentir bien après eux. Ces *shishi* (c'est ainsi que sont désignés les plus passionnés et les plus dévoués artisans de la réforme) vont par la suite inspirer de nombreux dirigeants asiatiques, de l'Inde à la Chine. Les indicateurs les plus clairs des succès des réformateurs sont économiques, et très frappants. Ils s'appuient sur la paix des Tokugawa. L'emprunt seul des technologies et expertises européennes n'explique pas la croissance japonaise, qu'aucun autre État non européen n'atteint alors. Le pays a la chance d'être amplement pourvu d'entrepreneurs qui n'ont aucun problème avec le profit, et est indubitablement plus riche que la Chine. Une autre explication du bond en avant du Japon tient dans sa maîtrise de l'inflation et la liquidation du carcan féodal, qui avait longtemps empêché de tirer parti du véritable potentiel du pays. Le premier signe de changement est le nouvel accroissement de la production agricole, même si les paysans, qui constituent les quatre cinquièmes de la population japonaise en 1868, en bénéficient peu. Le Japon parvient à nourrir une population en pleine croissance au XIX^{e} siècle en étendant la culture du riz à toujours plus de terres et en améliorant la productivité des terres existantes. Si la dépendance aux taxes foncières tend à diminuer, les sources de revenus se trouvant de plus en plus ailleurs, ce sont toujours les paysans qui, pour l'essentiel, financent la modernisation du Japon. Avant 1941, les paysans japonais ne bénéficient guère des bienfaits de la modernisation. Ils sont des laissés-pour-compte ; leurs ancêtres, un siècle auparavant, avaient une espérance de vie et des revenus

équivalents à ceux de leurs homologues britanniques. Dès 1900, la chose n'est plus vraie. Les ressources non agricoles sont rares. C'est donc l'imposition foncière qui, de plus en plus, paie les investissements. La consommation demeure faible, même si l'on est loin des souffrances engendrées par les processus industriels de la Russie stalinienne. Un taux d'épargne élevé (12 % en 1900) évite au Japon de dépendre de prêts étrangers, mais réduit d'autant la consommation. C'est là le revers du bilan d'une expansion dont les bénéfices, par ailleurs, sautent aux yeux : infrastructures d'un État moderne, création de manufactures d'armes, taux de crédit élevés aux yeux des investisseurs étrangers et énorme expansion de l'industrie textile avant 1914.

Mais ces succès ont un coût culturel. Tout en se tournant vers l'Occident pour apprendre, le Japon se replie sur lui-même. Les influences religieuses « étrangères » du confucianisme, voire du bouddhisme, sont attaquées par les tenants du culte shintoïste officiel qui, même sous le *bakufu*, avait continué d'insister sur le rôle de l'empereur comme incarnation du divin. Les exigences de loyauté à l'égard de l'empereur finissent par remplacer les principes de la nouvelle Constitution, qui aurait bien pu déboucher sur un système libéral dans un autre environnement culturel. Le caractère du régime s'exprime moins dans ses institutions libérales que dans les actions répressives de la police impériale. La plupart des hommes d'État Meiji considèrent que leurs deux grandes missions nécessitent une autorité forte du gouvernement. La modernisation de l'économie n'exige pas seulement de la planification, au sens moderne, mais également de fortes impulsions gouvernementales et une politique fiscale impitoyable. Le second problème est l'ordre. Le pouvoir impérial s'est déjà trouvé éclipsé en raison de son incapacité à parer à cette menace frontale et de nouveaux dangers apparaissent, car les conservateurs n'acceptent pas tous la nouvelle direction prise par le Japon. Le mécontentement des *ronin* − ces samouraïs sans maîtres

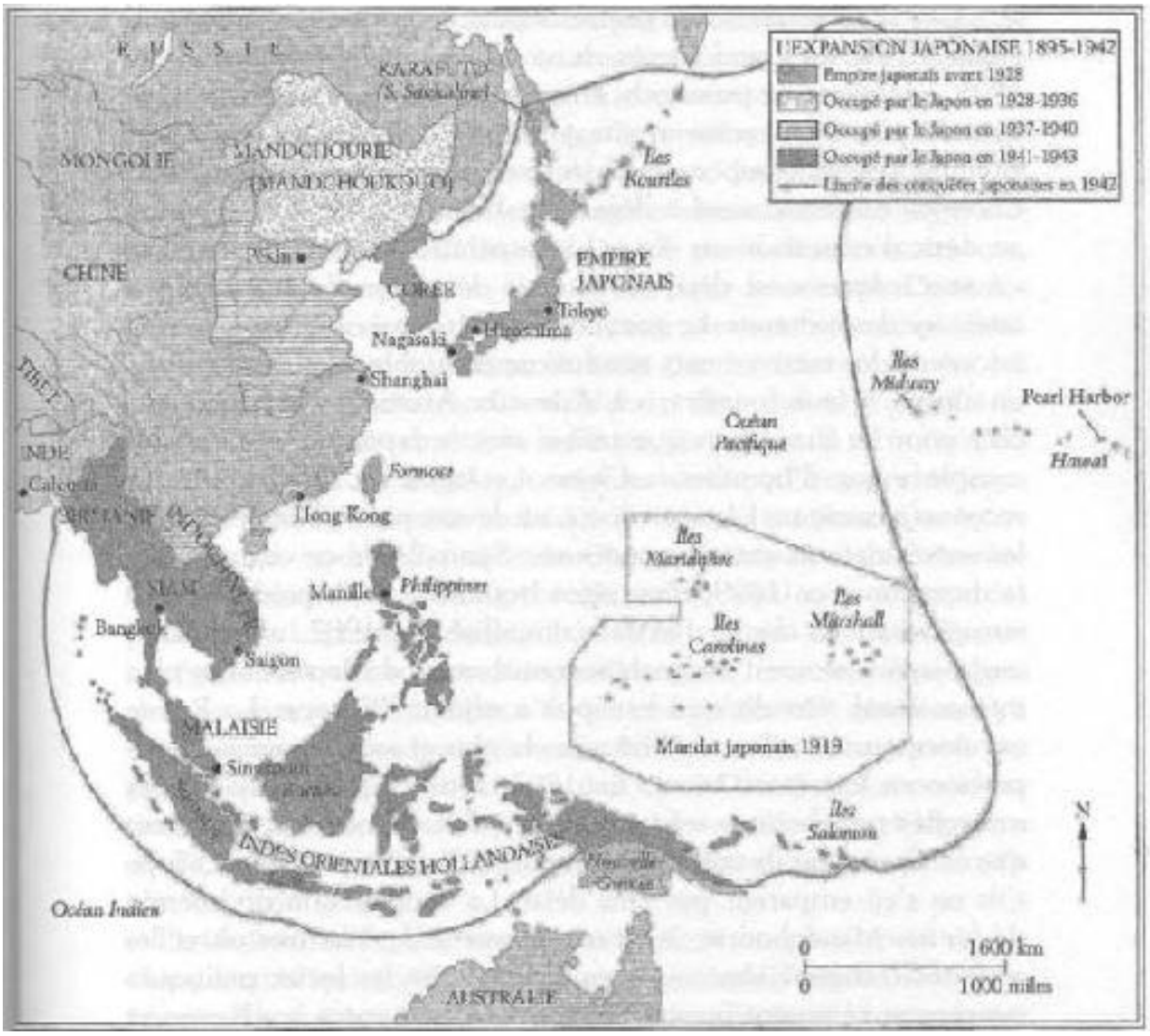
et sans terres − constitue une des premières sources de désordre. La misère des paysans en est une autre ; les révoltes agraires se multiplient au cours de la première décennie de l'ère Meiji. Lors de la rébellion de Satsuma, en 1877, les conscrits nouvellement formés par le gouvernement font la preuve qu'ils peuvent mater la résistance des conservateurs. C'est la dernière des rébellions contre la restauration et le dernier défi posé par les conservateurs.

Le mécontentement des samouraïs est progressivement canalisé par leur absorption au sein de la fonction publique, mais les conséquences ne sont pas toutes positives ; cela contribue à étendre, à certains secteurs de la société, un nationalisme affirmé, qui va déboucher sur une politique étrangère agressive. Ce nationalisme s'exprime naturellement dans une détestation de l'Occident, mais également par des ambitions impériales vers l'Asie continentale. Le Japon des Meiji est tiraillé entre les modernisations domestiques et les aventures à l'étranger, qui finissent par tendre vers la même direction. Les mouvements populaires et démocratiques sont de fervents partisans de l'impérialisme.

La Chine est la victime idéale et va être bien plus durement traitée par son voisin asiatique que par les États occidentaux. Elle n'est au départ menacée qu'indirectement par le Japon. Tandis que la suprématie chinoise est contestée au Tibet, en Birmanie et en Indochine par les Européens, les Japonais la menacent dans l'ancien empire de Corée, longtemps vassal de Pékin. Les intérêts japonais en Corée sont anciens. Ils sont stratégiques : le détroit de Tsushima est le passage le plus court entre le continent et l'archipel. Mais les Japonais s'inquiètent également des possibles ambitions asiatiques de la Russie, particulièrement en Mandchourie, et de l'incapacité de la Chine à y résister.

En 1876, un premier mouvement s’opère à visage découvert ; sous la menace d’actions militaires et navales (comme celles des Européens à l’égard de la Chine ou de Perry au Japon), les Coréens acceptent d’ouvrir trois de leurs ports aux Japonais et d’échanger des représentations diplomatiques. Il s’agit là d’un affront fait à la Chine. Le Japon traite la Corée comme un pays indépendant et négocie donc avec elle sans passer par la cour de Pékin, qui affirme pourtant sa souveraineté sur ce territoire. Certains Japonais veulent aller plus loin. Ils se souviennent des précédentes invasions de la Corée par les Japonais, des exploits de leurs pirates sur les côtes coréennes et convoitent les richesses naturelles et minérales du pays. Les hommes d’État japonais résistent à cette pression, pour mieux se hâter lentement. En 1890, un autre pas est franchi qui entraîne le Japon dans sa première guerre depuis la restauration, contre la Chine. C’est un grand succès, suivi d’une humiliation quand, en 1895, un groupe de puissances européennes force le Japon à accepter une paix bien moins avantageuse que celle qu’il a imposée à la Chine (et qui comprenait la déclaration de l’indépendance de la Corée). Le ressentiment à l’égard de l’Ouest vient alors se mêler au désir d’expansion en Asie. L’exaspération populaire face aux « traités iniques » est déjà élevée et la déception de 1895 lui fait atteindre des sommets. Le gouvernement japonais a quelque intérêt à soutenir les mouvements révolutionnaires chinois et a désormais un slogan à leur fournir : « L’Asie aux Asiatiques. » Il est alors clair pour les Européens que traiter avec le Japon va s’avérer plus complexe que d’humilier la Chine. Le Japon est de plus en plus reconnu comme un État « civilisé », ne devant pas être traité comme les autres nations extra-européennes. Symbole de ce changement, la disparition, en 1899, d’un signe humiliant de la prédominance européenne : la clause d’extraterritorialité. En 1902, une alliance anglo-japonaise vient sceller la reconnaissance du Japon sur le plan international. On dit

que le Japon a rejoint l’Europe. La Russie est alors, après la Grande-Bretagne, la plus grande puissance européenne en Extrême-Orient. En 1895, son rôle a été décisif ; ses nouvelles progressions territoriales ont fait craindre aux Japonais que la Corée, qu’ils convoitent depuis si longtemps, leur échappe s’ils ne s’en emparent pas sans délai. La construction du chemin de fer en Mandchourie, le développement de Vladivostok et les activités commerciales russes en Corée − où les luttes politiques internes se résument presque à l’affrontement entre pro-Russes et pro-Japonais − sont alarmants. Surtout, les Russes louent aux Chinois la base navale de Port-Arthur. En 1904, les Japonais frappent. Au bout d’une année de guerre en Mandchourie, les Russes connaissent une défaite humiliante. C’est la fin des prétentions tsaristes en Corée et en Mandchourie, où l’influence japonaise est désormais prédominante, et d’autres territoires passent aux mains des Japonais, qui y resteront jusqu’en 1945. Mais la victoire va bien au-delà : pour la première fois depuis le Moyen Âge, des Non-Européens ont vaincu une puissance européenne dans une guerre majeure. Les répercussions vont être colossales.



L'annexion formelle de la Corée par le Japon en 1911 et la révolution qui frappe la Chine l'année suivante et provoque la fin de la dynastie Qing peuvent être considérées comme des bornes − elles marquent la fin de la première phase de réponse de l'Asie à l'Occident − et comme des tournants. Les deux grandes puissances asiatiques ont répondu de manière variée aux défis posés par l'Occident. Le Japon s'immunise contre la menace occidentale en acceptant le virus de la modernisation. La Chine lutte longtemps pour l'éviter. Dans les deux cas, l'Occident stimule, directement ou indirectement, de grands bouleversements, contrôlé pour le premier, incontrôlé pour le second. Dans les deux cas, le

destin des puissances asiatiques est façonné par leur réponse aux Occidentaux, mais aussi par les relations entre les puissances occidentales. C'est leur rivalité qui a provoqué la course au démembrement de la Chine, qui a alarmé et motivé les Japonais. L'alliance anglo-japonaise les assure qu'ils peuvent frapper leur grande ennemie la Russie, privée de soutiens. Quelques années plus tard, le Japon et la Chine participent à la Première Guerre mondiale à un rang théoriquement égal avec les grandes puissances. L'exemple du Japon et de sa victoire contre la Russie est également une source d'inspiration pour les autres Asiatiques et les pousse à se demander s'ils sont véritablement condamnés à être dominés par les Européens. En 1905, un chercheur américain parle déjà des Japonais comme des « pairs des peuples occidentaux ». Ce qu'ils ont fait, en retournant les savoir-faire et les idées de l'Occident contre lui, d'autres Asiatiques ne pourraient-ils pas le faire ?

Partout en Asie, des Européens initient ou participent à des changements qui accélèrent l'effondrement de l'hégémonie européenne. Ils ont apporté avec eux le nationalisme et l'humanisme, la démocratie ; participé à la dislocation, par les missionnaires chrétiens, d'une société et des croyances locales ; autorisé de nouvelles exploitations autrefois interdites par les coutumes locales. Tout cela contribue à initier des changements politiques, économiques et sociaux. Des réponses instinctives, comme la révolte des cipayes ou celle des Boxers, en sont les premières manifestations évidentes, mais d'autres ont un futur bien plus assuré et c'est particulièrement vrai en Inde, le plus grand et le plus important des territoires coloniaux.

En 1877, le Parlement a octroyé à la reine Victoria le titre d'« impératrice des Indes » ; certains Anglais rient, d'autres désapprouvent, mais la plupart s'en moquent. Ils considèrent la suprématie britannique comme permanente, ou quasi permanente, et se moquent bien des titres. Ils sont sans doute d'accord avec une de leurs compatriotes qui

affirme : « nous ne sommes pas en Inde pour nous faire aimer » et considèrent que seul un gouvernement ferme et autoritaire peut éviter une nouvelle rébellion. D'autres se seraient accordés avec le vice-roi britannique qui déclare au début du XIX^{e} siècle : « Tant que nous tiendrons l'Inde, nous serons la plus grande puissance mondiale ; si nous la perdons, nous deviendrons immédiatement une puissance de troisième ordre. » Deux vérités sous-tendent cette déclaration. La première est que les contribuables indiens financent la majeure partie de la défense de l'Empire britannique ; les troupes indiennes sont par ailleurs déployées de Malte à la Chine et, dans le sous-continent, forment une réserve stratégique. La seconde est que la politique tarifaire indienne est subordonnée aux besoins commerciaux et industriels britanniques.

Ces deux faits sont têtus et il devient de plus en plus dur d'ignorer leur poids. Mais l'histoire du Raj ne se limite pas à cela. Le gouvernement d'un cinquième de la population du monde ne peut être uniquement mû par la peur, l'appât du gain, le cynisme ou la quête de pouvoir. Les humains ont toujours du mal à poursuivre un but commun sans mythe pour le justifier, et les Britanniques n'échappent pas à cette règle.

Certains se voient comme les descendants des Romains, qu'une éducation classique les a poussés à admirer, supportant stoïquement le poids d'une existence solitaire sur une terre étrangère pour apporter la paix aux belligérants et la loi aux peuples qui en ignorent les bienfaits. D'autres voient dans le christianisme un don précieux permettant de détruire les idoles et de faire disparaître les coutumes néfastes. D'autres encore n'expriment aucun de ces points de vue, mais sont tout simplement convaincus que ce qu'ils apportent est meilleur que ce qu'ils ont trouvé et qu'ils font donc le bien. À la base de toutes ces visions se trouve un sentiment de supériorité qui n'est pas neuf ; il a toujours animé certains

impérialistes. Mais, à la fin du XIX^{e} siècle, il est particulièrement renforcé par les idées racistes en vogue et par une interprétation confuse de ce que l'on croit comprendre des théories darwiniennes sur la survie des plus forts. De telles idées vont servir à fonder une plus grande séparation sociale entre Britanniques et Indiens une fois passé le choc de la révolte des cipayes. Si le Parlement compte en son sein quelques propriétaires terriens et potentats indiens, il faut attendre la fin du XIX^{e} siècle pour qu'ils soient rejoints par des Indiens élus. Surtout, si les Indiens peuvent théoriquement entrer dans la fonction publique, toute une série d'obstacles les empêchent d'accéder aux postes décisionnels. Dans l'armée aussi, les Indiens ne peuvent accéder au rang d'officier supérieur.

La majeure partie de l'armée britannique est stationnée en Inde, où sa fiabilité et le monopole de l'utilisation de l'artillerie combiné à la direction des régiments indiens par des Britanniques permettent de s'assurer que la révolte des cipayes ne se reproduira pas. L'introduction des chemins de fer, du télégraphe et d'armes modernes constitue autant d'atouts pour le gouvernement indien, comme pour les gouvernements européens. Mais la puissance armée n'est pas la seule explication de l'arrogance de la domination britannique, pas plus qu'un sentiment de supériorité raciale. Le recensement de 1901 établit le nombre des Indiens à un peu moins de 300 millions. Ils sont gouvernés par environ 900 fonctionnaires blancs. On compte généralement un soldat britannique pour 4 000 Indiens. Comme un Anglais l'évoque non sans humour, si tous les Indiens avaient décidé de cracher en même temps, ses compatriotes seraient tous morts noyés. Mais le Raj est également gouverné avec un grand doigté. Après la révolte des cipayes, l'idée est d'éviter au maximum les interférences avec la société indienne. L'infanticide des filles est interdit en tant que meurtre, mais rien n'est fait pour interdire la polygamie ou le mariage des enfants (même si, après 1819, il devient illégal de

consommer un mariage si l’épouse a moins de douze ans). La loi est là pour sanctionner ce qui sort du cadre de l’hindouisme. Ce conservatisme se reflète dans l’attitude nouvelle du pouvoir à l’égard des souverains indiens. La révolte a montré qu’ils étaient généralement loyaux ; ceux qui s’étaient retournés contre le gouvernement avaient été poussés par un ressentiment à l’égard de l’annexion de leurs terres par les Britanniques. Après la révolte, leurs droits sont scrupuleusement respectés ; les princes dirigent leurs États indépendamment et virtuellement sans contrôle, seulement freinés par l’admiration qu’ils portent aux officiers britanniques présents à leurs cours. Les États indigènes représentent un peu plus d’un cinquième de la population. Ailleurs, les Britanniques caressent l’aristocratie autochtone et les grands propriétaires. Le but est clairement de s’attirer le soutien de groupes clés de la société indienne, mais pousse aussi les Britanniques à s’appuyer sur des personnages dont le pouvoir est déjà très largement entamé par les mutations sociales. Le despotisme éclairé, qui leur avait coûté mais avait profité à la paysannerie (au début du siècle au moins), tend à disparaître. Voilà quelques-uns des effets malheureux de la révolte des cipayes. Pourtant, comme tout gouvernement impérial, le Raj ne peut bloquer le changement. Ses succès le démontrent, d’ailleurs. Car la disparition des guerres civiles entraîne une croissance de la population − il en résulte hélas des famines plus fréquentes. Mais la possibilité de gagner sa vie en rejoignant les villes (ce qui est toujours un débouché possible pour les campagnes surpeuplées) est rendue difficile par les obstacles mis à l’industrialisation de l’Inde. Ils proviennent pour l’essentiel d’une politique de taxations favorable aux manufactures britanniques. La petite classe émergente d’industriels indiens ne porte donc pas le gouvernement indien dans son cœur, et ce dernier fait tout pour se la mettre à dos. Les rangs des aliénés sont également grossis par le nombre

croissant d'Indiens qui ont reçu une éducation anglaise et sont atterrés par l'écart entre les principes professés et le comportement de la communauté britannique en Inde. D'autres, qui sont partis en Angleterre pour étudier à Oxford, Cambridge ou aux Inns of Court, trouvent le contraste particulièrement indigne : dans l'Angleterre de la fin du XIX^{e} siècle, des Indiens sont membres du Parlement, tandis qu'en Inde un diplômé indien est généralement méprisé par le moindre soldat britannique de 2^{e} classe et des cris d'orfraie sont poussés par les résidents britanniques quand, dans les années 1880, le vice-roi des Indes déclare vouloir abolir la loi qui empêche un Européen d'être présenté devant un magistrat indien. Certains pondèrent également ce qu'ils lisent à l'instigation de leurs mentors ; John Stuart Mill et Mazzini ont ainsi une grande influence en Inde et dans tout le reste de l'Asie.

Le ressentiment est particulièrement fort chez les hindous du Bengale, centre historique du pouvoir britannique : Calcutta est la capitale de l'Inde. En 1905, cette province est divisée en deux, partition qui jette pour la première fois le Raj dans un conflit sérieux avec une opposition qui n'existait pas encore en 1857 : le mouvement nationaliste indien.

La montée du sentiment national est lente, sporadique et inégale. Elle est partie prenante d'une suite complexe de processus variés qui constituent la politique indienne moderne, et n'est en rien la caractéristique première dans bien des régions et à bien des niveaux. Partout, pourtant, le sentiment national indien est fortement influencé par des forces extérieures. Les orientalistes britanniques du début du XIX^{e} siècle ont commencé à redécouvrir la culture indienne classique, essentielle dans la construction du nationalisme hindou comme dans la maîtrise des immenses divisions du sous-continent. Les savants indiens commencent alors à mettre en lumière, guidés par les Européens, la culture et la religion évoquées dans des écrits

en sanskrit tombés dans l'oubli ; ils sont en mesure de formuler une conception de l'hindouisme très éloignée de ses formes populaires, luxuriantes, nimbées de fantastique mais aussi de superstitions. À la fin du XIX^{e} siècle, cette renaissance du passé aryen et védique − l'Inde musulmane est alors peu ou prou ignorée − est allée assez loin pour permettre aux hindous de tenir tête aux missionnaires chrétiens et de proposer une contre-attaque culturelle. En 1893, un émissaire hindou au « Parlement des religions » de Chicago gagne l'estime de tous et l'attention de beaucoup en affirmant que l'hindouisme est une grande religion, capable de revivifier la vie spirituelle d'autres cultures, et fait même quelques convertis. La conscience nationale, comme l'activité politique qu'elle va renforcer, est pendant longtemps confinée à un petit cercle. La proposition que l'hindi devienne la langue officielle de l'Inde apparaît irréaliste ; des centaines de langues et dialectes fragmentent la société indienne et l'hindi ne peut attirer qu'une petite élite désireuse de renforcer ses liens à travers le sous-continent. Ce qui réunit ses membres est d'ailleurs davantage l'éducation que la richesse ; sa colonne vertébrale est formée par les hindous, souvent du Bengale, déçus de constater que leurs degrés d'études ne leur permettent pas d'obtenir leur juste part dans la direction des affaires de l'Inde. En 1887, une douzaine d'Indiens ont pu intégrer la fonction publique impériale après examen. Le Raj semble bien décidé à maintenir la domination raciale des Européens en s'appuyant sur les intérêts conservateurs des princes et des grands propriétaires, au prix de l'exclusion et surtout de l'humiliation du *babu*, l'hindou urbain et éduqué de la classe moyenne.

Cette prise de conscience culturelle et un sentiment croissant d'amertume face au mépris et au manque de reconnaissance expliquent la formation du Congrès national indien. Son prélude est l'indignation soulevée par l'échec des propositions gouvernementales − dû aux protestations

des résidents européens − d'égalité des Indiens et des Européens devant la loi. Cette déception pousse un Anglais, ancien administrateur colonial, à organiser la première conférence de ce qui va devenir le Congrès national indien à Bombay en décembre 1885. Mais la vice-royauté n'est pas en reste et les Européens vont longtemps jouer un rôle de premier plan au sein du Congrès. Ils vont également, par la suite, le soutenir et le conseiller, depuis Londres, avec un brin de condescendance. Il est symptomatique de la complexité de l'impact européen sur l'Inde de voir des délégués indiens assister à la conférence en complet-veston et chapeau haut de forme, ridiculement inadaptés au climat du pays mais tenue formelle des dominants. La déclaration de principe du Congrès l'implique rapidement dans les processus d'unité et de régénération nationales ; comme au Japon et en Chine et comme dans d'autres pays à l'avenir, il s'agit là du pur produit des idées européennes. Mais le Congrès n'aspire pas immédiatement à l'autonomie. Il cherche au contraire à établir des voies de communication des demandes indiennes au vice-roi et proclame sa « loyauté sans faille » à la Couronne britannique. Ce n'est que vingt ans plus tard, quand une vision plus radicalement nationaliste aura fait son chemin chez les hindous, qu'il envisagera de discuter d'une possible indépendance. Durant cette période, le Congrès s'est radicalisé et renforcé en réponse au mépris des résidents européens, qui le déclarent non représentatif, et face à l'absence de réactions d'une administration qui partage cette vision et préfère s'allier à des forces sociales plus traditionnelles et conservatrices. Les extrémistes se font alors de plus en plus pressants. Les victoires du Japon contre la Russie en 1904 sont une source d'espoir. Et la première occasion d'affrontement est offerte l'année suivante par la partition du Bengale.

Son objectif est double : pratique sur le plan administratif, elle permet de lutter contre le nationalisme en créant deux Bengale, l'un, occidental, majoritairement hindou et l'autre,

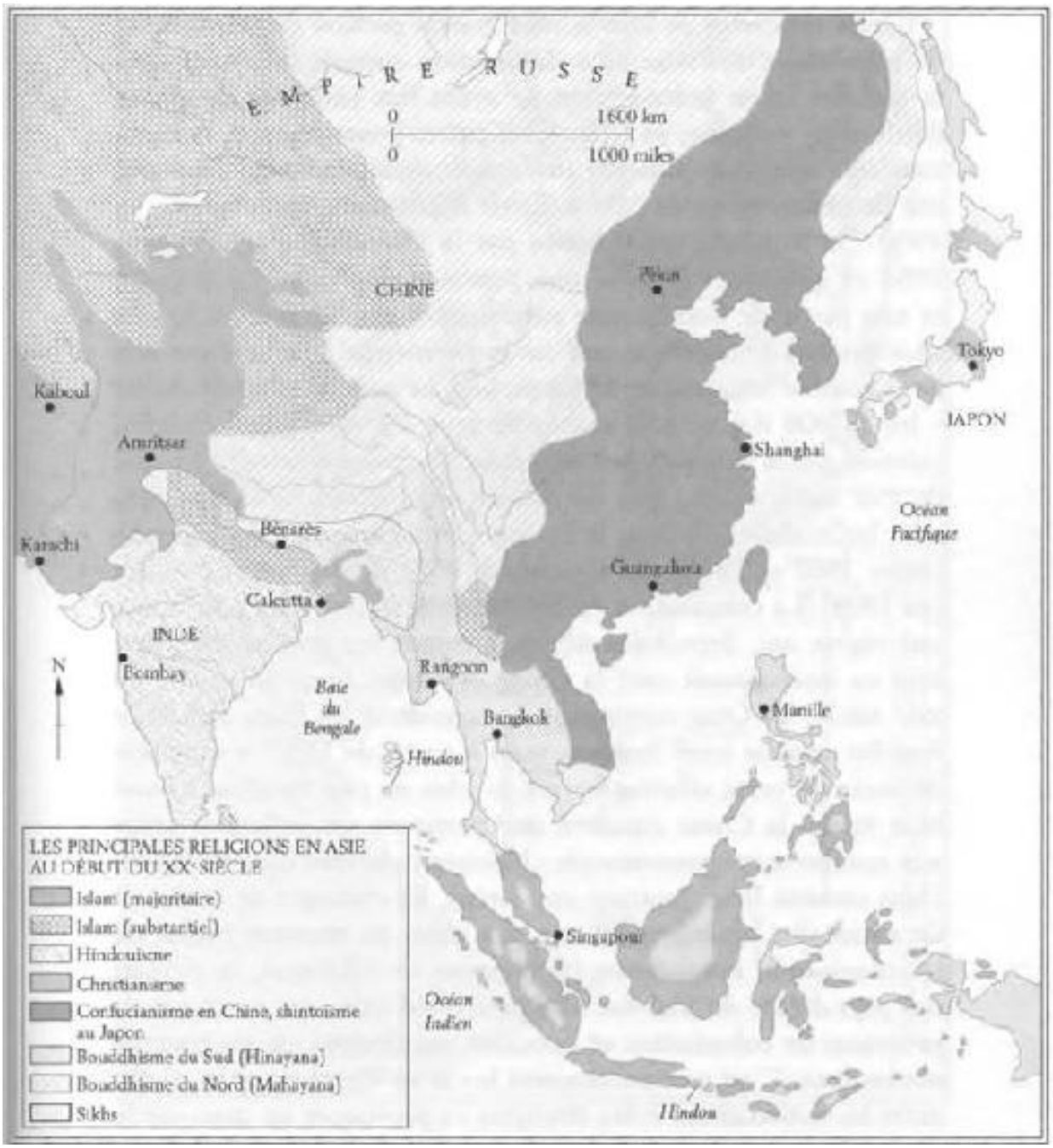
oriental, majoritairement musulman. C'est là l'étincelle qui met le feu aux poudres et provoque immédiatement une lutte pour le pouvoir au sein du Congrès. La scission est au départ évitée par un accord sur les objectifs du *swaraj*, un terme désignant en pratique un gouvernement indépendant du type de celui dont disposent les dominions blancs ; leur exemple est attrayant. Les extrémistes sont encouragés par les émeutes antipartition. Une nouvelle arme est déployée contre les Britanniques, le boycott des biens commerciaux, dont on espère qu'il pourra s'étendre à d'autres formes de résistance passive comme le non-paiement des impôts et le refus des soldats d'obéir aux ordres. En 1908, les extrémistes sont pourtant exclus du Congrès, avec une seconde conséquence : l'extrémisme produit du terrorisme. Une fois encore, les modèles étrangers sont importants. Le terrorisme révolutionnaire russe fait à présent partie, comme les écrits de Mazzini et la biographie de Garibaldi, le héros de l'indépendance italienne, de la panoplie des influences dans l'Inde émergente. Les extrémistes affirment que le meurtre politique n'est pas un meurtre de droit commun. Les assassinats et les attentats à la bombe entraînent des mesures répressives spéciales du gouvernement.

La troisième conséquence de la partition est sans doute la plus grande : l'étalage de la division entre musulmans et hindous. Pour des raisons qui remontent à la pénétration en profondeur de l'Inde musulmane par un mouvement réformateur islamiste de la secte arabe des wahhabites, les musulmans indiens se sentent, depuis un siècle, de plus en plus éloignés des hindous. Regardés avec méfiance par les Britanniques depuis leur tentative de rétablir l'Empire moghol en 1857, les musulmans ont du mal à obtenir des postes au sein de l'administration ou de la magistrature. Les hindous ont répondu plus volontiers qu'eux aux opportunités éducatives offertes par le Raj ; leur poids commercial est supérieur ainsi que leur influence au sein du

gouvernement. Mais les musulmans aussi ont leurs avocats britanniques, qui aident à la création d'organisations politiques musulmanes, fondent un lycée islamique et leur donnent l'éducation nécessaire pour rivaliser avec les hindous. Certains administrateurs britanniques commencent à imaginer comment le Raj pourrait, par ce biais, équilibrer la pression exercée par les hindous sur le gouvernement. Et l'intensification des pratiques rituelles hindouistes, comme la création d'un mouvement de protection des vaches, ne fait que contribuer davantage à la séparation des deux communautés.

C'est en 1905 que la rupture devient une des caractéristiques majeures de la politique du sous-continent − elle l'est restée. Les adversaires de la partition défilent derrière de nombreuses banderoles et slogans hindous. Le gouverneur britannique du Bengale oriental favorise les musulmans contre les hindous et fait son possible pour promouvoir leurs intérêts dans cette nouvelle province. Il est démis de ses fonctions, mais la greffe a pris : les musulmans du Bengale déplorent son renvoi. Une entente anglo-musulmane semble sur le point de naître, ce qui excite davantage les terroristes hindous. Pour encore aggraver les choses, tout cela se produit au milieu d'une période de cinq années (1906-1910) où l'inflation n'a jamais été aussi forte depuis la révolte des cipayes.

Une importante série de réformes politiques concédées en 1909 n'a pour seule conséquence que de changer à la marge la manière d'agir des différentes forces qui vont dominer la vie politique de l'Inde jusqu'à son indépendance quarante ans plus tard. Pour la première fois, des Indiens sont nommés au sein du Conseil du ministre responsable des affaires indiennes ; surtout, de nouvelles places éligibles sont accordées aux Indiens dans les Conseils législatifs. Mais les circonscriptions électorales ont une base communale ; la division entre une Inde musulmane et une Inde hindoue est pour ainsi dire institutionnalisée.



En 1911, pour la première et unique fois, un monarque britannique en exercice visite l’Inde. Un grand *durbar* impérial se tient à Delhi, ancienne capitale des moghols. Calcutta perd son statut de capitale au profit de Delhi. Les princes indiens viennent présenter leurs hommages ; le Congrès fait de même. L’accession de George V au trône cette même année a été marquée par l’octroi de bénéfices

réels et symboliques, dont le plus notable et le plus significatif politiquement est la réunification du Bengale. Si le Raj connaît son apogée, c'est certainement en cet instant. Mais la domination britannique s'érode. La politique consistant à favoriser les musulmans a encore aliéné davantage les hindous, tandis que les musulmans considèrent désormais que le gouvernement est revenu sur ses positions à leur endroit en réunifiant le Bengale. Ils craignent de voir les hindous reprendre l'ascendant dans la province. Les hindous, quant à eux, considèrent cette concession comme une preuve évidente que la résistance paie et pressent pour une abolition des circonscriptions électorales communales que les musulmans apprécient tant. Les Britanniques font donc déjà tout pour s'aliéner les musulmans, avant même les premières décennies du XX^{e} siècle, tandis que les élites musulmanes indiennes se retrouvent pressées par les musulmans des classes moyennes, sensibles aux attraits d'un mouvement panislamique.

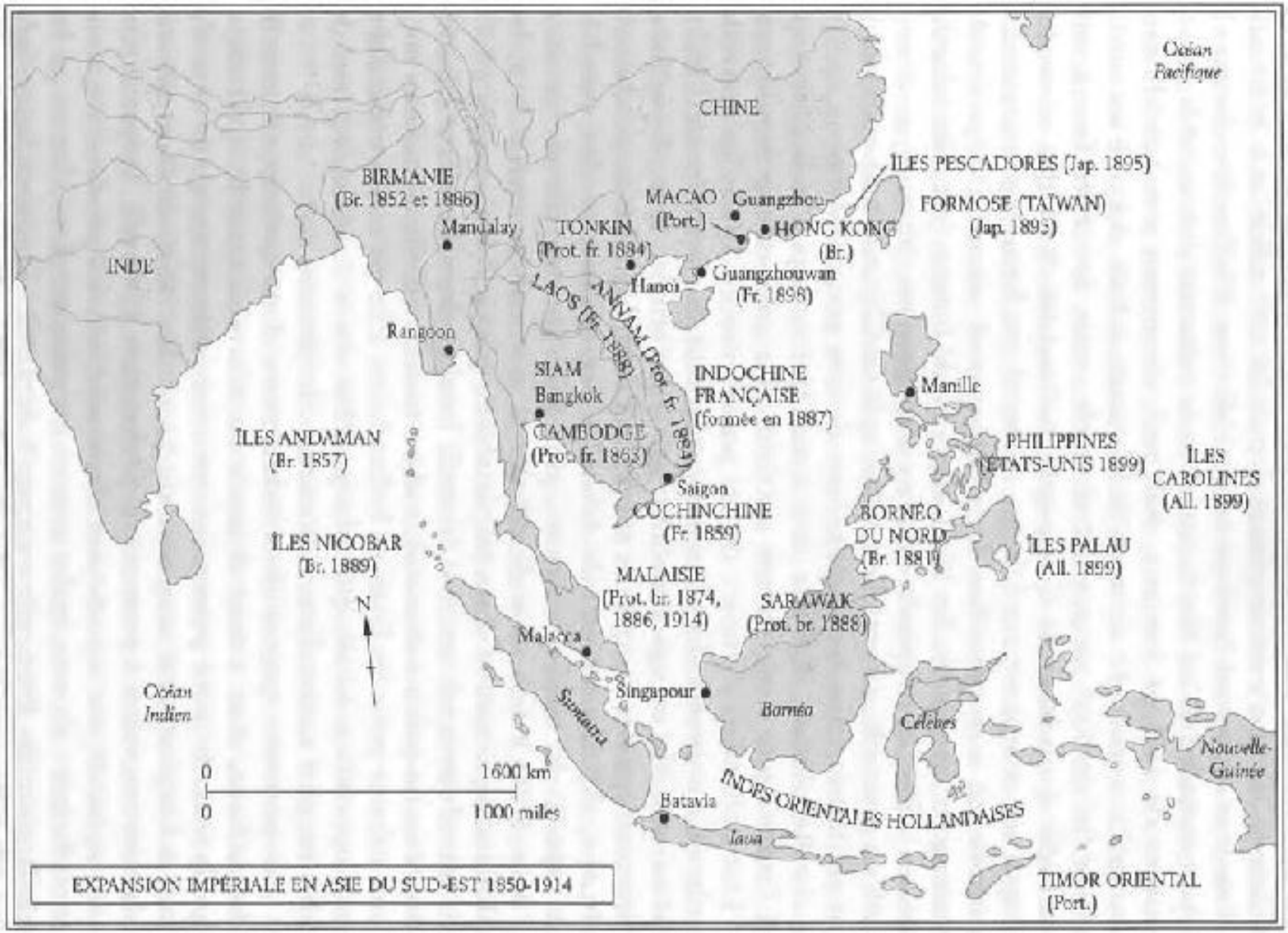
Si en 1914 les Britanniques s'intéressent de plus en plus à l'Europe, dans le même temps, trois forces pèsent désormais dans l'arène politique indienne : les Britanniques, les hindous et les musulmans. C'est là l'origine de la future partition de la seule et unique entité politique ayant réuni l'intégralité du sous-continent qui, comme son unification, va résulter d'actions de forces indiennes et de forces extérieures.

L'Inde est certes de loin la plus grande portion de territoire et de population de l'Asie sous domination européenne, mais dans le Sud-Est et en Indonésie, zone ayant fait partie de la sphère d'influence indienne, se trouvent d'autres possessions. À l'exception du Siam, qui conserve une fragile indépendance, l'intégralité de cette région de 100 millions d'habitants est colonisée en 1900 : la Birmanie est occupée par la Grande-Bretagne depuis 1886 et gouvernée comme une province de l'Inde. La Malaisie et

une partie de Bornéo sont administrées par des princes locaux sous autorité britannique, son cœur commercial se situant au sein de la colonie britannique de Singapour. Le reste du monde malais − les 13 000 îles au sud, autour de Java − a été progressivement colonisé par la Compagnie hollandaise des Indes orientales à partir du XVII^{e} siècle et, en 1800, est devenu une colonie, les Indes orientales hollandaises. À l'est, la France a pris possession du Vietnam (entre 1862 et 1884), du Cambodge (en 1867) et enfin du Laos (en 1893). La colonisation européenne réécrit les règles pour toute une région qui, depuis des siècles, a cultivé ses propres identités, tout en interagissant avec la Chine et l'Inde. Jusqu'au milieu du XIX^{e} siècle, les Qing continuent de considérer les États d'Asie du Sud-Est comme leurs vassaux, mais à partir de 1850 le caractère dérisoire de cette affirmation est de plus en plus tangible, quand bien même la Chine conserve une partie de son influence grâce aux nombreuses communautés chinoises présentes dans la région. Dans certains lieux (comme en Corée), les concepts de nation et de nationalité émergent au sein des élites au moment même de la colonisation européenne. À l'opposé de l'Afrique, la plupart des pays d'Asie du Sud-Est sont pourvus d'élites qui survivent au processus de colonisation et épousent rapidement un programme nationaliste. C'est particulièrement le cas au Vietnam, où le conflit entre les nationalistes et les étrangers va provoquer un demi-siècle de conflits.

La région la plus peuplée − et la plus complexe culturellement − est le royaume insulaire de Malaisie, au large de la côte sud de l'Asie. L'islam s'y est implanté depuis le XIV^{e} siècle et a remplacé d'anciens royaumes hindous ou bouddhistes. L'influence chinoise y étant moindre qu'au Nord, une série de sultanats dominent la scène, autour de Java et Sumatra, Bali seul conservant son bouddhisme jusqu'à nos jours. Le sultanat de Mataram, à Java, domine les autres de la fin du XVI^{e} jusqu'au XVII^{e} siècle, mais doit

faire face à une nouvelle puissance : la Compagnie hollandaise des Indes orientales étend ses comptoirs sur l'île et − comme son homologue anglaise − commence à en coloniser des portions pour sécuriser le profitable commerce des épices. En 1619, elle a fondé Batavia (actuelle Jakarta) et, en 1800, la « capitale » de la compagnie est devenue un centre urbain prospère, essentiellement peuplé de Chinois et de marchands et administrateurs hollandais, mais de très peu de Malais.



EXPANSION IMPÉRIALE EN ASIE DU SUD-EST 1850-1914

La Révolution française met à mal la compagnie hollandaise et, à l'issue de sa banqueroute au cours des guerres napoléoniennes, l'État hollandais s'empare de ses possessions en 1816. La nouvelle colonie comprend alors la quasi-intégralité du territoire de l'Indonésie actuelle et son économie est transformée. Des plantations, détenues par des Européens et où travaillent des esclaves, produisent du thé, du caoutchouc, du tabac et des épices pour les marchés européens et nord-américains, ainsi que pour le commerce avec l'Asie. Suite à une série de rébellions, particulièrement à Java, les Hollandais s'essaient à un impérialisme plus « libéral » après 1870. Ils introduisent un système éducatif local et des réformes politiques limitées. La colonie demeure malgré tout ce qu'elle a toujours été : une aubaine pour les finances hollandaises. Elle est conservée malgré une opposition locale qui, dès le début du XX^{e} siècle, devient de plus en plus nationaliste, à la mode européenne.

Les premiers nationalistes indonésiens, dont certains s'inspirent des Indiens, sont autant opposés au nouveau modèle hollandais, qu'ils tiennent pour paternaliste et interventionniste, qu'ils l'étaient face à l'exploitation rampante du passé. En 1908, ils forment une organisation visant à promouvoir l'éducation nationale. Trois ans plus tard apparaît une association islamique dont les premières actions sont dirigées à parts égales contre les commerçants chinois et les Hollandais. En 1916, elle va jusqu'à demander l'indépendance dans le cadre d'une union avec les Pays-Bas. Un authentique parti indépendantiste a été fondé en 1912. Il s'oppose à l'autorité hollandaise au nom des natifs d'Indonésie quelle que soit leur ethnie ; un Hollandais fait partie de ses trois membres fondateurs et d'autres le suivent. En 1916, les Hollandais font un premier pas vers eux en autorisant la création d'un Parlement en Indonésie, avec des pouvoirs limités.

Les Malais du continent sont colonisés par les Britanniques, qui ont établi une économie de plantation

similaire à celle qui prospère dans les îles. Les Britanniques bénéficient de l'avantage offert par Singapour, dépôt et centre commercial qui, au XIX^{e} siècle, dessert toute la région. Politiquement, les zones du nord de la Malaisie demeurent un entrelacs de petits sultanats, tous liés à des degrés divers à la Couronne britannique. Les établissements des détroits deviennent une colonie britannique et, à travers eux ou en passant par Singapour, de très nombreux paysans chinois et indiens viennent travailler dans des plantations possédées par des Européens. Au début du XX^{e} siècle, on assiste à un lent processus de centralisation, qui comprend les zones britanniques du nord de Bornéo, processus compliqué par le fait qu'en 1920 la moitié de la population du secteur est chinoise ou indienne.

En Indochine, la donne des influences étrangères a elle aussi changé. Durant près de mille ans, le Cambodge et le Laos ont été façonnés par des influences artistiques et religieuses en provenance d'Inde, mais un autre pays est bien davantage lié à la Chine par sa culture : le Vietnam. Il est découpé en trois parties : le Tonkin au nord, l'Annam au centre et la Cochinchine au sud. Le Vietnam a, depuis longtemps, une forte identité nationale et s'est régulièrement révolté contre l'impérialisme chinois. Il n'est donc pas étonnant que ce soit là que la résistance à la colonisation européenne soit la plus marquée.

Les connexions entre l'Europe et l'Indochine débutent au XVII^{e} siècle, avec l'arrivée de missionnaires chrétiens français (l'un d'eux conçoit la première romanisation du langage vietnamien) ; et c'est la persécution des chrétiens qui fournit à la France l'excuse de son intervention militaire dans les années 1850. Il s'ensuit un conflit diplomatique avec la Chine, qui proclame sa souveraineté sur la région. En 1863, l'empereur d'Annam est contraint de céder une partie de la Cochinchine aux Français, qui en profitent pour avancer encore leurs pions, non sans résistance des Indochinois. Au cours des années 1870, les Français

occupent le delta du fleuve Rouge ; d'autres querelles provoquent une guerre avec la Chine, la grande puissance régionale, qui confirme l'emprise française sur l'Indochine. En 1887 est créée l'Union indochinoise, qui dissimule un régime centralisé sous couvert de protectorats. Si les souverains locaux (l'empereur d'Annam et les rois du Cambodge et du Laos) conservent leurs trônes, l'objectif de la politique coloniale demeure l'assimilation. La culture française est ainsi diffusée auprès de ses nouveaux sujets, dont les élites doivent être francisées, ce qui constitue aux yeux des Français la meilleure manière de promouvoir la modernisation et la civilisation.

Les tendances centralisatrices de l'administration française font bientôt apparaître que la conservation des structures autochtones n'est qu'un simulacre. À tort, les Français sapent ainsi des institutions locales sans les remplacer par d'autres, susceptibles d'entraîner l'adhésion des peuples. C'est un choix dangereux. La présence française a d'autres conséquences. La France impose également des taxes, qui ralentissent l'industrialisation. Les hommes d'affaires indochinois finissent donc par se demander, comme leurs homologues indiens, au profit de qui leur pays est administré. Surtout, l'idée d'une Indochine faisant partie intégrante de la France et dont les habitants seraient appelés à devenir des Français n'est pas sans poser problème. L'administration française doit faire face à ce paradoxe : l'accès à l'éducation française peut mener à des interrogations sur la devise qui figure au fronton des bâtiments publics et sur l'en-tête des documents officiels de la III^{e}°République : « Liberté, Égalité, Fraternité ». Enfin, la loi et les notions françaises de propriété viennent casser les structures communales dans les villages et donnent le pouvoir aux usuriers et aux grands propriétaires. La population ne cessant de s'accroître dans les régions rizicoles, cela ne fait qu'augmenter les risques de poussées révolutionnaires dans le futur.

Le Siam, baptisé Thaïlande après 1939, est donc le seul pays du Sud-Est asiatique à conserver son indépendance. Cela est dû à la puissance de la monarchie thaï, mais aussi aux rivalités entre Britanniques et Français qui voient d'un bon œil la présence d'un État-tampon entre leurs possessions coloniales. Le Siam doit malgré tout abandonner des territoires à l'ouest (à la Birmanie britannique), au sud (à la Malaisie britannique) et à l'est (à l'Indochine française) afin d'éviter tout conflit avec les Européens. Cela donne au pays le temps d'effectuer quelques réformes domestiques limitées, de former des jeunes gens à la pensée européenne et d'importer du matériel pour équiper son armée. Le bouddhisme, qui unifie les Thaïs, les aide à empêcher la dislocation du pays durant toute la période de colonisation de l'Asie du Sud-Est par les Européens.

Le cas à part du colonialisme dans cette partie du globe est celui des Philippines, que les États-Unis − puissance anticolonialiste déclarée − dirigent après avoir vaincu les Espagnols en 1898. Le raisonnement américain s'appuie pour partie sur ce que l'on a appelé l'« impérialisme moderniste » : les Philippins étant incapables de se gouverner seuls, il est du devoir des États-Unis de les amener à un degré de civilisation compatible avec l'indépendance. L'accès de la population aux bienfaits du développement moderne fait partie des devoirs sacrés de l'Amérique (ce qui explique pourquoi certains Philippins affirment aujourd'hui que l'histoire coloniale de leur pays se résume à « cinq cents années de couvent et cinquante années de Disneyland »). Le problème, c'est que de nombreux Philippins s'estiment tout à fait prêts pour l'indépendance et que ce n'est qu'après une sanglante guerre coloniale, qui se termine en 1913, que les Américains parviennent à contrôler le pays. Au sein des États-Unis, cette présence coloniale est très controversée, même après que les Philippins se sont vu promettre un

gouvernement authentiquement indépendant. Comment une république démocratique, demandent certains, peut-elle également se comporter comme une puissance qui en domine d'autres ? Voilà une question qui va résonner tout au long du siècle suivant aux États-Unis.

Le XIX^e siècle est bel et bien le siècle européen par excellence. S'il ne fait aucun doute que, vers le milieu du XVII^e siècle, certaines sociétés européennes diffèrent déjà grandement des autres sociétés du globe et de celles qui les ont précédées, la plupart des concepts de modernité sont le résultat, et non la cause, des révolutions industrielles. Au cours du XIX^e siècle, les esprits changent en raison des nouvelles pratiques introduites par la mécanisation et par de nouvelles formes de production d'énergie. Les manières de consommer changent aussi, et les marchés globaux évoluent rapidement. Le monde, comme l'écrit un historien allemand, est transformé par la communication et les interactions. Les échanges d'idées sont au cœur de ces processus et le concept fondamental, crucial pour le siècle à venir, est celui du nationalisme.

Même au début du XIX^e siècle, le concept d'autorité politique est couramment associé aux princes plutôt qu'aux peuples − rares sont ceux qui trouvent par exemple étrange que le canton de Neuchâtel, en Suisse, appartienne à la Prusse. Mais, tout au long du siècle, l'idée que l'autorité suprême de la nation appartient au peuple se répand, et avec elle le concept d'État-nation dans les frontières contiguës − la nation ressemble à une famille, dans une maison. C'est un concept puissant, pas seulement en Europe, où il émerge, mais aussi en Asie, où il ne tarde pas à se développer.

Si les idées nationalistes sont à l'œuvre dans presque tous les pays asiatiques au début du XX^e siècle, elles prennent des expressions différentes en fonction des situations, les régimes coloniaux n'ayant pas tous la même pratique. Les

Britanniques encouragent ainsi les nationalistes birmans, tandis que les Américains, après y avoir brutalement réprimé une insurrection, s'essaient au paternalisme aux Philippines. En ce dernier endroit, les Espagnols avaient auparavant vigoureusement encouragé les conversions au christianisme, tandis que le Raj britannique prenait soin de ne pas interférer dans les affaires religieuses des autochtones. Ce qui façonne toutes les formes de nationalisme asiatique, c'est malgré tout l'idée que les Asiatiques peuvent gouverner, produire et commercer aussi bien que les Européens et qu'ils peuvent y parvenir en usant d'un subtil mélange de modèles économiques, sociaux et politiques asiatiques et européens. Même les communistes anticolonialistes, qui sont les premiers à importer des concepts européens, doivent reconnaître la résilience de la pensée et des pratiques coutumières qui subsistent en Asie après des générations de domination européenne.

Cet âge européen est donc très limité dans le temps. L'Europe est sans doute déjà très différente du reste de la planète avant 1800, mais la majorité des peuples n'en ont cure ; la Chine, l'Afrique et la majeure partie du monde musulman ne sont pas particulièrement affectées par ce qui se passe en Europe avant la moitié du XIX^{e} siècle et la résurgence de l'Asie, souvent sous la forme d'un nouveau nationalisme, est déjà visible dès le début du XX^{e} siècle. Mais, en 1914, il est encore bien malaisé de réaliser à quelle vitesse la domination de l'Europe sur l'Asie va disparaître. Malgré la montée en puissance du nationalisme asiatique et une opposition toujours croissante au colonialisme dans certains pays européens, et particulièrement au sein des nouveaux mouvements ouvriers nés de la révolution industrielle, les empires coloniaux semblent bien portants. Il est difficile d'imaginer que deux guerres cataclysmiques vont saper la confiance et les capacités de l'Europe, et la vitesse à laquelle les nationalistes asiatiques vont se mettre en branle en tirant parti des guerres qui déchirent l'Europe,

sous les yeux ébahis de leurs compatriotes. La présence européenne en Asie lui a donné les bases de sa métamorphose moderne. Le XX^{e} siècle va démontrer toute la fragilité de la domination européenne et la facilité avec laquelle elle peut s’autodétruire.

DEUXIÈME PARTIE

LA FIN DE L’ÂGE EUROPÉEN

En 1900, les Européens ont derrière eux près de trois siècles d’une croissance vertigineuse. La plupart d’entre eux tiennent cette croissance pour un progrès. Depuis le Moyen Âge, l’histoire européenne s’apparente en effet à une progression continue vers des buts aussi désirables que peu questionnés. Que les critères soient intellectuels et scientifiques ou matériels et économiques (voire moraux et esthétiques, tant les sirènes du progrès sont persuasives), un simple coup d’œil au passé suffit à convaincre les Européens que leur histoire tend vers le progrès, leur culture s’étendant à la surface du globe. Surtout, d’autres progrès semblent s’annoncer. En 1900, les Européens font preuve de la même confiance en l’avenir radieux de leur culture que les élites chinoises un siècle auparavant. Leur passé, ils en sont persuadés, démontre qu’ils sont sur la bonne voie.

Quelques-uns pourtant ne partagent pas cette vision ; ils craignent les effets d’un excès d’optimisme. S’ils sont moins nombreux, on compte parmi eux des personnes reconnues et d’une grande clairvoyance intellectuelle. Certains affirment que la civilisation dans laquelle ils vivent va tôt ou tard révéler son potentiel d’autodestruction et sentent que ce moment se rapproche à grands pas. D’autres voient une culture dérivant de plus en plus loin de ses points d’ancrage religieux et moraux, emportée par des

vagues de matérialisme et de barbarie − sans doute vers un désastre complet.

Mais pessimistes comme optimistes se trompent. Leurs yeux sont trop fixés sur ce qu'ils tiennent pour les caractéristiques de la civilisation européenne et sur son mode de fonctionnement, qui se limitent, croient-ils, au territoire européen. Ils étudient sa puissance intrinsèque, ses tendances et ses faiblesses pour tenter d'y lire son futur ; rares sont ceux qui réalisent à quel point les idées européennes sont en train de changer le monde sur lequel leur ascendance s'est construite. Rares sont ceux qui regardent au-delà de l'Europe ou des possessions européennes. Ils ne voient pas à quel point le monde entier a changé avec l'extension du commerce, des empires et la diffusion des idées au cours du XIX^{e} siècle. Quelques hurluberlus s'inquiètent de la montée du « péril jaune » en Asie, mais leur vision du monde s'arrête là.

Avec le recul, il est naturellement tentant de dire que les pessimistes avaient raison. C'est peut-être vrai, mais le recul est parfois un désavantage pour l'historien ; il empêche, par exemple, de comprendre comment les optimistes européens pouvaient se sentir à ce point sûrs d'eux-mêmes. Nous devons pourtant tenter de saisir pourquoi. D'abord parce que l'on compte parmi eux nombre d'esprits brillants, mais aussi parce que l'optimisme a si longtemps constitué un obstacle à la solution de certains problèmes du XX^{e} siècle qu'il mérite d'être étudié comme une force historique pleine et entière. Les pessimistes étaient par ailleurs loin d'avoir raison sur tout. Pour terrifiants que soient les désastres du XX^{e} siècle, ils frappent des sociétés bien plus résistantes que celles que des troubles moins graves avaient anéanties et ces désastres sont loin d'être ceux que l'on anticipait un siècle auparavant. En 1900, les optimistes comme les pessimistes travaillent avec des données qui peuvent être lues de bien des manières. Il n'est donc pas répréhensible, mais

tragique, qu’ils ne soient pas parvenus à prévoir ce qui allait arriver. Souvenons-nous que, malgré la masse d’informations dont nous disposons aujourd’hui, nous n’anticipons souvent pas mieux qu’eux les changements à court terme.

VIII
Tensions dans le système

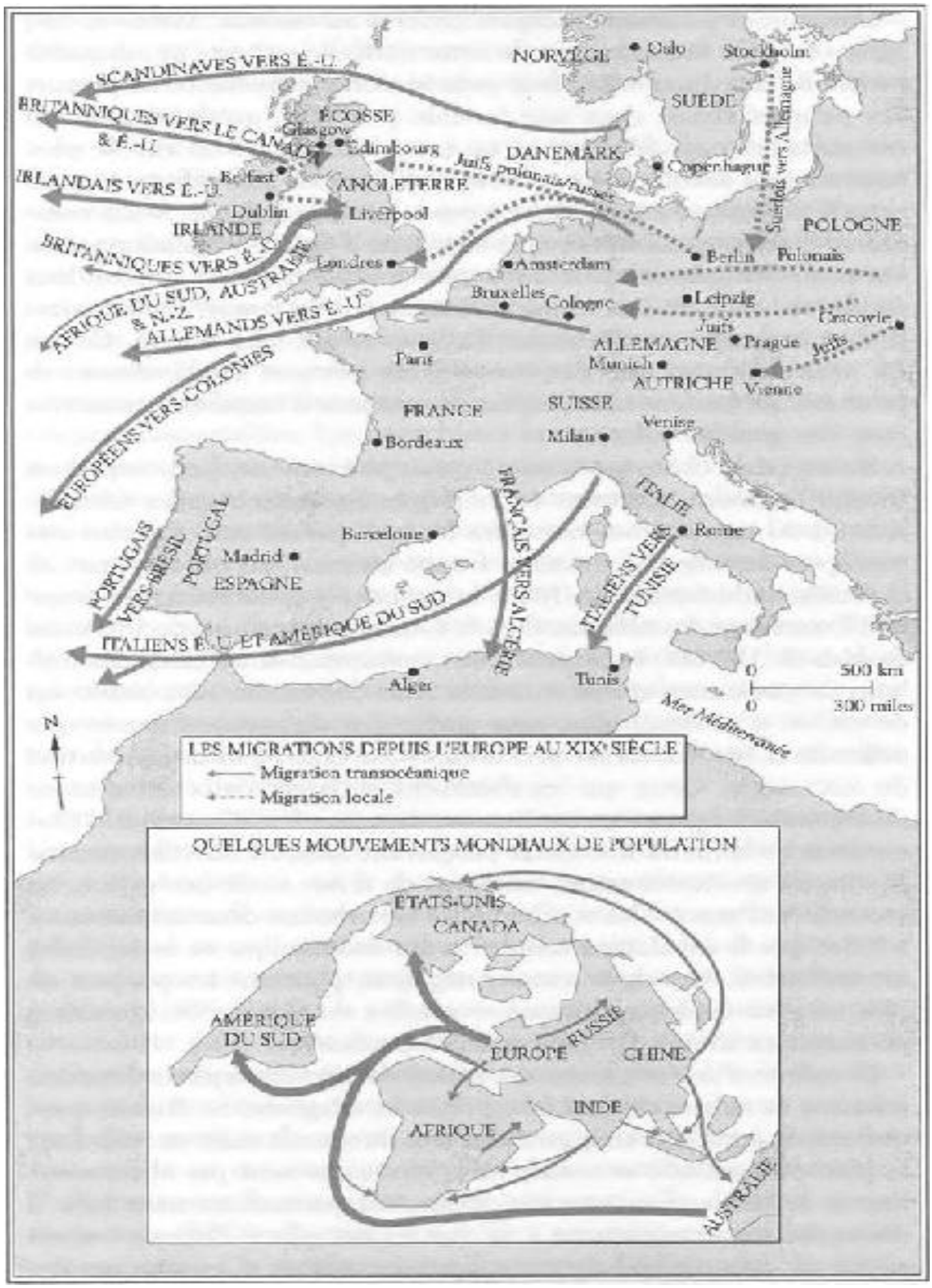
Une des tendances historiques nettes du début du XX^{e} siècle est l'augmentation croissante de la population au sein du monde européen. En 1900, l'Europe compte environ 400 millions d'habitants (dont un quart de Russes), les États-Unis 76 millions et les dominions britanniques environ 15 millions. La part de la civilisation dominante dans la population mondiale est donc élevée. Mais cette croissance montre des signes de ralentissement dans certains pays dès la première décennie du siècle. C'est particulièrement le cas dans les pays les plus avancés, au cœur de l'Europe occidentale, où l'accroissement de la population dépend de plus en plus de l'abaissement du taux de mortalité. L'idée qu'une famille prospère doit être de taille réduite a fait son chemin dans toutes les couches de la société. Le savoir contraceptif traditionnel est depuis longtemps connu, mais le XIX^{e} siècle a donné naissance à des techniques bien plus efficaces. Quand elles sont plus communément utilisées, l'impact sur la démographie est immense. Dans l'Europe de l'Est et méditerranéenne, de tels effets tardent à se faire sentir. La croissance rapide de la population provoque au contraire de graves tensions. Les nombreux débouchés pour l'émigration permettent d'en apaiser certaines, mais il ne faudrait pas que ces débouchés viennent à se fermer. Certains s'inquiètent de ce qui se passerait si les méthodes ayant fait chuter la mortalité en Europe venaient à être utilisées en Asie et en Afrique. Dans cette civilisation mondialisée, fille du XIX^{e} siècle, il est impossible de l'empêcher. La domination de l'Europe garantirait alors, en retour, la perte de l'avantage démographique qu'elle vient

tout juste d'ajouter à son arsenal technique. La crise malthusienne tant redoutée pourrait finalement devenir réalité.

S'il a été possible de perdre de vue les sombres prévisions de Malthus, c'est que le XIX^{e} siècle a vu la plus importante explosion de création de richesses de l'histoire mondiale, conséquence de l'industrialisation de l'Europe. Les techniques qui sous-tendent sa croissance sont loin d'être épuisées ou compromises en 1900. Le nombre des biens de consommation disponibles, encore limité un siècle auparavant, s'est considérablement accru, et d'autres biens de consommation sont apparus. Le pétrole et l'électricité ont rejoint le charbon, le bois, le vent et l'eau comme sources d'énergie. Une industrie chimique existe, inenvisageable en 1800. L'accroissement de la puissance et de la richesse permet de prélever des quantités qu'on imagine alors inépuisables de ressources naturelles, agricoles et minérales − et pas seulement en Europe. Les besoins de l'Europe en matières premières changent les économies des autres continents ; ceux de l'industrie électrique entraînent un boom du caoutchouc au Brésil, mais changent également l'histoire de la Malaisie et de l'Indochine.

La vie quotidienne de millions de personnes change aussi. Les chemins de fer, les tramways électriques, les navires à vapeur, les voitures et les bicyclettes raccourcissent la durée des trajets d'un endroit à un autre et accélèrent le transport terrestre pour la première fois depuis que des animaux ont été harnachés à des chariots, plusieurs milliers d'années auparavant. Dans de nombreux pays, la croissance de la population est ainsi aisément absorbée par un accroissement plus rapide encore de la richesse ; entre 1870 et 1900, la production allemande de fonte est multipliée par six, alors que la population du pays n'augmente que d'un tiers. En termes de consommation, de services disponibles ou de santé, la grande masse des

habitants des pays développés vivent bien mieux que leurs prédécesseurs cent ans auparavant. Certains demeurent exclus de ce changement, par exemple les paysans d’Andalousie (même si leur situation est naturellement variée). Néanmoins, l’avenir apparaît radieux, comme si la clé de la prospérité avait été trouvée et ne pouvait que passer d’un pays à un autre.


NORVÈGE
Oslo
Stockholm
SUÈDE
SCANDINAVES VERS É.-U.
BRITANNIQUES VERS LE CANADA & É.-U.
ÉCOSSE
Glasgow
Édimbourg
DANEMARK
Copenhague
Juifs polonais/russes
Suédois vers Allemagne
IRLANDAIS VERS É.-U.
Belfast
ANGLETERRE
Dublin
Liverpool
IRLANDE
POLOGNE
BRITANNIQUES VERS É.-U.
Londres
Amsterdam
Berlin
Polonais
AFRIQUE DU SUD, AUSTRALIE & N.-Z.
ALLEMANDS VERS É.-U.
Bruxelles
Cologne
Leipzig
Juifs
Ukrainiens
ALLEMAGNE
Prague
Juifs
Munich
AUTRICHE
Vienne
Paris
EUROPÉENS VERS COLONIES
FRANCE
SUISSE
Venise
Milan
Bordeaux
ITALIE
FRANÇAIS VERS ALGÉRIE
Barcelone
Rome
Madrid
ESPAGNE
PORTUGAIS VERS BRÉSIL
PORTUGAL
ITALIENS VERS TUNISIE
ITALIENS É.-U. ET AMÉRIQUE DU SUD
Alger
Tunis
0 500 km
0 300 miles
Mer Méditerranée
N
LES MIGRATIONS DEPUIS L'EUROPE AU XIXe SIÈCLE
Migration transocéanique
Migration locale
QUELQUES MOUVEMENTS MONDIAUX DE POPULATION
ÉTATS-UNIS
CANADA
AMÉRIQUE DU SUD
EUROPE
RUSSIE
CHINE
INDE
AFRIQUE
AUSTRALIE

Demeurent pourtant quelques ombres au tableau. Même si l'on ignore tout du futur, le coût de cette nouvelle richesse et l'inégalité sociale de sa redistribution sont pour le moins inquiétants. La plupart des peuples vivent dans une terrible pauvreté, qu'ils résident ou non dans des pays développés, où cette incongruité est encore plus frappante qu'autrefois. La pauvreté est d'autant plus affligeante que la société démontre sa capacité à produire de la richesse. Voilà comment les attentes commencent à se teinter d'espoirs révolutionnaires. Un autre changement dans la manière dont les hommes pensent leur condition vient de leur capacité à assurer leur propre subsistance. Il n'est certes pas neuf que des hommes soient sans emploi. Ce qui est nouveau, c'est que des événements peuvent soudainement se produire qui laissent sans emploi des millions d'hommes concentrés dans des grandes villes.

Il s'agit du « chômage », un nouveau phénomène, pour lequel on invente un nom. Certains économistes le tiennent pour consubstantiel du capitalisme. Les villes ne sont par ailleurs toujours pas exemptes des maux qui avaient frappé les premiers observateurs de la société industrielle. En 1900, la majorité des habitants d'Europe de l'Ouest sont des urbains. En 1914, on y compte plus de 140 villes de plus de 100 000 habitants. Dans certaines d'entre elles, des millions de personnes vivent entassées dans des taudis, sans beaucoup de ciel ni d'air respirable, sans parler des distractions autres que celles de la rue. Le terme de « taudis » est également une invention du XIX^{e} siècle. Ceux qui les observent en tirent deux conclusions divergentes. La première est la peur : bon nombre d'hommes d'État modérés de la fin du XIX^{e} siècle perçoivent toujours les villes comme des foyers révolutionnaires, des lieux de crime et de perversion. La seconde est l'espoir : les conditions de vie urbaines donnent naissance à l'idée que la révolution contre l'ordre économique et social établi est inévitable. Ces deux visions négligent pourtant les preuves de plus en plus

évidentes qu'une révolution en Europe occidentale a de moins en moins de chances de se produire.

La crainte d'une révolution est également alimentée par le désordre, même si sa nature est mal interprétée et exagérée. En Russie, pays clairement européen au regard du reste du monde mais en retard sur le plan économique et social, les réformes ne sont pas allées assez loin et le mouvement révolutionnaire est particulièrement fort. Il débouche sur le terrorisme − un tsar en est même victime − et est assisté en cela par une agitation agraire continue. Les attaques des paysans contre leurs maîtres et régisseurs atteignent leur sommet au début du XX^{e} siècle. La défaite militaire infligée par le Japon vient momentanément ébranler la confiance du régime et, en 1905, une révolution éclate.

La Russie est certes un cas à part, mais l'Italie est également frappée en 1898, puis en 1914, par des mouvements que certains observateurs tiennent pour des quasi-révolutions, tandis que Barcelone, en Espagne, connaît de sanglants combats de rue en 1909. Les grèves et les manifestations peuvent devenir violentes dans les pays industrialisés sans tradition révolutionnaire, comme aux États-Unis dans les années 1890 ; en Grande-Bretagne même, elles font parfois des morts. Voilà le genre de phénomènes qui, combinés avec les activités sporadiques des anarchistes, alarment tant les policiers et les citoyens respectables. Les anarchistes marquent durablement l'imagination populaire. Les attentats et assassinats dont ils se rendent coupables durant les années 1890 sont amplement relayés ; l'importance de ces actes dépasse leur succès, ou leur échec, car l'explosion de la presse donne une importance énorme à la détonation d'une bombe ou à un coup de couteau. Si les anarchistes n'ont pas tous les mêmes buts, ils utilisent les mêmes méthodes et sont les enfants de leur époque ; ils protestent non seulement contre l'État dans ses représentations gouvernementales, mais

également contre une société qu'ils considèrent comme injuste. Ils participent au maintien de la vieille peur révolutionnaire, mais sans doute moins que la rhétorique de leurs rivaux marxistes.

En 1900, socialisme est presque partout synonyme de marxisme. Une importante tradition et mythologie alternative existe uniquement en Angleterre, où le nombre des mouvements syndicaux et les possibilités de se faire entendre par la voix des partis politiques ont favorisé un radicalisme non révolutionnaire. Mais la suprématie du marxisme au sein des socialistes continentaux est formellement établie en 1896 lorsque la « II^{e} Internationale », un mouvement internationaliste de la classe ouvrière créé sept ans plus tôt pour coordonner les actions des socialistes dans tous les pays, décide d'exclure les anarchistes, qui en faisaient jusqu'alors partie. Quatre ans plus tard, l'Internationale ouvre des bureaux permanents à Bruxelles. Au sein de ce mouvement, la principale contribution en nombre d'adhérents, en financement et en idées est celle du Parti social-démocrate (SPD) allemand. Le SPD a prospéré, malgré les persécutions, grâce à la rapide industrialisation de l'Allemagne. En 1900, il constitue un élément clé de la politique allemande, sa première organisation de masse. Mais le nombre et l'argent n'expliquent pas seuls que le marxisme, credo officiel du SPD, devienne celui du mouvement socialiste international. Le marxisme a également sa part de séduction intellectuelle et émotionnelle. Elle tient avant tout dans l'assurance que le monde suit déjà la course espérée par le socialisme et la satisfaction de participer à une lutte des classes qui, insistent les marxistes, doit se terminer par une révolution violente. Si une telle vision confirme les craintes de l'ordre établi, certains penseurs marxistes constatent après 1880 que les faits ne confirment pas cette hypothèse. Un grand nombre de personnes ont vu leurs conditions de vie

s’améliorer au sein du système capitaliste et le développement de ce système ne tend pas à simplifier et amplifier la lutte de classes de la manière prédite par Marx. Surtout, les institutions politiques capitalistes servent parfois la classe ouvrière. En Allemagne tout particulièrement, mais aussi en Angleterre, de grandes avancées sont obtenues par les socialistes qui ont su utiliser les opportunités offertes par les Parlements. Le vote est devenu une arme et les socialistes ne sont pas disposés à en faire fi en attendant la révolution. Voilà qui pousse certains d’entre eux à redéfinir le marxisme officiel pour prendre en compte ces tendances ; on les appelle les « révisionnistes » et, globalement, ils sont les avocats d’une transformation pacifique de la société par le socialisme. Si d’autres préfèrent donner à cette transformation, une fois achevée, le nom de révolution, il s’agit pour eux d’une querelle terminologique. Cette position théorique et le conflit qu’elle engendre prennent une tournure tout à fait pratique à la fin du XIX^{e} siècle, sous la forme d’une question : les socialistes doivent-ils ou non devenir ministres au sein de gouvernements capitalistes ?

Ce débat met des années à être tranché. Au final, le révisionnisme est condamné par la II^{e} Internationale, tandis que les partis nationaux, notamment en Allemagne, continuent de s’y conformer en pratique, en s’arrangeant comme ils le peuvent avec le système existant. La rhétorique continue d’être révolutionnaire. De nombreux socialistes espèrent même qu’elle deviendra réalité en refusant la conscription en cas de conflit armé. Un groupe de socialistes, majoritaires au sein du parti russe, continuent de dénoncer vigoureusement le révisionnisme et prônent la violence, reflétant la particularité de la Russie où l’on ne peut pas espérer grand-chose du Parlement et où la tradition révolutionnaire et terroriste est bien ancrée. Ce groupe s’appelle les « bolcheviks », ce qui signifie « majorité » en russe. Ils vont bientôt refaire parler d’eux.

Les socialistes affirment parler au nom des masses. Que ce soit le cas ou non, en 1900, de nombreux conservateurs craignent que les progrès du libéralisme et de la démocratie s'avèrent impossibles à enrayer, même par la force. Quelques-uns d'entre eux ont une vision du monde en retard d'un siècle. Dans la majorité de l'Europe de l'Est, l'autorité traditionnelle du propriétaire terrien sur son domaine est quasi intacte. De telles sociétés continuent de produire des aristocrates conservateurs, qui s'accrochent naturellement à leurs privilèges matériels, mais qui sont également séduits par les valeurs et hypothèses de la « société de marché ». Étrangement, la pensée conservatrice tend à se replier sur la défense du capital, une position qui, un demi-siècle auparavant, aurait été bien souvent considérée comme radicalement libérale, car individualiste. L'Europe capitaliste, industrielle et conservatrice s'oppose donc de plus en plus à l'interférence de l'État dans ses affaires, une interférence qui s'est lentement accrue avec la montée du rôle de l'État dans la régulation de la société. En 1911, cette question provoque une crise en Angleterre, qui entraîne une transformation révolutionnaire de ce qui restait de la Constitution de 1688 : à la suite de débats houleux portant sur un système d'imposition plus élevé des revenus des riches afin de financer les services sociaux, la Chambre des lords se voit désormais privée de son droit d'interférer dans les affaires de la Chambre des communes. En 1914, la France a également accepté le principe d'un impôt sur le revenu.

De tels changements entérinent la logique d'une démocratisation de la politique dans les sociétés évoluées. En 1914, le suffrage universel masculin existe en France, en Allemagne et dans d'autres petits pays européens ; la Grande-Bretagne et l'Italie ont un système approchant. Ce qui pose une nouvelle question dérangeante : si les hommes ont le droit de vote, pourquoi pas les femmes ? Cette question provoque déjà des débats houleux en Grande-

Bretagne. En Europe seules la Finlande et la Norvège ont des électrices en 1914, mais en Nouvelle-Zélande, dans deux États australiens et aux États-Unis les femmes peuvent voter. Cette question va demeurer ouverte dans de nombreux pays pendant encore une trentaine d'années.

Les droits politiques sont un des aspects d'une question plus largement posée, celle des droits des femmes au sein d'une société dont la tendance générale, identique en cela à celle de toutes les civilisations l'ayant précédée, est favorable aux intérêts et aux valeurs des hommes. Pourtant, le rôle des femmes dans la société fait l'objet de discussions en Europe depuis le XVIII^{e} siècle et il ne faut pas longtemps avant que des fissures n'apparaissent dans la structure des préjugés qui l'ont si longtemps confiné. Les droits des femmes à l'éducation, à l'emploi, à la propriété, à l'indépendance, voire à porter des vêtements plus confortables, font l'objet de très grands débats au XIX^{e} siècle. *Une maison de poupée*, pièce du dramaturge norvégien Ibsen, est interprétée comme un vibrant appel à la libération des femmes au lieu d'un plaidoyer pour l'individu, comme l'entendait son auteur. Le seul fait d'évoquer ces questions est révolutionnaire. Les revendications des femmes en Europe et aux États-Unis s'attaquent à des idées reçues et des comportements institutionnalisés non depuis des siècles, mais des millénaires. Elles réveillent des sentiments complexes, car elles remettent en cause des idées bien établies sur la famille et la sexualité. Pour ces raisons, elles troublent certains − hommes et femmes − plus profondément que la menace d'une révolution sociale ou d'une démocratie politique. Le mouvement féministe européen a quelque chose d'explosif, dont les effets sont démultipliés quand il est introduit dans des cultures différentes, parallèlement aux autres valeurs européennes.

Mais la politisation des femmes et les attaques lancées contre des structures légales et institutionnelles

considérées comme oppressives font sans doute moins pour les femmes que d'autres changements. Trois d'entre eux, lentement mais sûrement, contribuent à bousculer les traditions. Le premier est la croissance de l'économie capitaliste. En 1914, cette économie a déjà donné naissance à de nombreux emplois − dactylo, secrétaire, opératrice téléphonique, petite main dans les usines, vendeuse de grand magasin et enseignante − ouverts aux femmes dans de nombreux pays. Presque aucun de ces métiers n'existait un siècle plus tôt. Ils permettent un énorme transfert de pouvoir économique à destination des femmes, qui peuvent désormais gagner leur vie, et ce fait, révolutionnaire, va transformer les structures familiales. Bientôt, les exigences de la guerre dans les sociétés industrielles accélèrent cette avancée et le besoin de travailleurs leur ouvre toujours plus de métiers. Pour un nombre croissant de jeunes filles, même en 1900, un travail dans l'industrie ou le commerce offre une opportunité d'échapper à la surveillance des parents et au piège du mariage arrangé. En 1914, la plupart des femmes n'en retirent pas encore ce bénéfice, mais le processus s'accélère, car de tels développements stimulent d'autres demandes comme la formation professionnelle et l'éducation.

La contraception, deuxième grand changement dans la vie des femmes, est loin de montrer son énorme potentiel. Elle a pourtant déjà affecté de manière décisive la démographie. Mais ce qui s'amorce au début du XX^{e} siècle, c'est une prise de conscience et de pouvoir, un changement de statut pour les femmes, qui se font petit à petit à l'idée qu'elles pourraient bien avoir leur mot à dire sur la procréation et l'éducation des enfants, deux sujets qui, depuis des millénaires, régissent leur existence. Un changement tout aussi profond s'annonce, dont on ne perçoit que les prémices en 1914 : les femmes envisagent qu'elles pourraient elles aussi rechercher le plaisir sexuel

sans nécessairement se voir imposer les liens perpétuels du mariage.

Le troisième changement qui permet aux femmes d'avancer lentement, mais irrésistiblement, vers leur libération est plus difficile à identifier sous un seul et même vocable, mais s'il a un principe gouverneur, c'est celui du progrès technologique. Ce processus, fait d'un grand nombre d'innovations, dont certaines remontent à la seconde moitié du XIX^{e} siècle, brise le calendrier d'airain de la routine et des corvées domestiques. L'arrivée de l'eau courante, du gaz pour le chauffage et l'éclairage fait partie des premiers exemples. La propreté et la flexibilité de l'électricité ont plus tard des effets plus évidents encore. De plus grands magasins annoncent des bouleversements dans la distribution des produits, qui donnent à d'autres que les riches un accès à des produits autrefois perçus comme luxueux, mais qui facilitent la vie quotidienne. La nourriture importée, mieux emballée et mieux conservée, change les habitudes alimentaires des familles qui jusqu'alors − et c'est parfois encore le cas en Inde ou en Afrique − étaient rythmées par deux ou trois visites quotidiennes au marché. Le monde des détergents et des fibres artificielles, plus faciles à nettoyer, appartient encore au futur en 1900, mais déjà le savon et la soude ménagère sont plus accessibles et moins chers qu'un siècle auparavant, tandis que les premiers appareils ménagers − cuisinière à gaz, aspirateur, machine à laver − font leur apparition, dans les maisons des riches, au début du XX^{e} siècle.

Les historiens, qui ont pourtant immédiatement repéré l'importance de l'introduction de l'étrier ou du tour de potier, semblent avoir curieusement négligé la force cumulative de ces humbles objets et appareils, qui impliquent pourtant une révolution pour la moitié de l'humanité. Il est certes compréhensible qu'ils aient intéressé moins de monde, au début du XX^{e} siècle, que les gesticulations des « suffragettes », ces femmes qui en

Angleterre manifestaient pour obtenir le droit de vote en s'opposant à la libéralisation et à la démocratisation des institutions politiques au seul profit des hommes. C'était la toile de fond de leur campagne politique et il est difficile de leur donner tort. L'octroi du droit de vote aux femmes permettrait par ailleurs de doubler le nombre des électeurs dans les pays démocratiques.

Mais avant de pouvoir s'appuyer sur une masse croissante d'électeurs, ce que chacun des États démocratiques vise afin d'asseoir plus encore sa légitimité, cette masse doit être organisée. En 1900 apparaissent les premiers partis politiques modernes, qui posent les grandes questions en termes clairs, avec leur appareil de propagande et leur culture des intérêts particuliers. De l'Europe aux États-Unis, ce modèle s'étend. Les vieux politiciens déplorent cette nouvelle manière de faire, qu'ils tiennent pour un signe de l'avènement de la société de masse, de la corruption du débat public et de la nécessité pour les élites traditionnelles d'adapter leurs politiques aux souhaits du simple citoyen.

L'importance de l'opinion publique commence à être prise en compte en Angleterre au début du XIX^{e} siècle. Elle joue un rôle décisif lors de la bataille des *Corn Laws*. En 1870, c'est sous la pression populaire que l'empereur des Français déclare à la Prusse une guerre qu'il redoute, et qu'il va perdre. Bismarck, quintessence de l'homme d'État traditionnel, cède bientôt devant l'opinion publique qui exige qu'il défende les intérêts coloniaux allemands, dont il n'a que faire. La manipulation de l'opinion publique apparaît également comme une possibilité (c'est du moins ce que pensent de nombreux journaux et hommes politiques). L'accroissement de l'alphabétisation est à double tranchant. L'éducation des masses est tenue pour nécessaire, afin qu'elles votent convenablement. Mais l'autre conséquence de l'alphabétisation c'est qu'un nouveau marché apparaît, celui d'une presse de caniveau qui non seulement joue sur les émotions et le

sensationnalisme, mais sert également les intérêts des vendeurs et concepteurs de campagnes publicitaires, une autre invention du XIX^{e} siècle.

Le principe politique le plus séduisant pour les masses est sans aucun doute celui du nationalisme, qui conserve son caractère révolutionnaire en de très nombreux lieux. Étonnamment, le succès des nationalistes contre la domination ottomane, et l'apparition de nouveaux États sur ses anciens territoires après la guerre de Crimée, passent presque inaperçus. La Serbie, la Grèce et la Roumanie sont pourtant solidement établies en 1870. À la fin du siècle, elles sont rejointes par la Bulgarie et le Monténégro. En 1913, la dernière guerre balkanique donne naissance à l'Albanie et, à cette date, la Crète autonome a déjà un gouverneur grec. La question turque va bientôt passer au second plan de l'histoire de l'Europe.

Ces mouvements nationalistes contraignent régulièrement les grands États à s'immiscer dans les affaires des autres et présentent un danger permanent pour la paix. L'Empire russe semble échapper à ce genre de danger, malgré le sentiment d'oppression qui anime de très nombreux Polonais, Juifs, Ukrainiens et Lituaniens. La guerre apparaît une issue probable aux tensions qui agitent l'Empire austro-hongrois, où le nationalisme représente un authentique danger révolutionnaire dans la partie hongroise de la monarchie. Les peuples slaves qui s'y trouvent regardent de l'autre côté de la frontière, vers la Serbie, pour obtenir de l'aide contre les oppresseurs magyars. Ailleurs dans l'Empire − en Bohême ou en Slovaquie par exemple −, les sentiments sont moins aiguisés, mais le nationalisme demeure la question dominante.

La Grande-Bretagne n'affronte pas des dangers similaires, mais doit elle aussi faire face à un problème nationaliste, en Irlande. Il s'agit même de deux problèmes. Celui des catholiques irlandais est, tout au long du XIX^{e} siècle, le plus évident. D'importantes réformes et concessions ont été

accordées, mais le *Home Rule* auquel le Parti libéral britannique est attaché est encore loin d'être une réalité. En 1900, des réformes agricoles et de meilleures conditions économiques ont grandement vidé le venin de cette question irlandaise, mais elle reprend de la vigueur avec l'apparition d'un nouveau nationalisme irlandais, celui de la majorité protestante de la province d'Ulster, assez excitée pour menacer d'une révolution si le gouvernement de Londres venait à accorder le *Home Rule* aux catholiques irlandais nationalistes. Voilà une situation plus qu'embarrassante pour Londres. Quand la machinerie démocratique anglaise finit par enfanter une loi sur le *Home Rule* en 1914, certains observateurs étrangers croient, à tort, que la Grande-Bretagne va se retrouver dans l'incapacité d'intervenir dans les affaires européennes et que la révolution la guette.

Tous ceux qui soutiennent de telles expressions du nationalisme ont presque toujours le sentiment d'agir au nom des opprimés. Mais le nationalisme des grandes puissances est lui aussi une force destructrice. La France et l'Allemagne sont, psychologiquement, profondément divisées depuis l'annexion de l'Alsace et de la Moselle par l'Allemagne en 1871. Certains hommes politiques français cultivent à des fins électoralistes le thème de la « revanche ». Le nationalisme français tend à envenimer les querelles politiques, qui se déplacent alors sur le terrain de la loyauté envers les grandes institutions nationales. Même les Britanniques, réputés plus modérés, s'enflamment pour ces questions. On voit naître un enthousiasme aussi bref que profond pour l'impérialisme et une sensibilité permanente autour de la préservation de la supériorité navale britannique. De plus en plus, elle apparaît menacée par l'Allemagne, une puissance dont l'évident dynamisme économique inquiète en raison du danger qu'il fait peser sur la suprématie britannique sur le commerce mondial. Compte assez peu le fait que chacun des deux pays soit le

meilleur client de l'autre ; ce qui importe c'est qu'ils semblent avoir des intérêts opposés dans de nombreux domaines. Vient s'y ajouter la véhémence du nationalisme allemand sous le règne de l'empereur Guillaume II. Conscient du potentiel de l'Allemagne, il entend lui donner une expression réelle et symbolique. Il lance ainsi un programme de construction d'une grande marine de guerre, qui génère un grand enthousiasme en Allemagne. Les Britanniques s'en inquiètent ; ils ne voient pas contre qui d'autre qu'eux elle pourrait être utilisée. On se persuade un peu partout en Europe, non sans raison, que les Allemands ont l'intention de peser dans les affaires internationales. Les stéréotypes nationaux participent à la diffusion de terribles simplifications au sein des opinions publiques et contribuent au pouvoir destructeur du sentiment nationaliste au début du XX^{e} siècle.

Les plus optimistes peuvent se rassurer en pointant du doigt la diminution de la violence internationale au XIX^{e} siècle ; aucun conflit n'a éclaté entre des grandes puissances européennes depuis 1876 (quand la Russie et la Turquie sont entrées en guerre) et, malheureusement, les militaires comme les hommes d'État européens négligent les enseignements de la guerre de Sécession. C'est pourtant la première guerre à avoir vu des généraux en chef commander plus d'un million d'hommes, grâce au télégraphe et au chemin de fer, et la première à démontrer la capacité des armes modernes et produites en masse à infliger des pertes immenses. Cette guerre ignorée, il est possible de considérer avec optimisme les résultats des congrès réunis en 1899 et 1907, même s'ils n'atteignent pas leurs objectifs. L'acceptation d'un arbitrage international dans les conflits fait pourtant son chemin ; la violence de la guerre et ses brutalités sont quelque peu encadrées. Mais en envoyant un contingent de troupes pour lutter, aux côtés des autres nations européennes, contre la révolte des Boxers, l'empereur d'Allemagne prononce une phrase

significative. Manifestement ému par le récit des atrocités commises par les Chinois contre les Européens, Guillaume demande à ses soldats de se comporter « comme des Huns ». Cette phrase va rester gravée dans les mémoires. Elle n'est pourtant pas considérée comme excessive. C'est le fait que l'empereur juge utile de la prononcer qui est intéressant. Au XVII^{e} siècle, personne n'aurait eu l'idée de demander à des soldats de se comporter comme des Huns : dans une large mesure, chacun s'attendait à ce qu'ils le fassent. En 1900, en revanche, les troupes européennes ne sont pas censées se comporter de la sorte − et doivent en recevoir l'instruction. Voilà où en est rendue l'humanisation de la guerre. La « guerre civilisée », concept du XIX^{e} siècle, est loin d'être un oxymore. En 1899, les grandes nations se sont accordées pour interdire, pour une période limitée, l'utilisation des gaz de combat, des balles dum-dum et le largage de bombes depuis les airs.

Les divers souverains européens semblent n'avoir plus guère en commun que le désir de s'opposer aux révolutions et l'idée même de chrétienté est de l'histoire ancienne. Au XIX^{e} siècle, la religion, dans les relations internationales, est au mieux un palliatif ou un modérateur de conflits, une force mineure et indirecte qui renforce un humanitarisme et un pacifisme nourris d'autres sources. Les espoirs des socialistes de voir les ouvriers de tous les pays refuser de s'affronter les uns les autres pour les intérêts de leurs maîtres sont déçus, tout comme le christianisme s'avère incapable d'empêcher la violence. Faut-il y voir le signe de la perte de pouvoir des Églises ? Peut-être. Leur incapacité croissante à réguler les comportements inquiète au tournant du siècle. Aucune nouvelle religion et aucune force traditionnelle ne les ont pourtant remises en cause, mais la tendance déjà observable au XVIII^{e} siècle s'est accentuée depuis la Révolution française. Les pratiques religieuses peinent à résister aux diverses avancées sociales et intellectuelles de l'époque. Les Églises sont incapables

d’exploiter les nouveaux instruments − comme l’apparition des grands journaux à la fin du XIX^{e} siècle − qui pourraient les aider à enrayer cette chute. Certaines d’entre elles, comme l’Église catholique romaine, les ont même en horreur. Si toutes font face à un même courant hostile, l’Église catholique est la plus touchée et la papauté voit son prestige et sa puissance en souffrir. Rome a ouvertement marqué son opposition au progrès, à la rationalité et au libéralisme, et cette attitude est devenue partie prenante de son dogme. Le pape commence à subir les effets de l’effondrement de sa puissance temporelle à partir des années 1790, quand les armées de la Révolution française envahissent les États italiens, le territoire de la papauté et y importent les grands principes révolutionnaires. La démocratie, le libéralisme et le nationalisme, grandes idées de la fin du XIX^{e} siècle, portent également des coups sévères à l’Église catholique. En 1870, le nouveau royaume d’Italie fait main basse sur les dernières terres du pape en dehors du Vatican. La papauté n’est désormais plus qu’une autorité ecclésiastique et spirituelle. C’est la fin d’une ère d’autorité temporelle qui remontait aux Mérovingiens et que certains ressentent comme une humiliation infligée à une institution longtemps au centre de la civilisation et de l’histoire de l’Europe. Ce glissement va pourtant s’avérer extrêmement profitable.

Cette spoliation reflète à la fois l’hostilité de la papauté aux forces séculaires et le mépris de nombreux penseurs progressistes à son endroit. Dans les deux camps, les esprits s’échauffent plus encore quand, en 1870, le dogme de l’Église stipule désormais que le pape, quand il s’exprime *ex cathedra* sur des sujets de foi et de morale, le fait avec une autorité infaillible. Au cours des deux décennies suivantes, l’anticléricalisme fait des ravages en politique, en Allemagne, en France, en Italie et en Espagne. Dans la plupart des pays catholiques, à l’exception de la Pologne, le nationalisme se dresse contre l’Église. Les gouvernements

tirent parti de l'anticléricalisme pour asseoir leur pouvoir et s'aventurent dans des domaines où l'influence de l'Église a souvent été prédominante, essentiellement dans celui de l'éducation primaire et secondaire.

Les persécutions nourrissent l'intransigeance. Mais, quelle que soit la vision qu'a chaque camp des enseignements de l'Église catholique, elle peut toujours compter sur la loyauté de l'immense masse de ses fidèles. Ces derniers sont d'ailleurs toujours plus nombreux, grâce aux conversions opérées par les missionnaires dans les colonies, et leur nombre va s'accroître encore grâce aux tendances démographiques. Si la religion organisée ne fait plus guère de progrès au sein des grandes communautés urbaines de l'Europe, qui échappent à un maillage ecclésiastique désorganisé et dont la société séculaire dans laquelle elles baignent les éloigne de la religion, elle est loin d'être mourante comme force politique. La fin de la puissance temporelle de la papauté facilite, pour la plupart des catholiques romains, une loyauté intransigeante à son endroit.

L'Église catholique romaine est la plus exigeante à l'égard de ses fidèles et se trouve alors en première ligne, mais l'autorité des prêtres et des hommes d'Église est partout questionnée. C'est un des faits les plus frappants du XIX^{e} siècle, d'autant que nombre d'Européens et d'Américains continuent de croire de manière littérale aux dogmes de leurs Églises et aux textes de la Bible. Ils sont pourtant inquiets de voir ces croyances menacées, ce qui arrive de plus en plus et dans de nombreux pays. La religion est en premier lieu contestée au sein des élites intellectuelles, qui, le plus souvent, tirent leurs idées des Lumières. « Voltairien » est un des adjectifs les plus utilisés au XIX^{e} siècle pour qualifier une vision antireligieuse et sceptique. Au cours du siècle, de telles idées sont ensuite renforcées par d'autres courants intellectuels, par les

actions des élites, mais aussi parce que la diffusion des journaux et l'alphabétisation de masse progressent.

Un autre défi est posé par les exégètes de la Bible, particulièrement en Allemagne où, à partir des années 1840, ils démolissent de nombreuses idées reçues sur la vertu du Livre saint comme document historique, mais imposent également un changement psychologique significatif dans le rapport aux Écritures. Il devient possible de regarder la Bible comme un document historique semblable aux autres, et qui peut, comme tel, être critiqué. Une célèbre (et scandaleuse) *Vie de Jésus*, publiée en 1863 par Ernest Renan, donne à cette vision une plus large audience encore. Le Livre, au cœur de la civilisation occidentale depuis le haut Moyen Âge, ne retrouvera plus jamais son ancien statut.

Une seconde source d'idées portant préjudice à la foi chrétienne traditionnelle − et donc à la morale, à la politique et à une économie si longtemps ancrées dans les idées chrétiennes − est la science naturelle. Les attaques des Lumières contre le caractère souvent illogique et contradictoire des enseignements de la Bible deviennent plus alarmantes quand la science apporte les preuves empiriques que des faits mentionnés dans la Bible (et qui s'appuient par conséquent sur la même autorité que les autres) ne correspondent manifestement pas à des faits observables. Le point de départ est la géologie ; des idées, déjà en vogue depuis la fin du XVIII^{e} siècle, reçoivent une ample publicité dans les années 1830 avec la publication des *Principes de la géologie* de l'Écossais Charles Lyell. Ce livre décrit les paysages et les structures géologiques en termes de forces en perpétuel travail, non comme le résultat d'un acte unique de création, mais soumises aux effets de la pluie, du vent et d'autres phénomènes. Lyell affirme que si sa théorie se confirme, alors la présence de fossiles de différentes formes dans différentes strates géologiques implique qu'à chaque période géologique de nouveaux

animaux sont apparus. Si tel est le cas, le récit complet de la Genèse est sur la sellette. Mais cette remise en cause connaît son point d'orgue par le biais d'une autre science − la biologie − avec la publication, en 1859, par un scientifique britannique, Charles Darwin, d'un des plus grands livres de la civilisation occidentale : *De l'Origine des espèces*.

L'ouvrage est publié à un moment et dans un pays où il est particulièrement susceptible de connaître un grand retentissement ; l'opinion publique est, d'une certaine manière, prête. La question du bien-fondé de la domination de la religion (dans le domaine éducatif, par exemple) est dans l'air. Le mot « évolution » est déjà familier, même si Darwin évite de l'utiliser et ne le fera finalement figurer que dans la cinquième édition de son livre, publiée dix ans après la première.

Pourtant, ce livre est le premier à articuler l'hypothèse de l'évolution − l'idée que les choses vivantes ne sont que l'évolution d'autres formes plus simples. L'homme n'échappe évidemment pas à la règle, comme il l'explicite en 1871 dans un autre ouvrage, *La Descendance de l'homme*. Plusieurs visions s'affrontent sur la manière dont cette évolution s'est produite. Darwin, impressionné par la vision malthusienne de la compétition meurtrière de l'humanité pour la nourriture, adopte l'idée que les qualités qui permettent de survivre en milieu hostile assurent la « sélection naturelle » des créatures qui les incarnent. Cette vision est vulgarisée (et terriblement mal interprétée) par l'usage d'un slogan : la « loi du plus fort ». Si son œuvre inspire de nouveaux travaux, Darwin porte surtout au récit biblique de la Genèse (ainsi qu'à l'idée du statut à part des humains) un coup d'une portée inégalée. S'ajoutant aux critiques de la Bible et à la géologie, son livre interdit désormais à toute personne sensée et réfléchie d'accepter − comme c'était encore possible en 1800 − la Bible comme un ouvrage littéral. L'ébranlement de l'autorité des Écritures

demeure la manière la plus évidente dont la science a influé sur les croyances. Il faut aussi remarquer que la science fait déjà l'objet d'un prestige encore vague, mais de plus en plus étendu. Son nouveau statut d'instrument suprême de la manipulation de la nature apparaît de plus en plus irrésistible. La mythologie de la science fait ses premiers pas. Un tel glissement s'explique : si les grands progrès scientifiques du XVII^{e} siècle ont rarement changé la vie des hommes et femmes ordinaires, ceux du XIX^{e} la bouleversent de plus en plus. Des personnes qui ne comprennent sans doute pas un mot de ce qu'écrivent Joseph Lister (qui établit la nécessité d'employer des antiseptiques en chirurgie) ou Michael Faraday (qui plus que tout autre a rendu possible l'utilisation de l'électricité) savent qu'en 1900 la médecine diffère de celle qu'avaient connue leurs grands-parents et voient l'électricité gagner leurs foyers. En 1914, des messages radios traversent l'Atlantique, les machines volantes qui n'utilisent pas de gaz plus légers que l'air sont répandues, l'aspirine est facilement disponible et un fabricant d'automobiles américain commercialise les premières voitures bon marché produites en masse. La puissance et la portée de la science ne sont qu'imparfaitement représentées par cette simple énumération, mais de tels progrès impressionnent à ce point l'homme ordinaire qu'ils donnent naissance à un nouveau culte. La sensibilisation aux sciences se fait par la technologie qui, longtemps, est la seule manière dont la science influe de manière positive sur la vie quotidienne. Mais cette montée en puissance de la science a des conséquences qui dépassent sa simple puissance de frappe. Au cours des années qui précèdent 1914, les fondations sont déjà réunies pour que la science devienne, au cours de la seconde moitié du XX^{e} siècle, le ressort principal de la culture dominante. La science connaît des progrès qui affectent la vie de tous les êtres humains, qui, pour la plupart, peinent à en appréhender les implications

philosophiques les plus élémentaires. La science est en train de devenir un phénomène culturel.

Au XVII^e siècle, avec les premières avancées dans le domaine de la physique, la science est déjà un phénomène social. Des sociétés fleurissent, qui voient des individus se réunir pour étudier la nature d'une manière que l'on considérera plus tard comme scientifique, et des scientifiques sont parfois employés par les souverains pour résoudre des problèmes spécifiques. Dans le domaine des « arts utiles » − on les appelle plus volontiers arts que sciences − comme la navigation ou l'agriculture, des expériences effectuées par des néophytes peuvent offrir des contributions précieuses. Un point de terminologie montre à quel point cette période est éloignée du XIX^e siècle et du suivant : les scientifiques sont alors appelés « philosophes naturalistes ». Le mot « scientifique » n'est inventé qu'au cours du dernier tiers du XIX^e siècle et sert à distinguer l'observation des spéculations. Mais, pour la plupart des gens, il existe alors peu de différences entre l'homme qui spécule et le scientifique, à une période où pourtant l'ingénierie, l'extraction minière et la manufacture d'objets sont en plein essor.

Le XIX^e siècle n'en demeure pas moins le premier siècle où la science est tenue par les personnes éduquées pour un champ d'études à part entière et où les chercheurs ont un statut professionnel reconnu. Ce nouveau statut se manifeste par la place accordée à la science dans l'éducation, tant par la création de nouveaux départements dans des universités existantes que par celle, notamment en France et en Allemagne, d'institutions scientifiques et techniques. Les écoles commencent à faire une part de plus en plus belle à l'enseignement scientifique. De tels développements s'accélèrent au fur et à mesure que les effets de la science sur la vie économique et sociale se font sentir, ce qui contribue à accélérer encore la tendance. À partir de 1700, on assiste à une croissance constante et

exponentielle du nombre de scientifiques, qui double tous les quinze ans environ. Au cours du XIX^{e} siècle, il est d'ailleurs possible de mesurer par d'autres biais le développement des sciences (la construction d'observatoires astronomiques par exemple), qui confirment cette croissance exponentielle.

Ce phénomène social sous-tend une maîtrise croissante de l'environnement et une amélioration des conditions de vie, que peuvent constater tous les hommes. Le XIX^{e} siècle est le premier à voir la science devenir un véritable objet de culte − voire d'idolâtrie. En 1914, les Européens et Américains cultivés tiennent pour acquis les anesthésiques, l'automobile, la turbine à vapeur, des métaux plus résistants et plus diversifiés, l'aéroplane, le téléphone, la technologie sans fil et bien d'autres merveilles qui n'existaient pas un siècle auparavant ; leurs effets se font déjà grandement sentir. Les plus évidents sont ceux qui découlent du faible coût de l'électricité ; elle transforme déjà les villes, avec leurs tramways et leurs trains électriques qui transportent les habitants des banlieues, le travail en usine qui s'effectue sur de nouvelles machines, et la vie domestique avec l'apport de la lumière électrique. Même la population animale est affectée : les 36 000 chevaux qui tiraient les premiers tramways de Grande-Bretagne, en 1900, ne sont plus que 900 en 1914.

Certes, les applications pratiques des découvertes scientifiques n'ont rien de neuf. Depuis le XVII^{e} siècle, les avancées technologiques dues à la science sont permanentes, mais pour la plupart confinées à la balistique, à la navigation, à la cartographie, à l'agriculture et à quelques processus industriels élémentaires. Ce n'est qu'au XIX^{e} siècle que la science commence à jouer un rôle vraiment important, en changeant durablement la société autrement que par des réalisations spectaculaires. La teinture chimique constitue, par exemple, un vaste champ de recherche au XIX^{e} siècle, qui mène à des innovations

touchant d’autres secteurs comme la fabrication de médicaments, d’explosifs ou d’antiseptiques, pour n’en citer que quelques-uns. Voilà qui a des conséquences humaines, sociales et économiques. Ces « teintures rapides » affectent la vie de millions de personnes ; le malheureux Indien qui cultive de l’indigo voit son marché disparaître sous ses yeux, tandis que les classes ouvrières de l’Occident peuvent commencer à s’acheter des vêtements colorés, ouvrant ainsi la voie aux méthodes de production de masse et aux fibres synthétiques, qui finiront par abolir les différences visibles entre les classes sociales. Voilà qui participe à fois au changement et à la perpétuation de la société.

La science fondamentale change elle aussi les sociétés, mais laissons pour le moment de côté les avancées obtenues avant 1914, en physique notamment. Un des domaines où ses effets sont les plus tangibles est celui de la médecine. En 1914, les progrès sont déjà considérables. En un siècle, un savoir-faire est devenu une science. On progresse dans le contrôle et la théorie des infections : les antiseptiques, introduits par Lister dans les années 1860, font partie de l’arsenal quelques décennies plus tard. Avec son ami Louis Pasteur, le plus grand et le plus célèbre chimiste français, il pose les fondations de la bactériologie. La reine Victoria elle-même est pionnière dans la diffusion des nouvelles méthodes médicales ; des anesthésies locales lui sont ainsi prodiguées lors de la naissance de certains de ses enfants, ce qui permet de gagner rapidement l’adhésion des masses à des techniques encore balbutiantes dans les années 1840. Rares sont ceux qui ont conscience de l’importance de la découverte, en 1909, du Salvarsan, grande étape dans le traitement particulier des infections, ou de celles de l’identification du vecteur de la malaria et de la découverte des rayons X. Ces avancées, malgré leur importance, sont déjà dépassées cinquante ans plus tard ; restent que les traitements se multiplient et que le coût de la médecine, en conséquence, explose.

L’impact de la science d’avant 1914 permet de comprendre la genèse de sa mythologie. Ce dernier terme n’implique aucune connotation péjorative et signale simplement que la recherche scientifique, fondée sur l’observation rationnelle des phénomènes, a fini par influencer la façon donc les hommes voient le monde, comme les religions avant elle. Elle devient également un outil d’exploration et de manipulation de la nature. On espère qu’elle permettra de répondre à des questions métaphysiques sur les buts de l’existence humaine, ou sur la manière dont il convient de réguler les comportements. Elle façonne de manière considérable les attitudes populaires. Voilà qui dépasse son premier objet. La science donne naissance à une civilisation dont les élites n’ont, sauf à l’état de vestiges, plus de croyances religieuses ni d’idéaux transcendantaux. Cette nouvelle culture repose sur la promesse tacite des possibilités qu’offre la manipulation de la nature. Elle considère qu’aucun problème ne saurait être tenu pour insoluble, pour peu que l’on y consacre assez de temps et d’argent ; elle continue de faire de la place à l’obscur, mais plus au mystère par essence. De nombreux scientifiques se méfient pourtant de cette conclusion, dont toutes les implications sont loin d’être encore saisies. C’est néanmoins sur ce présupposé que s’appuie la vision dominante avant 1914.

Cette foi du charbonnier dans la science a été appelée « scientisme », mais ses adeptes inconditionnels sont rares, même à son apogée à la fin du XIX^{e} siècle. Une autre preuve du prestige de la méthode scientifique est fournie par le désir de certains intellectuels d’en étendre les méthodes au-delà des sciences naturelles. Un premier exemple est fourni par la création des « sciences sociales », notamment par les adeptes du réformateur anglais Jeremy Bentham. Ce dernier souhaite appuyer la gestion de la société sur l’usage calculé du principe qui veut que les hommes réagissent au plaisir et à la douleur. Le plaisir doit donc être maximisé et la douleur

minimisée ; les sensations du plus grand nombre doivent être prises en compte. Au XIX^{e} siècle, un nouveau nom est donné à cette science de la société par le philosophe français Auguste Comte : la sociologie − Marx sera décrit, lors de ses funérailles, comme son « Darwin ». Ces tentatives (et bien d'autres) d'imiter les sciences naturelles s'appuient sur la recherche de lois générales et quasi mécaniques ; paradoxalement, au même moment, les sciences naturelles sont en passe d'abandonner la recherche de lois universelles. Cela n'a que peu d'importance : cette recherche même continue de témoigner du prestige du modèle scientifique.

Autre paradoxe, la science contribue elle aussi au sentiment d'éclatement de la civilisation européenne avant 1914. Par la remise en cause de la religion traditionnelle, comme nous l'avons vu, mais aussi de manière plus subtile. Par le déterminisme, que de nombreuses personnes associent au darwinisme, ou par un relativisme suggéré par l'anthropologie ou l'étude de l'esprit humain, la science sape la confiance dans les valeurs de l'objectivité et du rationalisme qui ont joué un si grand rôle depuis le XVIII^{e} siècle. En 1914, des signes indiquent que l'Europe éclairée, libérale, rationnelle est aussi menacée par les tensions que l'Europe conservatrice et religieuse.

Au début du XX^{e} siècle, si certains Européens sont sceptiques ou craignent pour l'avenir de l'Europe, quasiment personne n'imagine qu'elle pourrait bientôt ne plus se trouver au cœur des affaires du monde, ne plus en concentrer la majorité du pouvoir politique, ne plus en arbitrer les destinées. Diplomatiquement et politiquement, les hommes d'État européens peuvent continuer d'ignorer le reste du monde, à l'exception de l'hémisphère Ouest, d'une part, où une autre nation d'Européens, les États-Unis, règne en maître, et de l'Extrême-Orient, d'autre part, où le Japon monte en puissance et où les Américains ont des intérêts qu'ils sont désormais en mesure de protéger. Ce sont les

relations que leurs nations entretiennent entre elles qui fascinent la plupart des dirigeants européens en 1900 ; à leurs yeux, rien d’autre ne saurait compter davantage.

IX
La Première Guerre mondiale et son temps

Depuis 1870, aucune grande nation européenne n’a fait la guerre à une autre, ce qui n’est pas sans faire naître de grands espoirs. Mais quelques signes inquiètent avant même la fin du siècle. Certaines grandes puissances font en effet face à de graves problèmes internes, qui ont des répercussions externes. Bien que très différentes, l’Allemagne et l’Italie unifiées sont de jeunes nations ; quarante ans auparavant elles n’existaient pas, ce qui contribue à rendre leurs souverains respectifs très sensibles aux divisions internes et, pour les faire taire, à encourager le chauvinisme. Les dirigeants italiens se lancent dans de désastreuses aventures coloniales, encouragent la suspicion et l’inimitié à l’égard de l’Autriche-Hongrie (ancienne alliée de l’Italie mais qui règne sur des terres que les Italiens tiennent pour « irrédentes »), avant d’engager leur pays dans une guerre contre la Turquie en 1911. L’Allemagne peut s’appuyer sur ses immenses succès industriels et commerciaux mais, une fois le prudent Bismarck retiré des affaires, la politique étrangère allemande s’oriente de plus en plus vers une quête de prestige et de respect internationaux, deux notions aussi impalpables que dangereuses − une « place au soleil », comme l’appellent certains Allemands. L’Allemagne doit également faire face aux conséquences de l’industrialisation. Les nouvelles forces économiques et sociales qu’elle a libérées sont de plus en plus incompatibles avec le caractère conservateur de sa Constitution, qui donne tant de poids, au sein du gouvernement impérial, à une aristocratie agraire et semi-

féodale. Mais les tensions internes ne sont pas limitées aux jeunes nations. Les deux grands empires dynastiques de Russie et d'Autriche-Hongrie, plus que les autres États, continuent de refléter le dicton datant de la Sainte-Alliance qui voulait que les gouvernements fussent les opposants naturels de leurs sujets. Malgré une apparente continuité, tous deux ont pourtant connu de grands changements. La monarchie des Habsbourg, dans sa nouvelle forme bicéphale, est une création du nationalisme des Magyars. Au début du XX^{e} siècle, elle peine de plus en plus à donner satisfaction aux nombreuses nations qui la composent. En Bohême et en Autriche, l'industrialisation, comme ailleurs, ajoute de nouvelles tensions aux anciennes. La Russie a connu une révolution en 1905 et en a été plus profondément changée encore. L'autocratie et le terrorisme ont certes anéanti les promesses libérales des réformes d'Alexandre II, mais ils n'ont pu empêcher le développement rapide de l'industrialisation à la fin du XIX^{e} siècle, qui signe le début d'une révolution économique dont l'émancipation des serfs a été le préliminaire essentiel. Des politiques visant à extorquer des grains aux paysans sont un expédient commode pour payer les emprunts étrangers.

Au début du XX^{e} siècle, la Russie commence enfin à donner des signes d'une rapide progression économique. Les quantités produites sont toujours faibles − en 1910, le pays produit l'équivalent d'un tiers de la production britannique de fonte brute et d'un quart de la production d'acier allemande −, mais le rythme des progrès s'accélère. Avant 1914, l'agriculture a déjà franchi un cap. Elle est bientôt en mesure d'absorber, en productivité, le rythme de croissance de la population. Un autre effort est entrepris pour donner naissance à une classe de fermiers indépendants et prospères ayant intérêt à accroître leur productivité, par l'abrogation des dernières contraintes qui pesaient encore sur les individus après l'abandon du servage. Mais l'arriération demeure grande. En 1914, moins

de 10 % des Russes vivent dans des villes et 3 millions, sur une population de 150 millions, travaillent dans l'industrie. L'endettement nuit à la progression de la Russie, qui pourrait être un géant mondial mais est gênée par des handicaps lourds. L'autocratie gouverne mal, ne réforme qu'à contrecœur et s'oppose à tout changement (elle est pourtant contrainte de faire des concessions en 1905). Le niveau culturel général est bas et ne montre aucun signe d'amélioration, alors que l'industrialisation nécessite une meilleure éducation des masses. Les traditions libérales sont inexistantes, au contraire des traditions autocrates ou terroristes. La Russie dépend toujours de l'étranger pour les capitaux dont elle a besoin. La plupart viennent de son alliée, la France.



Avec le Royaume-Uni et l'Italie, la III^{e} République française représente les principes libéraux et constitutionnels au sein des grandes puissances européennes. Socialement conservatrice, la France est, malgré sa vitalité intellectuelle, inquiète et consciente de sa faiblesse. Cette instabilité de façade est partiellement due à la violence verbale des politiciens, soucieux de maintenir les traditions et la rhétorique révolutionnaires. Le mouvement ouvrier est pourtant faible et la France s'industrialise, lentement. Si la République est aussi stable que bien d'autres régimes en Europe, la lenteur de son développement est l'indice d'un autre handicap dont les Français ont conscience : leur infériorité militaire. La guerre de 1870 a montré que la France seule ne pouvait pas battre l'Allemagne. Depuis, la disparité entre les deux pays n'a fait que s'accroître. En termes démographiques, la France a encore décroché et, sur le plan économique, elle est écrasée par sa voisine. Peu avant 1914, la France n'extrait qu'un sixième du volume du charbon allemand et fond moins d'un tiers de sa production de fonte brute et un quart de son acier. Si un match retour de la guerre de 1870 doit avoir lieu, les Français savent qu'il va leur falloir des alliés.

En 1900, il est exclu d'en chercher de l'autre côté de la Manche. La cause en est, pour l'essentiel, coloniale : en de nombreux endroits autour du globe, la France (comme la Russie) est en conflit avec le Royaume-Uni, qui, par ailleurs, est parvenu à se tenir éloigné des querelles européennes. Il s'agit là d'un avantage indéniable, mais le royaume a lui aussi des soucis internes. La première nation industrielle est de loin la plus troublée par l'agitation de la classe ouvrière et, de plus en plus, s'inquiète de voir sa puissance contestée. En 1900, certains hommes d'affaires britanniques tiennent déjà l'Allemagne pour une rivale majeure ; en termes de méthodes et de technologie, l'industrie allemande apparaît grandement supérieure à l'industrie britannique.

De vieilles certitudes commencent à s'éroder ; le libre-échange même est remis en cause. D'autres signes, tels que la violence des habitants de l'Ulster ou des suffragettes et les querelles politiques autour de la législation sociale (la Chambre des lords est bien déterminée à sauvegarder les intérêts des riches), indiquent que le parlementarisme est peut-être menacé. Le vieux consensus politique de l'ère victorienne appartient au passé. Mais les usages politiques et les institutions britanniques font preuve d'une rassurante solidité. La monarchie parlementaire est parvenue à effectuer d'importants changements depuis 1832 et il y a fondamentalement peu de raisons de douter que cela se poursuive.

Les Anglais d'alors peinent en réalité à saisir que la position internationale du Royaume-Uni a changé au cours des cinquante dernières années. Ce changement est manifeste depuis le Japon ou les États-Unis, les deux grandes puissances extra-européennes. La montée en puissance du Japon est déjà peut-être la plus évidente, en raison de sa victoire militaire contre la Russie, mais d'autres signes, pour ceux qui veulent bien les voir, indiquent que les États-Unis seront bientôt en mesure de dépasser l'Europe et de devenir la plus puissante nation du monde. Au XIX^{e} siècle, l'expansion des États-Unis a atteint son pic avec l'établissement de leur suprématie sur le continent américain. La guerre avec l'Espagne et la construction du canal de Panama terminent ce processus. La situation intérieure, sociale et économique permet au système politique de faire face aux grands problèmes une fois la crise de la guerre de Sécession passée.

Un des plus importants résulte de l'industrialisation. La toute-puissance de certains oligarques commence à être questionnée à la fin du XIX^{e} siècle. Mais, à cette date, une machine industrielle d'une taille immense est déjà arrivée à maturation et va constituer le socle de la puissance des États-Unis. En 1914, la production américaine de fonte et

d’acier est le double de celles de la Grande-Bretagne et de l’Allemagne réunies ; les États-Unis extraient assez de charbon pour les dépasser, et fabriquent plus de voitures que tous les autres pays du monde réunis. Le niveau de vie des habitants continue d’attirer l’immigration comme un aimant ; les deux principales sources de la puissance américaine sont ses ressources naturelles et le flux constant de main-d’œuvre bon marché qui y émigre. L’autre ressort est le capital étranger : les États-Unis sont déjà la nation la plus endettée du monde.

Si leur Constitution est, en 1914, l’une des plus anciennes de tous les grands États occidentaux, avec celles de la Grande-Bretagne et de la Russie, le flux constant d’émigrés donne aux États-Unis les caractéristiques et la psychologie d’une nouvelle nation. La nécessité d’intégrer ces nouveaux citoyens provoque parfois des poussées de nationalisme. Mais la géographie, le rejet traditionnel de l’Europe et la domination des élites anglo-saxonnes au sein du gouvernement et des grandes entreprises l’empêchent de s’exprimer violemment en dehors du continent américain. En 1914, les États-Unis sont encore un jeune géant qui patiente dans les coulisses de l’histoire, mais dont l’importance va enfin éclater aux yeux de tous quand l’Europe va le mêler à ses querelles internes.

Car, cette année-là, une guerre éclate en Europe. Elle n’est ni la guerre la plus sanglante de l’histoire, ni la plus longue, ni même, comme on l’a pourtant appelée par la suite, la « Première Guerre mondiale ». Mais elle est de loin le conflit le plus étendu géographiquement et le plus intense. Des nations de tous les continents y prennent part. Elle est également plus coûteuse que toutes les autres guerres de l’histoire et puise comme jamais dans les ressources des États. Des sociétés entières se mobilisent pour y participer. C’est une des premières guerres dans lesquelles des machines jouent un rôle prépondérant ; la guerre est transformée par la science. Ceux qui l’ont livrée

lui ont donné un nom évocateur : la « Grande Guerre ». Ce titre se justifierait à lui seul par les effets psychologiques sans précédent de ce conflit.

C'est aussi la première de deux guerres ayant pour question centrale celle de la puissance de l'Allemagne, et de son contrôle. Les dégâts qu'elles engendreront vont mettre un terme à la suprématie politique, économique et militaire de l'Europe. Chacun de ces deux conflits naît pour l'essentiel de questions européennes. Mais, comme le second conflit mondial, engendré par l'Allemagne, la Grande Guerre s'insère dans d'autres conflits existants, et de nombreuses autres questions viennent s'y mêler. C'est malgré tout l'Europe qui est au cœur du problème. Elle en sortira ravagée et privée de son hégémonie. La chose n'est pas encore apparente en 1918, à l'issue de la Grande Guerre (même si les dégâts subis sont d'ores et déjà irréparables), mais elle le sera en 1945, à la fin de la « Deuxième Guerre mondiale ». Certains historiens sont allés jusqu'à décrire la période s'étendant de 1914 à 1945 comme une « guerre civile » européenne − métaphore réussie, mais métaphore avant tout. L'Europe n'a en effet jamais connu de longues périodes de paix et le contrôle des désordres internes est le présupposé fondamental des États. N'ayant jamais été uni, le continent n'a donc pu subir les affres d'une guerre civile au sens strict. Mais l'Europe est à la source et au cœur d'une culture unitaire ; les Européens se sentent davantage de points communs avec d'autres Européens qu'avec des Africains, des Indiens ou des Asiatiques. De surcroît, l'Europe constitue, en 1914, un système politique doté d'une certaine forme d'unité économique et vient d'expérimenter l'une de ses plus importantes périodes de paix interne. Tout cela aura disparu en 1945, ce qui rend la métaphore de la guerre civile parlante : elle exprime la folie autodestructrice d'une civilisation.

L’équilibre européen, qui a permis aux grandes puissances de demeurer en paix les unes avec les autres durant quarante ans, est alors gravement perturbé. De trop nombreux gouvernants sont arrivés à la conclusion que les hasards de la guerre pourraient leur offrir davantage d’opportunités que la poursuite de la paix. C’est particulièrement vrai au sein des cercles du pouvoir en Allemagne, en Autriche-Hongrie et en Russie. Or, des liens complexes, des impératifs et des intérêts communs lient à tel point les États les uns avec les autres qu’il apparaît peu probable qu’un conflit se limiterait à la participation de quelques-uns d’entre eux. L’autre force concourant à l’instabilité est l’existence de petits pays entretenant des relations particulières avec de grandes nations ; certains sont en position d’arracher le pouvoir décisionnaire des mains de ceux capables de livrer une guerre majeure.

Cette situation est rendue plus délicate encore par l’état d’esprit dans lequel les hommes d’État européens travaillent en 1914. Les sentiments des masses sont alors facilement fouettés, tout particulièrement par des stimuli nationalistes ou patriotiques. L’ignorance des dangers de la guerre est répandue, car personne, à part une infime minorité, n’anticipe une guerre très différente de celle de 1870. Chacun se souvient de la guerre franco-allemande et oublie qu’en Virginie et dans le Tennessee, quelques années auparavant, la guerre moderne a montré son vrai visage, celui d’un massacre prolongé et coûteux (les États-Unis ont perdu plus de soldats au cours de ce conflit que dans tous les autres conflits de leur histoire, jusqu’à ce jour). Chacun sait que la guerre peut être destructrice et violente, bien sûr, mais chacun croit aussi qu’elle appartient à l’histoire ancienne. Le coût même des armements rend inconcevable l’idée d’un conflit prolongé entre États civilisés, comme à l’époque de Napoléon ; l’économie mondiale et le contribuable, dit-on, ne pourraient pas y survivre. Voilà qui contribue à diminuer quelque peu les appréhensions.

D’autres signes indiquent que bon nombre d’Européens s’ennuient en 1914, et que certains voient dans la guerre une forme de libération émotionnelle qui pourrait mettre un terme à une forme de décadence et de futilité caractérisant, à leurs yeux, leur époque. Les révolutionnaires sont naturellement favorables aux conflits internationaux en raison des opportunités qu’ils offrent. Mais, au cours des décennies précédentes, les diplomates sont régulièrement parvenus à empêcher que des crises graves ne débouchent sur des guerres. C’est pourtant là un autre danger, très pernicieux. Les mécanismes de régulation internationale ont tant de fois fonctionné que lorsque apparaissent, en juillet 1914, des problèmes plus complexes que d’ordinaire, leurs implications échappent à ceux qui doivent les résoudre. À la veille même du conflit, la plupart des hommes d’État sont encore persuadés qu’une conférence internationale ou un congrès européen vont permettre de régler la crise.

Le conflit qui éclate en 1914 vient de la rivalité ancienne entre l’Autriche-Hongrie et la Russie dans les Balkans. Ses racines remontent au XVIII^{e} siècle, mais sa dernière phase est dominée par l’effondrement accéléré de l’Empire ottoman en Europe après la guerre de Crimée. D’un certain point de vue, la Première Guerre mondiale peut donc être considérée comme une nouvelle guerre de succession ottomane. Le congrès de Berlin de 1878 a permis à l’Europe de sortir d’une grande période de turbulences, Habsbourg et Romanov ayant fini par conclure une entente dans les années 1890. Elle dure jusqu’au regain d’intérêt de la Russie pour la vallée du Danube, conséquence du coup d’arrêt donné par les Japonais à ses ambitions impériales en Extrême-Orient. Au même moment, des événements extérieurs à l’empire d’Autriche-Hongrie enflamment Vienne.

Le nationalisme révolutionnaire en est la cause fondamentale. Un mouvement réformateur paraît redonner

à l'Empire turc un semblant d'unité. Conséquence immédiate, les nations balkaniques tentent de se défaire du *statu quo* qui leur avait été imposé par les grandes puissances. Profitant de cette situation mouvante, Vienne entreprend d'asseoir ses intérêts dans la région. Face à l'indécision momentanée des Turcs, les Autrichiens humilient les Russes en annexant maladroitement la province ottomane de Bosnie en 1909 ; les Russes avaient bien accepté le principe d'une telle annexion des décennies plus tôt, mais en échange de droits de circulation dans le Bosphore, dont ils sont finalement privés. Autre conséquence de l'annexion de la Bosnie : la double monarchie récupère de nouveaux sujets slaves. De nombreux peuples de l'Empire sont déjà agités, en particulier les Slaves qui vivent sous la domination des Magyars. Sous la pression constante de ces derniers, le gouvernement de Vienne se montre hostile envers la Serbie, auprès de laquelle ses sujets slaves pourraient obtenir du soutien. Certains voient la Serbie comme le possible noyau d'un futur État regroupant tous les Slaves du Sud. Les souverains serbes semblent d'ailleurs incapables (ou non désireux) de réprimer les révolutionnaires panslaves qui utilisent Belgrade comme base arrière pour leurs actions terroristes et de subversion en Bosnie.

Les leçons de l'histoire sont souvent malheureuses ; le gouvernement de Vienne craint de voir la Serbie jouer dans la vallée du Danube le rôle qu'avait joué la Sardaigne dans l'unité de l'Italie. Aux yeux des dirigeants autrichiens, l'Empire pourrait perdre de nouveaux territoires si cette menace n'était pas tuée dans l'œuf. L'Autriche-Hongrie a été exclue d'Allemagne par la Prusse et d'Italie par la Sardaigne. Un nouvel État panslave dans les Balkans − une Grande Serbie ou autre − semble, aux yeux des Habsbourg, menacer l'Empire austro-hongrois d'une exclusion de la vallée du Danube inférieur. Voilà qui signifierait sa disparition en tant que grande puissance, car un tel État

slave exigerait alors un meilleur traitement des Slaves sous domination des Magyars. La survie de l'Empire ottoman ne pourrait dès lors que bénéficier à la Russie, la grande puissance qui soutient la Serbie et qui est déterminée à ne pas se laisser humilier davantage.

Cette situation déjà compliquée est rendue plus complexe encore par l'implication d'autres États européens, par intérêt, par choix, par sentiment ou par des alliances formelles. De toutes ces raisons, la dernière a peut-être moins d'importance qu'on ne l'a pensé. Les efforts entrepris par Bismarck dans les années 1870 et 1880 pour assurer l'isolement de la France et la suprématie allemande ont donné naissance à un système d'alliances unique en temps de paix. Toutes définissent précisément les conditions dans lesquelles les États signataires doivent se soutenir les uns les autres, ce qui gêne les efforts diplomatiques. Au final, ces alliances vont s'avérer inutiles (d'autres facteurs vont décider de la guerre en 1914). Cela ne signifie certes pas qu'elles ne jouent aucun rôle dans le déclenchement de la guerre, mais que des accords formels ne peuvent être suivis d'effets que si leurs signataires souhaitent qu'ils le soient. Ces alliances ont pour origine l'annexion des provinces d'Alsace-Moselle par l'Allemagne en 1871 et la soif de revanche qu'elle a fait naître en France. Bismarck s'en garde en concluant une alliance avec la Russie et l'Autriche-Hongrie. Sa base est celle de la résistance dynastique aux dangers révolutionnaires et subversifs dont la France, seule république parmi les grandes puissances, est la représentante supposée. Le souvenir de 1789 est encore vivace dans l'Europe de 1871 et le bouleversement provoqué par la Commune de Paris a fait renaître toutes les craintes d'une subversion internationale. Cette alliance conservatrice expire malgré tout au début des années 1880, par la faute de Bismarck qui pense qu'il est de l'intérêt de l'Allemagne de soutenir l'Autriche-Hongrie si un conflit entre cette dernière et la Russie devenait inévitable. C'est

l’Italie qui vient remplacer la Russie aux côtés de l’Allemagne et de l’Autriche-Hongrie au sein de la Triple-Alliance, formée en 1882. Bismarck maintient néanmoins un traité de « réassurance » avec la Russie, même s’il doute de pouvoir, par ce biais, éviter un conflit entre cette dernière et l’Autriche-Hongrie.

Un tel conflit apparaît peu probable avant 1909. Les successeurs de Bismarck ont laissé depuis longtemps le traité de réassurance expirer. Depuis 1892, la Russie est l’alliée de la France. À partir de cette date, l’Europe de Bismarck − où l’équilibre était maintenu par le rôle central de l’Allemagne − est de plus en plus divisée en deux camps. La politique étrangère allemande vient encore aggraver cette tendance. Souhaitant s’affirmer sur le plan international, elle effraie de nombreuses nations par sa véhémence. En 1905 et en 1911, l’ire allemande se tourne contre la France. Les questions coloniales et commerciales servent à justifier plusieurs démonstrations de force, n’ayant pas d’autre objet que de faire sentir à la France que son alliance avec la Russie ne saurait lui laisser penser qu’elle est militairement en position de faire fi des exigences allemandes. L’état-major allemand a dès 1900 accepté l’idée de devoir livrer bataille sur deux fronts si nécessaire, et opte, dès 1905, pour une offensive rapide contre la France, avant que le lent colosse russe n’ait le temps de mobiliser ses troupes.

Au début du XX^{e} siècle, la participation de la France et de l’Allemagne à une possible guerre austro-russe est donc de plus en plus probable. Les Allemands rendent la chose plus plausible encore en se rapprochant de la Turquie, ce qui inquiète bien davantage les Russes qu’auparavant, leurs exportations de céréales, en constante augmentation depuis les ports de la mer Noire, devant transiter par le Bosphore et les Dardanelles. Les Russes commencent donc à se préparer à la guerre. La première étape consiste à terminer le réseau ferré qui rendrait possibles la mobilisation et le

déplacement rapide des immenses armées russes vers les champs de bataille de l'Europe de l'Est.

De tout cela, la Grande-Bretagne n'aurait guère de raison de s'inquiéter si la politique allemande ne visait pas constamment à la contrarier. À la fin du XIX^{e} siècle, les querelles de la Grande-Bretagne avec la France et la Russie sont pour ainsi dire terminées. Elles étaient nées d'ambitions impériales contradictoires, en Afrique et dans le Centre et le Sud-Est asiatiques. Les relations anglo-allemandes posaient moins de problèmes, même s'il arrivait qu'elles s'enveniment. Au début du XX^{e} siècle, la Grande-Bretagne se préoccupe de son empire, pas de l'Europe. La première alliance conclue en temps de paix depuis le XVII^{e} siècle l'a été avec le Japon, pour sauvegarder ses intérêts en Asie. Puis, en 1904, les querelles anciennes avec la France sont vidées par le biais d'un accord qui, pour l'essentiel, porte sur l'Afrique et laisse à la France les mains libres au Maroc et à la Grande-Bretagne en Égypte − une manière de régler une autre partie de la succession ottomane. Cet accord vient également arrondir d'autres querelles coloniales sur toute la surface du globe, dont certaines remontaient à la paix d'Utrecht de 1713. Quelques années plus tard, la Grande-Bretagne signe un accord similaire (mais moins concluant) avec la Russie, sur leurs sphères d'influence respectives en Perse. L'accord franco-anglais va bien plus loin qu'un simple règlement de vieilles disputes. Il lance les débuts d'une *entente*, c'est-à-dire d'une relation spéciale.

C'en est trop pour l'Allemagne. Irrité par cet accord, le gouvernement allemand décide de montrer à la France qu'il a son mot à dire dans les affaires marocaines, dans le cadre d'une conférence internationale. Il est entendu, mais cette nouvelle tentative d'humiliation renforce l'Entente ; les Britanniques comprennent qu'ils risquent de se retrouver, pour la première fois depuis des décennies, impliqués dans les affaires d'un continent qui, s'ils ne s'en mêlent pas, va se

trouver sous domination allemande. L'Allemagne est suffisamment mal inspirée pour s'aliéner sa dernière chance de rassurer l'opinion publique anglaise en accélérant la construction de sa marine de guerre. Un tel mouvement ne peut être dirigé que contre la Grande-Bretagne et provoque une course à l'armement naval que les Britanniques sont bien déterminés à gagner (puisqu'ils ne peuvent y mettre un terme), et qui enflamme encore davantage l'opinion publique. En 1911, alors que l'écart entre les flottes des deux nations se réduit et inquiète de plus en plus en Grande-Bretagne, la diplomatie allemande provoque une nouvelle crise au Maroc. Le Premier ministre britannique Lloyd George laisse alors publiquement entendre que la Grande-Bretagne est prête à entrer en guerre pour protéger la France.

La guerre éclate finalement dans les Balkans. La Serbie est sortie renforcée des « guerres balkaniques » de 1912-1913, qui voient les jeunes nations des Balkans dépouiller l'Empire ottoman des restes de son territoire européen avant de se disputer le partage du butin. La Serbie n'obtient que des avantages limités, la faute aux objections de l'Autriche. Mais derrière la Serbie se tient la Russie, qui s'est lancée dans un programme de réformes et d'extension de ses forces armées, prévu pour durer trois ou quatre ans. Pour les Autrichiens, il est urgent de montrer aux Slaves des Balkans que la double monarchie a les moyens d'humilier la Serbie et qu'ils ne doivent pas compter sur elle. L'Allemagne étant l'alliée de l'Autriche-Hongrie, il est par ailleurs peu probable qu'elle cherche à éviter un affrontement avec la Russie, qu'elle considère avoir de bonnes chances de remporter.


LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE 1914-1918
Puissances centrales en août 1914
Etats neutres qui rejoignent les centraux (date d'entrée en guerre)
Alliés en août 1914
Etats neutres qui rejoignent les Alliés (date d'entrée en guerre)
Etats restés neutres durant toute la guerre
Limite de l'avancée alliée
Limite de l'avancée des Puissances centrales
Mer du Nord
NORVÈGE
SUÈDE
GRANDE-BRETAGNE
DANEMARK
PAYS-BAS
Londres
Berlin
Varsovie
BELGIQUE
ALLEMAGNE
Océan Atlantique
Paris
Prague
FRANCE
Munich
AUTRICHE-HONGRIE
Vienne
SUISSE
Lyon
Budapest
PORTUGAL (9/3/1916)
Lisbonne
Madrid
ESPAGNE
ITALIE (23/05/1915)
Sarajevo
SERBIE
MONTE-NÉGRO
ALBANIE
Rome
ROUMANIE (27/8/1916)
BULGARIE
Sofia (14/10/1915)
GRÈCE (1918)
ALGÉRIE
MAROC
TUNISIE
N
Mer Méditerranée
LIBYE
0
800 km
0
500 miles
Petrograd
Moscou
Riga
FRONT EST (Oct. 1917)
EMPIRE RUSSE
Brest-Litovsk
Kiev
Kharkov
Mer Caspienne
Sébastopol
Mer Noire
Ankara
Gallipoli
EMPIRE OTTOMAN (3/11/1914)
PERSE
Bagdad
Damas
Canal de Suez
Jérusalem
ARABIE
Alexandrie
Le Caire
ÉGYPTE

La crise débute à Sarajevo avec l'assassinat d'un archiduc d'Autriche par un terroriste bosniaque en juin 1914. Les Autrichiens y voient la main des Serbes. Ils pensent que l'heure est venue de donner une leçon à la Serbie et de tuer pour toujours l'agitation panslave. Le 28 juillet, l'Autriche déclare la guerre à la Serbie. Une semaine plus tard, toutes les grandes puissances sont en guerre (ironie de l'histoire, Austro-Hongrois et Russes sont encore en paix et il faut attendre le 6 août pour que Vienne déclare enfin la guerre à sa vieille rivale).

La stratégie planifiée des militaires allemands dicte le déroulement des événements. La décision d'abattre la France avant la Russie a été prise des années auparavant. Le plan allemand prévoit une attaque contre la France passant par la Belgique, dont la neutralité a été garantie, entre autres, par la Grande-Bretagne. La séquence des événements devient dès lors presque imparable. La Russie mobilise pour faire pression sur l'Autriche-Hongrie, afin de protéger la Serbie. Le 1er août, les Allemands déclarent la guerre à la Russie, et le 3 août à la France, qu'ils souhaitent frapper en premier. L'alliance franco-russe n'a donc jamais vraiment opéré. En violant la neutralité de la Belgique, le gouvernement allemand donne à la Grande-Bretagne, inquiète de voir la France attaquée mais incapable de trouver un prétexte pour l'empêcher, un motif idéal pour unir le pays et déclarer la guerre à l'Allemagne le 4 août 1914.

La durée et l'intensité de la guerre dépassent toutes les prévisions, comme son étendue géographique. Le Japon et l'Empire ottoman entrent en guerre peu après son déclenchement ; le premier aux côtés des Alliés (la Grande-Bretagne, la France et la Russie), la Turquie aux côtés des Puissances centrales (l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie). L'Italie rejoint les Alliés en 1915, en échange de la promesse de territoires autrichiens. Des efforts sont entrepris pour rallier d'autres États en leur offrant des gains territoriaux

après la victoire ; la Bulgarie rejoint les Puissances centrales en octobre 1915 et la Roumanie les Alliés l'année suivante. La Grèce devient une puissance alliée en 1917. Le gouvernement portugais tente d'entrer en guerre en 1914 mais, en raison de troubles internes, se voit finalement déclarer la guerre par l'Allemagne en 1916. À la fin de l'année, les questions de rivalités franco-allemande et austro-russe se sont confondues avec d'autres questions. Les États des Balkans se livrent une troisième guerre balkanique (et poursuivent donc la guerre de succession ottomane en Europe), les Britanniques mènent une guerre contre la puissance navale et commerciale allemande, et les Italiens la dernière guerre du *Risorgimento*, tandis que, en dehors de l'Europe, Britanniques, Russes et Arabes s'attaquent à l'Empire ottoman. Les Japonais, quant à eux, continuent d'asseoir à peu de frais leur hégémonie en Extrême-Orient.

Si les belligérants cherchent des alliés en 1915 et 1916, c'est que la guerre est entrée dans une impasse que personne n'avait anticipée. La nature des combats surprend tout le monde. Ils débutent avec une entrée rapide des Allemands dans le nord de la France. La victoire éclair recherchée n'est pas obtenue, mais donne à ceux-ci la possession de la quasi-intégralité de la Belgique et de grandes portions du territoire français. À l'Est, les offensives russes ont été enrayées par les Allemands et les Austro-Hongrois. Par la suite, et à l'Ouest plus qu'à l'Est, les champs de bataille tournent à la guerre de siège à grande échelle, pour deux raisons. La première est l'immense létalité des armes modernes. Les fusils à répétition, les mitrailleuses et les barbelés peuvent arrêter toute attaque de l'infanterie qui n'aurait pas été précédée par un bombardement pulvérisant les lignes de défense. Le bilan humain, catastrophique, le démontre amplement. Fin 1915, 300 000 soldats français sont déjà morts, et le pire est à venir. En 1916, la bataille de Verdun, qui s'étale sur sept

mois, vient ajouter 315 000 morts à ce chiffre. Au cours de la même bataille, 280 000 Allemands sont tués. La même année, plus au nord, la bataille de la Somme coûte 420 000 hommes aux Britanniques et autant aux Allemands. Le 1er juillet 1916, qui voit la bataille débuter, demeure le jour le plus noir de l'histoire de l'armée britannique, qui perd 60 000 hommes, dont un tiers de tués.

De tels chiffres viennent contredire l'idée que le coût même de la guerre moderne assurerait sa brièveté. C'est la conséquence de la deuxième raison qui permet la poursuite de cette guerre de positions : l'énorme puissance militaire développée par les sociétés industrielles. De très nombreux combattants sont las de la guerre fin 1916, mais les belligérants font montre d'une capacité inédite à organiser leurs sociétés, ce qui leur permet de produire des quantités inégalées de matériel et de fournir toujours plus de soldats aux armées. Ce sont des sociétés entières qui s'affrontent ; les vieilles idées d'une solidarité internationale de la classe ouvrière ou des classes dirigeantes contre la subversion apparaissent comme des fables sans consistance.

L'incapacité de chaque camp à soumettre l'autre sur le champ de bataille accélère l'expansion géographique et technique de la guerre. Voilà pourquoi les diplomates cherchent de nouveaux alliés et les généraux de nouveaux fronts. En 1915, les Alliés montent une attaque contre la Turquie dans les Dardanelles avec l'espoir, frustré, de la contraindre à capituler et d'ouvrir les communications avec la Russie par la mer Noire. Une autre tentative de contourner l'impasse sur le front français entraîne la création d'un nouveau front balkanique à Salonique ; il remplace celui fermé par l'occupation de la Serbie. Les possessions coloniales des belligérants assurent dès le départ que les combats vont s'étendre sur toute la surface du globe, même à petite échelle. Les colonies allemandes sont conquises assez rapidement, grâce à la suprématie navale britannique, même si celles d'Afrique le sont au bout

de campagnes laborieuses. Les opérations extra-européennes les plus importantes se déroulent dans le sud et l'est de l'Empire ottoman. Une armée britannique et indienne entre en Mésopotamie. D'autres forces avancent depuis le canal de Suez vers la Palestine. Dans le désert, la révolte des Arabes contre les Turcs constitue l'un des rares épisodes romantiques adoucissant un peu le caractère impersonnel de la guerre industrielle.

L'expansion technique de la guerre est particulièrement visible dans ses effets industriels et dans le délitement moral qu'elle provoque. La guerre civile américaine a préfiguré un tel glissement, un demi-siècle auparavant, en révélant les exigences matérielles de la guerre de masse au sein d'une démocratie. Les moulins, les usines, les mines et les hauts-fourneaux de l'Europe tournent comme jamais. Ceux des États-Unis et du Japon aussi ; ils alimentent les Alliés, non les Puissances centrales, en raison de la suprématie navale britannique. Le maintien de millions d'hommes sous les drapeaux ne nécessite pas seulement la production d'armes et de munitions, mais aussi de nourriture, de vêtements, de matériel médical et de machines, en quantités énormes. Si des millions d'animaux participent à ce conflit, c'est aussi la première guerre du moteur à combustion ; camions et tracteurs ingurgitent aussi goulûment le pétrole que les chevaux et les mules engloutissent leur avoine. De nombreuses statistiques illustrent le caractère industriel du conflit, mais une seule peut suffire : en 1914, l'Empire britannique dans son ensemble compte 18 000 lits d'hôpitaux ; quatre ans plus tard, il en compte 630 000.

Les répercussions d'une telle augmentation de la demande traversent toutes les couches de la société et poussent tous les pays, dans des mesures variées, à placer l'économie sous le contrôle du gouvernement, à instaurer le travail obligatoire, à révolutionner l'emploi des femmes et à introduire de nouveaux services sociaux et de santé. Et cela

ne s’arrête pas à l’Europe. Les États-Unis cessent d’être un État débiteur ; les Alliés y liquident leurs investissements pour acheter ce dont ils ont besoin, et deviennent débiteurs à leur tour. L’industrie indienne reçoit le coup de pouce tant attendu. En Argentine et dans les dominions britanniques blancs, les fermiers et grands exploitants agricoles font fortune. Les dominions supportent d’ailleurs leur part du fardeau, en envoyant des soldats en Europe comme en combattant les Allemands dans leurs colonies.

L’expansion technologique rend aussi la guerre plus effrayante. Les mitrailleuses et les obus hautement explosifs permettent les massacres et de nouvelles armes sont inventées, comme les gaz de combat, les lance-flammes ou les chars, afin de tenter de sortir de l’impasse. Surtout, l’engagement de sociétés entières dans la guerre a pour conséquence d’étendre les cibles à toute la société. Il devient désormais souhaitable de s’attaquer à l’intégrité physique et mentale des populations civiles. Les dénonciations de telles pratiques font elles aussi partie d’une autre forme de guerre, celle de la propagande. Les possibilités offertes par une alphabétisation de masse et la création récente de l’industrie du cinéma viennent supplanter les autels et les écoles. Aux Britanniques qui accusent les Allemands bombardant Londres depuis des dirigeables d’être des « tueurs de bébés », les Allemands répliquent que les marins anglais qui soutiennent le blocus naval de leur pays en sont d’autres. La montée en flèche de la mortalité infantile en Allemagne en est la preuve.

Désireux de lutter contre le succès aussi lent qu’irrésistible du blocus britannique et réticent à risquer sa flotte dont la construction a tant fait pour empoisonner les relations entre les deux pays avant la guerre, le haut commandement allemand conçoit un nouvel usage pour une arme dont la puissance est sous-estimée en 1914 : le sous-marin. Les cargos et les navires neutres qui fournissent les Alliés sont pris pour cibles par ces U-Boote allemands. Les

attaques sont souvent effectuées sans avertissement, contre des navires désarmés. Les premières attaques ont lieu début 1915, mais les sous-marins allemands sont peu nombreux et ne causent guère de dégâts. L'indignation est unanime quand un paquebot britannique est torpillé cette même année, causant la mort de 1 200 personnes, dont des Américains. Les Allemands décident d'interrompre momentanément leur guerre sous-marine. Elle reprend début 1917.

À cette date, il est clair que, faute d'affamer la Grande-Bretagne, l'Allemagne va mourir étouffée par le blocus. Au cours de l'hiver, les pays des Balkans souffrent de la famine et l'on meurt de faim dans les faubourgs de Vienne. Les Français ont déjà perdu 3 350 000 hommes tués, blessés ou disparus, les Britanniques plus d'un million ; les Allemands près de 2,5 millions. Les émeutes de la faim et les grèves sont de plus en plus fréquentes ; le taux de mortalité infantile dépasse de 50 % celui de 1915. Il n'y a pas de raison de croire que l'armée allemande, qui livre bataille sur deux fronts, sera davantage en mesure de l'emporter que la France ou la Grande-Bretagne ; la situation lui est de toute façon plus favorable, elle est sur la défensive. Le haut commandement allemand décide donc de reprendre la guerre sous-marine à outrance, qui entraîne le premier grand bouleversement de la guerre en 1917 : l'entrée des États-Unis dans le conflit. Si les militaires allemands tenaient cette entrée en guerre pour inévitable, ils espèrent encore pouvoir mettre l'Angleterre à genoux − et la France avec elle − avant que le poids de l'Amérique ne se fasse sentir.

L'opinion américaine, qui n'était pas plus favorable à un camp qu'à l'autre en 1914, a évolué. La propagande des Alliés et leurs commandes aux États-Unis ont joué, tout comme la campagne sous-marine allemande. De très nombreux Américains sont séduits par les buts de guerre affichés des Alliés, qui affirment vouloir reconstruire

l’Europe sur la base de la sauvegarde des intérêts des nationalités. Mais c’est la reprise de la guerre sous-marine à outrance qui est décisive : elle menace directement les intérêts des États-Unis et la sécurité de leurs citoyens. Quand il est révélé que l’Allemagne espérait négocier une alliance avec le Mexique et le Japon contre les États-Unis, l’hostilité réveillée par les sous-marins s’accentue. Bientôt, un navire américain est coulé sans sommation ; les États-Unis déclarent la guerre peu après.

L’impossibilité de sortir de l’impasse européenne, malgré des moyens déployés proches de la guerre totale, finit donc par impliquer le Nouveau Monde dans les affaires de l’Ancien, presque contre sa volonté ; mais l’année qui débute est une année noire et, même, 1917 est pire pour la Grande-Bretagne et la France que l’année précédente. Il faut des mois pour contrer la menace nouvelle des sous-marins et, à Passchendaele, les Britanniques perdent près de 400 000 hommes en quelques mois, pour gagner 8 kilomètres de boue, une tragédie qui va marquer de manière indélébile la psyché britannique. Usée par ses efforts héroïques de 1916, l’armée française connaît une série de mutineries. Pis encore pour les Alliés, l’Empire russe s’effondre, et dès la fin de l’année perd son statut de grande puissance.

L’État russe est détruit par la guerre ; cette destruction est le point de départ d’une transformation révolutionnaire de l’Europe centrale et de l’Est. La « Révolution russe » de 1917 s’explique par les défaites infligées par les armées allemandes aux soldats russes, de plus en plus démoralisés. Ils livrent bataille pour protéger des villes ravagées par la famine en raison de l’effondrement du système des transports et d’un gouvernement incompétent et corrompu qui craint autant le constitutionnalisme et le libéralisme que la défaite. Début 1917, il ne peut déjà plus compter sur les forces de l’ordre. Des émeutes de la faim engendrent des mutineries face auxquelles l’autocratie se retrouve

soudainement impuissante. Un gouvernement provisoire de libéraux et de socialistes est formé et le tsar abdique. Le nouveau gouvernement échoue à son tour, car il a commencé par tenter l'impossible − la poursuite de la guerre. Les Russes veulent la paix et du pain, comme le dit Lénine, le chef des bolcheviks.

La détermination de Lénine à arracher le pouvoir au gouvernement provisoire et modéré est la deuxième raison de l'échec de ce dernier. À la tête d'un pays, d'une administration et d'une armée en pleine désintégration, incapable de résoudre le problème de l'approvisionnement des villes, le gouvernement provisoire est lui-même balayé par une seconde charge, un coup d'État baptisé « révolution d'Octobre » qui, avec l'entrée en guerre de l'Amérique, fait de 1917 une date charnière dans l'histoire de l'Europe. Jusqu'alors, l'Europe a toujours réglé ses propres affaires ; désormais, les États-Unis ont les moyens de s'en mêler. Mais 1917 voit également naître un État dont l'objectif de ses fondateurs est la destruction de l'ordre européen d'avant guerre, un authentique nouveau centre révolutionnaire sur la scène politique internationale.

La conséquence la plus immédiate et évidente de l'établissement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS), nouveau nom de la Russie, est de changer la donne stratégique. Les bolcheviks consolident leur coup d'État en dissolvant (puisqu'ils ne peuvent le contrôler) le seul corps représentatif librement élu par un suffrage universel qu'ait jamais connu la Russie, et s'assurent de la loyauté des paysans en leur promettant des terres et la paix. Voilà qui est essentiel pour leur survie ; l'épine dorsale du parti, qui cherche à présent à asseoir son autorité sur toute l'URSS, est formée par la petite classe ouvrière de quelques villes. Seule la paix peut assurer son implantation. Les exigences des Allemands sont considérées comme inacceptables. Les Russes rompent les négociations ; ils doivent accepter un traité plus dur encore,

celui de Brest-Litovsk, en mars 1918, qui leur impose d'importantes pertes de territoires, mais donne au nouveau pouvoir la paix et le temps dont il a besoin pour résoudre ses problèmes internes. Les Alliés sont furieux. Ils considèrent la décision des bolcheviks comme une abjecte défection, et leur attitude à l'égard du nouveau régime n'est pas adoucie par la propagande révolutionnaire qu'il adresse à leurs citoyens. Car les dirigeants soviétiques espèrent une révolution de la classe ouvrière dans tous les pays capitalistes. Voilà qui donne une dimension supplémentaire aux diverses interventions militaires des Alliés en Union soviétique. Leur premier objectif est pourtant d'empêcher les Allemands de fermer leur front est. Mais cette intervention est rapidement interprétée par de nombreux citoyens des pays capitalistes, et par tous les bolcheviks, comme une croisade anticommuniste. Pire, les Alliés se retrouvent pris dans une guerre civile qui paraît susceptible de détruire le nouveau régime. Même sans le filtre doctrinal marxiste à travers lequel Lénine et ses collègues voient le monde, ces épisodes auraient pu durablement empoisonner les relations entre la Russie et les pays capitalistes ; traduits en termes marxistes, ils ne font que confirmer une hostilité aussi essentielle qu'indéracinable. Le souvenir de ces expéditions va marquer les dirigeants soviétiques pour les cinquante années suivantes. Elles contribuent par ailleurs à justifier une transition vers un mode de gouvernement autoritaire. La crainte de l'envahisseur, perçu comme le restaurateur de l'ordre ancien et l'allié des aristocrates, vient s'ajouter aux traditions russes d'autocratie et de terrorisme policier pour empêcher toute libéralisation du régime. La conviction des communistes qu'une révolution est sur le point d'avoir lieu en Europe centrale et de l'Ouest va s'avérer infondée. Au cours des dernières années de la guerre, le potentiel révolutionnaire de la guerre saute aux yeux de tous, mais c'est le nationalisme qu'elle révolutionne, pas les relations de classes. Les Alliés sont

poussés (en partie par les bolcheviks) à adopter une stratégie révolutionnaire et la situation n'est guère reluisante pour eux fin 1917. Bien longtemps avant l'arrivée massive de soldats américains en Europe, les Alliés savent que les Allemands préparent une offensive majeure en France pour le printemps 1918, et qu'ils ne peuvent plus compter sur les Russes pour immobiliser une partie de leurs troupes. Pour parer à cette menace, ils adoptent une arme révolutionnaire et adressent un signe aux nationalités de l'Empire austro-hongrois. Ils sont en outre libres de tous liens avec la Russie tsariste disparue, ce qui contente de très nombreux Américains qui ne voyaient pas d'un très bon œil une alliance avec ce pays autoritaire.

Aussi, en 1918, de la propagande subversive est-elle adressée aux armées austro-hongroises. Les Tchèques, comme les Slaves du Sud, sont encouragés à la sédition. Avant même que l'Allemagne ne demande la paix, la double monarchie est en train de se dissoudre sous les coups combinés d'une résurgence des sentiments nationaux et d'une campagne balkanique qui tourne au désastre pour ses armées. C'est le second grand coup porté à l'Europe. La structure politique de la région bordée par l'Oural, la Baltique et la vallée du Danube est remise en question comme elle ne l'a jamais été depuis des siècles. Une nouvelle armée polonaise apparaît. Elle est utilisée par les Allemands comme une arme contre la Russie, tandis que le président américain annonce que la paix ne saurait se faire sans que la Pologne ne recouvre son indépendance. Les vieilles certitudes des siècles passés semblent balayées.

Les batailles cruciales se déroulent donc dans ce contexte de plus en plus révolutionnaire. À l'été, les Alliés sont parvenus à arrêter la dernière grande offensive allemande, qui s'est enrayée malgré des premiers succès prometteurs. Les armées alliées se mettent à leur tour en branle et enchaînent les victoires. Les dirigeants allemands cherchent alors à traiter ; ils sentent chez eux les prémices d'un

effondrement révolutionnaire. Avec l'abdication du Kaiser disparaît le troisième grand empire dynastique. Les Habsbourg ont déjà disparu ; les Hohenzollern ne survivent que quelques jours à la disparition de leurs vieux rivaux. Un nouveau gouvernement allemand demande l'armistice. Les combats cessent.

Le coût de cet immense conflit n'a jamais été établi de manière adéquate. Un chiffre, qui n'est qu'approximatif, en indique l'étendue : environ 10 millions d'hommes sont morts dans des opérations militaires. Le typhus en a probablement tué un autre million dans les seuls Balkans. Et ces chiffres horribles font l'impasse sur les mutilés, les aveugles, la perte pour les familles de fils, de pères et de maris, et sur le chaos spirituel résultant de la destruction des idéaux d'une Europe confiante et optimiste. Les Européens contemplent leurs immenses cimetières et s'effraient de ce qu'ils ont commis. Les dégâts économiques sont tout aussi immenses. La plupart des peuples d'Europe souffrent de la disette. Un an après la guerre, la production industrielle est inférieure de 25 % à son niveau de 1914 ; l'URSS ne produit plus que 20 % de ce que la Russie produisait en 1914. Dans certains pays, il est presque impossible de transporter des marchandises. Pis encore, la machinerie complexe et fragile des Bourses internationales est anéantie, et ne sera jamais vraiment remplacée. Au milieu de ces décombres se tient une Allemagne exsangue, ancien moteur économique de l'Europe centrale. « Jamais notre avenir n'est apparu plus sombre », écrit J.M. Keynes, jeune économiste britannique présent à la Conférence de la paix. « Notre capacité à ressentir ou à nous soucier de tout ce qui ne touche pas à notre bien-être matériel immédiat a momentanément disparu. […] Nous avons déjà été bouleversés très au-delà de ce que nous pouvions supporter et nous avons besoin de repos. Jamais, jusqu'à présent, le souci des autres n'a si faiblement éclairé l'âme humaine. »

Les délégués à la Conférence de la paix se rassemblent à Paris fin 1918. On a longtemps insisté sur leurs échecs, mais, avec le recul, l'immensité de la tâche qu'ils accomplissent alors force le respect. Ils accouchent du plus grand accord de paix depuis 1815, en tentant de faire coïncider de grandes attentes avec des faits bruts. Les Premiers ministres français et britannique et le président américain dominent les débats, qui se déroulent entre vainqueurs ; les Allemands vaincus se voient ensuite présenter les termes de l'accord. La question centrale est celle de la sécurité future de l'Europe, et voit les intérêts de la France et ceux des deux pays anglo-saxons diverger. La première souhaite s'assurer que l'Allemagne sera définitivement hors d'état de lui nuire ; les deux autres ne se soucient guère d'un danger qui ne les menace pas directement. Mais d'autres problèmes voilent cette réalité. Cet accord de paix doit être un accord mondial. Comme d'anciens traités avant lui, il porte sur des territoires hors d'Europe, mais, cette fois, de nombreuses voix extra-européennes ont leur mot à dire. Des 27 nations dont les représentants signent le traité principal, la majorité, soit 17, se trouvent sur d'autres continents. Les États-Unis sont la plus grande de ces nations ; aux côtés du Japon, de la Grande-Bretagne et de la France, elle forme le groupe dit des puissances victorieuses « principales ». Mais, pour un accord mondial, il est gênant qu'aucun représentant de l'URSS, seule puissance ayant une frontière en Europe et une autre en Asie, n'y participe. Techniquement, l'accord de paix se décline en une série d'accords séparés passés avec l'Allemagne, la Bulgarie, la Turquie et les « États successeurs » qui se partagent l'ancienne double monarchie. Une Pologne ressuscitée, une Serbie élargie et rebaptisée « royaume des Serbes, Croates et Slovènes » (avant de devenir la Yougoslavie) et une nouvelle Tchécoslovaquie sont présentes à la Conférence de la paix aux côtés des Alliés, tandis qu'une Hongrie diminuée et une

Autriche réduite à sa portion germanique sont traitées comme des vaincues. Tout cela pose d'énormes difficultés. Mais la principale préoccupation de la Conférence est l'accord avec l'Allemagne, incarné par le traité de Versailles, signé en juin 1919. Il s'agit d'un accord punitif qui affirme explicitement que les Allemands sont responsables du déclenchement de la guerre. La dureté du traité provient non de cette condamnation morale, mais du désir des Français de ligoter l'Allemagne au point, espèrent-ils, qu'une troisième guerre franco-allemande sera impossible. C'est là le but des réparations économiques, qui constituent la partie la moins satisfaisante de l'accord. Elles irritent les Allemands et rendent plus difficile encore l'acceptation de la défaite. Elles sont surtout absurdes économiquement parlant. La punition des Allemands n'est assortie d'aucune clause assurant que l'Allemagne ne tentera pas un jour de renverser la situation par les armes, ce qui irrite les Français. Les pertes territoriales allemandes, cela va sans dire, comprennent l'Alsace et la Moselle, mais sont encore plus importantes à l'Est, au profit de la Pologne. À l'Ouest, les Français reçoivent pour toute assurance une « démilitarisation » de la rive droite du Rhin.

La deuxième grande caractéristique de cette paix est qu'elle tente, autant que possible, de suivre les principes d'autodétermination et de nationalité. En de nombreux lieux, cela revient à reconnaître des faits avérés : la Pologne et la Tchécoslovaquie existent avant le début de la Conférence de la paix et la Yougoslavie est bâtie autour du noyau de l'ancienne Serbie. Fin 1918, ces principes ont donc triomphé sur la majorité du territoire de l'ancienne Autriche-Hongrie (et vont bientôt triompher dans les provinces baltes de l'ancienne Russie). Ayant pourtant survécu à la fin du Saint Empire romain, les Habsbourg disparaissent. En lieu et place de leur empire apparaissent des États qui, non sans quelques à-coups, vont survivre presque tout au long du XX^{e} siècle. Les principes

d’autodétermination assurent également que certaines zones frontalières verront leur destinée décidée par référendum.

Malheureusement, le principe de nationalité ne peut pas toujours être suivi. Les réalités géographiques, historiques, culturelles et économiques viennent l’empêcher. Quand il prévaut, les résultats sont souvent désastreux, comme la destruction de l’unité économique du cours du Danube ; et, quand il ne prévaut pas, les résultats sont tout aussi désastreux, car c’est alors le ressentiment qui subsiste. L’Europe centrale et de l’Est est parsemée de minorités nationales incorporées à des nations auxquelles elles ne se sentent pas appartenir. Un tiers de la population polonaise ne parle pas polonais ; plus d’un tiers de la Tchécoslovaquie est formé de minorités : Polonais, Russes, Allemands, Magyars et Ruthènes ; la Roumanie élargie compte en son sein un million de Magyars. En certains endroits, l’atteinte à ces principes est ressentie comme une terrible injustice. Les Allemands sont outragés par l’existence d’un « corridor » qui relie la Pologne à la mer à travers des terres allemandes, l’Italie n’obtient pas les gains territoriaux en Adriatique promis par les Alliés quand ils avaient besoin d’elle et les Irlandais sont finalement toujours privés du *Home Rule*.

La principale question extra-européenne concerne les colonies allemandes. On fait ici preuve d’une importante innovation. L’appétit colonial est inacceptable pour les États-Unis ; la mise sous tutelle de peuples non européens, autrefois placés sous domination allemande ou turque, est donc exercée par le biais de mandats attribués aux puissances victorieuses (les États-Unis n’en veulent pas) par une nouvelle « Société des Nations », afin d’administrer ces territoires le temps qu’ils soient prêts pour l’indépendance ; il s’agit là de l’idée la plus originale à émerger de l’accord, quand bien même elle drape de respectabilité les dernières conquêtes de l’impérialisme européen.

La Société des Nations doit beaucoup à l'enthousiasme du président américain Woodrow Wilson, qui fait en sorte que sa Constitution serve de préambule au traité de paix de Versailles. C'est la seule partie de l'accord qui transcende le nationalisme (même l'Empire britannique est représenté par ses parties, dont l'Inde). Elle transcende aussi l'Europe ; autre signe qu'une nouvelle ère s'ouvre, 26 des 42 membres originels de la Société des Nations ne sont pas européens. Malheureusement, en raison de problèmes politiques internes que Wilson n'a pas pris en compte, les États-Unis n'en font pas partie. Il s'agit du plus problématique des nombreux défauts qui vont empêcher la Société des Nations de combler les espoirs qu'elle avait suscités. Peut-être étaient-ils tout simplement irréalistes, au vu du rapport de forces politique mondial. Néanmoins, la Société des Nations rencontre quelques succès en traitant des sujets qui, sans son intervention, auraient pu s'avérer dangereux. Si sa création provoque des espoirs exagérés, elle demeure une belle idée, imaginative et non dépourvue d'intérêt pratique.

L'URSS est absente de la Société des Nations comme elle l'était de la Conférence de la paix, absence qui est sans doute la plus importante. L'accord politique qui décide de la prochaine phase de l'histoire européenne est conclu sans sa consultation, alors qu'en Europe de l'Est, au moins, il a pour conséquence de redessiner des frontières qui intéressent tous les gouvernements. Certes, les dirigeants bolcheviques ont tout fait pour que les autres signataires les excluent. Ils ont envenimé leurs relations avec les grandes puissances par leur propagande révolutionnaire, convaincus qu'ils sont que les pays capitalistes feront tout pour les renverser. Le Premier ministre britannique, Lloyd George, et le président Wilson sont plus flexibles − voire amicaux − que bon nombre de leurs homologues et électeurs à l'égard des Soviétiques. Clemenceau, quant à lui, est profondément antibolchevique, et soutenu par de très nombreux anciens combattants et investisseurs français ; Versailles est la

première grande paix européenne conclue par des puissances conscientes du danger de déplaire à un électorat. Quelles qu'en soient les raisons, au final l'URSS n'est pas consultée lors de la création du nouvel ordre européen alors qu'elle dispose potentiellement, par sa taille même, d'un poids immense dans les affaires du continent. Si l'URSS est alors incapable d'intervenir, elle ne peut que rejoindre tôt ou tard les rangs de ceux qui souhaiteront réviser l'accord, ou le renverser. Pis encore, ceux qui la dirigent détestent l'ordre social sur lequel il est fondé.

Cet accord, pourtant, génère de grands espoirs, souvent irréalistes. Avec le recul, et malgré des échecs manifestes, la paix de Versailles n'apparaît pas mériter les nombreuses critiques qui lui ont été faites. Elle règle de multiples questions et échoue finalement pour des raisons qui échappent au contrôle des hommes qui l'ont faite. L'époque de l'hégémonie mondiale de l'Europe est terminée. Les traités de paix de 1919 ne peuvent pas grand-chose pour y remédier. Les anciens garants de l'ordre mondial sont trop affaiblis pour remplir leur mission en Europe, sans parler du reste du monde ; certains ont même disparu. Si la participation des États-Unis a été nécessaire pour vaincre l'Allemagne, l'Amérique se plonge désormais dans une période d'isolement artificiel. Les Soviétiques ne veulent pas davantage stabiliser le continent.

L'isolationnisme de l'une et l'isolement de l'autre laissent l'Europe face à son impuissance. Aucune révolution n'y aboutissant, les Soviétiques se replient sur eux-mêmes ; quand les Américains se voient offrir par Woodrow Wilson la possibilité de participer au maintien de la paix en Europe, ils refusent. Ces deux décisions sont compréhensibles, mais leur effet combiné est de laisser croire à l'Europe qu'elle dispose toujours de son autonomie et qu'elle est à même de régler seule ses problèmes. Le plus grave et le plus pressant de ses points faibles est la fragilité économique de ses nouvelles structures. C'est dans ce domaine que les termes

de l’accord sont les plus discutés : l’autodétermination fait souvent fi des réalités économiques. Mais la question de l’autodétermination est impossible à écarter, et difficile à régler. N’oublions pas que le problème irlandais est encore d’actualité près de cent ans après l’apparition d’un État irlandais indépendant, en 1922.

La situation européenne risque d’autant plus de s’avérer instable que de nombreuses illusions persistent quand d’autres naissent. La rhétorique des vainqueurs laisse croire à un triomphe de la démocratie et du libéralisme. Quatre pays autocrates, irrespectueux des droits de leurs minorités et antilibéraux se sont effondrés sous leurs coups ; l’histoire retiendra de la paix de Versailles qu’elle est la seule de l’histoire dont les principales puissances signataires sont toutes des démocraties. L’optimisme des libéraux est également renforcé par la position de Wilson ; il assure ses interlocuteurs que la participation des États-Unis diffère de celle d’autres alliés. Elle est inspirée, selon ses dires, par des idéaux nobles et par l’idée que le monde serait plus sûr pour la démocratie si les autres nations renonçaient à leurs mauvaises habitudes. Certains estiment que la suite immédiate lui donne raison ; les nouveaux États − et en premier lieu l’Allemagne − adoptent des Constitutions parlementaires et libérales, voire républicaines. La Société des Nations participe à répandre une autre illusion : la naissance d’une autorité internationale qui ne serait pas impériale.

Hélas, ces rêves sont fondés sur des erreurs et des postulats erronés. Les négociateurs n’ont pas seulement intronisé des principes libéraux − ils ont également dû acquitter leurs dettes, protéger leurs intérêts et prendre en compte des problèmes insolubles − et ces beaux principes se sont assez largement retrouvés vidés de leur contenu. Ils laissent surtout prospérer le ressentiment nationaliste et donnent naissance à un nationalisme virulent en Allemagne. Il était sans doute impossible de faire autrement, mais sur

ce terreau vont pousser d'autres idées que le libéralisme politique.

Surtout, les institutions démocratiques des nouveaux États − et des anciens − sont mises en place à un moment où les structures économiques sont en lambeaux. Partout, la pauvreté, la misère et le chômage exacerbent les tensions politiques, et, en de nombreux endroits, elles sont encore aggravées par les dislocations nées de la volonté de respecter les souverainetés nationales. La guerre a provoqué l'effondrement des vieux modèles d'échanges économiques, ce qui complique la résolution de problèmes tels que le chômage ou la pauvreté dans les campagnes ; la Russie, ancien grenier à blé de l'Europe occidentale, est devenue inaccessible. Voilà un contexte exploitable pour des révolutionnaires. Les communistes ne se font pas prier. Ils considèrent que c'est leur rôle historique, et leurs efforts sont bientôt stimulés dans certains pays par l'apparition d'un autre phénomène radical : le fascisme.

Le communisme menace l'Europe de deux manières. Sur le plan interne, chaque pays est doté d'un parti communiste s'affirmant révolutionnaire et qui, s'il ne fait rien de très constructif, effraie le gouvernement. Ces partis communistes empêchent l'émergence de partis progressistes forts ; c'est d'ailleurs l'un de leurs objectifs premiers. Le Komintern (ou « III^{e} Internationale ») a été conçu par les Soviétiques, en mars 1919, pour assurer la direction du mouvement socialiste international qui sans cela, craignent-ils, risque de se rallier à ses anciens chefs, dont ils tiennent le manque de zèle révolutionnaire pour responsable de son immobilisme durant la guerre. Aux yeux de Lénine, les mouvements socialistes doivent adhérer au Komintern, dont les principes, délibérément rigides, sont en accord avec sa vision d'un parti révolutionnaire efficace. Mais, dans presque tous les pays, cette vision divise le mouvement socialiste en deux camps. Certains adhèrent au Komintern et prennent le nom de communistes ; les autres,

tout en continuant à se dire marxistes, demeurent des partis et des mouvements nationaux. Ces deux branches se livrent une lutte sans merci pour obtenir le soutien de la classe ouvrière. La nouvelle menace révolutionnaire qui pèse sur la gauche alarme les Européens ; les opportunités révolutionnaires exploitables par les communistes apparaissent innombrables. Un gouvernement bolchevique prend d'ailleurs le pouvoir en Hongrie, mais c'est la tentative de prise de pouvoir des communistes en Allemagne qui marque les esprits, malgré son très bref succès. La situation de l'Allemagne est particulièrement ironique : le gouvernement de la nouvelle République, née de la défaite, est dominé par les socialistes, contraints de s'allier à des forces réactionnaires − notamment aux soldats de l'ancienne armée impériale − pour mater la révolution, qui est écrasée avant même la fondation du Komintern. Voilà qui donne un goût particulièrement amer aux divisions de la gauche en Allemagne. Partout, cette politique des communistes rend plus difficile la résistance au conservatisme ; leur rhétorique révolutionnaire et leurs menées inquiètent les modérés. En Europe de l'Est, la menace sociale est ainsi souvent perçue comme une menace soviétique. Le Komintern est effectivement utilisé comme instrument de politique étrangère par les dirigeants bolcheviques, qui considèrent que le futur de la révolution mondiale dépend de la préservation du premier État socialiste, bastion de la classe ouvrière internationale. Au cours des premières années de la guerre civile et de la lente consolidation du pouvoir des bolcheviks, cette vision les pousse à encourager la subversion partout, afin d'inquiéter les gouvernements capitalistes. En Europe centrale et de l'Est, les choses vont encore plus loin : les arrangements territoriaux du traité de Versailles sont contestés. La Première Guerre mondiale ne s'y termine finalement qu'en mars 1921, avec la conclusion d'un traité de paix entre la Pologne et l'URSS qui fixe les frontières de la Pologne

jusqu’en 1939. Cette dernière est, de toutes les nouvelles nations, la plus traditionnellement antirusse, la plus antibolchevique par religion et la plus ambitieuse. Mais toutes craignent de voir l’URSS regagner en puissance, d’autant qu’elle est désormais un État révolutionnaire. Voilà pourquoi bon nombre des nations d’Europe centrale se retrouvent dirigées, avant 1939, par des gouvernements militaires ou des dictatures garantissant le maintien d’une ligne fermement anticommuniste.


NORVÈGE
SUÈDE
FINLANDE
Mourmansk
RUSSIE
Petrograd
ESTONIE
LITUANIE
Mer Baltique
Moscou
ALLEMAGNE
POLOGNE
Brest-Litovsk
Kiev
EMPIRE AUSTRO-HONGROIS
Rostov
ROUMANIE
Mer Noire
SERBIE
ALBANIE
BULGARIE
MONTENEGRO
EMPIRE OTTOMAN
GRÈCE
Mer Méditerranée
N
0 400 km
0 250 miles
LA RUSSIE EN 1918
Empire russe en 1914
Les Puissances centrales et leurs alliés
Alliés de l'Entente
Neutres
Russie soviétique en 1918
Occupé par les Puissances centrales en 1918
Frontière au moment du cessez-le-feu en 1917

La crainte d’une révolution communiste en Europe centrale et de l’Est est manifeste dans l’immédiat après-guerre, dans un contexte d’effondrement économique et d’incertitude concernant l’issue de la guerre russo-polonaise (Varsovie est un temps menacée par les Russes). En 1921, avec la signature de la paix et, sur le plan symbolique, l’établissement de relations officielles entre l’URSS et la Grande-Bretagne, les tensions s’apaisent. C’est que le gouvernement soviétique commence à l’emporter dans la guerre civile qui ravage la Russie. Certes, les relations diplomatiques ne s’améliorent guère et la propagande révolutionnaire, comme la dénonciation des pays capitalistes, se poursuit de plus belle. Mais les bolcheviks peuvent désormais s’attaquer à la reconstruction de leur territoire en ruine. En 1921, la production de fonte s’élève à 20 % de son niveau de 1913, celle de charbon à seulement 3 %, le nombre de locomotives en circulation a été divisé par deux par rapport à 1914. Le bétail a diminué de plus d’un quart et la production de céréales est inférieure de 40 % à celle de 1916. À ce désastre économique vient s’ajouter une sécheresse dans le sud de l’URSS en 1921. Plus de 2 millions de personnes meurent de faim. On rapporte des cas de cannibalisme.

La libéralisation de l’économie soviétique est un tournant. En 1927, la production agricole et industrielle atteint presque son niveau d’avant guerre. Le régime traverse alors une période d’incertitude, déjà manifeste avant même la mort de Lénine en 1924. Mais la disparition d’un homme dont l’ascendant incontestable avait permis au régime d’atteindre un certain équilibre ouvre une période de mutation et de débats au sein de la direction bolchevique. Ces questionnements ne portent pas sur la nature autocratique et centralisée du régime né de la révolution de 1917 : tous les protagonistes tiennent la libéralisation politique pour inconcevable et l’usage de la police secrète et de la dictature du parti pour indispensables dans un monde

dominé par des États capitalistes hostiles. Leurs disputes portent sur les tactiques à adopter, en politique, en économie, et les rivalités personnelles viennent les renforcer. Pour résumer, deux points de vue émergent. Le premier affirme que la révolution dépend de la bonne volonté de la plus grande masse des habitants de l'Union soviétique, celle des paysans ; on leur a octroyé des terres avant de se les aliéner en leur demandant de nourrir les villes à leurs frais. On s'est ensuite attiré leurs bonnes grâces en libéralisant l'économie lors de ce que l'on a appelé la NEP (Nouvelle Politique économique), que Lénine a adoptée comme expédient. Les paysans peuvent désormais faire des profits et augmentent donc leur production pour la vendre dans les villes.

Le second point de vue considère cette même situation sur la durée. Se concilier les paysans ne peut que ralentir l'industrialisation dont l'URSS a besoin pour survivre dans ce monde hostile. La bonne ligne pour le parti consiste donc, selon ses partisans, à s'appuyer sur les militants révolutionnaires des villes et à exploiter les paysans pas encore convertis au bolchevisme pour les approvisionner, tout en accélérant l'industrialisation et la promotion de la révolution à l'extérieur. C'est la vision de Trotski, un des dirigeants du parti.

On pourrait grossièrement dire que, s'il est chassé du pouvoir, c'est malgré tout sa vision qui l'emporte. Car des tréfonds de la direction du parti a émergé un homme, Joseph Staline, qui a pris l'ascendant sur l'appareil bureaucratique. Bien moins brillant intellectuellement que Lénine ou Trotski, il est tout aussi impitoyable qu'eux et va jouer un rôle bien plus déterminant. Disposant d'un pouvoir croissant qu'il utilise aussi bien contre ses anciens collègues et les autres bolcheviks que contre ses ennemis, il mène à son terme la révolution qui avait vu les bolcheviks prendre le pouvoir et créé une nouvelle élite sur laquelle la nouvelle URSS peut s'appuyer. Pour Staline, l'industrialisation est

fondamentale et il convient de contraindre le paysan à la financer en fournissant aux villes ses excédents de production, qu'il ne pourra désormais plus vendre à son propre profit. Deux « plans quinquennaux » sont ainsi mis en place à partir de 1928 pour industrialiser le pays et organiser la collectivisation des terres. Pour la première fois, le parti communiste part à l'assaut des campagnes. Une guerre civile reprend, qui entraîne la mort ou la déportation de millions de paysans, tandis que les saisies de grains provoquent de nouvelles famines. Les villes sont effectivement nourries, l'appareil policier permettant de réduire au maximum la consommation. Les salaires chutent. Mais, en 1937, 80 % de la production industrielle russe sortent d'usines construites après 1928. La Russie est à nouveau une grande puissance, par la volonté de Staline.

Le prix à payer est énorme. La collectivisation des terres n'a pu se faire que par la violence et à une échelle plus grande que sous les tsars ; l'URSS est un régime totalitaire bien plus efficace que l'ancien. Staline, bien que géorgien de naissance, est une authentique figure russe, un despote dont l'usage impitoyable du pouvoir rappelle Ivan le Terrible ou Pierre le Grand. Il se réclame de l'orthodoxie marxiste, qui enseigne que la structure économique d'une société détermine sa politique. Staline inverse cette idée ; il démontre que si la volonté d'user du pouvoir politique est là, alors les structures économiques peuvent être révolutionnées par la force. Les adversaires des sociétés capitalistes des autres pays tiennent souvent l'URSS, dont ils se font une représentation idyllique, pour un autre exemple par lequel une société peut atteindre le progrès et la revitalisation de sa vie culturelle et éthique. Mais l'URSS n'est pas le seul modèle offert aux déçus de la civilisation occidentale. Dans les années 1920, en Italie, apparaît le mouvement fasciste. Il va donner son nom à divers autres mouvements de droite radicale dans des pays ayant en

commun, malgré des différences marquées, le rejet du libéralisme et un antimarxisme virulent.

La Grande Guerre a épuisé l'Italie. Plus pauvre que les autres grandes puissances en 1914, elle a proportionnellement beaucoup souffert durant cette guerre, souvent sans succès, et la plupart des combats qu'elle a livrés ont eu lieu sur son sol. Les inégalités ont accentué les divisions sociales tout au long de la guerre. Avec la paix, l'inflation explose. Les propriétaires terriens ou industriels et ceux qui peuvent exiger de meilleurs revenus en raison du manque de main-d'œuvre sont moins touchés que les classes moyennes et que ceux qui dépendent d'investissements ou de revenus fixes. Ces derniers étaient pourtant les plus fervents partisans de l'unification, terminée en 1870. Ils ont soutenu un État libéral et constitutionnel auquel les catholiques et les socialistes révolutionnaires avaient été longtemps opposés. Ils ont vu dans l'entrée en guerre de l'Italie en 1915 la dernière étape du *Risorgimento* − la lutte pour l'unité italienne du XIX^{e} siècle −, une croisade visant à chasser l'Autriche des dernières terres qu'elle possède et où vivent des Italiens de sang et de langue. Comme toute idée nationaliste, cette idée est confuse et n'a rien de scientifique, mais elle est très vivace. Or, pour les Italiens, la paix n'est que désillusion et déception ; les rêves des nationalistes ne se réalisent pas. La crise économique de l'après-guerre s'accroît. Les socialistes sont présents en force au Parlement, ce qui inquiète, en raison de leur soutien affiché à l'Union soviétique. Déçus et inquiets, lassés de l'antinationalisme des socialistes, de nombreux Italiens commencent à se détacher du parlementarisme libéral et cherchent le moyen de revigorer le pays. Nombreux sont les partisans d'une politique extérieure nationaliste et intransigeante (un aventurier et poète s'empare ainsi du port adriatique de Fiume, que la Conférence de la paix de Versailles a refusé de donner à l'Italie) et d'un antimarxisme violent en Italie.

Ce second point ne peut que rencontrer un écho favorable dans un pays aussi catholique, mais ce n'est pourtant pas de l'Église traditionnelle et conservatrice que va surgir la réponse au marxisme.

En 1919, Benito Mussolini, journaliste et ancien soldat, qui avant la guerre faisait partie des socialistes révolutionnaires, forme le mouvement du *Fascio di combattimento*, les « Faisceaux de combat ». Il cherche à obtenir le pouvoir par tous les moyens, dont celui de la violence exercée par de jeunes voyous, dirigée au départ contre les socialistes et les organisations de la classe ouvrière avant de se retourner contre les autorités. Le mouvement prospère. Les hommes politiques italiens traditionnels ne parviennent ni à calmer la situation, ni à la contrôler. Les fascistes (c'est ainsi qu'on les appelle) sont bientôt appuyés et protégés officiellement, ou quasi officiellement, par des policiers et par des autorités locales. Le banditisme s'institutionnalise. En 1922, les fascistes n'ont pas remporté la moindre élection significative, mais rendent quasi impossible la gouvernance de certaines régions en terrorisant leurs adversaires politiques, particulièrement s'ils sont communistes ou socialistes. Cette même année, les hommes au pouvoir ne parvenant toujours pas à dompter le problème fasciste, le roi demande à Mussolini de former un gouvernement ; c'est ce qu'il fait, sur la base d'une coalition. Les violences cessent. Cet épisode restera inscrit dans la mythologie fasciste sous le nom de « Marche sur Rome ». Il ne met pas encore un terme à l'Italie constitutionnelle. Mussolini installe sa dictature en douceur. En 1926, il commence à gouverner par décrets, les élections sont suspendues. L'opposition est minime.

Le nouveau régime est terroriste par essence et dénonce les idées libérales, mais le règne de Mussolini est bien moins totalitaire et brutal que celui des bolcheviks (dont il parle parfois avec admiration). Il est certes mû par des

aspirations révolutionnaires, et bon nombre de ses partisans sont plus révolutionnaires encore. Mais la révolution s'avère, pour l'essentiel, un outil de propagande ; le dégoût de Mussolini pour une société établie dont il se sentait exclu et les pressions des radicaux du parti expliquent pour une large part l'utilisation de cette rhétorique. Le fascisme italien, en théorie comme en pratique, ne forme pas un tout très cohérent ; il est au contraire le reflet de plus en plus net du retour de l'ancienne Italie. Son premier grand geste est un accord diplomatique avec la papauté qui, en échange de concessions substantielles (le catholicisme devient religion d'État), reconnaît formellement l'État italien, pour la première fois. Malgré la rhétorique révolutionnaire du fascisme, ces accords du Latran de 1929 ne sont qu'une concession accordée à la plus grande force conservatrice de l'Italie. « Nous avons rendu Dieu à l'Italie et l'Italie à Dieu », déclare le pape Pie XI. Les critiques fascistes de la libre entreprise sont tout aussi réactionnaires. La subordination des intérêts individuels à l'État finit par priver les syndicats du pouvoir de protéger les intérêts de leurs adhérents. La liberté des employeurs est quasi totale et la planification économique des fascistes, une farce. Seule la production agricole s'améliore notablement.

On observe dans tous les mouvements dits fascistes cette même divergence entre le style et les aspirations d'une part, et les réalisations de l'autre. S'ils ont quelque chose de neuf et de postlibéral − ils ne pouvaient naître que dans des sociétés de masse −, ces mouvements finissent toujours par s'aligner sur les aspirations des conservateurs. Il est donc difficile de parler précisément du phénomène du « fascisme ». Dans de nombreux pays apparaissent des régimes autoritaires − parfois même totalitaires − nationalistes et antimarxistes, mais le fascisme n'en est pas la seule source idéologique. Des gouvernements, comme ceux qui s'installent au Portugal ou en Espagne, s'appuient davantage sur les forces traditionnelles et conservatrices, et

sur des idées nées du nouveau phénomène de la massification de la politique. Dans ces régimes, les plus radicaux, qui se réclament du fascisme, sont souvent écœurés par les concessions accordées aux tenants de l'ordre social existant. Ce n'est qu'en Allemagne, au final, qu'un mouvement similaire au fascisme va provoquer une révolution domptant le conservatisme historique.

Il importe ici d'évoquer deux grands phénomènes qui marquent les vingt années qui suivent la fin de la Grande Guerre. Le premier est l'apparition (même dans des démocraties stables comme la France et la Grande-Bretagne) d'idéologues et d'activistes qui parlent un langage politique neuf et radical, mettent l'accent sur l'idéalisme, la volonté et le sacrifice et souhaitent rebâtir une société et un État sur de nouveaux principes, sans tenir compte des intérêts particuliers ni faire de concessions au matérialisme. Ce phénomène, bien que très étendu, ne s'impose que dans deux nations, l'Italie et l'Allemagne. Dans ces deux pays, l'effondrement économique, un nationalisme humilié et l'anticommunisme sont à l'origine de son succès, même s'il ne se produit qu'en 1933 en Allemagne. Si un mot peut décrire ce processus, c'est probablement celui de fascisme.

Dans d'autres pays, généralement moins développés économiquement, il convient sans doute de parler de régimes autoritaires plutôt que fascistes, et particulièrement en Europe de l'Est. Les populations rurales de ces pays connaissaient déjà des problèmes, que la paix a aggravés. Parfois, des minorités semblent menacer l'État. Les institutions libérales n'y sont que très superficiellement implantées et les forces traditionnelles, conservatrices et religieuses, sont puissantes. En Amérique latine, où la situation économique est comparable, un constitutionnalisme de façade finit par laisser tôt ou tard la place à un homme fort ou à l'armée. C'est aussi le cas dans les nouveaux États baltes avant 1939, ainsi qu'en Pologne et

dans tous les États ayant succédé à l'Autriche-Hongrie, sauf en Tchécoslovaquie, la seule authentique démocratie d'Europe centrale ou des Balkans. Le besoin ressenti par ces nations de se replier sur de tels régimes reflète à la fois l'irréalisme des espoirs entretenus sur leur maturité politique en 1918 et la crainte du communisme, particulièrement dans les pays limitrophes de l'URSS. Ces pressions se font également ressentir − mais un peu moins − en Espagne et au Portugal, où l'influence du conservatisme traditionnel est encore plus forte et où la pensée sociale catholique compte davantage que le fascisme.

Dans les années 1920, un lent redémarrage économique est suivi d'un retour progressif de la prospérité, dont presque tous les pays bénéficient à l'exception de l'URSS. Les années de 1925 à 1929 sont des années fastes et le futur des nouvelles nations démocratique apparaît radieux. Les monnaies sortent du cercle infernal de l'inflation au cours de la première moitié de la décennie et sont bien plus stables ; le retour à l'étalon-or de très nombreux pays indique que la confiance d'avant 1914 est revenue. En 1925, la production de nourriture et de matières premières en Europe dépasse pour la première fois celle de 1913, et l'industrie est elle aussi en voie de rétablissement. Grâce au redressement du commerce mondial et à d'énormes investissements financiers en provenance des États-Unis, devenus exportateurs de capitaux, l'Europe atteint en 1929 une balance commerciale positive qu'elle ne retrouvera pas avant 1954.

Car, en 1929, c'est l'effondrement. Le redressement économique s'est construit sur des fondations précaires. Confronté à une crise soudaine, le système s'effondre et provoque une crise économique mondiale, le plus grand événement de l'entre-deux-guerres. Le remarquable système économique de 1914 a subi des dégâts irréparables. Après la guerre, la circulation des capitaux est

gênée par toute une série de limitations imposées par les nouveaux États, désireux de protéger leurs économies naissantes par des barrières douanières et un contrôle du change, tandis que les grandes et vieilles puissances tentent de protéger leurs économies affaiblies. Le traité de Versailles aggrave encore les choses en imposant à l'Allemagne, le plus grand État industriel d'Europe, un fardeau presque infini de frais de réparations et de livraisons en nature. Voilà qui, durant des années, retarde le redressement de son économie, et la prive de toute envie de la faire renaître de ses cendres. À l'Est, le plus grand marché potentiel de l'Allemagne, l'URSS, est presque entièrement fermé par une frontière quasi impénétrable pour le commerce ; la vallée du Danube et les Balkans, autres grands secteurs des exportations allemandes, sont divisés et appauvris. Ces difficultés sont progressivement résorbées par l'octroi de capitaux américains (même si les États-Unis refusent les importations d'Europe et se sont repliés derrière leurs barrières douanières), ce qui rend le continent de plus en plus dépendant de la prospérité américaine.

Dans les années 1920, les États-Unis produisent près de 40 % du charbon mondial et plus de la moitié des produits manufacturés. Cette richesse, que les besoins de la guerre ont encore renforcée, a transformé la vie de nombreux Américains, premier peuple au monde à tenir pour acquise la possession de voitures familiales. La prospérité du monde repose sur celle de l'Amérique. C'est sur elle que s'appuie la confiance qui permet aux capitaux américains de s'exporter. Et voilà comment un brusque revirement économique se transforme en désastre économique mondial. En 1928, les prêts à court terme connaissent des retards de paiement aux États-Unis. Certains signes indiquent la fin du boom économique, dont la chute des prix des biens de consommation. Ces deux facteurs poussent les Américains à exiger le remboursement anticipé de leurs prêts européens,

ce qui met certains emprunteurs en difficulté. Dans le même temps, la consommation chute aux États-Unis, les Américains commençant à redouter une récession. La Réserve fédérale ajoute alors au désastre en augmentant ses taux d'intérêt à plusieurs reprises. Ces faits cumulés provoquent, presque par accident, un effondrement aussi brutal que spectaculaire de la Bourse en octobre 1929. Si elle se reprend et si les grandes banques rachètent des bons pour restaurer la confiance, le mal est fait : les Américains ont perdu toute foi dans l'économie et dans les investissements hors de leurs frontières. Après un bref redressement en 1930, l'argent américain cesse de financer les économies étrangères. La récession mondiale peut commencer.

La croissance économique cesse donc avec l'effondrement des investissements, mais un autre facteur accélère le désastre. Afin de diminuer leur dette, les États réduisent drastiquement leurs importations. Les cours mondiaux s'effondrent et les pays producteurs de matières premières ne peuvent plus rien acheter à l'étranger. L'Europe et les États-Unis sont de surcroît au beau milieu d'une crise financière ; tentant, sans succès, de maintenir l'alignement de leur monnaie sur l'or, les États adoptent des politiques déflationnistes pour équilibrer leurs comptes, ce qui contribue à réduire leurs importations. Cette intervention des gouvernements assure que la récession va se transformer en catastrophe. En 1933, toutes les grandes monnaies, à l'exception du franc français, ont abandonné l'étalon-or. La disparition d'une des plus vieilles icônes de l'économie libérale constitue l'expression la plus symbolique de cette tragédie. Le taux de chômage atteint des sommets : peut-être 30 millions de personnes au sein de l'industrie mondiale. En 1932 (la pire année pour les pays industrialisés) l'index de la production industrielle en Allemagne et aux États-Unis dépasse à peine la moitié de son niveau de 1929.

Les effets de la dépression économique se font sentir avec une logique aussi imparable qu'effrayante. Les avancées sociales des années 1920 sont presque intégralement balayées. Aucun pays n'a de solution au chômage et, s'il fait essentiellement des ravages en Allemagne et aux États-Unis, ses effets se font sentir partout dans le monde, dans les villages et les exploitations des producteurs de matières premières. Le revenu national des États-Unis chute de 38 % entre 1929 et 1932 ; le prix des produits manufacturés connaît la même baisse, mais celui des matières premières chute de 56 % et celui des aliments de 48 %. Les nations les plus pauvres et les secteurs les plus pauvres des économies développées souffrent de manière disproportionnée. Cette souffrance, pourtant, est sans doute moins apparente, car la chute est moins spectaculaire. Le paysan d'Europe de l'Est ou d'Argentine ne sent pas sa situation se dégrader de manière dramatique ; elle n'a jamais été très bonne. Mais, pour l'employé ou l'ouvrier allemands, la chute est évidente − et ses effets se font durement sentir.

L'économie se redresse pourtant avant la fin des années 1930. Les nations se retranchent toutes plus ou moins derrière des barrières douanières (en 1930, la barrière tarifaire américaine taxe les importations à une moyenne de 59 %) et tentent, pour certaines, d'atteindre l'autosuffisance économique en accentuant le contrôle de l'État sur leur économie. Certains y parviennent, d'autres échouent lamentablement. Les désastres sont pain bénit pour les communistes et les fascistes, qui espèrent ou prônent l'effondrement de la civilisation libérale et dansent à présent autour de sa carcasse affaiblie. La fin de l'étalon-or et de la foi dans le laisser-faire économique marque l'effondrement d'un ordre mondial dans sa dimension économique, aussi frappant que la montée des régimes totalitaires et du nationalisme violent dans sa dimension politique. La civilisation libérale semble avoir perdu le contrôle des événements. Nombreux sont les Européens à

ne pas en avoir conscience. Ils continuent d’espérer le retour de l’âge d’or, où leur culture jouissait d’une suprématie totale. Ils oublient que ses valeurs s’appuyaient sur une hégémonie politique et économique qui, bien qu’ayant fonctionné longtemps, est en train de s’effondrer partout sur la surface du globe.

X
La naissance d’une nouvelle Asie

Les troubles qui agitent l’Europe ne se confinent pas à un seul continent. Ils affectent sa capacité de domination ailleurs sur le globe et les premiers signes de cet effritement apparaissent en Asie. La puissance coloniale européenne n’y est, au regard de l’histoire du monde, que brièvement incontestable et incontestée. Au début du XX^{e} siècle, désireuse de sauvegarder ses intérêts en Extrême-Orient sans s’appuyer sur ses seules ressources, la Grande-Bretagne s’est alliée au Japon. La Russie a été vaincue militairement par ce même Japon et s’est retournée vers l’Europe, après vingt années de tentatives d’extension en direction de la mer Jaune. Un siècle d’humiliation pour une Chine que la révolte des Boxers avait menacée d’implosion est en train de se terminer ; après cet épisode, elle ne perd plus un pouce de terrain face aux impérialistes européens.

Au contraire de l’Inde ou de l’Afrique, la Chine a su conserver son indépendance et l’essentiel de son territoire alors que la puissance européenne en Asie était à son comble. Les hommes d’État européens réalisent que la montée des tensions en Europe et l’impossibilité de frustrer davantage les ambitions japonaises sonnent la fin de la période des acquisitions portuaires ou des rêves de partition de l’« homme malade de l’Asie ». Il convient d’en revenir à une politique ayant toujours été, dans les faits, celle de la Grande-Bretagne : celle de la « porte ouverte » permettant à toutes les nations de tenter d’obtenir des avantages commerciaux propres. Mais ces avantages, eux aussi,

s’avèrent bien moins spectaculaires que durant les années 1890. L’Asie perd de son attrait.

La grande vague de conquête européenne en Asie est terminée. Confrontés au colonialisme, aux influences culturelles et à la puissance économique de l’Europe, les États asiatiques ont acquis des réflexes défensifs de plus en plus élaborés. Dès 1881, un roi d’Hawaï propose à l’empereur Meiji la création d’une « Union et fédération des nations et souverains asiatiques » ; si la proposition n’a rien de très sérieux, les Japonais sont à la fin du XIX^{e} siècle animés par un désir similaire, expression de la modernisation entreprise par cette nouvelle puissance asiatique, et qui va ouvrir une autre phase de la guerre que l’Occident et l’Asie se livrent depuis les années 1850. Le dynamisme japonais est l’élément clé de l’histoire de l’Asie au cours des quarante premières années du XX^{e} siècle ; il faut attendre 1945 pour que la révolution chinoise ait un impact équivalent et permette à la Chine, grâce à des éléments exogènes, de supplanter à nouveau le Japon dans les affaires asiatiques et de mettre un terme définitif à la domination européenne dans la région.

Le dynamisme du Japon s’exprime tant par sa croissance économique que par son agressivité territoriale. Longtemps, la première est la plus visible, conséquence directe d’un processus général d’« occidentalisation » qui, dans les années 1920, laisse croire que le Japon est sur la voie du libéralisme et dissimule son impérialisme. En 1925, le suffrage universel est ainsi introduit. Malgré les nombreuses preuves offertes par l’Europe qu’une telle décision n’est pas nécessairement signe de libéralisation ou de modération d’un régime, elle semble confirmer la marche vers le constitutionnalisme, débutée au XIX^{e} siècle. Cette vision, partagée par les étrangers comme par les Japonais, s’appuie sur la croissance industrielle japonaise, notamment due au déclenchement de la Grande Guerre, qui lui offre de nombreuses opportunités : les marchés (particulièrement en

Asie) qui étaient autrefois le théâtre d'une féroce compétition entre puissances étrangères sont abandonnés sitôt qu'elles réalisent qu'elles ne sont pas en mesure de répondre aux exigences de la guerre dans leurs propres pays. Les gouvernements alliés commandent de grandes quantités de munitions aux usines japonaises ; le manque de navires de transport donne à leurs chantiers navals le travail dont ils ont besoin. Le produit intérieur brut du Japon augmente de 40 % au cours des années de guerre. Interrompue en 1920, l'expansion reprend au cours de la décennie. En 1929, les Japonais disposent d'une base industrielle qui (bien que n'offrant du travail qu'à un cinquième de la population active) a vu en vingt ans sa production d'acier multipliée par dix, sa production de textile par trois et celle de charbon par deux. Son secteur manufacturier exerce son influence sur d'autres pays d'Asie ; le Japon importe du minerai de fer chinois et malais et du charbon de Mandchourie. D'une taille modeste, comparée à celle des grandes puissances étrangères, coexistant avec un secteur artisanal très vivace, la nouvelle puissance industrielle japonaise façonne la politique intérieure et extérieure du pays dès les années 1920. Elle affecte notamment ses relations avec l'Asie continentale.

L'éclipse permanente de la Chine, puissance potentiellement la plus grande de l'Asie, voire du monde, contraste avec le dynamisme et la suprématie du Japon. Malgré son importance, la révolution de 1911 n'a pas mis un terme à cette éclipse. Elle marque pourtant plus fortement son époque que les Révolutions française ou russe, car elle signe la fin de deux mille ans d'une histoire ayant vu l'État confucéen maintenir l'unité de la Chine et les idéaux confucéens dominer la culture et la société chinoises. Inséparables, le confucianisme et l'ordre légal tombent ensemble. En 1911, la révolution proclame la mise au rebut des fondements de la tradition chinoise.

La révolution est malgré tout limitée. Elle est, pour commencer, plus destructrice que constructive. L'empire des Qing maintenait la cohésion d'un grand pays, presque un continent, composé de régions très disparates. Son effondrement permet au régionalisme centrifuge, typique de l'histoire chinoise, de donner libre cours à ses pulsions. Bon nombre de révolutionnaires sont animés par une jalousie et une défiance à l'égard de Pékin. Les sociétés secrètes, les généraux et la noblesse n'attendent qu'une occasion pour gérer les affaires de leurs régions. Ces tendances sont quelque peu dissimulées par un général, Yuan Shikai, qui continue de gérer les affaires jusqu'à son décès en 1916.

Les révolutionnaires sont divisés entre un groupe autour de Sun Yat-sen, baptisé « Parti national populaire » ou « Guomindang » (les nationalistes), et ceux qui soutiennent le gouvernement central de Pékin et son Parlement. Sun peut s'appuyer, pour l'essentiel, sur des hommes d'affaires du Guangzhou et des militaires du Sud. Les seigneurs de la guerre prospèrent. Militaires, ils ont l'opportunité de commander d'importantes quantités de troupes à des périodes où l'autorité centrale est défaillante. Entre 1912 et 1928, ils sont plus d'un millier, certains contrôlant des zones importantes et entreprenant des réformes. D'autres sont de simples bandits. Certains ont un statut qui peut leur laisser espérer exercer le pouvoir suprême et la situation rappelle celle de la fin de l'Empire romain, mais elle est plus confuse. Personne n'ayant pris la place des vieux bureaucrates, les militaires se précipitent pour combler le vide. Yuan Shikai en est le meilleur exemple.

Cette situation est le reflet de la seconde limite de la révolution de 1911 : elle n'offre aucune base d'accord pour de quelconques avancées. Sun Yat-sen affirme que la solution de la question nationale doit précéder celle de la question sociale. Mais, même sur ce futur national, les désaccords sont nombreux et la chute de l'ancienne dynastie fait disparaître un ennemi commun qui avait

masqué bien des divergences. La confusion intellectuelle qui règne chez les révolutionnaires chinois des années 1910 est source de conflits et symptomatique de la tâche énorme qui attend ceux qui voudraient rénover la Chine.

À partir de 1916, un groupe de réformateurs commence à se réunir dans la principale université de Pékin. L'année d'avant, l'un d'eux, Chen Duxui, a fondé un journal, *Nouvelle Jeunesse*, point de départ de leurs débats. Chen propose à la jeunesse chinoise, dont il pense qu'elle a le destin de la révolution entre les mains, un rejet total de l'ancienne tradition culturelle chinoise. Comme d'autres intellectuels qui parlent de Huxley et Dewey et font découvrir à leurs compatriotes médusés l'œuvre d'Ibsen, Chen pense que l'Occident est la clé ; sa vision darwinienne de la lutte, son individualisme et son utilitarisme semblent indiquer la voie à suivre.

Mais, malgré le charisme de Chen et l'enthousiasme de ses disciples, proposer une rééducation européenne de la Chine est un handicap, de nombreux Chinois éduqués et patriotes étant naturellement attachés à leur culture traditionnelle. Les idées européennes sont en revanche bien accueillies au sein des éléments les moins typiques de la société chinoise : les marchands des grandes villes portuaires et leurs enfants, qui étudient souvent à l'étranger. La masse des Chinois n'est guère touchée par ces idées.

Le nationalisme ne peut d'ailleurs que retourner les Chinois contre l'Occident dont il est originaire, comme le capitalisme qui, pour nombre d'entre eux, s'apparente à une nouvelle forme d'exploitation et se présente comme la composante essentielle de la culture que certains modernisateurs voudraient les voir adopter. La majorité de la paysannerie n'est pas concernée par la révolution de 1911 et ignore totalement cette agitation provoquée par de jeunes gens occidentalisés et en colère. Il est malaisé de généraliser la situation économique des paysans chinois : la

Chine est trop grande et trop diverse. Mais l'insécurité politique née de la chute des Qing et la montée en puissance des seigneurs de la guerre provoquent une détérioration des conditions de vie dans de larges portions du nord de la Chine, où l'exploitation de la paysannerie s'accroît. La petite marge qui permettait aux paysans de survivre sur des terres généralement possédées par d'autres est réduite à néant par la guerre, soit directement, soit par ses conséquences : la famine et les épidémies. La révolution chinoise ne peut pourtant réussir qu'en s'appuyant sur les revendications des paysans, ce qui lui donnerait la légitimité nécessaire pour changer la société. Au début du XX^{e} siècle, les préoccupations culturelles des réformateurs dissimulent parfois leur refus d'envisager les étapes pratiques nécessaires pour y parvenir.

La faiblesse de la Chine demeure la plus grande chance du Japon. La Première Guerre mondiale lui fournit l'occasion de réaffirmer ses ambitions du XIX^{e} siècle. Les avantages offerts par les querelles entre Européens peuvent être exploités. Les alliés du Japon peuvent difficilement s'opposer à la prise des ports allemands en Chine ; et, même s'ils protestent, ils demeurent impuissants tant ils ont besoin des navires et des produits japonais. Ils espèrent également que le Japon pourrait envoyer une armée en Europe. Au lieu de cela, les Japonais menacent habilement de signer une paix séparée avec l'Allemagne et continuent de s'aventurer sur le continent. Début 1915, le gouvernement japonais présente à la Chine une liste de 21 demandes, assortie d'un ultimatum qui s'apparente à l'établissement d'un protectorat japonais sur la Chine.

La Grande-Bretagne et les États-Unis font ce qu'ils peuvent diplomatiquement pour que certaines exigences soient levées, mais les Japonais finissent peu ou prou par obtenir ce qu'ils demandent, ainsi qu'une confirmation de leurs droits commerciaux et spéciaux en Mandchourie. Les patriotes chinois sont furieux, mais ne peuvent rien tant que

la situation politique interne demeure à ce point chaotique. La confusion est d'ailleurs telle que même Sun Yat-sen cherche à obtenir le soutien des Japonais. En 1916, ces derniers font pression sur les Britanniques pour les dissuader de soutenir Yuan Shikai qui, pour rétablir l'ordre, propose de se proclamer empereur. L'année suivante, un nouveau traité est conclu, qui étend cette fois la reconnaissance des intérêts particuliers japonais jusqu'en Mongolie.

En août 1917, le gouvernement chinois déclare la guerre à l'Allemagne, espérant ainsi pouvoir s'asseoir à la table des négociations de paix. Quelques mois plus tard néanmoins, les États-Unis reconnaissent formellement les intérêts particuliers du Japon en Chine, en échange de l'acceptation du principe de la « porte ouverte » et d'une promesse de maintenir son intégrité et son indépendance. Tout ce que la Chine obtient des Alliés est l'abandon des clauses d'extraterritorialité des Allemands et des Autrichiens, et des délais de paiement des indemnités dues suite à la révolte des Boxers. Les Japonais obtiennent encore plus de concessions de la Chine dans des accords secrets signés en 1917 et 1918.

Mais la paix déçoit autant les Chinois que les Japonais. Le Japon est indiscutablement devenu une grande puissance mondiale ; en 1918, il dispose de la troisième plus grande marine de guerre du monde. Il obtient d'importants gains territoriaux : il récupère les anciens droits allemands dans la province du Shandong (promis par la France et la Grande-Bretagne en 1917), un mandat sur d'anciens archipels allemands du Pacifique et un siège permanent au Conseil de la Société des Nations. Mais ces gains sont contrebalancés aux yeux des Asiatiques par le refus des grandes puissances de faire figurer l'égalité raciale dans la Constitution de la Société des Nations. Sur ce sujet (le seul qui voit Japonais et Chinois s'allier pendant la Conférence), Wilson rejette un vote pourtant majoritaire en décrétant *a*

posteriori que le vote devait être unanime. Le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ayant voté contre, la motion est abandonnée. Les Chinois sont eux aussi scandalisés : malgré l'élan de sympathie international (notamment aux États-Unis) né des pressions exercées par les Japonais, ils ne parviennent pas à obtenir l'annulation de l'accord sur le Shandong. Déçus par le manque de soutien diplomatique américain et paralysés par les divisions au sein de leur délégation entre représentants du Guomindang et du gouvernement de Pékin, les Chinois refusent de signer le traité.

La conséquence immédiate est un nouveau bouleversement, que certains commentateurs tiennent pour comparable à celui de 1911 : le « mouvement du 4 Mai » 1919. Il part d'une manifestation d'étudiants contre le traité de paix prévue pour le 7 mai, anniversaire de l'acceptation des 21 demandes japonaises, mais qui est avancée pour anticiper une potentielle réplique des autorités. La manifestation dégénère, ne provoque qu'une émeute vite réprimée et la démission du directeur de l'université. Mais elle donne naissance à un mouvement étudiant national (une des premières conséquences visibles de l'expansion des établissements scolaires et universités en Chine après 1911), qui voit ensuite d'autres Chinois rejoindre les étudiants et se manifeste par des grèves et un boycott des produits japonais. Ce mouvement, né de l'agitation d'intellectuels et de leurs élèves, se répand dans la population urbaine, notamment chez les ouvriers et les nouveaux capitalistes chinois qui se sont enrichis durant la guerre.

Pour la première fois, une Chine industrielle entre dans la partie. Ce pays, comme le Japon, a connu un boom économique durant la guerre. Si le déclin des importations européennes a été partiellement compensé par une augmentation des importations japonaises et américaines, les entrepreneurs chinois des villes portuaires ont préféré

investir dans le marché intérieur. Les premières zones industrielles hors de Mandchourie apparaissent. Elles sont la propriété de capitalistes progressistes d'autant plus proches des idées révolutionnaires que la fin de la guerre s'est accompagnée du retour de la compétition européenne ; la Chine ne s'est toujours pas débarrassée de la tutelle étrangère. Les ouvriers, eux aussi, ont ce sentiment ; leurs emplois sont menacés. Nombre d'entre eux sont des urbains de première génération, attirés dans les villes par la promesse de l'emploi. L'arrachement à la terre et aux traditions paysannes est encore plus violent que dans l'Europe de l'Ancien Régime. Les liens familiaux et au sein des villages sont plus puissants en Chine. Ceux qui partent en ville laissent derrière eux l'autorité patriarcale et les obligations réciproques de l'unité de production de base, le foyer, affaiblissant encore une structure millénaire qui a survécu à la révolution. La porte est ouverte à des développements idéologiques nouveaux.

Le mouvement du 4 Mai démontre les effets potentiels de tels développements en donnant naissance à la première grande coalition révolutionnaire chinoise. Le libéralisme progressiste européen n'a pas suffi ; le succès du mouvement est le signe implicite de l'amertume des réformateurs chinois. Le modèle démocratique et capitaliste européen a montré son véritable visage face au Japon : celui de l'impuissance. Le gouvernement va à présent être humilié par ses propres sujets ; le boycott et les manifestations le contraignent à libérer les étudiants arrêtés et à renvoyer ses ministres projaponais. Ce succès spectaculaire en dissimule un autre, plus profond : malgré leur influence politique limitée, les réformateurs sont en effet parvenus, pour la première fois et grâce aux étudiants, à entrer dans le monde de l'action sociale. La grande masse des Chinois se met à espérer en des jours meilleurs et s'éveille à la conscience politique. On pourrait donc dire que

l’histoire contemporaine de la Chine débute plutôt en 1919 qu’en 1911.

Ce démarrage est dû pour l’essentiel à une force exogène, mais asiatique : l’ambition japonaise. En 1919, cette force, déjà ancienne dans les affaires de la Chine, opère alors que les traditions chinoises sont en pleine remise en cause. La fin des examens impériaux, le retour des exilés européanisés et le grand débat littéraire et culturel des années de guerre empêchent désormais la Chine de faire machine arrière. Les seigneurs de la guerre sont incapables d’asseoir une autorité apte à soutenir une vision orthodoxe. Désormais, même le libéralisme européen, vieil ennemi du confucianisme, est critiqué car associé aux exploiteurs étrangers. Le libéralisme occidental n’a jamais attiré les masses et l’attraction qu’il exerce sur les intellectuels est menacée au moment même où une autre idéologie occidentale fait son apparition. La révolution bolchevique donne au marxisme une patrie pouvant servir à ses partisans d’inspiration, de direction, de conseil et même de soutien matériel. Ce nouveau facteur émerge en cette période de dissolution, et va encore l’accélérer.

La révolution de février 1917 et la victoire des bolcheviks ont été favorablement accueillies par l’un des contributeurs de *Nouvelle Jeunesse*, Li Dazhao, qui, à partir de 1918, est bibliothécaire à l’université de Pékin. Il considère le marxisme comme la force motrice de la révolution et le moyen de mobiliser la paysannerie chinoise. Si l’Occident déçoit, l’URSS est très populaire chez les étudiants chinois. Les successeurs du tsar semblent avoir décidé de rompre avec l’impérialisme : une des premières décisions du gouvernement soviétique est la renonciation formelle à tous les droits extraterritoriaux et aux juridictions afférentes obtenus par l’ancien régime tsariste. Aux yeux des nationalistes chinois, l’URSS a donc les mains propres. Surtout, sa révolution − qui s’est produite dans une grande société paysanne − s’affirme bâtie sur une doctrine qui

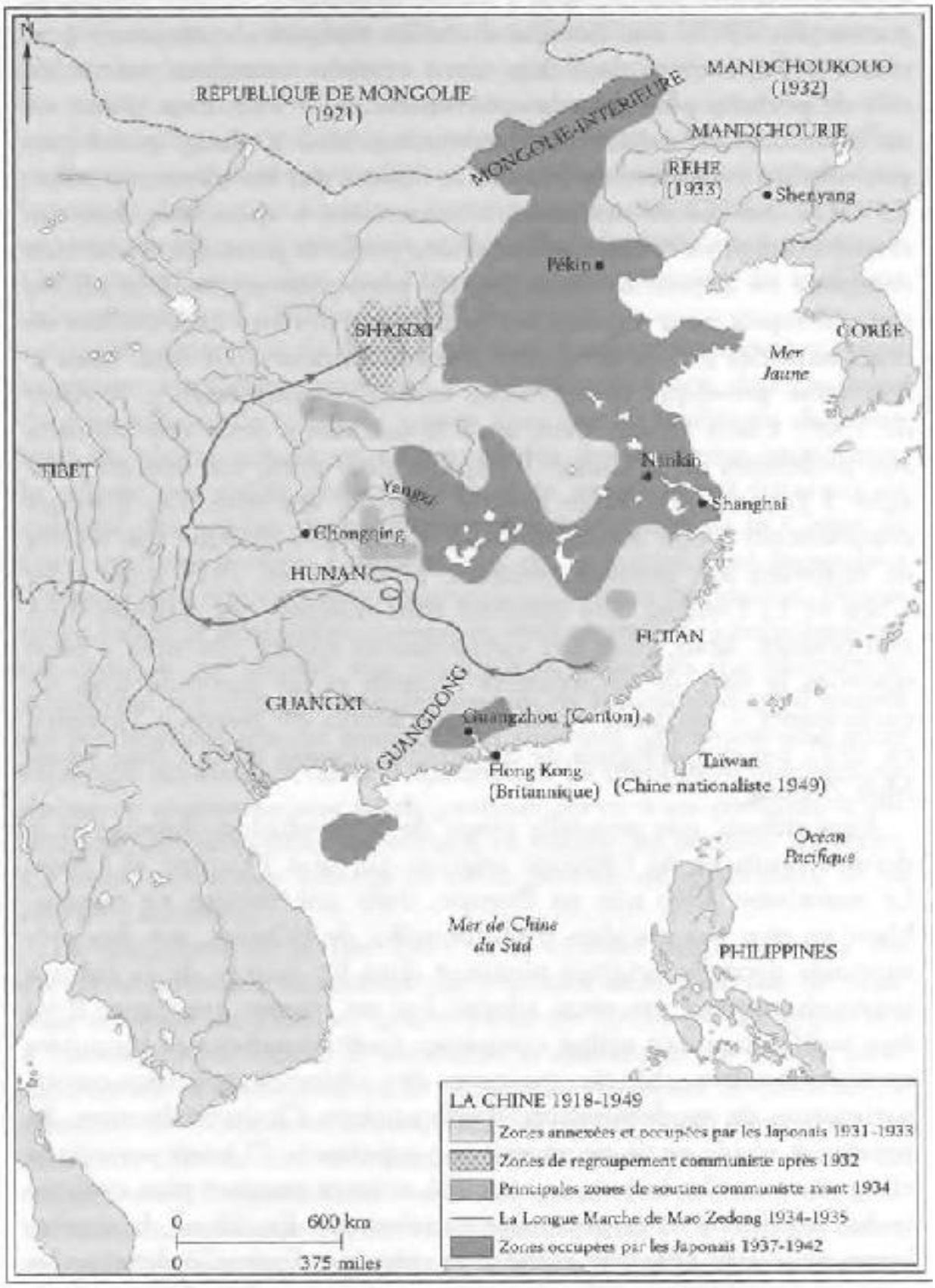
semble applicable à une Chine dont l'industrialisation a débuté durant la guerre. En 1918, une Société d'études marxistes commence à se réunir à l'université de Pékin, dont certains membres jouent un rôle de premier plan dans le mouvement du 4 Mai. L'un d'eux est un bibliothécaire adjoint de l'université, Mao Zedong, grand garçon robuste originaire du Hunan et fasciné par les idées nouvelles. En 1920, les textes marxistes commencent à apparaître dans les revues étudiantes et cette même année paraît la première traduction complète en chinois du *Manifeste du parti communiste*. Des efforts sont entrepris pour exposer les principes marxistes et léninistes en organisant des grèves de soutien au mouvement du 4 Mai. Mais le marxisme provoque des divisions entre les réformateurs. À dater de 1920, Chen Duxui tient ainsi le marxisme pour une solution aux problèmes de la Chine. Il déploie alors toute son énergie pour aider à l'émergence d'une gauche chinoise marxiste. Les libéraux commencent à être abandonnés. Le Komintern marque son intérêt en envoyant son premier émissaire en Chine en 1919 pour aider Chen et Li Dazhao. Les résultats sont mitigés ; les disputes sont nombreuses. Mais, dans des circonstances encore obscures − nous ignorons la date de sa première réunion et les noms de tous ses participants −, un parti communiste chinois est formé à Shanghai en 1921 par des délégués de différentes régions de la Chine (dont Mao Zedong).

Ainsi débute une nouvelle étape de la révolution chinoise et le dernier tournant de l'étrange relation qui unit l'Europe et l'Asie. Le marxisme, idée née en Europe, dans une société ne ressemblant en rien aux sociétés traditionnelles de l'Orient, sur des présupposés dont les origines plongent dans les racines de la culture judéo-chrétienne, est ainsi adopté par un peuple asiatique. Il va être indifféremment utilisé contre les traditionalistes et les autres révolutionnaires chinois, au nom des objectifs spécifiquement soviétiques de modernisation, d'efficacité et

d’industrialisation. Sa puissance réside en la promesse que représente l’Union soviétique elle-même : celle de voir une société arriérée renaître plus avancée technologiquement et plus juste socialement. En Chine, le capitalisme peut être présenté comme le principe dissimulé derrière les exploitations et agressions étrangères, ce qui va dans le sens de la rhétorique marxiste.

Dans les années 1920, les divisions de la Chine nuisent à son poids dans les affaires internationales, bien que neuf puissances soient mandatées pour garantir son intégrité territoriale et que le Japon ait accepté de restituer les anciens territoires allemands conquis durant la Grande Guerre. Il s’agit là de la conséquence d’une suite d’accords conclus à Washington et qui portent pour l’essentiel sur une limitation de la puissance navale (le coût des armements commence à inquiéter) ; ces accords, au final, renforcent la position du Japon. Les quatre grandes puissances garantissent réciproquement leurs possessions, enterrant de fait l’ancienne alliance anglo-japonaise, que les Américains souhaitaient voir disparaître. Mais les garanties offertes à la Chine, chacun le sait, ne valent pas plus que l’affirmation par les Américains qu’ils sont prêts à les défendre ; les Britanniques se sont vu interdire, par les traités, la construction d’une base navale à Hong Kong. Des étrangers continuent pourtant de gérer les revenus des douanes et des impôts dont le gouvernement « indépendant » de Pékin dépend, et des agents et hommes d’affaires étrangers traitent, directement, avec les seigneurs de la guerre qui leur plaisent. Les États-Unis ont affaibli la position des Européens en Asie, mais certainement pas en Chine où l’emprise des « diables étrangers » explique pour beaucoup l’attrait qu’a le marxisme sur de nombreux intellectuels chinois pourtant peu soupçonnables de sympathies à l’égard du parti communiste. Sun Yat-sen affirme ainsi son désaccord doctrinal, mais adopte des idées qui voient le Guomindang

s’éloigner du libéralisme conventionnel et se rapprocher du marxisme. Aux yeux de Sun, l’URSS, l’Allemagne et l’Asie, puissances exploitées, ont des intérêts en commun face à leurs oppresseurs et ennemis, les quatre puissances impérialistes (l’Allemagne est bien considérée, ayant décidé dès 1921 de traiter la Chine comme son égale). Sun Yat-sen invente une nouvelle expression, « hypocolonie », pour décrire la situation de la Chine, exploitée sans subordination coloniale formelle. Sa conclusion est collectiviste : « Nous ne devons sous aucun prétexte libérer l’individu, écrit-il ; tâchons déjà de libérer notre nation. » Voilà une nouvelle justification à la traditionnelle absence de liberté individuelle en Chine. La famille, le clan et l’État ont toujours pesé de tout leur poids sur les individus. Sun Yat-sen envisage le règne temporaire d’un parti unique visant à endoctriner les masses afin d’y ancrer de nouveau cette tradition, menacée de corruption par les idées européennes.


N
RÉPUBLIQUE DE MONGOLIE (1921)
MONGOLIE-INTÉRIEURE
MANDCHOUKOUO (1932)
MANDCHOURIE
RÉHÉ (1933)
Shenyang
Pékin
SHANXI
CORÉE
Mer Jaune
TIBET
Yangzi
Nankin
Shanghai
Chongqing
HUNAN
FUJIAN
GUANGXI
GUANGDONG
Guangzhou (Canton)
Hong Kong (Britannique)
Taiwan (Chine nationaliste 1949)
Océan Pacifique
Mer de Chine du Sud
PHILIPPINES
LA CHINE 1918-1949
Zones annexées et occupées par les Japonais 1931-1933
Zones de regroupement communiste après 1932
Principales zones de soutien communiste avant 1934
La Longue Marche de Mao Zedong 1934-1935
Zones occupées par les Japonais 1937-1942
0
600 km
0
375 miles

Il n’y a dès lors guère d’obstacle apparent à une coopération entre le Parti communiste chinois (PCC) et le Guomindang. Les puissances étrangères et les seigneurs de la guerre sont leurs ennemis communs, et le gouvernement soviétique encourage un rapprochement. Une coopération avec une puissance anti-impérialiste avec laquelle, de surcroît, la Chine a une longue frontière terrestre apparaît aussi avisée qu’avantageuse. Le Komintern est pour sa part favorable à une coopération avec le Guomindang pour sauvegarder les intérêts soviétiques en Mongolie et contenir la poussée japonaise. L’URSS n’a pas été conviée aux Conférences de Washington, alors qu’aucune autre grande puissance n’avait en Asie des intérêts territoriaux aussi évidents qu’elle. Il lui apparaît logique de coopérer avec les vainqueurs annoncés en Chine, même si cette coopération entre en contradiction avec les principes marxistes. À dater de 1924, le PCC travaille donc avec le Guomindang sous le patronage de l’URSS, malgré les récriminations des communistes chinois. Il leur est permis d’adhérer au Guomindang en tant qu’individus, mais pas en tant que parti. Tchang Kaï-chek, jeune adjoint de Sun Yat-sen, est envoyé à Moscou pour y être formé et une académie militaire est fondée en Chine, à des fins d’instruction idéologique et militaire.

Sun Yat-sen meurt en 1925 en ayant préparé sa succession ; le front uni avec les communistes se maintient. Le testament de Sun (que les écoliers chinois apprennent alors par cœur) affirme que la révolution n’est pas terminée. Tandis que les communistes gagnent le soutien des paysans dans certaines provinces, la nouvelle armée révolutionnaire, menée par de jeunes officiers idéalistes, remporte de grandes victoires contre les seigneurs de la guerre. En 1927, un semblant d’unité est restauré dans le pays, sous la direction du Guomindang. Le boycott des produits britanniques contraint le gouvernement de Londres, alarmé par l’importance croissante de la présence soviétique en

Chine, à abandonner ses concessions de Wuhan et Jiujiang. Il a déjà promis de rendre Weihai à la Chine, en 1922, et les États-Unis renoncent à exiger leur indemnité suite à la révolte des Boxers. De tels succès indiquent que le nationalisme chinois a le vent en poupe.

Un aspect important de cette révolution a longtemps été ignoré. Le marxisme théorique insiste sur le rôle révolutionnaire fondamental du prolétariat industriel. Les communistes chinois sont fiers des progrès obtenus en matière de politisation des nouveaux travailleurs urbains, mais la masse des Chinois est formée de paysans. Toujours pris dans le cercle malthusien de l'accroissement démographique et du manque de terres, leurs souffrances séculaires sont encore intensifiées par l'effondrement de l'autorité centrale. Certains marxistes commencent à déceler chez le paysan asiatique un potentiel révolutionnaire propre, en raison de l'exploitation qu'il subit ; si ce constat est très éloigné de l'orthodoxie marxiste (et de l'opinion majoritaire au sein du Komintern), il colle parfaitement à la réalité chinoise. Mao Zedong et ses proches pensent que certains paysans pourraient se joindre au prolétariat urbain pour soutenir la révolution. Ils commencent donc à rassembler et organiser les paysans dans la province natale de Mao, dans le centre de la Chine.

C'est un immense succès. « En quelques mois, écrit Mao avec son emphase habituelle, les paysans accomplissaient le souhait du Dr Sun Yat-sen, qu'ils avaient vainement poursuivi au cours des quarante années que ce dernier avait consacrées à la révolution nationale. » L'organisation de la paysannerie permet d'écarter de nombreux maux. Les propriétaires terriens ne sont pas spoliés, mais les loyers qu'ils exigent sont revus à la baisse. Des taux d'intérêt usuraires sont ramenés à des niveaux plus raisonnables. La révolution rurale n'a jamais intéressé les mouvements progressistes en Chine, ce que Mao considère comme l'explication première de l'échec de la révolution de 1911 ;

les communistes y parviennent en ayant compris qu'il convenait, pour cela, d'utiliser le potentiel révolutionnaire des paysans eux-mêmes. Voilà qui pourrait avoir des conséquences énormes dans toute l'Asie. Mao l'a parfaitement saisi. « Si nous attribuons 10 points à la révolution démocratique, écrit-il, les succès des citadins et de l'armée valent 3 points et les 7 points restants doivent aller aux paysans et à leur révolution rurale. » Dans un rapport sur le mouvement du Hunan, il compare à deux reprises les paysans à une force naturelle : « L'offensive des paysans a tout d'une tempête ou d'un ouragan ; ceux qui s'y soumettent survivent, ceux qui y résistent périssent. » Cette image est significative et très ancrée dans l'histoire chinoise, dans la lutte contre les bandits et les seigneurs de la guerre. Si les communistes rejettent la tradition et entendent rompre avec les habitudes du passé et l'autorité familiale, ils s'appuient également dessus.

L'apparition du communisme dans les campagnes − dans des proportions bien moindres que ce qu'affirme Mao − est la clé de sa survie dans la crise qui brise ses relations avec le Guomindang après la mort de Sun Yat-sen. Sa disparition provoque en effet une scission majeure entre l'aile gauche et l'aile droite du mouvement. Le jeune Tchang Kaï-chek, inspiré par l'efficacité et l'ordre des Japonais et des Soviétiques, émerge comme chef de la « droite », qui insiste sur la cohésion nationale, la construction d'un État et, surtout, sur la nécessité de vaincre militairement les seigneurs de la guerre et le gouvernement du Nord. Tchang mène ce que le Guomindang appelle l'« expédition du Nord », une marche triomphale vers les villes du nord de la Chine qui débute en 1926. Le PCC soutient cette expédition et tente d'organiser des soulèvements dans les usines en amont de l'arrivée des troupes du Guomindang, mais la méfiance entre les communistes et le Guomindang ne fait que croître au fil des victoires.

Tchang règle les divergences au sein du Guomindang en donnant l'ordre à ses troupes, dont il s'est assuré la fidélité, d'éliminer les partisans d'une ligne plus à gauche et les cellules du parti communiste dans les villes. Cette élimination tourne au bain de sang à Shanghai et Nankin en 1927, sous les yeux de contingents américains et européens envoyés en Chine pour protéger les concessions. Le PCC est interdit, ce qui ne met étonnamment pas un terme à sa coopération avec le Guomindang, qui se poursuit quelques mois dans certaines régions, et s'explique par le refus des Soviétiques de rompre avec Tchang. Le Komintern, en Chine comme ailleurs, défend non sans une certaine myopie ce qu'il croit être les intérêts soviétiques, perçus à travers le prisme du marxisme dogmatique. Pour Staline, ces intérêts sont domestiques, pour l'essentiel. Il ne souhaite qu'une chose en Chine : que quelqu'un s'oppose à la puissance impériale britannique. Le Guomindang semble le parti le plus apte à remplir ce rôle. Mais la théorie vient également appuyer ce choix : selon l'orthodoxie marxiste, la révolution bourgeoise doit précéder la révolution prolétarienne. Le triomphe du Guomindang établi, les Soviétiques retirent leurs conseillers auprès du PCC, qui bascule dans la clandestinité, s'appuyant sur les rares cellules rurales ayant survécu aux assauts de Tchang.

Les nationalistes chinois bénéficient donc plus largement de l'aide soviétique que les communistes. Mais le Guomindang a toujours de graves problèmes à régler, dont une guerre civile, alors qu'il lui faut absolument satisfaire les masses s'il veut se maintenir au pouvoir. La droite du Guomindang se déchire et Tchang n'est pas le seul maître à bord, même s'il tente de se comporter comme un dictateur européen. Ces disputes le handicapent dans sa lutte contre les seigneurs de la guerre et affaiblissent le front antiétranger. Les pressions japonaises se poursuivent dans les années 1920 après la détente temporaire qui suit la restitution de la ville de Tsingtao.

Le Japon est alors en proie à de grands bouleversements. Au boom économique des années de guerre, qui cesse en 1920, succèdent la récession et l'agitation sociale, avant même le début de la grande dépression mondiale. En 1931, la moitié des usines japonaises sont à l'arrêt ; l'effondrement des marchés coloniaux européens et leur retranchement derrière d'imposantes barrières douanières ont un effet dévastateur sur les exportations de produits japonais, divisées par trois. Les débouchés commerciaux asiatiques deviennent donc cruciaux pour le Japon. Tout ce qui paraît les menacer provoque une immense irritation. La situation des paysans japonais se détériore, des millions d'entre eux sont ruinés. De graves conséquences politiques se manifestent, moins par une intensification de la lutte des classes que par la poussée d'un nationalisme extrémiste. Les forces qui l'alimentent avaient été satisfaites de la victoire remportée contre les « traités iniques ». Ces derniers révoqués, elles ont besoin d'un nouvel exutoire et la rudesse du capitalisme industriel en temps de crise vient jeter de l'huile sur le feu du ressentiment antieuropéen.

Les circonstances apparaissent par ailleurs propices à une nouvelle agression japonaise en Asie. Les puissances coloniales européennes sont clairement sur la défensive, voire en pleine retraite. Les Hollandais font face à des rébellions à Java et Sumatra dans les années 1920, les Français à une révolte au Vietnam en 1930 ; dans les deux cas, on voit les communistes et les rebelles nationalistes s'allier. Si les Britanniques ne font pas face à pareilles difficultés en Inde et malgré l'opposition de certains Anglais à sa marche vers l'indépendance, cette dernière demeure l'objectif autoproclamé de la politique britannique. En Chine, depuis les années 1920, les Britanniques s'accommodent d'ailleurs du mouvement nationaliste, qu'ils peinent à cerner, et souhaitent avant tout ne pas perdre trop ouvertement la face. Leur position en Extrême-Orient apparaît encore plus faible après la crise de 1929, qui

atténue les tensions entre les États-Unis et le Japon. La puissance soviétique elle-même semble s'éclipser après son ingérence dans les affaires intérieures de la Chine. Le nationalisme chinois, qui a remporté de notables succès, ne montre aucun signe de repli et commence même à menacer les intérêts des Japonais en Mandchourie. Tout cela, de nombreux hommes d'État japonais l'ont à l'esprit, alors que la dépression s'accentue.

La Mandchourie est la principale préoccupation. La présence japonaise y remonte à 1905. D'importants investissements ont suivi. Les Chinois, qui ont commencé par accepter cette présence, la remettent en cause à partir des années 1920, avec l'appui des Soviétiques qui craignent de voir les Japonais étendre leur influence en Mongolie. En 1928, les Japonais interviennent en Chine pour voler au secours de seigneurs de la guerre de leurs alliés, attaqués par des soldats du Guomindang. L'année suivante, les Chinois entrent en conflit avec les Soviétiques pour le contrôle du chemin de fer qui traverse la Mongolie et constitue la route la plus directe vers Vladivostok. Les Japonais s'inquiètent de voir le Guomindang nationaliste réaffirmer son emprise sur les territoires de l'ancien empire. Le gouvernement japonais fait par ailleurs face à un autre problème : le véritable pouvoir est aux mains des généraux japonais en Mandchourie. Quand ces derniers organisent un incident près de Shenyang et l'utilisent comme prétexte pour s'emparer de toute la province, le gouvernement japonais s'avère incapable de les arrêter.

Les généraux donnent alors naissance à un État fantoche, le Mandchoukouo (dirigé par le dernier empereur mandchou), et provoquent un tollé à la Société des Nations. À Tokyo, une suite d'assassinats politiques entraîne la formation d'un gouvernement largement influencé par les militaires, et une extension de la querelle avec la Chine. En 1932, les Japonais répliquent à un boycott chinois de leurs produits en débarquant des troupes à Shanghai ; au cours

de l’année qui suit, ils franchissent la Grande Muraille depuis le Nord pour imposer une paix qui permet au Japon de dominer des portions historiques de l’empire de Chine et d’organiser, sans succès, une sécession de la Chine du Nord. Les choses en restent là jusqu’en 1937. Le gouvernement du Guomindang s’est avéré incapable de résister à une agression étrangère. Depuis sa nouvelle capitale, Nankin, il semble pourtant contrôler la majeure partie de la Chine, à l’exception de quelques régions frontalières. Il continue de refuser des traités qu’il juge humiliants, appuyé par les puissances européennes qui voient en lui un rempart contre le communisme en Asie et se montrent donc plus accommodantes à son endroit. Il parvient même à asseoir une solide croissance économique dans certains secteurs et, surtout, augmente significativement les capacités militaires chinoises. Ces réussites, pour importantes qu’elles soient, ne font que dissimuler des échecs retentissants qui compromettent l’avenir du Guomindang. Dans de nombreuses parties du pays, l’emprise du gouvernement est au mieux ténue, et il doit souvent passer des accords avec les potentats locaux. C’est en partie pour cette raison que le gouvernement peine à lever l’impôt et à s’assurer des revenus convenables. Mais son principal échec tient dans son incapacité à entreprendre des réformes dans les campagnes, préférant gagner le soutien des élites du pays. Les fondations de la Chine de Tchang sont donc instables. Une fois encore, un rival attend patiemment son heure.

La direction centrale du PCC continue un temps d’espérer une insurrection urbaine ; mais, dans les provinces, les dirigeants des cellules communistes imitent l’action de Mao au Hunan. Ils s’emparent des terres laissées vacantes et organisent des soviets, utilisant habilement l’hostilité traditionnelle des paysans à l’égard du gouvernement central. En 1930, ils font mieux encore en organisant une armée dans le Jiangxi, où une République soviétique chinoise préside au destin de 50 millions de personnes − ou

prétend le faire. En 1932, la direction du PCC abandonne son repaire clandestin de Shanghai pour rejoindre Mao dans son sanctuaire. Le Guomindang tente alors de détruire l'armée communiste, sans y parvenir. Un nouveau front s'ouvre, alors que la pression japonaise est à son comble. L'offensive finale du Guomindang parvient à chasser les communistes et les contraint à la fameuse « Longue Marche » vers le Shanxi, au Nord-Ouest, qui débute en 1934 et constitue la première épopée de la Chine communiste, source d'inspiration constante pour les membres du parti. À leur arrivée, les 7 000 survivants obtiennent le soutien des communistes locaux, mais n'y sont guère en sécurité ; seules les attaques des Japonais contre le Guomindang empêchent ce dernier de les anéantir.

Cette conscience du danger représenté par la menace étrangère explique les nouvelles tentatives de rapprochement entre le PCC et le Guomindang à la fin des années 1930. Elles doivent aussi quelque chose à un changement de la politique du Komintern ; c'est l'ère des « Fronts populaires », qui voient les communistes s'allier à d'autres partis. Le Guomindang décide de taire sa rhétorique antiétrangère, ce qui lui permet de gagner quelques sympathies en Grande-Bretagne et plus encore aux États-Unis. Mais ni la coopération avec les communistes ni les sympathies des libéraux européens ne peuvent empêcher le régime nationaliste de repasser sur la défensive quand les Japonais passent à l'attaque en 1937.

Cet « Incident de Chine », comme les Japonais continuent de l'appeler, annonce huit années d'une guerre qui va ravager la Chine et que certains présentent comme le prélude de la Deuxième Guerre mondiale. Fin 1937, le gouvernement chinois se replie à Chongqing, dans l'Ouest, tandis que les Japonais occupent toutes les régions du Nord et les côtes. Les condamnations de la Société des Nations et les livraisons d'avions soviétiques semblent incapables d'enrayer leur progression. Seul point positif de cette année

noire en Chine : le degré inégalé d'unité patriotique. Communistes et nationalistes considèrent tous que la révolution est en péril mortel. C'est également la vision des Japonais ; dans les régions qu'ils occupent, ils encouragent le rétablissement du confucianisme et installent des gouvernements de collaborateurs soutenant leur politique de la « Grande Sphère de coprospérité asiatique » (placée sous la direction du Japon, naturellement).

Les grandes puissances font la pitoyable démonstration de leur incapacité à intervenir, à l'exception des Soviétiques, qui approvisionnent militairement le Guomindang au cours de la première phase de la guerre. Les protestations des puissances occidentales, au nom de leurs citoyens menacés ou molestés, sont ignorées par les occupants, qui dès 1939 ne cachent pas leur intention d'exercer le blocus des implantations étrangères si le nouvel ordre japonais en Asie n'est pas reconnu. Pour les Britanniques comme pour les Français, la mollesse de la réaction s'explique ; en 1939, ils ont d'autres chats à fouetter. L'inefficacité des États-Unis a quant à elle de profondes racines ; l'opinion publique américaine se désintéresse totalement de l'Asie continentale. Quand les Japonais bombardent et coulent une canonnière américaine près de Nankin, le Département d'État proteste pour la forme, mais accepte les « explications » des Japonais. Voilà qui tranche avec l'indignation provoquée, quarante ans auparavant, par l'explosion (accidentelle) de l'*USS Maine* dans le port de La Havane, et n'empêche pas les Américains de fournir (clandestinement) du matériel à Tchang Kaï-chek.

En 1941, la Chine est totalement coupée du monde, mais elle est proche de la rémission. À la fin de l'année, la guerre finit en effet par se confondre avec la guerre mondiale, comme Tchang Kaï-chek, dans un moment de lucidité, l'avait pressenti. La Chine du Guomindang est pourtant en fort mauvais état. Dans ce long duel entre les deux grands rivaux potentiels en Asie, le Japon apparaît comme le

vainqueur. Mais le coût économique de la guerre et les difficultés croissantes rencontrées par ses troupes en Chine inquiètent. Sa position internationale n'est pourtant jamais apparue si forte ; les résidents européens en Chine sont humiliés en toute impunité et, en 1940, la Grande-Bretagne est contrainte de fermer la route de Birmanie par laquelle transitait du matériel vers la Chine, tandis que les Français sont contraints d'accepter la présence d'une armée japonaise d'occupation en Indochine. Le Japon risque alors d'autant moins de résister à cet appel vers de nouvelles aventures que le prestige et le pouvoir de l'armée au sein du gouvernement n'ont jamais été aussi élevés depuis le milieu des années 1930, ce qui n'est pas sans inconvénients. Sa politique d'agression rend de plus en plus impératif le contrôle des ressources économiques du Sud-Est asiatique. Elle prépare psychologiquement les Américains à la nécessité prochaine de défendre leurs intérêts les armes à la main. Il est clair, dès 1941, que les États-Unis vont devoir rapidement choisir, ou non, d'être une puissance qui compte en Asie, avec ce que cela implique. En arrière-plan se dessine un fait encore plus important. Après avoir agressé la Chine, c'est avec le slogan « L'Asie aux Asiatiques » que le Japon s'empare des anciennes possessions européennes. La victoire du Japon contre la Russie en 1905 marque un tournant dans ses relations psychologiques avec l'Europe et l'Asie, et la période 1938-1941 le voit affirmer son indépendance et sa puissance nouvelle. L'effondrement des empires coloniaux européens qui s'amorce est provoqué par la seule puissance asiatique à s'être « européanisée » avec succès.

XI
L’héritage ottoman en Méditerranée

Au cours du XIX^e siècle, l’Empire ottoman s’effondre en Europe comme en Afrique, essentiellement pour les mêmes causes : les effets combinés du nationalisme et des prédations européennes. La révolte des Serbes de 1804 et la prise du pouvoir de Mohammed Ali en Égypte en 1805 ouvrent le dernier et interminable chapitre du déclin turc. En Europe, l’étape suivante est la guerre d’indépendance grecque qui débute en 1821 ; à partir de cette date, l’histoire de l’Empire ottoman se résume à une suite de créations de nouveaux États nés de ses pertes territoriales. En 1914, la Turquie européenne se limite à la Thrace orientale. En Afrique du Nord, le déclin de l’Empire ottoman a été plus rapide et plus grand encore ; la majeure partie de l’Afrique du Nord échappe au contrôle du sultan dès le début du XIX^e siècle.

Aussi, quand le nationalisme apparaît en Afrique musulmane, c’est tout contre les Européens qu’il se dresse, pas contre les Ottomans. Cette histoire débute avec Mohammed Ali, albanais de naissance, arrivé en Égypte en 1801 avec le grade de général de l’armée ottomane. Grand admirateur de la civilisation européenne, il pense que l’Égypte pourrait beaucoup en apprendre. Il fait donc venir des instructeurs, emploie des consultants en matière de santé et d’assainissement, imprime des traductions de livres et de traités techniques européens et envoie de jeunes gens étudier en Angleterre et en France. Mais il avance à contre-courant. Ses réussites pratiques s’avèrent décevantes, même s’il ouvre l’Égypte aux influences européennes (et particulièrement françaises) comme jamais. Les écoles et

les institutions techniques qu'il met en place en assurent le relais, et revigorent le vieil intérêt des Français pour le commerce avec l'Empire ottoman. Le français devient rapidement la deuxième langue des Égyptiens cultivés, et une importante communauté grandit à Alexandrie, un des grands centres cosmopolites de la Méditerranée.

Peu d'hommes d'État extra-européens ont été capables de confiner leurs emprunts à l'Occident aux seules connaissances techniques. Bien vite, de jeunes Égyptiens s'approprient certaines idées politiques, qui fourmillent dans la littérature française. Des graines commencent à germer qui vont transformer les relations de l'Europe avec l'Égypte. Les Égyptiens tirent les mêmes leçons que les Indiens, les Japonais et les Chinois : la maladie européenne doit impérativement être attrapée si l'on souhaite produire des anticorps pour s'en défendre. Modernisation et nationalisme sont donc inextricablement liés. C'est là le péché originel du nationalisme proche-oriental. Il va longtemps rester le credo d'élites éduquées, largement coupées des masses qui vivent dans la culture musulmane et sont, pour la plupart, étrangères aux idées européennes. Paradoxalement, les nationalistes sont généralement les plus européanisés des Égyptiens, des Syriens et des Libanais, ce qui se confirme au XX^{e} siècle. Mais leurs idées ont alors plus de résonance. C'est chez les Arabes chrétiens de Syrie qu'apparaît, semble-t-il, pour la première fois l'idée d'un panarabisme ou d'un nationalisme arabe (par opposition à un nationalisme égyptien, syrien ou autre) ; l'idée que les Arabes, où qu'ils soient, forment une nation. Le panarabisme est un concept distinct de celui forgé par les Frères musulmans, ce dernier embrassant des millions de Non-Arabes tout en excluant des millions d'Arabes non musulmans. Les complications pouvant découler de telles idées, comme les défauts du panarabisme, n'apparaissent qu'au cours du XX^{e} siècle.

Les anciennes possessions ottomanes en Égypte connaissent un autre tournant en 1869 avec l'ouverture du canal de Suez. Plus que tout autre facteur, le canal va condamner l'Égypte aux interventions étrangères. Il n'est pourtant pas la cause de la première interférence européenne dans les affaires du gouvernement égyptien au XIX^{e} siècle, due aux actions d'Ismaïl, premier souverain d'Égypte à obtenir du sultan le titre de khédive, ou vice-roi, en reconnaissance de son indépendance *de facto*. Éduqué en France, Ismaïl aime les Français et les idées modernes, et a beaucoup voyagé en Europe. C'est un homme très extravagant. Quand il monte sur le trône, en 1863, le prix du coton − principale exportation de l'Égypte − est élevé en raison de la guerre civile américaine, et les perspectives de profit sont donc excellentes. Malheureusement, la gestion des finances n'est pas son point fort, ce qui a pour conséquence de faire exploser la dette de l'État. De 7 millions de livres à son accession, elle atteint près de 100 millions treize ans plus tard. Les intérêts s'élèvent à 5 millions de livres par an, une somme alors considérable.

En 1876, le gouvernement égyptien fait défaut et cesse de payer ses créanciers. Deux contrôleurs, un Britannique et un Français, sont envoyés pour s'assurer que le pouvoir passe au fils d'Ismaïl et que priorité soit donnée à l'augmentation des revenus et au paiement de la dette. Les nationalistes leur reprochent bientôt d'écraser d'impôts les plus pauvres des Égyptiens afin d'assurer le paiement des intérêts de la dette et de faire des économies en réduisant le salaire des fonctionnaires. Les représentants européens qui travaillent au nom du khédive ne sont, aux yeux des nationalistes, que de simples agents de l'impérialisme étranger. Le ressentiment grandit à l'égard des privilèges octroyés à de nombreux étrangers en Égypte et des cours de justice spéciales qui leur sont destinées.

Ces griefs mènent à une conspiration nationaliste puis à une révolution. Aux côtés des nationalistes, d'autres prônent

une réforme de l'islam, l'unité du monde musulman et la création d'un mouvement panislamiste moderne. Certains sont également scandalisés par la prépondérance des Turcs dans l'entourage du khédive. Ces divisions disparaissent quand une intervention britannique vient mettre un terme à la révolution en 1882. Les Britanniques, dont le Premier ministre se montre pourtant bienveillant à l'égard du nationalisme dans d'autres portions de l'Empire ottoman, ne peuvent accepter le danger que ferait peser sur le canal et la route des Indes un gouvernement égyptien hostile à leurs intérêts. Personne ne peut alors imaginer que les derniers soldats britanniques ne quitteront Le Caire qu'en 1956, où ils seront jusque-là restés par pur dogmatisme stratégique.

Après 1882, les Britanniques sont la principale cible de la haine des nationalistes en Égypte. Ils affirment ne rien souhaiter d'autre que de se retirer dès qu'un gouvernement fiable sera mis en place, mais aucun ne trouve grâce à leurs yeux. Dans les faits, les administrateurs britanniques s'emparent petit à petit de tous les leviers de commande en Égypte. Les effets ne sont pas tous désastreux ; ils réduisent la dette et améliorent les réseaux d'irrigation, ce qui permet de nourrir une population en pleine croissance (elle double et passe à 12 millions entre 1880 et 1914). Ils se mettent pourtant les Égyptiens à dos, en les empêchant d'accéder à la fonction publique pour des raisons économiques, par une imposition élevée, et du simple fait qu'ils sont des étrangers. Après 1900, la violence et les agitations s'accroissent. Les Britanniques et le gouvernement égyptien fantoche répriment fermement les agitations, et tentent malgré tout de réformer. En 1913, une nouvelle Constitution prévoit davantage d'élections représentatives et de donner plus de pouvoir à l'Assemblée législative. Cette Assemblée se réunit quelques mois seulement avant d'être suspendue par le déclenchement des hostilités. Le gouvernement égyptien est contraint à la guerre contre la Turquie, un khédive suspecté de comploter contre les Britanniques est

remplacé et, à la fin de l'année, les Britanniques transforment l'Égypte en protectorat. Le khédive prend le titre de sultan.

À cette date, le gouvernement ottoman a déjà perdu la Tripolitaine, que les Italiens ont envahie en 1911, en raison d'une nouvelle manifestation de nationalisme en Turquie cette fois. En 1907, une rébellion débute en effet sous l'impulsion du mouvement « Jeune-Turc », dont l'histoire est complexe mais l'objectif simple. Comme le dit un de ses membres : « Nous empruntons la voie tracée par l'Europe… même dans notre refus des ingérences étrangères. » Les Jeunes-Turcs souhaitent en effet mettre un terme au règne despotique du sultan Abdülhamid et restaurer la Constitution libérale accordée en 1876 avant d'être retirée. Mais leur objectif est moins de la restaurer en tant que telle que de l'utiliser pour revivifier, réformer et moderniser l'Empire, afin de mettre un terme à sa décomposition. Ce programme, comme les méthodes des Jeunes-Turcs, doit beaucoup à l'Europe ; ces derniers utilisent par exemple les loges maçonniques comme couverture et organisent des sociétés secrètes à la manière de celles qui fleurissaient en Europe au début du XIX^{e} siècle. Mais ils sont exaspérés par les ingérences croissantes, notamment financières, des Européens dans les affaires turques. Comme en Égypte, le contrôle du versement des intérêts sur les prêts est généralement suivi d'une perte d'indépendance. Les attaques des Européens ont également contraint (pensent-ils) les gouvernements turcs à abandonner leurs possessions le long du Danube et dans les Balkans. Après une série de mutineries et de révoltes, le sultan finit par rétablir la Constitution en 1908. Partout, les libéraux se réjouissent de l'apparition d'une Turquie constitutionnelle ; ils imaginent que le despotisme va disparaître. Mais une tentative de contre-révolution entraîne un coup d'État des Jeunes-Turcs, qui déposent Abdülhamid et installent une quasi-dictature. De 1909 à 1914, les révolutionnaires gouvernent de manière

de plus en plus autoritaire, sous couvert de monarchie constitutionnelle. L'un d'eux déclare ainsi, de manière inquiétante : « Il n'y a plus de Bulgares, de Grecs, de Roumains, de Juifs, de musulmans… nous sommes fiers d'être tous des Ottomans. » La chose est neuve : elle annonce la fin d'un régime multinational.

Avec le recul, le mouvement Jeune-Turc apparaît bien plus compréhensible qu'à l'époque. Les Jeunes-Turcs font face à des problèmes équivalents à ceux des modernisateurs des pays hors de l'Europe et leurs méthodes violentes ont été imitées depuis, par nécessité ou par crainte. Ils décident de réformer toutes les branches du gouvernement (avec l'aide de nombreux conseillers étrangers). Chercher (comme ils le font) à améliorer l'éducation des jeunes filles est un geste significatif. Mais ils prennent le pouvoir à un moment où leur Empire montre d'évidents signes d'arriération et à la suite de terribles humiliations diplomatiques, ce qui rend leur programme moins séduisant et les pousse à s'appuyer sur la force. Après l'annexion autrichienne de la Bosnie, le roi de Bulgarie obtient la reconnaissance de son indépendance et les Crétois annoncent leur union avec la Grèce. Les Italiens s'attaquent bientôt à la Tripolitaine et les guerres balkaniques provoquent de nouvelles défaites.



Après pareils désastres, il devient apparent que l'harmonie entre les peuples, que les libéraux avaient tant espéré voir naître des réformes, est une chimère. La religion, la langue, les habitudes sociales et les nationalités fragmentent toujours plus ce qui reste de l'Empire. Les Jeunes-Turcs se voient donc contraints d'imposer un seul nationalisme, le nationalisme ottoman, ce qui provoque du

ressentiment au sein des autres peuples. Il en résulte toujours plus de massacres, de tyrannie et d'assassinats, les trois instruments de prédilection du pouvoir en place à Constantinople ; à partir de 1913, un triumvirat de Jeunes-Turcs gouverne le pays de manière dictatoriale jusqu'au déclenchement de la Grande Guerre.

S'ils déçoivent bon nombre de leurs admirateurs, ces hommes sont du futur, non du passé. Ils représentent les idées qui, un jour, vont permettre à la culture ottomane de renaître de ses cendres : nationalisme et modernisation. Ils abandonnent − *nolens volens* − ce qui restait de l'Empire ottoman en Europe, s'allégeant ainsi d'un fardeau. Mais l'héritage ottoman est trop encombrant en 1914. Ils n'ont pas d'alternative, pour réformer, que le nationalisme. L'inanité des idées panarabes va bientôt sauter aux yeux de tous dans les provinces ottomanes d'Asie, musulmanes pour l'essentiel.

En 1914, elles couvrent une zone aussi vaste que stratégique, du Caucase jusqu'à l'embouchure du Tigre et de la mer Rouge à la frontière perse. Sur la rive sud du golfe d'Oman, la domination ottomane s'étend autour du Koweït (dont le cheikh, indépendant, est placé sous protection britannique) et longe la côte jusqu'au Qatar, au sud. De là, toute la côte de l'Arabie jusqu'à l'entrée de la mer Rouge est d'une manière ou d'une autre sous domination britannique, mais l'intérieur et la côte de la mer Rouge restent aux Ottomans. Sous la pression des Britanniques, le désert du Sinaï a été abandonné à l'Égypte quelques années auparavant, mais les vieilles terres de Palestine, de Syrie et de Mésopotamie sont toutes turques. C'est là le cœur de l'islam historique, et le sultan est toujours un calife, un chef spirituel. Tout cela, la Première Guerre mondiale va le balayer. Au cœur des terres historiques de l'islam certains signes indiquent d'ailleurs, avant même 1914, que de nouvelles forces politiques sont en action. Elles sont pour partie le reflet de l'influence

européenne, qui s'exerce depuis la Syrie ou le Liban, et surtout depuis l'Égypte. À l'influence française se sont ajoutées dans ces pays celle des missionnaires américains et la fondation d'écoles et de lycées où étudient de jeunes gens, chrétiens et musulmans, issus de tout le monde arabe. Le Levant est culturellement avancé et alphabétisé. À l'aube de la Grande Guerre, en dehors de l'Égypte, une centaine de journaux sont déjà publiés en arabe dans tout l'Empire ottoman. Le triomphe des Jeunes-Turcs et de leur volonté d'« ottomaniser » l'Empire provoque des réactions. Des sociétés secrètes et des groupes de dissidents apparaissent chez les exilés arabes, notamment à Paris et au Caire. C'est qu'une certaine incertitude règne par ailleurs sur l'allégeance réelle des princes arabes de la Péninsule au gouvernement turc. Le premier de ces princes est Hussein, chérif de La Mecque, en qui le gouvernement turc n'a, en 1914, aucune confiance. Un an auparavant, des Arabes se sont rencontrés en Perse pour évoquer l'indépendance de l'Irak. Les Turcs ne peuvent qu'espérer que les intérêts divergents des princes arabes vont préserver le *statu quo*. S'ils ne représentent pas un réel danger pour l'Empire, les Juifs font quant à eux partie des derniers convertis à la culture du nationalisme territorial. Leur histoire connaît un tournant en 1897 avec l'apparition d'un Congrès sioniste dont le but est de former une nation. L'assimilation, vieille lune de l'histoire juive, à peine réalisée dans la plupart des États européens après la période pourtant libératoire de la Révolution française, est remplacée par le nationalisme. Le lieu de l'implantation n'est pas immédiatement clair − l'Argentine et l'Ouganda sont un temps envisagés −, mais à la fin du siècle le sionisme opte pour la Palestine. L'immigration juive y a déjà commencé, à petite échelle. Le déroulement de la Première Guerre mondiale va changer la donne.

L'Empire ottoman de 1914 n'est pas sans rappeler celui des Habsbourg. Tous deux veulent la guerre, qu'ils

considèrent comme une solution à leurs problèmes. Tous deux en font les frais, car de nombreux peuples à l'intérieur comme à l'extérieur de leurs frontières voient là l'opportunité de leur rendre la monnaie de leur pièce. Ils vont tous deux disparaître. La Russie tire parti de la déclaration de guerre turque, qui évapore les dernières réticences britanniques et françaises à voir s'établir la domination tsariste sur Constantinople. Les Français, quant à eux, ont d'autres chats à fouetter au Proche-Orient. Si leur irritation devant la présence britannique en Égypte s'est atténuée après la signature de l'Entente qui leur laisse les mains libres au Maroc, ils jouent depuis longtemps un rôle particulier au Levant. Si l'évocation des croisades de Saint Louis par certains illuminés ne doit pas être prise au sérieux, les gouvernements français se posent néanmoins depuis longtemps en protecteurs des chrétiens au sein de l'Empire ottoman, et notamment en Syrie, où Napoléon III a envoyé une armée dans les années 1860. Ils exercent également une certaine domination culturelle, qui se manifeste par l'usage du français chez toutes les élites intellectuelles du Levant, où de nombreux capitaux français sont investis. L'influence française ne saurait être prise à la légère.

En 1914, les principaux adversaires de l'Empire ottoman en dehors de l'Europe restent les Russes, dans le Caucase, et les Britanniques, à Suez. La défense du canal est à la base de la pensée stratégique britannique dans la région. Alors qu'il n'est pas menacé, des décisions prises pour le protéger bouleversent la donne au Proche-Orient. Fin 1914, une armée anglo-indienne débarque ainsi à Bassora pour protéger les réserves de pétrole en Perse. C'est le début de l'imbrication du pétrole et de la politique dans la région, qui ne donnera sa pleine mesure qu'après la chute de l'Empire ottoman. En octobre 1914, une tentative de rapprochement entre le gouverneur britannique de l'Égypte et le chérif

Hussein porte rapidement ses fruits, première tentative d'utilisation du nationalisme arabe.

L'envie de frapper un grand coup contre l'allié turc de l'Allemagne est d'autant plus grande que la guerre s'étire en combats sanglants et indécis en Europe. En 1915, une tentative de s'emparer de Constantinople par une opération combinée navale et terrestre dans le détroit des Dardanelles s'enlise. À cette date, l'Europe n'a pas encore grand-chose à offrir à des alliés arabes et les termes d'un accord avec Hussein ne sont pas fixés avant le début de 1916. Ce dernier exige l'indépendance de toutes les terres arabes au sud du 37e parallèle − soit environ 100 kilomètres au nord d'une ligne allant d'Alep à Mossoul et qui englobe, dans les faits, tout l'Empire turc à l'exception de la Turquie et du Kurdistan. C'est bien plus que les Britanniques ne peuvent promettre. Les Français doivent être consultés, en raison de leurs intérêts en Syrie. L'accord finalement trouvé entre Français et Britanniques pour définir leurs sphères d'influence laisse de très nombreuses questions en suspens, dont le statut de l'Irak, mais le programme nationaliste arabe semble devenu réalité.

Rapidement pourtant le doute s'installe. La révolte arabe débute en juin 1916 avec une attaque contre la garnison turque de Médine. Ce soulèvement n'a pas pour autre but que de distraire des troupes des principaux théâtres d'opérations, mais il s'étend et entre bientôt dans la légende grâce à la figure de Lawrence d'Arabie. Les Britanniques commencent à prendre les Arabes plus au sérieux, Hussein est reconnu comme roi du Hedjaz. Les troupes britanniques entrent en Palestine en 1917, prennent Jérusalem et, en 1918, font leur entrée à Damas avec les Arabes. Mais deux événements compliquent la situation. Le premier est l'entrée des Américains dans la guerre, dont le président s'affirme favorable à « une opportunité pleine et entière de développement pour toutes les populations non turques au sein de l'Empire ottoman ». Le second est la publication, par

les bolcheviks, des documents diplomatiques secrets de leurs prédécesseurs ; on y apprend le contenu des discussions franco-anglaises sur leurs sphères d'influence au Proche-Orient. Une partie de l'accord précise que la Palestine doit être administrée internationalement. Une autre irritation naît de la révélation, toujours par le même biais, que les Britanniques sont favorables à l'établissement d'une nation juive en Palestine. Cette « déclaration Balfour » constitue alors sans doute le plus grand succès du sionisme. Elle n'est pas incompatible avec ce qui a été promis aux Arabes et le président Wilson vient y ajouter des provisions en assurant la protection des Palestiniens non juifs. Avec le recul, il paraît impensable qu'elle ait pu être mise en pratique telle quelle, surtout au vu des déclarations pleines de bonnes intentions que Britanniques et Français adressent aux Arabes en 1918. Mais, au moment de la défaite turque, la situation est confuse. Hussein est un temps reconnu roi des Arabes par la Grande-Bretagne, ce qui ne change rien : ce ne sont pas les nationalistes arabes qui vont redessiner la carte du monde arabe moderne, mais les Français et les Britanniques, avec l'aide de la Société des Nations. Au cours de la décennie qui suit, Britanniques et Français se retrouvent en conflit avec des Arabes qu'ils ont pourtant contribué à faire émerger sur la scène politique mondiale, tandis que les chefs arabes se disputent entre eux. Le mirage d'une unité islamique s'évanouit de nouveau, ainsi que (brièvement) la menace soviétique. La France et la Grande-Bretagne sont toujours présentes au Proche-Orient. Elles se méfient l'une de l'autre, mais s'accordent au moins pour ne pas interférer dans la sphère d'influence de l'autre. La Société des Nations légitime cet état de fait en leur accordant des mandats sur les territoires arabes. La Palestine, la Jordanie et l'Irak reviennent aux Britanniques et la Syrie aux Français, qui gouvernent immédiatement de manière autoritaire : un Conseil national syrien a en effet exigé l'indépendance ou un mandat

britannique ou américain. Les Français chassent alors le fils de Hussein, que les Arabes ont choisi pour roi, et font face à une insurrection de grande ampleur. Cette politique se poursuit dans les années 1930, avec quelques ouvertures en direction des nationalistes. Mais la situation syrienne démontre également le caractère potentiellement ravageur du nationalisme : les Kurdes refusent de se soumettre à un État arabe − problème qui n'a pas fini de faire parler de lui.

La péninsule Arabique est alors ravagée par une guerre entre Hussein et un rival avec lequel les Britanniques ont négocié (et dont les fidèles sont membres d'une secte islamique particulièrement puritaine, ce qui vient ajouter une dimension religieuse à un conflit tribal et dynastique). Hussein est déposé en 1932. Le royaume d'Arabie Saoudite prend la place de celui du Hedjaz, ce qui provoque d'autres problèmes, les fils de Hussein étant respectivement rois d'Irak et de Jordanie. Des combats ont lieu, dont l'intensité pousse les Britanniques à précipiter la fin de leur mandat sur l'Irak, mais qui assurent leurs intérêts stratégiques en conservant des troupes et de l'aviation sur place. En 1932, l'Irak fait son entrée au sein de la Société des Nations en tant qu'État souverain et indépendant. En 1928, l'indépendance de la Jordanie a déjà été reconnue par les Britanniques, qui y conservent également des troupes − et des capitaux.

Le cas de la Palestine est plus épineux. À partir de 1921, l'immigration et les acquisitions de terres par les Juifs dans ce pays provoquent de violentes réactions chez les Palestiniens, qui font craindre pour la paix. Les enjeux dépassent les sentiments nationaux ou religieux. L'immigration juive signe l'irruption d'une nouvelle force européenne et modernisatrice, susceptible de bouleverser l'économie et les modes de fonctionnement d'une société traditionnelle. Les Britanniques sont pris entre deux feux : l'indignation des Arabes s'ils autorisent l'immigration des Juifs, et l'indignation des Juifs s'ils la restreignent. Les

gouvernements arabes occupent des terres économiquement et stratégiquement importantes pour les Britanniques. Leur avis ne peut être ignoré. L'opinion internationale s'en mêle. La question s'enflamme plus encore en 1933, quand arrive au pouvoir en Allemagne un régime qui persécute les Juifs et leur arrache peu à peu tous les droits sociaux et légaux acquis depuis la Révolution française.

En 1937, des batailles rangées opposent Juifs et Arabes en Palestine. Bientôt, une armée britannique réprime une insurrection arabe. L'effondrement des grandes puissances dominantes du monde arabe est toujours suivi d'une période de désordre. La question demeure cette fois de savoir si au désordre va succéder − comme cela s'était passé autrefois − l'installation d'une nouvelle hégémonie impériale. Les Britanniques ne veulent pas assumer ce rôle ; ils ne souhaitent que sécuriser leurs intérêts fondamentaux dans la région − la protection du canal de Suez et le flux de pétrole en provenance d'Irak et d'Iran. Entre 1918 et 1934, un grand pipeline est construit depuis le nord de l'Irak à travers la Jordanie et la Palestine jusqu'à Haïfa, nouveau tournant pour l'avenir de ces territoires. Certes, la consommation de pétrole de l'Europe n'est pas encore assez importante pour qu'elle en soit dépendante, et les grandes découvertes de pétrole, celles qui vont changer la donne dans les années 1950, n'ont pas encore eu lieu. Mais un nouveau facteur fait déjà sentir ses effets : les navires de la Royal Navy ont abandonné le charbon pour le mazout.

Les Britanniques considèrent que la meilleure manière de sécuriser le canal de Suez est de conserver des troupes en Égypte, ce qui provoque des troubles croissants. La guerre a intensifié le ressentiment égyptien. Les prix ont flambé et les étrangers ont été montrés du doigt. Les dirigeants nationalistes égyptiens tentent de faire valoir leurs droits à la Conférence de paix de Paris, en 1919, mais ils en sont empêchés, ce qui provoque un soulèvement, rapidement

maté par les Britanniques bien que ces derniers commencent à lâcher du lest. Le protectorat est ainsi aboli en 1922, dans l'espoir de se concilier les bonnes grâces des nationalistes. Mais le nouveau royaume d'Égypte est pourvu d'un système électoral qui permet d'écarter les nationalistes, pourtant majoritaires aux élections, et de s'assurer que le gouvernement égyptien se conformera aux intérêts des Britanniques. La crise constitutionnelle, permanente, dure jusqu'en 1936, quand les Britanniques acceptent de se contenter d'un droit de garnison sur la zone du canal pour un nombre d'années limité. La fin des privilèges juridictionnels des étrangers est également annoncée, signe d'un repli impérial britannique, visible ailleurs dès après 1918 et qui n'est qu'une conséquence de l'épuisement de ses ressources. La politique étrangère britannique doit par ailleurs relever d'autres défis.

Des changements politiques, n'ayant à première vue pas grand-chose à voir avec le Proche-Orient, contribuent à refaçonner les anciens territoires arabes de l'Empire ottoman. Le communisme marxiste en est un. Au cours de l'entre-deux-guerres, les émissions de radio soviétiques à destination des pays arabes affirment leur soutien aux premiers communistes arabes. Malgré les inquiétudes qu'ils provoquent, les communistes ne pèsent rien face à la principale force révolutionnaire dans la région, celle du nationalisme arabe, qui se focalise depuis 1938 sur la Palestine. Cette année-là, un congrès se tient en Syrie pour soutenir la cause des Arabes palestiniens. La rancœur des Arabes à l'égard des brutalités françaises en Syrie s'accroît, et un nombre croissant d'entre eux sont révoltés par le sort réservé aux nationalistes égyptiens par les Britanniques. Certains croient voir dans la naissance de ce sentiment panarabe le moyen de transcender les divisions des royaumes hachémites.

Les accords conclus par les Alliés durant la guerre viennent encore compliquer l'histoire de la nouvelle

Turquie. Britanniques, Français, Grecs et Italiens se sont accordés sur les parts du butin ; la seule simplification apportée par la guerre a été l'élimination des revendications russes sur Constantinople et les Détroits. Menacé d'une invasion française, grecque et italienne, le sultan signe une paix humiliante. La Grèce se voit accorder d'importantes concessions ; l'Arménie, dont la population a subi un génocide aux mains des Turcs durant la guerre, devient un État indépendant et ce qui reste de la Turquie est divisé en sphères d'influence britannique, française et italienne. Cet accord, bien plus dur que celui imposé à l'Allemagne en 1918, est d'un impérialisme flagrant. Pour enfoncer le clou, le contrôle financier de l'Europe est réimposé. C'est alors qu'intervient la première révision des accords de paix. Elle est l'œuvre, pour une large part, d'un homme, ancien Jeune-Turc et unique général victorieux de la guerre, Mustafa Kemal. Il écarte les Français puis les Grecs, après avoir effrayé les Italiens. Avec l'appui des bolcheviks, il écrase à nouveau les Arméniens. Les Britanniques décident alors de négocier et un second traité est établi avec la Turquie en 1923. Le nationalisme l'emporte sur les décisions imposées à Paris. C'est le seul accord de paix qui ne soit pas imposé au vaincu. C'est aussi le seul auquel les négociateurs soviétiques prennent part et il va durer plus longtemps que tous les autres. Les contrôles financiers disparaissent. La Turquie renonce à ses prétentions sur les terres arabes et les îles de la mer Égée, Chypre, Rhodes et le Dodécanèse. Un échange massif de populations grecques et turques suit (380 000 musulmans quittent la Grèce et près de 1,5 million de chrétiens orthodoxes fuient la Turquie pour la Grèce), ce qui renforce encore le ressentiment entre les deux peuples. Six siècles après la naissance de l'Empire ottoman, ce dernier se limite donc au territoire de la Turquie. Une nouvelle république apparaît en 1923, sous la forme d'un État-nation. En 1924, le califat subit le même sort que l'Empire. C'est la fin de l'ère ottomane et, pour l'histoire

turque, un nouveau départ. Les Turcs d'Anatolie sont pour la première fois depuis six siècles majoritaires dans leur pays. Symboliquement, la capitale est déplacée à Ankara.

Kemal, comme il aime à s'appeler (ce qui veut dire « perfection »), a quelque chose de Pierre le Grand (même s'il ne s'intéresse plus aux expansions territoriales après la révision de la paix en 1923) et du despote éclairé. Il est un des plus grands modernisateurs du XX^{e} siècle. La loi turque est sécularisée sur le modèle du Code Napoléon, le calendrier musulman est abandonné et en 1928 la Constitution est modifiée pour faire disparaître l'affirmation que la Turquie est un État musulman. À ce jour, elle demeure la seule nation majoritairement musulmane du Proche-Orient ayant adopté la laïcité. La polygamie est interdite. En 1935, le jour de repos, autrefois pris le vendredi comme dans les pays musulmans, passe au dimanche, et un nouveau mot fait son apparition : *vikend*, soit la période qui va du samedi au dimanche. L'école cesse toute instruction religieuse et le port du fez est interdit ; bien qu'originaire d'Europe, il est tenu pour musulman. Kemal est conscient du caractère radical de la modernisation qu'il entend imposer, et de tels symboles comptent beaucoup à ses yeux. Ils sont le signe du remplacement d'une société musulmane traditionnelle par une société européenne. Un idéologue musulman enjoint ses compatriotes d'« appartenir à la nation turque, à la religion musulmane et à la civilisation européenne ». L'alphabet est latinisé, ce qui a une grande importance pour l'éducation, obligatoire en primaire. Le passé national est réécrit dans les livres d'histoire. On y dit qu'Adam était un Turc. Kemal, à qui l'Assemblée nationale confère le titre d'Atatürk (« père des Turcs »), est le premier grand modernisateur d'un État musulman. Jusqu'à sa mort en 1938, il fait tout pour que la révolution ne se fige pas et donne naissance à un État qui, dans certains domaines, est aujourd'hui l'un des plus avancés au monde. La Turquie choisit ainsi de rompre plus

nettement avec le passé que l'Europe en accordant le droit de vote aux femmes dès 1934. Ces dernières sont également encouragées à exercer une profession.

La Perse est le plus grand pays musulman à ne pas être placé sous la domination des Européens ou des Ottomans en 1914. Britanniques et Russes interfèrent tous deux dans ses affaires et se sont accordés sur leurs sphères d'influence respectives en 1907, mais les interférences russes disparaissent avec la révolution bolchevique. Les forces britanniques opèrent sur le territoire perse jusqu'à la fin de la Grande Guerre. Le ressentiment à l'égard des Britanniques y est encore augmenté par l'interdiction faite à la délégation perse d'exprimer ses volontés à la Conférence de la paix de Paris. Une période confuse s'ensuit, au cours de laquelle les Britanniques tentent de trouver le moyen de résister au retour des bolcheviks après le repli de leurs troupes (il n'est pour eux pas question de conserver la Perse par la force, ils n'en ont pas les moyens). Ils trouvent l'homme de la situation, d'une manière bien inattendue.

Reza Khan, tel est son nom, est officier. En 1921, il prend le pouvoir à Téhéran par un coup d'État militaire et négocie immédiatement un traité avec les Soviétiques, reconnaissant les anciens droits russes en Perse en échange du départ de leurs troupes. Reza Khan s'attaque ensuite aux séparatistes soutenus par les Britanniques. En 1925, il se voit donner des pouvoirs dictatoriaux par l'Assemblée nationale et, quelques mois plus tard, est proclamé « Shah des Shahs ». Il règne jusqu'en 1941 (quand Soviétiques et Britanniques s'allient pour le renverser), à la manière d'un Kemal iranien. L'abolition du voile et des écoles religieuses démontre ses tendances laïques, qui ne seront pourtant pas poussées aussi loin qu'en Turquie. En 1928, l'abandon des capitulations est un autre pas symbolique important ; l'accent est mis sur l'industrialisation et l'amélioration des communications. Des liens étroits sont tissés avec la Turquie. En 1933, le nouvel homme fort de Perse remporte

le premier succès d’un nouvel art, la diplomatie pétrolière, en annulant les concessions accordées à l’Anglo-Persian Oil Company. Le gouvernement britannique porte cette question devant la Société des Nations, ce qui permet au shah d’obtenir une nouvelle concession, plus favorable à ses intérêts, démontrant ainsi l’indépendance de la Perse. Une nouvelle ère s’ouvre dans le Golfe, marquée par un changement de nom. La Perse devient l’Iran. Deux ans plus tard, pour la première fois, la femme du shah apparaît publiquement sans voile.

XII
La Deuxième Guerre mondiale

Une nouvelle guerre vient confirmer que l'âge européen est terminé. Elle débute, en 1939, de la même manière que celle qui l'a précédée, sur le théâtre européen, et devient peu à peu mondiale. Les exigences de ce nouveau conflit vont dépasser en degré comme en étendue toutes celles des conflits précédents ; tout est touché, mobilisé, perturbé. C'est une guerre « totale ».

En 1939, de nombreux signes indiquent qu'une ère se termine. Si l'année 1919 avait permis aux puissances coloniales quelques dernières expansions territoriales, l'attitude de la Grande-Bretagne, la plus grande d'entre elles, indique que l'impérialisme est désormais sur la défensive, sinon en recul. La vigueur du Japon ne place plus l'Europe au centre du système des puissances internationales. Jan Smuts, homme d'État sud-africain, affirme dès 1921 que « le centre de gravité du monde s'est déplacé et a quitté l'Europe pour l'Orient et le Pacifique ». Sa prédiction semble plus justifiée que jamais. Dix ans plus tard, les fondations de la prépondérance économique occidentale sont plus ébranlées encore que celles de sa prépondérance politique. Les États-Unis, la plus grande des puissances industrielles, comptent 10 millions de chômeurs. Si aucun pays industrialisé d'Europe n'est aussi mal en point, la foi dans la solidité des fondations du système économique s'est évanouie pour toujours. L'industrie peut bien redémarrer dans certains pays − stimulée pour une large part par le réarmement −, l'échec de la Conférence économique mondiale, en 1933, met un terme aux espoirs d'un redressement par le biais d'une coopération

internationale. Chaque nation fait désormais comme bon lui semble ; le Royaume-Uni lui-même abandonne le libre-échange. Toujours abondamment évoqué, le laisser-faire économique est mort. En 1939, les gouvernements des grandes nations interfèrent délibérément dans leurs économies, comme ils ne l'avaient pas fait depuis l'apogée du mercantilisme.

Les postulats économiques et politiques du XIX^{e} siècle ne sont pas descendus seuls aux oubliettes. Il est toujours plus délicat de parler des courants intellectuels ou spirituels que des tendances économiques ou politiques mais, si de nombreuses personnes continuent de s'accrocher à des conceptions anciennes, aux yeux des élites qui font l'opinion et la pensée les anciennes fondations ne sont plus sûres. Les offices religieux ne sont plus fréquentés que par une minorité de la population, même dans les pays catholiques, et les masses des cités industrielles vivent au sein d'un monde postchrétien dans lequel la disparition des institutions et des symboles religieux n'aurait guère d'incidence pratique. Il en va de même pour les intellectuels ; ils font d'ailleurs face à un problème peut-être plus grave que la perte de la foi, de nombreuses idées libérales qui avaient participé au remplacement du christianisme au XVIII^{e} siècle étant à leur tour questionnées. L'autonomie de l'individu, les critères moraux objectifs, la rationalité, l'autorité des parents et un univers mécaniquement explicable semblaient aller de pair avec un libre-échange qui donne des signes d'effondrement à la fin des années 1920.

Les symptômes sont particulièrement visibles dans le domaine des arts. Depuis trois ou quatre siècles, les Européens considèrent que l'art, même quand il atteint un degré exceptionnel de finesse dans l'exécution, ou quand il s'avère, par sa forme, inaccessible au plus grand nombre, exprime des aspirations, des visions, des plaisirs nécessairement accessibles aux hommes ordinaires. On se

figure alors que tout un chacun peut, à force d'études et de temps passé, être assez « cultivé » pour apprécier la valeur artistique des œuvres de son époque, expression d'une culture et de normes communes. Cette notion perd un peu de sa superbe au XIX^{e} siècle avec le mouvement romantique, qui représente l'artiste comme un génie évanescent − Beethoven en est l'un des premiers exemples − et donne naissance à la notion d'avant-garde.

Au cours de la première décennie du XX^{e} siècle, il commence à devenir compliqué, même pour des yeux et des oreilles entraînés, de reconnaître comme de l'art la majorité de la production des artistes contemporains. La dislocation de l'image dans la peinture en offre un bon exemple. La tradition artistique européenne de la représentation se maintient pourtant, au moins jusqu'au cubisme, mais cesse déjà d'être apparente aux yeux de l'« homme cultivé » − s'il existe encore. Les artistes se retirent dans un chaos de moins en moins accessible de visions personnelles, dont le mouvement Dada et le surréalisme sont les meilleurs symboles. Les années qui suivent la Grande Guerre voient une culmination de la désintégration des arts ; dans le surréalisme, la notion même de l'objectif disparaît, sans parler de sa représentation. Comme le dit un surréaliste, le mouvement est une « dictée de la pensée en l'absence de tout contrôle exercé par la raison, en dehors de toute préoccupation esthétique ou morale ». Par le biais du hasard, du symbolisme, du choc de la suggestion et de la violence, les surréalistes entendent aller au-delà de la conscience elle-même. Ce faisant, ils ne font que s'aventurer sur des terrains que de nombreux écrivains et musiciens explorent à la même période.

De tels phénomènes témoignent de manière très différente de la décomposition de la culture libérale, dernière étape de la civilisation de l'ère européenne. Ces mouvements de désintégration sont mus par le sentiment que la culture traditionnelle s'est trop longtemps limitée en

excluant les émotions et expériences que l'on trouve dans l'inconscient. Rares sont pourtant les artistes ayant alors lu les ouvrages de l'homme qui, plus que tout autre, a offert au XX^{e} siècle les moyens cognitifs et métaphoriques permettant d'explorer l'inconscient, et l'idée qu'y résident les secrets profonds de l'existence.

Il s'agit de Sigmund Freud, fondateur de la psychanalyse. Il se considère comme l'égal de Copernic ou Darwin, pour avoir révolutionné la manière dont les personnes éduquées se perçoivent. Freud décrit l'inconscient comme la troisième grande « insulte » faite au narcissisme de l'humanité, après la découverte de l'héliocentrisme et de la théorie de l'évolution. Il introduit plusieurs nouvelles idées dans le discours ordinaire ; les significations que nous donnons aujourd'hui à des termes comme « complexe » ou « obsession » et l'apparition de termes comme « lapsus » ou « libido » sont autant de monuments à sa gloire. Son influence se répand rapidement dans la littérature, les relations personnelles, l'éducation et la politique. Comme de nombreux prophètes, son message est souvent distordu. Ce que l'on croit en comprendre est plus important que les études cliniques spécifiques qu'il peut rédiger. L'importance de Freud, comme celle de Newton ou de Darwin, va au-delà de la science − où son influence est bien moindre que la leur − et donne naissance à une nouvelle mythologie. Elle va s'avérer corrosive.

Car les travaux de Freud débouchent sur l'idée que l'inconscient est la source des comportements les plus significatifs, que les valeurs et attitudes morales sont des projections, des influences ayant façonné cet inconscient et que, par conséquent, l'idée de responsabilité est, au mieux, un mythe (probablement dangereux) et le rationalisme lui-même ne peut-être qu'une illusion. Il importe peu que cette représentation soit en contradiction avec la pensée de Freud. Ce qui compte, c'est que de très nombreuses personnes en tirent − encore aujourd'hui − ces conclusions.

Pareilles idées questionnent le fondement même de la civilisation libérale, l'idée que l'homme est un individu rationnel, responsable et conscient.

L'enseignement de Freud n'est pas seul à contribuer à la désillusion générale et à la perte de repères au sein de la société occidentale. Mais il joue un rôle de premier plan dans la vie intellectuelle de l'entre-deux-guerres. Pour tenter de s'y retrouver dans les méandres de la pensée freudienne, le chaos des arts et un monde devenu incompréhensible depuis que les enseignements de Laplace et Newton sont remis en cause, des hommes se mettent en quête de nouvelles mythologies, de nouvelles normes. Politiquement, cela les mène au fascisme, au marxisme et aux plus irrationnelles des vieilles lunes − comme le nationalisme extrême. Plus personne n'apparaît attiré par la tolérance, la démocratie et les libertés individuelles, ce qui contribue naturellement à approfondir encore les incertitudes et à empoisonner les relations internationales dans les années 1930. En Europe, c'est le problème allemand qui inquiète, et menace d'un bouleversement plus grand que celui amorcé par le Japon. L'Allemagne n'a pas été détruite en 1918 ; il est logique qu'un jour ou l'autre elle reprenne sa place. Au vu de sa position géographique, sa population et sa puissance industrielle, une Allemagne unie ne peut à terme que dominer l'Europe centrale, et éclipser la France. La question fondamentale est de savoir si cela se fera sans guerre ; quelques hurluberlus s'imaginent que cette menace pourrait être écartée par le démembrement d'une Allemagne unifiée en 1871.

Les Allemands demandent bientôt une révision du traité de Versailles. Au début des années 1920, quelques avancées sont obtenues. Le fardeau des réparations tend à se réduire et, en 1925, le traité de Locarno apparaît comme un grand progrès : l'Allemagne accepte formellement les décisions du traité de Versailles relatives à l'ouest de son ancien territoire. Reste la question territoriale à l'est et la menace

d’une question plus large : comment un pays aussi puissant que l’Allemagne peut-il entretenir des relations équilibrées et pacifiques avec ses voisins, au vu de son histoire et de sa culture ?

La plupart des Européens ont espéré le règlement de cette question par la création d’une République allemande, dont les institutions devaient permettre la reconstruction de la société et de la civilisation. La Constitution de la République de Weimar (c’est là que son Assemblée constituante se réunit) est en effet très libérale, mais de très nombreux Allemands n’ont, dès le départ, aucune sympathie pour elle. L’illusion d’une République capable de résoudre le problème allemand disparaît dès que la Grande Dépression anéantit les bases sur lesquelles elle se fondait, et donne libre cours aux forces sociales et nationalistes qu’elle dissimulait.

Les soubresauts qui agitent dès lors le pays constituent un problème international de premier plan mais, pour toute une série de raisons, il est alors difficile de contenir la poussée de l’Allemagne. Les pires effets de la crise économique globale se font sentir au sein des économies vacillantes et agraires des nouveaux États d’Europe de l’Est et centrale. La France a espéré y trouver des alliés contre une renaissance de l’Allemagne, mais ces alliés sont à présent très affaiblis. Leur existence rend également difficile la conclusion d’une alliance avec l’URSS, grande puissance indiscutable. Son parti pris idéologique empêche une coopération avec le Royaume-Uni ou la France, en plus de son éloignement stratégique. Aucune troupe soviétique ne peut entrer en Europe centrale sans franchir plusieurs frontières, dont les pays craignent tous l’URSS et le communisme : la Roumanie, la Pologne et les États baltes sont tous nés d’anciennes terres russes. Les Américains ne sont d’aucune aide. La tendance générale de la politique américaine, depuis le refus du Congrès d’adhérer à la Société des Nations, est clairement celle du repli et de

l’isolationnisme. Les Américains qui sont allés faire la guerre en Europe ne veulent pas y retourner. Justifié par le boom économique des années 1920, l’isolement s’accentue avec la récession des années 1930. Quand les Américains ne reprochent pas confusément aux Européens d’être responsables de la crise − la question de la dette de guerre des Européens est associée, non sans raison, aux problèmes financiers internationaux −, ils affirment ne plus vouloir se mêler de leurs affaires. Avec la dépression, les Américains ont par ailleurs d’autres préoccupations. En 1932, l’élection d’un président démocrate amorce le début d’une ère de grands changements, qui va renverser cette tendance. Cette nouvelle phase de l’histoire américaine est présidée par les démocrates, qui vont enchaîner cinq mandats, dont les quatre premiers remportés par le même homme : Franklin D. Roosevelt. Parvenir à être désigné, à quatre reprises, comme candidat à l’élection est presque sans précédent (le malheureux candidat socialiste Eugene Debs y est lui aussi parvenu) ; remporter à chaque fois la victoire est un exploit. Y parvenir à chaque fois avec la majorité absolue du vote populaire est une révolution. Aucun candidat démocrate n’était parvenu à l’obtenir après la guerre de Sécession (et aucun autre ne l’obtiendra avant 1964). Roosevelt est de surcroît un personnage haut en couleur, un patricien qui va rester comme l’une des grandes figures politiques du XX^{e} siècle. Il arrive au pouvoir dans un contexte catastrophique et morose et propose aux Américains de se ressaisir et de se débarrasser du fardeau de la dépression économique. Sa victoire provoque un changement politique ; les démocrates sont désormais le parti de tous les laissés-pour-compte − le Sud, les pauvres, les fermiers, les Noirs, les intellectuels libéraux et progressistes. Et leur base électorale ne fait que s’accroître à mesure des succès de leur politique.

Il y a naturellement là une forme de trompe-l’œil. En 1939, le « New Deal » de Roosevelt n’a toujours pas résolu

la crise économique, mais il a déjà changé la nature du capitalisme américain et ses rapports avec le gouvernement. Un vaste programme d'aide financière aux chômeurs est lancé, des millions de dollars sont investis dans de grands travaux publics, une nouvelle réglementation de la finance est introduite, une grande expérience de nationalisation débute par la construction de barrages dans la vallée du Tennessee. Le capitalisme reprend des couleurs, encadré par le gouvernement. Jamais le pouvoir fédéral n'a autant étendu son emprise sur la société américaine et sur les États de l'Union.

Les États-Unis sont en proie aux mêmes tensions que celles qui affectent d'autres pays au XX^{e} siècle. La période Roosevelt est, en ce sens aussi, décisive, car elle change le cours de l'histoire politique et constitutionnelle américaine comme rien n'avait pu le faire depuis la guerre de Sécession. Elle offre au monde une alternative démocratique au fascisme et au communisme, en proposant la version libérale d'un interventionnisme gouvernemental dans l'économie. Cette réussite est d'autant plus frappante qu'elle résulte du choix de politiciens soucieux des processus démocratiques et non de celui d'économistes, dont quelques-uns plaident pourtant pour une gestion plus centralisée de l'économie dans les nations capitalistes. Elle démontre enfin la capacité du système politique américain à donner au peuple ce qu'il souhaite.

Ce même système produit d'ailleurs la politique étrangère voulue par la majorité des Américains. Roosevelt est plus conscient que la plupart de ses concitoyens du danger de l'isolement des États-Unis. Mais il avance ses pions lentement. L'URSS et les États-Unis n'étant pas disponibles, les grandes puissances européennes occidentales se retrouvent seules face au spectre d'une renaissance de l'Allemagne. Elles se rappellent avec quelles difficultés elles l'ont affrontée alors qu'elles pouvaient compter sur le soutien de la Russie. Depuis 1918, elles n'ont cessé de se

chamailler et sont par ailleurs affaiblies militairement. La France, consciente de son infériorité numérique en cas de réarmement allemand, a investi des sommes considérables dans un système de fortifications qui, pour impressionnant qu'il soit, la prive des moyens de passer à l'offensive. La Royal Navy a des rivales partout et ne peut plus concentrer ses moyens dans les eaux européennes. Les gouvernements britanniques poursuivent une politique de réduction des crédits d'armement, alors que la défense de leurs possessions à travers le monde exerce une pression croissante sur leurs ressources. La Grande Dépression renforce cette tendance ; on craint que le coût de l'armement ne vienne gêner la reprise en provoquant de l'inflation. De nombreux électeurs britanniques considèrent par ailleurs que les griefs de l'Allemagne sont fondés. Ils sont prêts à faire des concessions au nationalisme allemand, à l'autodétermination des populations allemandes en dehors du territoire de l'Allemagne, et pourquoi pas même à rendre des colonies allemandes. La Grande-Bretagne et la France sont par ailleurs troublées par le virage de l'Italie. Avec l'arrivée au pouvoir de Mussolini, l'espoir de la voir affronter l'Allemagne à leurs côtés s'est évaporé. À l'origine de la brouille, une tardive aventure coloniale italienne. En 1935, ses troupes envahissent l'Éthiopie. La Société des Nations est au pied du mur ; sa Convention interdit à l'un de ses membres d'en attaquer un autre. La France et la Grande-Bretagne se trouvent dans une position étrange. Grandes puissances, puissances méditerranéennes et puissances coloniales en Afrique, elles sont les chefs de file de l'opposition à l'Italie à la SDN. Mais elles protestent faiblement et à contrecœur, ne désirant pas s'aliéner une Italie qu'elles espèrent à leurs côtés face à l'Allemagne. Les effets de cette attitude sont désastreux. La Société des Nations ne parvient pas à empêcher l'agression, l'Italie se détourne de la France et de la Grande-Bretagne, et l'Éthiopie perd son indépendance.

Cet épisode sera par la suite tenu pour l'une des raisons ayant mené à la guerre. Avec le recul, il est impossible de fixer le point de bascule des événements. L'apparition en Allemagne d'un régime féroce, radical et opportuniste est sans nul doute un grand tournant, mais la crise de 1929 a précédé son avènement et l'a rendu possible. Car la crise économique des années 1930 est interprétée de manière idéologique, ce qui contribue à envenimer les événements qui en découlent. L'intensification de la lutte des classes provoquée par la crise pousse certains politiciens à considérer les relations internationales en termes binaires : fascisme contre communisme, droite contre gauche, démocratie contre dictature. Une telle vision est facilitée par la décision de Mussolini de s'allier à l'Allemagne et de se lancer dans une grande croisade anticommuniste. Elle est pourtant erronée. Toutes les interprétations idéologiques des relations internationales des années 1930 ne font que masquer la nature centrale du problème allemand − et compliquent la tâche de ceux qui veulent le résoudre.

La propagande soviétique joue aussi son rôle. Durant les années 1930, la situation interne est précaire. Le programme d'industrialisation impose de grands sacrifices et provoque de graves tensions. Elles sont maîtrisées − mais également avivées − par une intensification sauvage de la dictature, qui s'exprime contre la paysannerie par la collectivisation forcée des terres et, à partir de 1934, par des purges des cadres du régime. Au cours des cinq années qui suivent, des millions de Soviétiques sont exécutés, emprisonnés ou exilés, souvent dans des camps de travail. Le monde entier regarde, éberlué, des fournées d'accusés présenter leurs grotesques « confessions » devant des tribunaux d'exception. Au sein de l'armée, neuf généraux sur dix sont éliminés, et la moitié du corps des officiers. Une nouvelle élite communiste remplace l'ancienne ; en 1939, plus de la moitié des délégués au Congrès du parti de 1934

ont été arrêtés. La situation exacte de l'URSS demeure mystérieuse pour les observateurs étrangers, mais ce qui est très clair à leurs yeux, c'est que l'Union soviétique n'est pas plus libérale que civilisée et qu'elle ne saurait être considérée comme une alliée fiable. D'une manière plus directe, la propagande vient envenimer la situation internationale. Le rejet dont l'URSS est victime provient d'une large part des provocations délibérées d'une Russie ayant le sentiment d'être assiégée, un sentiment né de la doxa marxiste et des interventions étrangères des années 1918-1922. Le Kominterm continue par ailleurs de promouvoir la doctrine de la lutte des classes à l'échelle internationale. La réplique est prévisible. Partout, les conservateurs s'inquiètent. Toute concession à la gauche ou à une quelconque force progressiste est perçue comme une victoire pour les bolcheviks. La droite se raidit ; les communistes aussi, qui tiennent ce raidissement pour une nouvelle preuve du caractère inéluctable de la lutte des classes et de la révolution. Mais de révolution, point. Le danger révolutionnaire s'estompe bien vite après la guerre. Les travaillistes gouvernent la Grande-Bretagne au milieu des années 1920. Leur deuxième gouvernement tombe en 1931, par suite de la crise. Il est remplacé par des coalitions de conservateurs bénéficiant d'un large soutien électoral et qui gouvernent dans la plus pure tradition réformatrice de la Grande-Bretagne. Les pays scandinaves vont encore plus loin dans cette direction et sont admirés pour leur combinaison de démocratie politique et de socialisme pragmatique. Même en France, où le parti communiste est puissant et actif, la majorité de l'électorat ne partage pas sa vision politique, même après la Grande Dépression. En Allemagne, le parti communiste gagne des voix avant 1933, mais ne parvient pas à remplacer les sociaux-démocrates à la tête du mouvement ouvrier. Dans des pays moins développés, les succès des communistes sont encore moindres. En Espagne, ils sont en compétition avec les

socialistes et les anarchistes ; les Espagnols conservateurs les redoutent. Ils craignent également un glissement vers la révolution sociale quand la République est proclamée en 1931. Ce n'est pourtant pas le communisme espagnol qui va la renverser.

Les interprétations idéologiques du monde séduisent les masses, qu'elles soient ou non communistes. Ce glissement est renforcé par l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler, génie politique indéniable mais dont les objectifs affichés et les idées laissent à penser qu'il n'a pas toute sa tête. Au début des années 1920, il n'est qu'un agitateur déçu, qui vient d'échouer à renverser le gouvernement de Bavière et distille son nationalisme et son antisémitisme obsessionnels dans des discours hypnotiques et efficaces, mais également dans un livre indigeste, décousu et vaguement autobiographique, lu par une minorité de personnes. En 1933, le Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP, véritable nom du parti nazi) qu'il préside est assez fort électoralement pour que Hitler soit désigné chancelier de la République allemande. C'est là sans doute la décision politique la plus importante du XX^{e} siècle. Elle va révolutionner l'Allemagne et la lancer dans une politique d'agression qui va la détruire en même temps que le reste de l'ancienne Europe, et donner naissance à un nouveau monde.

Si le message de Hitler est simple, l'attirance qu'il exerce sur les foules est complexe. Il affirme que les problèmes de l'Allemagne ont plusieurs sources. Le traité de Versailles en est une. Les capitalistes internationaux en sont une autre. Les activités « antinationales » des marxistes et des Juifs allemands une autre encore. Il affirme que la réparation des torts faits à l'Allemagne doit se combiner à une rénovation de la société et de la culture allemandes, et qu'il convient de purifier biologiquement le peuple allemand en en excluant ses composantes non aryennes.

En 1922, Hitler prêche dans le désert ; en 1930, il remporte 107 sièges au Parlement allemand − plus que les communistes, qui en obtiennent 77. Les nazis tirent parti de l'effondrement économique, et leur emprise ne fait que s'accroître. Il y a plusieurs raisons à cela et l'une des plus importantes est que les communistes dépensent autant d'énergie à combattre les socialistes qu'à combattre leurs autres adversaires, handicapant grandement la gauche allemande durant toutes les années 1920. Une autre raison vient de la montée de l'antisémitisme, exacerbé par la crise économique. L'antisémitisme comme le nationalisme séduisent toutes les couches de la société et offrent une explication simple aux problèmes de l'Allemagne, contrairement à la vision marxiste de la lutte des classes, qui attire naturellement certains Allemands mais en rebute d'autres.

Dès le début des années 1930, les nazis reçoivent le soutien de ceux qui considèrent leurs milices de rue comme une assurance anticommuniste, des nationalistes qui souhaitent le réarmement et la révision du traité de Versailles, et des politiciens conservateurs qui considèrent Hitler comme un chef de parti comme un autre, susceptible de leur être utile. En 1932, le parti nazi est le premier au sein du Parlement allemand, sans y disposer de la majorité des sièges. En janvier 1933, Hitler est tout à fait légalement nommé chancelier par le président de la République. De nouvelles élections suivent, qui ne permettent toujours pas au parti nazi de remporter la majorité des sièges, malgré le monopole du régime sur la radio et l'usage de l'intimidation ; il est toutefois soutenu par des parlementaires d'extrême droite, qui acceptent de voter des pouvoirs spéciaux au gouvernement, dont celui de gouverner par décrets. C'est la fin du Parlement et de la souveraineté parlementaire. Grâce à ces pouvoirs, les nazis entreprennent une destruction révolutionnaire des institutions démocratiques. En 1939, il n'existe presque

aucun secteur de la société allemande qui échappe à leur contrôle, ou à leurs intimidations. Les conservateurs ont tout perdu, eux aussi. Ils réalisent bien vite que les nazis n'ont aucunement l'intention de se limiter dans leurs interférences avec les autorités traditionnelles.

Comme l'Union soviétique de Staline, le régime nazi repose pour une large part sur la terreur, utilisée sans merci contre ses ennemis. Elle se déchaîne bientôt contre les Juifs, et l'Europe, effarée, assiste à la renaissance des pogroms du Moyen Âge ou de la Russie tsariste au cœur d'une des sociétés les plus avancées du monde, au point que nombre d'observateurs étrangers ont du mal à le croire. Cette confusion complique la tâche de ceux qui s'y trouvent confrontés. Certains voient Hitler comme un chef nationaliste désireux, comme Atatürk, de régénérer son pays et de faire valoir ses droits légitimes. D'autres le voient comme un croisé antibolchevique. Ceux qui le perçoivent comme un rempart efficace contre le communisme convainquent les gens de gauche qu'il n'est qu'un outil du grand capital. Aucune formule simple ne saurait résumer Hitler ou ses objectifs − et de grands désaccords règnent encore sur leur nature exacte − mais une approximation raisonnable de la réalité consisterait à dire qu'il exprime les ressentiments et les exaspérations de la société allemande sous leurs formes les plus négatives et destructrices, et finit par les incarner d'une manière monstrueuse. Arrivé au sommet du pouvoir grâce à un désastre économique, à son cynisme politique et à une conjoncture favorable, il va donner libre cours à ses pulsions négatives, au détriment de tous les peuples de l'Europe, dont le sien.

Le chemin qui mène à nouveau l'Allemagne au déclenchement de la guerre en 1939 est sinueux, et l'on peut encore se demander si cette issue était inéluctable. Un moment clé est l'alliance de Mussolini, jusqu'alors inquiet des ambitions allemandes en Europe centrale, avec Hitler. En 1936, une guerre civile éclate en Espagne ; un quarteron

de généraux se rebelle contre la République, gouvernée à gauche. Hitler et Mussolini décident d'envoyer des troupes pour soutenir le général Franco, qui émerge comme chef de la rébellion. Voilà qui, plus que toute autre chose, donne une coloration politique aux divisions de l'Europe. Hitler, Mussolini et Franco sont désormais tous identifiés comme « fascistes », tandis que les Soviétiques coordonnent les soutiens à l'Espagne au sein des pays occidentaux en autorisant les communistes locaux à abandonner leurs attaques contre les autres partis de gauche et à participer à des « Fronts populaires ». La guerre d'Espagne devient donc un conflit entre droite et gauche et encourage les populations à penser une Europe divisée en deux camps antagonistes.

Les gouvernements français et britannique sont alors pleinement conscients des difficultés que représente l'Allemagne. En 1935, Hitler a déjà annoncé que son réarmement (interdit par le traité de Versailles) a été engagé. Sa première conséquence visible est l'entrée de troupes allemandes en Rhénanie, dont elles avaient été bannies par le même traité de Versailles. Rien n'est fait pour contrer ce mouvement, alors que l'Allemagne est encore très faible militairement. Hitler profite du désarroi dans lequel la guerre civile espagnole a jeté les opinions publiques française et britannique pour annexer l'Autriche. Les termes du traité de Versailles, qui interdisaient un tel mouvement, semblent désormais bien difficiles à faire respecter ; aux yeux de nombreux électeurs britanniques et français, cette annexion est perçue comme une tentative du nationalisme allemand bafoué de chercher réparation. La République d'Autriche connaissait depuis longtemps des troubles internes. Cet *Anschluss* (tel est le nom que porte cette annexion de fait) a lieu en mars 1938. À l'automne, les Allemands commettent une nouvelle agression en annexant une partie de la Tchécoslovaquie, justifiée par l'argument spécieux de l'autodétermination ; la perte des territoires des

Sudètes annexés, où vivent de nombreux Allemands, interdit à la Tchécoslovaquie de se défendre efficacement contre toute possible attaque allemande. L'année suivante, le territoire de Memel, en Lituanie, est annexé avec les mêmes justifications. Hitler est en train d'accomplir le vieux rêve d'une Grande Allemagne, réunissant tous les peuples de sang allemand, évaporé depuis la défaite de l'Autriche face à la Prusse au milieu du XIX^{e} siècle.

Le démembrement de la Tchécoslovaquie est un tournant. Il est la conséquence d'une suite d'accords signés à Munich en septembre 1938, où l'Allemagne et la Grande-Bretagne jouent les premiers rôles. C'est la dernière grande initiative de la diplomatie britannique pour tenter de satisfaire Hitler. Le Premier ministre britannique a encore des doutes sur les capacités militaires allemandes, mais espère que le rattachement du dernier groupe substantiel de populations allemandes vivant en dehors des frontières de leur patrie empêchera Hitler d'exiger d'autres révisions du traité de Versailles − un accord déjà très largement caduc.

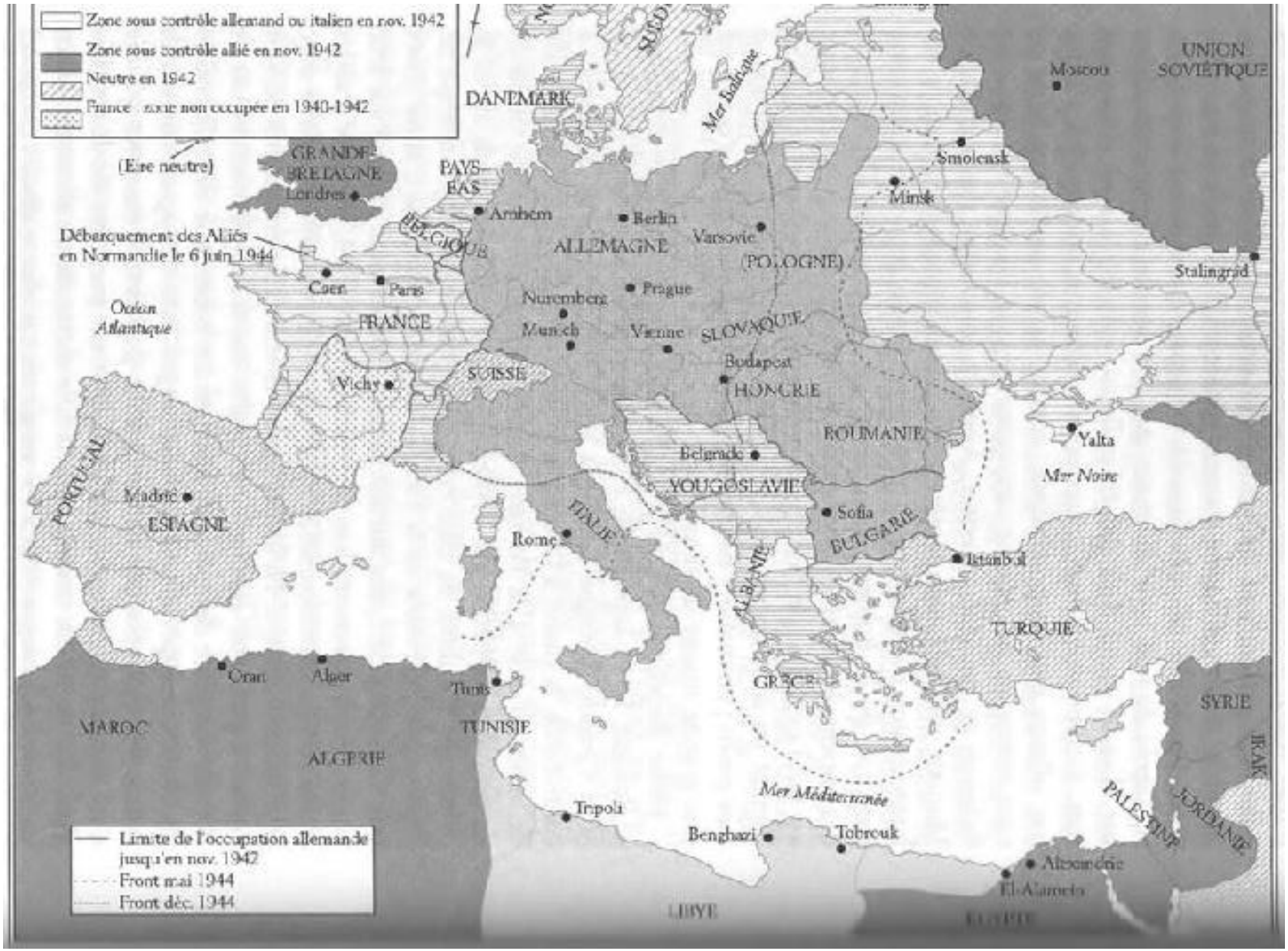
Il a tort. Hitler se lance immédiatement dans un programme d'expansion sur les terres slaves. La première étape est l'absorption de ce qui reste de la Tchécoslovaquie en mars 1939, qui pose ensuite la question de l'accord avec la Pologne de 1919. Hitler veut voir disparaître le « corridor polonais » qui sépare la Prusse-Orientale de l'Allemagne, où se trouve la vieille ville allemande de Dantzig, qui s'est vu reconnaître un statut international en 1919. Le gouvernement britannique, un peu hésitant, change alors de ton et offre à la Pologne, à la Roumanie, à la Grèce et à la Turquie l'assurance de son soutien en cas d'agression. Il commence par ailleurs à négocier fiévreusement avec l'URSS.

La réaction soviétique demeure difficile à interpréter. Staline a tout fait pour prolonger la guerre d'Espagne afin d'occuper les Allemands, cherchant à retarder une attaque qu'il tient pour inéluctable. À ses yeux, une attaque contre

l’URSS pourrait être soutenue par la France et la Grande-Bretagne, qui seraient sans doute soulagées de voir levé le danger que fait depuis si longtemps peser sur elles le grand État des travailleurs − et il n’a sans doute pas tort. S’allier aux Britanniques ou aux Français contre Hitler offre par ailleurs peu de possibilités, aucune armée soviétique ne pouvant entrer en Allemagne sans passer par la Pologne − ce que les Polonais ne peuvent accepter. Après la conclusion des accords de Munich, un diplomate soviétique fait donc remarquer à l’un de ses homologues français que la prochaine étape sera une quatrième partition de la Pologne. Son détail est réglé à l’été 1939. Après des années de diatribes acerbes sur la barbarie slave et bolchevique ou sur l’exploitation fasciste et capitaliste, l’Allemagne et l’URSS signent en août un accord qui prévoit la partition de la Pologne à leur profit ; en matière de diplomatie, les deux dictatures s’octroient une grande marge de manœuvre.

Hitler déclenche donc la Deuxième Guerre mondiale en attaquant la Pologne le 1er septembre 1939. Deux jours plus tard, la France et la Grande-Bretagne honorent leurs engagements et déclarent, à contrecœur, la guerre à l’Allemagne : elles sont dans l’incapacité totale de venir en aide à la Pologne. Cette malheureuse nation disparaît de nouveau, dépecée par l’Allemagne et l’URSS un mois après le début des hostilités. Si elles refusent la domination continentale de l’Allemagne, la France et la Grande-Bretagne n’ont pas d’autre choix que l’intervention ; plus aucune nation n’aurait alors compté sur leur parole. Voilà comment, loin de l’excitation de 1914, les deux grandes puissances constitutionnelles d’Europe se retrouvent en guerre avec un régime totalitaire. Ni leurs peuples ni leurs gouvernements ne sont emballés par cette guerre, et le déclin des forces démocratiques et libérales les place dans une situation moins bonne que celle des Alliés en 1914. L’exaspération née de la longue liste des agressions et des promesses bafouées par Hitler interdit pourtant d’imaginer

qu’une quelconque paix puisse lui convenir. La cause première du déclenchement du conflit est, comme en 1914, le nationalisme allemand. Mais, en 1914, l’Allemagne est entrée en guerre car elle se sentait menacée. En 1939, c’est la France et la Grande-Bretagne qui se sentent menacées et décident de parer au danger de l’expansion territoriale allemande.


Zone sous contrôle allemand ou italien en nov. 1942
Zone sous contrôle allié en nov. 1942
Neutre en 1942
France : zone non occupée en 1940-1942
(Eire neutre)
DANEMARK
Mer Baltique
UNION SOVIÉTIQUE
Moscou
Smolensk
Minsk
Stalingrad
GRANDE-BRETAGNE
Londres
PAYS-BAS
Arnhem
Berlin
Varsovie
(POLOGNE)
ALLEMAGNE
BELGIQUE
Débarquement des Alliés en Normandie le 6 juin 1944
Caen
Paris
Océan Atlantique
FRANCE
Nuremberg
Prague
Munich
Vienne
SLOVAQUIE
Budapest
HONGRIE
Vichy
SUISSE
ROUMANIE
Yalta
Mer Noire
Belgrade
YOUGOSLAVIE
PORTUGAL
Madrid
ESPAGNE
Sofia
BULGARIE
ITALIE
Rome
Istanbul
ALBANIE
TURQUIE
Oran
Alger
Tunis
GRÈCE
SYRIE
MAROC
TUNISIE
ALGERIE
Mer Méditerranée
Tripoli
Benghazi
Tobrouk
PALESTINE
JORDANIE
Alexandrie
El-Alamein
LIBYE
Limite de l'occupation allemande jusqu'en nov. 1942
Front mai 1944
Front déc. 1944

À la surprise d'un grand nombre et au soulagement de certains, les six premiers mois de la guerre se déroulent presque sans combat une fois la campagne de Pologne terminée. Il est déjà manifeste que l'aviation et les blindés vont jouer un rôle plus important qu'en 1918. Le souvenir des massacres de Verdun et de la Somme est vif en France et en Grande-Bretagne. Les deux alliées optent donc pour l'offensive économique ; le blocus, espèrent-elles, sera efficace. Hitler, quant à lui, ne veut pas d'une guerre avec elles et évite donc toute provocation. Ce *statu quo* trouve son épilogue avec la tentative britannique d'étendre le blocus aux eaux scandinaves, qui coïncide, hasard du calendrier, avec une offensive des Allemands visant à sécuriser leurs approvisionnements en fer en envahissant la Norvège et le Danemark. Son lancement, le 9 avril 1940, marque le point de départ d'une étonnante période de combats. Un mois plus tard, les Allemands se lancent à l'assaut des pays du Benelux et de la France. Une brillante offensive blindée à travers les Ardennes coupe en deux les armées alliées et provoque la chute de Paris. Le 22 juin, la France signe un armistice avec les Allemands. À la fin du mois, toute la côte ouest de l'Europe, des Pyrénées au nord de la Norvège, est aux mains des Allemands. L'Italie s'est rangée aux côtés de l'Allemagne dix jours avant la reddition française. Un nouveau gouvernement français, installé à Vichy, rompt ses relations avec la Grande-Bretagne après la capture et la destruction, par les Britanniques, de navires de guerre français qu'ils craignaient de voir tomber aux mains des Allemands. La III^{e} République disparaît avec l'installation du maréchal Pétain, héros de la Grande Guerre, à la tête du nouvel État. Privée d'allié sur le continent, la Grande-Bretagne se trouve dans une situation stratégique pire que celle qu'elle avait connue face à Napoléon.

La guerre change de nature, mais la Grande-Bretagne n'est pas tout à fait seule. Il y a les dominions, tous entrés

en guerre à ses côtés, et un certain nombre de gouvernements en exil à Londres, suite à la conquête de leurs pays. Certains commandent même leurs propres troupes. Norvégiens, Danois, Hollandais, Belges, Tchèques et Polonais vont combattre courageusement et souvent avec des effets décisifs tout au long de la guerre. Le plus important contingent d'exilés est formé par les Français, qui ne représentent alors qu'une faction et non le gouvernement légal de la France. Ils ont pour chef Charles de Gaulle, général ayant quitté son pays avant l'armistice et depuis condamné à mort par contumace. Les Britanniques ne le reconnaissent que comme « chef des Français libres » mais le tiennent pour le successeur légitime de la III^{e} République et pour le représentant des intérêts et de l'honneur de la France. Il fait rapidement preuve de cet esprit d'indépendance qui va faire de lui le plus grand homme d'État de son pays depuis Clemenceau.

De Gaulle est rapidement essentiel pour les Britanniques, en raison des incertitudes concernant le sort de l'Empire français, où il tente de trouver des hommes désireux de le rejoindre pour continuer le combat. Voilà une des raisons qui voient la guerre s'étendre géographiquement, conséquence également de l'entrée en guerre de l'Italie. Les possessions africaines de cette dernière et les voies maritimes de Méditerranée deviennent des zones opérationnelles. La capture des ports de l'Atlantique et de la mer du Nord par les Allemands donne enfin naissance à la « bataille de l'Atlantique », guerre sous-marine, de surface et aérienne visant à tenter de couper les communications maritimes de la Grande-Bretagne.

Les îles Britanniques font immédiatement face à une attaque allemande. Mais elles ont à leur tête l'homme de la situation. Winston Churchill, à l'issue d'une carrière politique longue et chaotique, est devenu Premier ministre au moment de la désastreuse campagne de Norvège : il est alors le seul à rallier les suffrages de tous les partis à la

Chambre des communes. Churchill donne au gouvernement de coalition qu'il forme immédiatement la vigueur qui lui manquait. Surtout, il en appelle au peuple, auquel il s'adresse par la radio, et réveille en lui des qualités trop longtemps enfouies. Il devient rapidement évident que seule une attaque directe pourrait contraindre les Britanniques à capituler.

La chose devient plus claire encore à la suite de la grande bataille livrée dans le ciel du sud de l'Angleterre, en août et septembre 1940. Les Britanniques l'emportent grâce à la Royal Air Force et à une invention technique : le radar. Les Britanniques connaissent un temps le soulagement des Grecs après la bataille de Marathon. Churchill le résumera dans une phrase demeurée célèbre : « Jamais dans l'histoire des conflits humains, tant de gens n'ont dû autant à si peu d'autres. » Cette victoire sonne le glas d'une invasion amphibie allemande (dont les probabilités de succès avaient toujours été très faibles). Elle démontre également que la Grande-Bretagne ne pourra être vaincue par des bombardements aériens seuls. Le sort des îles Britanniques n'est pas rose, mais cette victoire change la donne : elle ouvre une période qui voit, pour toute une série de raisons, les Allemands s'engager ailleurs. Dès décembre 1940, ils commencent à planifier l'invasion de l'Union soviétique.

Ce même hiver, l'URSS a opéré quelques gains territoriaux à l'Ouest, avec pour objectif manifeste de créer un glacis afin de se protéger d'une attaque allemande. Une guerre contre la Finlande lui donne le contrôle de zones stratégiques importantes. Les Républiques baltes de Lettonie, Lituanie et Estonie sont avalées en 1940. La Bessarabie, que la Roumanie avait arrachée à la Russie en 1918, est récupérée ainsi que le nord de la Bucovine. Avec cette dernière acquisition, Staline s'étend au-delà des anciennes possessions tsaristes. La décision allemande d'attaquer l'URSS naît pour partie de désaccords sur la direction de la future expansion soviétique. L'Allemagne

souhaite écarter l'URSS des Balkans et des Détroits. Elle vise également à montrer aux Britanniques, par l'anéantissement rapide de l'Union soviétique, que toute résistance est inutile. Surtout, Hitler déteste aussi sincèrement que fanatiquement le bolchevisme et considère que les Slaves, race inférieure à ses yeux, doivent fournir aux Allemands les terres et la main-d'œuvre dont ils ont besoin à l'Est. Voilà une version pervertie de la tentative des Teutoniques d'imposer la civilisation européenne aux Slaves de l'Est. Bon nombre d'Allemands partagent cette vision. Elle va justifier des atrocités dépassant toutes les croisades précédentes.

Par suite d'une campagne brève et qui constitue le préambule de cette lutte de titans, les Allemands envahissent la Yougoslavie et la Grèce (les Italiens y étaient engagés sans guère de résultats depuis octobre 1940). De nouvelles troupes britanniques sont chassées d'Europe continentale. La Crète tombe sous les coups d'un spectaculaire et coûteux assaut aéroporté allemand. Tout est désormais prêt pour « Barbarossa », le nom de code de l'invasion de l'URSS, celui de l'empereur Frédéric Barberousse qui avait dirigé la troisième croisade (et y était mort noyé).

L'offensive débute le 22 juin 1941 et remporte des succès fulgurants. Les prisonniers se rendent par centaines de milliers et les armées soviétiques se replient sur des centaines de kilomètres. L'avant-garde des armées allemandes atteint les faubourgs de Moscou. Mais les derniers kilomètres tardent à être réduits et, fin décembre, la première contre-attaque victorieuse de l'Armée rouge signe l'échec de l'armée allemande, qui vient de perdre l'initiative stratégique. Si les Britanniques et les Soviétiques peuvent tenir et s'allier, alors, et à moins que la guerre ne connaisse une modification technique radicale avec la découverte de nouvelles armes puissantes, l'appui qu'ils peuvent espérer de l'industrie américaine ne peut

qu’accroître inexorablement leur puissance. Cela ne signifie pas forcément qu’ils peuvent vaincre l’Allemagne ; ils pourraient au moins la contraindre à négocier.

Car, depuis 1940, le président américain est convaincu qu’il est dans l’intérêt des États-Unis de soutenir la Grande-Bretagne, dans les limites fixées par son opinion publique et les lois de la neutralité. Il va pourtant très au-delà des deux. À l’été 1941, Hitler a parfaitement conscience qu’à tous points de vue les États-Unis sont un ennemi non déclaré. La loi de prêt-bail, votée en mars 1941, constitue un tournant : les avoirs britanniques liquidés, les États-Unis acceptent de fournir du matériel et des services aux Alliés sans les faire payer. Peu après, le gouvernement américain étend ses patrouilles navales et la protection de sa marine marchande jusqu’au centre de l’Atlantique. Churchill et Roosevelt se rencontrent suite à l’invasion de l’URSS, et leurs discussions débouchent sur une déclaration de principe − la Charte de l’Atlantique-Nord − dans laquelle le chef d’une nation en guerre et le chef d’une nation neutre évoquent les besoins d’un monde rendu à la paix « après la destruction finale de la tyrannie nazie ». L’isolationnisme est désormais de l’histoire ancienne. Cette déclaration pousse Hitler à une seconde décision fatale et irréfléchie : une déclaration de guerre aux États-Unis, le 11 décembre 1941, après une attaque japonaise contre les territoires américains et britanniques quatre jours plus tôt. La guerre devient mondiale. Les déclarations de guerre britannique et américaine au Japon auraient pu donner naissance à deux guerres distinctes, dans lesquelles la Grande-Bretagne eût été la seule à être doublement impliquée ; mais la déclaration de guerre de Hitler écarte la possibilité de voir les Américains ne s’intéresser qu’au Pacifique, sans intervenir en Europe. Dans les faits, cette déclaration de guerre signe la fin définitive de la domination européenne. Le futur de l’Europe repose désormais entre les mains de deux puissances qui la bordent : les États-Unis et l’URSS.

La décision des Japonais est tout aussi radicale, même si leur logique politique ne peut que déboucher sur un conflit avec les États-Unis. Les liens du Japon avec l'Allemagne et l'Italie, malgré tous les efforts de la propagande, n'ont guère d'importance dans les faits. Les Japonais frappent, en décembre 1941, parce qu'ils sont enfin parvenus à déterminer quelle doit être leur attitude à l'égard des États-Unis. Pour remporter la victoire en Chine, les Japonais doivent disposer d'un approvisionnement en pétrole, qu'ils ne peuvent obtenir qu'avec l'acceptation tacite, par les Américains, d'une mise sous coupe réglée de l'intégralité de la Chine par le Japon. Aucun gouvernement américain ne saurait l'accepter. En octobre 1941, Roosevelt impose d'ailleurs un embargo sur tous les produits américains à destination du Japon. La suite des événements est la conséquence directe de la montée en puissance des forces réactionnaires dans le Japon des années 1930. Aux yeux des militaires japonais, la question posée est purement technique : puisqu'ils doivent s'emparer par la force des ressources dont ils ont besoin dans le Sud-Est asiatique, le seul point à régler est la nature de la guerre contre les États-Unis et la date de son déclenchement. Cette décision a quelque chose d'irrationnel, les chances de succès étant très réduites, mais, une fois que les arguments relevant de l'honneur national l'emportent, les calculs finaux sur le lieu et l'heure sont effectués avec minutie. Il est ainsi décidé de frapper aussi vite et fort que possible la force navale américaine, afin d'obtenir la plus grande marge de manœuvre dans le Pacifique et le sud de la mer de Chine. C'est ainsi que, le 7 décembre 1941, les Japonais se lancent dans une grande offensive, dont la pièce centrale est constituée par l'attaque aéronavale surprise contre la flotte américaine à Pearl Harbor, qui demeure l'une des opérations militaires les plus brillamment conçues et exécutées de l'histoire. Le succès est pourtant loin d'être complet : l'opération ne détruit pas la puissance aéronavale

américaine, quand bien même elle offre aux Japonais les mois de liberté stratégique recherchés. Les Américains sont indignés par cette attaque. Après le 8 décembre 1941, Roosevelt a toute la nation derrière lui, contrairement à Wilson en son temps.

Quelques bombes japonaises tombent d'ailleurs sur le territoire continental américain, ce qui fait de cette guerre un conflit bien plus mondial que le premier. Les opérations des Allemands dans les Balkans laissent, au moment de Pearl Harbor, quatre nations neutres en Europe : l'Espagne, le Portugal, la Suède et la Suisse. La guerre en Afrique du Nord fait rage dans les déserts de Libye et d'Égypte. Elle s'étend à la Syrie après l'arrivée sur place d'une mission allemande, et à l'Irak quand un gouvernement nationaliste soutenu par les Allemands est renversé par les Britanniques.

L'Iran est occupé par les Soviétiques et les Britanniques depuis 1941. En Afrique, l'Éthiopie est libérée et l'empire colonial italien détruit. En Asie, les Japonais sèment également la destruction dans les empires coloniaux européens. En quelques mois, ils s'emparent de l'Indonésie, de l'Indochine, de la Malaisie et des Philippines. Ils progressent à travers la Birmanie vers la frontière indienne, et bombardent bientôt le port australien de Darwin depuis la Nouvelle-Guinée. Une guerre navale est livrée par les sous-marins, les avions et les navires corsaires allemands en Atlantique, dans l'Arctique, en Méditerranée et dans l'océan Indien. Seule une minorité de pays restent en dehors de la guerre. Les exigences du conflit sont colossales et des sociétés entières sont mobilisées, bien davantage qu'elles ne l'avaient été durant la Grande Guerre. Le rôle des États-Unis est décisif. Son immense potentiel industriel donne aux « Nations unies » (tel est le nom, à partir de 1942, de la coalition des États livrant bataille à l'Allemagne, aux Italiens et aux Japonais) une incontestable prépondérance.

Mais la guerre est loin d'être gagnée. La première moitié de 1942 est difficile pour les Nations unies, qui connaissent de nombreuses défaites. Puis vient le tournant, avec quatre grandes batailles, très différentes. Au mois de juin, une flotte japonaise attaquant l'île américaine de Midway est détruite lors d'une bataille essentiellement aéronavale. Ses pertes en porte-avions et en aviateurs sont telles que le Japon ne recouvrera plus jamais l'initiative stratégique. La longue contre-offensive américaine dans le Pacifique peut commencer.

Au début de novembre, l'armée britannique d'Égypte remporte également une victoire décisive contre les Allemands et les Italiens, et débute une marche vers l'ouest qui se soldera par l'éviction des troupes ennemies de toute l'Afrique du Nord. La bataille d'El-Alamein coïncide avec le débarquement de troupes anglo-américaines en Afrique du Nord française. En mai 1943, la résistance allemande et italienne sur le continent africain cesse définitivement. Six mois plus tôt, fin 1942, les Soviétiques ont débuté l'encerclement d'une armée allemande inconsidérément exposée par Hitler à Stalingrad, sur la Volga. Ce qui en reste capitule en février 1943. Il s'agit alors de la pire défaite des Allemands sur le front de l'Est, qui ne fait pourtant qu'annoncer trois mois de contre-offensives hivernales soviétiques, constituant le grand tournant de la guerre en URSS.

La dernière grande victoire des Alliés est remportée, courant 1943, dans l'Atlantique. Les pertes en navires marchands ont atteint des sommets en 1942. À la fin de l'année, près de 8 millions de tonnes de matériel ont été coulées pour la perte de 87 U-Boote, les sous-marins allemands. En 1943, les Alliés ne perdent plus que 3,25 millions de tonnes et coulent 237 U-Boote. Au printemps 1943, la bataille est gagnée. Pour le seul mois de mai, 47 U-Boote sont envoyés par le fond. Cette victoire est

primordiale, car d'elle dépend la possibilité de faire sentir le poids de la puissance industrielle américaine.

La maîtrise des mers permet également d'envisager un débarquement en Europe. Roosevelt a accepté de donner la priorité à la lutte contre l'Allemagne, mais une invasion de la France visant à soulager les armées soviétiques ne peut avoir lieu avant 1944, ce qui irrite Staline. Le débarquement des troupes anglo-américaines sur les côtes de Normandie en juin 1944 constitue la plus grande opération amphibie de l'histoire. Mussolini a déjà été renversé par ses compatriotes et l'Italie a été envahie par le sud. L'Allemagne doit livrer bataille sur trois fronts. Peu après le débarquement de Normandie, les Soviétiques entrent en Pologne. Avançant plus vite que leurs alliés, ils atteignent Berlin au mois d'avril suivant. À l'Ouest, les troupes alliées sont sorties d'Italie, marchent en Europe centrale et pénètrent dans le Benelux et le nord de l'Allemagne. De terribles destructions sont infligées aux villes allemandes par une grande offensive aérienne alliée, qui ne fait sentir ses effets stratégiques décisifs que dans les tout derniers mois de la guerre. Quand, le 30 avril, l'homme à l'origine de cette conflagration se donne la mort dans un bunker situé sous la chancellerie de Berlin, la vieille Europe est, au sens propre comme au sens figuré, en ruine.

En Asie, la guerre dure un peu plus longtemps. En juillet 1945, le gouvernement japonais a pleinement conscience que la défaite est inéluctable. La majeure partie du terrain conquis est perdue, les villes japonaises sont dévastées par les bombardements aériens et la puissance navale japonaise, qui assurait les communications entre les territoires conquis, n'est plus qu'un lointain souvenir. Deux armes nucléaires d'une puissance destructrice jusqu'alors inégalée sont larguées avec des effets dévastateurs sur deux villes japonaises par les Américains. Entre les deux attaques, les Soviétiques déclarent la guerre aux Japonais. Le 2 septembre, le gouvernement nippon abandonne son

idée d’un dernier baroud d’honneur et opte pour la capitulation. La Deuxième Guerre mondiale est terminée.

Il est alors difficile de prendre la mesure de l’énormité de ce qui vient de se produire. Chacun s’accorde au moins à tenir le renversement du régime nazi pour positif : au fur et à mesure de la progression des armées alliées en Allemagne, les pires aspects de ce régime de terreur et de torture sont en effet révélés avec la libération d’immenses camps de concentration et d’extermination. Churchill disait la vérité quand il affirmait : « Si nous échouons, alors le monde entier, États-Unis inclus, et avec tout ce que nous connaissons et chérissons, sombrera dans les abysses d’un nouvel âge sombre rendu plus sinistre encore et plus durable grâce aux effets d’une science pervertie. »

La première réalité de cette triste prophétie apparaît à Bergen-Belsen et Buchenwald. Il est aussi inutile qu’impossible d’opérer un distinguo entre les degrés de souffrances infligées aux prisonniers politiques, aux travailleurs forcés d’autres pays ou à certains prisonniers de guerre. Mais l’opinion publique internationale est effarée d’apprendre l’existence de la « Solution finale », tentative de destruction systématique des Juifs européens poursuivie par les Allemands, une tentative poussée assez loin pour changer la carte démographique de l’Europe : les Juifs de Pologne sont anéantis, et les Juifs de Hollande, certes moins nombreux, presque tous exterminés. Si des chiffres précis ne seront jamais disponibles, il est probable qu’entre 5 et 6 millions de Juifs ont été éliminés dans les chambres à gaz et les fours crématoires des camps d’extermination mais aussi exterminés par balles sur les lieux de leur arrestation dans l’est et le sud-est de l’Europe, ou morts de privations ou d’épuisement.

Si ces abominations, inconnues du grand public, n’ont pas constitué la motivation de l’entrée en guerre des pays contre l’Allemagne, il ne fait aucun doute que la plupart des combattants alliés sont rassérénés à l’idée que les combats

qu’ils ont livrés avaient une dimension morale. La propagande y contribue. Alors qu’ils sont les derniers à se dresser contre Hitler et luttent pour survivre, les Britanniques se fixent des objectifs allant au-delà de cette survie, cherchant à obtenir la destruction du nazisme. Les aspirations à une nouvelle coopération mondiale entre les grandes puissances et aux reconstructions économiques et sociales s’incarnent dans la Charte de l’Atlantique-Nord et les Nations unies. Elles sont encouragées par le sentiment de fraternité unissant les Alliés, et par le flou tragique qui masque les divergences d’intérêts et d’idéaux sociaux qui ne tardent pas à réapparaître. Une bonne partie de la rhétorique de guerre se retourne une fois la paix venue ; la désillusion pointe dès que les armes se taisent. Pour toutes ces raisons, la guerre de 1939-1945 en Europe demeure une guerre morale, comme sans doute aucune autre guerre entre grandes puissances ne l’avait été auparavant. Il est important de s’en souvenir. Beaucoup a été dit des regrettables conséquences de la victoire des Alliés, et l’on oublie trop souvent qu’elle a permis d’écraser la plus grande des menaces jamais exercées contre la culture libérale.

On pourrait naturellement trouver cette conclusion ironique. L’Allemagne était l’un des pays les plus progressistes d’Europe ; l’incarnation même de ce que sa civilisation pouvait avoir de meilleur. Qu’elle ait pu être la proie d’un dérèglement collectif de cette ampleur semble suggérer que les fondations mêmes de cette civilisation sont viciées. Les crimes nazis ne sont pas commis dans l’ivresse barbare de la conquête, mais d’une manière systématique, scientifique, contrôlée, bureaucratique (et parfois inefficace), dans laquelle le seul élément irrationnel est le but poursuivi. À cet égard, la guerre en Asie est extrêmement différente. Si l’impérialisme japonais succède aux anciens impérialismes européens, la plupart de ses nouveaux sujets ne regrettent pas vraiment le changement.

La propagande de guerre a décrit le Japon comme un pays « fasciste », ce qui est une vision exagérée du mode de fonctionnement traditionnel de cette société. Aucune des terribles conséquences qu'aurait eues une victoire de l'Allemagne en Europe n'aurait suivi une victoire japonaise.

La deuxième caractéristique de cette guerre, c'est l'étendue sans précédent des destructions qu'elle a engendrées. Cela est particulièrement visible dans les villes allemandes et japonaises dévastées, où les bombardements aériens massifs, une des innovations majeures de la Deuxième Guerre mondiale, se sont avérés bien plus destructeurs pour les vies et les constructions que ne l'avaient été les bombardements des villes durant la guerre d'Espagne. Ces premières tentatives avaient pourtant laissé penser à certains que des bombardements de ce genre pouvaient suffire à mettre un pays à genoux. Ces bombardements, conjugués aux autres formes de combat, ont largement contribué à la victoire contre l'Allemagne, en la pilonnant, à partir de 1944, de jour comme de nuit. Mais ils n'ont pas produit d'effets notables avant les tout derniers mois de la guerre. En Asie, la destruction systématique des villes japonaises a eu bien moins d'impact que l'anéantissement de la flotte nippone.

Les villes ne sont pas les seules à être anéanties. L'économie et les réseaux de communications de toute l'Europe centrale sont en lambeaux. En 1945, des millions de réfugiés errent sur les routes et tentent de rentrer chez eux. Les épidémies et la famine guettent en raison des difficultés à trouver de la nourriture. Les terribles problèmes de 1918 réapparaissent en Europe, et frappent désormais des pays démoralisés par la défaite et l'occupation ; seuls les pays neutres et la Grande-Bretagne ont échappé à ce fléau. Les armes circulent partout et certains craignent une révolution. Cette situation existe aussi en Asie, mais les destructions y sont moindres et les perspectives de reprise meilleures.

En Europe, l’impact révolutionnaire de la guerre est évident. La répartition du pouvoir telle qu’elle existait avant 1914, qui s’était illusoirement prolongée entre les deux guerres, a vécu dès 1941. Deux grandes puissances périphériques dominent politiquement l’Europe et sont installées militairement en son sein, ce qui saute aux yeux lors de la rencontre des dirigeants alliés à Yalta, en février 1945. Roosevelt accepte en secret les termes selon lesquels l’URSS entrera en guerre contre le Japon. C’est aussi à Yalta que s’élabore, entre les trois grandes puissances, le visage de la nouvelle paix que l’Europe cherche depuis des décennies. La vieille Europe centrale disparaît. Le continent est divisé en deux parties, occidentale et orientale. Une nouvelle fois, la ligne reliant Trieste à la Baltique devient tangible, mais de nouvelles différences viennent s’ajouter aux anciennes. Fin 1945, tous les pays de l’est de l’Europe, à l’exception de la Grèce, sont pourvus d’un gouvernement communiste, ou d’un gouvernement où les communistes partagent le pouvoir avec d’autres. L’armée soviétique s’est avérée un bien meilleur outil d’expansion du communisme international que la révolution. Les Républiques baltes d’avant guerre demeurent naturellement soviétiques et l’URSS absorbe également des parties de la Pologne et de la Roumanie d’avant guerre.

L’Allemagne, au centre de l’ancienne structure européenne des pouvoirs, a cessé d’exister. Sa phase de domination de l’histoire européenne est pour l’instant terminée. La création de Bismarck est découpée en zones occupées par les Russes, les Américains, les Britanniques et les Français. Les grandes puissances d’Europe occidentale renaissent, après l’occupation et la défaite, mais sont très affaiblies. L’Italie, qui a changé de camp après le renversement de Mussolini, est désormais pourvue, comme la France, d’un parti communiste renforcé et élargi qui, il convient de le rappeler, a toujours pour objectif affiché le

renversement révolutionnaire du capitalisme. Seule la Grande-Bretagne conserve aux yeux du monde son prestige de 1939, brièvement rehaussé par sa résistance héroïque et solitaire de 1940 et 1941, et demeure pour un temps l'égale reconnue des États-Unis et de l'URSS (il en va théoriquement de même pour la France et la Chine). Mais le moment historique de la Grande-Bretagne est lui aussi passé. Par un effort immense de mobilisation de ses ressources et de sa société, inégalé en dehors de l'Union soviétique de Staline, le pays a regagné son rang. Mais il n'est sorti de l'impasse stratégique dans laquelle il se trouvait que grâce à l'attaque allemande contre l'Union soviétique et au soutien du prêt-bail américain. Cette aide n'a pas été sans conséquences : les Américains ont insisté pour que les Britanniques vendent leurs actifs à l'étranger pour payer les factures avant qu'elle ne leur soit accordée. La zone de la livre sterling est par ailleurs disloquée. Les capitaux américains coulent à flots dans les dominions. Ces pays ont tiré quelques leçons de la nouvelle puissance que leur a conférée la guerre, et du danger qu'il y avait à compter sur la mère patrie pour leur propre défense. À partir de 1945, ils commencent à prendre leur indépendance.

Il faut quelques années pour que le changement de situation des anciennes grandes puissances coloniales soit apparent. Sur le plan symbolique, en 1944, la dernière offensive de la Grande-Bretagne en Europe occidentale voit les troupes britanniques placées sous les ordres d'un général américain. Si, au cours des premiers mois, les troupes britanniques sont plus nombreuses que les troupes américaines, ces dernières ont pris le dessus à la fin de la guerre. En Asie, si les Britanniques ont reconquis la Birmanie, la défaite du Japon est l'œuvre de la puissance navale et aérienne des Américains. Malgré tous les efforts consentis par Churchill dans les derniers mois de la guerre, Roosevelt négocie dans son dos avec Staline et lui propose,

en secret, de démanteler avec lui l'Empire britannique. La Grande-Bretagne, malgré sa résistance victorieuse en 1940 et le prestige moral qu'elle lui a conféré, n'a pas échappé à l'impact terrible qu'a infligé la guerre à la structure politique de l'Europe. Avec l'Allemagne, elle est sans doute le pays symbolisant le mieux l'ampleur du coup porté à la domination politique et culturelle européenne.

L'Europe prend donc conscience de la fin de sa suprématie. Dans une dernière et brève tentative de couper l'herbe sous le pied des Américains, les troupes britanniques reprennent les territoires hollandais et français en Asie, pour les rendre à leurs anciens maîtres et éviter une prise du pouvoir par des régimes anticolonialistes.

Mais les combats avec les rebelles débutent presque immédiatement et il apparaît bien vite que les puissances impériales vont au-devant de graves troubles. Car la guerre a également importé la révolution dans les empires. En l'espace d'un instant, des autorités anciennes sont bousculées, remises en cause. De nombreux Européens vont découvrir, lentement et douloureusement, que la période des empires européens est terminée.

XIII
Décolonisation et guerre froide

À l'issue de la Première Guerre mondiale, il était encore possible d'imaginer que l'ordre ancien pouvait être rétabli. En 1945, plus personne ne peut y croire dans les cercles dirigeants. La deuxième tentative de réorganisation des relations internationales apparaît donc plus prometteuse que la première. Aucune des deux ne commence naturellement sur une feuille vierge. Les événements ont fermé bien des portes, des décisions cruciales ont déjà été prises, certaines par suite d'accord tandis que d'autres étaient imposées, sur ce qui doit suivre la victoire. Une idée est déjà solidement ancrée depuis le milieu du conflit : la nécessité de se doter d'une organisation internationale efficace pour maintenir la paix dans le monde. Si les grandes puissances n'y voient pas la même finalité − les Américains y perçoivent un moyen de réglementer les relations internationales et les Soviétiques un outil pour contrer les agissements des Occidentaux −, elles poussent de concert à sa création. Les Nations unies voient donc le jour à San Francisco en 1945. L'échec de la Société des Nations a permis de tirer quelques leçons. Un de ses défauts majeurs est évité en 1945 : les États-Unis et l'Union soviétique y adhèrent dès le départ. À part cela, la structure des Nations unies ressemble à celle de la Société des Nations. Ses deux organes centraux sont un Conseil de sécurité restreint et une Assemblée générale. Des représentants permanents de tous les États membres siègent à cette Assemblée. Le Conseil de sécurité compte au départ 11 membres, dont 5 permanents : États-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France (sur l'insistance de

Churchill) et Chine (sur l'insistance de Roosevelt). Le Conseil de sécurité se voit accorder davantage de pouvoirs que l'ancien Conseil de la Société des Nations, à la demande, pour l'essentiel, des Soviétiques. Ils craignent d'être systématiquement mis en minorité à l'Assemblée générale − où 51 nations sont au départ représentées −, les États-Unis pouvant compter sur le vote de leurs alliés et de leurs satellites latino-américains. Les petits pays sont loin d'apprécier unanimement cette création. Ils se méfient de ce Conseil au sein duquel ils risquent de ne pas avoir de siège, qui pourrait avoir le dernier mot sur leur destinée et où les grandes puissances seraient en position de force. C'est finalement la structure voulue par les grandes puissances qui est adoptée, ce qui était après tout la condition *sine qua non* de la création de l'Organisation.

Une autre question entraîne de graves disputes au moment de la création de l'Organisation des Nations unies (ONU) : le veto accordé aux membres permanents du Conseil de sécurité. Ce droit est nécessaire à l'adhésion des grandes puissances, même si le veto est finalement vaguement limité : une grande puissance ne peut en effet apposer son veto pour empêcher une enquête ou la discussion d'une question la concernant directement, à moins qu'elles ne soient susceptibles de mener à des actions contraires à ses intérêts.

En théorie, le Conseil de sécurité dispose de pouvoirs étendus, mais ses actions ne peuvent que refléter la réalité politique. Au cours des premières décennies de son existence, l'importance des Nations unies tient moins en sa capacité d'action qu'en sa fonction de forum pour les discussions internationales. Pour la première fois, une opinion publique internationale informée comme jamais par la radio et le cinéma − et bientôt la télévision − peut entendre parler de protestations présentées devant l'Assemblée générale suite aux agissements d'États souverains. La chose est neuve. Les Nations unies donnent

immédiatement une nouvelle dimension aux relations internationales ; il faut cependant attendre qu'elles créent des instruments efficaces pour régler les crises. Cette nouvelle publicité donnée aux disputes internationales véhicule un certain sentiment de stérilité, car le ton monte parfois sans que les actions ou les visions des pays participants aux débats ne changent pour autant. Mais une nouvelle force est en marche. Il est également important que le siège permanent de l'Organisation soit à New York ; les Américains sont nécessairement plus prompts à s'y intéresser.

La première réunion de l'Assemblée générale de l'ONU se déroule pourtant à Londres, en 1946. Les débats sont immédiatement électriques ; des protestations s'élèvent contre la présence de soldats russes en Azerbaïdjan iranien occupé durant la guerre, et les Soviétiques répliquent immédiatement en reprochant à la Grande-Bretagne d'avoir toujours des troupes en Grèce. Au bout de quelques jours, le premier droit de veto est utilisé, par la délégation soviétique, inaugurant une longue série. Cet instrument que Britanniques et Américains considèrent comme un outil permettant de protéger leurs intérêts stratégiques devient un élément de la diplomatie soviétique. Dès 1946, les Nations unies sont une arène où l'URSS affronte un bloc occidental encore implicite, que son attitude va contribuer à solidifier.

On fait souvent remonter assez loin l'hostilité des États-Unis et de l'URSS. C'est oublier qu'au cours des dernières années de la guerre le gouvernement britannique considérait que les Américains faisaient trop de concessions aux Soviétiques et se montraient amicaux à leur endroit. La division idéologique demeure, naturellement ; les Soviétiques ont toujours des idées préconçues sur le comportement des sociétés capitalistes, qui expliquent leur comportement à l'égard de leur allié américain après 1945. Il est aussi vrai que de nombreux

Américains continuent de se méfier de l'Union soviétique et de la regarder comme une menace révolutionnaire. Mais ces citoyens ont peu d'impact sur la diplomatie américaine. En 1945, quand la guerre se termine, la méfiance des Américains à l'égard de l'Union soviétique est bien moindre que ce qu'elle va devenir. Des deux États, le plus suspicieux et le plus inquiet est l'URSS de Staline.

Il ne reste plus d'autres grandes puissances. La guerre a donné corps à l'intuition de Tocqueville, un siècle plus tôt, qu'un jour les États-Unis et la Russie domineraient le monde. Malgré la fiction légale exprimée par la création du Conseil de sécurité, la Grande-Bretagne est au bord de l'effondrement, la France s'est à peine remise de sa mort clinique durant l'Occupation et est rongée par les divisions internes (la puissance du parti communiste y est source de tensions), tandis que l'Italie a ajouté de nouvelles divisions aux anciennes. L'Allemagne est dévastée et occupée, le Japon est lui aussi occupé et privé d'armée, tandis que la Chine n'est qu'une puissance en devenir. Américains et Soviétiques jouissent donc d'une immense supériorité sur d'éventuels rivaux. Ils sont également les véritables vainqueurs, les seuls à avoir tiré un bénéfice de la guerre. Tous les autres États victorieux ont, dans le meilleur des cas, survécu. La guerre offre de nouveaux empires aux États-Unis et à l'URSS. Si celui des Soviétiques s'est consolidé au prix de près de 20 millions de morts, il dispose d'une puissance supérieure à celle de la Russie des tsars. Les armées soviétiques dominent un immense glacis européen, dont la majeure partie est constituée de territoires soviétiques ; le reste est organisé en États qui, à partir de 1948, ne sont rien d'autres que des satellites, dont l'Allemagne de l'Est, une entité industrielle majeure. L'Albanie et la Yougoslavie, les deux seuls États devenus communistes depuis la fin de la guerre sans une occupation soviétique, sont à l'extérieur de ce glacis ; en 1945, ils sont des alliés fidèles de l'URSS. Cette position soviétique a été

obtenue grâce aux victoires de l'Armée rouge et aux décisions prises par les gouvernements occidentaux et Eisenhower, commandant en chef des troupes occidentales en Europe à la fin de la guerre. Il a résisté aux pressions exercées pour qu'il s'empare de Prague et Berlin avant les Soviétiques. La prédominance de ces derniers en Europe centrale est d'autant plus importante que les obstacles traditionnels à la puissance russe en 1914 − les Habsbourg et une Allemagne unifiée − appartiennent au passé. Une Grande-Bretagne exténuée et une France renaissant péniblement de ses cendres ne sont pas de taille à résister à l'armée soviétique, et le départ des Américains laisserait le reste de l'Europe sans défense.

Des armées soviétiques se tiennent par ailleurs aux frontières de la Turquie et de la Grèce − où un soulèvement communiste est en cours − et occupent le nord de l'Iran. En Extrême-Orient, ils tiennent la plus grande partie du Xinjiang, la Mongolie, le nord de la Corée et la base navale de Port-Arthur ; ils occupent le reste de la Mandchourie et ont arraché aux Japonais la moitié de l'île de Sakhaline et les îles Kouriles. Leurs autres gains territoriaux ont été faits aux dépens de la Chine où, à la fin de la guerre, le parti communiste a repris des couleurs. Moscou compte sur son soutien dans ses manœuvres diplomatiques à l'égard du gouvernement du Guomindang. Staline ne croit peut-être pas à une victoire des communistes chinois − à ses yeux, la Chine est trop arriérée pour le communisme −, mais exerce une influence directe par leur biais. Les communistes chinois, quant à eux, ne peuvent espérer d'autre aide matérielle et morale que celle des Soviétiques. En Asie aussi, l'influence de ces derniers grandit donc. Il semble que l'URSS ait l'intention de reprendre à son compte les ambitions des tsars dans le Pacifique.

La nouvelle puissance mondiale des États-Unis repose moins sur l'occupation de territoires que celle de l'URSS.

Elle dispose elle aussi de troupes au cœur de l'Europe à la fin de la guerre, mais les électeurs américains souhaitent les voir rentrer le plus vite possible. Les bases navales et aériennes autour de l'Eurasie sont un autre sujet. Si l'Union soviétique est, plus que jamais, une puissance asiatique, l'élimination de la puissance navale japonaise, l'acquisition d'aérodromes sur de nombreuses îles et les innovations technologiques permettant à des flottes immenses de naviguer sans contraintes logistiques majeures ont fait du Pacifique un lac américain. La destruction des villes d'Hiroshima et Nagasaki a par ailleurs démontré la puissance de la nouvelle arme dont les Américains sont les seuls possesseurs (et en très petit nombre) : la bombe atomique.

Mais la source principale de l'Empire américain, c'est sa force économique. La puissance industrielle écrasante de l'Amérique − combinée à celle de l'Armée rouge − a joué un rôle décisif dans la victoire des Alliés, lui permettant d'équiper ses troupes et celles de ses alliés. Surtout, par comparaison, la guerre n'a pas été très coûteuse pour les Américains. Leurs pertes sont inférieures à celles de la Grande-Bretagne − et celles de l'URSS sont colossales. Le territoire des États-Unis est intact, tout comme ses capitaux, et ses ressources sont plus grandes que jamais : les citoyens américains ont vu leur niveau de vie augmenter durant la guerre. Le programme d'armement a mis un terme à une dépression que le New Deal de Roosevelt n'avait pas totalement maîtrisée. Les États-Unis sont désormais une grande nation créditrice et disposent de capitaux à investir sur l'ensemble du globe. Ils sont d'ailleurs les seuls. Leurs anciens rivaux commerciaux et politiques peinent à se relever. Leurs économies sont de plus en plus soumises au bon vouloir de l'Amérique en raison de leur manque de ressources. La puissance américaine monte donc en flèche, et ses effets se font

sentir sur toute la surface du globe avant même la fin de la guerre.

La future polarisation des grandes puissances est perceptible dès cette époque. Il est ainsi clair que les Soviétiques ne seront pas invités à participer à l'occupation de l'Italie ou au démantèlement de son empire colonial, et que Britanniques et Américains ne peuvent espérer un autre règlement de la question polonaise que celui voulu par Staline. Pourtant, et malgré leur attitude hégémonique au sein de leur propre hémisphère, les Américains sont mécontents de l'établissement de sphères d'influence explicites ; les Soviétiques sont quant à eux disposés à les prendre comme une base de travail. Il n'est pas besoin d'aller chercher plus loin des explications à l'opposition qui va peu à peu naître entre les deux grandes puissances ; chacun des camps cherche la confrontation, dès le départ.

Les apparences sont parfois trompeuses. Malgré le pouvoir dont les États-Unis disposent en 1945, la volonté politique manque pour l'utiliser : la première préoccupation des Américains est de démobiliser aussi rapidement que possible. Les programmes de prêt-bail à destination des alliés ont cessé avant même la reddition du Japon. L'Amérique dispose donc d'un moindre levier d'action sur le plan international et cette décision ne fait qu'affaiblir des alliés qui bientôt font face à d'énormes problèmes de redressement. Ils n'ont pas les moyens de remplacer les troupes américaines. L'utilisation de l'arme atomique est inenvisageable ; cette arme est bien trop puissante.

Il est plus compliqué de saisir ce qui se passe en Union soviétique. Le peuple a terriblement souffert de la guerre, probablement plus que les Allemands. On estime à plus de 20 millions le nombre de citoyens soviétiques morts. Staline a peut-être moins conscience des atouts de l'URSS que de ses faiblesses à la fin de la guerre. Ses méthodes de gouvernement ne le contraignent pas, contrairement aux pays européens, à démobiliser la masse des troupes qui

assurent sa suprématie en Europe. Mais l'URSS n'a ni bombe atomique ni force de bombardement stratégique et la décision de Staline de développer l'arme nucléaire pèse gravement sur l'économie soviétique à un moment où les besoins de la reconstruction se font terriblement sentir. Les années qui suivent la guerre sont aussi noires que celles de la course à l'industrialisation dans les années 1930. Mais, en septembre 1949, les Soviétiques font leur premier essai atomique. En mars suivant, ils annoncent officiellement détenir l'arme atomique. Dans l'intervalle, beaucoup de choses ont changé.

Les relations entre les deux grandes puissances mondiales se sont lentement et gravement détériorées. C'est là pour l'essentiel le résultat de ce qui se passe en Europe, où les besoins d'une reconstruction imaginative et coordonnée sont plus forts qu'ailleurs. Le coût des destructions de la guerre n'a jamais pu y être mesuré. À l'exclusion des Soviétiques, près de 15 millions d'Européens sont morts. Des pays les plus touchés, ceux qui ont survécu ne sont plus qu'un amas de décombres. On estime qu'en Allemagne et en URSS environ 7,5 millions de foyers ont été anéantis. Les usines et les voies de communication sont détruites. L'argent manque pour payer les importations et les monnaies se sont effondrées ; pour les soldats des forces d'occupation, les cigarettes et le bœuf en boîte sont de meilleures monnaies d'échange que la monnaie locale. Des sociétés civilisées ont été anéanties par les atrocités nazies, mais aussi parce que le mensonge, l'escroquerie, la fraude et le vol sont presque devenus des actes de vertu ; nécessaires pour survivre, ils sont parfois considérés comme des actes de résistance. La lutte contre les forces d'occupation allemandes a donné naissance à de nouvelles divisions ; dans le sillage des armées de libération, les pelotons d'exécution tournent à plein régime. On estime que l'« épuration » en France a fait plus de morts que la Terreur de 1793.

Surtout, et plus encore qu'en 1918, la structure économique de l'Europe, dont l'industrie allemande a longtemps été le moteur, s'est désintégrée. Les Alliés souhaitent limiter la résurgence de cette dernière pour éviter que l'Allemagne ne se rétablisse. Ils n'ont au départ guère d'efforts à faire, les infrastructures économiques étant en ruine. L'Allemagne est de surcroît divisée. Les Soviétiques ont commencé par piller ses usines au titre des « réparations » des dommages infligés à leurs terres ravagées − et on peut les comprendre : les Allemands ont à titre d'exemple détruit 62 000 kilomètres de voies ferrées en se repliant. L'Union soviétique a perdu un quart de son équipement industriel.

La division politique de l'Europe, entre Est et Ouest, est évidente avant même la fin de la guerre. Les Britanniques s'inquiètent tout particulièrement de ce qui se passe en Pologne et semble indiquer que les Soviétiques ne toléreront en Europe de l'Est que des gouvernements serviles. On est alors bien loin de la liberté pour ces peuples de choisir leurs dirigeants qu'envisageaient les Américains. Durant la guerre, le gouvernement américain pas plus que son opinion ne s'en souciaient. Roosevelt a toujours été persuadé que les États-Unis pouvaient s'entendre avec l'Union soviétique ; ils avaient tous deux intérêt à éviter une renaissance de la puissance allemande et à démanteler les vieux empires coloniaux. Mais Roosevelt meurt en avril 1945.

Le vice-président Harry S. Truman, un peu désemparé quand il doit lui succéder, décide, au vu de ce qui se déroule alors en Allemagne et en Pologne, de changer de politique. Les Soviétiques respectent pourtant scrupuleusement les termes de l'accord admettant la présence de troupes britanniques, américaines puis françaises à Berlin et le partage administratif de la ville qu'ils ont conquise. Ils souhaitent que l'Allemagne soit gouvernée comme une entité unique (ce que les vainqueurs

envisageaient à Potsdam en juillet 1945), ce qui leur donnerait la main sur la Ruhr, le possible coffre-fort de futures réparations. Mais, rapidement, la question de l'économie allemande provoque des tensions entre l'Est et l'Ouest. Le contrôle exercé par les Soviétiques sur leur zone d'occupation l'isole de plus en plus du reste de l'Allemagne. L'objectif de Staline est de fournir à cette nouvelle Allemagne unifiée un noyau solide et fiable (communiste, donc), politique qui débouche sur une partition que personne n'avait envisagée. Au départ, les zones occidentales d'occupation sont, pour des raisons économiques, intégrées sans la zone est. La politique soviétique d'occupation engendre de plus en plus de méfiance. La manière dont le communisme s'installe en Allemagne de l'Est semble coïncider avec la manière dont il s'est installé ailleurs. En 1945, seules la Bulgarie et la Yougoslavie sont gouvernées par une majorité communiste. Ailleurs, les communistes font partie de coalitions gouvernementales. Mais il apparaît de plus en plus que ces pays n'ont guère d'autre choix que de prendre leurs ordres auprès de Moscou. Une sorte de bloc commence à apparaître en Europe de l'Est en 1946.

Staline refuse toute réunification de l'Allemagne qui pourrait la voir passer sous le contrôle de l'Ouest ; tout en prétendant lutter contre un possible désir de revanche allemand, il s'inquiète surtout de la puissance des Américains. Comme il devient clair pour les Soviétiques que l'après-guerre ne va pas voir les deux grandes puissances occidentales (États-Unis et Grande-Bretagne) s'affronter, Moscou tente d'éviter tout affrontement avec les États-Unis, qui sont devenus la plus puissante nation du globe. Afin d'éviter que le monde entier ne s'unisse contre l'URSS, la diplomatie soviétique se montre donc un peu plus souple dans les domaines que Moscou tient pour annexes. Tout en organisant frénétiquement l'Allemagne de l'Est à la mode soviétique, comme d'autres pays d'Europe

de l’Est, les Russes continuent officiellement de soutenir le Guomindang en Chine. En Iran, ils tardent à retirer leurs troupes malgré un accord prévoyant leur départ, mais finissent par le faire en laissant derrière eux une République communiste satellite en Azerbaïdjan − bientôt reconquise par les Iraniens qui, à partir de 1947, sont aidés militairement par les Américains. Au sein du Conseil de sécurité, le veto soviétique est de plus en plus utilisé pour frustrer les efforts des anciens alliés. Les partis communistes d’Europe de l’Ouest sont par ailleurs clairement manipulés par les Soviétiques. Mais les intentions de Staline demeurent mystérieuses ; peut-être attend-il, espère-t-il ou compte-t-il sur l’effondrement économique du système capitaliste.

Une certaine bienveillance à l’égard de l’Union soviétique continue pourtant de régner chez ses anciens alliés. Quand, en 1946, Winston Churchill parle des divisions de l’Europe en évoquant un « rideau de fer », il ne parle certainement pas au nom de tous ses compatriotes, ou de l’ensemble des Américains ; certains le condamnent, d’ailleurs. Mais, si le gouvernement travailliste élu en Grande-Bretagne en 1945 espère que « la gauche va pouvoir parler à la gauche », ses espoirs sont bien vite déçus. Les politiques américaine et britannique commencent à converger à partir de 1946 ; l’intervention britannique en Grèce a permis à des élections libres de se tenir et les fonctionnaires américains commencent à comprendre la tendance de la politique soviétique. Le président Truman n’a par ailleurs aucune sympathie pour l’URSS. Les Britanniques vont devoir quitter l’Inde, la chose est certaine ; et la position officielle américaine n’y est pas étrangère.

En février 1947, le gouvernement britannique adresse à Truman un document qui, peut-être plus que tout autre, revient à concéder que la Grande-Bretagne a bel et bien quitté le rang des grandes puissances mondiales.

L’économie britannique a été gravement endommagée par les efforts consentis durant la guerre ; elle n’a plus les moyens d’investir dans une reconstruction indispensable. Les premières étapes de la décolonisation sont également coûteuses. En 1947, la balance des paiements ne peut être assurée qu’en retirant les troupes stationnées en Grèce.

Le président Truman comprend qu’il lui faut immédiatement combler le vide et accorder une aide financière à la Grèce et à la Turquie pour permettre à leurs gouvernements de résister à la pression soviétique. Truman décide d’aller encore plus loin et de le faire savoir. Si, dans un premier temps, seules la Grèce et la Turquie reçoivent de l’aide, le président offre officiellement à tous les « peuples libres » du monde l’appui de l’Amérique pour résister aux « tentatives d’asservissement par des minorités armées ou des pressions extérieures ». Si les populations grecque et turque sont bien loin d’être libres sous leurs régimes respectifs, cette déclaration a des implications colossales pour le futur de la politique étrangère américaine. Au lieu d’abandonner l’Europe, Washington décide d’y rester pour contenir la poussée soviétique. Il s’agit sans doute de la décision la plus importante de l’histoire diplomatique des États-Unis, provoquée par le comportement des Soviétiques, par les peurs croissantes que la politique de Staline a soulevées au cours des dix-huit mois précédents et par le constat de la faiblesse britannique. Elle donne naissance à un nouvel impérialisme américain, qui s’étend bien au-delà de l’Europe, même si la chose n’est pas alors apparente.

Quelques mois plus tard, cette « doctrine Truman » est complétée par une autre manœuvre, plus pondérée : l’offre d’une aide économique américaine aux pays d’Europe qui s’uniraient pour planifier leur redressement économique. Il s’agit du fameux « plan Marshall », du nom du secrétaire d’État américain qui l’annonce. Son but est de contrer le communisme autrement que militairement, et il prend tout

le monde au dépourvu. Ernest Bevin, ministre britannique des Affaires étrangères, est le premier homme d'État européen à en saisir les implications. Avec l'appui des Français, il pousse les autres États d'Europe de l'Ouest à accepter cette aide. Elle s'adresse, théoriquement, à toutes les nations d'Europe. Mais les Soviétiques la refusent, ainsi que leurs pays satellites. Ils la critiquent même férocement. Le gouvernement tchécoslovaque, le dernier d'Europe de l'Est à ne pas être intégralement communiste, refuse cette offre à contrecœur, sous la pression des Soviétiques. La fable de l'indépendance tchécoslovaque connaît son terme en février 1948. Un coup d'État communiste renverse le gouvernement et fait de la Tchécoslovaquie un pays satellite, au même titre que les autres. Autre signe de l'intransigeance soviétique, le Komintern, vieil outil de propagande d'avant guerre, renaît en 1947 sous le nom de Kominform. Il commence immédiatement à dénoncer la « politique clairement prédatrice et expansionniste… visant à établir la suprématie mondiale de l'impérialisme américain ». Quand l'Europe de l'Ouest crée une Organisation européenne de coopération économique (OECE) pour répartir les fonds du plan Marshall, les Soviétiques répliquent par la création du Comecon, le Conseil d'assistance économique mutuelle, paravent soviétique de la mise en coupe réglée des économies du bloc de l'Est.

La guerre froide a commencé. La première, brève, phase de l'après-guerre est terminée. La suivante va se poursuivre jusqu'à la fin des années 1980, tout en changeant de forme et de direction. Deux grands blocs d'États, l'un dirigé par les États-Unis, l'autre par l'Union soviétique, s'affrontent dans une suite de crises visant à assurer leur propre sécurité par tous les moyens, excepté une confrontation directe entre les deux grandes puissances. Presque tous les discours tenus par les deux camps sont idéologiques. Dans certains pays de ce qui va

devenir le bloc de l'Ouest, la guerre froide apparaît comme une guerre civile ou une quasi-guerre et donne naissance à de grands débats sur des thèmes tels que la liberté, la justice sociale et l'individualisme. Certains conflits sont livrés sur les théâtres marginaux par voie de propagande et de subversion ou par des mouvements de guérilla soutenus par les deux grands États. Fort heureusement, ces conflits s'arrêtent toujours à temps, évitant que les deux camps ne s'affrontent avec des armes nucléaires dont la puissance exponentielle rend de moins en moins réaliste l'espérance d'une victoire. La guerre froide prend également la forme d'une compétition économique ; de l'aide est ainsi proposée par les deux camps aux pays neutres et aux satellites. Une bonne dose d'opportunisme vient souvent tempérer une certaine rigidité doctrinale. La guerre froide est un fléau qui touche toute la planète. Elle va s'avérer une source constante de crimes, de corruptions et de souffrances durant près de cinquante ans.

Avec le recul, et malgré son caractère brutalement binaire, la guerre froide fait penser aux guerres de religion européennes des XVI^{e} et XVII^{e} siècles, quand l'idéologie pouvait être source de violence, de passion et parfois entraîner l'adhésion des masses, sans jamais parvenir à embrasser toute la complexité des courants de pensée de l'époque. Elle ne parvient pas, en tout état de cause, à passer outre les intérêts nationaux ou ethniques. Comme lors des guerres religieuses d'antan, si certaines querelles peuvent se taire et le désastre peut être évité, la rhétorique et la mythologie du conflit continuent de prospérer, quand bien même elles ne reflètent plus la réalité.

Le premier élément à bousculer la logique de la guerre froide est l'émergence d'un nombre croissant de nouveaux États qui ne se sentent pas intimement liés à un camp ou à l'autre. C'est qu'au cours des dix années qui suivent la fin de la guerre et par suite de la décolonisation, de nouvelles nations sont apparues. L'Assemblée générale des Nations

unies sert d'ailleurs davantage de tribune à la propagande anticoloniale qu'à la propagande de la guerre froide (même si elles tendent à se confondre). Malgré la brièveté de leurs existences, la disparition des empires coloniaux européens est un phénomène d'une immense complexité. Chaque puissance coloniale est un cas à part, malgré le caractère généraliste de la rhétorique. Dans certains endroits − et particulièrement en Afrique subsaharienne −, les processus d'intégration et de modernisation ont à peine débuté, et le colonialisme ne laisse pas grand-chose derrière lui sur lequel les nouveaux États peuvent se construire. Dans d'autres régions − et l'Afrique du Nord française en est un brillant exemple −, d'importantes communautés de colons blancs, installées depuis plusieurs générations, ne peuvent pas être ignorées par le gouvernement colonial (l'Algérie n'est d'ailleurs pas une colonie mais un ensemble de trois départements français). En Inde, en revanche, la présence démographique britannique est trop infime pour jouer un rôle quelconque dans l'avènement de l'indépendance.

Le déroulement des processus de décolonisation varie grandement. Si l'on peut grossièrement dire que les Européens ont abandonné l'Asie en 1954, il faut attendre dix ans de plus pour que l'Afrique émerge du colonialisme ; les Portugais s'accrocheront à leurs colonies jusque dans les années 1970. Mais l'Angola et le Mozambique sont des exceptions à bien d'autres égards ; comme l'Algérie et l'Indochine, ils sont le théâtre de combats acharnés entre l'État colonial et une paysannerie indigène, alors que dans la plupart des autres colonies le pouvoir est remis relativement pacifiquement aux nouvelles élites (plus ou moins nombreuses et qualifiées). Dans certains pays − l'Inde et l'Indochine en sont de bons exemples, quoique très différents −, un sentiment national et une organisation existent avant même le départ de la puissance coloniale (et les Britanniques, au contraire des Français, leur ont déjà fait d'importantes concessions). En Afrique, le nationalisme

est une conséquence de l'indépendance, non sa cause. Malgré ces différences, les peuples d'Asie soumis au joug colonial sentent, bien avant 1945, que leur succès est entendu. Ce sentiment ne s'appuie pas sur les concessions accordées avant 1939 mais sur la défaite militaire des puissances coloniales ; entre 1941 et 1942, le Japon inflige une suite de défaites cuisantes à l'impérialisme européen. La reddition de plus de 60 000 soldats britanniques, indiens et des dominions à Singapour, en 1942, est le signe que la domination européenne sur l'Asie est terminée. Pour les Britanniques, cette défaite est pire que Yorktown durant la guerre d'Indépendance américaine et, comme cette autre capitulation, elle est irréparable. Il importe alors peu que les Japonais s'aliènent les bonnes volontés par un comportement extrêmement autoritaire dans les nouveaux territoires conquis. Même les pires de leurs brutalités ne leur aliènent pas tous leurs sujets et ils trouvent de nombreux collaborateurs, dont des politiciens nationalistes. Les parachutages d'armes des Alliés à l'intention de ceux qui luttent contre les Japonais ne font qu'augmenter les risques de voir ces combattants résister au retour de leurs anciens maîtres. Surtout, si on la compare aux bouleversements engendrés par la guerre en Europe, avec les bombardements, les travaux forcés, les famines, les combats et les maladies, la nouvelle férule japonaise ne change rien à la vie quotidienne des habitants des villes et des campagnes des anciennes colonies conquises. Le potentiel de changement en Asie est donc immense en 1945.

L'impérialisme est également condamné parce que les deux grandes puissances mondiales y sont défavorables − tout du moins pour les autres. Pour des raisons très différentes, les États-Unis et l'URSS souhaitent en effet voir le colonialisme disparaître. Bien avant 1939, Moscou a proposé soutien et asile aux anticolonialistes. Les Américains, quant à eux, entendent appliquer à la lettre la

déclaration de la Charte de Atlantique sur les droits des nations à choisir leurs gouvernements. Quelques mois après sa signature, un sous-secrétaire d'État américain déclare que « la période de l'impérialisme est terminée ». Les représentants soviétiques et américains s'entendent parfaitement sur ce point, puis les relations entre les grandes puissances évoluent. Si leurs différences sont déjà très marquées en 1948 pour ne plus guère bouger au cours des quarante années suivantes, le futur de l'Extrême-Orient demeure bien plus mouvant, conséquence de l'émergence de ces deux grandes puissances et de la disparition de la domination coloniale.

Certains ont longtemps pensé que l'Inde deviendrait une puissance dominante en Asie à son indépendance. Quand, avant 1939, le calendrier du retrait britannique en Inde est évoqué, nombreux sont les Anglais, pourtant favorables à son indépendance, qui espèrent la voir intégrer la « Communauté des nations » ou *Commonwealth of Nations*, le nom officiel de l'Empire britannique depuis la Conférence impériale de 1926. Cette Conférence a également fixé le « statut des dominions », nations indépendantes, membres du Commonwealth et prêtant allégeance à la Couronne, mais disposant du contrôle entier de leurs affaires intérieures et extérieures. Ce statut pourrait convenir à l'Inde, estiment certains, quand bien même aucun gouvernement britannique ne considère sérieusement la question avant 1940. À cette date, quelques progrès ont déjà été enregistrés, ce qui explique partiellement l'absence, en Inde, de la révulsion et des sentiments xénophobes que l'on retrouve en Chine à l'encontre des Européens.

Les politiciens indiens sont déçus par la Première Guerre mondiale. Pour la plupart, ils se sont ralliés à la Couronne ; l'Inde a fortement contribué, en hommes et en argent, à l'effort de guerre impériale et Gandhi, plus tard considéré comme le père de la nation indienne, est de ceux qui

participent à cet effort dans l'espoir de compensations. En 1917, le gouvernement britannique fait savoir qu'il est favorable à une politique de progrès réguliers vers un gouvernement autonome de l'Inde au sein de l'empire − le *Home Rule* −, ce qui est très éloigné des aspirations croissantes de bon nombre d'Indiens. Les réformes introduites en 1918 sont très décevantes et leurs maigres succès se dissipent bien vite. L'économie commence à jouer son rôle, alors que le commerce international entre en crise. Dans les années 1920, le gouvernement indien commence à demander la révision des accords financiers et commerciaux qui favorisent le Royaume-Uni et insiste également pour que le gouvernement impérial paie sa part des contributions de l'Inde à la défense de l'empire. Avec la crise de 1929, Londres ne peut plus appliquer en Inde une politique douanière exclusivement favorable à l'industrie britannique. En 1914, la production de textile indien ne couvre qu'un quart des besoins du pays ; en 1930, elle en couvre la moitié. Un autre facteur qui contribue à gêner tout progrès est la déconnexion de la communauté britannique en Inde. Convaincue que le nationalisme indien n'est l'affaire que d'une poignée d'intellectuels, elle exige des mesures fortes contre leurs actions. Certains administrateurs, à la suite de la révolution bolchevique (même si le Parti communiste indien n'est fondé qu'en 1923), partagent cette vision. Malgré les protestations de tous les membres indiens du Conseil législatif, il est alors décidé d'abolir les droits légaux des suspects, ce qui provoque la première grande campagne de grèves et de désobéissance civile organisée par Gandhi. Malgré ses efforts pour éviter la violence, des émeutes éclatent. À Amritsar, en 1919, après l'agression et le meurtre de plusieurs Anglais, un général britannique partisan de la manière forte ordonne à ses soldats d'ouvrir le feu sur une foule de manifestants indiens désarmés. La fusillade fait 400 morts et un millier de blessés. Cet acte abject porte un

coup terrible au prestige britannique, encore aggravé par la réaction de certains résidents britanniques en Inde et de membres du Parlement, qui applaudissent à la nouvelle du crime.

La désobéissance civile et les boycotts s'intensifient ; le programme de Gandhi est adopté par le parti du Congrès. Si Gandhi insiste pour que cette campagne soit non violente, les désordres sont nombreux et il est arrêté et emprisonné pour la première fois en 1922 (et rapidement libéré car on craint qu'il ne meure en prison). C'est la fin de l'agitation en Inde pour plusieurs années. En 1927, la politique britannique commence à nouveau à lâcher un peu de lest. Une commission est envoyée en Inde pour veiller à l'application des derniers changements constitutionnels (ce qui n'est pas sans provoquer de nouveaux troubles, aucun Indien n'en faisant partie). L'enthousiasme qui avait uni les nationalistes commence à s'évaporer et un fossé se creuse, seulement réduit par les efforts et le prestige de Gandhi, entre les partisans de l'indépendance et les partisans du statut de dominion. Le Congrès n'est en tout état de cause pas une structure aussi solide que sa rhétorique peut le laisser croire. Il est moins un parti politique soutenu par les masses qu'une coalition d'intérêts et de notables. Une division plus grave continue de gagner du terrain, entre les hindous et les musulmans. Dans les années 1920, les affrontements sanglants ont été nombreux entre les deux communautés. En 1930, le président de la Ligue musulmane propose que la future Constitution de l'Inde prévoie la création d'un État musulman séparé dans le Nord-Ouest.

L'année 1930 est particulièrement violente. Le vice-roi britannique annonce qu'une conférence va se tenir avec pour but l'établissement d'un dominion, ce qui n'a aucune chance d'aboutir en raison de l'opposition de la Grande-Bretagne. Gandhi refuse donc d'y participer. La désobéissance civile reprend et s'intensifie, tandis que le

désespoir des Indiens s'accroît avec la Grande Dépression. Les masses rurales sont désormais plus réceptives aux discours des nationalistes ; le Congrès décidant de prendre en compte les intérêts des masses, Gandhi devient le premier homme politique indien pouvant se réclamer de l'Inde tout entière.

Mais le Bureau indien commence à tirer les leçons des discussions et de la commission de 1927. Une première dévolution de pouvoir a lieu en 1935 avec le vote du *Government of India Act*, qui étend les pouvoirs du gouvernement et du Parlement indiens, mais laisse au vice-roi la haute main sur les questions de défense et les affaires étrangères. Si le transfert de pouvoir proposé dans cette loi n'est finalement pas entièrement appliqué, les Britanniques vont aussi loin qu'il leur est possible d'aller. Ils donnent à l'Inde un cadre politique national. Il apparaît dès lors que ce sont les luttes au sein du parti du Congrès qui vont déterminer le futur du pays. La loi de 1935 réaffirme une fois de plus la représentation séparée des deux grandes communautés, et sa mise en place provoque presque immédiatement de nouveaux affrontements entre hindous et musulmans.

Le Congrès est devenu, à tous points de vue, une organisation hindoue (mais refuse d'admettre que la Ligue musulmane soit l'unique représentante des musulmans) et rencontre des problèmes internes. Certains de ses membres désirent plus d'indépendance tandis que d'autres, alarmés par les agressions japonaises, préfèrent travailler à une coopération avec le gouvernement impérial. Le fait que les Britanniques lâchent du lest est un facteur décisif ; tous les camps cherchent désormais à assurer leur avenir dans un futur incertain.

En 1941, le changement s'est déjà accéléré. Deux décennies d'institutions représentatives locales et l'indianisation progressive de la haute administration ont donné naissance à un pays qui ne peut plus être gouverné

sans l’assentiment de ses élites et qui s’est préparé à l’indépendance, à défaut de la démocratie. Si les choix stratégiques des Britanniques les rendent dépendants de l’armée indienne, ils ont déjà renoncé à en faire payer la charge à l’Inde et supportent, en 1941, le plein coût de sa modernisation. L’attaque japonaise force alors la main du gouvernement britannique. Il offre aux nationalistes l’autonomie après la guerre et un droit de faire sécession du Commonwealth, mais il est déjà trop tard ; les Indiens exigent l’indépendance immédiate. Leurs chefs sont arrêtés et le Raj continue sa route. En 1942, une révolte est écrasée plus rapidement que ne l’avait été celle des cipayes un siècle plus tôt, mais pour les Britanniques le temps file. Les États-Unis font désormais pression sur eux. Le président Roosevelt discute secrètement avec Staline de l’indépendance de l’Inde (et d’autres parties de l’Asie, comme l’Indochine française) ; l’entrée en guerre des États-Unis provoque des changements révolutionnaires, comme en 1917.

En 1945, le parti travailliste, depuis longtemps favorable à l’indépendance de l’Inde et de la Birmanie, accède au pouvoir. Le 14 mars 1946, alors que l’Inde est en proie à des émeutes entre hindous et musulmans et que ses politiciens s’affrontent sur le futur, le gouvernement britannique offre l’indépendance. Un an plus tard, il place un pistolet sur la tempe des Indiens en affirmant qu’il leur remettra le pouvoir au plus tard en juin 1948. Voilà qui contribue à accentuer les tensions entre communautés. De nombreux Indiens, particulièrement du côté musulman, sont favorables à la création d’un État musulman sur des portions du territoire de l’Inde. L’unité du pays, imposée par les Britanniques, est sur le point de disparaître. Le 15 août 1947, deux nouveaux dominions apparaissent : le Pakistan et l’Inde. Le premier est musulman et divisé en deux portions de terres, situées aux deux extrémités du

nord de l’Inde ; le second est séculier, mais fondamentalement hindou dans sa composition.

La partition n’était pas inévitable. Elle est le produit de l’étroitesse d’esprit de politiciens indiens (hindous et musulmans) et de la hâte du gouvernement britannique à quitter un sous-continent qu’il occupait depuis deux cents ans. Certes, l’Inde n’avait jamais été dirigée comme une seule entité, même par les Britanniques, et hindous et musulmans étaient très divisés depuis la révolte des cipayes. Mais le coût de la partition est immense. Symbole de l’étendue de la blessure psychologique infligée aux nationalistes indiens, Gandhi est assassiné par un fanatique hindou qui lui reprochait de vouloir éviter de nouvelles violences entre communautés. De grands massacres ont lieu dans les zones où vivent des minorités. Près de 14 millions de personnes fuient pour rejoindre le pays où leurs coreligionnaires sont au pouvoir, même si un grand nombre de musulmans préfèrent rester en Inde (il y a aujourd’hui presque autant de musulmans en Inde qu’au Pakistan). Les deux États naissent donc d’une tragédie. Si l’administration, les infrastructures et les systèmes éducatifs laissés par le pouvoir colonial les servent correctement à leurs débuts, la situation du Pakistan, composé de deux territoires distants de plus de 1 500 kilomètres, est naturellement source d’instabilité. Cette volonté de bâtir deux États − antagonistes, de surcroît − ne permet pas de s’attaquer aux problèmes majeurs dont les deux nations souffrent : une pauvreté massive et d’importantes divisions sociales. Dans certaines régions, la production agricole ne peut faire face à l’augmentation de la population et les nouveaux gouvernements sont tout aussi incapables de trouver des solutions que le Raj à ses pires moments. L’accroissement régulier de la population a débuté sous la domination britannique. Certains désastres malthusiens l’ont enrayé, comme la grande épidémie de grippe (qui tua 5 millions

d’Indiens à l’issue de la Grande Guerre) ou la famine du Bengale, qui en tue quelques millions de plus durant la Deuxième Guerre mondiale. Mais la famine frappe à nouveau l’Inde en 1951 et le Pakistan en 1953. Son spectre plane jusqu’aux années 1970.

L’industrialisation du sous-continent, bien qu’ayant connu de notables avancées au cours du XX^{e} siècle (et notamment durant la Deuxième Guerre mondiale), ne parvient pas à écarter ce danger. Elle ne peut fournir de nouvelles occupations et de nouveaux salaires à une population en pleine croissance. Si la nouvelle Inde dispose de la majorité des industries de l’ancienne, ses problèmes sont plus importants que ceux du Pakistan. La plupart des Indiens sont des paysans sans terre, qui vivent dans des villages où, malgré les aspirations égalitaristes de certains dirigeants de la nouvelle République, les inégalités demeurent aussi criantes qu’auparavant. Les notables qui alimentent les caisses du parti du Congrès au pouvoir et dominent les Conseils barrent la route à toute réforme agraire qui pourrait changer la chose. À bien des égards, le passé pèse lourd sur ce nouvel État qui proclame ses idéaux européens de démocratie, nationalisme, sécularisation et progrès matériel, et gêne les réformes et le développement.

La Chine, quant à elle, est depuis longtemps engagée dans une lutte contre un impérialisme bien différent. Le succès contre le Japon et le triomphe de sa longue révolution sont rendus possibles par la Deuxième Guerre mondiale. La phase politique de cette transformation débute en 1941, quand la guerre sino-japonaise vient se fondre dans le conflit mondial. La Chine a soudain de nouveaux alliés et une nouvelle posture internationale. Les derniers vestiges des traités désavantageux imposés par la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis sont balayés. C’est d’ailleurs toute l’aide que les Alliés peuvent fournir, dans un premier temps : ils peinent à se remettre des désastres du début de l’année 1942 et ne peuvent guère

aider la Chine sur le plan militaire. Une armée chinoise participe même à la défense de la Birmanie et de la route qui mène à la Chine face aux Japonais. Cantonnés à l'ouest de la Chine mais soutenus par les avions américains, les Chinois tiennent aussi longtemps qu'ils le peuvent et ne sont alors en contact avec leurs alliés que par les airs et la route de Birmanie. Mais un changement décisif est en marche.

La Chine a, dès le début de la guerre, répliqué aux attaques japonaises avec un sens de l'unité nationale longtemps recherché, qui n'avait jusqu'alors jamais pris corps, sauf peut-être lors du mouvement du 4 Mai, en 1919. Malgré des frictions entre communistes et nationalistes, qui débouchent parfois sur des conflits armés, cette unité survit de 1937 à 1941. Par la suite, une pression militaire croissante et une compétition accrue entre le gouvernement du Guomindang et les communistes donnent naissance à une nouvelle guerre civile. En 1944, quand la défaite du Japon apparaît inéluctable, les rivalités entre les deux clans chinois s'intensifient.

La plupart des Chinois pensent pourtant qu'un gouvernement de coalition sera possible après la guerre, si les deux nouvelles grandes puissances en Asie (l'URSS et les États-Unis) le veulent. Ce sont les premiers remous de la guerre froide en Asie qui font voler en éclats la trêve précaire entre le Guomindang et les communistes en Chine. La rapidité de l'effondrement de l'Empire japonais en août 1945, après l'utilisation des bombes atomiques américaines et − surtout − l'invasion soviétique de la Mandchourie, empêche toute négociation. À l'été 1946, Tchang Kaï-chek entend résoudre le problème communiste par la force ; les Américains refusent de le soutenir, malgré leurs tentatives de négociations antérieures. Les communistes chinois ont lieu d'espérer que la présence soviétique dans le nord-est de la Chine va les avantager.

Aucun des deux camps ne souhaite revenir à la table des négociations, ce qui rend la guerre civile inévitable.

Au départ, presque tous les avantages sont aux mains du Guomindang. Il dispose de la reconnaissance internationale, de l'assistance américaine et contrôle les régions les plus riches de la Chine. Son armée est plus importante et mieux équipée que celle des communistes. De surcroît, Staline commence par ne pas soutenir ses frères chinois, qu'il croit incapables de l'emporter. Mais les nationalistes perdent à la fois leurs avantages matériels et le soutien populaire gagné durant la guerre contre le Japon. Malgré les nombreuses exhortations de Tchang Kaï-chek, son parti étale une léthargie, un arrivisme et une corruption qui lui aliènent le peuple. Il s'aliène également les intellectuels. Ses soldats, parfois mal commandés et indisciplinés, terrorisent les paysans comme jadis les Japonais. Au cours de la première année de la guerre civile, le gouvernement chinois semble n'être bon qu'à une seule chose : se faire des ennemis au sein de son propre peuple.

Dans le même temps, les communistes se renforcent. Tirant parti de la réputation acquise dans la lutte contre les Japonais, ils sortent de l'attitude sectaire qui avait été la leur durant leurs premières vingt années d'existence − en exécutant des notables et en brûlant des temples − pour adopter une posture plus modérée, au moins de façade. Ils sont aussi doués pour se faire des amis que le régime de Tchang l'est pour se faire des ennemis (même si bon nombre d'« amis » des communistes regretteront plus tard leur choix). Surtout, les communistes parviennent à survivre aux premiers assauts des troupes du Guomindang. En 1948, la roue tourne brutalement, et cette soudaineté de la victoire est un des aspects les plus surprenants de la révolution communiste chinoise. Pour la comprendre, il convient de prendre du recul. La mainmise du Guomindang en Chine a toujours été précaire, de larges portions du territoire n'étant que nominalement sous sa domination.

Malgré ses réussites significatives au cours de sa décennie de pouvoir avant la guerre à outrance avec le Japon, il n'a jamais été en mesure d'organiser ses finances ou son administration. Les communistes, réduits à l'insignifiance politique au début des années 1930, ont appris de leurs erreurs. Ils disposent d'une forte organisation centralisée, d'un chef charismatique, Mao Zedong, que certains paysans révèrent comme un dieu. Ils s'intéressent de près au principal problème du pays : la répartition des terres dans de très nombreuses régions rurales et le nombre croissant de propriétaires terriens sans lien avec les communautés locales. Sur d'autres points, les communistes promettent généralement à peu près tout à tout le monde, et parviennent à convaincre, tant les erreurs répétées du gouvernement focalisent le mécontentement.

En lançant leur grande offensive contre le Guomindang en 1937, les Japonais permettent donc le triomphe d'une révolution chinoise qu'ils ont longtemps tenté d'empêcher. Si le Guomindang n'avait pas été contraint de repousser une invasion étrangère et n'avait pas subi de tels dommages, peut-être aurait-il pu solidifier son emprise, comme allaient le faire tant d'élites postcoloniales du monde en développement. En 1937, le Guomindang peut s'appuyer sur le patriotisme ; de très nombreux Chinois le considèrent comme le véritable représentant de la révolution et de l'opposition à la domination étrangère. Mais la guerre l'empêche d'exploiter cette situation, non parce qu'il ne se bat pas, mais parce qu'il se bat mal et que cela lui coûte énormément. Souvent, poussées par le désespoir, ses troupes commettent les premières exactions sur les populations chinoises ; elles vont leur valoir beaucoup d'ennemis durant la guerre civile. Les communistes, quant à eux, organisent leurs forces et se préparent à l'après-guerre ; Mao a raison de dire que les Japonais ont été les sages-femmes de la révolution. Les États-Unis se montrent de plus en plus déçus par

l’inefficacité et la corruption étalées du gouvernement de Tchang Kaï-chek. En 1947, les troupes américaines se retirent donc de Chine et les États-Unis abandonnent tout effort de médiation. L’année suivante, alors que le Nord est presque entièrement aux mains des communistes, les Américains commencent à réduire le montant de leur aide financière et militaire au Guomindang. À compter de cette date, le gouvernement nationaliste perd progressivement pied politiquement et militairement ; de plus en plus de fonctionnaires et de potentats locaux cherchent à négocier avec les communistes, tant qu’il est encore temps. Chacun sent qu’une nouvelle ère s’annonce. Début décembre, il ne reste plus aucune force importante du Guomindang sur le sol chinois et Tchang se replie à Taïwan. Les Américains lui coupent les vivres alors même que ce repli s’opère et imputent publiquement au régime de Tchang la responsabilité de la débâcle. Le 1er octobre 1949, la République populaire de Chine est officiellement proclamée à Pékin, donnant naissance à l’État communiste le plus peuplé du monde. Le Mandat du Ciel a de nouveau disparu, cette fois rejeté par des hommes qui détestent la tradition chinoise et vont tout faire pour l’anéantir sur l’autel d’une modernisation accélérée.

En Asie du Sud-Est, la Deuxième Guerre mondiale met également un terme à la domination coloniale, même si les choses se déroulent de manière plus sanglante et plus rapide dans les colonies hollandaises et françaises que britanniques. Les droits accordés avant 1939 par les Hollandais en Indonésie n’ont pas empêché la montée du nationalisme et un mouvement communiste florissant y est également apparu. Certains chefs nationalistes, dont Sukarno, collaborent avec les Japonais quand ils occupent les îles en 1942. Ils se trouvent en bonne position quand les Japonais capitulent et proclament une République indonésienne indépendante avant que les Hollandais ne puissent revenir. Les troupes britanniques restaurent

rapidement l’ordre colonial. Des combats et des négociations se déroulent au cours des deux années suivantes et un accord est finalement obtenu, établissant une République d’Indonésie prêtant allégeance à la Couronne hollandaise ; c’est un échec. Les combats reprennent et les Hollandais poursuivent vainement leurs « opérations de police ». Une ancienne puissance coloniale fait pour la première fois face à des nations communistes et anticolonialistes au sein de l’Assemblée des Nations unies. L’Inde et l’Australie (persuadées que la Hollande ferait mieux de s’attirer les bonnes grâces de l’Indonésie indépendante qui ne peut qu’émerger) portent la question devant le Conseil de sécurité et y reçoivent le soutien tacite des Américains. Les Hollandais abandonnent. Une histoire commencée trois siècles et demi auparavant par la Compagnie néerlandaise des Indes orientales se termine en 1949 avec la création des États-Unis d’Indonésie, regroupant plus d’une centaine de millions de personnes dispersées dans plus d’un millier d’îles, une centaine de groupes ethniques et de nombreuses religions. Une vague union avec la Hollande et la Couronne survit, avant de disparaître cinq ans plus tard. Près de 300 000 citoyens hollandais, européens et asiatiques quittent l’Indonésie pour les Pays-Bas au début des années 1950.

Pendant un temps, les Français semblent en meilleure posture en Indochine que les Hollandais en Indonésie. Le déroulement de la guerre y a été assez différent : si les Japonais ont exercé un contrôle militaire complet sur la péninsule à partir de 1941, la souveraineté française n’y a formellement disparu qu’en mars 1945. Les Japonais ont alors amalgamé l’Annam, la Cochinchine et le Tonkin pour former un nouvel État, le Vietnam, sous la direction de l’empereur d’Annam. Dès la reddition japonaise, le dirigeant du front communiste local, le Viêt-Minh, s’installe dans le palais gouvernemental d’Hanoï et proclame la République du Vietnam. Cet homme, c’est Hô Chi Minh, un

vieux briscard du parti communiste, qui connaît très bien l'Europe. Il a déjà reçu le soutien des Américains dans sa lutte contre les Japonais et considère avoir également l'appui du gouvernement chinois. Son mouvement révolutionnaire s'étend très rapidement, tandis que les Chinois entrent dans le nord du Vietnam et les Britanniques dans le sud. Il devient vite évident que le retour de la tutelle française ne va pas se dérouler sans heurts. Les Britanniques offrent leur coopération, mais pas les Chinois, qui traînent les pieds à l'idée de voir les Français revenir. Un important corps expéditionnaire français est envoyé en Indochine, et une concession est faite : la France reconnaît la République du Vietnam comme un État autonome au sein de l'Union française. Arrive alors la question de donner à la Cochinchine, grande région rizicole, un statut spécial, sur quoi tous les accords achoppent. Des soldats français sont régulièrement pris pour cibles et leurs convois sont attaqués. Fin 1946, des résidents français sont attaqués à Hanoï et l'on déplore de nombreux morts. La ville est bombardée (6 000 Vietnamiens sont tués) et réoccupée par les troupes françaises. Le gouvernement d'Hô Chi Minh s'enfuit.

Une guerre débute qui va durer trente ans et qui voit les communistes lutter pour obtenir la reconnaissance d'un pays uni − objectif clairement nationaliste −, tandis que les Français tentent de conserver un Vietnam diminué qui, comme le reste de l'Indochine, demeurerait au sein de l'Union française. En 1949, ils ont déjà accepté de réunir la Cochinchine au Vietnam et de faire du Cambodge et du Laos des « États associés ». Mais d'autres puissances étrangères s'intéressent à présent à la question et la guerre froide gagne l'Indochine. Le gouvernement d'Hô Chi Minh est reconnu à Moscou et Pékin, celui de l'empereur d'Annam (soutenu par la France) par les Britanniques et les Américains.

En Asie, la décolonisation se complique bien plus que Roosevelt ne l'avait envisagé. Et, quand les Britanniques commencent à liquider leur héritage reconquis, la situation se complique encore. La Birmanie et Ceylan deviennent indépendants en 1947. L'année suivante, une guérilla communiste fait ses débuts en Malaisie ; elle ne parvient pourtant pas à prendre le pouvoir avant l'obtention de l'indépendance (effective en 1957), mais constitue l'un des premiers problèmes postcoloniaux qui vont entraver la politique étrangère américaine au cours des années suivantes. Une montée croissante de l'antagonisme avec le monde communiste va bientôt tempérer l'anticolonialisme viscéral des États-Unis.

Il n'y a guère qu'au Proche-Orient que les choses apparaissent plus tranchées. En mai 1948, l'État d'Israël naît en Palestine. Cette naissance marque la fin de quarante années durant lesquelles seules deux grandes puissances avaient eu besoin de s'entendre pour gérer toute la région. La France et la Grande-Bretagne y étaient parvenues sans grandes difficultés. En 1939, les Français avaient toujours leur mandat de la Société des Nations sur la Syrie et le Liban (le mandat original avait été divisé en deux) et les Britanniques leur mandat sur la Palestine. Dans les autres pays arabes, les Britanniques exercent divers degrés d'influence sur les nouveaux États. Les plus importants sont l'Irak, où une petite force britannique, essentiellement aérienne, est maintenue, et l'Égypte, où une garnison substantielle protège toujours le canal de Suez. Ce dernier a gagné en importance dans les années 1930, quand l'Italie faisait montre d'une hostilité croissante à l'égard de la Grande-Bretagne.

La guerre de 1939 provoque des changements au Proche-Orient comme partout ailleurs, mais ils ne sautent pas tout de suite aux yeux. Après l'entrée en guerre de l'Italie, la zone du canal de Suez devient vitale pour la stratégie britannique et l'Égypte voit soudain apparaître un front sur

sa frontière occidentale. Elle demeure neutre presque jusqu'au bout de la guerre, mais dans les faits sert de base aux Britanniques. La guerre fait également de l'Égypte la plaque tournante du pétrole en provenance du golfe Persique, ce qui entraîne une nouvelle invasion britannique de l'Irak, qui menace de se rapprocher des Allemands après un nouveau coup d'État nationaliste en 1941. Une invasion de la Syrie par les troupes britanniques et françaises libres afin d'éviter qu'elle ne tombe aux mains des Allemands donne naissance à une Syrie autonome en 1941. Peu après, le Liban proclame son indépendance. Les Français tentent d'y rétablir leur autorité après la guerre, sans succès ; en 1946, la Syrie et le Liban voient les dernières troupes étrangères quitter leur sol. Les Français ont d'autres ennuis : les combats ayant débuté en Algérie en 1945. Les nationalistes algériens ne demandent alors rien d'autre qu'une autonomie dans le cadre d'une fédération avec la France, et les Français font quelques pas dans cette direction en 1947, mais l'histoire est loin d'être terminée.

Là où les Britanniques sont présents, l'anglophobie est un excellent moyen de rallier les foules. En Égypte comme en Irak, l'hostilité aux forces d'occupation britanniques est grande après la guerre. En 1946, les Britanniques annoncent qu'ils sont prêts à quitter l'Égypte, mais les négociations entrent dans une telle impasse que l'Égypte en réfère aux Nations unies (sans succès). Dès cette époque, la question du futur des terres arabes est brouillée par la décision des Juifs d'établir un État national en Palestine, par la force.

La question palestinienne est toujours d'actualité. La montée du nazisme en Allemagne a été son catalyseur. Au moment de la déclaration Balfour, en 1917, 600 000 Arabes vivent en Palestine aux côtés de 80 000 Juifs − un chiffre que les Arabes tiennent déjà pour inquiétant. Quelques années plus tard, le nombre des Juifs quittant la Palestine

est supérieur à celui des Juifs qui y émigrent. L'on peut alors espérer que soit tenue la promesse de l'établissement d'un « foyer national » juif qui respecterait les « droits civils et religieux des communautés non juives présentes en Palestine », selon les termes de la déclaration Balfour. Hitler va changer la donne.

Dès le début des persécutions nazies, le nombre de Juifs migrant en Palestine augmente. Avec le début de la politique d'extermination, les Juifs se mettent à contourner les tentatives britanniques de restreindre l'immigration, qu'ils tiennent pour inacceptables ; ils ne tolèrent pas davantage l'idée d'une partition de la Palestine, que les Arabes refusent également. La question prend de l'ampleur dès l'immédiat après-guerre, quand un Congrès juif mondial exige qu'un million de Juifs soient autorisés à s'installer immédiatement en Palestine. D'autres facteurs entrent alors en ligne de compte. En 1945, les Britanniques ont déjà accepté la création d'une « Ligue arabe » regroupant l'Égypte, la Syrie, le Liban, l'Irak, l'Arabie Saoudite, le Yémen et la Jordanie. Les Britanniques continuent de voir le panarabisme comme un moyen de calmer le jeu au Proche-Orient et pensent que la coordination des politiques arabes pourrait résoudre bien des problèmes. Mais très rapidement la Ligue arabe ne se préoccupe plus que d'une seule chose : la question palestinienne.

La guerre froide lui donne une autre dimension. Dans l'immédiat après-guerre, Staline est persuadé que la Grande-Bretagne et les États-Unis vont s'affronter pour dominer le monde, et que les Soviétiques ont donc tout intérêt à jeter de l'huile sur le feu. Staline critique donc ouvertement la position des Britanniques et, au Proche-Orient, joint l'utile à l'agréable en avançant ses pions. Les Soviétiques font ainsi pression sur la Turquie à propos des Détroits, et soutiennent ostensiblement le sionisme, alors élément de trouble majeur. Il n'est pas nécessaire de faire

preuve d’une grande clairvoyance pour saisir les conséquences potentielles du renouveau de l’intérêt soviétique à l’égard des anciens territoires ottomans. Les Américains peinent pourtant à se positionner. Le sionisme est soutenu par l’opinion publique américaine, notamment après la révélation de l’horreur des camps de la mort nazis. En 1946, des élections de mi-mandat se tiennent, et le vote de la communauté juive compte. Depuis la révolution politique intérieure engagée par Roosevelt, un président démocrate peut difficilement envisager un positionnement antisioniste.

Soumis à des pressions multiples, les Britanniques ne cherchent plus qu’à se désengager au plus vite de Terre sainte. À partir de 1945, ils doivent faire face au terrorisme juif, au terrorisme arabe et à une guérilla en Palestine. Des policiers juifs, arabes et britanniques tentent de maintenir le calme tandis que le gouvernement britannique essaie de trouver une solution acceptable par chaque camp pour mettre un terme à son mandat. Les Américains sont appelés à l’aide, en vain ; Truman est favorable à une solution pro-sioniste. Les Britanniques finissent par en référer aux Nations unies. Ces dernières préconisent la partition, dont les Arabes ne veulent pas entendre parler. Les combats entre les deux communautés se font plus féroces et les Britanniques décident de se retirer sans plus attendre.

Le jour même de leur départ, le 14 mai 1948, l’État d’Israël est proclamé. Il est immédiatement reconnu par les États-Unis (seize minutes exactement après sa création) et par l’URSS ; les deux puissances ne s’entendront sur à peu près rien d’autre au Proche-Orient au cours des vingt-cinq années suivantes. Israël est immédiatement attaqué par l’Égypte, dont les armées envahissent la portion de la Palestine que l’ONU a accordée aux Juifs. Les forces jordaniennes et irakiennes soutiennent les Arabes de Palestine dans le territoire qui leur a été dévolu. Mais

Israël repousse ses ennemis et une trêve, supervisée par les Nations unies (au cours de laquelle un terroriste sioniste assassine le médiateur de l'ONU), est conclue. En 1949, le gouvernement israélien déplace son siège à Jérusalem, capitale du nouvel État juif. La moitié de la ville est aux mains des troupes jordaniennes, mais c'est là un moindre problème. Grâce au soutien des Américains et des Soviétiques et à de l'argent privé, les Juifs sont parvenus à établir un État-nation dont rien ne pouvait laisser présager l'apparition vingt-cinq ans auparavant.

Le prix à payer va s'avérer énorme. Les humiliations infligées aux pays arabes ne peuvent qu'enraciner leur hostilité envers ce nouvel État et offrir aux grandes puissances des occasions d'intervenir. En 1948-1949, les actions des sionistes extrémistes et des soldats israéliens provoquent l'exode de très nombreux Arabes. Ils sont bientôt 750 000 réfugiés dans des camps en Jordanie et en Égypte, problème social et économique, fardeau pesant sur la conscience du monde et potentielle arme militaire et diplomatique pour les nationalistes arabes. C'est probablement dès cette période que le premier président israélien demande aux scientifiques de son pays (comme certains historiens l'affirment) de travailler à la construction d'un programme d'armement nucléaire. À la fin des années 1960, Israël dispose de son propre arsenal.

C'est ainsi que de nombreux éléments exogènes et contradictoires viennent semer le trouble dans une région depuis toujours au centre de l'histoire du monde. Victimes de persécutions durant des siècles, les Juifs sont à présent vus par les Arabes comme des persécuteurs. Les questions auxquelles les peuples de la région doivent faire face sont envenimées par d'autres problèmes nés de la dissolution de l'Empire ottoman, tels que les rivalités entre ses successeurs impérialistes (et la montée des deux nouvelles puissances mondiales qui viennent écraser les précédentes), les interactions entre le nationalisme

européen du XIX^{e} siècle et une religion ancienne et les premiers effets de la nouvelle dépendance des nations développées à l'égard du pétrole. Rares sont les événements aussi imprégnés d'histoire que la naissance de l'État d'Israël. Elle constitue donc un excellent point pour s'arrêter, avant de se pencher sur l'histoire des soixante-cinq années suivantes.

TROISIÈME PARTIE

NOTRE ÉPOQUE

Entre 1945 et la fin du XX^{e} siècle de l'ère chrétienne, de grands changements ont lieu. Leur nombre et leur ampleur ne facilitent pas la tâche de l'écriture d'une histoire du monde, bien au contraire. La trame narrative des événements semble brusquement s'épaissir. C'est qu'il est plus difficile, en raison de leur proximité, de mettre en perspective les événements de ces cinquante dernières années que ceux des six mille années précédentes.

Cette difficulté provient pour partie de nos attentes. Lorsque est évoquée une période que nous avons vécue, nous espérons voir mentionnés les événements dont nous nous souvenons ou avons entendu parler, et nous sommes déçus s'ils sont omis. Toute histoire est pourtant une sélection ; elle est le reflet de ce qu'une époque donnée trouve digne d'intérêt dans une période antérieure, et nos attentes, légitimes ou pas, sont partie prenante de ce choix.

Mais tel n'est pas le seul défi de l'histoire récente. La vitesse même des changements pose problème. Il n'y a que quelques siècles que la notion d'évolution culturelle est traitée par les historiens. Ce n'est donc que fort récemment qu'ils ont accepté l'idée que les générations diffèrent culturellement les unes des autres, que les sociétés changent, de manière profonde et déterminée, et que les comportements de ceux qui les composent évoluent en conséquence. Tout adulte vivant aujourd'hui a certainement eu l'occasion de connaître des changements radicaux de

son mode de vie, qu'il tient pour acquis, sans en avoir nécessairement conscience, alors qu'ils se produisent de manière plus profonde et plus rapide qu'autrefois. L'accroissement de la population en est un bel exemple : aucune génération avant la nôtre n'a connu un accroissement si rapide de la population humaine. Rares sont pourtant les personnes à en avoir conscience. Mais tel n'est pas le seul biais d'accélération de l'histoire. Les changements récents ont des implications plus larges et plus profondes que les anciens, du fait de la rapidité avec laquelle ils se produisent. Pour ne prendre qu'un exemple, et malgré tout le chemin qui reste encore à parcourir, les opportunités offertes aux femmes comme les libertés dont elles jouissent dans la plupart des sociétés actuelles se sont accrues à une vitesse plus élevée ces dernières années que lors de tous les siècles précédents. L'égalité homme-femme n'est toujours pas une réalité (et, en certains lieux, elle n'est qu'une chimère), mais d'immenses progrès ont été accomplis en ce sens. On pourrait en dire autant de nombreux changements technologiques et matériels qui, pour développés qu'ils soient, sont loin de faire sentir tout leur potentiel.

L'histoire de ces dernières décennies, et des changements radicaux et rapides qu'elles ont engendrés, est assez différente de l'histoire plus ancienne, ce qui complique son intégration au sein du même fil narratif. Il faut changer d'équipement, mais également de point de vue. Il est parfois nécessaire de développer davantage pour comprendre l'influence particulière de tel ou tel fait, surtout quand il implique une évolution technique, pour analyser l'effondrement puis la reconstruction d'un système politique dans le contexte du premier véritable ordre économique mondial, ou pour mesurer le caractère irréversible ou non des décisions humaines sur la nature. Répondre à ces questions nécessite naturellement de se replonger dans une histoire plus ancienne. Mais, autrefois,

les implications profondes des événements ne se révélaient le plus souvent que très lentement, presque imperceptiblement. Aujourd'hui, elles se découvrent avec une rapidité déconcertante, ce qui complique encore la mise en perspective.

Et puis, il y a la chronologie, ce socle de l'histoire. L'idée que l'histoire connaît un tournant au milieu du XX^{e} siècle nous pousse à chercher des tournants, des virgules, des bornes chronologiques comme l'histoire nous en a offerts. L'année 1917 est-elle un tournant plus important que l'année 1989 ? Ce qui se passe en Mandchourie en 1931 a-t-il plus d'importance que ce qui se déroule en Allemagne en 1945 ? La réponse donnée aujourd'hui à cette question n'est pas nécessairement celle des prochaines décennies. Peut-être même qu'aucune de ces dates n'a plus de valeur que la découverte de l'ADN en 1953 ou que le lancement, en 1977, de l'Apple II, le premier ordinateur personnel. Dans la partie qui suit, nous avons tenté de tenir compte de ces problèmes, et de les rendre moins intimidants en exposant − assez longuement − les développements techniques et scientifiques les plus importants sur le long terme, ceux dont les effets se sont fait sentir pour les deux dernières générations. Ce n'est qu'après cela que nous reprenons le cours de notre histoire, en narrant ses principaux événements, regroupés en courtes périodes chronologiques. Nous espérons qu'ainsi pourront émerger les grands marqueurs de cette « histoire contemporaine » − ces moments où les événements auraient pu tourner autrement, si l'histoire n'était pas l'histoire et ne rendait pas certaines choses inéluctables.

Il y a certes des grandes tendances, que nous pouvons tenir pour certaines, et ce, avant même de commencer. La domination du monde par les Européens est terminée et nous pouvons peut-être donner à la période post-1945 le nom de « posteuropéenne ». Mais d'autres changements plus profonds doivent être pris en compte. Le monde est

un, comme il ne l'a sans doute jamais été (même si un historien l'a décrit comme « un monde divisible »). Voilà un changement radical, gigantesque et rapide. Une culture commune est en train de s'étendre, comme aucune avant elle, et, alors même que nous en prenons conscience, elle prend déjà une autre forme. Car cette culture a la plasticité pour caractéristique première, avec, bien souvent, des conséquences révolutionnaires. Il nous est plus difficile qu'à nos prédécesseurs de deviner ce que seront nos vies dans quelques décennies. Une plus grande interdépendance technologique et économique, et surtout une surabondance d'informations et de meilleurs moyens de les décoder l'expliquent pour l'essentiel. Tout ce qui se passe dans le monde peut désormais avoir des effets rapides ailleurs ; les dirigeants politiques en tiennent de plus en plus compte, qu'ils y soient poussés par idéologie, calcul ou peur. Parfois trop lentement, la plupart d'entre eux prennent la mesure des progrès accomplis. Par commodité, ces processus sont souvent évoqués comme des « modernisations » et leurs symptômes sont visibles sur toute la surface du globe, même quand ils n'apparaissent que sous la forme d'aspirations frustrées.

Durant la préhistoire, l'humanité est parvenue à se libérer de la nature par l'emploi de technologies primitives. Au cours des milliers d'années suivantes, elle a suivi des voies différentes et divergentes qui ont donné naissance à des modes de vie variés et créé des cultures et des civilisations individuelles et particulières. Il y a quelques siècles de cela, ces voies ont commencé à converger, sous l'impulsion de changements massifs en provenance de l'Europe. Nous avons aujourd'hui le sentiment que ces voies se rejoignent même si nous ne pouvons rien en dire de plus précis. Ce que nous comprenons aisément, en revanche, c'est que même l'histoire la plus récente doit être lue au regard d'une histoire plus ancienne.

XIV
Révolution dans les sciences et les perceptions

En 1974 se tient en Roumanie la première conférence mondiale sur la population ; les craintes de certains experts quant à l'accroissement démographique aboutissent au premier forum consacré par la race humaine à l'étude de son nombre. Au cours du quart de siècle qui suit, l'alarme succède à l'inquiétude ; on craint que le monde ne soit incapable de supporter le fardeau d'une population mondiale qui, estime-t-on, pourrait atteindre 10 milliards de personnes en 2050. Cette population qui, deux siècles et demi auparavant, avoisinait les 750 millions a vu son nombre doubler au cours des cent cinquante années qui suivaient pour atteindre 1,6 milliard en 1900. Il ne lui a fallu que cinquante ans pour y ajouter 850 millions d'individus ; en 1950, la population mondiale comptait 2,5 milliards d'individus. Vingt ans plus tard, elle comptera plus de 3,25 milliards d'individus, pour dépasser aujourd'hui les 7 milliards.

On peut encore affiner cette tendance. S'il a fallu environ cinquante mille ans à l'*Homo sapiens* pour atteindre le milliard d'individus (vers 1840), vingt ans ont suffi pour qu'il atteigne son septième milliard. En quelques décennies le nombre d'humains s'est accru pour atteindre son sommet historique en 1963, avec une croissance annuelle de 2,2 %. Un tel accroissement fit de nouveau craindre un désastre malthusien. Malthus lui-même avait pourtant déclaré : « Aucune estimation d'une population future, établie sur un taux de croissance en hausse ou en baisse,

ne peut être tenue pour fiable. » Nous ne savons pourtant pas ce qui pourrait changer cette tendance, qui se poursuit aujourd'hui. Certaines sociétés se sont lancées dans le contrôle de leurs populations. De tels efforts n'ont rien de très neuf. En certains lieux, l'avortement ou l'assassinat d'enfants à la naissance sont depuis longtemps des méthodes utilisées pour éviter une croissance de la population incompatible avec les ressources disponibles. Les nouveau-nés étaient abandonnés en pleine nature dans le Japon médiéval ; l'infanticide des filles était très répandu dans l'Inde du XIX^{e} siècle et fait son retour (ou est plus ouvertement pratiqué) dans la Chine des années 1980. La nouveauté, c'est que des gouvernements utilisent des ressources et leur autorité pour contrôler les naissances de manière plus humaine. Ils préfèrent prévenir que guérir − ou ne rien faire.

Dans les pays où le gouvernement fait de tels efforts, les réalités économiques et sociales entraînent des réponses variées, même après des avancées techniques et scientifiques indéniables. Au cours des années 1960, la pilule, nouvelle technique de contraception, se répand rapidement, changeant de manière radicale les comportements dans de très nombreux pays occidentaux ; elle demeure aujourd'hui encore largement inaccessible à des millions, voire des milliards, de femmes dans le monde. L'accroissement de la population, phénomène mondial, ne prend pas toujours la même forme et ne provoque pas les mêmes réponses. Si de nombreux pays extra-européens suivent le modèle de l'Europe du XIX^{e} siècle (chute du taux de mortalité et maintien du taux de natalité), il ne faudrait pas en conclure trop vite que tous vont connaître une chute de leur taux de natalité. Les dynamiques des croissances de population sont très complexes, reflets de l'ignorance, d'attitudes personnelles et sociales difficiles à mesurer, et davantage encore à manipuler.

La mortalité infantile est un indicateur grossier assez pratique pour mesurer la croissance démographique. Entre 1870 et 1970, le taux moyen passe d'environ 225 ‰ à 20 ‰ dans les pays développés ; en 2010, les chiffres respectifs de la Sierra Leone et de Singapour sont de 135 ‰ et 2 ‰. L'écart entre les pays riches et les pays pauvres s'accroît. L'espérance de vie varie énormément. Dans les pays développés, elle passe d'environ quarante ans à la naissance en 1870, à un peu plus de soixante-dix ans un siècle plus tard. Ce chiffre est d'ailleurs remarquablement uniforme. En 1987, il était ainsi de soixante-seize ans aux États-Unis, soixante-quinze au Royaume-Uni et soixante-dix en URSS (et est depuis redescendu à soixante-trois ans en Russie). Le contraste actuel est encore plus frappant. Le Japon est au sommet avec une espérance de vie de quatre-vingt-trois ans, et le Mozambique au plus bas, à un peu moins de quarante ans, un taux comparable à celui de la France en 1789 (la population du Mozambique est actuellement dévastée par une épidémie de sida).

Dans le futur immédiat, de telles disparités vont présenter de nouveaux problèmes. Au cours de la majeure partie de l'histoire, les populations s'apparentaient à des pyramides, avec un grand nombre de jeunes à la base et peu de vieux au sommet. Les sociétés développées ont une pyramide des âges qui s'apparente à une colonne ; la proportion de personnes âgées est bien plus grande qu'auparavant. Au Japon, moins de 15 % de la population ont moins de quinze ans. Dans les pays les plus pauvres, c'est le contraire : la moitié de la population du Niger a moins de quinze ans, ainsi qu'un tiers de celle de l'Inde. Parler d'une croissance globale de la population tend par conséquent à masquer des faits importants. La population du monde continue de s'accroître à un rythme phénoménal, mais pour des raisons différentes et avec des effets et des implications variés. En 2010, la population mondiale était

grossièrement répartie comme suit entre chaque continent :

Continent	Millions	% du total
Europe (Russie comprise)	733	10,61
Asie	4 167	60,31
Afrique	1 033	14,95
Amérique du Sud et Caraïbes	587	8,52
Amérique du Nord	351	5,09
Australasie et Océanie	36	0,52

La chute de la proportion de la population européenne ou originaire d'Europe dans la population mondiale (un quart) est frappante, signalant la fin des quatre siècles qui ont vu des émigrants européens quitter leur continent pour se répandre sur toute la surface du globe ; jusque dans les années 1920, l'Europe continue d'exporter sa population, notamment aux Amériques. Mais ce flux se tarit fortement avec les restrictions imposées à l'entrée aux États-Unis au cours de cette décennie, et le tarissement s'accélère avec la Grande Dépression. Il ne recouvrera jamais sa vigueur d'antan. L'immigration depuis les Caraïbes, l'Amérique centrale et du Sud et l'Asie augmente considérablement à la fin du XX^{e} siècle.

Si certains pays européens continuent d'envoyer des émigrants (au début des années 1970, les Britanniques quittent davantage leur pays que celui-ci n'accueille d'immigrés), ils attirent aussi, à partir des années 1950, des immigrés d'Afrique du Nord, de Turquie, d'Asie et des Antilles, qui viennent chercher un travail qu'ils ne trouvent pas chez eux. L'Europe est globalement devenue une importatrice de peuples. Mais les modèles actuels pourraient changer. La moitié de l'humanité vit en Asie et,

si la Chine et l’Inde représentent à elles seules 37 % de la population mondiale, les taux de croissance démographique responsables de ces chiffres commencent à décroître. Au Brésil, où la population s’accroissait au double du rythme de la population mondiale dans les années 1960, le taux a lui aussi chuté, même si la population brésilienne continue de croître. La différence entre l’Inde (2,8 enfants par femme en âge d’enfanter) et la Chine (1,5) est significative, mais le Niger, premier de la liste, est à 7,7 et la Lituanie et la Corée du Sud, derniers, sont à 1,2. La tendance générale est à une chute du taux. Il se situe aujourd’hui à la moitié de sa valeur de 1963.

S’il convient de ne pas généraliser outre mesure, il existe à notre époque une corrélation entre l’augmentation de la moyenne des salaires et la chute de la fertilité. Les familles font de nombreux enfants quand elles les tiennent pour une assurance vieillesse, ou quand le nombre de fils est source de prestige ou garantie de puissance. Quand la richesse s’accroît, les enfants nombreux sont perçus comme des ponctions inutiles des ressources. Les femmes qui travaillent en dehors du foyer sont enclines à faire moins d’enfants, quand elles ont la possibilité d’en décider (et, quand leur autonomie financière s’accroît, c’est généralement le cas). Ce qui surprend les historiens et les démographes, c’est la rapidité avec laquelle les modèles démographiques changent ; ce qui était tenu pour parole d’Évangile durant plusieurs générations peut changer du tout au tout en moins de dix ans. La position de l’Église catholique a été tenue pour responsable des taux de naissance élevés en Europe et en Amérique du Sud ; mais l’Italie n’a désormais plus qu’un taux de 1,3 enfant par femme et le Chili de 1,8. Les taux de fécondité les plus élevés dans le monde se trouvent aujourd’hui au sud du Sahara − la seule région qui peut encore se permettre de voir sa population s’accroître − tandis que de nombreux pays musulmans ne sont pas très loin derrière (3,8 pour

l’Irak et 3,4 pour la Jordanie). Cette croissance démographique ne peut qu’exercer, dans le futur, des pressions sur les ressources et la politique de ces États. Les pays dont la population décline rapidement vont également connaître des difficultés. De nombreux pays européens vont devoir compter sur l’immigration pour s’occuper des personnes âgées si la tendance ne se renverse pas, et dans certains le taux de natalité est si bas qu’il sera difficile de l’inverser. En Chine, la politique contrainte de l’enfant unique est passée de la bénédiction à la malédiction − car, si sa population s’accroît toujours, la démographie assure peu ou prou que la Chine sera vieille avant d’être riche. Pis, c’est la portion la plus pauvre de la population qui fait le plus d’enfants et les classes moyennes urbaines qui respectent le plus la politique officielle.

L’urbanisation est l’autre aspect fondamental du changement pour les populations. À la fin du XX^{e} siècle, la moitié de l’humanité vit dans des villes, devenues l’habitat typique de l’*Homo sapiens*. Il s’agit là d’un changement historique remarquable, qui indique que les villes ont perdu leur pouvoir de destruction. Par le passé, des taux de mortalité élevés nécessitaient un arrivage constant d’immigrants venus des campagnes pour que la population urbaine reste stable. Au XIX^{e} siècle, les habitants des villes de certains pays commencent à se reproduire en nombre suffisant pour que les cités s’accroissent de manière organique. Les résultats sont frappants ; on ne compte plus les villes dont la population est littéralement impossible à dénombrer. Calcutta a un million d’habitants en 1900, et en compte désormais plus de quinze fois plus ; Mexico ne comptait que 350 000 habitants en 1900, et plus de 20 millions en l’an 2000. La longue durée offre d’autres perspectives. En 1700, le monde ne compte que cinq villes de plus d’un demi-million d’habitants ; en 1900, elles sont 43 ; aujourd’hui, le Brésil à lui seul compte sept villes de plus d’un million d’habitants. Les progrès sanitaires et les

mesures publiques d'hygiène ont fait des progrès moins rapides dans certains pays et n'ont pas permis partout de telles évolutions ; la vague de l'urbanisation est donc loin d'être terminée. Les dynamiques de population et d'urbanisation nécessitent une augmentation massive des ressources. Des millions de personnes sont mortes de faim, mais le désastre mondial malthusien n'a pas eu lieu, car plus nombreuses sont celles qui ont survécu. Si la planète n'était pas en mesure de nourrir l'humanité, cette dernière serait moins nombreuse. Combien de temps ce système peut-il perdurer est une autre question. Les experts estiment que nous pourrons encore un certain temps continuer de produire de la nourriture pour une population croissante. Il s'agit certes de spéculations, mais l'existence d'un espoir si répandu interroge l'historien sur ce qu'il dit d'un monde où ce que chacun croit possible joue un grand rôle dans ce qui finit par advenir. Cet espoir n'a rien d'infondé. Il s'appuie sur l'un des faits économiques majeurs de l'histoire moderne, et tout particulièrement de la seconde moitié du XX^{e} siècle : une production de richesse sans précédent.

Les lecteurs de cet ouvrage ont sans nul doute été confrontés à de terribles images de famine et de privations sur leurs écrans de télévision. Pourtant, depuis 1945 et dans la moitié du monde, la croissance économique continue est, pour la première fois, tenue pour acquise. Elle est devenue la « norme », malgré ses nombreux hoquets et interruptions. Tout ralentissement du taux de croissance, comme celui auquel nous assistons depuis 2008, provoque une inquiétude. En termes bruts, la croissance économique a pourtant joué un rôle majeur là où les inégalités et un taux de fécondité important continuaient de maintenir la majeure partie de la population dans la pauvreté. Étant donné la vision du monde qui était la nôtre en 1939, ce simple fait peut être tenu pour une révolution.

Mais cette croissance ne commence pas au cours des décennies qui suivent la Deuxième Guerre mondiale, tenues pour un âge d'or par certains. Les antécédents de cet accroissement démesuré de création de richesse, qui est parvenue à soulager l'humanité du fardeau de sa croissance démographique, sont plus anciens. Un être humain d'aujourd'hui dispose, en moyenne, d'une richesse neuf fois supérieure à celle d'un être humain moyen en 1500. Certains économistes ont calculé que le produit intérieur brut (PIB) du monde actuel est 185 fois plus élevé qu'en 1500. Cette estimation est naturellement sujette à caution : il est difficile d'évaluer la « valeur » de nouveaux produits ; le PIB doit être partagé par une population plus grande et − dans certains pays au moins − est très inégalement distribué.

Evolution du PIB par habitant en dollars

Pays	1900	2010
Brésil	678	10 816
Chine	545	4 382
France	3 851	40 706
Royaume-Uni	4 492	36 000
Etats-Unis	4 091	46 800
Inde	599	1 370
Allemagne	2 895	40 274
Japon	1 135	42 783

Richesse et population tendent à s'accroître de concert jusqu'au XIX^{e} siècle, moment où certaines économies commencent à se développer plus rapidement que les autres. Dès le début du XX^{e} siècle, une intensification de la

création de richesse est déjà en cours qui, mise à mal par deux guerres mondiales et les bouleversements causés par la Grande Dépression des années 1930, reprend après 1945. Elle n'a pour ainsi dire pas cessé depuis. Malgré d'immenses disparités et des replis dans certains pays, la croissance économique est bien davantage répandue qu'autrefois.

Les chiffres indiqués plus haut doivent être interprétés avec précaution − ils peuvent changer rapidement − mais donnent une idée de la manière dont le monde s'est enrichi en l'espace d'un siècle. Reste qu'une immense partie de la population continue de vivre dans un dénuement extrême. Malgré leur bond économique récent, la Chine et l'Inde demeurent des pays pauvres en termes de salaires. Les plus pauvres sont encore frappés par les fléaux de la guerre ou des épidémies qui se greffent bien souvent sur des situations difficiles. En 2010, le Burundi avait un PIB par habitant de 192 dollars et l'Afghanistan, de 362 dollars.

Cette création de richesse, la longue période de paix entre les grandes puissances y contribue pour une large part. Depuis 1945, les conflits sanglants, localisés ou embryonnaires, n'ont pas manqué et des millions d'hommes et de femmes en sont morts. Les grandes nations ont livré le plus souvent bataille par procuration, sans provoquer de destructions humaines et matérielles de l'ampleur de celles des deux guerres mondiales. Les rivalités internationales qui donnaient corps à ces tensions ont souvent stimulé les activités économiques dans de nombreux pays. Elles ont donné lieu à de nombreuses avancées technologiques et drainé des investissements ou des transferts majeurs de capitaux pour des raisons politiques, dont certains ont entraîné d'authentiques accroissements de richesse.

Le premier exemple de ces transferts est naturellement celui du plan Marshall, qui rend possible la reconstruction européenne à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale. C'est qu'en 1945, les États-Unis ont des moyens dont ils ne

disposaient pas en 1918. L'énorme expansion de leur économie durant la guerre leur a permis de sortir définitivement de la Grande Dépression, aidés par leur éloignement géographique ; l'Amérique n'est pas frappée sur son sol. Le déploiement de la puissance économique américaine est le fruit des circonstances (la guerre froide joue également son rôle). La suite des événements donne raison aux dirigeants et aux hommes d'affaires américains, qui savent saisir les occasions quand elles se présentent ; durant longtemps, les États-Unis sont de toute façon les seuls à pouvoir fournir une telle masse de capitaux. Avant même la fin de la guerre, l'aide américaine voit des hommes de différentes nations mettre en place des institutions capables de réguler l'économie mondiale afin d'éviter d'en revenir au chaos des années 1930. La reconstitution de l'économie mondiale débute donc avant 1945, grâce aux efforts entrepris durant la guerre et qui vont donner naissance au Fonds monétaire international, à la Banque mondiale et à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). La stabilité économique que ces outils offrent au monde non communiste d'après 1945 permet deux décennies de croissance du commerce mondial avec une croissance proche de 7 % par an, même s'il faut attendre la fin de la guerre froide pour que le commerce mondial atteigne son niveau d'avant 1914. Entre 1945 et les années 1980, le niveau moyen des tarifs douaniers sur les produits manufacturés passe de 40 à 6 %, et le commerce mondial est multiplié par cinq.

Sur le long terme, scientifiques et ingénieurs contribuent également à la croissance économique, de manière moins formelle et souvent moins visible. Les applications des connaissances scientifiques à la technologie, ainsi que les améliorations et rationalisations des processus et des systèmes à des fins d'efficacité sont déjà nombreuses avant 1939. Elles prennent une tout autre ampleur et exercent une influence plus grande encore après 1945. Ce qu'elles

produisent dans le monde agricole, où des améliorations avaient déjà eu lieu bien avant que l'industrialisation ne soit un phénomène reconnu, en offre un bon exemple. Durant des milliers d'années, des fermiers ont amélioré leurs revenus en appliquant des méthodes anciennes, en défrichant et en cultivant de nouvelles terres. Nombre d'entre elles pourraient ainsi voir leurs rendements améliorés avec un investissement approprié. Si beaucoup a été fait ces vingt dernières années pour mettre des friches en culture, même dans des pays très peuplés comme l'Inde, cela n'explique pas comment la production agricole mondiale a ainsi explosé. Cette accélération n'est que la conséquence de la révolution industrielle, qui débute en Europe au début de l'ère moderne, bien que visible depuis le XVII^{e} siècle. Deux cent cinquante ans plus tard, la science appliquée vient tout révolutionner.

Bien avant 1939, le blé est introduit sur des terres où, pour des raisons climatiques, il n'avait pas été cultivé jusque-là. Les généticiens ont donné en effet naissance à de nouveaux plants de céréales, une des premières contributions de la science à l'agriculture allant bien au-delà des « améliorations » plus ou moins hasardeuses des siècles précédents ; ce n'est que bien plus tard que la modification génétique des plantes va s'attirer des critiques. Les engrais chimiques améliorés (les premiers sont disponibles au XIX^{e} siècle) participent également à l'amélioration du rendement et permettent de nourrir une population mondiale en pleine expansion. Un taux jusqu'alors inégalé de remplacement du nitrogène dans les sols explique l'augmentation massive des récoltes dans les pays européens. Mais le coût énergétique est immense, et les craintes relatives aux conséquences écologiques s'expriment pour la première fois dans les années 1960. De meilleurs engrais chimiques sont alors complétés par des herbicides et des pesticides, tandis que l'utilisation de machines agricoles s'accroît dans les pays développés.

En 1939, l’Angleterre dispose de l’agriculture la plus mécanisée au monde en termes de puissance motrice à l’hectare ; la majorité des agriculteurs anglais continuent cependant de travailler avec des chevaux et les moissonneuses-batteuses (courantes aux États-Unis) sont rares. Mais les champs ne sont pas les seuls à se mécaniser. L’arrivée de l’électricité voit la naissance de la traite automatique, du séchage des grains, le battage mécanique, le chauffage dans les étables l’hiver. Aujourd’hui, l’informatique et les automatisations réduisent encore la dépendance envers le travail humain ; dans le monde développé, le nombre d’agriculteurs ne cesse de chuter, tandis que la production à l’hectare fait des bonds et que les semences génétiquement modifiées promettent de meilleures récoltes encore.

Malgré cela, les paysans sont bien plus nombreux dans le monde d’aujourd’hui qu’en 1900, en raison de l’accroissement démographique. La portion de terres qu’ils cultivent et la valeur des semences produite ont diminué. Les 2 % d’agriculteurs qui vivent dans les pays développés produisent environ 50 % de la nourriture mondiale. En Europe, le paysan disparaît, comme il avait disparu en Grande-Bretagne deux cents ans auparavant. Mais ce changement est inégal, et facilement perturbé : la Russie a beau être, traditionnellement, une grande économie agricole, elle connaît des famines si sévères jusqu’en 1947 que des cas de cannibalisme sont enregistrés.

Les disettes sont toujours un danger dans les pays avec une population importante et croissant rapidement, quand l’agriculture de subsistance est la norme et que la productivité demeure basse. Peu avant la Première Guerre mondiale, les récoltes britanniques de blé par hectare sont déjà 2,5 fois supérieures à celles de l’Inde ; en 1968, elles sont 5 fois supérieures. Au cours de la même période, les Américains passent de 1,6 à 4,8 tonnes à l’hectare, quand la production de la Birmanie, l’ancien « bol de riz de

l’Asie », passe de 1,53 à 1,69 tonne. En 1968, un travailleur agricole égyptien peut fournir de la nourriture pour un peu plus d’une famille, tandis qu’en Nouvelle-Zélande un employé de ferme en produit pour 40 personnes. Et, même si le rendement des récoltes augmente dans certains pays du monde en développement au début du XXIe siècle, la plupart des pays d’Afrique et d’Asie ont des taux de rendement dramatiquement faibles.

Les pays économiquement avancés dans d’autres secteurs sont généralement ceux dont la productivité agricole est la plus grande. Les pays plus pauvres ne parviennent alors pas à produire des récoltes à un coût inférieur à celui des grands pays industrialisés. Paradoxe des paradoxes : Russes, Indiens et Chinois, énormes producteurs de céréales et de riz, en viennent à en acheter aux États-Unis ou au Canada. Les disparités entre les pays développés et sous-développés se sont énormément creusées en quelques décennies. La moitié de l’humanité consomme les 6/7 de la production mondiale ; l’autre moitié se partage le reste. Les États-Unis sont de loin le plus gros consommateur. En 1970, les Américains, qui représentent environ 6 % de la population mondiale, consomment 40 % de la production de pétrole. Ils consomment également un quart de tonne de papier par personne ; en Chine, cette même consommation s’élève à 10 kilogrammes. L’énergie électrique utilisée en une année par la Chine aurait à peine suffi, disait-on, à alimenter les climatiseurs aux États-Unis. La production électrique est d’ailleurs l’un des meilleurs points de comparaison, car elle est rarement exportée et généralement consommée dans le pays producteur. À la fin des années 1980, les États-Unis produisent 40 fois plus d’électricité par habitant que l’Inde, 23 fois plus que la Chine, mais seulement 1,3 fois plus que la Suisse.

Dans presque toutes les parties du monde, l’écart entre les nations riches et les nations pauvres grandit depuis 1945, non parce que les pauvres s’appauvrissent, mais

parce que les riches s'enrichissent. Les seules exceptions se situent dans des pays comparativement riches (au vu de la pauvreté dans le monde), en URSS et dans les pays d'Europe de l'Est, où une gestion calamiteuse et les exigences d'une économie dirigée entraînent des taux de croissance plus faibles, voire pas de croissance du tout. Ces exceptions mises à part, l'accélération spectaculaire de la production (entre 1952 et 1970, certains pays d'Asie voient leur production agricole s'accroître proportionnellement bien plus vite que celle de l'Europe et bien davantage que celle de l'Amérique du Nord) ne parvient qu'occasionnellement à réduire l'écart entre les pays pauvres et riches, en raison des inégalités et de la croissance des populations, les pays riches étant, de toutes les manières, partis de plus haut.

Si le classement des pays peut changer, ceux qui disposaient des niveaux de vie les plus élevés dans les années 1950 sont les mêmes aujourd'hui (certains pays d'Asie les ont rejoints) : ce sont les grands pays industriels. Leurs économies sont les plus riches par habitant et leur exemple pousse les pays plus pauvres à chercher le salut dans la croissance, souvent confondue avec l'industrialisation. Les grandes économies industrielles de notre époque ne ressemblent guère à celles qui les ont précédées au XIX^{e} siècle : les anciennes et lourdes industries manufacturières, longtemps épines dorsales de la puissance économique, ne suffisent plus à la mesurer efficacement.

Les industries anciennes déclinent dans les pays développés. Des trois grands producteurs d'acier en 1900, seuls les deux premiers (États-Unis et Allemagne) font encore partie du top 5 quatre-vingts ans plus tard, mais à la 3^{e} et à la 4^{e} place ; le Royaume-Uni (3^{e} en 1900) arrive 10^{e} sur ce même tableau mondial − avec l'Espagne, la Roumanie et le Brésil sur ses talons. De nos jours, la Pologne produit davantage d'acier que les États-Unis un

siècle auparavant. De nouvelles industries ont trouvé un environnement plus favorable à la croissance dans certains pays en voie de développement que dans de vieilles nations. C'est ainsi qu'en 2010 le peuple de Taïwan jouissait d'un PIB par habitant 14 fois supérieur à celui de l'Inde, tandis que celui de la Corée du Nord lui était 15 fois inférieur.

La croissance économique de la seconde moitié du XX^{e} siècle s'appuie souvent sur des secteurs − l'électronique ou le plastique en sont deux excellents exemples − qui n'existaient qu'à peine avant 1945, ainsi que sur de nouvelles sources d'énergie. Au XIX^{e} siècle, le charbon a remplacé la force hydromotrice et le bois comme principale source d'énergie industrielle ; avant 1939, il est rejoint par l'hydroélectricité, le pétrole et le gaz naturel ; l'énergie générée par la fission nucléaire s'y est ajoutée. La croissance industrielle augmente le niveau de vie au fur et à mesure que le coût des énergies baisse, ainsi que celui de leur transport. Une innovation est, en la matière, d'une importance cruciale : en 1885, le premier véhicule à combustion interne est opérationnel, un véhicule dans lequel l'énergie produite par la chaleur est utilisée pour mouvoir un piston dans le cylindre d'un moteur au lieu d'être transmise par de la vapeur provenant d'une chaudière avec une flamme extérieure. Neuf ans plus tard naît la première machine à quatre roues, fabriquée par la compagnie française Panhard, ancêtre de la voiture moderne. La France, avec l'Allemagne, domine la production de voitures au cours de la décennie qui suit, mais ces engins demeurent des jouets de riches. Nous sommes à la préhistoire de l'automobile, dont l'histoire commence en 1907 quand Henry Ford, un Américain, monte une ligne de production pour son célèbre « Modèle T ». Cette voiture s'adresse à un marché de masse et son prix est bas. En 1915, un million de voitures Ford sont fabriquées chaque année et, en 1926, le Modèle T ne coûte

plus que 300 dollars (soit environ 3 000 euros actuels). C’est un immense succès commercial.

Mais c’est aussi une révolution économique et sociale. Ford change le monde. En donnant aux masses l’accès à un bien autrefois considéré comme un luxe et une mobilité dont aucun millionnaire ne bénéficiait cinquante ans auparavant, il a un impact aussi grand que l’arrivée du chemin de fer. Cette production de masse dépasse les frontières américaines, avec d’énormes conséquences, dont la naissance d’une industrie automobile mondiale, dominant souvent tous les autres secteurs industriels domestiques et permettant une intégration internationale à large échelle ; en 1980, les huit plus grands fabricants de voitures fabriquent trois voitures sur quatre dans le monde. L’industrie automobile stimule par ailleurs de larges investissements dans d’autres secteurs ; au début du XXIe siècle, la moitié des robots employés par l’industrie sont soudeurs dans les usines automobiles, tandis qu’un quart peignent des carrosseries. Sur une période similaire, la production de voitures a énormément stimulé la production de pétrole. De nombreuses personnes commencent à travailler dans la distribution de carburant et les services aux automobilistes. Les constructions de routes deviennent des préoccupations majeures pour les gouvernements, comme elles ne l’avaient pas été depuis l’Empire romain.

Ford, comme de nombreux grands révolutionnaires, utilise les idées d’autres à son propre profit, mais il transforme les lieux de production. Imitant son exemple, d’autres industriels installent des chaînes d’assemblage, qui deviennent la norme de production des produits manufacturés. Sur celles inventées par Ford, la voiture se déplace lentement d’un ouvrier à un autre. Chacun d’entre eux effectue, dans le temps minimal nécessaire, une tâche précisément définie et généralement simple pour laquelle il (et, plus tard, elle) est qualifié. Rapidement, de bonnes

âmes déplorent les effets psychologiques du travail à la chaîne sur les ouvriers, mais Ford, ayant pleinement conscience du caractère ennuyeux de ce travail, les rémunère très bien (ce qui leur permet de surcroît d'acheter les voitures qu'ils produisent). Ford offre par ce biais sa deuxième contribution à un autre changement social fondamental, avec des répercussions culturelles incalculables : nourrir la prospérité en augmentant le pouvoir d'achat et donc la demande.

Certaines chaînes d'assemblage sont aujourd'hui intégralement contrôlées par des robots. C'est dans le champ très étendu des « technologies de l'information », la science visant à concevoir, construire, manipuler et gérer des machines électroniques traitant des informations, que s'est produit le plus grand changement technologique au sein des sociétés industrielles après 1945. Dans l'histoire des technologies, rares ont été les vagues d'innovations à avoir déferlé si vite. Des machines utilisées à des fins militaires durant la Deuxième Guerre mondiale sont, quelques décennies plus tard, diffusées dans des services et des processus industriels. La diffusion des « ordinateurs », processeurs de données électroniques, dont le premier apparaît en 1945, en est le meilleur exemple. La croissance rapide de ces machines, en termes de puissance, de vitesse, de réduction de taille et d'amélioration de l'ergonomie, permet une croissance exponentielle du nombre d'informations traitées, et de la rapidité avec laquelle elles le sont.

Ces changements quantitatifs provoquent des changements qualitatifs. Des opérations techniquement infaisables en raison de la masse de données à traiter deviennent possibles. L'activité intellectuelle n'a jamais connu pareille accélération. Et, tandis que la puissance des ordinateurs connaît une croissance démesurée, leur prix et leur taille vont en se réduisant, tandis qu'ils sont plus aisément disponibles. En moins de trente ans, une « puce »

de la taille d'une carte de crédit est capable d'effectuer la tâche d'une machine qui, auparavant, occupait l'espace d'une salle de séjour. En 1965, on observait que la puissance du processeur d'une puce doublait tous les dix-huit mois ; les 2 000 transistors environ que contenait une puce il y a trente ans sont aujourd'hui des millions. Et les effets de cette transformation ont été exponentiels, dans tous les domaines d'activités humaines, de la monnaie à l'armement en passant par les études ou la sexualité.

Les ordinateurs ne sont naturellement qu'un aspect de la longue histoire du développement et des innovations de tous types en matière de communication, qui commence par les progrès dans le déplacement physique et mécanique d'objets solides − les biens et les personnes. Les grandes réussites du XIX^{e} siècle sont l'utilisation de la vapeur pour se déplacer sur terre comme sur mer, l'invention de l'électricité et du moteur à combustion interne. Dans les airs, aux ballons succèdent les premiers dirigeables un peu avant 1900, mais ce n'est qu'en 1903 qu'a lieu le premier vol d'un humain dans un engin « plus lourd que l'air », dont la portance ne provient pas d'un gaz plus léger que l'air. C'est là le début d'une nouvelle ère du transport physique ; cent ans plus tard, la valeur des marchandises transitant par le plus grand aéroport londonien est supérieure à la valeur de tous les biens transitant par n'importe lequel des ports britanniques. Des millions de personnes empruntent régulièrement l'avion, pour le travail ou pour les loisirs, et le vol aérien a donné à chaque individu une maîtrise de l'espace difficilement imaginable au début du siècle précédent.

La communication d'information a alors déjà connu une autre révolution, avec la séparation du flux d'information de toute connexion physique entre la source et le signal. Au milieu du XIX^{e} siècle, les poteaux du télégraphe sont courants le long des lignes de chemin de fer et la connexion du monde entier par voie de câbles sous-marins est déjà

enclenchée. Les liens physiques sont encore primordiaux. C'est alors qu'Heinrich Hertz découvre les ondes électromagnétiques et, en 1900, des scientifiques commencent à se pencher sur la possibilité d'envoyer des messages « sans fil ». L'émetteur et le récepteur n'ont désormais plus besoin d'être physiquement connectés. C'est en 1901, première année d'un nouveau siècle profondément marqué par cette invention, que Marconi envoie le premier message radio à travers l'Atlantique. Trente ans plus tard, des millions de possesseurs de récepteurs radio cessaient de penser qu'il fallait ouvrir les fenêtres pour que les ondes leur parviennent et des systèmes très développés de radiodiffusion existaient dans tous les grands pays. En 1936, la BBC lance le premier programme télévisé de l'histoire ; vingt ans plus tard, ce média est courant dans les sociétés industrielles de pointe et est aujourd'hui couramment répandu dans le monde. Comme l'avènement de l'imprimerie, la naissance de ce nouveau média a des implications qui doivent être replacées dans le contexte du développement des communications à l'ère moderne. Les conséquences sont incalculables, malgré leur apparente neutralité politique et sociale, ou plutôt leur dualité. La télégraphie et la radio rendent l'information plus rapidement accessible, ce qui est un avantage tant pour le gouvernement que pour l'opposition. Les ambiguïtés de la télévision apparaissent plus vite encore. Ses images peuvent exposer au regard de centaines de millions de personnes des choses que les gouvernements souhaitent voir dissimulées, mais la télévision peut aussi façonner les opinions dans les intérêts de ceux qui la contrôlent. Internet, dernière conquête majeure en matière de technologie de l'information, offre également des possibilités ambiguës. Né en 1969 sous la forme de l'Arpanet − développé par l'Agence des projets de recherche avancée du Département de la Défense américain −, Internet a 2 milliards d'utilisateurs réguliers

en 2010, la plupart dans les pays en développement. À cette date, il a déjà révolutionné les marchés mondiaux et influence la politique des États, tant dans les démocraties que dans les pays autoritaires. Il a donné naissance à de profonds changements politiques et même à des révolutions. L'e-commerce − l'achat et la vente de biens et de services par Internet − est devenu une part majeure du commerce aux États-Unis au début des années 2000, où des compagnies comme Amazon ou eBay font partie des plus riches et des plus influentes du marché. En 2005, les messages électroniques remplacent la poste comme outil de communication préféré des Américains, des Européens et d'une partie de l'Extrême-Orient. Dans l'intervalle, une énorme partie de la capacité toujours plus rapide de transfert d'Internet est utilisée pour regarder des films pornographiques ou jouer à des jeux vidéo en ligne. Malgré cela, les différences sociales entre ceux qui passent l'essentiel de leur temps en ligne et ceux qui n'ont pas accès à Internet s'accroissent rapidement.

En 1950, l'industrie moderne dépend déjà de la science et des scientifiques, directement ou indirectement, de manière plus ou moins évidente et plus ou moins admise. Surtout, la transition entre science fondamentale et produit fini est d'une grande rapidité et s'accélère dans la plupart des domaines technologiques. La généralisation substantielle de l'automobile, une fois assimilé le principe de la combustion interne, prend environ cinquante ans ; la puce électronique précède de moins de dix ans l'apparition d'ordinateurs portables. Le progrès technologique demeure le premier moyen permettant à la majorité des humains de réaliser les progrès de la science. Mais cette dernière modifie leur vie de manières différentes. Au XIX^{e} siècle, la plupart des résultats pratiques de la science sont des produits dérivés de la curiosité scientifique, et sont parfois accidentels. À partir de 1900, certains scientifiques comprennent que des recherches conscientes et orientées

ont un intérêt. Vingt ans plus tard, de grandes compagnies industrielles commencent à considérer la recherche comme un domaine d'investissement. Certains départements de recherche industrielle finissent par devenir des compagnies à part entière, en pétrochimie, plastique, électronique ou médecine biochimique.

De nos jours, le citoyen ordinaire d'un pays développé ne peut décemment pas vivre sans s'appuyer sur des sciences appliquées. Ce caractère omniprésent, qui s'ajoute à celui parfois stupéfiant de certaines de ces avancées, explique largement la reconnaissance croissante dont bénéficie la science. L'argent en est le mètre-étalon. Le Cavendish Laboratory de l'université de Cambridge, où les premières expériences fondamentales en physique nucléaire sont effectuées avant 1914, dispose alors d'un budget annuel de 300 livres, soit environ 1 200 euros actuels. Quand, au cours de la guerre de 1939-1945, Britanniques et Américains décident qu'un effort de guerre majeur doit être entrepris pour produire des armes nucléaires (le « projet Manhattan »), les sommes qui lui sont allouées dépassent, selon les estimations, toutes celles investies dans la recherche scientifique depuis les débuts de l'humanité.

Ces sommes − et les factures vont encore grimper dans les années de la guerre froide − témoignent d'un autre changement : l'importance accordée à la science par les gouvernements. Après avoir fait, durant des siècles, l'objet de financements occasionnels, elle devient un sujet de préoccupation politique pour le pouvoir.

Seuls les États sont d'ailleurs en mesure de financer certaines recherches effectuées depuis 1945. Ces programmes visent pour la plupart à fabriquer de meilleures armes, ce qui explique les énormes investissements scientifiques de l'URSS et des États-Unis. La participation et l'intérêt croissants des gouvernements n'ont pourtant pas fait de la science un domaine plus nationaliste, au contraire. Si la tradition des

communications internationales entre scientifiques constitue le plus bel héritage de la première grande ère de la science, au XVII^{e} siècle, même sans elle la science continuerait de transcender les frontières nationales pour des raisons purement théoriques et techniques.

Une fois encore, le contexte historique est complexe et profond. Avant 1914, les frontières entre les sciences individuelles, qui forment pour certaines des champs d'études spécifiques depuis le début du XVII^{e} siècle, tendent à se brouiller et à disparaître. Mais les implications de cette évolution apparaissent plus tardivement. Malgré les immenses progrès enregistrés par les chimistes et les biologistes au cours du XVIII^{e} et du XIX^{e} siècle, ce sont les physiciens qui changent le plus la carte du XX^{e} siècle. James Clerk Maxwell, premier professeur de physique expérimentale à Cambridge, publie durant les années 1870 des travaux dans lesquels il résout, grâce à l'électromagnétisme, des problèmes demeurés ignorés par les physiciens newtoniens. L'œuvre théorique de Maxwell et ses recherches expérimentales affectent profondément la vision selon laquelle l'Univers obéit à des lois naturelles, régulières et découvrables, d'une espèce quasi mécanique, et qu'il est constitué de matières indestructibles, combinées et arrangées de manières variées. La découverte des champs électromagnétiques vient bouleverser cette vision, par les possibilités technologiques qu'ils offrent, et fascine rapidement les scientifiques comme les profanes.

L'œuvre cruciale qui va suivre et fonder la théorique physique moderne est accomplie entre 1895 et 1914 par Röntgen, qui découvre les rayons X, Becquerel, qui découvre la radioactivité, Thomson, qui identifie l'électron, les Curie, qui isolent le radium, et Rutherford, qui se penche sur la structure de l'atome. Ces scientifiques nous donnent à voir le monde physique d'un tout autre œil. Au lieu d'amas de matière, l'Univers ressemble de plus en plus

à un agrégat d'atomes, de petits systèmes solaires de particules maintenues ensemble par des forces électriques. Ces particules semblent se comporter d'une manière qui brouille la distinction entre la matière et les champs électromagnétiques. Surtout, ces agencements de particules ne sont pas fixes, un ordonnancement pouvant céder la place à un autre, permettant à des éléments de se transformer. Les travaux de Rutherford sont décisifs ; il établit que les atomes sont fissibles, car composés d'un système de particules, ce qui signifie que la matière, même à ce degré fondamental, peut être manipulée. Deux particules sont rapidement identifiées : le proton et l'électron ; il faut attendre 1932 pour que Chadwick découvre le neutron. Le monde scientifique dispose dès lors d'une vision globale de la structure de l'atome. Si, jusqu'en 1935, Rutherford peut affirmer que la physique nucléaire n'aura jamais d'implications pratiques, personne ne se presse pour le contredire. Cette œuvre expérimentale radicale ne fournit pas immédiatement un cadre théorique susceptible de remplacer le cadre newtonien. Il faut attendre pour cela une longue révolution théorique, qui débute à la fin du XIX^{e} siècle et culmine dans les années 1920. Elle se concentre sur deux types distincts de problèmes, ce qui va donner naissance aux travaux sur la « relativité » et la « théorie quantique ». Ses pionniers sont Max Planck et le plus grand scientifique du XX^{e} siècle, sans doute, Albert Einstein. En 1905, ces deux hommes ont déjà apporté la démonstration expérimentale et mathématique que les lois du mouvement de Newton sont inadéquates pour expliquer un fait désormais incontestable : que les transferts d'énergie dans le monde matériel ne prennent pas la forme d'un flux continu mais de petits sauts − des « quanta », comme on les appelle. Planck démontre qu'une chaleur radiante (comme celle du Soleil) n'est pas, comme la physique newtonienne le pensait, émise en continu ; et il affirme que c'est le cas de toutes les autres transactions

énergétiques. Einstein affirme quant à lui que la lumière ne transite pas de manière continue, mais en particules. Si d'autres travaux vont être conduits au cours des vingt années suivantes, la contribution de Planck est celle dont les effets sont les plus profonds et les plus troublants. Les bases de la pensée de Newton sont ébranlées, mais rien ne peut alors les remplacer.

Après son travail sur les quanta, Einstein publie en 1905 l'œuvre pour laquelle il est, inexplicablement, le plus connu, sur la théorie de la relativité. Il y démontre, pour l'essentiel, que les distinctions traditionnelles entre l'espace et le temps et la masse et l'énergie ne tiennent plus. Il s'agit là d'une révolution scientifique, mais ses implications ne sont pas immédiatement saisies. S'éloignant de la physique en trois dimensions de Newton, Einstein attire l'attention de l'humanité sur la notion de « continuum espace-temps », dans lequel les interactions entre l'espace, le temps et le mouvement peuvent être analysées. Cette théorie est rapidement corroborée par des observations astronomiques que la cosmologie newtonienne ne pouvait expliquer, mais qui peuvent se comprendre dans le cadre défini par Einstein. Une des conséquences les plus étranges et les moins anticipées des travaux sur lesquels il fonde sa théorie est sa démonstration sur la relation entre la masse et l'énergie, formulée « $E = mc^2$ », où E est l'énergie, m la masse et c la vitesse constante de la lumière. L'importance et la précision de cette formulation théorique ne seront pas comprises avant de nouvelles avancées en physique nucléaire. Il devient alors clair que l'énergie de la masse convertie en énergie de la chaleur par la fission des noyaux correspond à cette formule. Chacun tente de comprendre ces découvertes. On tente de réécrire les lois de la physique, sans y parvenir avant 1926, lorsqu'une nouvelle percée théorique donne un cadre mathématique aux observations de Planck et à la physique nucléaire. La réussite de

Schrödinger et Heisenberg, les deux mathématiciens responsables de cette avancée, est si éclatante qu'il semble alors que la mécanique quantique pourrait permettre d'expliquer toutes les sciences. Le comportement des particules d'atomes observé par Rutherford et Bohr peut à présent s'expliquer. D'autres développements de leurs travaux permettent la découverte de nouvelles particules, notamment du positron, identifié dans les années 1930. La découverte de nouvelles particules se poursuit. La mécanique quantique semble avoir inauguré une nouvelle ère de la physique.

Au milieu du siècle, c'est bien plus qu'un simple concept de lois générales qui vient de disparaître (il demeure d'ailleurs vrai que, pour les applications les plus pratiques, la physique newtonienne suffit amplement). Grâce à la physique, la notion même de loi scientifique générale est remplacée par le concept de probabilité statistique du meilleur résultat possible. L'idée et le contenu de la science changent. Les frontières entre les sciences s'effondrent sous les coups de boutoir des nouvelles connaissances rendues accessibles par de nouvelles théories et de nouveaux instruments.

Les grandes divisions traditionnelles de la science deviennent soudain difficiles à cerner. Les appariements nés de l'importation de théories physiques en neurologie, ou de théories mathématiques en biologie, empêchent souvent d'atteindre ces synthèses des connaissances qui constituaient le rêve du XIX^{e} siècle, et la vitesse d'acquisition de nouvelles connaissances (en quantités telles que seuls des ordinateurs peuvent les traiter) s'accélère encore. De telles considérations n'entament pourtant pas le prestige des scientifiques, ni la foi placée en eux comme représentants du meilleur espoir de l'humanité. Les doutes, quand ils naissent, ont d'autres sources que l'incapacité des scientifiques à produire une théorie générale aussi intelligible que l'était celle de

Newton. Et les avancées se poursuivent dans tous les domaines scientifiques.

Dans une certaine mesure, le témoin passe, après 1945, dans la main des sciences biologiques, ou « sciences de la vie ». Leur succès a, une fois encore, des racines profondes. L'invention, au XVII^{e} siècle, du microscope a permis de révéler l'organisation des tissus en unités distinctes, les cellules. Au XIX^{e} siècle, des chercheurs ont déjà compris que les cellules peuvent se diviser et qu'elles se développent individuellement. La théorie des cellules, largement acceptée en 1900, suggère que les cellules individuelles, vivantes, constituent une excellente approche de l'étude du vivant. L'application de la chimie à cette théorie devient l'un des principaux axes du développement de la recherche biologique. Une autre grande avancée de la science biologique au XIX^{e} siècle est l'œuvre d'une nouvelle discipline, la génétique − l'étude de l'héritage, par les descendants, de caractéristiques provenant de leurs parents. Darwin avait évoqué l'héritage comme l'un des moyens de la propagation des caractéristiques privilégiées par la sélection naturelle. Les premiers pas vers la compréhension d'un tel mécanisme sont effectués par un moine autrichien, Gregor Mendel, dans les années 1850 et 1860. Après une méticuleuse série d'expériences d'hybridation sur des plants de petits pois, Mendel conclut à l'existence de cellules héréditaires contrôlant l'expression des caractéristiques transmises d'un parent à ses descendants. En 1909, un Danois leur donne le nom de « gènes ». Progressivement, la chimie des cellules est de mieux en mieux comprise et la réalité physique des gènes est admise. En 1873, la présence, dans le noyau des cellules, d'une substance qui pourrait encapsuler les déterminants fondamentaux de la matière vivante est établie. Des expériences révèlent ensuite la localisation visible des gènes dans les chromosomes, puis, dans les années 1940, il est démontré que les gènes contrôlent la

structure chimique de la protéine, le constituant primordial des cellules. En 1944, une première étape est franchie permettant d'identifier l'agent spécifiquement efficace pour contrôler les changements dans certaines bactéries, et donc de contrôler la structure de la protéine. Dans les années 1950, il est identifié sous le nom d'ADN ; sa structure physique (la double hélice) est établie en 1953. L'importance cruciale révélée par cette substance (de son nom complet acide désoxyribonucléique) est que c'est le porteur de l'information génétique qui détermine la synthèse des molécules de protéines à la base de la vie. Le mécanisme chimique qui sous-tend la diversité du phénomène biologique est enfin accessible. Physiologiquement, et peut-être psychologiquement, voilà qui bouleverse la vision qu'a l'homme de lui-même depuis la diffusion des idées de Darwin au siècle précédent.

L'identification et l'analyse de la structure de l'ADN sont le premier grand pas vers une nouvelle manipulation de la nature et le remodelage des formes de vie. Le terme de « biotechnologie » apparaît dès 1947. Une fois encore, il en découle des avancées scientifiques, mais aussi la naissance de nouveaux champs d'études et d'applications. La « biologie moléculaire » et le « génie génétique » comme la « biotechnologie » deviennent bientôt des termes familiers. Les gènes de certains organismes peuvent, comme on le montre bientôt, être altérés pour donner à ces organismes de nouvelles caractéristiques ; en manipulant les processus de croissance de la levure ou d'autres micro-organismes, il devient possible de produire de nouvelles substances − enzymes, hormones ou autres produits chimiques. Il s'agit là d'une des premières applications de cette nouvelle science : la technologie et les données accumulées empiriquement et informellement depuis des milliers d'années pour fabriquer du pain, de la bière, du vin et du fromage vont pour la première fois être distancées. Les modifications génétiques des bactéries vont donner

naissance à d'autres mélanges. À la fin du XX^{e} siècle, les trois quarts des plants de soja cultivés aux États-Unis sont le produit de graines génétiquement modifiées, tandis que des pays producteurs comme le Canada, le Brésil ou l'Argentine produisent d'énormes quantités de plantes génétiquement modifiées.

Plus spectaculaire encore est, en 1990, la naissance d'une gigantesque recherche collaborative, le Projet Génome Humain. Son objectif, d'une ambition folle, vise à dresser la carte des gènes humains. La position, la structure et la fonction de chaque gène humain − évalués entre 30 000 et 50 000 par cellule, chaque gène pouvant receler jusqu'à 30 000 paires des quatre unités chimiques de base formant le code génétique − doivent être établies. À la fin du siècle, le projet est déclaré clos − et l'on découvre que les êtres humains ne possèdent finalement que deux fois plus de gènes que la mouche des fruits, soit un chiffre très inférieur à celui jusqu'alors estimé. La porte est ouverte à de grandes manipulations de la nature, à une tout autre échelle − bientôt symbolisées par la « naissance » d'une brebis clonée dans un laboratoire écossais. Rapidement, la recherche de gènes défectueux et le remplacement de certains d'entre eux sont possibles. Les implications sociales et médicales sont énormes, tout comme les implications historiques. Une partie de ce qui a été décrit dans les premiers chapitres de cet ouvrage n'aurait pu l'être sans la découverte de l'ADN. À l'aube d'un nouveau siècle, il devient clair que le génie génétique va redéfinir une partie substantielle de notre futur, malgré les controverses que de nombreux programmes de recherches engendrent. Les « nouveaux » micro-organismes créés par des généticiens sont brevetables et donc commercialement disponibles. De la même manière, des semences génétiquement modifiées sont utilisées pour améliorer les rendements par la création de graines plus résistantes et plus productives, qui permettent à certaines

régions d’être pour la première fois autosuffisantes en nourriture. Mais, malgré des bénéfices clairs, la biotechnologie est également suspectée de donner naissance à des produits alimentaires dangereux et de permettre à de grands groupes multinationaux d’accroître leur domination sur la recherche et la production mondiales. De telles inquiétudes se renforcent, pour des raisons évidentes, quand débute la recherche génétique sur le matériel humain, sur les cellules souches ou les embryons. De nombreux scientifiques ne réalisent pas à quel point ce sujet est sensible au sein du grand public, notamment en raison des avertissements de l’histoire du XX^{e} siècle. Les rapides progrès en la matière sont largement dus à la montée en puissance des ordinateurs, autre exemple de la manière dont des avancées scientifiques peuvent à la fois fournir des applications rapides à de nouvelles connaissances et bouleverser plus rapidement encore les idées reçues et les suppositions de l’homme de la rue. Mais il demeure toujours aussi compliqué qu’autrefois d’anticiper ce que de tels défis impliquent ou signifient. Malgré les grandes avancées dans les sciences du vivant, leur importance, même vague, n’est perçue que par d’infimes minorités, particulièrement quand elles traitent des questions humaines essentielles qui nous accompagnent depuis le début de cette histoire : la création de la vie et le recul de la mort.

Au cours d’une brève période, vers le milieu du XX^{e} siècle, la science abandonne momentanément la Terre pour les cieux. L’exploration de l’espace pourrait bien un jour écraser, en signification, bien des processus historiques évoqués dans cet ouvrage, mais nous en sommes aujourd’hui bien loin. Elle suggère néanmoins que la capacité de la culture humaine à relever de nouveaux défis est aussi forte qu’auparavant et fournit, de loin, le plus grand exemple de la domination de la nature par les humains. L’ère spatiale débute en octobre 1957 avec le

lancement, par le biais d'une fusée, d'un satellite soviétique sans pilote, baptisé *Spoutnik 1,* et qui émet des signaux radio. L'impact politique est immense : *Spoutnik* taille en pièces l'idée que la technologie soviétique est très en retard sur la technologie américaine. Mais l'importance réelle de l'événement est également masquée par la rivalité entre les deux superpuissances, qui brouille la vision de la plupart des observateurs. Jusqu'à *Spoutnik*, on peut encore douter de la faisabilité du voyage dans l'espace. De manière incidente, le lancement de *Spoutnik* marque donc une rupture dans la continuité historique d'une ampleur équivalente à la découverte des Amériques ou à la révolution industrielle.

La fin du XIX^{e} siècle et les premières années du XX^{e} siècle offrent de multiples visions de l'exploration spatiale, notamment dans les récits de H.G. Wells et de Jules Verne. Sa technologie remonte presque à la même période. Un scientifique russe, K.E. Tsiolkovsky, conçoit des fusées à plusieurs étages et envisage les principes de base du voyage dans l'espace bien avant 1914 (il a lui aussi écrit des romans pour populariser son obsession). Le premier lanceur soviétique à propulsion liquide monte à plus de 5 km en 1933. Une première fusée à deux étages décolle six ans plus tard. La Deuxième Guerre mondiale donne naissance à un vaste programme allemand de construction de fusées, dont les États-Unis s'inspirent pour concevoir leur propre programme à partir de 1955. Celui des Américains commence par un matériel bien plus modeste que celui des Soviétiques (très avancé) et le premier satellite américain ne pèse que 1,5 kg (contre 62 kg pour *Spoutnik 1*). Un lancement est annoncé à grand renfort de publicité en décembre 1957, mais la fusée américaine prend feu au décollage. Les Américains vont bientôt se rattraper, tandis que, moins d'un mois après avoir mis *Spoutnik 1* en orbite, les Soviétiques lancent *Spoutnik 2,* engin stupéfiant, pesant une demi-tonne et transportant le

premier passager de l'espace, une petite chienne noir et blanc baptisée Laïka. Durant près de six mois, *Spoutnik 2* tourne autour de la Terre, parfaitement visible dans le ciel − provoquant la colère de milliers de défenseurs des animaux, le voyage de Laïka étant sans retour.

Les programmes spatiaux américains et soviétiques divergent déjà. Les Soviétiques, s'appuyant sur leur expérience d'avant la guerre, mettent l'accent sur la taille et la puissance des lanceurs, qui peuvent propulser de très lourds chargements, et constituent aujourd'hui encore la force spatiale de la Russie. Les implications militaires d'un tel choix sont plus évidentes que celles, aussi profondes mais moins spectaculaires, de celui des Américains, qui se concentre sur la collecte de données. Bientôt, la compétition de prestige fait rage, mais, si l'on parle de « course vers l'espace », les deux participants ont des objectifs différents. À une grande exception près (le désir d'être les premiers à envoyer un homme dans l'espace), leurs décisions techniques ne sont pas influencées par les performances de leur concurrent. *Vanguard*, satellite américain dont le lancement avait échoué en décembre 1957, est finalement lancé en mars 1958. Malgré sa petite taille, il pénètre bien plus profondément dans l'espace que tout autre objet lancé par l'homme et fournit des renseignements bien plus importants, en proportion de sa taille, que tous les autres satellites. Il devrait continuer de tourner en orbite pour encore un ou deux siècles.

De nouveaux exploits suivent rapidement. Fin 1958, le premier satellite de communication est lancé (il est américain). En 1960, les États-Unis enregistrent une nouvelle première : la récupération d'une capsule après son retour dans l'atmosphère. Les Soviétiques répliquent en mettant sur orbite et en récupérant *Spoutnik 5*, un satellite de 4,5 tonnes transportant deux chiens, qui deviennent les premières créatures à avoir gagné l'espace et à en être revenues vivantes. Au printemps de l'année suivante, le

12 avril, une fusée soviétique décolle avec un homme à son bord : Youri Gagarine. Il se pose cent huit minutes plus tard, à l'issue d'une orbite complète autour de la Terre. L'humanité dans l'espace est devenue une réalité, quatre ans après le lancement de *Spoutnik 1*.

Sans doute poussé par la volonté d'effacer un échec cuisant dans les relations avec Cuba, le président Kennedy propose en mai 1961 que les États-Unis tentent de poser un homme sur la Lune (le premier objet construit par l'homme s'y est déjà écrasé en 1959) et de le ramener sain et sauf sur Terre, et ce, avant la fin de la décennie. Les raisons qu'il avance ne sont pas sans rappeler celles qui poussèrent les rois d'Espagne et du Portugal à financer leurs Magellan et Vasco de Gama. Une des raisons invoquées est celle de la visée nationale ; la suivante, celle du prestige (« impressionnant pour l'Humanité », dit le président) ; la troisième est son importance pour l'exploration de l'espace ; et la quatrième (bizarrement) est sa grande difficulté et son coût exorbitant. Kennedy ne dit rien des avancées de la science ou des avantages commerciaux et militaires qui en découleraient − ni de ce qui semble sa motivation première : le faire avant les Soviétiques. Étonnamment, le projet ne rencontre presque aucune opposition et des crédits lui sont alloués.

Au début des années 1960, les Soviétiques continuent de faire des progrès spectaculaires. Le monde est naturellement excité de les voir envoyer la première femme dans l'espace (Valentina Terechkova) en 1963, mais leur compétence technique continue d'être démontrée par la taille même de leurs véhicules − un engin emportant trois hommes est lancé en 1964 − et par le succès remporté l'année suivante avec la première « sortie » dans l'espace, qui voit un homme sortir du véhicule spatial et tourner en orbite autour de la Terre (attaché à son véhicule par un filin). Les Soviétiques vont encore plus loin en organisant des amarrages de véhicules dans l'espace, mais après la

première disparition d'un cosmonaute en 1967, tué lors de son retour sur Terre, ce sont les Américains qui font rêver. En 1968, ils obtiennent un succès retentissant en envoyant un véhicule de trois hommes en orbite autour de la Lune et en retransmettant des images télévisées de sa surface. Il est alors clair qu'« Apollo », projet lunaire américain, va réussir. En mai 1969, un véhicule placé en orbite avec la dixième fusée du projet s'approche à moins de 10 km de la surface de la Lune afin de peaufiner les approches finales de l'alunissage. Quelques semaines plus tard, le 16 juillet, un équipage de trois hommes est lancé. Leur module lunaire se pose sur la surface de la Lune quatre jours plus tard. Le lendemain matin, 21 juillet, Neil Armstrong, commandant de la mission, est le premier humain à fouler le sol de la Lune. Le projet du président Kennedy a été achevé, montre en main. D'autres alunissages vont suivre. Dans cette décennie, ouverte par une humiliation politique américaine à Cuba et qui se termine dans le bourbier vietnamien, la réussite d'Apollo constitue une réaffirmation triomphale de ce que l'Amérique (et, par extension, le capitalisme) peut faire. Elle lance également le signal de la dernière et la plus grande des extensions de l'environnement de l'*Homo sapiens*, le début d'une nouvelle phase de l'histoire, qui va se dérouler sur d'autres corps célestes.

Ce succès retentissant est pourtant immédiatement décrié, et il est aujourd'hui difficile de ne pas en voir, en effet, le revers de la médaille. Les critiques de cette course tiennent la mobilisation des ressources allouées à ce programme pour injustifiées au regard des problèmes de la planète. Pour certains, la technologie du voyage spatial ressemble à la version moderne des pyramides d'Égypte, un investissement massif dans des objets sans réelle valeur tandis que l'argent manque pour nourrir les hommes, les éduquer et les soigner − pour ne mentionner que quelques besoins pressants. Les gains scientifiques et technologiques

obtenus sont néanmoins indéniables, tout comme leur importance symbolique. Les sociétés modernes ont rarement fait montre de leur capacité à générer enthousiasme et intérêt pour des objectifs collectifs, à part pour de brèves périodes (ou lors des guerres, dont l'« équivalent moral » − comme l'évoquait un philosophe américain bien avant 1914 − reste encore à trouver). L'imagination de tout un chacun n'est pas particulièrement stimulée par les augmentations marginales du PIB, ni par l'amélioration des services sociaux, quand bien même ces deux choses peuvent être intrinsèquement désirables. Présenter la conquête de l'espace comme une cause nationale était donc astucieux de la part de Kennedy. Malgré les troubles et divisions des années 1960, les Américains parviennent tout de même à lancer des missions spatiales. Ces explorations deviennent d'ailleurs de plus en plus internationales. Avant les années 1970, les coopérations sont rares entre les deux grandes nations concernées, les États-Unis et l'Union soviétique, avec pour résultat de nombreux doublons d'efforts et d'échecs. Dix ans avant que les Américains ne plantent un drapeau sur la Lune, les Soviétiques y avaient déposé un fanion à l'effigie de Lénine. Tout cela paraît bien inquiétant : il existe une manifeste dimension nationaliste dans cette course technologique, et l'on peut craindre qu'elle ne provoque un conflit.

Mais les dangers de la compétition sont évités, au moins dans certains domaines. On s'accorde bien vite sur l'idée que les corps célestes ne sauraient faire l'objet d'une appropriation par un État. En juillet 1975, à quelque 200 km au-dessus de la Terre, la coopération devient une réalité saisissante au cœur de la « Détente » avec l'amarrage de deux stations orbitales, une américaine et une soviétique, dont les équipages peuvent circuler librement de l'une à l'autre. Malgré les doutes, les explorations continuent, sans beaucoup d'encadrement

international. L'exploration visuelle de l'espace se poursuit au-delà de Jupiter avec un satellite non habité et en 1976 a lieu le premier atterrissage d'un véhicule non habité sur la planète Mars. En 1977, la navette, premier véhicule spatial réutilisable, effectue le voyage inaugural d'un programme qui va se poursuivre jusqu'en 2011.

Ces réussites sont fantastiques, mais le doute demeure sur la suite des événements. L'arrêt du programme des navettes pose des questions sur le futur des voyages spatiaux habités. La réussite des missions Apollo démontre pourtant que nous vivons dans un univers que nous pouvons contrôler. La science et la technologie ont succédé à la magie et aux prières et il existe donc une certaine continuité dans la croyance fondamentale de la race humaine que la nature peut être manipulée. L'alunissage de 1969 constitue un jalon dans cette continuité, comme avaient pu l'être la domestication du feu, l'invention de l'agriculture ou la découverte du nucléaire. La suite est en marche, comme le démontre l'atterrissage, en 2012, d'un laboratoire automatisé américain sur Mars − planète où les Soviétiques ont vu une sonde s'écraser quarante ans plus tôt.

Le temps de l'exploration des cieux peut être comparé à l'ère des grandes découvertes, bien qu'un voyage spatial soit bien plus sûr et plus prévisible que ne le fut le voyage maritime au XV^{e} siècle. Les deux se sont appuyés sur une lente accumulation de connaissances. Les bases de l'exploration se sont agrandies au fur et à mesure que l'on collectait du savoir. Une fois passé le cap de Bonne-Espérance, Vasco de Gama dut faire appel à un navigateur arabe. Les mers situées au-delà étaient inconnues. Cinq cents ans plus tard, Apollo est lancé à partir d'une base de données bien plus fournie, mais tout aussi cumulative − rien moins que l'intégralité des connaissances scientifiques de l'humanité. En 1969, la distance de la Terre à la Lune est déjà connue, ainsi que les conditions qui y attendent les

hommes qui vont alunir, la majorité des périls encourus, la quantité de carburant, de vivres et la nature des systèmes nécessaires à leur retour, les pressions que leurs organismes vont subir. Les choses auraient naturellement pu mal tourner, mais le sentiment général était que tel ne serait pas le cas. Par son caractère prévisible et sa qualité cumulative, l'exploration spatiale incarne notre civilisation fondée sur les sciences. Voilà pourquoi, sans doute, la conquête de l'espace n'a pas autant marqué les imaginations que les grandes découvertes.

Derrière la maîtrise croissante de la nature, qui s'étend sur plus de dix mille ans, se dissimulent les centaines de milliers d'années durant lesquelles la technologie préhistorique avançait à petits pas, de la découverte du galet taillé à la maîtrise du feu, à une époque où le poids de la génétique et des pressions environnementales dépassait de loin celui du contrôle conscient. La prise de conscience qu'il était possible d'aller au-delà constitue une étape fondamentale de l'évolution de l'homme, après que sa structure physique s'est plus ou moins fixée dans ses formes actuelles. Le contrôle et l'utilisation de l'expérience deviennent alors possibles.

Dès les années 1980, la conquête de l'espace est éclipsée dans l'esprit de beaucoup par les craintes que provoquent les interférences humaines avec la nature. Quelques années après le lancement de *Spoutnik 1*, des doutes s'élevaient déjà sur les racines idéologiques d'une vision si dominatrice de notre relation à la nature. Cette crainte se fonde également sur l'observation de phénomènes nouveaux, ou jamais observés sous cet angle ; la science fournit les instruments et les données qui font craindre les conséquences de ses progrès. Une prise de conscience naît des possibles dégâts qu'entraîneraient des interférences avec l'environnement. C'est la prise de conscience qui est neuve, pas le phénomène. L'*Homo sapiens*, comme ses prédécesseurs sans doute, a toujours saccagé le monde

naturel qui l'entourait, en le modifiant à son goût et en détruisant des espèces. Quelques millénaires plus tard, les migrations vers le sud et l'introduction de nouvelles cultures en provenance des zones arides américaines dévastent les forêts du sud-ouest de la Chine, entraînant une érosion des sols et l'envasement du Yangzi, avec comme conséquence les inondations répétées de nombreuses régions. Au début du Moyen Âge, la conquête musulmane voit l'introduction de l'élevage et la déforestation sur le littoral d'Afrique du Nord, entraînant la disparition de terres fertiles qui, quelques siècles auparavant, remplissaient les greniers de Rome. Mais des changements aussi radicaux, s'ils étaient naturellement constatés, n'étaient pas compris. La rapidité des interférences écologiques initiées à partir du XVII^{e} siècle par les Européens en fait un phénomène central. L'usage inconsidéré de la technologie inquiète l'humanité à partir de la seconde moitié du XX^{e} siècle. Au milieu des années 1970, il apparaît que l'idée même d'une maîtrise de l'environnement par les humains est une fable, et que cette fable pourrait bien être une tragédie.

Les suspicions à l'égard de la science n'ont jamais totalement disparu des sociétés occidentales, autrefois confinées aux populations primitives et aux enclaves réactionnaires. La crainte des effets des interférences avec la nature n'est donc pas neuve ; elle s'appuyait jusqu'alors, pour l'essentiel, sur des peurs irrationnelles, comme la crainte de provoquer la colère divine. Cette crainte s'efface peu à peu grâce aux avantages et améliorations palpables offerts par les interférences avec la nature, notamment la création de richesse et l'apparition de toutes sortes de produits de meilleure qualité, de médicaments, de vêtements ou de nourriture.

Dans les années 1970, un nouveau scepticisme scientifique apparaît, confiné au départ au sein des élites occidentales. Un cynique pourrait dire qu'à cette date les

bénéfices de la science ont déjà été engrangés. Le scepticisme se manifeste alors par l'émergence de partis politiques « verts », qui promeuvent des politiques de protection de l'environnement. Si leur impact politique direct est limité, ils prolifèrent ; les partis politiques établis et les politiciens avisés commencent eux aussi à jouer avec les thèmes « verts ».

Ces environnementalistes (tel est le nom qu'on leur donne) tirent parti des nouveaux moyens de communication et diffusent des informations dérangeantes. En 1986, un accident a lieu dans une centrale nucléaire en Ukraine. Soudain, et de la manière la plus terrifiante qui soit, l'interdépendance humaine saute aux yeux de tous. De l'herbe mangée par des agneaux au Pays de Galles, du lait bu par des Polonais ou des Yougoslaves et de l'air respiré par des Suédois sont contaminés. Un nombre incalculable de Soviétiques meurent par suite des radiations. Cet événement dramatique est porté à la connaissance de millions de personnes par la télévision, peu de temps après que d'autres millions de personnes ont assisté en direct à l'explosion d'un lanceur américain, provoquant la mort de tout l'équipage d'une navette spatiale. Tchernobyl et *Challenger* démontrent publiquement les limites et les possibles dangers d'une civilisation technologique avancée.

De tels accidents renforcent les nouvelles inquiétudes relatives à l'environnement, qui se mêlent à d'autres. Car, si notre civilisation est parvenue à créer de la richesse matérielle, cette dernière n'a pas nécessairement rendu les hommes heureux. Cette découverte n'en est pas vraiment une, mais le phénomène ne s'applique désormais plus à des individus mais à des sociétés entières. Il permet de réaliser que l'amélioration des conditions sociales ne résout pas toutes les insatisfactions, et a tendance à en accentuer certaines. La pollution, l'anonymat oppressif des grandes villes, le stress nerveux et les tensions exercées par les conditions modernes du travail peuvent parfois effacer les

gains matériels et n’ont rien de neuf. À Londres, en 1952, 4 000 personnes meurent de la pollution atmosphérique en une semaine ; le terme de « smog » a pourtant été inventé près d’un demi-siècle avant. Les questions d’échelles constituent également des difficultés. Certaines villes modernes ont tant poussé qu’elles font face à des problèmes insolubles. Les ressources sont parfois si mal employées que certains craignent un nouveau péril malthusien. L’énergie n’a jamais été utilisée aussi généreusement qu’aujourd’hui ; l’humanité a consommé autant d’énergie en un siècle qu’au cours des dix mille années précédentes. Près de 87 % de cette énergie viennent des énergies fossiles, donc issues des restes fossilisés de plantes, accumulés dans la croûte terrestre durant des millions d’années. Les réserves s’épuisent tandis que des milliards de personnes espèrent consommer à hauteur des pays de l’Ouest. La situation est intenable. De nombreux gouvernements et compagnies investissent dans des formes d’énergies « durables » comme la géothermie, l’énergie solaire, marémotrice ou éolienne. Mais les progrès des dernières décennies ont été minces, particulièrement dans le développement de technologies appliquées basées sur ces ressources. L’humanité fait face à un futur sombre en termes énergétiques.

Car notre consommation énergétique a peut-être déjà infligé des dégâts irréparables à l’environnement (comme la pollution ou les dégâts infligés à la couche d’ozone) et tout accroissement de consommation serait donc intolérable. Nous n’avons pas encore pris la mesure des conséquences politiques et sociales des changements climatiques en cours et nous n’avons ni les connaissances, ni les techniques, ni le consensus dont on pouvait disposer pour envoyer des hommes sur la Lune.

Un nouveau spectre vient par ailleurs hanter les dernières décennies du XX^{e} siècle − la possibilité d’un changement climatique irréversible provoqué par l’homme.

L’année 1990 est à peine terminée qu’elle est déjà l’année la plus chaude jamais enregistrée. S’agit-il d’un signe du « réchauffement climatique » ou de l’« effet de serre » produit par l’émission d’immenses quantités de dioxyde de carbone, conséquence de la consommation sans précédent d’énergies fossiles ? On estime que l’atmosphère est aujourd’hui plus chargée en dioxyde de carbone que lors de l’époque préindustrielle. C’est peut-être le cas (le monde en produirait actuellement 30 milliards de tonnes par an). Mais le dioxyde de carbone n’est pas le seul responsable du réchauffement par des émissions de gaz : le méthane, le monoxyde d’azote ou les chlorofluorocarbones (CFC) viennent s’ajouter au problème.

Et, comme si le réchauffement climatique ne suffisait pas, les pluies acides, les trous dans la couche d’ozone et la déforestation à une échelle inégalée constituent également de légitimes et nouveaux motifs d’inquiétude environnementale. Si rien n’est fait, les conséquences pourraient être immenses, notamment pour le climat (la température moyenne pourrait augmenter de 1 à 4 °C au cours du XXI^{e} siècle), les mutations agricoles, la montée des eaux (une hausse de 6 cm par an a été suggérée comme plausible) et donc des migrations massives.

Le Protocole de Kyoto, né de la Convention de l’ONU sur le changement climatique, entré en vigueur en 2005, tente de faire face à ces problèmes en limitant le nombre de tonnes de gaz à effet de serre relâchées dans l’atmosphère. Trente-huit nations ont fait vœu de produire, en 2012, des émissions inférieures à celles de 1990. Mais le plus gros pollueur de la planète (la Chine) est exempt de la plupart des régulations, car considéré comme en développement. Les États-Unis, second plus gros pollueur, ont refusé de signer le Protocole. Même si les signataires respectaient leurs engagements (et rien n’indique qu’ils le fassent), la plupart des experts s’accordent pour dire que ces efforts seraient insuffisants pour éviter les effets du réchauffement

climatique sur le long terme. Au tournant du XXIe siècle, l'incapacité manifeste des grands États à coopérer entre eux saute aux yeux − la faute à des objectifs souvent incompatibles.

Les historiens doivent se garder de pontifier sur ce qui se passe dans la tête de la majorité ; leur sujet est toujours l'atypique, qui laisse des traces disproportionnées. Ils doivent également éviter de spéculer sur les effets de ce qu'ils tiennent pour des idées reçues. Comme nous l'ont montré de récentes réponses aux inquiétudes environnementales, des idées neuves peuvent avoir un grand effet sur nos vies quotidiennes. Les idées reçues ont elles aussi un impact. Au XIXe siècle, un Anglais donne le nom de « carcan des traditions » aux attitudes nées de suppositions bien ancrées, généralement non questionnées, qui exercent un poids conservateur décisif dans la plupart des sociétés. Comprendre les ressorts de ces idées reçues est encore plus périlleux que de déterminer comment des idées particulières opèrent sur des questions spécifiques (comme le changement climatique). Il faut pourtant bien le faire.

L'accroissement démesuré du nombre d'objets manufacturés disponibles a ainsi récemment taillé en pièces ce qui, pour des millions de personnes, constituait les limites d'un monde d'attentes stables, même dans des pays pauvres. Des produits toujours moins chers et vantés dans des publicités, particulièrement à la télévision, entraînent des changements sociaux majeurs. Ces biens confèrent un statut ; ils génèrent des jalousies et de l'ambition, poussent certains à occuper un travail salarié pour pouvoir se les payer et encouragent les migrations vers les villes et les centres où ces travaux salariés sont disponibles. Ce mouvement brise les anciennes habitudes et la discipline d'une vie stable et ordonnée.

Il y a dans ces changements un paradoxe évident : le XXe siècle a connu des tragédies et des désastres sans

précédent, et malgré cela le nombre de personnes persuadées que les conditions de vie des humains et l'état du monde ne peuvent que s'améliorer n'a jamais été aussi élevé. Les origines d'un tel optimisme remontent à l'Europe des siècles passés. Ailleurs, il n'était, jusqu'à peu, pas de mise. Si ses partisans affichés et conscients sont rares, l'optimisme est bien plus répandu qu'autrefois et change les comportements partout dans le monde. Un tel changement doit moins aux exhortations à consommer qu'aux bouleversements matériels dont l'impact psychologique a partout permis de briser le « carcan des traditions ». En de nombreux lieux, ces objets sont le premier signe clair que le changement est possible, que les choses ne sont pas condamnées à demeurer éternellement ce qu'elles sont. Autrefois, la plupart des sociétés étaient majoritairement constituées de paysans vivant dans un système unitaire de servitudes, de routines, de coutumes, de saisons et de pauvreté. Le fossé culturel qui sépare les ouvriers européens de leurs homologues en Inde ou en Chine est souvent immense. Le fossé entre les ouvriers et les paysans est plus grand encore. Mais même les paysans commencent à sentir les possibilités de changement. Avoir répandu sur toute la surface du globe l'idée que le changement était non seulement possible, mais souhaitable, est probablement le trait le plus important et le plus déstabilisant de l'influence culturelle européenne.

Le progrès technique a souvent promu pareil changement en ébranlant des pratiques ancestrales. L'apparition de formes évoluées de contraception depuis deux siècles, dont l'apogée est atteint dans les années 1960 avec l'invention de ce que l'on appelle la « pilule » dans de nombreux pays, en est un excellent exemple. Si les femmes occidentales ont depuis longtemps accès à des techniques efficaces et à des connaissances en la matière, la pilule − que l'on peut résumer à un moyen chimique de supprimer l'ovulation − a opéré un transfert de pouvoir à destination

des femmes dans le domaine de la fertilité et du comportement sexuel supérieur à celui de toute autre invention passée. Si les femmes du reste du monde ne la prennent pas de manière aussi fréquente que leurs sœurs d'Occident, et bien que la pilule ne soit pas légalement disponible de la même manière dans tous les pays développés, son apparition marque un tournant dans les relations entre les deux sexes.

On pourrait citer d'autres domaines où la science et la technologie influent sur la société. Les changements dans les communications de ces deux derniers siècles, et plus particulièrement de ces six ou sept dernières décennies, ont sans doute eu une influence sur la culture plus grande que l'invention de l'imprimerie. Les progrès techniques opèrent aussi, en donnant à la science une aura de magie. Les scientifiques sont plus nombreux ; la science est davantage mise en avant dans l'éducation ; l'information scientifique est plus largement diffusée par les médias et plus facilement compréhensible.

Pourtant, comme dans le domaine spatial, les succès de la science surprennent de moins en moins. Quand de plus en plus de choses s'avèrent possibles, la dernière merveille en date ne provoque guère d'étonnement. Pis, certains problèmes récalcitrants finissent alors par provoquer une irritation et une déception injustifiées. L'idée qu'il soit possible de changer la nature à condition de mobiliser suffisamment de ressources n'a fait que croître malgré les critiques. C'est une idée européenne, et la science, qui fait aujourd'hui sentir son influence partout sur le globe (et provient pour l'essentiel des traditions expérimentales européennes), continue de produire des idées dont les implications bouleversent les visions traditionnelles et religieuses du vivant. La science a participé, sur le long terme, à renverser l'idée de surnaturel, et donc de Dieu.

La science et la technologie ont contribué à saper les autorités traditionnelles, les vieilles coutumes et les

idéologies. Si elles donnent à l'ordre établi les moyens techniques de son existence, elles offrent aussi des instruments à ceux qui le critiquent. L'amélioration des communications a vu les idées nouvelles se diffuser plus rapidement qu'auparavant dans la culture de masse. Au XVIII^{e} siècle, la cosmologie newtonienne avait pu coexister avec la religion chrétienne et le théocentrisme sans remettre en cause les croyances morales et les visions sociales qui leur étaient liées. En progressant, la science s'est avérée de plus en plus difficile à réconcilier avec toute forme de croyance.

La psychologie, qui se développe au XIX^{e} siècle, en est un bon exemple. C'est à partir de 1900 que le grand public commence à en entendre parler, de deux manières différentes. La première, qui va prendre le nom de psychanalyse, peut être considérée comme une invention de Sigmund Freud, et débute par l'observation clinique de troubles mentaux, une méthode déjà établie. Mais le tour que lui donne Freud est rapidement connu du grand public en raison de son influence en dehors du cadre médical. Tout en stimulant une masse de travaux cliniques s'affirmant scientifiques (mais dont le statut est contesté par de nombreux scientifiques), Freud met à mal de nombreuses idées reçues, particulièrement dans les rapports à la sexualité, à l'éducation, à la responsabilité et à la punition.

Une nouvelle approche psychologique est également poursuivie par les adeptes du « comportementalisme » (un terme aussi large que les termes « freudien » ou « psychanalytique »). Ses racines remontent au XVIII^{e} siècle. Les données expérimentales collectées par cette science égalent, voire dépassent, les succès cliniques proclamés par les psychanalystes. Le pionnier du comportementalisme est un Russe, Pavlov, qui découvre le « réflexe conditionné ». Pavlov montre qu'en manipulant une des deux variables d'une expérience donnée, il est

possible de produire un résultat comportemental prévisible par le biais d'une « stimulation conditionnée ». L'expérience la plus connue de Pavlov consiste à faire tinter une cloche au moment où le repas est servi à un chien. Au bout d'un certain temps, le tintement de la cloche provoque un réflexe de salivation chez le chien, bien que la nourriture ne lui soit pas présentée. Des tels procédés sont bientôt développés et affinés, ce qui permet d'accumuler de nouvelles données et, croit-on, une meilleure connaissance des racines du comportement humain. La valeur scientifique des travaux psychologiques est contestée, ce qui importe peu pour l'historien, qui ne peut que constater que l'apport de Freud et de Pavlov à la culture est aussi grand que difficile à définir. Ces deux doctrines ne peuvent que suggérer l'existence de failles dans le respect traditionnellement affiché à l'égard de l'autorité morale et de la responsabilité personnelle, deux notions au cœur de la culture européenne − d'autres approches plus empiriques l'avaient déjà montré, comme le traitement des troubles mentaux par des traitements chimiques ou électriques. Leur contribution vient encore s'ajouter à celles des géologues, des biologistes et des anthropologues du XIX^{e} siècle, qui participaient déjà à ébranler la croyance religieuse.

Dans les sociétés occidentales, l'idée que les phénomènes mystérieux peuvent s'expliquer par la magie ou la foi a peu ou prou disparu, sauf dans certaines régions reculées du sud-est de l'Europe ou chez les chrétiens évangélistes d'Amérique. Certes, cette croyance a été largement remplacée par l'idée que la science peut résoudre tous les problèmes. Mais il convient une fois encore de se montrer prudent. Lorsque l'on parle du recul de la religion, c'est souvent de l'autorité formelle des Églises chrétiennes ; le comportement et la foi sont deux choses différentes. Depuis Élisabeth I^{re}, il y a quatre siècles et demi, aucun monarque britannique n'a consulté

d’astrologue pour fixer le jour de son couronnement. En 1980, le monde s’amusa (et s’inquiéta aussi un peu) d’apprendre que la femme du président des États-Unis était conseillée par un astrologue. En 1947, la date de la cérémonie de l’indépendance de l’Inde fut fixée après consultation d’astrologues, alors que la Constitution du pays est théoriquement laïque. En dehors du monde musulman, les États confessionnels et les religions d’État appartiennent au passé − même si l’Angleterre et certains pays nordiques ont encore des Églises nationales. Ce recul ne signifie nullement que le pouvoir de la foi ou de la religion sur les fidèles a partout diminué. Les fondateurs du Pakistan étaient des laïcs occidentalisés ; ils ont perdu le pouvoir face aux conservateurs après l’indépendance. Il en va de même d’Israël, État créé par une élite laïque, mais sur une base religieuse.

On pourrait même dire que la parole des autorités religieuses n’a sans doute jamais eu autant de poids ; dans les années 1980, le monde apprend, effaré, qu’un religieux iranien vient de dénoncer un écrivain comme traître à l’islam et a prononcé une sentence de mort à son endroit ; au sein des cercles progressistes, on découvre non sans étonnement qu’en certains points du globe le Moyen Âge a de beaux restes. Et on est encore plus étonné, en Europe, de constater que de nombreux musulmans approuvent cette fatwa.

Le « fondamentalisme » est pourtant un terme emprunté à la sociologie religieuse américaine. Au sein des Églises chrétiennes, il exprime également l’opinion de ceux qui se sentent menacés par la modernisation. Certains semblent considérer que le libéralisme occidental va forcément s’imposer partout. Cela pourrait bien être le cas − ou pas. Les interactions entre les sociétés et les religions sont complexes et il convient d’être prudent. L’augmentation importante du nombre des pèlerinages vers La Mecque

peut être interprétée comme le signe d'une nouvelle ferveur, ou de la baisse du coût des transports aériens.

On s'est récemment inquiété des professions de foi vitupérantes de nombreux musulmans. Si l'islam ne semble pas en mesure d'éviter la corruption culturelle des technologies et du matérialisme de la tradition européenne, il résiste à son expression idéologique quand elle se manifeste sous la forme du communisme athée. Les radicaux des sociétés musulmanes sont souvent en conflit avec des élites occidentalisées et moins observantes. L'islam demeure, naturellement, une religion prosélyte et l'espoir d'une unité des musulmans est loin d'être enterré. Il peut même pousser des hommes à l'action comme en Inde en 1947 ou en Iran en 1978. En Ulster et en Eire, des Irlandais sectaires ont longtemps exprimé leurs haines et se sont amèrement disputé le futur de leur pays en usant du vocabulaire des guerres de religion du XVII^{e} siècle, mais une trêve a fini par voir le jour. Si les différents chefs religieux jugent utile de s'échanger des amabilités en public, la religion continue de diviser. La doctrine est peut-être moins virulente, mais l'idée que le contenu surnaturel des religions perd partout de son emprise, et ne serait plus qu'un vague signe d'appartenance condamné à disparaître, est contestable.

Ce qui l'est moins, c'est qu'au sein du monde judéo-chrétien, qui a façonné la majeure partie du monde actuel, le déclin du sectarisme est allé de pair avec le déclin général de la foi chrétienne et s'est souvent accompagné d'une perte de confiance. L'œcuménisme, dont l'expression la plus frappante est la création d'un Conseil œcuménique des Églises en 1948 (auquel le Vatican ne participe pas), naît du sentiment qu'ont les populations des pays développés de vivre dans un environnement hostile. Il doit également quelque chose aux incertitudes et aux craintes relatives à l'avenir du christianisme. Le seul signe univoque de vigueur du christianisme est l'accroissement (largement

naturel) du nombre des catholiques. La plupart d'entre eux sont non-européens aujourd'hui, un changement symbolisé dans les années 1960 par des visites papales en Amérique du Sud et en Asie et par la présence au concile du Vatican de 1962 de 72 évêques et archevêques d'origine africaine. En 2010, seuls un quart des catholiques du monde vivent en Europe, et la foi catholique gagne davantage de terrain en Afrique que partout ailleurs.

À partir des années 1960, la papauté donne des signes d'affaiblissement, visibles lors du concile Vatican II. Le pape Jean XXIII pousse l'*aggiornamento* au point de reconnaître les « vérités » de l'enseignement de l'islam. L'année 1978 (où trois papes se succèdent) voit Jean-Paul II monter sur le trône de saint Pierre, premier pape non italien depuis quatre siècles et demi, premier Polonais à occuper ce sacerdoce et premier sacré en présence de l'archevêque anglican de Canterbury. Son pontificat démontre sa volonté d'exercer l'ancienne autorité pontificale de manière conservatrice ; il est aussi le premier pape à se rendre en Grèce pour tenter une réconciliation avec l'Église orthodoxe d'Europe de l'Est.

Les grands changements qui agitent l'Europe en 1989 − et particulièrement sa Pologne natale − doivent beaucoup à l'activisme et à l'autorité morale dont fait preuve Jean-Paul II. À sa mort en 2005, à l'issue du troisième pontificat le plus long de l'histoire, il laisse un bilan mitigé ; très conservateur en matière doctrinale, le pape polonais s'est de plus en plus inquiété de voir le matérialisme pervertir le monde, notamment dans les pays qu'il avait contribué à libérer du communisme. Il serait hasardeux d'imaginer la suite de l'histoire d'une institution dont la bonne fortune a tant fluctué depuis des siècles, des réformes d'Hildebrand au Schisme en passant par le concile de Trente et les Lumières. Mais la question de la contraception, posée par les avancées technologiques du XX^{e} siècle, a sans doute

infligé des blessures mortelles à l'autorité de Rome aux yeux de millions de catholiques.

Certains des changements les plus profonds de notre époque n'ont pas encore révélé toutes leurs implications ; la question de la contraception affecte toute la race humaine, alors que nous la tenons souvent pour un élément de l'histoire des femmes. Mais les relations entre les hommes et les femmes doivent être considérées dans un ensemble, même s'il est traditionnel et commode de n'approcher le sujet que d'un seul côté. Ce changement, pour immense qu'il soit dans la vie des femmes, est loin d'avoir donné toute sa mesure. Les changements les plus radicaux ne se sont produits qu'en des lieux limités et ne peuvent se mesurer que sur les deux derniers siècles écoulés. Ce que nous tenons pour des changements doit être relativisé. Si les femmes occidentales d'aujourd'hui mènent une vie radicalement différente de celle de leurs arrière-grands-mères, pour nombre d'autres les choses perdurent comme depuis des millénaires avant elles.

Les avancées dans le domaine de l'égalité politique et légale entre les hommes et les femmes sont une des grandes révolutions de notre époque, qui a libéré une gigantesque puissance intellectuelle et productive. Il y a pourtant encore bien des progrès à faire, même si la majeure partie des membres des Nations unies acceptent le suffrage des femmes et que dans la plupart des pays les inégalités légales et formelles entre les sexes sont contestées depuis plus d'une génération. Le nombre de lois visant à assurer une équité de traitement ne cesse de croître, comme celles visant à rectifier les inégalités à l'emploi. De telles avancées sont enregistrées un peu partout malgré les oppositions des conservateurs et elles contribuent à changer les perceptions, particulièrement dans un monde où les femmes ont de plus en plus de chances de trouver un emploi grâce aux changements économiques et technologiques.

De tels changements s’inscrivent naturellement dans une myriade de bouleversements en marche depuis les débuts de l’industrialisation. La maison est devenue un lieu de travail : l’eau courante et le gaz ont été bientôt suivis par l’électricité et la possibilité offerte d’opérer plus aisément des tâches domestiques, grâce aux détergents, aux fibres synthétiques et aux produits cuisinés, tandis que les femmes n’ont jamais été aussi bien informées, par la radio, le cinéma, la télévision et la presse. Mais il est tout de même tentant d’affirmer qu’aucun de ces changements n’a eu l’impact de la pilule dans les années 1960. Par sa commodité d’usage, elle a fait bien davantage que toutes les précédentes avancées en matière de connaissances et de techniques contraceptives pour donner aux femmes le pouvoir de gérer leur existence comme elles l’entendent. La pilule ouvre une nouvelle ère de la culture sexuelle, même si cela n’est sensible que dans quelques rares sociétés cinquante ans plus tard.

La lutte des femmes pour l’égalité prend également la forme d’un nouveau féminisme, qui rompt avec les traditions libérales des mouvements précédents. Le féminisme traditionnel se fondait sur l’idée que le désir des femmes de ne pas se voir imposer des lois et des coutumes ne s’appliquant pas aux hommes n’était qu’une extension logique de l’idée que la liberté et l’égalité étaient des choses désirables en soi. Ce nouveau féminisme diffère quelque peu de l’ancien. Il embrasse le spectre plus large des causes spécifiquement féminines − comme la défense des lesbiennes −, met particulièrement l’accent sur la libération sexuelle des femmes et lutte pour identifier et montrer du doigt les formes psychologiques, implicites et institutionnelles de l’oppression masculine. Son impact a été substantiel, même si ses éléments les plus radicaux défendent des thèses dans lesquelles de très nombreuses femmes ne se reconnaissent pas, sans parler des hommes.

Dans certaines sociétés, les revendications féministes ont été très fortement réprimées. Une bonne partie du monde musulman maintient des restrictions et des pratiques qui visent à protéger la domination masculine et les fidèles d'autres religions ont également tenté de contenir ou d'empêcher la libération des femmes. Si certaines sociétés musulmanes leur imposent des vêtements spécifiques, il arrive que certaines d'entre elles, porteuses du foulard, voire du tchador, défendent avec acharnement les droits des femmes. La résolution de ces tensions contradictoires différera probablement d'une société à une autre. Il convient de ne pas oublier que, très récemment encore, de violents contrastes existaient entre les différentes sociétés européennes sur la définition d'un « comportement approprié » des femmes. Il n'est pas toujours facile de reconnaître ces paradoxes parfois masqués par ce que chacun tient souvent comme l'uniformité de la foi.

Que les religions et la notion de loi morale aient perdu ou non de leur pouvoir de régulation sociale, l'État, troisième grand agent historique de l'ordre social, s'en est, quant à lui, mieux tiré. Malgré les contestations, il semble indéboulonnable. Les États, unités politiques reconnues, géographiquement définies, disposant d'une souveraineté législative et du monopole de l'usage de la force au sein de leurs frontières, n'ont jamais été si nombreux. Entre 1945 et 2010, leur nombre passe de 50 à près de 200. De plus en plus d'hommes voient davantage leur gouvernement comme un moyen d'assurer leur bien-être que comme un oppresseur. La politique semble avoir remplacé la foi (et parfois même éclipsé l'économie de marché) comme agent capable de soulever les montagnes.

Une des empreintes institutionnelles les plus visibles de l'Europe sur l'histoire du monde est la réorganisation de la vie internationale autour d'États souverains (souvent républicains et généralement nationaux). Ce processus né au XVII^{e} siècle est apparu comme une issue globale

possible au XIX^{e} siècle, avant de devenir une quasi-réalité un siècle plus tard. Se diffusent ainsi des formes similaires d'ingénierie d'État, parfois par adoption, parfois par l'imposition de puissances impériales. Ce processus est tenu pour une composante de la modernisation. L'État souverain est considéré comme la forme de gouvernement par excellence dans des régions où sa notion même était inconnue un siècle auparavant. Il s'agit là d'une conséquence essentiellement mécanique de l'effondrement lent des empires. Qu'ils laissent la place à des États-nations n'est pas même questionné. Avec l'effondrement de l'URSS, un demi-siècle après celui des autres empires, la généralisation du langage constitutionnel de la souveraineté du peuple, des institutions représentatives et de la séparation des pouvoirs a atteint son sommet. L'extension du domaine étatique − si l'on peut dire − n'a longtemps rencontré qu'une faible résistance. Même dans des pays où les gouvernements sont traditionnellement des objets de méfiance, ou au sein de régions où des institutions limitent leur emprise, la plupart des peuples tiennent la forme étatique pour bien plus acceptable qu'auparavant. Les meilleurs contre-pouvoirs demeurent les habitudes et les cultures ; tant que les électeurs des États libéraux considèrent que le gouvernement n'utilisera pas la force à leur encontre, ils ne sont généralement pas très inquiets. Mais, si les démocraties fleurissent un peu partout, nombreux sont ceux qui, au sein des pays développés, considèrent qu'une forme d'État autoritaire est adaptée pour les pays en voie de développement. Ils citent souvent la Chine d'après Mao comme exemple. La plupart des dictatures ne sont pourtant guère performantes économiquement et les pays développés sont majoritairement des démocraties.

Néanmoins, aux XIX^{e} et XX^{e} siècles, il ne fait pas de doute que de nombreux pays ont vu leur processus de modernisation facilité par l'autoritarisme de leur

gouvernement, même si ces régimes ne sont pas toujours parvenus à installer une croissance durable. La modernisation rapide d'un État rendue possible par le renforcement de sa structure − ce que firent, en dehors de l'Europe, un Mohammed Ali en Égypte ou un Atatürk − est l'indicateur d'une source nouvelle de l'autorité morale de l'État. Au lieu de s'appuyer sur la loyauté dynastique ou une autorité divine, l'État s'appuie de plus en plus sur sa capacité à satisfaire les désirs collectifs de sa base. Il arrive qu'ils se limitent à des améliorations matérielles, mais pas toujours ; la liberté individuelle et une plus grande égalité font désormais partie des enjeux. Et la valeur qui légitime le plus l'autorité d'un État est sans nul doute le nationalisme, aujourd'hui facteur de division entre les États alors qu'il était hier source d'instabilité intérieure. Le nationalisme s'est imposé comme un facteur de mobilisation supérieur à tous les autres ; les tentatives d'unification au sein de systèmes transnationaux sont le plus souvent bureaucratiques, dénuées d'affects et ne pèsent guère face au poids des mythes nationaux. Le nationalisme s'est imposé comme la force politique déterminante du siècle le plus révolutionnaire de l'histoire, comme outil de contestation des empires multinationaux. Il est désormais en compétition avec d'autres nationalismes et s'exprime encore de manière violente et destructrice.

Face au nationalisme, l'État se retrouve souvent dépourvu, même quand son appareil concentre presque tous les pouvoirs. S'appuyant pourtant sur la puissante tradition de centralisation communiste, l'URSS comme la Yougoslavie ont fini par se fractionner en de nombreux États-nations. Les Québécois continuent de parler d'indépendance, comme les Tibétains en Chine. Le nationalisme conserve son potentiel de violence et de perturbation. Mais il a aussi grandement renforcé le pouvoir des gouvernements et de nombreux politiciens n'hésitent pas à encourager de nouveaux nationalismes, là

où ils n'existaient pas, pour renforcer des structures postcoloniales branlantes. Le nationalisme sous-tend souvent l'autorité morale des États. Même lorsque des débats agitent un pays sur les actions que devrait entreprendre le gouvernement pour le bien commun, la justification de l'État moderne s'appuie au moins implicitement sur sa capacité à agir au mieux, et donc à protéger les intérêts nationaux. Les États sont-ils seulement capables d'assurer le bien-être de leurs citoyens ? Voilà une question très débattue. L'orthodoxie marxiste assure ainsi que l'État n'est qu'une machine visant à assurer la domination d'une classe, appelée à disparaître. Mais la plupart des régimes marxistes ne semblent pas avoir tenu compte de cette doctrine.

L'idée qu'un État puisse être la propriété privée d'une dynastie ou d'un individu, servant des intérêts privés, est aujourd'hui presque partout désavouée, quelle que soit la réalité du régime en place. La plupart des États actuels participent, dans des proportions inégalées, à des organisations, systèmes ou communautés dont les objectifs vont très au-delà de simples alliances et nécessitent des abandons partiels de souveraineté. Ils diffèrent énormément, tant par leurs structures que par leur poids sur la scène internationale. Les Nations unies sont bien composées d'États souverains, mais elles organisent et autorisent des actions collectives contre certains de leurs membres comme jamais la Société des Nations ou toute autre structure ne l'avaient fait auparavant.

À une échelle moindre, des regroupements régionaux sont apparus, qui requièrent le respect de disciplines communes. Certains sont restés évanescents, comme en Europe de l'Est, mais l'Union européenne a connu de réelles avancées, quand bien même bon nombre de ses objectifs sont loin d'être atteints. Le 1er janvier 2002, une nouvelle monnaie est introduite, partagée par 12 États membres et 300 millions de personnes.

Les organisations formelles ne sont pas tout. Il faut aussi compter avec les réalités supranationales, ou leurs vestiges, qui peuvent éclipser la liberté des États individuels. L'islam a été redouté ou espéré comme une force unificatrice, et la conscience qui sous-tend le panafricanisme, ou ce que l'on appelle la « négritude », peut inhiber les actions des gouvernements. Le poids de ces réalités anciennes sur les relations internationales devrait nous faire cesser de croire que le monde est composé d'acteurs indépendants et autonomes opérant sans contraintes à l'exception de celles des intérêts individuels. Les premières grandes structures interétatiques sont nées d'un siècle où les États se sont entre-déchirés comme jamais. La loi internationale vise elle aussi à opérer un contrôle bien plus strict des comportements des États, quand bien même elle peut peiner à y parvenir. Les régimes barbares et non civilisés continuent de se comporter de manière barbare et non civilisée, mais la morale a remporté quelques victoires. Le choc de la découverte, en 1945, de l'étendue des atrocités commises par le régime nazi durant la Deuxième Guerre mondiale signifie que pareils crimes ne peuvent plus être commis sans dissimulation, déni ou tentatives de justification. En 1998, les représentants de 120 nations − mais pas des États-Unis − ont accepté la création d'une Cour pénale internationale permanente apte à juger des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. L'année suivante, les cours de justice britanniques acceptent pour la première fois l'idée qu'un ancien chef d'État pourrait être extradé vers un autre pays et répondre des crimes dont il est accusé. En 2001, l'ancien président de la Serbie est livré par ses compatriotes à une cour internationale de justice, et finit dans le box des accusés.

Il ne faut pourtant pas se réjouir trop vite. Des centaines, sinon des milliers, de pervers continuent, de par le monde, à perpétrer des actes de cruauté pour lesquels il sera

difficile, voire impossible, de leur demander des comptes. La criminalité internationale est un concept qui transgresse la souveraineté des États, et les États-Unis, pour commencer par eux, n'accepteront jamais qu'une cour internationale s'arroge le droit de juger leurs citoyens. Ces mêmes États-Unis ont pourtant initié, à partir des années 1990, des opérations visant (au moins officiellement) à renverser des gouvernements tyranniques, comme ceux de Saddam Hussein ou de Slobodan Milosevic, pour se lancer ensuite dans des opérations de lutte contre le « terrorisme » qui impliquent de régulières interférences avec la souveraineté d'autres États.

Il n'en demeure pas moins que, depuis trois cents ans, les gouvernements jouissent d'un pouvoir croissant. La crise des années 1930 et les deux guerres mondiales ont entraîné une immense mobilisation de ressources, et de nouveaux accroissements du pouvoir gouvernemental. Dans le même temps, on s'est également mis à exiger des États qu'ils garantissent le bien-être de leurs citoyens et leur offrent des services autrefois inexistants, ou qui relevaient des individus ou d'unités « naturelles » comme les familles ou les villages. L'État-providence était déjà une réalité en Allemagne et en Grande-Bretagne avant 1914. Au cours des cinquante dernières années, la part du PIB absorbée par l'État est partout montée en flèche. C'est que le besoin de modernisation a parlé et qu'en dehors de l'Europe rares sont les pays à l'avoir opérée sans une intervention directe de l'État. En Europe même, certains pays ont d'ailleurs dû la plus grande part de leur modernisation à leur gouvernement. La Chine et la Russie sont deux parfaits exemples de deux grandes sociétés agraires modernisées par la volonté d'un État central. Les avancées techniques, dont de meilleures communications, des armes plus puissantes et des systèmes d'information plus performants, donnent un avantage certain à ceux qui ont les moyens de les payer : les gouvernements.

Même les plus grandes monarchies européennes étaient incapables d'effectuer un recensement ou de créer des marchés internes unifiés. L'État a aujourd'hui un quasi-monopole sur les principaux instruments de contrôle physique de la société. Il y a cent ans, la police et les forces armées d'un gouvernement lui permettaient déjà d'asseoir son autorité, pour peu qu'il ne soit pas engagé dans une guerre ou menacé d'une sédition ; la technologie n'a fait qu'accroître leur fiabilité. Mais les nouvelles armes et les nouvelles techniques répressives ne sont pas tout. L'intervention de l'État dans l'économie, en tant que consommateur, investisseur et planificateur, comme l'amélioration des communications de masse, qui lui permet de centraliser ses actions, jouent un rôle immense. Hitler et Roosevelt faisaient un grand usage de la radio (avec des objectifs très différents), et les tentatives de réguler l'économie sont aussi vieilles que les gouvernements eux-mêmes.

Malgré cela, les gouvernements de la plupart des pays font désormais face à une nouvelle intégration au sein de l'économie mondiale qui réduit considérablement leur liberté d'intervention économique. Cela est moins la conséquence des actions d'entités supranationales, comme la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international, que des effets d'une tendance ancienne et de plus en plus nette, la « globalisation ».

Parfois institutionnalisé par des accords internationaux ou par la simple croissance de grandes compagnies, ce phénomène, porteur d'espoir, entre souvent en conflit avec le désir des politiciens de mettre en coupe réglée les sociétés dont ils ont la charge. L'indépendance économique et politique peut être mise à mal par la déréglementation des flux financiers et par les actions de grands groupes, qui peuvent disposer de ressources supérieures à celles de certains États.

Paradoxalement, les plus prompts à critiquer la perte d'indépendance des États due à la globalisation sont souvent ceux qui plaident pour davantage d'interférences internationales dans les affaires intérieures des États pour ce qui touche aux droits de l'homme. Il est possible qu'ils finissent par obtenir quelques limitations à la puissance des États tout en les laissant jouir d'un maximum de pouvoir. La destruction des États par des groupes radicaux apparaît moins probable. Ces forces radicales existent et on les voit parfois s'engager sur d'autres terrains − l'écologie, le féminisme ou le mouvement antinucléaire et pacifiste. Mais, au cours des quarante dernières années, elles n'ont obtenu que des changements dans la conduite de la politique, des évolutions législatives ou la création de nouvelles institutions. L'idée qu'il serait possible d'obtenir des avancées majeures en contournant une institution aussi dominante que l'État apparaît aussi irréaliste que pouvaient l'être l'anarchie ou les mouvements utopistes au XIX^{e} siècle.

XV
Le monde de la guerre froide : l'Europe et l'Asie

En 1950 débute une période au cours de laquelle les principales caractéristiques de l'ordre mondial semblent gelées, voire immuables. Pourtant, au bout d'un quart de siècle, les changements s'accélèrent, pour atteindre leur apogée dans les années 1980. En 1990, des jalons tenus pour acquis trente ans auparavant ont disparu (parfois en l'espace d'une nuit) et d'autres sont questionnés. Mais, durant la période s'étendant des années 1950 aux années 1980, l'antagonisme entre les Soviétiques et les Américains pèse sur toutes les relations internationales, jette une ombre sur l'ensemble du monde et constitue une source constante de crimes, de corruptions et de souffrances. La guerre froide est loin d'être le seul phénomène à façonner l'histoire de ces décennies, mais elle joue un rôle central.

Les premiers affrontements sérieux ont lieu en Europe, où la phase initiale de l'histoire de l'après-guerre semble se solder avec la prise de pouvoir des communistes en Tchécoslovaquie en 1948. La reprise économique du continent est alors à peine en marche, mais d'anciens problèmes semblent résolus. La menace allemande a disparu ; sa puissance ne menace plus personne. Ses anciens adversaires doivent pallier le vide du pouvoir en Europe centrale. Plus à l'est, les changements de frontières, les nettoyages ethniques et les crimes de guerre ont, si l'on peut dire, remédié aux problèmes d'homogénéité ethnique d'avant 1939 en Pologne et en Tchécoslovaquie. Mais l'Europe est plus divisée que jamais par l'hostilité déclarée

entre Américains et Soviétiques, dont les origines continuent d'être débattues.

Car la guerre froide, en un sens, n'est qu'une manifestation tardive et spectaculaire de la rupture de l'histoire idéologique et diplomatique de 1917, que d'autres font remonter au XIX^{e} siècle, quand la Russie et les États-Unis commençaient à s'étendre sur leurs continents respectifs, donnant ainsi naissance à deux États qui, tant dans leur étendue que dans leurs contenus messianiques, ne ressemblaient en rien à ce que l'Europe avait pu connaître jusqu'alors. C'est pourtant la Russie communiste qui, dès l'origine, aborde les affaires internationales d'une manière aussi neuve que provocatrice. Pour elle, la diplomatie n'est pas uniquement un moyen commode de négocier, mais une arme de promotion de la révolution. Tout cela n'aurait guère eu de conséquences si la victoire de 1945 n'avait pas donné naissance à une URSS enfin modernisée et mieux placée qu'elle avait jamais pu l'être sous les tsars pour peser sur les affaires de l'Europe de l'Est, et pour donner corps à ses ambitions dans le reste du monde.

La diplomatie soviétique, après l'accession au pouvoir de Staline, est néanmoins proche de celle de la Russie tsariste et les intérêts de l'État soviétique, façonnés par la géographie et l'histoire, s'avèrent inséparables de la lutte idéologique. Les communistes et leurs sympathisants partout dans le monde considèrent qu'il est de leur devoir de protéger l'URSS, bastion de la classe ouvrière internationale et même (comme le croient de nombreux communistes) des destinées de toute la race humaine. Les bolcheviks des débuts avaient affirmé que leur but était de renverser tous les gouvernements non communistes dans le monde ; ils étaient sérieux et le pensaient sur le long terme. Après 1945, d'autres États communistes voient le jour, dont les dirigeants partagent cette vision, au moins officiellement, et contribuent donc à imposer une division idéologique du monde.

Mais, si l'Union soviétique est un nouveau genre d'État, les États-Unis le sont aussi. Leurs concepts de liberté individuelle et religieuse, de droit de propriété, de marché libre, d'opportunités pour les consommateurs et d'égalité entre les hommes sont − bien qu'étant loin d'y être tous pratiqués − tout aussi révolutionnaires au regard de l'histoire de l'Europe ou de l'Asie. La plupart des Américains tiennent ces concepts pour universels et considèrent que les autres pays doivent les adopter s'ils souhaitent réussir. L'Amérique a le sentiment de s'être par deux fois sacrifiée au cours du XX^{e} siècle pour remettre le monde sur ses pieds et que les autres pays, ayant bénéficié de son altruisme, ont désormais le devoir d'empêcher toute nouvelle guerre en suivant à la lettre les prescriptions américaines relatives au développement et au progrès. Contrairement à l'après-Première Guerre mondiale, l'Amérique n'a pas l'intention de regagner sa tour d'ivoire. Le nouveau président, Harry Truman, n'hésite pas à comparer le communisme de Staline au nazisme de Hitler, une idéologie dangereuse et expansionniste n'ayant d'autre but que de priver le monde des bienfaits des idées américaines.

Les événements qui se déroulent en Europe troublent beaucoup les Américains. En 1948, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie ont des gouvernements intégralement composés de communistes, qui dominent également le gouvernement de Bulgarie. L'ouverture du plan Marshall lance alors la première bataille de la guerre froide, autour du sort de Berlin. Cette bataille est décisive, car elle donne aux États-Unis l'occasion de fixer, au moins en apparence, les limites à ne pas franchir dans l'interventionnisme en Europe. Les Soviétiques, qui ont pourtant ouvert les hostilités dans le but d'empêcher l'émergence d'une Allemagne forte économiquement, sous le contrôle des Américains, des Britanniques et des Français, semblent n'avoir pas anticipé la réaction des Alliés

occidentaux. Ces derniers ont pour objectif principal de ranimer l'économie allemande dans leurs zones d'occupation, avant que la forme politique future de l'Allemagne ne soit décidée, certains qu'ils sont qu'une telle renaissance est essentielle pour la reconstruction de l'Europe dans son ensemble.

En 1948, sans l'accord des Soviétiques, les puissances occidentales introduisent ainsi une réforme monétaire dans leurs secteurs d'occupation, qui lance le processus de reconstruction économique de l'Allemagne de l'Ouest. L'aide du plan Marshall ne bénéficiant (à cause des décisions soviétiques) qu'aux zones occupées par les puissances occidentales, cette réforme contribue encore à accentuer la séparation entre les deux Allemagne. Celle de l'Ouest reprend des couleurs tandis que celle de l'Est stagne. Que les grandes puissances occidentales établissent leur emprise sur leurs zones d'occupation fait sens d'un point de vue économique, mais place de fait l'Allemagne de l'Est de l'autre côté du Rideau de fer. Cette réforme monétaire divise également Berlin, et compromet les chances des communistes de réussir un coup d'État populaire dans la ville, malgré son isolement au milieu de la zone d'occupation soviétique.

Les Soviétiques y répondent en coupant les communications entre les zones d'occupation occidentales et la ville de Berlin. C'est rapidement l'escalade. Certains dirigeants occidentaux redoutent depuis longtemps que Berlin ne soit ainsi coupé des trois zones d'occupation ; le terme de « blocus » a même été utilisé, et les actions soviétiques sont interprétées de cette manière. Les autorités soviétiques ne remettent pourtant pas en cause le droit des Alliés occidentaux de ravitailler leurs troupes d'occupation dans leurs secteurs respectifs, mais ils perturbent le ravitaillement à destination des Berlinois de l'Ouest. Pour les approvisionner, Américains et Britanniques organisent un pont aérien. Les Soviétiques veulent

démontrer aux Occidentaux que leur présence dans la ville ne tient qu'au bon plaisir de Moscou ; ils espèrent écarter l'obstacle que représente la présence d'autorités municipales élues mais non communistes au contrôle soviétique de Berlin. Un bras de fer commence. Les puissances occidentales, malgré le coût exorbitant du pont aérien, annoncent qu'elles sont prêtes à le maintenir indéfiniment, ce qui signifie qu'il ne saurait être interrompu que par la force. Les bombardiers stratégiques américains regagnent leurs anciennes bases en Angleterre. Si aucun camp ne souhaite la guerre, tout espoir de coopération en Allemagne sur la base des accords de paix est désormais caduc.

Le blocus dure plus d'un an et les Alliés maintiennent leur pont aérien, véritable prouesse logistique. Chaque jour, un millier d'avions délivrent une moyenne de 5 000 tonnes de charbon. Sa signification est politique : le ravitaillement par les Alliés n'est pas interrompu ; les Berlinois de l'Ouest ne se laissent pas intimider. Les autorités soviétiques profitent de leur défaite pour couper la ville en deux et refuser au maire d'accéder à son bureau.


N
NORVÈGE
FINLANDE
ESTONIE
LETTONIE
Mer du Nord
SUÈDE
LITUANIE
DANEMARK
Mer Baltique
Kaliningrad (Königsberg)
Hambourg
BIÉLORUSSIE
Brême
ALLEMAGNE DE L'OUEST
G.-B.
Berlin
POLOGNE
Varsovie
Brest-Litovsk
PAYS-BAS
ALLEMAGNE DE L'EST
BELGIQUE
Cologne
Bonn
Francfort
FR
Prague
UKRAINE
FRANCE
TCHECOSLOVAQUIE
FR
É.-U.
Munich
Vienne
Budapest
AUTRICHE
SUISSE
HONGRIE
ROUMANIE
Zagreb
Belgrade
Mer Adriatique
ITALIE
YOUGOSLAVIE
BULGARIE
Sofia
ALBANIE
GRÈCE
L'ALLEMAGNE ET L'EUROPE CENTRALE APRÈS LA GUERRE
Frontières d'avant guerre entre l'Allemagne et la Pologne
URSS d'après 1945
Pays membres du Pacte de Varsovie en 1955
Les zones hachurées désignent les régions occupées par les Alliés en 1945-55
Les trois zones de l'Ouest forment la République fédérale d'Allemagne (RFA) ; la zone russe forme la RDA
Berlin demeure occupé par les quatre puissances
0
400 km
0
250 miles

Les puissances occidentales ont, dans l'intervalle, signé le texte d'un traité donnant naissance à une nouvelle alliance, la première création de la guerre froide à transcender l'Europe. L'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) voit le jour en avril 1949, quelques semaines avant la fin du blocus de Berlin. Les États-Unis et le Canada en sont membres, ainsi que la majorité des pays d'Europe de l'Ouest (seuls l'Irlande, la Suède, la Suisse, le Portugal et l'Espagne ne signent pas). Ce traité est explicitement défensif et prévoit la protection de n'importe lequel de ses membres en cas d'attaque, rompant une nouvelle fois avec la tradition d'isolationnisme à présent disparue de la politique étrangère américaine. Au mois de mai de la même année naît un nouvel État, la République fédérale d'Allemagne, de la réunion des trois zones d'occupation occidentales. En octobre apparaît la République démocratique allemande, à l'Est. Deux Allemagne doivent désormais cohabiter, divisées par le Rideau de fer de la guerre froide, situé un peu plus à l'est que Churchill ne l'avait suggéré en 1948, de Trieste à Stettin. Une dangereuse page de l'histoire de l'Europe se tourne.

Au-delà des deux Europe qui s'affrontent, c'est le monde entier qui semble sur le point d'être coupé en deux. En 1945, la Corée a été séparée en deux entités, le long du 38^{e} parallèle. Le Nord industriel est occupé par les Soviétiques et le Sud agricole par les Américains. Les dirigeants coréens sont chacun partisans d'une réunification selon leurs propres termes et les communistes au pouvoir au Nord n'ont pas la même vision que les nationalistes, soutenus par les Américains, au Sud. La réunification étant manifestement impossible, Américains et Soviétiques reconnaissent respectivement les gouvernements de leurs zones comme disposant de l'autorité sur tout le pays. Les troupes soviétiques et américaines se retirent, et les troupes nord-coréennes envahissent le Sud en juin 1950, avec l'appui de Staline. Deux jours plus tard, le président Truman

envoie des troupes pour les combattre, au nom des Nations unies. Le Conseil de sécurité a en effet voté une résolution contre l'agression et les Soviétiques, qui boycottent alors le Conseil, n'ont pas pu faire usage de leur droit de veto.

Les Américains forment la majeure partie du contingent des Nations unies en Corée, mais d'autres nations y envoient des combattants, dont la France. En quelques mois, les troupes alliées opèrent très au nord du 38e parallèle et la Corée du Nord semble sur le point d'être submergée. Mais, lorsque les troupes alliées s'approchent de la frontière avec la Mandchourie, les troupes communistes chinoises interviennent. Le conflit menace alors de s'étendre.

La Chine est le deuxième plus grand pays communiste du monde et le plus peuplé. Elle est soutenue par l'Union soviétique. À cette époque, un homme peut (en théorie) marcher d'Helsinki à Hong Kong sans jamais quitter le territoire d'un pays communiste. La menace d'un conflit direct, et possiblement nucléaire, entre la Chine et les États-Unis se fait jour. Truman ne souhaite pourtant pas que les États-Unis participent à un conflit majeur en Asie continentale. Si la Chine peut empêcher la chute de la Corée du Nord, les Américains ne sauraient lui permettre de s'emparer de la Corée du Sud. Des pourparlers de paix débutent donc. La nouvelle administration américaine, arrivée aux affaires en 1953, est aussi républicaine qu'anticommuniste, mais considère que l'administration précédente a suffisamment démontré sa capacité à assurer l'indépendance de la Corée du Sud, et que le véritable centre de la guerre froide est en Europe, non en Asie. Reste qu'en Europe comme en Extrême-Orient les Américains ont empêché les communistes de remporter les premières batailles de la guerre froide. Et, en Corée, elles ont été bien réelles ; on estime à 3 millions le nombre de morts de cette guerre, des civils coréens pour la plupart.

La guerre de Corée cesse en raison de la mort de Staline, début 1953. Le dirigeant soviétique considérait que la poursuite de ce conflit était une bonne affaire pour les Soviétiques − les Américains se trouvaient contraints de livrer aux Chinois une guerre de plus en plus impopulaire. L'Union soviétique ne pouvait qu'en tirer profit, pensait Staline. Ses successeurs voient les choses autrement. Ils craignent que la guerre de Corée ne se transforme en conflit généralisé, que l'Union soviétique n'est pas en mesure de soutenir, et souhaitent apaiser les tensions avec l'Ouest. Eisenhower, nouveau président américain, se méfie toujours des intentions des Soviétiques et, au milieu des années 1950, la guerre froide est aussi intense qu'autrefois. Peu après la mort de Staline, ses successeurs révèlent qu'ils disposent eux aussi d'une bombe nucléaire améliorée, la bombe à hydrogène, qui garantit à l'URSS son statut de superpuissance de l'après-guerre.

Si Staline a mené jusqu'à leur terme logique les politiques répressives de Lénine, il a aussi accompli bien davantage que son prédécesseur. Il a reconstruit la majorité de l'Empire tsariste et donné à la Russie la force nécessaire pour survivre (de justesse, certes, et grâce à de puissants alliés) à l'agression nazie. Mais son alliance avec Hitler avait également concouru au déclenchement de la guerre en 1939, et le système aussi inefficace que coûteux qu'il a mis en place − et la terreur dont il s'est fait le champion − a fait payer aux Soviétiques leur victoire au prix fort. En 1945, l'Union soviétique est certes une grande puissance, mais sa population n'a reçu pour tout viatique à ses souffrances que l'assurance de sa position internationale. La vie quotidienne est plus dure que jamais ; la consommation est, des années durant, très faible et la propagande et les brutalités policières que subissent les citoyens s'intensifient après la guerre.

La division de l'Europe, autre monument laissé par Staline, est plus apparente encore après sa mort. En 1953,

la partie occidentale est déjà très largement reconstruite, grâce au soutien économique de l'Amérique, et participe pour une large part à ses dépenses de défense. La RFA et la RDA s'éloignent de plus en plus. En mars 1954, les Soviétiques annoncent que l'Allemagne de l'Est dispose d'une souveraineté pleine et entière et le président de l'Allemagne de l'Ouest signe l'amendement constitutionnel qui autorise le réarmement de son pays. En 1955, la RFA intègre l'OTAN. Les Soviétiques répliquent avec le Pacte de Varsovie, une alliance de leurs satellites. Le futur de Berlin est toujours flou, mais il est désormais clair que les puissances de l'OTAN s'opposeront militairement à toute tentative de changement de statut imposée par la force. La RDA accepte de traiter avec ses vieux ennemis ; la ligne Oder-Neisse est la nouvelle frontière avec la Pologne. Le vieux rêve des nationalistes allemands, que Hitler entendait réaliser, se solde par l'oblitération de l'Allemagne. La Prusse est à présent dirigée par des communistes révolutionnaires tandis que la RFA est fédérale, pacifiste et dominée par les catholiques et les sociaux-démocrates, que Bismarck aurait considérés comme des « ennemis du Reich ». Le problème posé par la puissance allemande, qui par deux fois a dévasté l'Europe, semble enfin résolu. En 1955, les frontières entre les deux blocs européens sont fixées avec la réémergence de l'Autriche, évacuée par les forces d'occupation alliées. Trieste est également évacuée par les Américains et les Britanniques, après le règlement de la querelle frontalière entre l'Italie et la Yougoslavie.

Avec l'établissement du communisme en Chine, le monde apparaît soudain divisé en deux grands blocs, entre l'économie capitaliste et l'économie dirigée (ou aspirant à l'être). Les relations commerciales entre l'Union soviétique et les autres nations ont été gênées par les considérations politiques depuis la révolution d'Octobre. Le chaos qui règne dans l'économie mondiale après 1931 et la crise voient les économies capitalistes plonger dans la récession

et chercher le salut dans le protectionnisme, voire l'autarcie. Après 1945, les anciennes divisions de l'économie mondiale sont transcendées ; deux méthodes d'organisation de l'économie semblent diviser le monde en deux. Le déterminant essentiel du système capitaliste est le marché − mais un marché très différent de celui envisagé par la vieille idéologie libérale du libre-échange et, à bien des égards, un marché imparfait, tolérant un degré substantiel d'intervention et dominé par des oligarchies financières. Dans les pays sous contrôle communiste (et d'autres, comme l'Inde ou la Scandinavie), l'autorité politique entend être le facteur économique primordial. Le commerce continue de s'étendre et de prospérer, même entre les deux blocs, mais de manière réduite.

Aucun des systèmes ne demeure inchangé. Les contacts entre eux se multiplient au fil des années. Malgré cela, ils semblent longtemps offrir au monde deux modèles alternatifs de croissance économique. Leur compétition est avivée par les stratégies militaires de la guerre froide, ce qui contribue à étendre leur antagonisme. Mais la situation ne peut demeurer statique. Il ne faut pas si longtemps pour que chacun des deux systèmes ne soit plus si outrageusement dominé par les États-Unis pour l'un, par l'Union soviétique pour l'autre, comme c'était le cas dans les années 1950. Les deux blocs bénéficient (à des degrés très différents) d'une croissance économique continue dans les années 1950 et 1960, mais divergent ensuite, quand les économies de marché se mettent à prospérer plus rapidement. La distinction entre les deux systèmes économiques demeure néanmoins un aspect fondamental de l'histoire mondiale de 1945 jusqu'aux années 1980, essentiellement en raison du choix économique fait à cette époque par de nombreux nouveaux États en Afrique ou en Asie.

L'entrée de la Chine sur la scène mondiale, au sein de ce que l'on appelle alors les systèmes économiques socialistes,

est au départ considérée en termes de guerre froide et d'équilibre des puissances. Avant même la mort de Staline, certains signes indiquent que la prophétie de Jan Smuts, qui affirmait que « l'Europe allait s'effacer devant l'Orient et le Pacifique », s'est réalisée. Si l'Allemagne est toujours au cœur de la stratégie de la guerre froide, la guerre de Corée démontre que le centre de gravité de l'histoire mondiale est à nouveau en mouvement, cette fois de l'Europe vers l'Orient.

L'effondrement des puissances européennes en Asie est suivi de changements, les nouveaux États asiatiques commençant à prendre conscience de leurs intérêts, et de leur pouvoir (ou de leur absence de pouvoir). Les formes et unités territoriales imposées par leurs anciens maîtres ne survivent pas longtemps aux empires ; en 1947, le sous-continent indien tourne le dos à près d'un siècle d'unité politique, tandis que la Malaisie et l'Indochine sont, dès 1950, en plein bouleversement politique. Des tensions internes minent de nouvelles nations ; la nombreuse communauté chinoise d'Indonésie dispose d'un poids et d'une puissance politique disproportionnés, au point que tout événement en Chine nouvelle ne peut qu'entraîner des perturbations à Jakarta. Malgré leurs différences, ces pays ont un point commun : une démographie galopante et une économie faible. Pour la plupart des Asiatiques, la fin officielle de la domination européenne importe moins que la réduction progressive de la pauvreté (même si les deux sont naturellement liées). La domination des Européens en Asie a été, pour l'essentiel, parcellaire. Si leurs décisions ont influé sur l'existence de millions d'Asiatiques durant plusieurs siècles, la culture européenne n'a touché qu'une infime partie des élites. En Asie, la civilisation européenne a affronté des traditions plus puissantes et mieux ancrées qu'ailleurs. Les cultures asiatiques n'ont pas été balayées comme celles de l'Amérique précolombienne. Comme au Proche-Orient, les efforts directs des Européens et la

diffusion de la culture européenne par une modernisation imposée font face à des obstacles formidables. Les modes de pensée et les comportements demeurent, pour l'essentiel, vierges de toute contamination, même chez les individus émancipés des traditions. Les horoscopes sont toujours utilisés au sein des familles hindoues éduquées lors des naissances ou des mariages, et les marxistes chinois continuent de se tenir pour moralement supérieurs aux autres, reflet de la traditionnelle vision chinoise du reste du monde.

Les deux grandes régions de la civilisation asiatique demeurent aussi distinctes et significatives qu'elles le sont depuis des siècles. La sphère occidentale de l'Asie est bordée par les montagnes du nord de l'Inde, les hautes terres de Birmanie et de Thaïlande et l'immense archipel dont l'Indonésie est la principale composante. En son centre se trouve l'océan Indien, dont les principales influences culturelles sont au nombre de trois : la civilisation hindoue qui s'étend de l'Inde vers le sud-est ; l'islam (qui s'y étend depuis l'est) ; et l'Europe, dont l'influence s'est d'abord fait sentir par le biais du commerce et des missionnaires puis par une plus courte période de domination politique. L'autre sphère est celle de l'Extrême-Orient, dominée par la Chine. L'immense masse géographique du pays explique cette domination pour l'essentiel, mais sa démographie, les migrations de sa population et son influence culturelle sur sa périphérie extrême-orientale − surtout au Japon, en Corée et en Indochine − jouent aussi un rôle. Dans cette zone, la domination politique européenne de l'Asie n'a jamais eu l'influence qu'elle a pu exercer à l'ouest ou au sud, ni en étendue ni en durée.

Il est facile de perdre de vue des différences si importantes dans le monde de la guerre froide d'après 1945. Dans les deux zones, des pays semblent suivre le même chemin de rejet violent de l'Ouest, en faisant usage de concepts nationalistes et démocratiques et en en

appelant à l’opinion mondiale selon des termes bien connus. En quelques années, l’Inde absorbe les États princiers qui avaient survécu à l’Empire britannique et les dernières enclaves portugaises et françaises, au nom d’un nationalisme qui n’a pas grand-chose à voir avec les traditions locales. Bientôt, les forces de sécurité indiennes répriment énergiquement toute menace de séparatisme ou d’autonomie régionale au sein de la nouvelle République.

Cela n’a rien de surprenant. L’indépendance de l’Inde est le fruit d’une élite éduquée en Occident, ayant importé les idées de nationalité, d’égalité et de liberté depuis l’Ouest, même si elle ne cherchait au départ qu’à obtenir un partenariat équitable au sein du Raj. Les menaces pesant sur cette élite après 1947 peuvent être perçues comme des menaces pesant sur une nation indienne qui, de fait, n’existe pas encore.

C’est d’autant plus vrai que les dirigeants de l’Inde indépendante ont hérité de la majorité des aspirations et des institutions du Raj britannique. Les ministères, les conventions constitutionnelles et la répartition des pouvoirs entre les autorités centrales et provinciales, le système de sécurité, tout cela est absorbé, frappé du sceau de la République et continue d’opérer comme avant 1947. L’idéologie dominante et explicite du gouvernement, d’un socialisme modéré et bureaucratique, n’est pas très éloignée de la mode britannique d’alors et assez proche, dans l’esprit, du despotisme éclairé cher aux penseurs des Lumières et caractéristique des dernières années du Raj. Les nouveaux dirigeants se heurtent aux instincts conservateurs des notables locaux, qui s’appuient sur leur influence électorale pour empêcher l’État d’abolir leurs anciens privilèges. L’Inde fait face à de graves problèmes − croissance de population, arriération économique, pauvreté (le salaire annuel moyen des Indiens en 1950 est de 55 dollars), analphabétisme, divisions sociales, tribales et

religieuses et grandes espérances nées de l'indépendance. L'heure est aux réformes de fond.

La nouvelle Constitution de 1950 ne change pas cette situation, et certains obstacles ne commencent à peser de tout leur poids qu'au cours de la deuxième décennie d'existence de la nouvelle Inde. Aujourd'hui encore, la vie quotidienne dans de nombreuses campagnes indiennes suit son cours ancestral, quand la guerre, les désastres naturels et le banditisme des puissants ne permettent pas les modernisations. La pauvreté est alors immense. En 1960, plus d'un tiers des pauvres ruraux vivent toujours avec moins de un dollar par semaine (et, à la même date, la moitié de la population urbaine gagne moins que la somme nécessaire pour obtenir le nombre minimal de calories journalières). Le progrès économique est absorbé pour partie par les inégalités et l'accroissement démographique. Il n'est donc guère surprenant que les dirigeants de l'Inde se soient arrogé, au sein de la Constitution, l'octroi de pouvoirs exceptionnels plus drastiques que ceux des vice-rois britanniques, autorisant la détention préventive et la suspension des droits individuels, sans parler de la suspension du gouvernement et la soumission des États à un contrôle de l'Union sous la forme de la « souveraineté présidentielle ».

Les faiblesses et les inquiétudes inhérentes à toute nouvelle nation s'aggravent encore avec la querelle frontalière de l'Inde avec son voisin le Pakistan autour du Cachemire, où un prince hindou règne sur une majorité de musulmans. Les combats débutent dès 1947, quand les musulmans du Cachemire tentent d'obtenir une union avec le Pakistan ; le maharadjah demande l'aide des Indiens et rejoint la République indienne. Pour encore compliquer les choses, les représentants musulmans du Cachemire sont eux-mêmes divisés. L'Inde refuse de tenir le plébiscite recommandé par le Conseil de sécurité de l'ONU ; les deux tiers du Cachemire demeurent aux mains des Indiens. Les

combats cessent en 1949, pour reprendre en 1965-1966 et en 1969-1970, le conflit transpirant de plus en plus la guerre froide. En 1971, les combats reprennent quand le Pakistan oriental, État musulman mais de langue bengali, fait sécession pour former un nouvel État, le Bangladesh, sous patronage indien (montrant ainsi que l'islam seul ne suffit pas pour former un pays viable). Le Bangladesh connaît bientôt des problèmes économiques pires encore que ceux de l'Inde ou du Pakistan.

En ces périodes troublées, les dirigeants indiens font montre de grandes ambitions (peut-être espèrent-ils même réunifier tout le sous-continent) en méprisant parfois ouvertement les intérêts des autres peuples (comme les Nagas). Les irritations provoquées par les aspirations indiennes sont compliquées par la guerre froide. Nehru, au pouvoir, indique que l'Inde refuse de choisir un camp. Dans les années 1950, elle entretient pourtant de meilleures relations avec l'URSS et la Chine communiste qu'avec les États-Unis ; Nehru semble prendre un malin plaisir à critiquer les actions américaines, ce qui finit par donner à l'Inde une aura de démocratie progressiste, pacifique et « non alignée ». Le monde est donc effaré d'apprendre, en 1959, que le gouvernement de Nehru se querelle depuis trois ans avec la Chine pour des questions frontalières sans que nul n'en ait été averti. Fin 1962, une guerre sino-indienne éclate. Nehru choisit, à la surprise générale, de demander une aide militaire aux Américains qui, de manière plus surprenante encore, la lui octroient, alors même que l'Inde reçoit déjà le soutien militaire et diplomatique de l'URSS. Le prestige de Nehru en est sérieusement écorné.

Fort logiquement, le jeune Pakistan n'a pas courtisé les mêmes amis que l'Inde. En 1947, le pays est plus faible que son grand voisin, avec une administration très réduite (les hindous étaient plus présents dans l'ancienne administration que les musulmans). Il reste divisé géographiquement en deux et perd presque immédiatement

son dirigeant le plus capable, Jinnah. Même à l'époque du Raj, les dirigeants musulmans avaient toujours (et peut-être à raison) fait montre d'une confiance moindre dans les instances démocratiques que le parti du Congrès ; le Pakistan est dirigé par des militaires, essentiellement préoccupés par la survie de leur pays face à l'Inde, le développement économique (et les réformes agraires), ainsi que la protection des traditions musulmanes. Mais l'expérience est un échec. En 1970, bien avant que les guerres d'Afghanistan ne débutent, le Pakistan est un pays aussi peu sûr de son identité que de son modèle de développement. Mais il peut au moins aisément prendre ses distances avec l'Inde en étant officiellement musulman quand celle-ci est laïque et non confessionnelle (sur une ligne occidentale, difficile à réconcilier avec le syncrétisme culturel indien). Le Pakistan introduit donc toujours davantage d'islam dans le règlement de ses affaires internes. Mais les questions de religion affectent bien moins les relations extérieures du Pakistan que la guerre froide.

La guerre froide vient en effet troubler le jeu politique asiatique après l'émergence d'un groupement officiellement neutre de nations africaines et asiatiques « non alignées », suite à la Conférence de Bandung, en Indonésie, en 1955. La plupart des délégations, à l'exclusion de la Chine, proviennent de pays ayant fait partie d'empires coloniaux. Elles sont bientôt rejointes par la Yougoslavie, pays communiste se cherchant une nouvelle identité après sa rupture avec les Soviétiques en 1948. La plupart de ces nations sont pauvres et craignent autant les États-Unis que l'URSS, mais sont moins en conflit avec cette dernière. On finit par leur donner le nom de nations du « tiers monde », un terme apparemment trouvé par un économiste et sociologue français, Alfred Sauvy, en référence au fameux « tiers état » français de 1789, qui représentait les oppressés et avait été, pour une large part, responsable de la Révolution de 1789.

Le terme de « tiers monde » est une dénomination plus politique que géographique. On y trouve des pays ignorés par les grandes puissances et qui ne bénéficient pas des privilèges économiques des pays développés. Si l'expression sonne juste, elle masque dès le départ d'importantes différences entre les membres du groupe, à commencer par leur situation économique. Dans les années 1950 et 1960, les principes de solidarité mutuelle, de développement et de non-alignement rendent ce concept de tiers monde viable, et ce n'est que lorsque les exigences économiques finissent par l'emporter, dans les années 1970, que le groupe se fractionne. La cohérence du tiers monde ne résiste donc guère et, à la fin du XX^{e} siècle, le nombre de morts dus aux guerres au sein de ces pays est très supérieur à celui des autres conflits. Pourtant, dix ans après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la Conférence de Bandung contraint les grandes puissances à reconnaître que les faibles ont aussi du pouvoir, s'ils s'unissent. États-Unis ou URSS ont l'occasion de s'en souvenir quand ils recherchent des alliés durant la guerre froide ou quand ils courtisent des votes à l'ONU.

Dès 1960, les intérêts de l'URSS et de la Chine divergent ; chacune cherche à asseoir son autorité sur les pays sous-développés ou non alignés. La compétition finit par être mondiale. Un des premiers effets paradoxaux de ce conflit est de rapprocher le Pakistan de la Chine (malgré l'existence d'un traité avec les États-Unis) et l'URSS de l'Inde. Quand les Américains refusent de fournir des armes au Pakistan lors de son conflit avec l'Inde en 1965, les Pakistanais demandent de l'aide aux Chinois. Ils en obtiennent moins qu'espéré, mais la preuve est faite d'une certaine fluidité dans les affaires internationales dans les années 1960. L'URSS, la Chine et les États-Unis ne peuvent l'ignorer. La guerre froide entraîne un changement du positionnement américain en Asie ; anciens partisans de l'anticolonialisme, destructeurs des empires de leurs alliés,

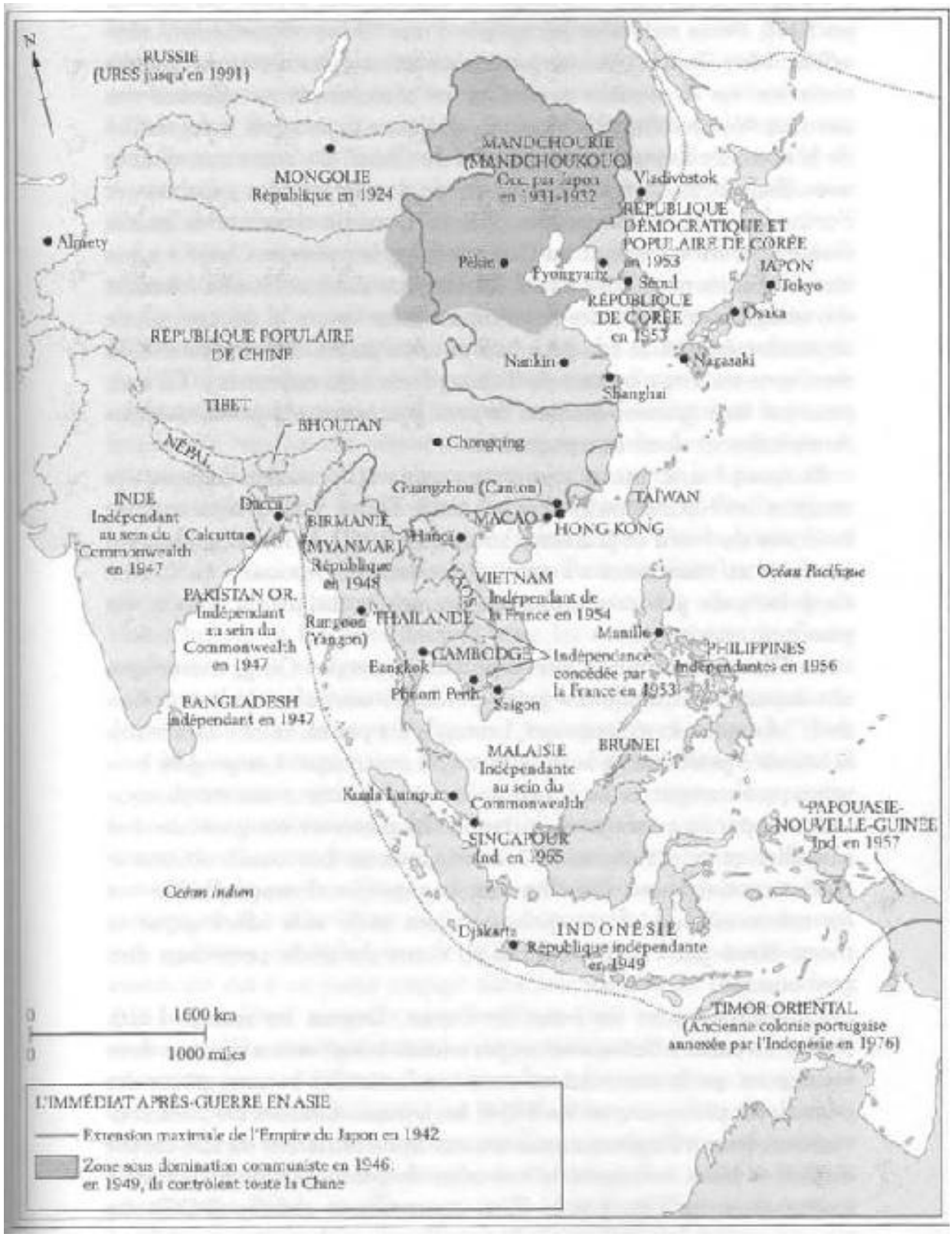
les Américains commencent à leur succéder. Des efforts sont vainement entrepris pour s'attirer les bonnes grâces d'une Inde suspicieuse ; avant 1960, elle est pourtant la première destinataire de l'aide américaine.

L'Indonésie constitue un bon exemple des nouvelles difficultés des grandes puissances. Pays très étendu, elle regroupe de très nombreux peuples, avec parfois des intérêts divergents. Bouddhiste à l'origine, l'Indonésie est le plus grand État musulman du monde, et les autres religions y sont très minoritaires. Elle compte en son sein une importante communauté chinoise, qui disposait, durant la période coloniale, d'une part prépondérante de la richesse et d'emplois dans l'administration. Les différences entre musulmans peuvent elles aussi être importantes. Le nouvel État postcolonial souhaite créer une Indonésie unifiée, mais se heurte à la pauvreté et à une économie sous-développée. Dans les années 1950, le gouvernement central est de plus en plus déconsidéré ; en 1957, une rébellion armée éclate à Sumatra et dans d'autres îles. La vieille recette consistant à distraire l'opposition en ravivant le nationalisme (contre les Hollandais, toujours présents en Nouvelle-Guinée) ne marche plus ; le président Sukarno ne bénéficie plus du soutien populaire. Son gouvernement a déjà abandonné les institutions libérales nées de l'indépendance pour une posture plus autoritaire et une alliance avec le parti communiste local. En 1960, le Parlement est dissous et, en 1963, Sukarno est nommé président à vie.

Désireux de s'attirer ses bonnes grâces, les Américains permettent à Sukarno (au grand dam des Hollandais) d'annexer l'État nouvellement indépendant de Nouvelle-Guinée occidentale. Il se tourne alors contre la nouvelle Fédération de Malaisie, née en 1957 des fragments des possessions britanniques dans le Sud-Est asiatique. Avec l'aide des Britanniques, la Malaisie repousse les attaques indonésiennes sur Bornéo, Sarawak et la Malaisie continentale. Ce revers constitue un tournant pour Sukarno.

Dans des circonstances devant beaucoup à la pauvreté et à l'inflation, un coup d'État a lieu, que les militaires attribuent aux communistes. Les généraux se retournent donc contre le Parti communiste indonésien, le troisième plus grand au monde. La répression qui s'ensuit fait, selon les estimations, entre un quart et un demi-million de morts, dont quelques Chinois, l'immense majorité des victimes n'ayant rien à voir avec les communistes. Un régime férocement anticommuniste s'installe, qui rompt ses relations diplomatiques avec la Chine (elles ne reprendront qu'en 1990). La dictature va durer jusqu'en 1998.

Le faible du président Kennedy pour Sukarno n'est que le reflet de l'idée selon laquelle les États nationaux forts et prospères sont les meilleurs remparts contre le communisme. L'histoire de l'Asie du Sud-Est et de l'Extrême-Orient peut être lue comme une illustration de ce principe, qui s'applique souvent dans des contextes difficiles et complexes. En 1960, le fait stratégique dominant à l'est de Singapour est la renaissance de la puissance chinoise. La Corée du Sud et le Japon ont résisté victorieusement au communisme, mais ont également tiré bénéfice de la révolution chinoise ; elle leur a donné des leviers en Occident. Tout comme les pays d'Extrême-Orient ont mieux résisté aux Européens que les nations de l'océan Indien, ils font montre, après 1947, d'une capacité à asseoir leur indépendance, sous des formes communistes et non communistes, sans succomber aux manipulations. Certains y voient la patte du conservatisme de sociétés qui, depuis des siècles, s'inspirent de l'exemple chinois.


N
RUSSIE
(URSS jusqu'en 1991)
MONGOLIE
République en 1924
MANDCHOURIE
(MANDCHOUKOUO)
Occ. par Japon
en 1931-1932
Vladivostok
RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE ET
POPULAIRE DE CORÉE
en 1953
Almaty
Pékin
Pyongyang
Séoul
JAPON
Tokyo
RÉPUBLIQUE
DE CORÉE
en 1953
Osaka
RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE CHINE
Nankin
Nagasaki
Shanghai
TIBET
BHOUTAN
NÉPAL
Chongqing
Guangzhou (Canton)
TAÏWAN
INDE
Indépendant
au sein du
Commonwealth
en 1947
Dacca
Calcutta
BIRMANIE
(MYANMAR)
République
en 1948
Hanoï
MACAO
HONG KONG
Océan Pacifique
VIETNAM
Indépendant de
la France en 1954
PAKISTAN OR.
Indépendant
au sein du
Commonwealth
en 1947
Rangoon
(Yangon)
THAÏLANDE
Manille
PHILIPPINES
Indépendantes en 1956
CAMBODGE
Indépendance
concédée par
la France en 1953
Bangkok
Phnom Penh
Saïgon
BANGLADESH
Indépendant en 1947
BRUNEI
MALAISIE
Indépendante
au sein du
Commonwealth
Kuala Lumpur
PAPOUASIE-
NOUVELLE-GUINÉE
Ind. en 1957
SINGAPOUR
Ind. en 1965
Océan Indien
Djakarta
INDONÉSIE
République indépendante
en 1949
TIMOR ORIENTAL
(Ancienne colonie portugaise
annexée par l'Indonésie en 1976)
0
1600 km
0
1000 miles
L'IMMÉDIAT APRÈS-GUERRE EN ASIE
Extension maximale de l'Empire du Japon en 1942
Zone sous domination communiste en 1946;
en 1949, ils contrôlent toute la Chine

Grâce à leurs réseaux sociaux complexes et disciplinés, leur capacité à l'effort social constructif, leur indifférence à l'égard de l'individu, leur respect pour l'autorité et la hiérarchie et leur sentiment d'appartenir à des cultures distinctes de l'Occident, les habitants de l'Extrême-Orient sont mieux armés que d'autres peuples. La montée en puissance de l'Extrême-Orient à la fin du XX^{e} siècle n'est compréhensible que dans son contexte, dominé par une force immensément variée dans ses expressions et bien mal résumée par l'expression « valeurs asiatiques ».

Avec la victoire des communistes chinois et leur prise du pouvoir en 1949, Pékin redevient la capitale d'une Chine officiellement réunifiée. Mao Zedong et son parti souhaitent construire une société socialiste sur le modèle soviétique et Mao lui-même effectue son premier voyage officiel à Moscou, quelques mois après la fondation de la nouvelle République populaire de Chine. Il y signe une alliance avec Staline, malgré les doutes de ce dernier sur les capacités et l'orthodoxie de ses camarades chinois. Dans un contexte de guerre froide et d'effondrement du Guomindang, la nouvelle Chine n'a pas besoin d'alliés pour faire face à une menace extérieure. Mao cherche davantage l'assistance des Soviétiques pour lancer la délicate phase de modernisation de son pays que pour se garder des Américains ou des Japonais. Les partisans de Tchang Kaï-chek, enfermés à Taïwan, peuvent être ignorés, même s'ils sont placés sous la protection des Américains et donc inexpugnables.

Et quand une menace majeure apparaît, comme lorsque les troupes des Nations unies approchent le fleuve Yalu, frontière entre la Corée du Nord et la Mandchourie, en 1950, la réaction chinoise est forte et immédiate : l'envoi d'une armée imposante en Corée. La principale préoccupation des nouveaux dirigeants chinois est pourtant intérieure.

La Chine a navigué à vue depuis la chute des Qing, trente-cinq ans auparavant. Si elle n'a guère perdu de territoires (à

l’exception de la Mongolie extérieure qui, certes, n’est pas un mince morceau), la stabilité politique et le progrès social manquent. Les progrès économiques enregistrés au cours de l’ère républicaine ont été presque anéantis par la guerre avec le Japon. La pauvreté est générale. Les maladies et la malnutrition sont répandues. Les constructions et reconstructions sont insuffisantes, la pression démographique sur les terres est aussi forte qu’auparavant et le vide idéologique et moral laissé par l’ancien régime au cours du siècle précédent doit être comblé.

Les paysans sont un point de départ. Depuis les années 1920, les communistes chinois ont expérimenté les réformes agraires dans les régions qu’ils contrôlaient et se sont attiré les bonnes grâces des paysans les plus pauvres. En 1956, les fermes chinoises sont collectivisées et leurs villages connaissent une transformation sociale censée donner à leurs habitants le contrôle de leurs destinées, contrôle exercé dans les faits par le Parti communiste chinois (PCC). Le renversement des anciens chefs de villages ou des potentats locaux est souvent brutal. Ils représentent sans doute une large portion des 800 000 Chinois qui seront ensuite « liquidés » au cours des cinq premières années de la République populaire. L’industrialisation est également encouragée grâce à l’aide soviétique, la seule dont la Chine peut disposer. Le modèle choisi est lui aussi soviétique : un plan quinquennal est lancé en 1953 et ouvre une brève période au cours de laquelle les idées staliniennes dominent la gestion chinoise des affaires économiques.

La Chine nouvelle exerce bien vite une influence internationale majeure. Mais son indépendance est longtemps masquée par l’unité de surface du bloc communiste et par son exclusion constante des Nations unies, sur l’insistance des États-Unis. Le traité sino-soviétique de 1950 est interprété − particulièrement aux États-Unis − comme une nouvelle preuve que la Chine est

en train d'entrer dans la guerre froide. Le régime est certes communiste, parle de révolution et d'anticolonialisme, et ses choix sont restreints par les paramètres mêmes de la guerre froide. Mais sur le long terme, et dès le début, les ambitions de la Chine sont bien plus larges. On constate ainsi très tôt le souci de rétablir la puissance chinoise dans la région où elle s'exerçait au cours des siècles précédents. La sécurité de la Mandchourie et les liens anciens avec les communistes de Corée expliquent pour une grande part l'intervention militaire des Chinois en Corée, mais la péninsule est depuis longtemps un terrain de dispute entre la Chine et le Japon. L'occupation chinoise du Tibet en 1951 vient intégrer une région qui, des siècles durant, avait été sous domination chinoise à un nouvel État en train de prendre forme. Les vociférations se font surtout entendre pour réclamer le départ du Guomindang de Taïwan. L'île avait été occupée depuis le XVII^{e} siècle par les Qing, annexée en 1895 par le Japon et brièvement rendue à la Chine en 1945 ; le contrôle de Taïwan devient une question centrale pour le PCC. En 1955, le gouvernement américain est à ce point engagé dans son soutien au Guomindang que le président annonce que les États-Unis ne protégeront pas seulement l'île mais également les autres îlots près des côtes chinoises, essentiels pour sa défense. La vision des Américains sur les affaires chinoises, autrefois marquée par la philanthropie et l'envoi de missionnaires, se cristallise au point que l'on a parfois l'impression que c'est Taïwan qui dicte la politique de Washington. L'Inde et l'URSS soutiennent Pékin et affirment qu'il s'agit là d'affaires internes à la Chine ; voilà qui ne leur coûte pas grand-chose. L'étonnement est donc général quand la Chine révèle qu'elle est en guerre avec ces deux pays.

La querelle avec l'Inde naît de la question tibétaine. Quand, en 1959, la Chine accroît son emprise sur ce petit pays, l'Inde fait encore preuve de sympathie à l'égard de Mao. Une tentative d'installer un gouvernement tibétain en

exil sur le sol indien est même étouffée. Mais les disputes territoriales ont déjà commencé, pour dégénérer en affrontements. Les Chinois annoncent ne pas reconnaître la frontière avec l'Inde, fixée par des négociations anglo-tibétaines en 1914 et jamais ratifiée par le gouvernement chinois. Une cinquantaine d'années d'usage n'ont guère de sens dans la tradition millénaire chinoise. À l'automne 1962, les combats s'enveniment quand Nehru envoie des troupes et demande aux Chinois de se retirer de la zone disputée. Mais l'armée indienne accumule les revers, quand bien même les combats cessent fin 1962, à l'initiative des Chinois.

Début 1963, le monde entend, effaré, les communistes chinois dénoncer l'Union soviétique, dont ils affirment qu'elle soutient l'Inde et qu'elle a coupé toute aide à la Chine depuis trois ans. La seconde accusation suggère que cette rupture n'est que l'aboutissement d'une querelle complexe. En réalité, elle a débuté des années auparavant, même si rares sont les étrangers à en avoir perçu la signification. Les communistes chinois (à commencer par Mao) ne se souviennent que trop bien de ce qui advint quand les intérêts chinois furent subordonnés aux intérêts du communisme interprété par Moscou durant les années 1920. Depuis cette époque, des tensions ont toujours agité le PCC, partagé entre influences soviétiques et nationales. Mao lui-même admire l'Union soviétique et souhaite l'imiter, mais il ne veut pas du contrôle des Soviétiques. À la fin des années 1950, il prend ses distances. Déçu de la lente industrialisation de son pays, il lance une série de campagnes visant à le propulser dans la modernité. Il craint que les Soviétiques ne s'opposent à des initiatives aussi radicales.

Le ressentiment des Chinois à l'égard des Soviétiques s'exprimant en jargon marxiste, le sens de la querelle peut apparaître mystérieux. Il a pour origine première le radicalisme de Mao et son désir de décider

indépendamment de l'Union soviétique. Il n'apprécie pas non plus l'attitude paternaliste des Soviétiques − réminiscence de son propre passé, sans aucun doute. En 1963, les spécialistes étrangers de la Chine se souviennent peut-être que, bien avant la fondation du PCC, les révolutionnaires chinois avaient formé un mouvement de régénération nationale. Un de ses objectifs premiers était de reprendre en main les destinées de la Chine, confisquées par les étrangers. Les Soviétiques font à présent partie de ces étrangers qui cherchent à l'exploiter. À son grand étonnement, au vu de ce que les Soviétiques ont fait pour la Chine dans les années 1950, le dirigeant soviétique Khrouchtchev se voit ainsi rappeler les annexions des terres chinoises par la Russie tsariste. Avec une frontière commune de près de 6 000 km (en incluant la Mongolie), les potentiels de frictions sont immenses. Les autorités soviétiques se plaignent de plus de 5 000 violations frontalières en 1960. Une région grande comme un cinquième du Canada est l'objet de disputes et en 1969 (année particulièrement sanglante) les Chinois parlent d'une « dictature fasciste » à propos de Moscou et se préparent ostensiblement à la guerre. La querelle sino-soviétique, qui déborde dans tout le bloc communiste, est avivée par le manque de tact des Soviétiques. Les dirigeants russes semblent aussi peu soucieux que les impérialistes occidentaux des sentiments de leurs alliés asiatiques : un dirigeant soviétique fait ainsi remarquer qu'en visitant la Chine, lui et ses compatriotes se sont « régulièrement esclaffés devant les formes rudimentaires de [son] organisation ». L'arrêt de l'aide économique et technique des Soviétiques en 1960 constitue un terrible affront, rendu plus blessant encore par le moment choisi, celui de la première grande crise intérieure affrontée par la Chine après le désastre provoqué par le fameux « Grand Bond en avant » de Mao.

L’expérience personnelle de Mao y a beaucoup contribué. S’il est essentiellement marxiste de formation, et s’il trouve la pensée de Marx adaptée pour comprendre les difficultés de son pays, il n’a jamais hésité à s’arranger avec elle quand elle pouvait momentanément gêner son immense appétit de pouvoir. Mao est impitoyable, mais comprend mieux que personne où est la base du pouvoir en Chine. Son jugement ne s’altère qu’au bout de plusieurs années de succès, quand sa mégalomanie, sa vanité et son âge finissent par prendre le dessus. Jeune homme, il s’était déjà fait l’avocat d’un marxisme sinisé, rejetant le dogme européen qui avait tant coûté au PCC. Mao voit la société comme une arène où s’affrontent des forces opposées et où la volonté humaine et la force brutale peuvent être utilisées pour provoquer des changements moraux et innover − selon un axe naturellement défini par le grand chef omniscient. Les relations de Mao avec le parti sont parfois tendues, mais son attitude à l’égard de la paysannerie lui offre une porte de sortie après l’échec retentissant du communisme urbain. Après un revers temporaire, au début des années 1930, il règne presque sans partage sur le parti à partir de 1935. Les influences rurales y prédominent. Une voie semble s’ouvrir à Mao pour peser sur les événements internationaux ; la notion de guerre révolutionnaire, menée depuis les campagnes vers les villes, apparaît prometteuse dans d’autres parties du monde, où la vision marxiste du développement industriel comme facteur nécessaire à la création d’un prolétariat révolutionnaire n’apparaît pas très convaincante. Après avoir bénéficié des expropriations violentes et du débordement d’énergie du début des années 1950, la Chine rurale doit, en 1958, faire face à un nouveau bouleversement. Des centaines de millions d’habitants des villes sont renvoyés dans les campagnes au sein de « communes », avec pour objectif la collectivisation totale de la société. La propriété privée est absorbée par ces nouvelles communautés, de nouveaux objectifs de

production sont fixés par le pouvoir central et de nouvelles méthodes agricoles sont imposées. Certaines ont des effets désastreux (l'extermination des oiseaux qui se nourrissent des récoltes provoque une explosion du nombre d'insectes prédateurs, que les oiseaux mangeaient), quand d'autres s'avèrent totalement inefficaces. Les cadres du parti qui dirigent les communes déploient plus d'efforts pour masquer les échecs et laisser croire que les objectifs sont atteints que pour augmenter la production agricole. Le résultat est désastreux ; la production chute de manière catastrophique.

Le « Grand Bond en avant », le nom de cette campagne, est la plus grande catastrophe due à l'homme dans toute l'histoire, à l'exception des deux guerres mondiales. En 1960, de grandes régions de la Chine souffrent de famine ou de disette. Mais ces faits sont dissimulés et ne sont pas même connus de l'immense majorité des élites dirigeantes. On estime qu'environ 40 millions de Chinois sont morts en quelques années. Mao refuse obstinément de reconnaître l'échec de son « Grand Bond en avant », auquel il s'est personnellement associé, et la chasse aux boucs émissaires débute au sein du parti. En 1961, de nombreux fonctionnaires commencent à prendre la mesure du désastre. Le prestige de Mao en souffre, tandis que ses séides remettent l'économie sur les rails, sans laisser la vérité émerger.

En 1964, les Chinois font exploser leur première bombe atomique, un succès indéniable. La Chine fait ainsi son entrée dans un club très restreint. Mais la base même de son influence internationale, elle la doit avant tout à sa population. Malgré la famine et ses effets, celle-ci continue de croître. On l'estime à 590 millions en 1950 ; vingt-cinq ans plus tard, elle atteint 835 millions. Elle dépasse aujourd'hui les 1,38 milliard. La part de la population chinoise dans la population mondiale a sans doute été plus importante dans le passé − elle représentait peut-être 40 %

de la population mondiale au moment de la révolte des Taiping −, mais en 1960 elle est en opposition frontale avec le reste du monde. Ses dirigeants parlent sans émotion apparente de la possibilité d'une guerre nucléaire ; les Chinois survivraient en bien plus grand nombre que les autres peuples. Certains signes démontrent que la pression démographique chinoise à proximité des régions frontalières faiblement peuplées d'Union soviétique inquiète Moscou. Et la confrontation idéologique vient encore aggraver la donne.

Les adversaires de l'idéologie communiste se seraient naturellement réjouis de telles informations, comme ils s'étaient réjouis au début des années 1960 d'apprendre que Tchang Kaï-chek souhaitait envahir la Chine continentale depuis Taïwan, avant d'en être empêché par les Américains. Mais les désastres sont dissimulés par la censure et la propagande. Mao tente très rapidement de reprendre son ascendant. Il est obsédé par le désir de justifier le « Grand Bond en avant », de punir ceux qu'il accuse de l'avoir fait échouer et donc de l'avoir trahi. Il évoque les événements qui se sont produits en URSS depuis la mort de Staline : Mao considère que le relâchement de la poigne de fer de la dictature, malgré sa modestie, a ouvert la voie à la corruption et aux compromis tant au sein du parti que de l'appareil d'État. La crainte de voir une chose similaire se produire en Chine aide le dictateur à promouvoir la « Révolution culturelle » qui va diviser le parti et le pays de 1966 à 1969. Des millions de Chinois sont emprisonnés, privés d'emploi ou victimes de purges. Près d'un million d'entre eux en mourront.

La « Révolution culturelle » est un nouveau revers pour ceux qui souhaitent moderniser le pays. Durant ces années, le culte de Mao et son prestige personnel sont revitalisés et raffermis, les anciens membres du parti, les bureaucrates et les intellectuels sont harcelés ; les universités sont fermées, et tous les citoyens sont invités à effectuer des travaux

manuels, pour changer les attitudes traditionnelles. La jeunesse est l'outil premier de la persécution. Le pays est mis sens dessus dessous par les « gardes rouges », qui terrorisent les adultes à chaque instant. Des opportunistes rejoignent leurs rangs, de peur d'être pris pour cibles. Même Mao finit par trouver que les choses vont trop loin. De nouveaux cadres du parti sont installés, un Congrès le confirme dans ses fonctions, mais l'échec est à nouveau patent. C'est finalement l'armée qui rétablit l'ordre, au détriment des étudiants.

L'enthousiasme des « gardes rouges » était réel et les préoccupations morales qui sous-tendaient ce moment mystérieux demeurent frappantes. Les objectifs de Mao étaient sans nul doute mixtes. Tout en cherchant à se venger de ceux qui avaient provoqué l'abandon du « Grand Bond en avant », il semble avoir craint de voir la révolution se figer et perdre l'élan moral qui lui avait permis d'avancer. Pour la protéger, de vieilles idées devaient disparaître, et avec elles le reliquat des influences étrangères en Chine. La société, le gouvernement et l'économie devaient être mus par l'idéologie, en s'isolant du reste du monde si nécessaire. Le prestige traditionnel des intellectuels et des universitaires semble alors incarner l'ordre ancien, comme le système des examens impériaux au début du siècle. La « rétrogradation » et la diabolisation des intellectuels sont considérées comme une conséquence nécessaire du besoin de modernisation du pays. Les attaques contre la famille et l'autorité ne relèvent pas uniquement des tentatives d'un régime suspicieux cherchant à encourager les mouchards et les traîtres. Elles visent, au contraire, à s'attaquer à la plus conservatrice des institutions chinoises. La volonté d'émanciper les femmes et la propagande pour décourager les mariages des jeunes ont une dimension qui dépasse de loin le féminisme « progressiste » ou le simple contrôle des naissances ; elles remettent en cause les traditions d'une manière bien plus radicale que toutes les révolutions

passées, la position des femmes étant très inférieure à celle de leurs semblables dans l'Amérique ou la France d'avant les Révolutions. Les attaques contre les dirigeants du parti, accusés de flirter avec les idées confucéennes, vont bien au-delà de la moquerie ; on attend d'eux qu'ils se détachent d'un passé bien plus pesant que celui qui caractérisait la société d'Ancien Régime à la veille de la Révolution française. Concluons que, si la « Révolution culturelle » n'a rien d'une modernisation, elle ouvre malgré tout la voie à de grands changements en détruisant l'ordre établi.

Ce rejet du passé n'est pourtant qu'un aspect de la question. Plus de deux mille ans de continuité, remontant jusqu'aux Qin et aux Han, voire plus loin, ont façonné le communisme chinois. L'autorité joue un rôle central. Malgré son coût et sa violence, la révolution chinoise est une entreprise épique, comparable à des bouleversements historiques majeurs tels que la diffusion de l'islam ou l'expansion des nations européennes dans le monde au début de l'époque moderne. Dans le cas chinois, ce bouleversement a pour caractéristique supplémentaire d'être dirigé et contrôlé de manière centralisée. L'un des paradoxes de la révolution chinoise est que, tout en s'appuyant sur la ferveur populaire, elle n'aurait jamais pu réussir sans être orchestrée par un État ayant hérité du prestige des porteurs traditionnels du Mandat des Cieux. La tradition chinoise respecte l'autorité et lui donne un ascendant moral que l'on peine à trouver en Occident. Seul un État fort pouvait provoquer une telle rupture avec l'histoire chinoise et le gouvernement communiste chinois revêt paradoxalement une apparence très conservatrice. Aucune autre grande nation n'est parvenue à imposer aussi longtemps à son peuple l'idée que l'individu compte moins que le collectif, que l'autorité a le droit moral d'exiger de millions de personnes de servir à n'importe quel prix afin d'accomplir des travaux pour le bien-être de l'État, et que ladite autorité ne saurait être contestée tant qu'elle œuvre

pour le bien commun. La notion même d'opposition déplaît à de nombreux Chinois, car elle suggère, en creux, un désordre social ; tout individualisme à la sauce occidentale ne peut qu'être rejeté, au profit de l'individualisme chinois et du radicalisme collectif.

Le régime que préside Mao s'appuie donc sur un passé qu'il cherche à détruire, et la figure du guide suprême y contribue. Il est présenté comme un dirigeant sage, un professeur et un homme politique à la tête d'un pays qui a toujours respecté les enseignants. Les commentateurs occidentaux s'amusent du statut donné à ses pensées par l'omniprésence du *Petit Livre rouge*, oubliant un peu vite la bibliolâtrie de nombreux protestants européens. Mao est le porte-parole d'une doctrine morale présentée comme le noyau de la société, à l'instar du confucianisme. Il y a également quelque chose de traditionnel dans le goût de Mao pour les arts ; il est admiré par son peuple en tant que poète et ses créations lui valent le respect de juges qualifiés. Surtout, le Grand Timonier est une figure transitionnelle (de grande importance) : s'il ne parvient pas à enraciner le communisme en Chine et si ses nombreuses campagnes échouent, il parvient à réunifier le pays, abolit une bonne partie de son ancien ordre et de ses anciennes croyances, amorçant ainsi le prochain grand virage de la révolution chinoise.

Le poids du passé se fait enfin sentir dans sa politique étrangère. Si la Chine parraine des révolutions à travers tout le globe, sa principale préoccupation porte sur l'Extrême-Orient, particulièrement la Corée et l'Indochine, deux nations autrefois vassales. En Indochine, la politique des Soviétiques et des Chinois a divergé. Avant même le début de la guerre de Corée, les Chinois fournissent des armes aux rebelles du Vietnam, moins pour livrer une guerre contre le colonialisme − qui est déjà ouverte − que pour anticiper la suite. En 1953, la France a déjà abandonné le Cambodge et le Laos. En 1954, elle perd à Diên Biên Phu

une bataille décisive, à la fois pour le prestige de la France et pour la volonté de l'électorat de continuer de combattre. Il devient dès lors impossible pour les Français de se maintenir dans le delta du fleuve Rouge. À la conférence de paix de Genève, la Chine fait son retour officiel sur la scène internationale, aux côtés des Soviétiques. On s'accorde sur une partition du Vietnam, les communistes conservant le Nord, avant la tenue d'élections qui pourraient réunifier le pays. Elles n'auront jamais lieu. S'ouvre bientôt en Indochine une guerre sanglante.

Les Occidentaux en question ne sont pas les anciennes puissances coloniales, mais les Américains ; les Français ont quitté les lieux et les Britanniques ont d'autres problèmes. Face à eux, une coalition de communistes, de nationalistes et de réformateurs, soutenus par les Chinois et les Soviétiques. Ils appuient les radicaux indochinois, et à partir des années 1960 y assoient leur influence. L'anticolonialisme des Américains et l'idée que les États-Unis doivent soutenir les gouvernements indigènes les poussent à appuyer le Sud-Vietnam, comme ils soutiennent la Corée du Sud et les gouvernements philippins. Malheureusement, pas plus au Laos qu'au Sud-Vietnam ou, pour finir, au Cambodge n'émergent des gouvernements dont la légitimité est incontestable. Le patronage des Américains n'a pour seul effet que d'identifier ces gouvernements à l'ennemi occidental honni. Le soutien des États-Unis a également pour effet de geler les réformes qui auraient pu unir ces peuples derrière leurs gouvernements, surtout au Vietnam où la partition *de facto* ne produit aucun gouvernement stable ou honnête dans le Sud. Les bouddhistes et les catholiques se disputent violemment, tandis que les paysans sont de plus en plus hostiles au régime, en raison de l'échec de ses réformes agraires. La même classe politique, manifestement corrompue, parvient à se maintenir au pouvoir malgré la succession des gouvernements. Les communistes tirent les marrons du feu. Ils cherchent à

obtenir une réunification selon leurs propres termes et maintiennent, depuis le Nord, leur soutien au parti communiste clandestin du Sud, le Viêt-cong.

En 1960, le Viêt-cong contrôle en réalité la majeure partie du Sud. Voilà pourquoi le président américain John F. Kennedy décide, deux ans plus tard, d'envoyer une aide financière et matérielle, ainsi que 4 000 « conseillers » américains pour aider le gouvernement du Sud-Vietnam à remettre de l'ordre dans ses forces armées. C'est franchir un pas que le président Truman voulait à tout prix éviter : l'implication des États-Unis dans un conflit majeur en Asie continentale, qui allait coûter la vie à plus de 50 000 Américains.

Une des autres réponses de Washington à la guerre froide en Asie consiste à sauvegarder autant que possible la position spéciale née de l'occupation du Japon par les Américains. Il s'agit là d'un quasi-monopole, même si les troupes britanniques y sont symboliquement présentes. Ce monopole est rendu possible par la déclaration de guerre tardive des Soviétiques à l'égard du Japon, et parce que la rapidité de la capitulation japonaise a surpris Staline. Les Américains rejettent par la suite fermement toute demande soviétique d'occupation partagée de l'archipel. Ceci constitue le dernier grand exemple de paternalisme occidental en Asie et une nouvelle démonstration de l'étonnante capacité du peuple japonais à n'apprendre des autres peuples que ce qu'il souhaite apprendre tout en protégeant sa société des changements qu'il juge inopportuns. Les événements de 1945 contraignent le Japon à s'européaniser spirituellement, comme il l'avait déjà fait économiquement et technologiquement. La défaite confronte les Japonais à des problèmes complexes d'identité et d'objectifs. C'est que l'occidentalisation de l'ère Meiji avait fait naître l'idée d'une « Asie pour les Asiatiques » s'apparentant à la doctrine Monroe, en s'appuyant sur un sentiment antioccidental si répandu en Asie qu'il pouvait

dissimuler la réalité de l'impérialisme japonais. Cette idée est taillée en pièces par la défaite ; après 1945, le recul du colonialisme laisse le Japon sans rôle crédible ou évident dans la région. L'archipel ne semble pas même pouvoir se remettre un jour de son écrasement. La démonstration de sa vulnérabilité a été un choc immense ; comme celle du Royaume-Uni, la sécurité du Japon a de tout temps reposé sur le contrôle des mers et cette perte de contrôle l'a condamné. La défaite a par ailleurs d'autres effets : la perte des îles Kouriles et Sakhaline au profit des Soviétiques et l'occupation américaine, sans compter les immenses destructions matérielles et humaines.

Malgré cela, les Japonais conservent en 1945 un grand sens de la cohésion nationale, et, si leurs institutions centrales ont été délégitimées par la défaite, c'est le prestige de l'empereur qui a permis une capitulation en règle. Le général américain MacArthur, qui commande le front Pacifique, souhaite conserver la monarchie, outil d'occupation pacifique, et prend soin de ne pas compromettre l'empereur en minimisant son rôle d'avant 1941. Il choisit de créer une nouvelle Constitution japonaise (l'électorat double avec le droit de vote accordé aux femmes) adoptée avant que les partisans américains d'une république ne puissent interférer ; MacArthur a la bonne idée d'affirmer que le Japon doit être aidé économiquement par les États-Unis, afin qu'il ne pèse pas trop longtemps sur les épaules des contribuables américains.

Les Japonais qui, dans le sillage de la défaite, souhaitent voir éradiqués le militarisme et l'autoritarisme au sein de leur société, sont alors aidés par les réformes imposées par les Américains. Certains problèmes sont réglés par une réforme agraire de grande ampleur, qui voit un tiers de la surface cultivable de l'archipel passer des mains des grands propriétaires à celles des petits cultivateurs. En 1948, la guerre froide commence à faire sentir ses effets, pour les Japonais et pour les occupants américains. Dans ce que

certains vont décrire comme une « machine arrière » (le propos est exagéré), les autorités d'occupation commencent à cesser de soutenir les syndicats et les organisations radicales pour se rapprocher des bureaucrates, hommes d'affaires et potentats locaux qui avaient soutenu la guerre sans jouer un rôle prédominant. Progressivement, le Japon revient à une politique plus conservatrice, qui demeure la sienne aujourd'hui.

En 1951, alors que la guerre de Corée fait rage, les Américains décident que compter le Japon parmi leurs alliés est plus important que son éducation démocratique et sa démilitarisation. Ils proposent une alliance et un traité de paix, que Soviétiques et Chinois refusent naturellement de signer. Le Japon y recouvre moins que sa souveraineté, sa Constitution prévoyant une renonciation permanente « à la guerre comme droit souverain de la nation et aux menaces ou à l'usage de la force pour régler les disputes internationales… les forces aériennes, terrestres et maritimes ne seront jamais permanentes ». D'autres se réjouissent au contraire de cette Constitution pacifiste et font campagne pour la conserver, même quand les Américains et certains conservateurs militent pour la changer. Confiné à son archipel et face à une Chine dont la puissance ne cesse de croître, la position du Japon est finalement loin d'être désavantageuse. En moins de vingt ans, son statut va encore changer.

La guerre froide fait en effet de ce pays une base importante et galvanise son économie. L'index d'industrialisation remonte progressivement jusqu'à son niveau des années 1930. Les États-Unis promeuvent les intérêts du Japon par les voies diplomatiques. Protégé par le parapluie nucléaire américain, le Japon n'a au départ aucun coût de défense, ayant interdiction de posséder des forces armées. En 1960, des manifestations contre le renouvellement du traité américano-japonais empêchent le Parti libéral démocrate (le PLD, qui n'est ni libéral ni

démocrate) de s’opposer davantage à la gauche, aux syndicats et aux étudiants. Il obtient malgré tout le renouvellement du traité, mais le Premier ministre du PLD, Kishi, emprisonné après la guerre et suspecté d’être un criminel de guerre de premier plan, est contraint de démissionner. Ses successeurs abandonnent toute idée de révision de la Constitution et affrontent les syndicats sur les moyens de la croissance économique. Le mélange d’interventions gouvernementales, d’importations de technologie, de cooptations dans le travail, d’efficacité de production, combinées à l’accès aux marchés mondiaux (grâce aux Américains), permet au PIB par habitant du Japon de passer de 16,2 % du PIB par habitant américain en 1960 à 105,8 % en 1990. Une évolution remarquable.

Les liens étroits qui unissent le Japon aux États-Unis, sa proximité avec le monde communiste et sa société et son économie stables et avancées lui donnent une place toute naturelle dans le système de défense des Américains en Asie et dans le Pacifique. Les États-Unis ont passé des accords avec l’Australie, la Nouvelle-Zélande et les Philippines (devenues indépendantes en 1946). D’autres traités suivent avec le Pakistan et la Thaïlande, qui viennent en Asie s’ajouter à Taïwan.

L’Indonésie et l’Inde, surtout, demeurent distantes. Les nouvelles alliances américaines sont le reflet des relations internationales en Asie et dans le Pacifique, nées du retrait des Britanniques de l’Inde. Des forces britanniques continuent de stationner à l’est du canal de Suez, mais l’Australie et la Nouvelle-Zélande ont compris durant la Deuxième Guerre mondiale que le Royaume-Uni ne pouvait pas les défendre, contrairement aux Américains. La chute de Singapour en 1942 a été décisive et si les Britanniques ont soutenu les Malaisiens dans leur lutte contre les Indonésiens dans les années 1950 et 1960, et que la colonie de Hong Kong a survécu, c’est que sa persistance servait les intérêts chinois. Pourtant, la nouvelle géopolitique du

Pacifique ne saurait s'expliquer exclusivement dans le cadre étriqué de la guerre froide. Le traité de paix avec le Japon est par exemple source de difficultés : la politique extérieure américaine voit l'archipel comme une force potentiellement anticommuniste tandis que d'autres États, notamment l'Australie et la Nouvelle-Zélande, se souviennent de 1941 et craignent un regain de puissance des Japonais.

La politique américaine ne s'appuie donc pas exclusivement sur une idéologie. Mais elle se fourvoie longtemps sur la signification du succès de la révolution en Chine et celle du soutien que les Chinois offrent à d'autres États, jusqu'en Amérique latine et en Afrique. Certes, la position internationale de la Chine a changé et continue d'évoluer. Mais le fait premier est sa réémergence comme puissance unifiée. Et cette réémergence ne va pas renforcer le système dualiste de la guerre froide. Elle va le rendre caduc. Au sein de la sphère d'influence chinoise, pour commencer, l'équilibre des pouvoirs commence à basculer ; les premiers signes en sont visibles en Corée, quand l'avancée des armées des Nations unies est stoppée et qu'il est envisagé de bombarder la Chine. La montée en puissance de la Chine est également d'une importance cruciale pour l'URSS. Après avoir été l'élément central de la bipolarisation, Moscou est contraint, à partir des années 1960, de surveiller les agissements de son rival chinois.

La révolution chinoise reflète à la fois le rejet et la confirmation de l'européanisation de l'Asie. La Chine est dirigée par un parti communiste qui professe des idées d'origine européenne, mais ses confrontations avec les États-Unis, puis avec l'Union soviétique, en disent long sur son rejet de toute forme d'occidentalisation. La société chinoise, forgée par les campagnes politiques du PCC, recherche des formes d'organisation combinant d'anciennes valeurs et façons de penser avec de nouvelles idées et

perceptions. La Chine, comme la majeure partie de l’Asie, rompt bien avec un passé dominé par l’Europe, mais le fait par des emprunts à l’Ouest, qu’il s’agisse du capitalisme industriel, de la participation politique, du nationalisme ou du marxisme.

XVI
Le monde de la guerre froide : autres rivages

Le Proche-Orient est lui aussi en train d'échapper au contrôle de l'Europe, d'une manière bien différente de celle anticipée une génération auparavant. La survie d'Israël, l'avènement de la guerre froide et la hausse de la demande en pétrole révolutionnent la politique proche-orientale après 1948. C'est qu'Israël concentre davantage le ressentiment arabe que les Britanniques en leur temps ; le panarabisme devient plausible. Au nom de l'injustice de l'annexion de territoires arabes, du calvaire des réfugiés palestiniens et des obligations des grandes puissances et des Nations Unies d'agir en leur nom, la rue arabe peut s'enflammer − ses dirigeants ne s'accordent de toute façon sur rien d'autre.

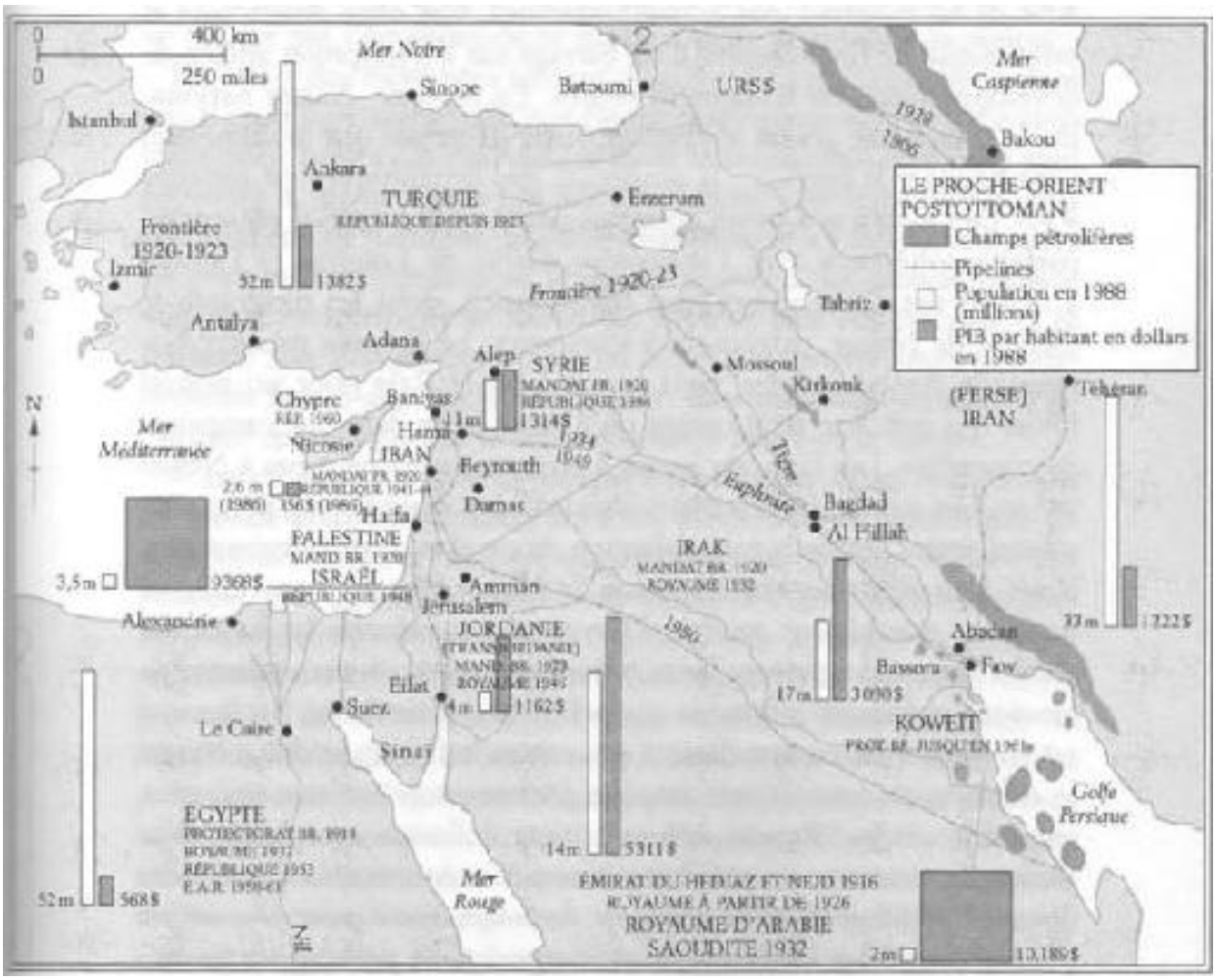
Après la défaite de 1948-1949, les États arabes ne sont toutefois pas disposés à s'engager militairement. Un état de guerre officiel existe, mais une série d'armistices établissent *de facto* les frontières d'Israël avec la Jordanie, la Syrie et l'Égypte, qui seront maintenues jusqu'en 1967. Les incidents frontaliers se poursuivent durant les années 1950 et des raids sont effectués en territoire israélien, depuis l'Égypte ou la Syrie, par des partisans issus des camps de réfugiés. L'immigration, le dur labeur et l'argent américain aident néanmoins à consolider le nouvel Israël. Le sentiment d'encerclement aide également à stabiliser la politique israélienne. En quelques années, les Israéliens réalisent d'immenses progrès en cultivant des terres autrefois arides et en créant de nouvelles industries. Le fossé entre le revenu moyen des Israéliens et celui des Arabes qui les entourent ne cesse de se creuser.

Voilà un autre sujet d'irritation pour ces derniers. L'aide étrangère à leurs pays ne provoque pas de changements aussi spectaculaires. L'Égypte, de loin la plus peuplée, se heurte à de graves problèmes de pauvreté et de croissance de population. Si les pays producteurs de pétrole bénéficient dans les années 1950 et 1960 d'une hausse sensible de leurs revenus et de leur PIB, cela n'amène bien souvent que de nouvelles tensions et divisions. Les contrastes s'accentuent entre les différents pays arabes, et entre les différentes classes. La plupart des pays producteurs de pétrole sont dirigés par de petites élites, souvent traditionnelles et conservatrices, parfois nationalistes et occidentalisées, et qui ne s'intéressent généralement pas aux paysans pauvres et aux habitants des taudis urbains. Ce contraste est exploité par un nouveau mouvement arabe fondé durant la Deuxième Guerre mondiale, le parti Baath. Il tente de synthétiser marxisme et panarabisme, mais les branches syrienne et irakienne du mouvement (le parti est de loin le mieux implanté dans ces deux pays) rompent presque immédiatement l'une avec l'autre.

Le panarabisme fait face à de nombreux obstacles, l'essentiel de son élan provenant de son sentiment anti-israélien et antioccidental. Les royaumes hachémites, les émirats arabes et les États européanisés et urbanisés d'Afrique du Nord et du Levant ont des intérêts très divergents, et des traditions historiques éloignées. Certains d'entre eux, comme l'Irak et la Jordanie, sont des créations artificielles dont la forme a été dictée par les désirs et les besoins des puissances occidentales après 1918 ; certains sont de véritables fossiles politiques et sociaux. L'arabe n'est souvent qu'un langage parlé à la mosquée (et les locuteurs arabes ne sont pas tous musulmans). Si l'islam lie de nombreux Arabes, il semble longtemps ne pas peser bien lourd ; en 1950, rares sont les musulmans à entretenir un rapport militant ou prosélyte à la religion. Israël seul

représente un ennemi commun, et permet de les rassembler.

Des espoirs naissent pourtant dans les pays arabes avec une révolution en Égypte, portée par un jeune officier, Gamal Abdel Nasser. Il semble un temps en mesure d'unir le monde arabe contre Israël et d'ouvrir la voie au changement social. En 1954, il devient le dirigeant de la junte militaire qui a renversé la monarchie égyptienne deux ans auparavant. Le sentiment nationaliste égyptien s'est, des décennies durant, focalisé sur les Britanniques, qui stationnent toujours des troupes sur le canal de Suez et sont à présent tenus pour responsables de la naissance d'Israël. Le gouvernement britannique, quant à lui, fait de son mieux pour coopérer avec les dirigeants arabes, par crainte de l'influence soviétique dans une région tenue pour cruciale pour les communications et l'approvisionnement en pétrole du Royaume-Uni. Le Proche-Orient ne perd donc pas sa dimension stratégique, même après l'abandon de l'Inde, qui avait pourtant constitué une des raisons majeures du déploiement de troupes britanniques dans la région.



Dans les années 1950, le sentiment antioccidental est répandu dans tout le monde arabe. En 1951, le roi de Jordanie est assassiné ; pour survivre, son successeur doit affirmer haut et fort qu’il rompt tout lien avec les Britanniques. Plus à l’ouest, les Français, déjà contraints de reconnaître l’indépendance du Maroc et de la Tunisie peu après la guerre, font face à des problèmes qui, en 1954, se transforment en une rébellion nationale algérienne. Elle va bientôt devenir une guerre ; aucun gouvernement français ne peut envisager d’accorder l’indépendance à trois départements français où vivent près d’un million de personnes d’origine européenne. Du pétrole vient par ailleurs d’être découvert dans le Sahara algérien.

Dans le contexte d'un monde arabe en pleine ébullition, la rhétorique nassérienne de réforme sociale et de nationalisme rencontre un grand succès. Les sentiments anti-israéliens du Raïs ne font pas de doute et il peut rapidement porter à son crédit le succès d'un accord avec la Grande-Bretagne pour l'évacuation du canal de Suez. Les Américains, de plus en plus inquiets de la menace soviétique au Proche-Orient, le considèrent un temps comme un anticolonialiste et vassal potentiel de l'URSS. Les raids en Israël, commis depuis le territoire égyptien où se trouvent les plus importants camps de réfugiés palestiniens, provoquent l'irritation de Washington. En 1950, Britanniques, Français et Américains avaient déjà dit qu'ils ne fourniraient que des stocks d'armes limités aux pays du Proche-Orient, selon des termes permettant d'équilibrer les forces entre Israël et les Arabes. Quand Nasser décide d'acheter des armes en Tchécoslovaquie et reconnaît la Chine communiste, le ton se durcit. Afin de lui montrer leur mécontentement, une offre américaine et britannique de financement d'un barrage sur le Nil, projet ancien de développement, est finalement retirée. En réponse, Nasser nationalise la compagnie gérant le canal de Suez, décrétant que ses bénéfices vont financer le barrage ; la sensibilité des Britanniques est touchée à vif. Des instincts à peine domptés par le repli impérial entrent en parfaite cohérence avec l'anticommunisme de Londres et l'amitié à l'égard des États arabes plus traditionnels, dont les dirigeants se méfient de Nasser, extrémiste à leurs yeux. Le Premier ministre britannique Anthony Eden tient quant à lui le Raïs pour un nouvel Hitler qui doit être arrêté avant qu'il ne se lance dans une campagne de conquêtes. Les Français, quant à eux, ne pardonnent pas à Nasser son soutien aux indépendantistes algériens. Les deux nations protestent officiellement contre la nationalisation du canal et, conjointement avec Israël, travaillent au renversement de Nasser. En octobre 1956, les Israéliens envahissent soudain

l’Égypte pour anéantir les bases des combattants qui attaquent leurs ressortissants. Les gouvernements britannique et français affirment que la liberté de circulation sur le canal est menacée. Ils en appellent à un cessez-le-feu immédiat ; Nasser le refusant, ils lancent une attaque aérienne suivie d’une opération amphibie contre l’Égypte, réfutant toute collusion avec Israël, déni grotesque, personne ne pouvant y croire. Les Américains s’inquiètent de voir l’URSS profiter de ce regain de colonialisme pour pousser ses pions et font usage de l’arme financière pour faire pression sur les Britanniques afin qu’ils acceptent un cessez-le-feu négocié par les Nations unies. L’aventure franco-anglaise se solde par un retrait humiliant.

L’affaire de Suez ressemble donc à un désastre franco-anglais (ce qu’elle est), mais, sur le long terme, son importance est avant tout psychologique. Les Britanniques sont désormais regardés avec suspicion, particulièrement au sein du Commonwealth, où l’on se met à douter de la sincérité de l’abandon de l’empire. L’opération accroît la haine des Arabes à l’égard d’Israël, et l’idée que l’État juif est indissolublement lié à l’Occident ouvre davantage les portes aux Soviétiques. Le prestige de Nasser monte en flèche. Certains sont également écœurés d’avoir vu l’affaire de Suez détourner les Occidentaux d’événements importants en Europe de l’Est : une révolution en Hongrie, dirigée contre le gouvernement à la solde de Moscou, a été écrasée par l’armée soviétique tandis que les puissances occidentales regardaient ailleurs. Mais le cadre général proche-oriental demeure inchangé par la crise, malgré le regain d’enthousiasme pour le panarabisme. Suez ne change pas l’équilibre de la guerre froide, ni celui de la région.

En 1958, des baathistes tentent d’unifier l’Égypte et la Syrie dans une République arabe unie, qui fleurit brièvement en 1961. Le gouvernement pro-occidental du Liban et la monarchie irakienne sont renversés la même

année par une révolution. Ces deux événements encouragent les partisans du panarabisme, mais les différences entre les pays se font rapidement sentir de nouveau. Le monde regarde non sans étonnement le Liban en appeler aux Américains et la Jordanie aux Britanniques pour les aider à maintenir leurs gouvernements face à des forces pro-Nasser. Des combats continuent de manière sporadique sur la frontière entre Israël et la Syrie.

C'est en Algérie que se déroulent alors les principaux événements du monde arabe. L'intransigeance des pieds-noirs et l'amertume de nombreux militaires français, qui estiment qu'on exige d'eux l'impossible, provoquent un quasi-coup d'État en France métropolitaine. Le gouvernement du général de Gaulle décide pourtant d'ouvrir des négociations secrètes avec les rebelles algériens et en juillet 1962, par suite d'un référendum, la France reconnaît l'indépendance de l'Algérie. Un million de pieds-noirs, écœurés par ce qu'ils tiennent pour une trahison, quittent l'Algérie pour la France, et leur présence va longtemps peser sur la politique française. Ironie de l'histoire, au cours des vingt années qui suivent, la France accueille plus d'un million de travailleurs algériens, dont les salaires, envoyés au pays, s'avèrent essentiels pour l'économie algérienne. La Libye, sortie de la tutelle de l'ONU, a obtenu son indépendance en 1951. Toute la côte de l'Afrique du Nord, à l'exception de minuscules enclaves espagnoles, est débarrassée de la suprématie européenne.

Les influences étrangères continuent certes de peser sur les territoires arabes, comme depuis la conquête ottomane, mais par le biais d'aides et de la diplomatie, les États-Unis et l'Union soviétique cherchant des alliés. Les États-Unis partent avec un handicap ; aucun président américain et aucun Congrès ne peuvent sérieusement envisager de faire pression sur Israël pour calmer les tensions. La perception, par l'opinion publique américaine, du calvaire du peuple juif et l'influence des communautés juives en Amérique sont des

obstacles insurmontables, que le président Eisenhower a pourtant le courage de braver en s'opposant à Israël lors de l'affaire de Suez, à un an d'une élection. Les politiques syrienne et égyptienne continuent quant à elles d'être antiaméricaines. L'URSS a cessé de soutenir Israël, dont l'existence n'embarrasse plus les Britanniques. La politique soviétique poursuit désormais une ligne proarabe et alimente le ressentiment à l'égard des survivances de l'impérialisme britannique au Proche-Orient. De manière plus marginale, les Soviétiques s'attirent également les bonnes grâces des Arabes à la fin des années 1960 en menant une politique de répression à l'égard de leurs ressortissants juifs. Le contexte du Proche-Orient change donc, progressivement. Dans les années 1950, le pétrole provoque pourtant deux bouleversements majeurs. Le premier est la découverte d'importants gisements, particulièrement dans le sud du golfe Persique, dans de petits émirats alors sous domination britannique et en Arabie Saoudite. Le second est l'accélération de la consommation d'essence dans les pays occidentaux, et particulièrement aux États-Unis. Les premiers bénéficiaires de ce boom pétrolier sont l'Arabie Saoudite, la Libye, le Koweït et, un peu derrière, l'Iran et l'Irak, les principaux pays exportateurs.

Cela a deux conséquences importantes. Les pays dépendants du pétrole du Proche-Orient − États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne de l'Ouest et bientôt Japon − doivent davantage tenir compte des opinions des pays arabes. Aucun des trois grands pays producteurs n'est très densément peuplé ni n'a traditionnellement pesé dans les affaires internationales. Le poids de ces changements n'est pas encore évident lors de la dernière crise des années 1960 au Proche-Orient qui débute en 1966 avec l'arrivée au pouvoir en Syrie d'un gouvernement plus extrémiste, soutenu par les Soviétiques. Le roi de Jordanie est alors menacé de représailles s'il ne soutient pas les combattants

palestiniens (structurés depuis 1964 sous la bannière de l'Organisation pour la libération de la Palestine − OLP). Les forces jordaniennes se préparent donc à rejoindre une offensive de l'Égypte et de la Syrie contre Israël. Mais en 1967, après une tentative de blocus par les Arabes de leur seul port en mer Rouge, les Israéliens décident de frapper les premiers. En six jours, ils anéantissent les forces aériennes égyptiennes dans le Sinaï et établissent de nouvelles frontières avec la Jordanie, sur le canal de Suez et le plateau du Golan. En termes défensifs, ces frontières sont bien plus sûres que les anciennes et les Israéliens déclarent qu'ils vont donc les conserver. Mais ce n'est pas tout. Cette défaite porte un coup fatal au charismatique Nasser, premier chef plausible du panarabisme. Le conflit démontre sa dépendance à l'égard des Soviétiques (une escadre soviétique arrive à Alexandrie afin de contraindre les Israéliens à s'arrêter sur le canal de Suez) et des subsides des États pétroliers. Ses soutiens exigent de lui qu'il fasse montre de prudence, ce qui finit par détacher de lui les chefs les plus radicaux du panarabisme.

La guerre des Six-Jours ne résout rien. De nouvelles vagues de réfugiés palestiniens affluent ; en 1973, on estime à 1,4 million le nombre de Palestiniens dispersés dans les pays arabes et à un nombre similaire ceux qui vivent en Israël et dans les Territoires occupés. Quand les Israéliens commencent à implanter des colonies dans les territoires nouvellement conquis, la colère des Arabes monte d'un cran. Si le pétrole et le taux de natalité semblent du côté de ces derniers, la situation demeure floue. Au sein des Nations unies, le « groupe des 77 », union de pays présentés comme « non alignés », obtient la suspension d'Israël (et de l'Afrique du Sud) de certaines organisations internationales et, surtout, une résolution unanime condamnant l'annexion de Jérusalem par les Israéliens. Une autre résolution demande le retrait des Israéliens des territoires arabes occupés en échange d'une reconnaissance par leurs voisins.

Comme les sionistes des années 1890, l'OLP opte pour le nationalisme comme moyen de mettre un terme au calvaire des Palestiniens : un nouvel État doit être l'expression de leur nationalité. Comme les militants juifs des années 1940, ils choisissent le terrorisme − l'assassinat et le meurtre aveugle − comme outil de lutte. Il est déjà clair qu'une autre guerre va avoir lieu avec le risque, en raison de l'appui accordé aux deux camps adverses par les Américains et les Soviétiques, de voir le conflit dégénérer en guerre mondiale.

Le danger devient réalité quand l'Égypte et la Syrie attaquent Israël le jour de la fête juive de Yom Kippour, en octobre 1973. Pour la première fois, les Israéliens sont menacés de destruction par des adversaires équipés et formés par les Soviétiques. Les Égyptiens progressent dans le Sinaï et les Israéliens peinent à les arrêter. Mais, dès le 20 octobre, les forces israéliennes sont à moins de 90 km du Caire et à moins de 45 km de la capitale syrienne, Damas. Les Israéliens l'emportent une nouvelle fois, après que les Soviétiques ont déployé des armes nucléaires en Égypte et que les Américains ont mis toutes leurs forces en alerte à travers le monde. La majorité des observateurs ignorent alors que les deux grandes puissances ont craint de voir Israël, poussé à la dernière extrémité, faire usage des armes atomiques qu'elles savent en possession de l'État hébreu.

La crise transcende la région par d'autres biais. Le problème de la succession ottomane, non résolu depuis 1919 et dont l'émergence d'Israël n'est qu'une des manifestations, a été tour à tour empoisonné par les politiques de la France et de la Grande-Bretagne durant l'entre-deux-guerres, puis par la guerre froide. Mais le rôle du Proche-Orient dans l'arène mondiale a changé. En 1945, le Venezuela est le plus grand pays exportateur de pétrole ; vingt-cinq ans plus tard, la plupart des économies des pays développés dépendent du pétrole du Proche-Orient. Dans les années 1950 et durant la plus grande partie des

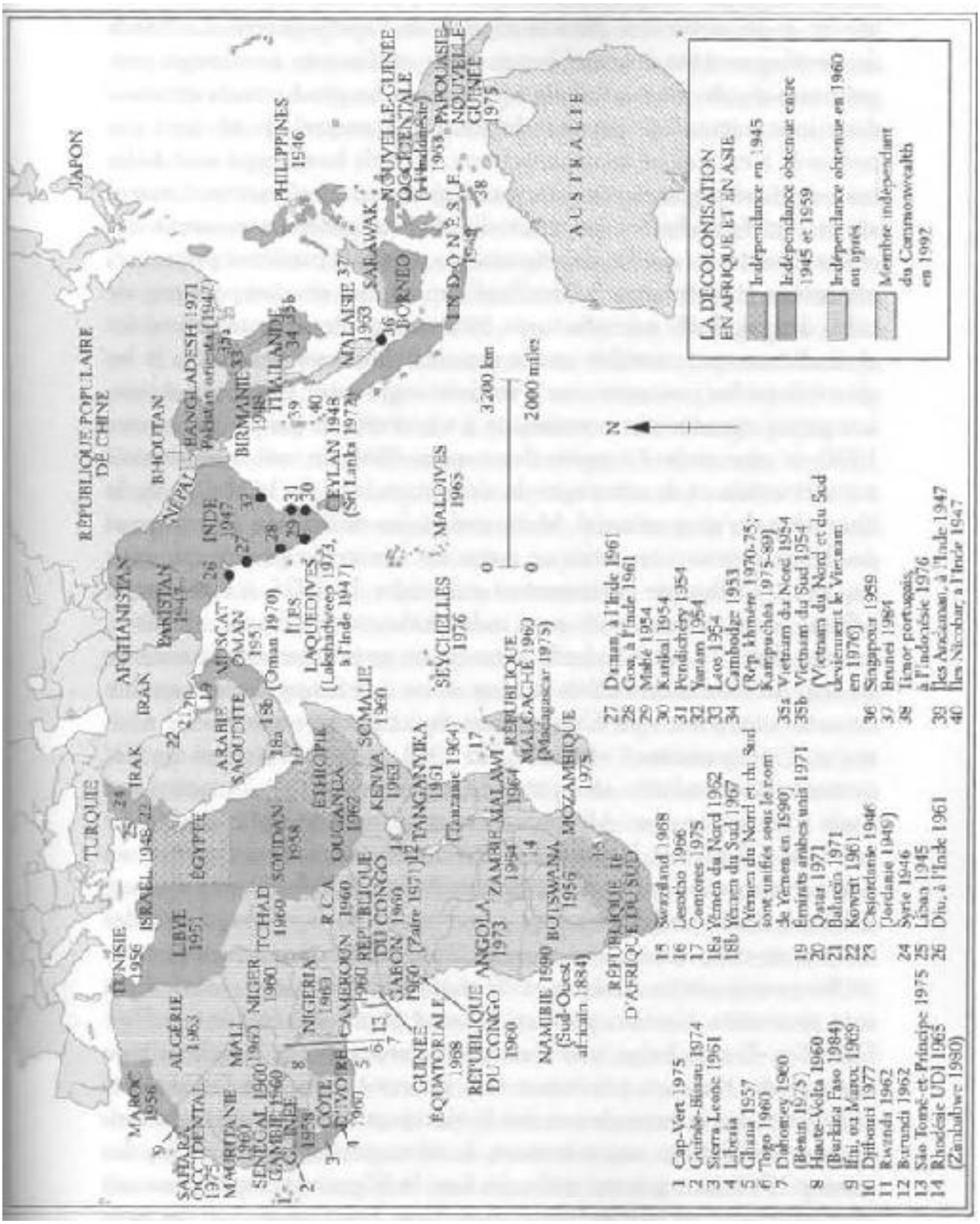
années 1960, Britanniques et Américains comptent sur un approvisionnement fiable et bon marché dans la région. Ils ont écarté une possible menace sur leur accès au pétrole iranien en renversant un gouvernement nationaliste, exercent une influence officieuse en Irak jusqu'en 1963 (quand un régime baathiste s'empare du pouvoir) et n'ont aucun mal à s'attirer les bonnes grâces des Saoudiens.

La guerre du Kippour met un terme à cette époque. Arabie Saoudite en tête, les pays arabes affirment qu'ils vont couper l'approvisionnement en pétrole de l'Europe, du Japon et des États-Unis. L'État juif réalise soudain que le soutien dont il a toujours bénéficié en dehors de la région pourrait cesser. Israël pourrait ne plus pouvoir capitaliser sur ce qui a fait sa force sur le plan diplomatique : la culpabilité des Européens relative à l'Holocauste, la sympathie de l'opinion publique internationale à l'égard d'un État progressiste dans une région arriérée, et l'influence de la communauté juive en Amérique. L'heure est grave pour les États-Unis et leurs alliés. En 1974, avec 138 États membres des Nations unies, pour la première fois des majorités se dégagent à l'Assemblée générale contre les puissances occidentales (précisément contre Israël et l'Afrique du Sud). Si l'ONU accepte d'envoyer des Casques bleus dans le Sinaï pour séparer les Israéliens des Égyptiens, aucun des problèmes fondamentaux de la région n'est résolu.

L'impact de la « diplomatie pétrolière » dépasse de loin la région. Des problèmes économiques en germe depuis la fin des années 1970 éclatent soudain au grand jour. Le prix du pétrole flambe. La dépendance des importations dans le monde provoque le chaos dans les balances des paiements. Les États-Unis, déjà englués dans le bourbier vietnamien, sont très affectés. Le Japon et l'Europe sont menacés d'une récession majeure. Le spectre des années 1930 refait surface ; l'âge d'or de la croissance économique semble terminé. Mais ce sont pourtant les pays les plus pauvres qui

pâtissent le plus de ce choc pétrolier. La plupart d'entre eux connaissent des inflations monumentales, entraînant parfois l'anéantissement pur et simple des liquidités dont ils ont besoin pour payer leurs immenses dettes à l'égard de leurs créditeurs étrangers.

L'impact de la hausse des prix se fait particulièrement sentir en Afrique. Dans les années 1950 et au début des années 1960, ce continent connaît un processus accéléré de décolonisations. Pour enthousiasmant qu'il soit, il donne naissance à des États fragiles, particulièrement au sud du Sahara. La France, la Belgique et la Grande-Bretagne sont les principales puissances concernées par ce processus essentiellement et étonnamment pacifique. L'Italie a perdu ses dernières possessions africaines en 1943, et seule l'Algérie et les colonies portugaises voient le sang couler abondamment avant leur indépendance, le Portugal abandonnant finalement ses colonies par suite d'une révolution en métropole en 1974 ; les Portugais, qui avaient été les premiers Européens à se lancer dans la colonisation, sont presque les derniers à l'abandonner. Le sang coule après la disparition des empires mais, durant la marche vers l'indépendance, les troubles n'ont généralement lieu dans les colonies françaises et britanniques que lorsqu'une importante communauté blanche y réside. Ailleurs, les dirigeants britanniques et français, soucieux de conserver leur influence, se montrent plus accommodants avec leurs anciens sujets.



La décolonisation donne naissance à une Afrique reflétant pour l'essentiel les décisions des Européens au XIX^{e} siècle − comme la majeure partie du Proche-Orient reflète le cadre

imposé par les Européens au XX^{e} siècle. Les nouvelles nations africaines héritent le plus souvent des frontières des anciennes colonies, ce qui s'avère problématique. Ces frontières enferment souvent des peuples de cultures, langues et origines différentes, auxquels les autorités coloniales n'ont offert rien de plus qu'une unité officielle. Il manque à l'Afrique l'influence unificatrice de grandes civilisations indigènes, comme celles de l'Asie, pour contrebalancer la fragmentation coloniale du continent. Le repli impérial est donc suivi de sa balkanisation. La doctrine du nationalisme, qui attire les élites africaines occidentalisées (le Sénégal, pays musulman, a pour premier président Senghor, auteur de poèmes en français et spécialiste de Goethe), confirme la fragmentation du continent, ignorant souvent des réalités importantes que le colonialisme a manipulées ou étouffées. La rhétorique nationaliste parfois vitupérante des nouveaux dirigeants est une réponse aux dangers des forces centrifuges. Les Africains s'appuient sur le passé glorieux de certains royaumes et empires disparus pour forger des mythologies nationales ressemblant à celles des anciens bâtisseurs de nations en Europe. Le nationalisme est autant le produit de la décolonisation de l'Afrique noire que sa cause.

Les divisions internes sont loin d'être les seuls et pires problèmes de l'Afrique. Malgré le grand potentiel du continent, ses fondations sociales et économiques sont branlantes. Une fois encore, l'héritage impérial compte. Les régimes coloniaux laissent en Afrique des infrastructures économiques et culturelles moins développées qu'en Asie. Le taux d'alphabétisation est bas et le nombre de cadres, d'administrateurs et d'experts techniques est réduit. Les ressources économiques importantes des pays africains, particulièrement en minerais, nécessitent du savoir-faire, des capitaux et des capacités commerciales pour être exploitées. Ils ne peuvent, dans l'immédiat, venir que de l'étranger (l'Afrique du Sud est considérée comme une

nation étrangère par la plupart des politiciens africains). Surtout, certaines économies africaines ont connu des troubles particuliers en raison des besoins et intérêts des Européens. Durant la guerre de 1939-1945, l'agriculture dans certaines colonies britanniques s'est tournée vers la production de produits très rentables à l'exportation. Qu'un tel virage soit à l'avantage de paysans qui autrefois élevaient du bétail et cultivaient leurs champs pour leur propre subsistance est questionnable ; ce qui ne l'est pas, c'est que les conséquences directes sont immédiates et profondes. La première d'entre elles est un afflux d'argent en échange des produits consommés par les Américains et les Britanniques. Les salaires augmentent, certes, mais l'introduction d'une économie monétaire a souvent des effets perturbateurs sur le plan local : croissance urbaine non anticipée, développement régional et montée en flèche de la corruption.

De nombreux pays africains se trouvent ainsi liés à des modèles de développement qui vont bientôt faire preuve de leur vulnérabilité et de leurs limites dans le monde de l'après-guerre. Le Fonds de développement colonial britannique et d'autres nombreux programmes d'aide internationale soutiennent les producteurs africains dans leur entrée sur un marché mondial auquel ils ne sont pas préparés à exister en tant qu'acteurs. De tels handicaps sont hélas bien souvent aggravés par des politiques économiques malavisées après l'indépendance. Le désir d'industrialisation a souvent des effets désastreux sur le plan agraire, le prix des matières premières exportées étant maintenu artificiellement bas en comparaison de celui des produits manufacturés localement. Presque toujours, les agriculteurs sont sacrifiés sur le dos des habitants des villes, et les prix bas ne les poussent pas à vouloir augmenter leur production. Les populations ayant commencé à s'accroître à partir des années 1930, et plus encore à partir des années 1960, le mécontentement est

inévitable et accompagne la déception née de la réalité de la libération du joug colonial. Mais, malgré les difficultés, le processus de décolonisation en Afrique noire ne s'interrompt presque pas. En 1945, l'Éthiopie (brièvement colonisée de 1935 à 1943) et le Liberia sont les deux seuls pays indépendants en Afrique, même si, dans les faits, l'Union sud-africaine est un gouvernement autonome au sein du Commonwealth et n'est donc que formellement exclue de cette catégorie − la Rhodésie du Sud dispose quant à elle d'un statut d'indépendance virtuelle. En 1961 (quand l'Afrique du Sud devient indépendante et quitte le Commonwealth), 24 nouveaux États sont apparus en Afrique. Ils sont aujourd'hui plus de 50. En 1957, le Ghana est la première nation ex-coloniale à émerger en Afrique subsaharienne. Mais, dès les Africains débarrassés du joug colonial, leurs problèmes font rapidement surface. Au cours des cinquante-cinq années qui suivent, 25 conflits majeurs ou guerres civiles sont livrés en Afrique et 30 chefs d'État ou de gouvernement sont assassinés. Certaines situations sont particulièrement terribles. Dans l'ex-Congo belge, une tentative de sécession de la riche région minière du Katanga provoque une guerre civile, que les intérêts divergents des Américains et des Soviétiques viennent aggraver tandis que les Nations unies tentent de restaurer la paix. À la fin des années 1960, une guerre civile déchire le Nigeria, épisode d'autant plus navrant que le pays était jusqu'alors tenu pour l'un des plus prometteurs d'Afrique. Des Non-Africains viennent également se mêler à ce bain de sang (le Nigeria venant de rejoindre le club des pays producteurs de pétrole). D'autres pays connaissent des conflits moins sanglants mais tout aussi féroces entre des factions, des régions ou des tribus, qui encouragent les élites politiques occidentalisées à abandonner les principes démocratiques et libéraux qu'elles promouvaient quand le système colonial donnait des signes de fatigue.

Les conflits de la fin de la guerre froide sont particulièrement dévastateurs en Afrique. Les guerres contre l'Afrique du Sud de l'apartheid et ses alliés provoquent de nombreux drames, comme les guerres civiles fomentées par les Sud-Africains chez leurs voisins. Celle du Rwanda en 1990-1993, qui voit des démagogues utiliser d'anciennes querelles ethniques pour inciter au génocide de la population Tutsi, provoque la mort d'au moins un demi-million de personnes − près de 20 % de la population. Au Congo (rebaptisé Zaïre durant les trente-deux années de règne du dictateur Mobutu, soutenu par l'Ouest), la guerre civile de la fin des années 1990, à laquelle des acteurs étrangers se mêlent, provoque la plus dévastatrice des guerres de toute l'histoire du continent, et fait au moins 5 millions de morts. La fin de la colonisation ne signifie donc pas la fin des souffrances en Afrique. Dans de nombreuses nouvelles nations, le besoin, réel ou imaginaire, d'empêcher la désintégration, de réprimer l'opposition et de renforcer l'autorité centrale mène, dans les années 1970, à la généralisation des gouvernements autoritaires et à parti unique, ou à l'exercice de l'autorité politique par les militaires (ce qui n'est pas sans rappeler l'histoire des nations nées de la libération de l'Amérique du Sud au XIX^{e} siècle). Souvent, l'opposition au parti « national » né durant la marche vers l'indépendance est stigmatisée comme une forme de traîtrise une fois l'indépendance obtenue. Les pays anciennement indépendants n'échappent pas à cette règle. L'impatience face à un régime incapable de se réformer provoque une révolution en Éthiopie en 1974. Le renversement de Hailé Sélassié signe également la fin de la plus vieille monarchie chrétienne du monde et d'une lignée de rois dont la légende veut qu'ils descendent tous du roi Salomon et de la reine de Saba. Un an plus tard, les militaires auteurs du coup d'État sont aussi discrédités que leurs prédécesseurs. Ailleurs émergent des tyrans qui ne sont pas sans rappeler les dictateurs européens, mais

cette comparaison est trompeuse. Les africanistes suggèrent que bon nombre des « hommes forts » des nouvelles nations doivent être considérés comme les héritiers des rois de l'Afrique précoloniale. Certains ne sont rien d'autre que des bandits. Leurs propres problèmes ne diminuent en rien l'irritation fréquente par laquelle de nombreux Africains réagissent à l'égard du monde extérieur, ce qui s'explique aisément. Le drame mythologique bâti sur le trafic des esclaves, que les Africains ont été encouragés à considérer comme le suprême exemple de l'exploitation raciale, est d'ailleurs une construction européenne et nord-américaine. Un sentiment d'infériorité politique affleure également dans un continent où les États sont relativement dépourvus de pouvoir. En termes militaires et politiques, une Afrique désunie ne peut guère espérer peser dans les affaires internationales, même si des tentatives sont entreprises pour surmonter les faiblesses nées des divisions. Un exemple mort-né est celui de la fondation, en 1958, des États-Unis d'Afrique ; elle ouvre une ère d'alliances, d'unions partielles et de tentatives fédérales qui culminent avec l'apparition, en 1963, de l'Organisation pour l'Unité africaine, œuvre pour l'essentiel de l'empereur éthiopien Hailé Sélassié. Politiquement, l'organisation ne rencontre guère de succès, même sous sa présente incarnation de l'Union africaine. Elle parvient tout de même à conclure, en 1975, une négociation commerciale avec l'Europe en défense des producteurs africains.

La déception née de la trajectoire politique de l'Afrique indépendante pousse certains dirigeants vers une coopération pour le développement économique, surtout avec l'Europe, qui demeure le principal bailleur de fonds de l'Afrique. Mais le souvenir de l'exploitation de l'ère coloniale crée une barrière à de tels développements, tout comme les conditions généralement désavantageuses auxquelles les pays africains exportent leurs matières premières. De nombreux pays se referment et se lancent

dans différentes sortes d'économies dirigées. Certains coopèrent avec l'Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est. Rares sont ceux à rencontrer le succès. Le bilan économique de l'Afrique indépendante est catastrophique au XX^{e} siècle. En 1960, la production de nourriture croît au rythme de la population, mais en 1982 seuls 7 des 39 pays d'Afrique subsaharienne ont une production égale ou supérieure par habitant à celle de 1970. La corruption, des politiques inadaptées et le lancement de nombreux projets de prestige dilapident la production intérieure et une partie de l'aide étrangère. En 1965, le PIB du continent tout entier est inférieur à celui de l'État américain de l'Illinois, et la production manufacturée africaine chute dans les années 1980. Ces économies sont affectées par la crise pétrolière du début des années 1970 et par la récession qui s'ensuit. Les effets de ces crises sont rendus plus désastreux encore par de très nombreuses sécheresses. En 1960, le PIB de l'Afrique progressait au taux faible, mais positif, de 1,6 % par an ; la tendance s'inverse rapidement au cours de la première moitié des années 1980, et chute de 1,7 % par an. En 1983, la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique qualifie la tendance générale de l'économie africaine de « quasi-cauchemar ». Depuis la fin des années 1990, la plupart des économies africaines ont enfin repris leur croissance et l'avenir semblait plus prometteur, jusqu'à la crise économique de 2008.

Pourtant, les prix des matières premières augmentent et la gouvernance progresse dans certains pays. La fin de guerres civiles anciennes contribue à améliorer la situation du système bancaire, des communications et des infrastructures. Mais l'Afrique devra résoudre de nombreux problèmes avant d'émerger de la pauvreté et de l'iniquité. Le bilan terrible de l'épidémie de VIH, qui a embrasé tout le continent, va mettre longtemps à être maîtrisé (plus de 10 % des jeunes sont infectés dans certains pays, et la maladie continue de s'étendre). Trop de pays sont

dépendants d'une seule production agricole ou minérale pour l'intégralité, ou presque, de leur revenu national et le degré d'éducation reste faible. La majeure partie de l'Afrique est en manque criant de stabilité politique et de gouvernements démocratiques pour sortir enfin du chaos, des conflits et maintenir un niveau de croissance stable.

Le fait que le plus puissant des États africains, l'Union sud-africaine, soit, des années durant, un pays dirigé par des Blancs et sans relation avec le reste du continent n'aide pas. Les Boers de langue afrikaans qui, en 1945, dominent ce pays ont à l'égard des Britanniques des rancœurs qui remontent au Grand Trek, pour s'intensifier après la défaite. Ils ont donc œuvré à couper un à un les liens les unissant avec le Commonwealth après la Première Guerre mondiale, un processus facilité par la concentration d'électeurs anglo-saxons dans les provinces du Cap et du Natal ; les Boers sont retranchés dans le Transvaal et les principales zones industrielles, ainsi que dans les zones rurales. L'Afrique du Sud entre certes dans la guerre aux côtés des Britanniques et leur fournit d'importants contingents, mais certains « Afrikaners », comme ils commencent à s'appeler, soutiennent un mouvement favorable à une coopération avec les nazis.

Son dirigeant devient d'ailleurs Premier ministre en 1948, après avoir battu le grand Jan Smuts dans une élection générale. Les Afrikaners pesant de plus en plus au sein de l'Union, s'étant établis économiquement dans les secteurs de l'industrie et de la finance, la perspective d'imposer toute politique à l'égard des Noirs qui ne respecterait pas leurs profonds préjugés est déjà inconcevable. Il en résulte un système de séparation des races : l'apartheid. Ce système renforce le statut d'infériorité des Noirs dans l'esprit des Boers. Son objectif est de garantir la domination des Blancs dans un pays où l'industrialisation et l'économie de marché ont commencé à faire voler en éclats les vieilles

divisions tribales qui gênaient le développement d'une population noire croissante.

L'apartheid séduit d'ailleurs d'autres Blancs en Afrique − pour des raisons encore moins excusables que les superstitions primitives ou les supposées nécessités économiques des Afrikaners. Le seul pays dont l'équilibre entre les populations blanche et noire est similaire à celui de l'Afrique du Sud est la Rhodésie du Sud, où les colons, au grand embarras des Britanniques, font sécession du Commonwealth en 1965 afin d'éviter une décolonisation totale.

L'objectif des sécessionnistes, craint-on, est de créer une société sur le modèle sud-africain. Le gouvernement britannique tergiverse et laisse passer sa chance. Les États africains noirs ne peuvent alors pas grand-chose contre la Rhodésie, pas plus que les Nations unies, même si des « sanctions » sont évoquées sous la forme d'un embargo commercial. De nombreux États africains noirs les ignorent et le gouvernement britannique ferme les yeux sur les efforts des principales compagnies pétrolières qui approvisionnent les rebelles. Le crédit du gouvernement de Londres s'effondre totalement aux yeux des Africains noirs, qui ne comprennent pas pourquoi les Britanniques restent l'arme au pied face à une rébellion coloniale aussi flagrante que celle de 1776. De nombreux Britanniques arguent justement de ce précédent pour justifier leur non-intervention.

Mais, si la position de l'Afrique du Sud (l'État le plus riche et le plus puissant du continent, et dont la richesse et la puissance se renforcent) semble assurée, elle est la cible, avec la Rhodésie et le Portugal, de la colère croissante des Africains noirs au début des années 1970. Cette colère est à peine apaisée par des concessions mineures accordées aux Noirs d'Afrique du Sud et par le renforcement des liens économiques avec certains États africains. Le danger de voir d'autres puissances étrangères intervenir joue

également. En 1975, après l'effondrement de l'Empire portugais, un régime marxiste s'installe en Angola. Au cours de la guerre civile qui suit, des soldats communistes arrivent de Cuba pour soutenir le gouvernement, tandis que les rebelles sont soutenus par les Sud-Africains et les Américains.

Le gouvernement sud-africain montre qu'il est prêt à agir. Il cherche bientôt à se détacher de la Rhodésie indépendante (dont la situation s'aggrave après le départ des Portugais du Mozambique et les débuts d'une guérilla lancée contre la Rhodésie depuis ce nouvel État). Le gouvernement américain se met à envisager les effets possibles d'un effondrement de la Rhodésie sous les coups de boutoir de nationalistes noirs soutenus par les communistes. Il fait pression sur l'Afrique du Sud, qui, à son tour, fait pression sur la Rhodésie. En septembre 1976, le Premier ministre rhodésien doit annoncer, non sans amertume, à ses concitoyens qu'ils vont devoir accepter le principe du suffrage universel. La dernière tentative d'établir en Afrique un pays sous domination blanche a échoué. Il s'agit là d'un nouveau jalon du recul de la puissance impériale européenne. La guérilla continue pourtant, les Rhodésiens blancs traînant les pieds pour faire appliquer le suffrage universel. En 1980, la Rhodésie regagne brièvement le giron britannique avant d'en ressortir sous le nom de Zimbabwe, un Premier ministre noir à sa tête.

L'Afrique du Sud demeure alors le seul État africain dominé par des Blancs, le plus riche du continent et l'objet d'une hostilité croissante à travers le monde. Si l'opinion publique a été divisée par la guerre en Angola, les dirigeants internationaux s'accordent pour condamner la discrimination raciale. En 1974, l'Assemblée générale des Nations unies interdit à l'Afrique du Sud d'assister à ses sessions en raison de l'apartheid. L'Union soviétique et ses alliés soutiennent de plus en plus ouvertement les États

limitrophes en leur offrant des armes et les troupes cubaines demeurent en Angola. Depuis Pretoria, la situation apparaît de plus en plus menaçante à l'extérieur, et la situation interne se détériore : de plus en plus de jeunes Sud-Africains rejoignent l'opposition à l'apartheid. En 1976, 176 personnes sont abattues lors de manifestations contre le gouvernement à Soweto, un quartier noir de Johannesburg. Au début des années 1980, l'Afrique du Sud fait clairement face à une crise. Le commerce du pays est frappé de sanctions. Surtout, les Sud-Africains constatent qu'aucun pays ne soutient leur vision de la ségrégation raciale ; même les États-Unis finissent par voter des sanctions en 1985. Le sentiment d'oppression fait aussi sentir ses effets ; tous les habitants souffrent de voir leur pays devenir un État policier par crainte de la résistance noire. De plus en plus de groupes de Non-Noirs se rassemblent autour du Congrès national africain (ANC) dont Nelson Mandela − emprisonné depuis 1962 − est le principal symbole. De jeunes Blancs commencent à s'opposer publiquement au système dont ils ont hérité, et les guerres en Namibie et en Angola sont particulièrement impopulaires.

Confronté à des divisions chez les Afrikaners, le gouvernement est contraint de se retirer d'Angola et de traiter avec la Namibie, qui devient un pays indépendant bénéficiant du suffrage universel en 1988. Désavoué tant par les libéraux que les conservateurs, le président P.W. Botha doit se retirer. L'homme qui le remplace, Frederick de Klerk, fait rapidement savoir qu'il souhaite introduire des réformes mettant un terme définitif à l'apartheid. L'opposition se voit accorder davantage de liberté. Les réunions et les manifestations sont autorisées ; des dirigeants nationalistes noirs sont libérés. La fin de la guerre froide rend ces changements encore plus urgents ; même les dirigeants afrikaners les plus conservateurs craignent que les images de policiers sud-africains tirant

sur la foule fassent le tour du monde au moment même où le communisme est en train de disparaître pacifiquement en Europe de l'Est.

Soudain, tout semble s'ouvrir de manière spectaculaire. En février 1990, de Klerk annonce la naissance d'une « nouvelle Afrique du Sud ». Neuf jours plus tard, Nelson Mandela, figure symbolique de l'ANC, sort enfin de prison. Il ne tarde pas à discuter avec les autorités de la suite des événements. Malgré la fermeté de son discours, des signes très nets laissent espérer qu'un nouveau régime va rassurer la minorité blanche sur son futur dans un pays majoritairement noir, même si certains Afrikaners ne font rien pour calmer le jeu. De tels signes poussent naturellement de nombreux politiciens noirs à l'impatience. La voie sur laquelle s'engage Nelson Mandela, qui a déjà passé vingt-sept ans en prison, est semée d'embûches.

La transition démocratique en Afrique du Sud n'est pas simple. Si de Klerk, agissant avec courage et rapidité, a aboli la majorité des lois de l'apartheid fin 1991, de nombreux membres de l'élite blanche résistent au changement. Mais ni l'assassinat en 1993 de Chris Hani, figure de l'aile gauche de l'ANC, ni les émeutes dans les townships noirs (souvent alimentées par des membres de l'appareil d'État) ne parviennent à entraver la marche vers le suffrage universel. De plus en plus, la majorité des Sud-Africains, quelle que soit leur couleur, voient Mandela − surnommé, avec révérence, « Madiba », le nom de son clan − comme le garant de la stabilité politique et du progrès économique dans un État multiethnique. Élu président en 1994, Mandela parle d'un nouveau pays et de fierté retrouvée pour tous les Sud-Africains. Mais c'est l'année suivante, quand le président enfile le maillot de l'équipe de rugby sud-africaine, les Springboks, entièrement composée de Blancs, pour célébrer la victoire de son équipe lors de la Coupe du monde, qu'il devient le symbole de l'unité pour les Noirs comme pour les Blancs. « La magie de

Madiba a fonctionné pour nous », déclare le capitaine de l'équipe. En 1999, quand Mandela abandonne la présidence, toute l'Afrique du Sud a de bonnes raisons d'en penser autant.

En Amérique du Sud aussi, des changements sont en cours à la fin du siècle. Pour la majorité de la population, la décennie précédente s'est avérée décevante en termes de bien-être. Après un début prometteur du XX^{e} siècle, l'Amérique latine se retrouve engluée dans d'anciens problèmes non résolus et c'est peu dire que les étoiles ne sont pas en sa faveur.

En 1900, certains pays d'Amérique du Sud connaissent non seulement la stabilité, mais aussi une forme de prospérité. L'Argentine est l'un des pays les plus riches du monde. Aux anciennes implantations coloniales se sont ajoutées les influences culturelles de l'Europe du XIX^{e} siècle, notamment de la France, vers laquelle les élites latino-américaines se sont tournées lors de la période postcoloniale. La haute société est très européanisée et la modernité de nombreuses grandes villes d'Amérique du Sud le reflète, grâce à une émigration européenne récente qui remplace peu à peu l'ancienne élite coloniale. Les descendants des aborigènes d'Amérique sont quant à eux presque partout écartés. Dans quelques pays, ils ont été si férocement réprimés qu'ils sont presque en voie d'extinction.

Presque tous les pays d'Amérique latine sont producteurs de produits agricoles et de minerais. Certains sont très urbanisés, mais leurs secteurs manufacturiers sont souvent peu conséquents. Le flux des capitaux n'y est que brièvement et occasionnellement interrompu par les désastres financiers. La seule révolution sociale latino-américaine d'avant 1914 a lieu en 1911, avec le renversement du dictateur mexicain Porfirio Diaz. Elle ouvre la voie à près de dix années de combats et un million de morts, mais la révolution est le fait de la classe moyenne,

qui se sent exclue des bienfaits du régime, pas d'un prolétariat rural ou industriel. C'est donc elle qui tire parti de la révolution, et avec elle les politiciens du parti qui naît alors et va monopoliser le pouvoir jusqu'aux années 1990. Si la plupart des pays d'Amérique latine connaissent d'importants conflits de classes dans les zones rurales, ils ne souffrent pas des maux sociaux de l'Europe industrialisée et urbanisée.

Ces sociétés prometteuses sortent enrichies de la Grande Guerre. Cette dernière a changé leurs rapports avec l'Europe et l'Amérique du Nord. Avant 1914, principale puissance politique dans la Caraïbe, les États-Unis n'exercent guère leur poids économique dans le Sud. En 1914, ils ne fournissent que 17 % de tous les investissements au sud du Rio Grande − bien moins que la Grande-Bretagne. La liquidation des avoirs britanniques durant la Grande Guerre change la donne ; en 1919, les États-Unis fournissent environ 40 % des capitaux étrangers qui financent l'économie sud-américaine. Puis vient la crise ; 1929 signe le début d'une période nouvelle et déplaisante pour les pays d'Amérique latine, le véritable début de leur XX^{e} siècle et la fin de leur XIX^{e} siècle. De nombreux pays font défaut et il devient presque impossible pour eux d'emprunter des capitaux à l'étranger. L'effondrement économique provoque un regain de nationalisme, parfois à l'encontre d'autres pays d'Amérique latine, parfois contre les Américains du Nord et les Européens ; en Bolivie et au Mexique, les compagnies pétrolières étrangères sont expropriées. Les anciennes oligarchies européanisées sont compromises par leur incapacité à enrayer la chute des revenus nationaux. À partir des années 1930, les coups d'État militaires et les rébellions armées sont plus nombreux qu'ils ne l'avaient été depuis les guerres d'indépendance.

L'année 1939 voit néanmoins le retour de la prospérité. Les prix des matières premières augmentent en raison des

exigences de la guerre (et la guerre de Corée, en 1950, va prolonger cette tendance). Malgré l'admiration notoire des dirigeants argentins pour l'Allemagne nazie et les intérêts des Allemands pour d'autres États, la plupart de ces derniers ont des sympathies à l'égard des Alliés, ou sont subordonnés aux États-Unis. La plupart d'entre eux adhèrent aux Nations unies avant la fin de la guerre et l'un d'eux, le Brésil, envoie même un petit contingent en Europe, un geste hautement symbolique. Mais les principaux effets de la guerre sur l'Amérique latine sont économiques. Ses nations étant désormais dépendantes des produits manufacturés en provenance d'Europe ou des États-Unis, l'industrialisation s'accélère. Et au sein des masses de travailleurs urbains nées de cette industrialisation émerge une nouvelle forme de pouvoir politique, qui entre en compétition avec les élites traditionnelles et les militaires. Des mouvements de masse autoritaires et semi-fascistes donnent le pouvoir à des hommes nouveaux. Perón, en Argentine, en est l'exemple le plus connu, mais la Colombie, en 1953, et le Venezuela, en 1954, en connaissent des équivalents. Le communisme ne rencontre pas alors un succès similaire au sein des masses.

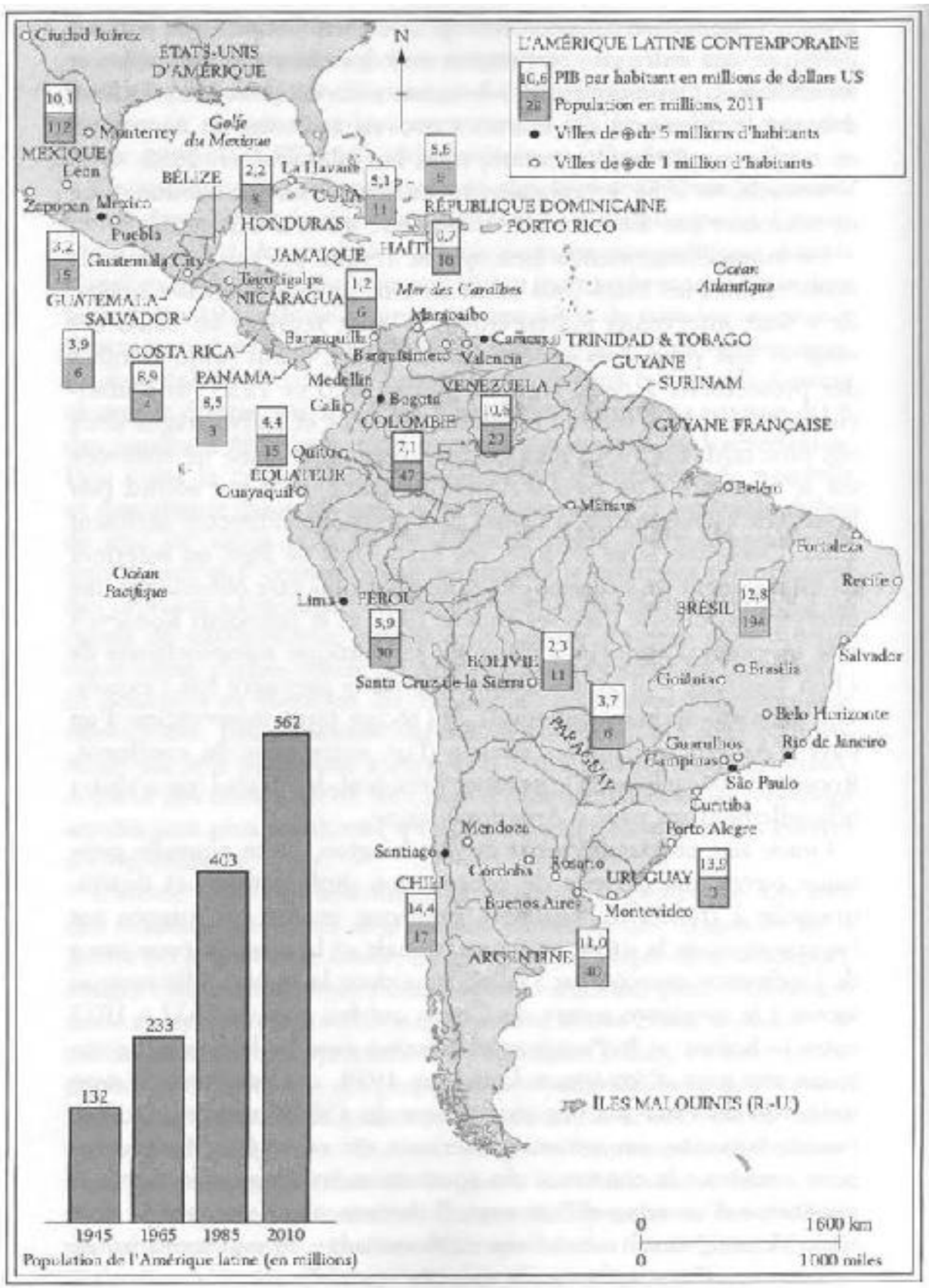
Un autre changement a lieu, qui ne résulte pas de la guerre : la manière dont les États-Unis usent de leur pouvoir dans la Caraïbe. Ils y sont intervenus militairement à vingt reprises au cours des vingt et une premières années du XX^{e} siècle, allant jusqu'à établir des protectorats à deux reprises. Entre 1920 et 1939, ils n'interviennent que deux fois, au Honduras en 1924 et au Nicaragua deux ans plus tard. En 1936, plus aucune force américaine ne stationne sur le territoire d'un pays d'Amérique latine, sauf par accord (sur la base de Guantánamo, à Cuba). Les pressions indirectes déclinent aussi. Dans une large mesure, les États-Unis ne font qu'entériner un changement de situation. Rien ne peut plus être obtenu par une intervention directe dans les années 1930 et le président Roosevelt met un point

d’honneur à respecter sa politique autoproclamée de « bon voisinage » (il utilise d’ailleurs pour la première fois l’expression dans son discours inaugural), qui récuse toute intervention d’un pays d’Amérique dans les affaires d’un autre pays du continent. Roosevelt est également le premier président des États-Unis à visiter officiellement un pays d’Amérique latine.

Grâce aux encouragements de Washington, cette nouvelle politique ouvre une période de coopération diplomatique et institutionnelle à travers le continent, politique encore encouragée par l’aggravation de la situation internationale et la prise de conscience de l’influence exercée par l’Allemagne dans la région. Elle met un terme à la sanglante guerre du Chaco qui fait rage de 1932 à 1935 entre la Bolivie et le Paraguay et culmine avec la déclaration commune des pays d’Amérique latine, en 1939, qui proclame la neutralité de ses eaux sur une profondeur de 450 kilomètres. Quand, l’année suivante, un croiseur américain est envoyé à Montevideo pour renforcer la résistance du gouvernement uruguayen face à la possibilité d’un coup d’État nazi, il devient manifeste que la doctrine Monroe, et son « corollaire de Roosevelt », se sont transformés, tacitement, en un système de sécurité mutuelle.

Après 1945, l’Amérique latine reflète à nouveau le changement de la situation internationale. Si au début de la guerre froide la politique des États-Unis est dominée par leurs préoccupations européennes, après la guerre de Corée ils s’intéressent à nouveau au sud du continent. Washington ne s’inquiète guère des manifestations occasionnelles du nationalisme latino-américain, malgré leur saveur anti-*Yanquis*, mais s’inquiète de plus en plus de voir l’influence soviétique s’y étendre. Avec la guerre froide, le gouvernement américain se montre plus sélectif dans son soutien aux gouvernements d’Amérique latine. Il lui arrive aussi de se lancer dans des opérations secrètes ; en 1954,

par exemple, le gouvernement du Guatemala, soutenu par les communistes, est renversé.


L'AMÉRIQUE LATINE CONTEMPORAINE
PIB par habitant en millions de dollars US
Population en millions, 2011
Villes de ⊛ de 5 millions d'habitants
Villes de ⊛ de 1 million d'habitants
N
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
Ciudad Juárez
Monterrey
Golfe du Mexique
MEXIQUE
León
Zapopan
Mexico
Puebla
Guatemala City
GUATEMALA
SALVADOR
BÉLIZE
HONDURAS
NICARAGUA
COSTA RICA
PANAMA
La Havane
CUBA
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE
PORTO RICO
HAÏTI
JAMAÏQUE
Mer des Caraïbes
Océan Atlantique
Maracaibo
Barranquilla
Barquisimeto
Valencia
Caracas
TRINIDAD & TOBAGO
GUYANE
SURINAM
VENEZUELA
Medellín
Cali
Bogotá
COLOMBIE
GUYANE FRANÇAISE
Quito
ÉQUATEUR
Guayaquil
Belém
Manaus
Fortaleza
Recife
Salvador
Océan Pacifique
Lima
PÉROU
BRÉSIL
Santa Cruz de la Sierra
BOLIVIE
Goiânia
Brasília
Belo Horizonte
Guarulhos
Campinas
Rio de Janeiro
São Paulo
Curitiba
PARAGUAY
Mendoza
Porto Alegre
Santiago
Córdoba
Rosario
CHILI
URUGUAY
Buenos Aires
Montevideo
ARGENTINE
ILES MALOUINES (R.-U.)
562
403
233
132
1915
1965
1985
2010
Population de l'Amérique latine (en millions)
0
1600 km
0
1000 miles

Mais, parallèlement, les décideurs de Washington souhaitent que la pauvreté et le mécontentement populaire, qu'ils tiennent pour les points d'ancrage du communisme, disparaissent. Ils fournissent donc davantage d'aide économique (l'Amérique latine ne dispose que d'une aide infime comparée à celle accordée à l'Europe ou à l'Asie dans les années 1950, mais bien plus grande lors de la décennie suivante) et applaudissent les gouvernements qui affirment vouloir introduire des réformes sociales. Quand ces mêmes gouvernements décident d'éradiquer le contrôle américain de leurs capitaux par des nationalisations, Washington change de cap et exige souvent des compensations suffisamment exorbitantes pour décourager toute réforme. Au final, tout en déplorant parfois les excès de tel ou tel régime autoritaire, comme celui de Cuba avant 1958, les États-Unis se retrouvent, comme en Asie, à soutenir des intérêts conservateurs en Amérique latine. Cela n'est pas systématique ; certains gouvernements agissent efficacement, comme celui de la Bolivie, qui entreprend une réforme agraire en 1952. Il n'en demeure pas moins que, comme lors du siècle précédent, la plupart des pauvres d'Amérique latine ne sont pas entendus des dirigeants populistes ou conservateurs de leurs pays, qui écoutent plutôt les villes − les plus pauvres vivent généralement dans les campagnes, et sont majoritairement d'origine indigène.

Les craintes de Washington sont infondées. Les activités révolutionnaires sont limitées en Amérique latine, malgré la révolution victorieuse à Cuba, qui soulève à la fois tant de craintes et d'espoirs. Cuba représente à bien des égards un problème unique. La localisation même de l'île, très proche des côtes des États-Unis, lui donne une signification particulière. L'accès au canal de Panama constitue, pour la pensée stratégique des États-Unis, un sujet de préoccupation sans doute supérieur à l'accès au canal de Suez pour les Britanniques.

Cuba a par ailleurs été durement frappée par la Grande Dépression ; l'île dépend de sa production sucrière, qui n'a qu'un seul débouché, les États-Unis. Ce lien économique n'est qu'une des facettes des liens particuliers, et parfois étranges, qui unissent les États-Unis à Cuba plus qu'à tout autre pays d'Amérique latine. Les connexions historiques remontent à avant 1898 et l'obtention de l'indépendance. Jusqu'en 1934, la Constitution cubaine prévoit des restrictions à la liberté diplomatique de l'île. Les Américains y conservent une base navale. Ils y investissent beaucoup dans les villes et les infrastructures. La pauvreté de Cuba ainsi que le faible coût de la vie attirent de nombreux Américains qui veulent passer du bon temps en charmante compagnie. Il n'est donc guère étonnant de voir naître à Cuba un fort sentiment antiaméricain très soutenu par les masses.

Les États-Unis ont été longtemps montrés du doigt comme le premier soutien du régime conservateur cubain de l'après-guerre, mais après l'arrivée au pouvoir de Batista en 1952 les choses changent. Le Département d'État américain désapprouve ses méthodes et cesse de lui octroyer de l'aide à partir de 1957. À cette époque, un jeune avocat nationaliste du nom de Fidel Castro débute une campagne de guérilla contre le gouvernement, très corrompu. Deux ans plus tard, Batista est renversé. Devenu Premier ministre d'un Cuba révolutionnaire, Castro décrit le régime mis en place comme « humaniste » et, prend-il la peine de préciser, non communiste.

Les intentions originales de Castro sont encore mystérieuses. Peut-être n'avait-il pas d'idées très arrêtées. Il s'allie, au départ, avec tous les opposants à Batista, des libéraux aux marxistes. Voilà qui rassure les États-Unis, qui le parrainent un temps, comme une sorte de Sukarno cubain ; l'opinion publique américaine l'idéalise et le perçoit comme une figure romantique. La barbe est soudain à la mode chez les Américains radicaux.

Les relations tournent au vinaigre dès que Castro se mêle des affaires commerciales américaines, en commençant par des réformes agraires et la nationalisation du secteur sucrier. Il dénonce également les éléments américanisés de la société cubaine qui soutenaient l'ancien régime. L'antiaméricanisme est un moyen facile − et peut-être même le seul dont dispose Castro − pour unifier les Cubains derrière la révolution, même s'il ne fait guère de doute qu'il ne porte guère les *Yanquis* dans son cœur.

Bientôt les États-Unis interrompent leurs relations diplomatiques avec Cuba et exercent d'autres types de pressions. Le gouvernement américain est convaincu que l'île va tomber aux mains des communistes, sur lesquels Castro s'appuie de plus en plus. Khrouchtchev déclare bientôt que les Soviétiques répliqueront militairement à toute action militaire contre Cuba et que la doctrine Monroe est morte et enterrée ; le Département d'État fait rapidement savoir que la nouvelle de son décès est très exagérée. Le gouvernement américain a en effet décidé d'opter pour un renversement de Castro par la force, par le biais d'exilés cubains. Quand la présidence change, en 1961, c'est Kennedy qui hérite de cette décision. Des exilés sont déjà en train de s'entraîner au Guatemala, avec le soutien des Américains, et les relations diplomatiques avec Cuba sont totalement interrompues. Kennedy n'en a pas été à l'origine, mais décide pourtant de poursuivre ce qui est déjà engagé. C'est d'autant plus regrettable qu'un changement d'attitude à l'égard de l'Amérique latine eût été le bienvenu, tant les États-Unis y sont alors impopulaires. Mais toute tentative d'approche pacifique est bientôt réduite à néant par la calamiteuse affaire de la « baie des Cochons », qui voit la troupe d'exilés cubains équipés et financés par les Américains échouer lamentablement en avril 1961. Castro se tourne alors immédiatement vers les Soviétiques et, dès la fin de l'année, se proclame marxiste-léniniste.

Une nouvelle phase de la guerre froide s'ouvre, et elle commence très mal pour les États-Unis. L'initiative américaine provoque partout l'indignation, car elle constitue une agression contre un régime populaire et solidement établi. Cuba devient donc un aimant pour tous les révolutionnaires d'Amérique latine. Le régime de Castro se tourne de plus en plus vers le modèle soviétique et son gouvernement met en place des politiques qui, ajoutées à la pression américaine, nuisent à son économie, mais incarnent un esprit d'égalitarisme et de réformes sociales (dès les années 1970, Cuba affirme posséder le taux le plus faible de mortalité infantile de toute l'Amérique latine).

Dans le sillage de la révolution cubaine se déroule bientôt la plus sérieuse confrontation de toute la guerre froide et peut-être son tournant. Début 1962, Khrouchtchev décide d'installer des missiles nucléaires soviétiques à Cuba, pour défendre la révolution cubaine, et pour prendre un avantage stratégique sur les États-Unis. Ces derniers ont des missiles déployés dans des pays limitrophes de l'Union soviétique, dit Khrouchtchev à ses camarades du Politburo ; le dirigeant soviétique va désormais pouvoir pointer un revolver sur la tempe des Américains, tout en assurant à ses amis révolutionnaires à travers le monde que l'URSS est l'amie de la révolution, quoi qu'en disent ses détracteurs chinois. Un jeu dangereux vient de débuter qui, en octobre 1962, voit des têtes nucléaires soviétiques secrètement installées à Cuba, avec des missiles à moyenne portée capables de les propulser sur tout le territoire des États-Unis.

Une reconnaissance aérienne américaine confirme, en 1962, que les Soviétiques sont en train de bâtir des sites de lancement de missiles. Kennedy attend de disposer de preuves photographiques irréfutables pour annoncer que la marine américaine arraisonnera tout navire délivrant de nouveaux missiles à Cuba et que ceux déjà déployés dans l'île devront être retirés.

Un navire libanais est arraisonné et fouillé dans les jours qui suivent ; des navires soviétiques sont repérés dans l'Atlantique. Les forces nucléaires américaines sont alors placées en état d'alerte. Après plusieurs journées et quelques échanges de lettres personnelles entre Kennedy et Khrouchtchev, ce dernier accepte que les missiles soient retirés.

Cette crise dépasse de loin Cuba et ses répercussions seront évoquées plus loin. Pour ce qui concerne l'histoire de l'Amérique latine, si les États-Unis promettent de ne pas envahir Cuba, ils tentent de l'isoler le plus possible de ses voisins. La révolution cubaine continue de séduire de très nombreux jeunes Latino-Américains. Leurs gouvernements n'en sont pas pour autant plus favorables à Castro, surtout quand il présente Cuba comme un camp d'entraînement révolutionnaire pour le reste du continent. Au final, comme une malencontreuse tentative le montre en Bolivie, la révolution n'est guère assurée. La situation de Cuba est, en fait, très atypique. Les espoirs nés de l'organisation d'une rébellion paysanne s'avèrent partout décevants. Les communistes des autres pays déplorent alors les actions de Castro. Les recrues révolutionnaires potentielles sont plutôt présentes dans les villes que dans les campagnes, et au sein de la classe moyenne plutôt que dans la paysannerie. C'est donc dans les grandes villes que les mouvements de guérilla font bientôt la une des journaux. Pour spectaculaires que soient ces mouvements, le soutien populaire dont ils disposent est faible, même si la répression brutale dont ils sont victimes détourne de nombreux citoyens des régimes autoritaires qui les commettent.

L'antiaméricanisme, pendant ce temps-là, est à son comble. Les espoirs de Kennedy de voir une nouvelle initiative américaine proposant des réformes sociales − une « Alliance pour le progrès » comme il la décrit − ne parviennent pas à surmonter l'hostilité née du traitement réservé à Cuba. Le successeur de Kennedy, Lyndon Johnson,

ne s’en tire guère mieux, sans doute parce qu’il s’intéresse moins à l’Amérique latine qu’aux réformes intérieures. Cette politique ne se remettra jamais de l’échec premier de l’Alliance. Pis, elle est même réduite à néant en 1965 par une nouvelle intervention américaine, en République dominicaine. Quatre ans auparavant, les Américains avaient aidé au renversement et à l’assassinat d’un dictateur corrompu et tyrannique et à son remplacement par un gouvernement démocratique. Quand ce dernier est à son tour renversé par des militaires agissant en défense des privilégiés qui se sentent menacés par les réformes, les Américains coupent toute aide ; il semble alors que l’Alliance pour le progrès soit utilisée par eux comme bon leur semble. L’aide est bientôt accordée de nouveau, comme à d’autres régimes d’extrême droite. Une rébellion contre les militaires dominicains en 1965 entraîne l’envoi de 20 000 soldats américains pour la mater.

À la fin de la décennie, l’« Alliance pour le progrès » est devenue de l’histoire ancienne. Il faut y voir la peur du communisme, qui pousse les Américains à soutenir tous les conservateurs en Amérique latine, mais aussi les effets de l’engagement américain dans de nombreux autres points du globe. Ironie de l’histoire, de nombreux États d’Amérique latine s’attaquent bientôt aux intérêts américains, certains qu’ils sont que les États-Unis ne les abandonneront pas tant que durera la menace communiste. Le Chili nationalise la plus grande compagnie américaine d’extraction de cuivre du pays ; la Bolivie met la main sur l’industrie pétrolière et les Péruviens sur des plantations détenues par des Américains. En 1969 se tient une réunion historique des gouvernements d’Amérique latine à laquelle aucune représentant des États-Unis n’est présent et où le comportement des *Yanquis* est explicitement et implicitement condamné.

Une tournée entreprise par un représentant des États-Unis la même année donne lieu à des manifestations, des

émeutes, des attaques contre des biens américains et à des demandes d'exclusion des compagnies américaines. Voilà qui n'est pas sans rappeler la fin de la décennie précédente, quand le vice-président d'Eisenhower s'était fait bousculer et cracher dessus lors d'une tournée « amicale » en Amérique latine. Le nationalisme latino-américain connaît, dans les années 1970, une nouvelle vigueur. Les guérillas à la mode castriste ne semblent plus dangereuses, si tant est qu'elles l'aient été un jour. Une fois la crainte révolutionnaire interne évanouie, les gouvernements n'ont aucune raison de ne pas jouer sur l'anti-américanisme de leurs populations. Mais les vrais ennuis sont à venir. Les années 1970 et 1980 révèlent des problèmes économiques chroniques, et en 1985 les observateurs vont jusqu'à parler d'une crise apparemment insoluble. Malgré son industrialisation rapide, le continent est menacé par la combinaison mortelle de la croissance démographique et de l'iniquité sociale, qui commence hélas à produire ses effets au moment où les économies latino-américaines montrent à nouveau des signes de faiblesse. Le programme d'aide de l'« Alliance pour le progrès » échoue de manière patente à résoudre les problèmes et des disputes éclatent sur la manière dont cette aide est utilisée. Des erreurs de gestion provoquent des dettes extérieures énormes, qui à leur tour paralysent les investissements et accroissent le déficit commercial. Les divisions sociales demeurent menaçantes. Les processus démocratiques et constitutionnels, quand ils existent, semblent incapables de réduire les immenses écarts de richesse et de niveau d'éducation qui frappent même les pays les plus avancés. Au cours des années 1960 et 1970, le Pérou, la Bolivie, le Brésil, l'Argentine et le Paraguay connaissent des périodes prolongées de dictature militaire et nombreux sont ceux qui pensent que seul l'autoritarisme peut produire les changements que des gouvernements démocratiques et civils ont été incapables de réaliser.

Dans les années 1970, le monde entend de plus en plus parler de torture et de répression dans des pays comme l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay, autrefois tenus pour démocratiques et civilisés. Le Chili a connu une période quasi ininterrompue et plus longue de gouvernements constitutionnels que la plupart de ses voisins, qui dure jusqu'en 1970, quand une droite divisée laisse la place à une coalition socialiste. Le nouveau gouvernement de Salvador Allende se lance dans ce qu'il appelle la « voie chilienne vers le socialisme » − nationalisation des mines de cuivre, redistribution des terres et instauration du salaire minimum. Les pressions imposées à l'économie entraînent une importante inflation et la pénurie de certains produits de consommation. La droite chilienne se mobilise et descend dans la rue. En 1973, un coup d'État militaire, appuyé par les États-Unis, renverse Allende. De nombreux Chiliens des classes moyennes, effrayés par la tournure des réformes sous Allende, s'en accommodent et font mine de croire que le gouvernement renversé était sous le contrôle des communistes, mettant un terme à la plus longue expérience d'un système constitutionnel en Amérique latine.

Le nouveau gouvernement autoritaire et militaire du Chili n'a aucun scrupule à se lancer dans des persécutions aussi brutales qu'étendues à l'égard de ses adversaires et de ses critiques, en utilisant les méthodes les plus effroyables. Il parvient à rebâtir l'économie chilienne, et, à la fin des années 1980, semble même mettre de l'eau dans son vin. Mais il a creusé au sein de la société une division idéologique plus profonde qu'aucune autre dans l'histoire du pays ; le Chili devient le symbole éclatant des dangers latents au sein des pays d'Amérique latine. Aucun n'est pourtant tout à fait du même ordre. Dans les années 1970, la Colombie est déjà engagée dans une guerre civile (qui continue de faire rage au début du XXIe siècle), nourrie par les luttes pour le contrôle de l'immense production de cocaïne, qui manque de couper le pays en deux.

Et sur ce continent troublé et hagard s'abat de surcroît la crise pétrolière des années 1970. Les problèmes de dette explosent chez tous les pays importateurs de pétrole (c'est-à-dire tous sauf le Mexique et le Venezuela). Au cours des deux décennies qui suivent, de nombreux remèdes économiques sont tentés, par un pays ou un autre, mais s'avèrent souvent inadaptés ou inapplicables. Il semble impossible de résoudre les problèmes d'inflation galopante, de taux d'intérêt ou de dette extérieure, pas plus que les écarts dans les allocations de ressources nés de mauvaises décisions gouvernementales et les carences administratives et culturelles qui alimentent la corruption. En 1979, le gouvernement argentin est renversé par l'agitation populaire et, au cours de la décennie qui suit, les Argentins connaissent des taux d'inflation de 20 000 %. L'Amérique latine apparaît alors, et plus que jamais, comme un continent explosif, dont les nations s'éloignent de plus en plus les unes des autres malgré leurs racines communes, et dont le seul trait commun est la détresse. Aux divisions nées du passé indien, de l'esclavage, de la colonisation et de l'indépendance, qui se reflètent chacune dans la situation économique, s'ajoute, dans les années 1950 et 1960, celle du développement d'une société qui ne profite qu'aux riches. Comme en Asie, mais de manière moins nette, les tensions nées de l'impact de la civilisation moderne sur des sociétés anciennes sont plus visibles qu'auparavant. Dans les années 1980, ces tensions s'expriment de surcroît par le terrorisme dont font preuve les radicaux et les régimes autoritaires, et continuent de menacer les modèles constitutionnels. Dans les années 1990, la restauration des gouvernements démocratiques et le renouveau économique semblent devenir la norme dans les principaux pays d'Amérique latine. Les gouvernements militaires sont écartés. Cuba n'est bientôt plus que le dernier régime ouvertement antidémocratique. Les relations entre les États d'Amérique s'en trouvent améliorées.

L’Argentine et le Brésil acceptent d’abandonner leur programme d’armement nucléaire et, en 1991, avec le Paraguay et l’Uruguay, donnent naissance à un marché commun, le Mercosur, qui lance un grand programme d’exemptions douanières. En 1996, le Chili y adhère. Cette atmosphère prometteuse est à peine assombrie par quelques tentatives de coup d’État, tandis que la situation économique se maintient. Malheureusement, la situation s’aggrave sur tout le continent au milieu de la décennie. À la fin de celle-ci, le Fonds monétaire international doit monter des plans de sauvetage pour sortir l’Argentine et le Brésil de situations difficiles. Le Brésil continue de connaître une inflation croissante tandis que la dette extérieure de l’Argentine explose. La communauté internationale se prépare à une catastrophe d’une ampleur sans précédent. Fin 2001, la population de Buenos Aires sort dans la rue et, après quelques effusions de sang et le départ de trois présidents en dix jours, connaît une importante déflation puis des mesures d’austérité.

Au début des années 2000, les gagnants et les perdants de la croissance économique en Amérique latine sont déjà bien connus. Si les économies de nombreux pays connaissent une croissance plus rapide que durant les années 1950, les bienfaits de cette croissance sont inégalement répartis au sein de la population. Le Brésil est à bien des égards la société la plus inégalitaire au monde. Si les 10 % les plus riches de ses 170 millions d’habitants ont un niveau de vie moyen équivalent à la moyenne européenne, les 50 % les plus pauvres ne voient leur situation changer que de manière marginale au cours des années 1990. L’élection de nombreux gouvernements de gauche dans les pays d’Amérique latine au début des années 2000 reflète le poids de ces inégalités. Mais même les plus radicaux de ces dirigeants − du populiste Hugo Chavez, au Venezuela, aux socialistes comme Michelle Bachelet en Argentine (élue en 2006) ou Lula da Silva au

Brésil (élu en 2003) − ne veulent pas toucher aux réformes libérales de la décennie précédente, que chacun tient pour responsables des premiers progrès économiques tangibles enregistrés par ces pays. Il est probable que la contradiction entre croissance économique et abjecte pauvreté demeurera la question centrale du développement futur de l’Amérique latine.

XVII
Crises et détente

Dans les années 1970, deux grandes puissances se partagent le monde comme elles le font depuis 1945 et s'expriment souvent comme si la planète était divisée entre leurs amis et leurs ennemis. Le regard posé sur elles a pourtant changé. Certains pensent que les États-Unis ont perdu leur prépondérance militaire sur l'URSS, voire leur prépondérance tout court. Cette perception est erronée, mais répandue, y compris aux États-Unis. Ceux que le moindre signe d'instabilité effraie se demandent qui sortirait vainqueur d'une nouvelle confrontation, quand d'autres pensent qu'un meilleur équilibre rendrait presque impossible ladite confrontation. Certains changements sont d'ailleurs difficiles à mesurer, tant les deux blocs, autrefois très disciplinés, connaissent des tensions. De nouvelles querelles commencent à poindre à travers les vieilles divisions idéologiques. D'autres nations semblent aspirer au rôle de superpuissance, et certains parlent de détente.

Une fois encore, les racines de ces évolutions sont anciennes et étroitement imbriquées. La mort de Staline, en 1953, a naturellement des effets, qui ne se font sentir que très progressivement, ce qui les rend encore plus difficiles à interpréter. Les changements successifs de dirigeants voient finalement émerger, au bout de deux ans, la figure de Nikita Khrouchtchev et le retrait, en 1956, de Molotov, l'ancien séide de Staline et vétéran de la diplomatie de la guerre froide. Survient alors un discours sensationnel de Khrouchtchev, lors d'une session secrète du XX^{e} Congrès du Parti communiste d'Union soviétique. Il y dénonce les errements de la période stalinienne et déclare que la

« coexistence » est désormais la ligne de la politique étrangère soviétique. Le discours est bientôt rendu public, fissurant l'unité que le communisme a toujours présentée au monde, et pour la première fois on voit de nombreux sympathisants communistes en Occident se détacher d'un modèle dont ils doutent déjà des réalités − ces révélations leur permettant peut-être d'exprimer une désapprobation depuis longtemps tue.

Ajouté aux annonces soviétiques de réduction des armements, le discours de Khrouchtchev aurait pu inaugurer une nouvelle ère des relations internationales si l'air n'avait été à ce point vicié en 1956. L'expédition de Suez pousse les Soviétiques à menacer les Britanniques et les Français ; Moscou ne peut se permettre de s'aliéner les pays arabes en n'affichant pas son soutien à l'Égypte. La même année, des émeutes antisoviétiques ont lieu en Pologne et une révolution éclate en Hongrie. L'Union soviétique s'est toujours montrée impitoyable au moindre signe de déviance ou de mécontentement au sein de ses satellites. En 1948, les conseillers soviétiques quittent la Yougoslavie, exclue du Kominform. Les traités de la Yougoslavie avec l'URSS et les autres pays communistes sont révoqués et cinq années d'attaques au vitriol contre le « titisme » peuvent commencer. Ce n'est qu'en 1957 que les deux gouvernements parviennent à s'entendre, quand l'URSS fait un pas en avant et reprend, symbole fort, son programme d'aide à la Yougoslavie. Mais la survie de celle-ci comme pays communiste en dehors du Pacte de Varsovie rend naturellement Moscou encore plus sensible aux remous dans son propre camp. Les émeutes antisoviétiques à Berlin-Est en 1953 et celles en Pologne à l'été 1956 démontrent que le patriotisme, fouetté par le mécontentement économique, peut contester le communisme à proximité de sa mère patrie. Des forces similaires expliquent comment des désordres nés à Budapest en octobre 1956 peuvent dégénérer en un

mouvement national, qui voit le retrait des troupes soviétiques de la ville, l'apparition d'un gouvernement promettant des élections libres et la fin du règne du parti unique. Quand ce gouvernement annonce qu'il se retire du Pacte de Varsovie, déclare la neutralité de la Hongrie et demande aux Nations unies de lui venir en aide, les troupes soviétiques reviennent. Des milliers de Hongrois fuient le pays, tandis que la révolution est écrasée. L'Assemblée générale des Nations unies condamne à deux reprises l'intervention − en vain.

Cet épisode durcit le ton, des deux côtés. Les dirigeants soviétiques constatent la haine que leur vouent les peuples d'Europe de l'Est et se montrent encore plus méfiants à l'égard du discours de l'Ouest qui propose leur « libération ». Les nations d'Europe occidentale prennent quant à elles la mesure de la puissance soviétique, et cherchent donc à renforcer leurs défenses.

En octobre 1957, *Spoutnik 1* ouvre l'ère de la compétition spatiale et constitue un choc pour des Américains jusqu'alors persuadés que les Soviétiques étaient à leur traîne sur le plan technologique. La politique étrangère soviétique conduite sous Khrouchtchev continue d'afficher son hostilité, son refus de coopérer et, parfois, une confiance remarquable. Craignant le danger d'une Allemagne de l'Ouest réarmée, les dirigeants soviétiques sont désireux de renforcer leur satellite, la République démocratique allemande. La prospérité et le succès éclatants de Berlin-Ouest − au beau milieu du territoire de la RDA − sont embarrassants. En 1958, l'URSS dénonce les accords sur le statut de Berlin, qui courent depuis dix ans, et affirme que le secteur soviétique sera rendu à la RDA sauf meilleur accord. Deux années de lutte s'ensuivent.

Tandis que l'atmosphère autour de Berlin s'alourdit, le flux de réfugiés explose. Le nombre des Allemands de l'Est gagnant Berlin-Ouest passe de 140 000 en 1959 à 200 000 en 1960. Plus de 100 000 Allemands de l'Est passent à

l’Ouest au cours des six premiers mois de 1961. Au mois d’août, les autorités est-allemandes décident de bâtir un mur, bientôt garni de barbelés et de champs de mines, pour couper le secteur soviétique des secteurs occidentaux. La tension monte alors, mais, paradoxalement et sur le long terme, le mur de Berlin contribue à apaiser les tensions. Sa présence lugubre (et la mort sporadique d’Allemands de l’Est qui tentent de le franchir) est abondamment utilisée durant un quart de siècle par la propagande occidentale. La RDA est malgré tout parvenue à enrayer le flot de migrants. Khrouchtchev abandonne ensuite d’autres exigences quand il apparaît que seule une guerre pourrait contraindre les États-Unis à lâcher du lest sur le statut de Berlin.

La crise de Cuba se résout de la même manière, alors que les risques étaient bien plus grands. Les alliés européens des États-Unis ne se sentent pas directement concernés, contrairement à un possible changement d’accord en Allemagne, et les Soviétiques ne semblent guère s’intéresser à l’opinion des Cubains. Surtout, dans le cadre d’une confrontation directe entre les superpuissances, l’Union soviétique doit plier. En évitant toute action ou parole provocatrices et en offrant à son adversaire une porte de sortie en limitant ses exigences à l’essentiel, le président Kennedy parvient à ne faire aucune concession, à l’exception du retrait des missiles américains de Turquie, effectif peu après. Khrouchtchev doit se satisfaire de la promesse que les États-Unis n’envahiront pas Cuba.

Il est difficile de ne pas tenir cette crise pour un tournant majeur. La perspective d’une guerre nucléaire comme prix à payer d’une extension géographique de la guerre froide a été prise en compte par l’Union soviétique, qui l’a trouvée inacceptable. La mise en place d’une ligne téléphonique directe entre les dirigeants des deux États − le « téléphone rouge » − revient à admettre que le danger d’un malentendu dégénérant en conflit rend nécessaire une connexion plus intime et plus immédiate que les canaux

ordinaires de la diplomatie. Il est également clair que, malgré les rodomontades des Soviétiques, la supériorité militaire des Américains est aussi évidente qu'auparavant. La nouvelle arme de poids dans le cadre d'un conflit direct entre les deux superpuissances est le missile intercontinental ; fin 1962, les Américains surclassent les Soviétiques en la matière, dans une proportion de six contre un. Les Soviétiques font alors le choix des missiles plutôt que celui du beurre et c'est le citoyen soviétique qui en paie le prix.

La confrontation cubaine a par ailleurs permis de donner naissance au premier accord entre la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Union soviétique sur la restriction de l'usage des armes nucléaires dans l'espace, l'atmosphère ou sous les mers. Les tentatives de désarmement échoueront certes, des années durant, mais cet accord constitue le premier pas positif enregistré dans les négociations sur les armes nucléaires.

En 1964, Khrouchtchev est limogé. Dirigeant le parti et le gouvernement depuis 1958, il a provoqué un grand bouleversement dans l'histoire de l'Union soviétique. Il a opéré une véritable « déstalinisation », échoué lamentablement dans le domaine de l'agriculture, et changé l'optique des forces armées (les missiles stratégiques sont devenus l'arme d'élite). Les initiatives personnelles de Khrouchtchev en matière de politique étrangère (en dehors du fiasco cubain) sont sans doute la principale cause de son limogeage. Avec l'appui de l'armée, il est écarté par des camarades qu'il a offensés et inquiétés, mais il n'est ni exécuté, ni emprisonné, ni placé à la direction d'une centrale électrique en Mongolie. L'Union soviétique commence à policer ses méthodes de transition gouvernementale. Le contraste avec le passé est saisissant.

La société soviétique s'est en effet un peu détendue après la mort de Staline. Le discours du XX^{e} Congrès produit son effet, même si sa majeure partie vise à écarter les critiques

de ceux qui (comme Khrouchtchev lui-même) ont participé aux crimes dont Staline est accusé. Symboliquement, le corps du Petit Père des peuples quitte le mausolée où il reposait aux côtés de Lénine. Au cours des années qui suivent s'opère ce que certains ont appelé un « dégel ». Une plus grande liberté d'expression (toute relative) est accordée aux écrivains et aux artistes, tandis que le régime semble s'inquiéter davantage de l'opinion publique mondiale sur des questions comme le traitement réservé aux Juifs. Mais ces changements sont sporadiques et ciblés ; la libéralisation ne concerne que ceux qui ont l'oreille de Khrouchtchev. Après la mort de Staline, et particulièrement durant la présidence de Khrouchtchev, le parti apparaît comme un électron de plus en plus libre au sein du système. La nature autoritaire du gouvernement soviétique demeure pourtant inchangée.

Il est alors courant d'entendre que les États-Unis et l'Union soviétique se ressemblent de plus en plus, ce qui sous-entend que la politique soviétique paraît moins menaçante. Cette théorie de la « convergence », pour erronée qu'elle soit, met le doigt sur un fait indiscutable : l'Union soviétique dispose désormais d'une économie développée. Aussi, dans les années 1960, une partie de la gauche européenne continue-t-elle de tenir le socialisme pour une voie plausible vers la modernisation, en ignorant le fait que l'économie soviétique est inefficace et que ses résultats affichés sont une mascarade.

Si la puissance soviétique est réelle en termes industriels, le consommateur demeure pauvre comparé à son homologue américain et le serait davantage encore sans un système coûteux d'aides sociales. L'agriculture soviétique, qui a nourri un temps toutes les villes d'Europe centrale et a pu payer l'industrialisation de l'ère tsariste, est dans un état déplorable ; l'Union soviétique doit régulièrement acheter des céréales aux États-Unis. En 1961, le programme officiel du parti se fixe pour objectif de dépasser la production

industrielle américaine en 1970. L'URSS échoue, tandis que les États-Unis remplissent la promesse également faite en 1961 par Kennedy de poser un homme sur la Lune avant la fin de la décennie. L'Union soviétique est pourtant un pays riche, comparée aux pays sous-développés. Malgré l'immense différence de cadres et de modes de vie, les pauvres aux États-Unis mènent une vie assez proche de celle des pauvres en URSS. Dans les années 1970, de nombreux citoyens soviétiques sont plus cruellement conscients de la détérioration de leur niveau de vie depuis trente ans que du contraste qu'il offre avec celui des États-Unis.

Ce contraste est loin d'être à sens unique. Les investissements soviétiques en matière d'éducation produisent un taux d'alphabétisation égal, voire supérieur, à celui des États-Unis. De telles comparaisons, qui franchissent allègrement la ligne séparant le qualitatif du quantitatif, ne changent rien au fait que le PIB par habitant de l'URSS est, durant les années 1970, à la traîne de celui des États-Unis. Si ses citoyens se voient enfin accorder une pension de retraite en 1956 (près d'un demi-siècle après les Britanniques), ils doivent faire face à une dégradation du service de santé soviétique, de plus en plus à la traîne du système occidental. La longue tradition d'arriération et de désorganisation met du temps à disparaître ; ce n'est qu'en 1952 que les salaires réels des Soviétiques atteignent leur niveau de 1928. La théorie de la « convergence » est donc aussi optimiste que simpliste.

En 1970, l'URSS dispose pourtant d'un outil scientifique et industriel qui peut faire parfois jeu égal avec celui des États-Unis. Sa plus brillante démonstration, sujet d'une grande fierté patriotique des citoyens soviétiques, a lieu dans l'espace. En 1980, le nombre de satellites en orbite est déjà si important que l'effet produit par le lancement des premiers satellites soviétiques apparaît bien maigre. Si les Américains remportent de grands succès dans ce domaine,

les exploits spatiaux des Soviétiques forcent le respect. Les récits d'exploration de l'espace nourrissent l'imaginaire patriotique et aident à supporter les autres aspects de la vie quotidienne. Il n'est pas exagéré de dire que, pour certains citoyens soviétiques, leur technologie spatiale justifie la révolution ; la Russie peut donc faire au moins aussi bien que, d'autres pays, au moins aussi bien que l'autre superpuissance, et parfois même mieux que cette dernière. Petite Mère Russie est enfin modernisée.

Il ne faut pas pour autant s'imaginer que la nation va bien, que ses dirigeants se montrent moins méfiants à l'égard du reste du monde, moins disposés à jouer les trublions sur le plan international. La réponse soviétique à la renaissance chinoise le démontre d'ailleurs. On parle d'attaques nucléaires préventives contre la Chine (après de sérieuses provocations chinoises). La société soviétique est agitée par de nombreuses tensions. Les dissidences et critiques, particulièrement des restrictions à la liberté d'expression, apparaissent dès les années 1960, comme d'autres symptômes d'un délitement du système, comme la corruption rampante ou un alcoolisme de plus en plus répandu. D'autres faits, moins spectaculaires, ont des conséquences plus importantes sur le long terme ; les locuteurs russes sont bientôt, et pour la première fois, minoritaires en Union soviétique. Le régime continue de définir les limites aux libertés et les privilèges de certains par le biais d'un appareil d'État s'appuyant sur des décisions administratives et un réseau de prisons politiques. La différence entre la vie quotidienne en Union soviétique et aux États-Unis (ou dans tout autre pays occidental) peut se mesurer à des exemples comme les frais gigantesques engagés par Moscou pour brouiller toutes les émissions de radio ou de télévision en provenance de l'Ouest.

Pour d'évidentes raisons, les changements qui s'opèrent aux États-Unis sont plus faciles à observer, mais il n'est pas plus évident de discerner ceux qui comptent. La montée en

puissance de l’Amérique ne fait aucun doute, pas plus que son importance mondiale. Au milieu des années 1950, les États-Unis représentent 6 % de la population mondiale, mais produisent plus de la moitié de ses produits manufacturés ; en 2000, l’économie du seul État de Californie pourrait être classée comme la 5e économie mondiale. En 1969, la population des États-Unis dépasse la barre des 200 millions (en 1900, les Américains étaient 76 millions), bien qu’un habitant sur vingt n’y soit pas né − dix ans plus tard, des inquiétudes naissent de l’immigration hispanique en provenance du Mexique et de la Caraïbe. Le nombre de naissances grimpe lui aussi, mais le taux de natalité baisse après 1960 ; les États-Unis sont à ce titre un exemple à part dans les pays développés. De plus en plus d’Américains vivent dans des villes, ou des banlieues, et le risque de les voir mourir d’une maladie chute depuis 1900, signe net de l’amélioration de la santé publique et de la maîtrise croissante des nombreuses pathologies.

Les immenses succès de l’industrie américaine sont, en 1970, le fruit de grandes compagnies, dont certaines sont déjà aux commandes de ressources et de richesses supérieures à celles de bien des nations. On commence à se soucier du poids économique de ces géants sur les consommateurs. Mais aucun doute ne s’exprime sur la capacité de l’économie à produire des richesses, et donc du pouvoir. Si la puissance industrielle est loin de pouvoir accomplir tout ce que l’on attend d’elle, elle constitue la grande constante du monde de l’après-guerre et le socle de l’immense puissance militaire sur laquelle s’appuie la politique étrangère américaine.

La mythologie politique compte encore dans les années 1950. La seconde administration du président Truman et celles du président Eisenhower sont marquées par des débats houleux et de nombreuses gesticulations autour du danger de l’interférence gouvernementale dans l’économie, un débat totalement déplacé : depuis 1945, le

gouvernement fédéral est, et de plus en plus, le premier client de l'économie américaine. Les dépenses gouvernementales sont le premier stimulant de l'économie et leur accroissement est l'objectif de centaines de lobbies et de groupes industriels. Les espoirs d'équilibre budgétaire et d'administrations gérées comme des entreprises butent sans cesse sur ce fait. Les États-Unis sont, par ailleurs, une démocratie ; quelles que soient les possibles objections et malgré les attaques, l'État-providence progresse parce que les consommateurs (et électeurs) le réclament. Ces faits finissent par rendre irréaliste le vieil idéal de la libre entreprise que le gouvernement ne viendrait ni entraver ni réguler. Ils contribuent également à asseoir le pouvoir des démocrates. Les deux présidents républicains élus en 1952 puis 1968 le sont par lassitude de la guerre, en Corée ou au Vietnam ; aucun ne parvient à convaincre les Américains d'élire un Congrès républicain. Malgré cela, des tensions apparaissent au sein du Parti démocrate bien avant 1960 − Eisenhower séduit de nombreux électeurs sudistes. En 1970, un mouvement conservateur apparaît sous la bannière républicaine, les démocrates s'étant aliénés les électeurs du Sud en poussant les droits des Noirs américains. Le « bloc du Sud », bastion des démocrates, né de la guerre de Sécession, a vécu en tant que constante politique.

Les années de présidence Eisenhower sont des années vierges dans l'histoire intérieure des États-Unis ; le président considère tout simplement qu'il n'a pas à s'y impliquer. Voilà sans doute pourquoi l'élection − très serrée − de John F. Kennedy en 1960, un homme neuf et jeune, produit un tel sentiment de changement radical. Certes, l'emballement médiatique autour du personnage est pour l'essentiel superficiel. Pourtant, les huit années de présidence de Kennedy et Johnson changent effectivement les États-Unis, mais d'une manière sans doute bien

différente que celle attendue par Kennedy et son vice-président à leur prise de fonctions.

Une autre problématique, déjà apparente dans les années 1960, est encore appelée « question nègre ». Après un siècle d'émancipation, les Afro-Américains ont toujours statistiquement plus de probabilités d'être pauvres, de toucher les minima sociaux, d'être au chômage, mal logés et en moins bonne santé que les Américains blancs. Quarante ans plus tard, le constat demeure. Mais, dans les années 1950 et 1960, l'espoir est grand de voir les choses changer. La position des Noirs dans la société américaine apparaît soudainement intolérable et devient une question politique centrale en raison de trois nouveaux facteurs. Le premier est la migration des Afro-Américains qui transforme une problématique purement sudiste en question nationale. Entre 1940 et 1960, la population noire des États du Nord triple, un mouvement qui ne s'inversera pas avant les années 1990. L'État de New York devient l'État à la plus forte population noire de l'Union.

Les Noirs américains apparaissent en de nouveaux lieux, et sous une lumière neuve. Car le problème auquel ils font face n'est pas seulement légal ; c'est aussi celui de la misère économique et culturelle.

Le deuxième élément propulsant cette question sur le devant de la scène est extérieur aux États-Unis. De plus en plus de nouvelles nations, qui deviennent majoritaires au sein des Nations unies, sont des nations non blanches. Voilà un fait embarrassant − et dont la propagande communiste fait bon usage − pour les États-Unis, qui affichent d'une manière si flagrante la contradiction entre la posture égalitaire qui est la leur à l'extérieur et le traitement réservé à leurs citoyens noirs. Troisième élément, les actions des Noirs américains et de leurs dirigeants, pour certains inspirés par les principes de non-violence de Gandhi, séduisent de très nombreux Blancs. Au final, la position légale et politique des Noirs américains change de

manière radicale. L'amertume et le ressentiment ne disparaissent pas pour autant, voire s'accroissent en certains lieux. La première phase − et de loin la plus efficace − de la lutte des Noirs américains pour l'égalité est celle des « droits civiques », dont les principaux sont l'exercice sans entrave du droit de vote (officiellement légal mais pas toujours possible dans les faits dans certains États du Sud) et l'égalité de traitement dans d'autres domaines, comme l'accès aux administrations ou à certaines écoles. La Cour suprême fait grandement avancer les choses en 1954 et 1955. Le processus ne naît donc pas d'une nouvelle législation, mais de son interprétation. La Cour déclare que la ségrégation entre différentes races, au sein du système scolaire public, est inconstitutionnelle et que, là où elle existe, elle devrait être abolie dans des délais raisonnables. L'organisation sociale de nombreux États du Sud s'en trouve bouleversée, mais à partir de 1963 on peut voir ensemble des Blancs et quelques Noirs dans les classes de toutes les écoles de l'Union, même si d'autres restent entièrement noires ou blanches. Quoi qu'il en soit, la législation ne compte guère qu'après 1961 et l'inauguration d'une campagne efficace de « sit-in » menée par des dirigeants noirs (et qui obtient de nombreuses avancées). Kennedy initie alors un programme dépassant la seule question du droit de vote, et s'attaque à la ségrégation et aux inégalités de tous ordres. La pauvreté, le mal-logement et les mauvaises écoles dans des zones urbaines éloignées sont les symptômes des profondes failles de la société américaine. Et ces inégalités sont rendues plus irritantes encore par l'évolution générale de la société où elles s'étalent. L'administration Kennedy en appelle aux Américains pour que leur disparition fasse partie intégrante du défi de la « Nouvelle Frontière ».

Lyndon B. Johnson s'engage encore davantage dans cette voie quand il succède à Kennedy, assassiné en novembre 1963. Malheureusement, les racines les plus

profondes du problème noir américain semblent se nicher dans les zones de non-droit des « ghettos » des grandes villes. La perspective longue est une fois encore utile : en 1965, cent ans après l'émancipation des esclaves sur tout le territoire des États-Unis, une émeute née à Watts, l'un des districts noirs de Los Angeles, voit près de 75 000 personnes descendre dans les rues. D'autres troubles suivent dans d'autres villes, mais à une autre échelle. Vingt-cinq ans plus tard, le bilan des émeutes de Watts se résume à une plus grande détérioration de la situation. Le problème des Américains noirs est avant tout économique, mais n'est pas plus facile à résoudre pour autant. Le poison qu'il sécrète génère une hausse de la criminalité, l'effondrement des conditions sanitaires et l'explosion de la cellule familiale dans de nombreuses communautés noires, créant à leur tour des zones urbaines ingouvernables où la police n'ose presque plus mettre les pieds. La culture et la politique de l'Amérique blanche semblent entretenir une obsession quasi névrotique à l'égard de ces sujets raciaux. Les origines du président Johnson, issu d'une famille pauvre du Sud, font de lui un partisan acharné de la « Grande Société » dans laquelle il discerne le futur de l'Amérique, et qui aurait peut-être permis de résoudre le problème économique des Noirs s'il avait pu se maintenir au pouvoir. Johnson, qui fut sans doute l'un des plus grands présidents réformateurs des États-Unis, est finalement battu, malgré ses aspirations, son expérience et son talent. Son œuvre constructrice et réformatrice est rapidement effacée (voire écartée) par une sale guerre menée en Asie par son administration, qui tourne au fiasco. La politique américaine d'Eisenhower dans le Sud-Est asiatique se fondait sur l'idée qu'un Vietnam du Sud non communiste était essentiel pour la sécurité de la région, et qu'il devait rester dans le camp de l'Ouest afin d'éviter que d'autres pays n'y soient subvertis à leur tour. Les États-Unis deviennent donc le soutien d'un

gouvernement conservateur dans la portion sud de l'Indochine. Le président Kennedy ne remet pas cette vision en cause, et commence à étendre l'aide militaire américaine à l'envoi de « conseillers ». À sa mort, on compte 23 000 « conseillers » au Sud-Vietnam et nombre d'entre eux sont en première ligne. Le président Johnson poursuit cette politique, persuadé que les pays auxquels les États-Unis ont promis leur aide constateront ainsi qu'il ne s'agit pas de paroles en l'air. Mais les gouvernements qui se succèdent à Saigon ne sont que des pis-aller. Début 1965, Johnson est averti de l'effondrement possible du Sud-Vietnam ; il a autorité pour agir (accordée par le Congrès, grâce à d'habiles manœuvres politiques, après des attaques nord-vietnamiennes sur des navires américains) et des frappes aériennes sont alors effectuées contre des cibles au Nord-Vietnam. Peu après, les premières unités militaires américaines sont officiellement envoyées dans le Sud. La participation américaine est rapidement disproportionnée. En 1968, 500 000 militaires sont déployés au Sud-Vietnam ; fin décembre de la même année, davantage de bombes américaines sont tombées sur le Nord-Vietnam que sur le sol de l'Allemagne et du Japon réunis durant la Deuxième Guerre mondiale.

Le résultat est désastreux sur le plan politique. Les terribles effets sur la balance des paiements, provoqués par le coût exorbitant de cette guerre, seraient presque le cadet des soucis de Johnson s'ils n'entraînaient pas un manque de crédits pour les réformes intérieures. Les protestations se font de plus en plus vives aux États-Unis, car le nombre des victimes augmente et aucune solution diplomatique ne semble émerger. Les jeunes gens les plus fortunés (dont un futur président) parviennent à échapper à la conscription et les Américains contemplent, effarés devant leurs écrans de télévision, les effets d'une guerre comme jamais il n'a été possible de les voir par le passé. La rancœur s'accroît, et avec elle les craintes de l'Amérique modérée. Maigre est la

consolation de savoir que le coût de l'équipement des forces nord-vietnamiennes est également élevé pour l'URSS.

Mais il y a bien plus que les agitations de la jeunesse professant son opposition et sa méfiance à l'égard du gouvernement, ou l'idéalisme des conservateurs outrés du rejet par bon nombre de leurs compatriotes des symboles sacrés du patriotisme, et du refus de servir dans les forces armées. Le Vietnam change la manière dont les Américains voient le monde qui les entoure. Les plus perspicaces d'entre eux ne peuvent que constater qu'en Asie du Sud-Est même les Américains ne peuvent obtenir tout ce qu'ils veulent, et certainement pas à moindre coût. La fin des années 1960 enterre l'illusion de la puissance illimitée et irrésistible de l'Amérique. Les Américains étaient sortis de l'après-guerre avec cette vision. La puissance de leur pays, croyaient-ils, avait décidé de l'issue de deux guerres mondiales. Durant près d'un siècle et demi, ils avaient connu une expansion continentale presque sans encombre, débarrassés de toute intervention européenne, et l'hégémonie de leur puissance dans tout le continent américain. Rien dans l'histoire américaine ne semblait désastreux ou irrémédiable, rien ne s'était vraiment soldé par un échec, et rien ne provoquait chez eux le moindre sentiment de honte ou de remords. Il n'est donc pas étonnant que la plupart des Américains aient fini par s'imaginer que rien ne pouvait leur résister. La prospérité économique était parvenue à venir à bout de tous les problèmes extérieurs ou intérieurs. Les Américains avaient tendance à ignorer qu'ils avaient pu bâtir leur nation sans trop craindre les interférences.

La prise de conscience débute dans les années 1950, quand de nombreux Américains considèrent que la victoire en Corée est moins éclatante qu'espéré. Commencent deux décennies de négociations frustrantes avec des nations ne bénéficiant pourtant pas du dixième de la puissance des États-Unis, mais manifestement capables de leur mettre des

bâtons dans les roues. Le désastre vietnamien révèle enfin les limites du pouvoir américain et ce qu'il lui en coûte. En mars 1968, la puissance de l'opposition croissante à la guerre éclate lors des primaires à la présidentielle.

Johnson en est déjà arrivé à la conclusion que les Américains ne peuvent pas gagner cette guerre. Il est déjà prêt à restreindre les bombardements et à demander une réouverture des négociations avec le Nord-Vietnam. Il annonce à la surprise générale qu'il ne se représentera pas en 1968. Tout comme les pertes de la guerre de Corée ont coûté sa réélection à Eisenhower, celles de la guerre du Vietnam (et la présence d'un troisième candidat) entraînent l'élection d'un nouveau président républicain en 1968, quatre ans après que Johnson eut remporté l'élection avec une majorité écrasante. Le Vietnam n'est pas le seul facteur, mais il est de loin celui qui contribue le plus à la dislocation de la coalition des démocrates. Le nouveau président, Richard Nixon, commence à retirer des troupes américaines du Sud-Vietnam peu après son intronisation ; l'enclenchement d'un processus de paix va encore attendre trois ans. En 1970, des négociations secrètes débutent entre le Nord-Vietnam et les États-Unis. De nouveaux retraits de troupes ont lieu, mais les bombardements dans le Nord-Vietnam ainsi qu'au Cambodge s'intensifient. Les négociations sont difficiles et tortueuses. Les États-Unis ne peuvent admettre qu'ils abandonnent, de fait, leur allié, mais ils n'ont pas d'autre choix, les Nord-Vietnamiens ne pouvant accepter les termes d'un accord qui ne leur permettrait pas de mettre le régime de Saigon à genoux. Malgré de violentes protestations aux États-Unis, la campagne de bombardements reprend brièvement fin 1972, pour la dernière fois. Peu après, le 27 janvier 1973, un cessez-le-feu est signé à Paris. La guerre a coûté aux États-Unis de vastes sommes d'argent et 58 000 morts. Elle a gravement nui au prestige des Américains et à leur influence diplomatique, tout en provoquant des ravages sur

le plan intérieur, empêchant de nombreuses réformes. Le Sud-Vietnam est préservé, mais ses problèmes internes rendent sa survie très hypothétique. De terribles destructions ont été infligées aux peuples indochinois : ils comptent 3 millions de morts. La fin de l'illusion de l'omnipotence américaine a eu tendance à faire oublier ce fait.

La sortie du bourbier vietnamien est malgré tout un succès, et le président Nixon en récolte les fruits. La fin de cette aventure n'est qu'un des signes que le monde a changé depuis la crise de Cuba. Le plus frappant de ces changements est celui de la normalisation des relations entre les États-Unis et la Chine. Son sommet est atteint en 1978 seulement, mais deux événements spectaculaires ont précédé la signature de la paix au Vietnam. En octobre 1971, l'Assemblée générale des Nations unies a reconnu la République populaire de Chine comme la seule représentante légitime de la Chine aux Nations unies et expulsé le représentant de Taïwan. Les États-Unis n'avaient pas anticipé pareille issue. Au mois de février suivant, Nixon visite la Chine, première visite d'un président américain en Asie continentale, visant, selon ses propres termes, à « abolir 9 000 kilomètres et vingt-deux années d'hostilité ». Nixon est ensuite le premier président américain à se rendre à Moscou, en mai 1972, visite suivie d'un accord sur la limitation des arsenaux − le premier du genre. D'importants changements sont donc en marche. La polarisation simpliste de la guerre froide se brouille, quand bien même le futur demeure incertain. L'accord sur le Vietnam suit peu après, et il n'est pas sans lien ; Moscou et Pékin devaient être amadoués pour qu'un cessez-le-feu puisse être établi. L'attitude de la Chine à l'égard de la guerre du Vietnam est compliquée par le danger potentiel représenté par l'URSS, par le déploiement de forces américaines ailleurs en Asie − notamment à Taïwan et au Japon − et par le souvenir de la puissance du nationalisme

vietnamien ; l'allié indochinois est admiré, mais jamais tenu pour fiable. Considéré par les Chinois comme un « jeune frère » en communisme, le Vietnam est pourtant fort d'une tradition de lutte contre l'impérialisme français, mais aussi chinois. Le départ des Américains révèle rapidement le caractère profond du conflit vietnamien, celui d'une guerre civile portant sur l'identité de ceux qui gouverneraient un pays réunifié.

Les Nord-Vietnamiens et leurs alliés dans le Sud n'attendent guère pour régler la question. Le gouvernement américain fait un temps mine de ne rien voir ; le soulagement d'être enfin sorti de ce bourbier est trop grand aux États-Unis pour émettre quelques réserves sur la manière dont les termes de l'accord de paix sont respectés. Quand un scandale politique contraint Nixon à la démission, en 1974, son successeur doit affronter un Congrès suspicieux à l'égard de tout ce qu'il tient pour des aventures étrangères dangereuses et bien décidé à les empêcher. Le Congrès refuse de faire appliquer les termes de la paix de 1972, qui garantissent le régime sud-vietnamien contre toute tentative de renversement. Début 1975, les États-Unis cessent d'aider Saigon. Le territoire contrôlé par le gouvernement sud-vietnamien se limite à sa capitale et la vallée inférieure du Mékong, défendues par une armée démoralisée et vaincue. Les forces communistes au Cambodge détruisent quant à elles un autre régime soutenu par les Américains. Le Congrès interdit l'envoi de toute aide militaire ou financière. Le modèle de la Chine de 1948 se répète ; les États-Unis effectuent des coupes sombres au détriment de ceux qui comptent sur eux (même si 117 000 Vietnamiens partent avec les Américains). L'armée nord-vietnamienne entre à Saigon en avril 1975.

Une telle issue a quelque chose d'ironique. Les États-Unis sont entrés en guerre avant tout pour contenir la menace des communistes chinois, et c'est le réchauffement des relations avec ces mêmes Chinois qui rend le

désengagement américain possible. Aux États-Unis, une portion conservatrice de l'électorat se persuade que l'armée américaine n'a pas perdu la guerre militairement − la défaite serait due à la lâcheté des politiciens, aux activistes d'extrême gauche et aux partisans des réformes sociales. À la fin des années 1970, la défaite du Vietnam contribue sans doute à remettre en question le positionnement international des États-Unis et explique leur refus temporaire de s'engager militairement dans des régions postcoloniales. Surtout, le Vietnam laisse planer un doute sur une possibilité de détente réelle avec l'Union soviétique, principale rivale du pays dans les affaires internationales.

À l'approche des années 1980, de plus en plus d'Américains sont inquiets et désorientés ; le moral de la nation est au plus bas. Le Vietnam a laissé de profondes cicatrices psychologiques, tout en nourrissant une contre-culture qui inquiète la majorité des Américains. Dans les années 1960, les premières grandes voix s'élèvent pour évoquer les dangers environnementaux ; les années 1970 voient la crise pétrolière et un nouveau sentiment de dépendance naître à un moment où, pour la première fois, Israël, l'allié des Américains au Proche-Orient, n'apparaît plus invulnérable. La disgrâce qui frappe Nixon, contraint de démissionner pour ne pas être démis de ses fonctions par suite d'un abus de pouvoir scandaleux, sape encore la confiance dans les institutions nationales. Le comportement des alliés (eux-mêmes inquiétés par les troubles qui agitent les États-Unis) semble moins prévisible que par le passé. Pour la première fois, la foi des Américains dans leur nation, perçue comme l'espoir du genre humain, est ébranlée par le rejet qu'oppose à son modèle l'ensemble du monde musulman.

La situation est difficile à décrypter. Le système démocratique américain ne donne pourtant aucun signe de panne, ni d'incapacité à répondre aux nombreux besoins du pays, même s'il ne parvient pas à trouver des réponses à

tous ses problèmes. L'économie est tout de même parvenue à soutenir des années durant un effort de guerre extrêmement coûteux, un programme d'exploration spatiale ayant envoyé des hommes sur la Lune et l'entretien de garnisons sur toute la surface du globe. Certes, le sort des Noirs américains continue de s'aggraver et certaines des plus grandes villes du pays semblent frappées de décomposition urbaine. Rares sont pourtant les Américains à trouver ces faits plus inquiétants que l'infériorité supposée de leur pays en missiles balistiques par rapport à l'URSS − c'est d'ailleurs l'une des questions centrales de l'élection de 1980. Le président Gerald Ford (qui a succédé à Nixon après sa démission) a déjà dû faire face au refus du Congrès de fournir le moindre supplément d'aide aux alliés en Indochine. Quand le Cambodge s'effondre, suivi du Vietnam, des questions commencent à se poser, aux États-Unis comme ailleurs, sur l'ampleur que pourrait prendre le repli américain des affaires internationales. Si les États-Unis ne veulent plus se battre pour l'Indochine, pourquoi se battraient-ils pour la Thaïlande ? Pourquoi se battraient-ils pour Israël ou pour Berlin ? Le désarroi des Américains apparaît temporaire, mais, en attendant, leurs alliés − à commencer par ceux d'Europe − s'en inquiètent.

La guerre froide est née en Europe et, durant de nombreuses années, constitue son principal théâtre d'opérations. Mais, bien avant 1970, certains signes indiquent que la polarisation simpliste symbolisée par des institutions comme l'OTAN et le Pacte de Varsovie n'est pas la seule force en action. Isolées depuis longtemps des stimuli extérieurs par la puissance soviétique et par des économies dirigées, les nations du bloc de l'Est connaissent des divisions. La violence avec laquelle l'Albanie, la plus petite d'entre elles, dénonce l'Union soviétique et applaudit la Chine quand les deux nations se brouillent dans les années 1960 doit être acceptée par l'Union soviétique ; l'Albanie n'a aucune frontière avec les autres membres du

Pacte de Varsovie et se moque donc bien de la menace de l'Armée rouge. Puis c'est au tour de la Roumanie de contester, avec le soutien de la Chine, la direction de son économie par le Comecon et d'affirmer un droit national à la développer pour ses propres intérêts. Elle prend même une position vaguement neutre sur des questions de politique étrangère − tout en demeurant au sein du Pacte de Varsovie −, le tout sous la houlette d'un dirigeant qui impose à ses compatriotes l'un des régimes les plus rigidement dictatoriaux d'Europe de l'Est. Mais la Roumanie n'a aucune frontière avec un pays de l'OTAN et une de 750 kilomètres avec l'URSS ; son attitude est tolérée, car chacun sait qu'elle pourrait être facilement matée en cas de besoin.

La dislocation de l'ancienne unité monolithique du communisme est démontrée de manière éclatante en 1968, quand le gouvernement communiste de la Tchécoslovaquie décide de libéraliser sa structure interne et de développer ses relations commerciales avec l'Allemagne de l'Ouest. Voilà qui ne peut être accepté. Après plusieurs vaines tentatives de ramener son gouvernement à la raison (communiste), la Tchécoslovaquie est envahie au mois d'août 1968 par des troupes du Pacte de Varsovie. Pour éviter une répétition de l'épisode hongrois de 1956, le gouvernement tchécoslovaque décide de ne pas opposer de résistance. La brève tentative de donner naissance à un « socialisme à visage humain », comme l'avait décrit un homme politique tchécoslovaque, est réduite à néant.

Les tensions sino-soviétiques combinées aux tremblements qui agitent le bloc de l'Est (et l'état des relations des États-Unis avec les pays d'Amérique latine) donnent l'impression que le monde abandonne la bipolarité pour le « polycentrisme », comme le définit un communiste italien. L'effacement de la bipolarité simpliste de la guerre froide étonne. Dans l'intervalle d'autres problèmes sont apparus en Europe de l'Ouest. Avant même les années 1980,

il est clair que la domination historique du continent sur le reste du monde est de l'histoire ancienne ; l'Europe domine une surface mondiale équivalente à celle qu'elle possédait cinq cents ans auparavant. De grandes transformations ont eu lieu et des décisions irréversibles ont été prises. Si le passé impérial de l'Europe est de l'histoire ancienne, un nouveau rôle, de taille, lui échoit. La mainmise du nationalisme se relâche sur le continent qui a vu sa naissance. Si certains font remonter aux Carolingiens l'héritage historique des différentes nations, il n'est pas nécessaire de remonter si loin. Les quarante années qui suivent la fin de la Deuxième Guerre mondiale sont pour l'essentiel déterminées par son issue et par la politique soviétique. La probabilité d'une nouvelle guerre civile à l'Ouest, autour de la question allemande, semble très éloignée, la défaite et la partition ayant apaisé les craintes de la France. La politique soviétique donne aux pays d'Europe de l'Ouest davantage de raisons de coopérer étroitement ; à la fin des années 1940, les événements en Europe de l'Est leur font craindre le sort qui pourrait leur échoir en cas de désengagement américain et de division. Le plan Marshall et l'OTAN sont les deux premiers piliers de la construction d'une nouvelle Europe unie.

Cette union n'a pas qu'une source. Le lancement du plan Marshall est suivi de la création d'une Organisation (de 16 pays au départ) de coopération économique européenne en 1948 et, l'année suivante, un mois après la signature du traité de l'OTAN, les bases d'un corps politique représentant 10 États européens sont jetées dans le cadre du Conseil de l'Europe. L'intégration économique est de loin la plus rapide. Des unions douanières ont déjà été créées en 1948 entre les pays du Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) et, sous une autre forme, entre la France et l'Italie. Mais le premier grand pas vers une intégration élargie est franchi avec la proposition française de création d'une Communauté du charbon et de l'acier. Elle entre en vigueur

en 1952 et regroupe la France, l'Italie, les pays du Benelux et l'Allemagne, permettant la renaissance du cœur industriel de l'Europe de l'Ouest tout en constituant le premier pas de l'intégration de l'Allemagne de l'Ouest dans une nouvelle structure internationale. Par des biais économiques, il devient possible de faire renaître et de contrôler une Allemagne fédérale dont la puissance est nécessaire dans une Europe de l'Ouest menacée par la puissance militaire soviétique. Sous l'influence des événements de Corée, le gouvernement américain commence d'ailleurs, dès le début des années 1950 et à la grande consternation des Européens, à parler d'un réarmement nécessaire de l'Allemagne.

D'autres faits favorisent l'émergence d'organisations supranationales en Europe. La fragilité politique, dont les partis communistes sont des symptômes, finit par s'estomper, grâce, pour l'essentiel, à la reprise économique. Les communistes cessent de siéger dans les gouvernements italien et français dès 1947 et le danger de voir ces deux pays subir un sort équivalent à celui de la Tchécoslovaquie est écarté dès 1950. L'anticommunisme tend à agglomérer des partis catholiques ou sociaux-démocrates, conscients du sort réservé à leurs homologues en Europe de l'Est. Globalement, les gouvernements d'Europe de droite modérée poursuivent des buts similaires sur le plan de la reprise économique, des services sociaux et de l'intégration européenne au cours des années 1950.

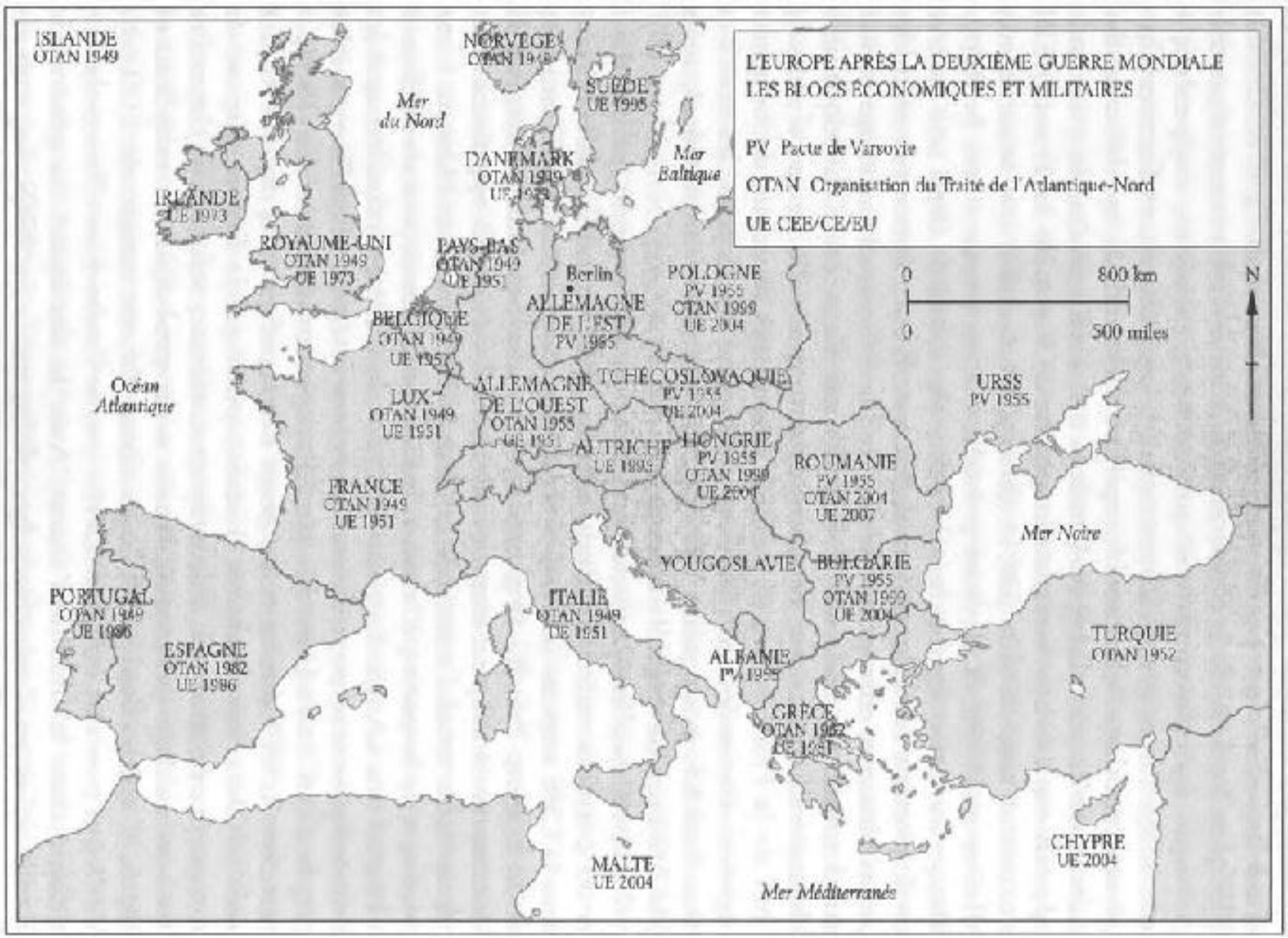
D'autres institutions émergent. En 1952, la Communauté européenne de défense officialise la position militaire de l'Allemagne. Elle est bientôt remplacée par l'adhésion de l'Allemagne à l'OTAN, mais la plus grande avancée vers l'union est économique. Le premier pas crucial a lieu en 1957 : la Communauté économique européenne (CEE) est formée par la France, l'Allemagne de l'Ouest, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Italie, qui signent le traité de Rome. Il fixe la création d'un marché commun

comprenant tous ses membres, au sein duquel les entraves à la circulation des biens, des services et de la main-d'œuvre disparaissent, et prévoit également la création d'une autorité décisionnaire, d'une administration et d'un Parlement européens avec des compétences limitées. Certains parlent de la reconstruction de l'héritage de Charlemagne. Cette création pousse des pays n'ayant pas rejoint la CEE à créer une autre organisation, plus limitée, l'Association européenne de libre-échange (AELE) deux ans et demi plus tard. En 1986, les 6 pays de la CEE (devenue CE, le mot « économique » ayant significativement disparu) sont désormais 12, tandis que l'AELE ne compte plus que 4 pays membres. Les autres ont rejoint la CE.

Le mouvement progressif de l'Europe occidentale vers un début d'unité politique démontre que les signataires des accords qui l'autorisent considèrent que le conflit armé ne saurait plus être tenu pour une alternative acceptable à la coopération et aux négociations entre leurs États. Bien que partageant ces conclusions, le gouvernement britannique ne saisit pas l'opportunité d'en donner une expression officielle ; il se voit par la suite refuser deux fois l'entrée dans la CEE. Les intérêts de la Communauté sont encore cimentés par une politique agricole commune qui, à bien y regarder, s'apparente à une rente financière à destination des agriculteurs et fermiers qui pèsent tant dans l'électorat français et allemand, et, par la suite, des pays pauvres qui adhèrent. Pendant un certain temps, la principale opposition à toute intégration politique vient de la France. Elle s'exprime sans détour par le général de Gaulle, qui revient aux affaires en 1958 et devient président à un moment où la République française semble sur le point de sombrer dans une guerre civile portant sur la question algérienne. Il commence par résoudre ce problème et entreprend de profondes réformes constitutionnelles qui donnent naissance à la V^{e} République. Sa seconde contribution à l'histoire de France est aussi importante que celle de sa

carrière de chef de la France libre et permet à son pays de sortir du bourbier algérien. Cette décision lui donne, ainsi qu'à son pays, les coudées plus franches pour peser davantage sur le plan international, mais pas toujours de manière heureuse.

La vision gaullienne de la consolidation européenne est limitée à la coopération entre des États-nations ; le Général considère avant tout la CEE comme un moyen de protéger les intérêts économiques de la France. Peu lui importe de créer des tensions au sein de la Communauté s'il peut imposer sa vision. Il va jusqu'à opposer à deux reprises son veto à l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'Union. L'expérience de la guerre a laissé à de Gaulle un sentiment de méfiance à l'égard des « Anglo-Saxons » et l'idée, loin d'être infondée, que les Britanniques se sentent, même après leur intégration en Europe, plus proches des États-Unis que de l'Europe continentale. En 1964, il irrite les Américains en échangeant des représentants diplomatiques avec la Chine communiste. Il insiste pour que la France dispose de son propre programme d'armement nucléaire, refusant de dépendre du bon vouloir américain. Après avoir provoqué de nombreuses crises, il quitte finalement le commandement intégré de l'OTAN. Voilà qui pourrait être considéré comme l'avènement du « polycentrisme » dans le bloc de l'Ouest. Avec la démission du général de Gaulle à l'issue d'un référendum défavorable en 1969 disparaît en Europe occidentale une force politique majeure, cause de bien des désordres et des incertitudes.


L'EUROPE APRÈS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE
LES BLOCS ÉCONOMIQUES ET MILITAIRES
PV Pacte de Varsovie
OTAN Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord
UE CEE/CE/EU
0
800 km
0
500 miles
N
ISLANDE
OTAN 1949
NORVÈGE
OTAN 1949
SUÈDE
UE 1995
Mer du Nord
Mer Baltique
DANEMARK
OTAN 1949
UE 1973
IRLANDE
UE 1973
ROYAUME-UNI
OTAN 1949
UE 1973
PAYS-BAS
OTAN 1949
UE 1951
Berlin
ALLEMAGNE DE L'EST
PV 1955
POLOGNE
PV 1955
OTAN 1999
UE 2004
BELGIQUE
OTAN 1949
UE 1957
Océan Atlantique
LUX.
OTAN 1949
UE 1951
ALLEMAGNE DE L'OUEST
OTAN 1955
UE 1951
TCHÉCOSLOVAQUIE
PV 1955
UE 2004
URSS
PV 1955
AUTRICHE
UE 1995
HONGRIE
PV 1955
OTAN 1999
UE 2004
ROUMANIE
PV 1955
OTAN 2004
UE 2007
FRANCE
OTAN 1949
UE 1951
Mer Noire
YOUGOSLAVIE
BULGARIE
PV 1955
OTAN 1999
UE 2004
PORTUGAL
OTAN 1949
UE 1986
ESPAGNE
OTAN 1982
UE 1986
ITALIE
OTAN 1949
UE 1951
ALBANIE
PV 1955
TURQUIE
OTAN 1952
GRÈCE
OTAN 1952
UE 1981
CHYPRE
UE 2004
MALTE
UE 2004
Mer Méditerranée

La Grande-Bretagne rejoint finalement la CEE en 1973, manière pour la plus conservatrice des nations de reconnaître l'évolution de l'histoire européenne. Cette décision vient compléter l'abandon de l'Empire et l'acceptation de l'idée que la nouvelle frontière stratégique de la Grande-Bretagne ne se situe plus sur le Rhin mais sur l'Elbe. Il s'agit là d'un tournant, loin d'être définitif pourtant, dans une période d'incertitude. Durant un quart de siècle, les gouvernements britanniques ont tenté (en vain) de combiner croissance économique, accroissement des services sociaux et faibles taux de chômage. La deuxième variable dépend largement de la première mais, face aux difficultés, a toujours été sacrifiée au profit des deux autres. La vulnérabilité de l'économie britannique, traditionnellement liée au commerce international, est également problématique. D'autres handicaps résident dans la vétusté de son industrie, privée d'investissements, et dans l'attitude profondément conservatrice de ses électeurs. Bien que le Royaume-Uni s'enrichisse (en 1970, presque aucun employé britannique ne dispose de quatre semaines de congés payés, dix ans plus tard, un tiers d'entre eux en bénéficient), il se retrouve de plus en plus à la traîne des autres pays développés, en termes de richesse comme de rapidité à en créer. Si les Britanniques sont parvenus à faire face à leur déclin sur le plan international et ont réussi une décolonisation rapide, sans la violence ou l'amertume observables pour d'autres nations, il n'est pas certain qu'ils soient en mesure d'émerger de ce passé, voire de s'assurer la modeste prospérité d'une nation de second rang.

Une des principales menaces symptomatiques à l'ordre établi en Grande-Bretagne est posée par la question de l'Irlande du Nord. Les plus enragés des catholiques et des protestants semblent préférer la destruction de leur patrie à la coopération avec leurs rivaux, provoquant la mort de milliers de citoyens britanniques − soldats, policiers et civils, protestants et catholiques, Irlandais, Écossais ou

Anglais − dans les années 1970 et 1980. Fort heureusement, ils ne troublent pas le jeu politique britannique, comme les Irlandais avaient pu le faire par le passé. L'électorat britannique demeure préoccupé par des questions matérielles. L'inflation bat des records (13 % d'inflation annuelle en moyenne durant les années 1970) et donne une nouvelle acuité aux problèmes industriels, particulièrement après le choc pétrolier. On se demande même si ce pays est gouvernable après qu'une grève de mineurs a provoqué la chute d'un gouvernement, tandis que de nombreux dirigeants et éditorialistes semblent obsédés par la thématique de la division sociale. La question même du maintien du Royaume-Uni dans la CEE, qui fait l'objet d'un référendum, premier du genre, en 1975, est d'ailleurs posée en ces termes. La classe politique est donc effarée de constater que les électeurs se prononcent à une écrasante majorité pour le maintien au sein de la Communauté.

Mais d'autres difficultés économiques pointent, à commencer par l'inflation (en 1975, elle monte à 26,9 %), que le gouvernement finit par considérer comme le principal danger. Les exigences salariales des syndicats anticipent l'inflation à venir et certains en viennent à se demander si l'ère de l'accroissement permanent de la consommation n'est pas révolue. Il y a pourtant quelques lueurs d'espoir ; de vastes champs pétrolifères ont été découverts au large des côtes d'Europe du Nord. En 1976, le Royaume-Uni devient une nation exportatrice de pétrole. La donne ne change pas immédiatement ; la même année, un prêt du Fonds monétaire international est requis. M^me^ Thatcher, première Premier ministre femme du pays (et d'Europe) et première femme à diriger un grand parti politique (les conservateurs), arrive au pouvoir en 1979. Elle n'a pas grand-chose à perdre ; ses adversaires sont discrédités, comme les idées que de nombreuses personnes ont depuis longtemps tenues comme les déterminants de la politique britannique. Un nouveau départ, radical, semble

pour une fois possible. À la surprise de certains, et à la stupéfaction de ses partisans comme de ses adversaires, c'est exactement ce que M^me^ Thatcher fait, après un départ mouvementé, au cours du plus long mandat d'un Premier ministre britannique au XX^e^ siècle.

Elle se retrouve presque immédiatement prise, en 1982, dans ce qui restera sans doute comme la dernière guerre coloniale britannique. La reconquête des Malouines après leur brève occupation par les troupes argentines constitue, en termes logistiques, un immense fait d'armes, avec des répercussions psychologiques et diplomatiques. La volonté dont a fait preuve le Premier ministre dans cette affaire rencontre un grand succès dans l'opinion publique. M^me^ Thatcher est également bonne juge de l'équilibre international. Après des débuts incertains (logiques, au vu de leur sensibilité traditionnelle pour tout ce qui touche à l'Amérique latine), les États-Unis fournissent une importante aide clandestine au Royaume-Uni. La plupart des pays de la CE soutiennent par ailleurs l'isolement de l'Argentine aux Nations unies et des résolutions condamnant les actions des Argentins. Les Britanniques se voient immédiatement offrir le soutien (rarement garanti) du gouvernement français, qui tient cette attaque pour une menace. Les actions argentines ont été encouragées par des appréciations erronées de la politique étrangère britannique des années précédentes (le secrétaire d'État aux Affaires étrangères démissionne d'ailleurs au début de la crise). Conséquence heureuse de cette crise, le prestige et la cohésion de la junte militaire qui dirige l'Argentine sont définitivement entamés. En 1983, un gouvernement constitutionnellement élu la remplace. Si en Grande-Bretagne certains regrettent les pertes inutiles en vies humaines engendrées par ce conflit, le prestige de M^me^ Thatcher en sort aussi grandi que le moral de la nation ; sur le plan international, le prestige du Royaume-Uni est également rehaussé, ce qui n'est pas rien. Au cours

du reste de la décennie, il donne à la Grande-Bretagne une influence auprès des autres chefs d'État (notamment du président des États-Unis) très supérieure à celle qu'elle aurait pu obtenir par sa seule puissance économique.

Mais cet avantage n'est pas toujours utilisé à bon escient. Comme chez de Gaulle, les convictions et les idées préconçues de M^me^ Thatcher sont bien affirmées et, comme lui, elle n'est pas européenne, si l'être signifie être à la merci d'émotions ou de décisions susceptibles d'entraver la vision qui est la sienne des intérêts de la nation britannique. Sur le plan intérieur, elle transforme la politique et peut-être même la nature du débat social et culturel. Le radicalisme de sa politique économique s'y ajoutant, elle réveille autant d'enthousiasme que d'animosité viscérale. Elle ne parvient pourtant pas à atteindre bon nombre de ses objectifs majeurs. Au bout de dix années de mandat, le gouvernement joue un rôle plus important dans de nombreux domaines et le budget des dépenses de santé et de sécurité sociale a bondi d'un tiers en termes constants par rapport à 1979 − sans parvenir pour autant à satisfaire une demande croissante.

Si M^me^ Thatcher permet aux conservateurs de remporter trois élections générales de suite (un record dans la politique britannique), de nombreux membres de son parti sont persuadés qu'elle le mène droit à une défaite aux élections qui doivent bientôt suivre. Face à l'érosion du soutien et de la loyauté des membres de son parti, elle démissionne en 1990, laissant à son successeur un chômage en forte hausse et une situation financière catastrophique. Au moins est-on assuré que la politique étrangère britannique va se montrer moins obstructionniste à l'égard de la CE, moins dogmatique aussi.

Les années 1970 sont des années difficiles pour tous les membres du Marché commun. La croissance se réduit et les économies des pays membres vacillent suite aux chocs pétroliers, ce qui provoque de nombreuses querelles

institutionnelles (particulièrement sur le plan financier et économique). Elles rappellent aux Européens les limites de leurs réussites. Les querelles se poursuivent au cours des années 1980. Les craintes suscitées par le succès des économies asiatiques, dominées par le Japon, et une prise de conscience croissante du fait que d'autres nations souhaitent rejoindre les 10 posent de nombreuses questions sur le futur de la Communauté. De nombreux Européens considèrent qu'une plus grande unité, l'habitude de coopérer et une plus grande prospérité sont les pré-requis de l'indépendance politique de l'Europe, tandis que d'autres craignent de plus en plus qu'une telle indépendance ne demeure creuse tant que l'Europe ne sera pas devenue une superpuissance.

Les enthousiastes peuvent se réjouir des progrès de l'intégration. En 1979 se tiennent les premières élections directes au Parlement européen. La Grèce en 1981, l'Espagne et le Portugal en 1986 rejoignent la Communauté. En 1987, les bases d'une future monnaie commune sont jetées (mais le Royaume-Uni refuse d'y participer) et il est décidé qu'un véritable marché unique naîtra en 1992, au sein duquel les biens, les capitaux et les personnes pourront circuler librement. Les États membres acceptent même l'idée d'une union politique européenne, malgré les réserves des Britanniques et des Français. Cette idée est loin d'être immédiatement réalisée, la cohésion manquant, mais il s'agit malgré tout d'un signe indiscutable du profond changement à l'œuvre.

Depuis la signature du traité de Rome, l'Europe de l'Ouest a fait d'immenses progrès, davantage sans doute que la plupart des Européens et Européennes qui vivent et sont nés en son sein n'en ont conscience. Et sous les changements institutionnels pointent des similitudes croissantes − en politique, en structures sociales, en habitudes de consommation, en termes de valeurs et d'objectifs. Même les vieilles disparités de structures

économiques tendent à s'estomper, comme le montrent le déclin du nombre d'agriculteurs et l'accroissement de la production agricole en Allemagne comme en France. D'autres problèmes, en revanche, se présentent aux pays les plus pauvres et, parfois, les moins stables politiquement de la Communauté. Mais les grandes convergences ne sauraient être contestées. Leurs implications futures demeurent, quant à elles, encore floues.

En décembre 1975, Gerald Ford devient le deuxième président américain à visiter la Chine. Le changement d'attitude des Américains à l'égard de la République populaire fait suite aux leçons de la guerre du Vietnam. Côté chinois, ce changement fait partie d'un grand plan d'ensemble : la Chine entend reprendre le rôle régional et international approprié à sa stature et à son potentiel.

La révolution de Mao a unifié la Chine plus que jamais et a provoqué d'importantes améliorations en matière de santé et d'éducation. Mais son développement économique est chaotique et n'a pas permis de faire sortir le peuple de la misère. Au milieu des années 1970, de nombreux dirigeants chinois cherchent le moyen de rompre avec les campagnes politiques incessantes de Mao, pour se focaliser sur le renforcement du pays et l'enrichissement de ses habitants.

Mao meurt en septembre 1976. La menace que fait peser la « Bande des quatre » de ses successeurs (dont sa veuve), qui a promu la « Révolution culturelle », est rapidement écartée par leur arrestation (suivie de leur procès et de leur condamnation en 1981). Sous l'impulsion de vétérans du parti, les excès de la « Révolution culturelle » commencent à être corrigés.

En 1977, Deng Xiaoping, disgracié à deux reprises, devient vice-Premier ministre du gouvernement. Il est l'un des artisans de cette correction − son propre fils est devenu paraplégique après avoir été battu par des « gardes rouges » durant la « Révolution culturelle ». Mais le plus important changement est celui de la reprise économique

chinoise. L'entreprise individuelle est désormais mise en avant, ainsi que l'enrichissement, et les liens économiques avec des pays non communistes sont encouragés. L'objectif est de relancer le processus de modernisation technologique et industrielle.

L'axe majeur de développement est fixé en 1981, lors de la session plénière du Comité central du parti qui se tient cette année-là. Ce dernier entreprend également la tâche délicate de distinguer les réussites de Mao, « grand révolutionnaire prolétarien », de ses « grossières erreurs » et de ses responsabilités dans les échecs du « Grand Bond en avant » et de la « Révolution culturelle ». Malgré les allées et venues au sein de la direction du PCC, les débats et slogans mystérieux qui continuent d'en obscurcir les réalités politiques et le fait que Deng Xiaoping et ses associés doivent mettre en place une direction collective, aux côtés des conservateurs, les années 1980 sont marquées par un nouveau courant. La modernisation a enfin pris le pas sur le socialisme marxiste, quand bien même la chose ne peut être évoquée à voix haute. Le secrétaire général du parti déclare imprudemment en 1986 : « Marx et Lénine ne peuvent résoudre nos problèmes » ; il est rapidement démis de ses fonctions. Mais, si le langage marxiste continue de prévaloir au sein de la rhétorique gouvernementale, le marché capitaliste devient bientôt le moteur de l'économie chinoise. Le désir d'expérimentation de son leader pousse le PCC à donner la priorité à ce que Deng (et Zhou Enlai, son prédécesseur) appelle les « quatre modernisations » : l'agriculture, l'industrie, la défense et la technologie. Si une bonne partie des changements antérieurs ont pu paraître chaotiques (la planification rigoureuse chère au parti passant régulièrement à la trappe), ce changement est mû par une vision : l'idée de s'éloigner de l'emprise que l'État chinois a tenté d'assurer sur la production depuis les Qing et de la confier au producteur privé. L'un des changements les plus remarquables est la privatisation de l'agriculture,

réalisée en quelques années ; si les paysans ne se voient pas accorder la pleine possession de leurs terres, ils sont encouragés à en vendre la production sur les marchés. De nouveaux slogans − « S'enrichir est merveilleux » − apparaissent, qui encouragent le développement de l'entreprise industrielle et commerciale dans les villages. Des enclaves économiques spéciales sont réservées au commerce avec le monde capitaliste, la première près de Guangzhou (l'ancienne Canton), centre commercial historique de la Chine avec l'Occident. Cette politique n'est pas sans conséquences − la production de céréales commence par chuter, l'inflation fait son apparition au début des années 1980 et la dette extérieure augmente. Certains reprochent à la nouvelle ligne une criminalité et une corruption trop voyantes et des critiques s'élèvent pour réclamer un retour à la planification, ou pour inclure la démocratisation du système dans les modernisations nécessaires. Grâce à son talent politique, Deng parvient à les étouffer.

Le succès économique est indéniable. La Chine commence, à partir des années 1980, à laisser penser que le « miracle » économique taïwanais est à portée de main. En 1986, elle est le deuxième pays producteur de charbon et le quatrième producteur d'acier. Le PIB augmente de plus de 10 % par an entre 1978 et 1986, tandis que le taux de production industriel double durant la même période. Le revenu paysan par habitant triple presque et, en 1988, une famille paysanne chinoise moyenne dispose, selon les estimations, d'environ six mois de salaires en épargne.

La nouvelle ligne du parti lie intimement la modernisation à la puissance et reflète donc les aspirations des réformateurs depuis le mouvement du 4 Mai, voire avant. Le poids international de la Chine était déjà patent dans les années 1950 ; il commence désormais à s'affirmer d'autres manières. Le rapprochement et la normalisation des relations avec les États-Unis commencent avant le début

des réformes, et font dès lors partie intégrante des plans de développement de la Chine. La reconnaissance formelle a lieu en 1979. Dans l'accord crucial qui suit, les États-Unis acceptent de retirer leurs troupes de Taïwan et de rompre leurs relations diplomatiques officielles avec le gouvernement du Guomindang. Deng est assez intelligent pour ne pas exiger la cessation des autres relations entre les États-Unis et Taïwan (et notamment la vente d'armes), vieux point d'achoppement des relations sino-américaines ; la modernisation de la Chine compte bien davantage pour lui que l'annexion de Taïwan.

En 1984, la Chine et la Grande-Bretagne s'accordent sur les termes de la rétrocession de Hong Kong en 1997, à l'expiration du bail portant sur certains de ses territoires. Un autre accord avec les Portugais permet également la rétrocession de Macao. Seule ombre au tableau du renouveau chinois : le Vietnam demeure hostile, et les deux pays s'affrontent militairement pour le contrôle du Cambodge. Mais de nombreux habitants de Taïwan sont rassurés par la promesse chinoise de ne rien changer à son système économique en cas de réintégration de l'île au sein de la République populaire. D'autres assurances sont données à Hong Kong. Combinées à la création d'enclaves spéciales permettant au commerce extérieur de prospérer sur le territoire chinois, de telles déclarations soulignent l'importance du commerce aux yeux des nouveaux dirigeants, qu'ils considèrent comme un important canal de modernisation. La taille même de la Chine lui donne encore davantage de poids sur le plan régional. En 1985, l'ensemble de l'Extrême-Orient et de l'Asie du Sud-Est constitue déjà une zone commerciale d'un potentiel sans précédent. En son sein, de nouveaux centres d'activité industrielle et commerciale se développent si vite au cours des années 1980 qu'ils semblent justifier l'idée que l'ancien équilibre de la puissance économique mondiale a disparu. La Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong et Singapour

disposent d’économies développées ; la Malaisie, la Thaïlande et l’Indonésie semblent, en 1990, sur le point de les rejoindre. Mais leur succès n’est que le reflet de celui de l’Extrême-Orient en général, dans lequel le Japon a joué un rôle majeur.

La rapidité avec laquelle le Japon, comme la Chine, retrouve son ancien statut de puissance (et le surpasse) a des implications évidentes tant sur le plan régional que mondial. En 1959, les exportations japonaises atteignent leur niveau d’avant guerre. En 1970, les Japonais sont détenteurs du 2e meilleur PIB de tout le monde non communiste. Ils ont renouvelé leur industrie et se sont aventurés avec succès dans de nombreux nouveaux secteurs manufacturiers. Ce n’est qu’en 1951 que les chantiers navals nippons lancent le premier navire construit pour l’export ; vingt ans plus tard, le Japon est le premier producteur de navires au monde. Il est également très bien placé dans d’autres secteurs, comme l’électronique ou la construction de motos, qu’il produit en plus grand nombre qu’aucun autre pays, États-Unis exceptés. Les fabricants américains s’en irritent − suprême compliment. En 1979, des voitures japonaises commencent à être produites en Grande-Bretagne, début de leur entrée sur le marché de la CE. Mais le revers de la croissance japonaise est l’accroissement de la population, les effets destructeurs sur l’environnement et les conditions de vie. Malgré cela, le Japon est longtemps favorisé par les circonstances. La guerre du Vietnam et la guerre de Corée sont des bénédictions, tout comme la politique américaine, tournée vers les investissements plutôt que la consommation durant les années d’occupation. Les conditions favorables ne valent rien si elles ne sont pas saisies au bond et l’attitude des Japonais joue un rôle crucial. Le Japon de l’après-guerre affiche une grande fierté et une belle capacité à l’effort collectif ; elles naissent d’une profonde cohésion et de la capacité à subordonner l’individu aux besoins collectifs, qui

ont toujours été la marque de la société japonaise. Étonnamment, certaines de ces attitudes survivent à l'avènement de la démocratie. Il est peut-être un peu tôt pour juger de la réelle empreinte des institutions démocratiques au sein de la société japonaise ; après 1951, une sorte de consensus apparaît autour du règne du parti unique (même si des irritations donnent rapidement naissance à des partis alternatifs, tant à droite qu'à gauche). L'inquiétude point également de voir disparaître les valeurs et les institutions traditionnelles. Le coût de la croissance économique ne se fait pas seulement sentir dans l'augmentation de la pollution et la naissance de vastes conurbations, mais également par des problèmes sociaux qui portent un coup aux traditions japonaises. Les grandes firmes continuent de s'appuyer sur la loyauté de groupe, elle-même ancrée dans les comportements et les institutions traditionnels. Mais la famille japonaise est menacée.

Le progrès économique contribue à modifier le statut international du Japon, qui, dans les années 1960, renforce progressivement son rôle. La puissance économique soutient le yen sur le plan international et pousse le pays vers une diplomatie monétaire occidentale. Sa prospérité l'implique également dans de nombreuses parties du monde. Dans le Pacifique, le Japon est l'un des principaux consommateurs de matières premières ; au Proche-Orient, il devient un grand consommateur de pétrole. En Europe, les investissements japonais sont jugés alarmants par certains (leur volume est pourtant réduit), tandis que les importations de produits manufacturés menacent les producteurs européens. L'approvisionnement alimentaire même pose des questions internationales : au cours des années 1960, 90 % des besoins japonais en protéines viennent du poisson, ce qui finit par provoquer des craintes de surpêche dans toute l'Asie.

Si tout cela pèse sur les relations étrangères du Japon, l'attitude des autres pays de la région y contribue

également, particulièrement dans le Pacifique. Au cours des années 1960, le Japon exerce dans la région une domination économique toujours plus importante, qui n'est pas sans rappeler celle de l'Allemagne à l'égard des pays d'Europe de l'Est et centrale avant 1914. Le Japon devenu principal importateur mondial de matières premières, la Nouvelle-Zélande et l'Australie voient leurs économies de plus en plus liées, pour le meilleur, à la sienne. Toutes deux lui fournissent de la viande et l'Australie du minerai, notamment du charbon et du fer. En Asie continentale, les Soviétiques et les Coréens se plaignent de la surpêche japonaise, ce qui vient encore compliquer une histoire déjà ancienne. La Corée est en effet le deuxième débouché mondial des produits japonais (après les États-Unis) et les Japonais recommencent à y investir après 1951. Ce mouvement provoque un regain de méfiance traditionnel ; le nationalisme coréen est si viscéralement antijaponais qu'en 1959 le président de Corée du Sud peut demander à ses compatriotes de « s'unir comme un seul homme » non contre le voisin du Nord, mais contre le Japon. Vingt ans plus tard, les constructeurs de voitures japonais se retrouvent en difficulté face aux modèles d'une concurrence qu'ils ont contribué à créer. Comme à Taïwan, la croissance industrielle de la Corée s'appuie sur une technologie diffusée, au moins en partie, par le Japon.

Mais, si la dépendance de ce dernier à l'égard de l'énergie importée provoque un terrible choc économique lorsque les prix du pétrole s'envolent dans les années 1970, rien ne semble, pendant longtemps, pouvoir enrayer ses progrès économiques. En 1971, les exportations à destination des États-Unis s'élèvent à 6 000 millions de dollars ; en 1984, ce chiffre a été multiplié par dix. Fin 1980, le Japon est la deuxième puissance économique mondiale en termes de PIB. Ses industriels se tournant toujours davantage vers les nouvelles technologies de l'information et la biotechnologie, et parlant de réduire les

constructions de voitures, on peut alors légitimement penser que le Japon n'a rien perdu de sa capacité d'adaptation.

Accroissement de puissance va de pair avec accroissement des responsabilités. Le retrait américain est complet en 1972, avec la restitution d'Okinawa (une des premières possessions japonaises à être récupérées), les Américains y conservant malgré tout une grande base militaire. Demeure la question des îles Kouriles, toujours aux mains des Soviétiques, et de Taïwan, aux mains des nationalistes mais réclamée par les communistes chinois ; sur ces deux sujets, les Japonais demeurent prudemment réservés. La possession de l'île Sakhaline est toujours contestée. La querelle sino-soviétique donne au Japon davantage de marge de manœuvre, tant à l'égard des États-Unis, l'ancien suzerain, qu'à l'égard de la Chine et de l'URSS. Le caractère gênant des liens trop étroits avec les États-Unis apparaît au grand jour avec la guerre du Vietnam et l'opposition qui grandit au sein de l'archipel. Sa liberté est limitée, car les trois grandes puissances de la région sont, en 1970, toutes pourvues de l'arme nucléaire (c'est la nation la mieux placée pour en craindre les effets), mais il ne fait guère de doute que le Japon soit capable d'en produire à très court terme. L'archipel est désormais en position d'aller de l'avant sur la scène internationale. En 1978, le vice-président chinois est en visite à Tokyo. Le Japon est indiscutablement redevenu une puissance mondiale.

Si l'on peut juger du statut de grande puissance par une influence décisive exercée par un pays, économiquement, militairement ou diplomatiquement, en dehors de sa propre zone géographique, alors l'Inde des années 1980 n'en est toujours pas une. C'est là l'une des grandes surprises de la seconde moitié du XX^{e} siècle. L'Inde acquiert en effet son indépendance parée d'avantages dont ne disposent ni les anciennes colonies européennes ni le Japon vaincu. En

1947, elle est dotée d'une administration efficace, de troupes bien entraînées et loyales, d'une élite intellectuelle et d'universités prospères (près de 70 au total) ; elle peut compter sur la bienveillance internationale, une infrastructure substantielle laissée intacte par la guerre et peut bientôt tirer parti de la polarisation de la guerre froide. Mais le pays doit également faire face à une grande pauvreté, à la malnutrition et à des problèmes majeurs de santé publique, tout comme la Chine. Pourtant, à la fin du siècle, la différence entre les deux pays saute aux yeux : les rues des villes chinoises fourmillent d'habitants convenablement habillés et bien nourris, tandis que celles des villes indiennes offrent encore à la vue le spectacle de la pauvreté et parfois des maladies.

Il ne faut pas se montrer trop pessimiste à l'égard du développement de l'Inde. Dans de nombreux secteurs, la croissance est substantielle. Mais ces réussites sont souvent masquées par une croissance économique globale faible, comparée à celle d'autres parties de l'Asie, et qui ne parvient donc pas à suivre l'accroissement de la population ; la plupart des Indiens vivent dans une situation à peine meilleure que ceux qui avaient accueilli l'indépendance avec joie en 1947.

On peut naturellement considérer que la conservation de l'unité de l'Inde est, en soi, une grande réussite, au vu des disparités et des divisions potentielles au sein du pays. Un certain équilibre électoral et démocratique est maintenu, et des changements de gouvernement ont lieu par suite d'élections. Il s'agit là d'une immense réussite. Pourtant, même ce bilan démocratique apparaît menacé quand, en 1975, le Premier ministre Indira Gandhi proclame l'état d'urgence et impose un système présidentiel qui n'est pas sans rappeler celui des vice-rois des Indes (l'un des deux partis communistes indiens la soutient pourtant). Cette décision est, il est vrai, suivie par sa défaite aux élections de 1977 et son exclusion temporaire, par voie de justice, de ses

fonctions législatives et exécutives l'année suivante, ce qui peut apparaître comme le signe de la bonne santé des institutions indiennes. Mais le recours aux pouvoirs présidentiels visant à suspendre le gouvernement constitutionnel dans certains domaines, comme les brutalités policières et militaires à l'égard des minorités se multiplient. En 1971, en réaction à ces menaces de division, apparaît un parti hindou orthodoxe qui menace pour la première fois l'hégémonie du parti du Congrès et qui se maintient au pouvoir durant trois ans. Quarante ans après l'indépendance, le parti du Congrès est, de manière criante, bien moins un parti à la mode européenne qu'une coalition de groupes d'intérêts, de notables et de hauts fonctionnaires, ce qui lui donne, même sous la direction de Nehru et malgré ses aspirations et sa rhétorique socialiste, un caractère intrinsèquement conservateur. Les Britanniques partis, le Congrès n'a pas vocation à provoquer le changement, mais plutôt à s'en accommoder.

Ce conservatisme s'incarne dans la nature dynastique du gouvernement. À Nehru succède Indira Gandhi, sa fille (qui commence à exposer ses divergences en ne respectant pas la volonté de son père qu'aucune cérémonie religieuse n'accompagne ses obsèques), à qui succède son fils, Rajiv Gandhi. Quand ce dernier est tué par la bombe d'un assassin (il n'était alors plus au pouvoir), les dirigeants du Congrès ont le réflexe quasi pavlovien de demander à sa veuve de diriger le parti. Mais, dès les années 1980, certains signes laissent penser que ce système dynastique est en bout de course. Le particularisme sikh éclate à la face du monde avec l'assassinat d'Indira Gandhi (qui était à nouveau Premier ministre) après une attaque de l'armée indienne contre le principal lieu de pèlerinage des sikhs, à Amritsar. Au cours des sept années qui suivent, plus de 10 000 militants sikhs, membres des forces de l'ordre et simples passants trouvent la mort. Les combats avec le Pakistan, à propos du Cachemire, reprennent à la fin de la

décennie. En 1990, on estime à 890 le nombre de personnes tuées lors d'affrontements entre les hindous et les musulmans, le pire bilan depuis 1947.

Une fois encore, il est difficile d'échapper au constat facile du poids de l'histoire en Inde, du fait qu'aucune force dynamique n'émerge qui parvienne à l'en débarrasser et que la modernité ne s'y installe donc que de manière lente et inégale. Tandis que s'efface la mémoire de l'Inde coloniale, la réaffirmation des traditions se fait plus forte. En 1947, l'indépendance a lieu à minuit. Les Britanniques n'ayant pas consulté les astrologues, c'est le moment − neutre et porteur d'espoir − séparant deux journées que les Indiens choisissent pour donner naissance à leur nation, démonstration que les traditions n'ont rien perdu de leur force ; elles vont perdurer au cours des quarante années suivantes. La partition redéfinit de surcroît le contrat d'une société gouvernée de manière plus nette par la tradition hindoue.

En 1980, le dernier fonctionnaire recruté à l'époque des Britanniques a déjà pris sa retraite. L'Inde continue pourtant de vivre avec une disparité manifeste entre son système politique, ancré dans la tradition occidentale, et la société à laquelle il a été imposé. Malgré les réussites de nombreux dirigeants, hommes et femmes de bonne volonté, le passé, avec son cortège de privilèges, d'injustices et d'iniquités, continue d'entraver le développement de l'Inde. Ceux qui croyaient en son futur en 1947 n'avaient sans doute pas conscience du caractère délicat et douloureux d'un pareil changement − et ceux qui ont parfois peiné à opérer des changements bien moins fondamentaux dans leurs propres sociétés ne sauraient leur en faire la leçon.

Le voisin pakistanais se tourne quant à lui vers la tradition musulmane (ou du moins vers ses incarnations modernes) et se retrouve bientôt partie prenante d'un mouvement de renouveau qui traverse tout le monde musulman. Une nouvelle fois, les dirigeants européens

doivent reconnaître la vigueur de l'islam dans des territoires allant du Maroc à l'ouest jusqu'en Chine à l'est. L'Indonésie (le plus grand pays d'Asie du Sud-Est), le Pakistan, la Malaisie et le Bangladesh regroupent à eux quatre près de la moitié des musulmans du monde. Au-delà de ces pays et des terres de culture arabe, l'Union soviétique et le Nigeria, le plus peuplé des pays d'Afrique, comptent également un très grand nombre de sujets musulmans (en 1906, le gouvernement tsariste de la Russie s'alarmait d'une révolution en Iran en raison de ses possibles répercussions sur les musulmans russes). Une nouvelle perception du monde musulman émerge. Jusqu'au milieu des années 1970, ce sont les pays arabes du Proche-Orient, et particulièrement les producteurs de pétrole, qui concentrent l'attention, et l'islam entre à peine en ligne de compte. Cette perception limitée est de surcroît assez longtemps brouillée par la guerre froide. Ce conflit vient parfois s'immiscer dans des traditions plus anciennes ; l'Union soviétique semble sur le point d'atteindre le vieux désir tsariste, jamais assouvi, d'exercer une influence décisive dans la région. En 1970, l'URSS dispose d'une puissance navale mondiale, qui rivalise avec celle des États-Unis et s'étend jusqu'à l'océan Indien. Après le départ des Britanniques d'Aden en 1967, cette base est utilisée par les Soviétiques, avec l'accord du gouvernement du Sud-Yémen. Plus au sud, les Américains connaissent par ailleurs des revers stratégiques. L'importation de la guerre froide dans la corne de l'Afrique et dans les anciennes colonies portugaises donne une tout autre signification aux événements qui se produisent en Europe.

Mais la politique soviétique, sur le temps long, ne profite pas du profond désarroi de la politique proche-orientale américaine du milieu des années 1980. L'Égypte a rompu avec la Syrie et se tourne désormais vers les États-Unis, dans l'espoir d'établir une paix avec Israël qui lui permettrait de sauver la face. Quand, en 1975, l'Assemblée

générale des Nations unies dénonce le sionisme comme une forme de racisme et accorde à l'OLP le statut d'« observateur » au sein de l'Assemblée, l'Égypte se retrouve isolée du reste des pays arabes. Les coups de main des combattants de l'OLP depuis le territoire du Liban, transformé en sanctuaire, vont provoquer la ruine et la désintégration de ce pays dont les élites sont très européanisées. En 1978, Israël envahit le sud du Liban dans l'espoir de faire cesser les incursions de l'OLP. Si le monde non musulman applaudit la rencontre entre le président égyptien et le Premier ministre israélien à Washington l'année suivante, et la signature d'une paix qui voit le retrait israélien du Sinaï, l'Égyptien en paie le prix trois ans plus tard, assassiné par ceux qui le tiennent pour un traître à la cause palestinienne et arabe.

L'accord limité entre l'Égypte et Israël doit beaucoup au président américain Jimmy Carter, candidat démocrate ayant remporté l'élection présidentielle en 1976. Le moral des Américains peine alors à se remettre d'autres revers. La guerre du Vietnam a perdu un président, et la présidence de son successeur s'est bâtie sur la gestion de la défaite et les termes de l'accord de paix (qui, la chose devient vite claire, ne vaut rien). De très nombreux Américains sont par ailleurs obsédés par la montée en puissance de l'arsenal soviétique en missiles balistiques. Tout ceci contribue à expliquer les réactions américaines à un événement imprévu : le renversement du shah d'Iran qui, en plus de porter un coup aux États-Unis, révèle une nouvelle dimension des problèmes du Proche-Orient et met en lumière la prégnance de l'islam.

Allié fiable et ancien des Américains, le shah est chassé du trône en janvier 1979 par une coalition de libéraux et de conservateurs islamiques en colère. Une brève tentative d'installation d'un gouvernement constitutionnel s'effondre, la rue soutenant massivement la faction islamique.

Les traditions et structures sociales de l'Iran ont été perturbées par la politique de modernisation suivie avec moins de précautions par le shah que par son père, Reza Khan. Bien vite s'installe une république islamiste chiite, dirigée par un religieux âgé et fanatique. Les États-Unis reconnaissent rapidement le nouveau régime, en pure perte : ils ont contre eux d'avoir été les soutiens de l'ancien shah et d'incarner le capitalisme et le matérialisme de l'Occident. Maigre est la consolation de constater que l'Union soviétique est bientôt elle aussi montrée du doigt par les dirigeants religieux iraniens comme le deuxième « Grand Satan » menaçant la pureté de l'islam.

Peu après, des étudiants de Téhéran prennent d'assaut l'ambassade des États-Unis et retiennent des diplomates en otage. Stupéfait, le monde apprend que le gouvernement iranien soutient les occupants, fait enfermer les otages et appuie la demande des étudiants de voir le shah rentrer en Iran pour y être jugé. Le président Carter se trouve dans une situation ubuesque, la politique américaine dans le monde musulman se préoccupant essentiellement de l'intervention militaire des Soviétiques en Afghanistan. La rupture des relations diplomatiques avec l'Iran et l'imposition de sanctions économiques sont ses premières réponses. Puis vient une tentative de récupération des otages, qui échoue lamentablement. Les malheureux sont finalement libérés à la suite de négociations (et du versement d'une forme de rançon : les avoirs iraniens aux États-Unis, gelés lors de la révolution, sont restitués). L'humiliation subie par les Américains est pourtant loin de constituer l'élément le plus important de cet épisode.

Outre ses répercussions politiques, la détention des otages est également symbolique. Il s'agit là d'une violation (enregistrée comme telle par une condamnation unanime au sein des Nations unies) de la convention, née en Europe trois siècles auparavant et répandue depuis dans tout le monde civilisé, qui veut que les diplomates ne puissent être

victimes d’interférences politiques des pays qui les accueillent. L’action du gouvernement iranien annonce donc clairement qu’il n’a pas l’intention de respecter les règles. De nombreuses personnes à travers le monde commencent à se demander jusqu’où cette révolution islamique pourrait aller.

De nombreux Américains se réjouissent donc de voir le féroce régime baathiste d’Irak, déjà considéré d’un bon œil pour sa politique impitoyable de traque et d’exécution des communistes, entrer en guerre contre le nouvel Iran, conflit provoqué (malgré le sécularisme du parti Baath) par la vieille animosité entre les sunnites de Mésopotamie et les chiites d’Iran. Quand, en juillet 1979, Saddam Hussein prend le pouvoir à Bagdad, les services de sécurité américains sont optimistes : l’homme leur semble capable de contrer la menace iranienne dans le Golfe.

Son arrivée est d’autant mieux accueillie que la révolution iranienne fait plus que priver les États-Unis d’un allié. Si la révolution a été rendue possible par une coalition de mécontents, le retour rapide à une tradition archaïque (particulièrement dans le traitement réservé aux femmes) démontre que la répudiation dépasse de loin la personne du shah. La nouvelle République islamique d’Iran, bien que chiite, affirme son universalisme ; c’est une théocratie où la bonne gouvernance est fille de la bonne croyance, dans le style, peu ou prou, de la Genève de Calvin. Mais elle exprime également la colère de nombreux musulmans dans le monde (particulièrement dans les pays arabes) à l’égard de l’occidentalisation séculière et de l’échec des promesses de modernisation. Ni le nationalisme, ni le socialisme, ni le capitalisme ne sont parvenus à résoudre les problèmes du Proche-Orient − ou tout du moins à satisfaire les passions et les appétits qu’ils ont engendrés. Ceux qui considèrent que l’islam constitue la solution à tous les problèmes politiques (et que l’on appelle souvent des islamistes) pensent qu’Atatürk, Reza Khan et Nasser ont mené leurs peuples sur

la mauvaise voie. Les sociétés musulmanes ont résisté à la contagion de l'athéisme communiste, mais, aux yeux de nombreux musulmans, la contagion de la culture occidentale, vers laquelle se sont tournés tant de leurs dirigeants depuis un siècle, apparaît plus menaçante encore. La notion révolutionnaire et occidentale d'exploitation capitaliste contribue de manière paradoxale à nourrir un sentiment de rejet.

Les racines de l'islamisme sont profondes et variées. Elles s'appuient sur des siècles de lutte contre la chrétienté. Elles sont revivifiées à partir des années 1960 par la difficulté croissante qu'ont les étrangers (URSS y compris) à imposer leur volonté au Proche-Orient, en raison des divisions nées de la guerre froide. C'est là, pour de nombreux Arabes musulmans, la preuve de plus en plus nette que le principe occidental de nationalité, présenté depuis les années 1880 comme le remède à l'instabilité structurelle qui suit le déclin ottoman, ne fonctionne pas ; la guerre de succession ottomane n'est toujours pas terminée. Et la difficulté dans laquelle se trouve déjà l'Occident est rendue plus prometteuse encore aux yeux des islamistes grâce au puissant levier que constitue le facteur pétrolier. Mais depuis 1945 grandit également chez de très nombreux musulmans pieux l'idée que le commerce, les communications et les simples tentations offertes aux riches pays du Golfe par le modèle occidental constituent une menace plus grande pour les sociétés musulmanes que toutes les menaces passées − y compris purement militaires. Voilà qui contribue à alimenter les tensions et les craintes.

Ces sociétés peinent à agir de concert. L'hostilité entre les chiites et les sunnites remonte à des siècles. Dans la période post-1945, le mouvement socialiste baathiste, qui inspire de nombreux musulmans et qui est officiellement au pouvoir en Irak, est voué aux gémonies par les très religieux Frères musulmans, établis en Égypte depuis les années 1920 et qui

déplorent même l'« impiété » des deux camps dans la querelle autour de la Palestine. La souveraineté populaire est un objectif que les fondamentalistes rejettent ; ils entendent établir le contrôle islamique de la société sous tous ses aspects. Le monde finit par s'habituer à l'interdiction du hockey mixte au Pakistan, à la punition des crimes par lapidation ou à l'amputation de membres en Arabie Saoudite, à la construction à Oman d'une université où les étudiants et les étudiantes seront séparés lors des cours − et ainsi de suite. En 1980, les islamistes radicaux sont assez puissants pour arriver à leurs fins dans certains pays. Même les étudiants d'un pays relativement « occidentalisé » comme l'Égypte commencent, déjà, à voter pour eux, tandis que certaines étudiantes en médecine refusent de disséquer des corps masculins et exigent un système éducatif non mixte.

Pour bien comprendre ces attitudes (tant il peut paraître curieux pour des Occidentaux de voir des étudiants épouser des causes aussi manifestement réactionnaires), il est bon de les replacer dans le contexte d'une longue absence, au sein de l'islam, de toute théorie institutionnelle ou étatique proche de celle de l'Occident. Même aux mains d'orthodoxes, et même s'il est capable de bienfaits, l'État n'est pas de prime abord une autorité tenue pour légitime dans la pensée musulmane − vient s'y rajouter le fait que l'introduction même de structures étatiques dans les territoires arabes depuis le XIX^{e} siècle l'a été par imitation, consciente ou non, de l'Occident.

Le radicalisme de la jeunesse, qui n'a pas trouvé les réponses politiques qu'il cherchait dans le socialisme (ou dans ce qu'il tenait pour du socialisme et constituait en tout état de cause un autre emprunt à l'Occident), n'accorde aucune valeur intrinsèque à l'État ou à la nation ; il cherche donc ailleurs, ce qui explique pour partie les virages entrepris en Libye, puis en Iran et en Algérie, afin d'établir de nouvelles manières de légitimer l'autorité. Le penchant

séculaire de l’islam contre les institutions publiques et en faveur du tribalisme et de la fraternité religieuse peut-il se perpétuer indéfiniment ? Cette fraternité de l’islam est déjà mise à mal par le fait que la plupart des musulmans du monde ne parlent pas arabe.

La tendance au désordre et au conflit interne dans de nombreuses parties du monde musulman contribue à la diffusion d’idées simplistes. Insistons : le monde islamique n’est pas homogène. Tout comme l’« Occident » mythologique montré du doigt dans les années 1980 par certains prédicateurs dans les mosquées, l’islam ne saurait se résumer à une civilisation cohérente, distincte et clairement définie. Tout comme l’« Occident », l’« islam » est une abstraction, un raccourci commode. De nombreux musulmans, dont certains très religieux, cherchent un ancrage dans les deux mondes et à réconcilier les idéaux de l’Occident et de l’Islam. Ces deux mondes constituent des centres historiques de dynamisme, des sources d’énergie sans limites, à leurs manières propres, mais qui s’influencent l’un l’autre depuis longtemps − et de manière récente par le poids important des idées européennes sur le monde musulman.

Les nombreuses questions en suspens en son sein, et tout particulièrement au Proche-Orient, sont rendues plus explosives encore par la démographie. On estime généralement l’âge moyen des sociétés dominées par l’islam entre quinze et dix-huit ans, et certains pays ont un taux de natalité toujours important. La nouvelle génération de musulmans peut fort bien prendre des directions très différentes, politiquement, socialement et éthiquement.

Ce qui les rassemble, néanmoins, c’est leur désir de changement, de rupture avec un système qui laisse tant d’entre eux dans la pauvreté, sans représentation politique, et leur attachement à des valeurs qui, pour variées et complexes qu’elles soient, ne sont, à leurs yeux, pas plus respectées par l’Occident que par leurs dirigeants.

XVIII
La fin d’une époque

Les années 1980 voient de nombreux changements dans le monde, mais très peu au Proche-Orient, où ils semblaient pourtant s’annoncer au début de la décennie. Une sorte de stagnation semble peser sur toute la région. La tension y est vive dans les années 1980, tout comme les espoirs de la plupart des partis intéressés à la résolution du problème posé par l’apparition d’Israël en Palestine. Sauf pour une minorité d’Israéliens, ces espoirs vont être amplement déçus. Certains croient la révolution iranienne capable de transformer les règles du jeu en cours, et d’autres l’espèrent ardemment. Mais, dix ans après son déclenchement, il est bien difficile de déterminer son poids en dehors de l’Iran et d’évaluer la véritable signification du brouhaha qu’elle a provoqué au sein du monde musulman. Ce qui était apparu alors comme une forme de résurgence de l’islam pouvait être considéré comme une nouvelle vague de ce puritanisme qui, de temps en temps, siècle après siècle, a stimulé et régénéré les croyants. Les tensions sont également très liées aux circonstances ; l’occupation, par Israël, du troisième lieu sacré de l’islam, à Jérusalem, renforce le sentiment de solidarité musulmane. Mais l’attaque de l’Irak contre l’Iran en 1980 provoque une guerre sanglante qui va durer huit ans et entraîner la mort d’un million de personnes. Quelles qu’en soient les véritables raisons, le fait que l’Irak soit sunnite et l’Iran chiite compte beaucoup. Une fois encore, d’anciennes lignes de faille viennent s’ajouter à des querelles plus contemporaines entre musulmans. Il est bientôt clair que si l’Iran peut inquiéter et irriter les superpuissances (et

particulièrement l'URSS, avec ses millions de sujets musulmans), il ne peut contrarier leurs projets. Fin 1979, ses dirigeants assistent impuissants à l'entrée de troupes soviétiques en Afghanistan, en soutien à un régime communiste finissant face à des rebelles musulmans. Si les Iraniens soutiennent terroristes et ravisseurs, c'est qu'il s'agit tout simplement de la meilleure (ou la pire) arme dont ils disposent. Malgré leur succès dans l'affaire des otages américains, ils ne parviennent pas à obtenir le retour du shah et sa comparution devant un tribunal islamique. L'Iran est certes parvenu à humilier les États-Unis mais, avec le recul, la déclaration du président Carter, qui définit en 1980 le golfe Persique comme une zone stratégique vitale, est plus significative sur le long terme. Elle signe en effet la fin d'un défaitisme et d'un pessimisme excessifs aux États-Unis. Une variable centrale de la politique internationale est sur le point de se réaffirmer. Malgré les changements majeurs qui se sont produits depuis la crise des missiles de Cuba, en 1962, les États-Unis sont toujours, en 1980, l'une des « deux grandes puissances mondiales, sans qui aucun problème international ne peut être résolu » (selon la définition officielle soviétique). Cette participation est parfois plus implicite qu'explicite, mais elle constitue une donnée essentielle du fonctionnement du monde.

L'histoire est une maîtresse volage, et ses favoris ne durent guère. Si certains Américains sont effrayés par la puissance soviétique de la crise de Cuba jusqu'à l'invasion de l'Afghanistan, dès la fin des années 1970 de nombreux signes montrent que les dirigeants soviétiques sont en difficulté. Ils se heurtent à un truisme marxiste : la conscience évolue avec les conditions matérielles. Deux effets, parmi d'autres, d'un dégel réel, mais limité, de la société soviétique sont exemplaires : une dissidence évidente, d'une taille ridicule mais qui suggère pourtant une demande croissante de plus grande liberté spirituelle

et, de manière moins explicite mais bien réelle, l'idée bien ancrée que la situation matérielle de chacun doit s'améliorer. L'Union soviétique continue pourtant de dépenser des sommes colossales en armement (environ un quart de son PIB dans les années 1980). Ces dépenses sont à peine suffisantes : pour poursuivre cet effort, la technologie, les techniques de gestion, voire même les capitaux de l'Ouest seraient nécessaires. La nature des changements à venir est encore incertaine, mais il ne fait pas de doute qu'ils vont avoir lieu.

En 1980, les liens entre les deux superpuissances n'ont jamais été aussi étroits, et aussi nécessaires. Malgré les efforts immenses entrepris par les Soviétiques pour dépasser la puissance de frappe nucléaire des Américains, la supériorité à ce degré est une notion quelque peu théorique. Les Américains, toujours doués pour trouver des acronymes percutants, décrivent la situation d'un simple mot : MAD − « Fou ». À leurs yeux, les deux pays disposent en effet de la capacité de *Mutually Assured Destruction* (« Destruction mutuelle assurée »), soit une situation dans laquelle chacun des deux combattants a les moyens de s'assurer que, même privé par une attaque surprise de ses meilleures armes, il sera en mesure d'infliger une réplique si terrible que les villes de l'ennemi seront transformées en ruines fumantes et ne laisseront à ses forces armées rien d'autre à conquérir − ou à protéger − qu'une poignée de survivants terrorisés au milieu d'un no man's land.

Cette possibilité contribue à modérer les relations. L'idée qu'une simple bourde pourrait provoquer l'extinction de la race humaine incite naturellement à la prudence. C'est peut-être là que réside l'explication profonde de ce nouveau degré de coopération entre les États-Unis et l'URSS, déjà visible au cours des années 1970 malgré de nombreuses querelles. En 1972, un traité sur la limitation des missiles défensifs en est un bon exemple ; c'est que les deux camps savent que la science permet désormais de

contrôler l’application de tels traités (toutes les recherches dans le domaine de l’armement ne contribuent pas à augmenter la tension). L’année suivante, des discussions débutent sur de nouvelles limitations de l’armement, tandis que d’autres pourparlers s’engagent sur la possibilité d’un accord de sécurité global en Europe.

En échange de la reconnaissance implicite des frontières européennes de l’après-guerre (et surtout entre les deux Allemagne), en 1975, à Helsinki, les négociateurs soviétiques acceptent finalement de renforcer les relations économiques entre l’Europe de l’Est et de l’Ouest et de signer un traité garantissant les droits de l’homme et la liberté politique. Ce dernier est naturellement inapplicable. Mais il a plus d’importance que le gain symbolique de la reconnaissance des frontières à laquelle les négociateurs soviétiques étaient tant attachés. Sa signature encourage de nombreux dissidents en URSS et dans le bloc de l’Est ; des condamnations sur ces questions ne sauraient par ailleurs plus être considérées comme des interférences dans les affaires internes des États communistes. La critique publique se fait progressivement plus forte et va, au final, participer des changements au sein de l’Europe de l’Est. Dans le même temps, les échanges commerciaux et les investissements entre les deux Europe s’accroissent, mais très lentement. Il s’agit de l’accord se rapprochant le plus d’une paix générale depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et il donne aux dirigeants soviétiques ce qu’ils désirent le plus ardemment : la confirmation de leurs énormes gains territoriaux suite à la victoire de 1945.

Pour toutes ces raisons, les Américains s’inquiètent de la marche du monde à l’approche de l’élection présidentielle de 1980. Dix-huit ans auparavant, la crise de Cuba avait montré au monde que les Américains avaient le dessus. Les États-Unis disposaient d’une supériorité militaire, du soutien (généralement fiable) de leurs alliés, leurs vassaux et leurs satellites sur toute la surface du globe et de la

volonté de leur opinion publique de déployer leurs efforts militaires et diplomatiques tout en réglant de graves problèmes domestiques. En 1980, de nombreux Américains considèrent que le monde a changé et ne s'en réjouissent pas. Ronald Reagan, le président républicain qui prend ses fonctions en 1981, est élu par des Américains qui ont le sentiment que l'impuissance de leur pays n'a fait que croître au cours des dix dernières années écoulées. Il hérite d'un immense déficit, de la crainte suscitée par les progrès des Soviétiques en Afrique et en Afghanistan, et par la disparition supposée de la supériorité nucléaire dont l'Amérique jouissait dans les années 1960.

Mais, au cours des cinq années qui suivent, le président Reagan surprend ses critiques ; il restaure le moral des Américains par des démonstrations de force (souvent cosmétiques). Symboliquement, le jour même de son investiture, les Iraniens relâchent leurs otages (de très nombreux Américains considèrent que le calendrier de cette libération a été soigneusement calculé par la nouvelle administration Reagan). Les problèmes que doivent affronter les États-Unis au Proche-Orient et dans le Golfe n'en sont pas pour autant réglés. Deux difficultés fondamentales persistent : la menace posée dans la région par la poursuite de la guerre froide et la question israélienne. La guerre entre l'Iran et l'Irak est un signe de ce premier danger. Le gouvernement du Liban a virtuellement disparu, le pays s'enfonce dans une guerre civile menée par des combattants armés par la Syrie et l'Iran. Tout cela contribue à faire du Liban une base plus sûre encore pour les activistes de l'OLP. Israël se lance dans des opérations de plus en plus coûteuses et brutales sur sa frontière nord, et même au-delà. Au cours des années 1980, les tensions atteignent des sommets et le conflit israélo-palestinien dégénère toujours davantage. Les Américains s'alarment de voir le Liban sombrer dans le chaos. Des bombes explosent à leur ambassade puis devant

la caserne des Marines à Beyrouth, tuant près de 300 personnes au total[3].

Les États-Unis ne sont pas les seuls à souffrir de ces maux persistants. Quand l'Union soviétique déploie des troupes en Afghanistan (où elles vont s'enliser durant dix ans), la colère des Iraniens, et des musulmans partout dans le monde, provoque des remous au sein des populations musulmanes d'URSS. Certains tiennent cette agitation pour un signe d'espoir, pensant que la confusion qui règne de plus en plus au sein du monde musulman va pousser les deux superpuissances à la prudence et leurs satellites et alliés dans la région à se montrer moins inconditionnels dans leur soutien. Israël est au cœur de cette réflexion. Les manifestations les plus alarmantes et la rhétorique de la révolution iranienne sont perçues par certains comme les signes annonciateurs d'un choc des civilisations, dont nous avons déjà vu ce qu'il a de fallacieux. Mais le puritanisme agressif de l'Iran provoque aussi des inquiétudes chez les Arabes conservateurs et au sein des riches monarchies pétrolières du Golfe − particulièrement en Arabie Saoudite.

Reste que de nombreux signes indiquent un accroissement de la sympathie à l'égard du radicalisme islamiste dans les années 1980. Même le régime militaire du Pakistan (pays fondé par un musulman séculier amateur de whisky) impose l'orthodoxie islamique, dans le cadre d'un djihad visant les infidèles soviétiques en Afghanistan voisin. L'Afrique du Nord apporte des preuves plus alarmantes encore de la montée du radicalisme musulman, venant moins des saillies et discours étranges du dictateur exalté qui règne en Libye − Kadhafi redoute autant l'islamisme que les États-Unis − que de l'Algérie voisine. Le pays a pourtant connu un début prometteur après l'indépendance, mais dans les années 1980 son économie chancelle et le consensus qui a soutenu le mouvement pour l'indépendance s'effondre ; l'émigration en Europe semble la seule voie de sortie possible pour les jeunes gens en âge

de travailler. Pour la première fois dans un pays arabe, un parti islamiste remporte les élections en Algérie en 1990. L'année précédente, un coup d'État au Soudan a vu l'installation d'un régime militaire et islamiste qui réprime immédiatement les rares libertés individuelles restant aux populations de ce malheureux pays.

Outre l'attrait manifeste du radicalisme islamique, dès 1990 de nombreux signes indiquent que les politiciens arabes conservateurs, comme leurs opposants libéraux, sont parfois trop occupés à s'affronter pour résister efficacement à la montée du fondamentalisme. Les événements politiques du Proche-Orient masquent longtemps cette réalité. Saddam Hussein, dirigeant irakien soutenu par les États-Unis et principal fauteur de troubles dans la région, ne soutient l'islam que par tactique et pragmatisme. Ayant pourtant grandi dans cette religion, il dirige un régime baathiste séculier s'appuyant sur le népotisme, la famille et les intérêts bien compris des militaires. Obsédé par le pouvoir, et sa conservation, il est un partisan de la modernisation technologique, mais rien n'indique qu'il se soit jamais soucié du bien-être de son peuple. La guerre qu'il mène contre l'Iran et les coûts énormes qu'elle engendre sont accueillis avec soulagement par les autres États arabes − notamment par les producteurs de pétrole du Golfe : le conflit occupe à la fois un dangereux trublion et les révolutionnaires iraniens, qu'ils redoutent. Ils apprécient moins que ce conflit détourne l'attention de la question palestinienne et facilite incontestablement la tâche d'Israël dans ses négociations avec l'OLP.

Durant près d'une décennie de batailles dans le Golfe, dont certaines font craindre des répercussions sur l'approvisionnement de l'Occident en pétrole, plusieurs incidents menacent de provoquer une extension du conflit, particulièrement entre les États-Unis et l'Iran. Les événements au Levant, pour commencer, continuent

d’envenimer la situation. La poursuite de l’occupation du plateau du Golan par Israël, ses opérations militaires au Liban contre les combattants de l’OLP et leurs soutiens, et l’encouragement à l’émigration des Juifs (notamment d’URSS) vers son territoire renforcent la position des Israéliens dans l’éventualité d’un nouveau conflit contre des armées arabes unies. Mais, en 1987, les premières émeutes palestiniennes éclatent au sein des territoires occupés par Israël. Elles persistent et finissent par donner naissance à une insurrection durable, l’Intifada. L’OLP, malgré une sympathie internationale croissante que lui vaut la reconnaissance officielle du droit à l’existence de l’État d’Israël, est, en 1988, dans une position défavorable quand la guerre Iran-Irak prend fin. L’année suivante, l’ayatollah Khomeiny, guide suprême de la révolution iranienne, décède, et certains signes indiquent que son successeur pourrait se montrer moins aventureux dans son soutien à la cause palestinienne et aux fondamentalistes de tout poil.

Au cours de la guerre Iran-Irak, les États-Unis ont soutenu Bagdad, par crainte, notamment, de la menace fondamentaliste. Pourtant, c’est bien face aux Irakiens et non aux Iraniens que les États-Unis font militairement face dans le Golfe quelques années plus tard. En 1990, après avoir signé une paix généreuse avec l’Iran, Saddam Hussein réveille une vieille querelle frontalière avec le Koweït. Il se dispute également avec son émir sur des questions de quotas et de prix du pétrole. Il est difficile de croire à la sincérité des plaintes irakiennes ; quelle qu’en puisse être la signification pour Saddam Hussein, il ne fait aucun doute qu’il entend s’emparer de l’immense richesse pétrolière de son voisin. Au cours de l’été 1990, ses menaces se font plus pressantes. Puis, le 2 août, les armées irakiennes envahissent le Koweït, qu’elles soumettent en quelques heures.

Voilà qui provoque une immense mobilisation internationale contre l'Irak aux Nations unies. Saddam Hussein tente alors de jouer simultanément la carte arabe et la carte musulmane pour poursuivre sa politique d'expansion, en s'appuyant sur la haine d'Israël. Les manifestations de soutien qu'il enregistre dans les rues des villes du Proche-Orient ne changent pas grand-chose. Seules l'OLP et la Jordanie s'expriment en sa faveur. À sa grande surprise, l'Arabie Saoudite, la Syrie et l'Égypte rejoignent l'improbable coalition qui se monte rapidement contre lui. Il est probablement tout aussi surpris de constater que l'URSS approuve officiellement l'idée d'une intervention. Plus frappantes encore sont les résolutions votées à une écrasante majorité par le Conseil de sécurité de l'ONU, qui condamnent les actions irakiennes et autorisent l'usage de la force pour obtenir la libération du Koweït. Un important rassemblement de troupes s'organise en Arabie Saoudite, sous commandement américain. Le 16 janvier 1991, elles passent à l'action. Au bout d'un mois, l'Irak abandonne et se replie après avoir subi des pertes considérables (celles des alliés sont insignifiantes). Mais cette humiliation ne menace pourtant pas la survie de Saddam Hussein. Le fameux tournant proche-oriental que chacun attend depuis si longtemps ne s'annonce toujours pas ; cette guerre déçoit à la fois les révolutionnaires arabes et les partisans de la paix en Occident. L'OLP est le grand perdant, Israël le grand gagnant : tout succès militaire arabe contre Israël paraît inconcevable à moyen terme. Une nouvelle guerre de succession ottomane se termine sans avoir résolu le problème israélien. Avant même la crise koweïtienne, la Syrie et l'Iran ont montré que, pour des raisons différentes, ils sont prêts à négocier un traité de paix avec Israël, dont la signature demeure encore hypothétique ; elle reste pourtant, plus que jamais, une priorité pour les États-Unis. Il s'agit peut-être d'une avancée que le spectre d'un mouvement panislamique et

fondamentaliste a longtemps cachée. L'unité arabe s'est une fois encore révélée un mirage. Malgré la déception, la colère et le mécontentement de nombreux musulmans à l'égard de l'Occident, rien n'indique que leur ressentiment puisse prendre la forme d'une réponse coordonnée, à moins de s'emparer, pour cela, des moyens corrosifs de modernisation que ce même Occident leur propose. La crise dans le Golfe révèle également que, face aux pays développés, l'arme du pétrole a perdu de sa puissance ; si tout le monde l'a redoutée, la crise pétrolière n'a pas eu lieu. C'est dans ce contexte qu'en 1991 la diplomatie américaine parvient à convaincre les Arabes et les Israéliens de participer à une conférence de paix sur le Proche-Orient.

De grandes transformations ont eu lieu ailleurs, et leurs effets se font sentir au Proche-Orient, parce qu'elles influent sur les marges de manœuvre des États-Unis et de l'URSS dans la région. En 1980, les candidats à l'élection présidentielle américaine ont délibérément exploité la crainte de l'URSS au sein de l'opinion publique, ce qui provoque naturellement un regain de tension entre les deux pays : les dirigeants conservateurs de l'Union soviétique s'inquiètent de la nouvelle orientation de la politique américaine. Il semble probable que des avancées prometteuses en matière de désarmement ne portent finalement pas leurs fruits − ou bien pire. La nouvelle administration américaine fait quant à elle preuve de pragmatisme en matière de politique étrangère, tandis que, du côté soviétique, des changements internes ouvrent la porte à davantage de flexibilité.

En novembre 1982, la mort de Leonid Brejnev, successeur de Khrouchtchev et secrétaire général du parti communiste pendant dix-huit ans, est un tournant. Son remplaçant immédiat (l'ancien directeur du KGB) meurt peu après et le suivant, un septuagénaire qui meurt plus vite encore après lui avoir succédé, laissent, en 1985, la

place au poste de secrétaire général au plus jeune membre du Politburo, Mikhaïl Gorbatchev : il a cinquante-quatre ans. Toute son expérience politique, ou presque, s'est construite dans l'URSS poststalinienne. L'influence qu'il va exercer sur l'histoire de son pays, et du monde, est immense.

La conjonction des forces qui voient Gorbatchev accéder à la fonction suprême demeure floue. Le KGB ne s'est probablement pas opposé à sa promotion, et ses premiers actes et discours sont parfaitement orthodoxes (il avait cependant, l'année précédente, donné à Margaret Thatcher l'impression d'être un homme à qui parler). Il emprunte bientôt un ton politique différent. Le mot « communisme » apparaît moins souvent dans ses discours et le « socialisme » est dissocié de l'égalitarisme (même si Gorbatchev prend régulièrement soin de rappeler à ses collègues qu'il est communiste). Faute d'un meilleur qualificatif, son objectif est tenu par de nombreux observateurs étrangers comme une libéralisation, mot occidental inadéquat et qui tente de résumer deux termes russes dont il fait un usage abondant : *glasnost* (« transparence ») et *perestroïka* (« restructuration »). Ce changement de politique a des effets profonds et spectaculaires. Jusqu'à la fin de la décennie, Gorbatchev semble en mesure de les contrôler.

La suite des événements lui a certainement traversé l'esprit quand il a commencé son œuvre. Il a sans doute compris que, sans ces changements radicaux, l'économie soviétique ne pourrait pas longtemps maintenir sa puissance militaire, soutenir ses alliés et améliorer (même lentement et modestement) les conditions de vie de ses citoyens. Gorbatchev est donc soucieux d'éviter l'effondrement du communisme en l'ouvrant à sa propre vision du léninisme, et en commençant par en faire un système relativement pluraliste, impliquant également l'intelligentsia dans la politique nationale. Mais les

implications profondes d’un tel changement semblent lui avoir échappé : il n’est que la reconnaissance de ce que soixante-dix années de socialisme ne sont pas parvenues à obtenir la nécessaire modernisation du pays. Pas plus la liberté que le bien-être matériel ne sont au rendez-vous. Et le coût de ces échecs devient insupportable. Ronald Reagan tire rapidement parti de l’accession au pouvoir de Gorbatchev. Le changement de ton de la diplomatie soviétique est perceptible lors de leurs entrevues. Les discussions sur le désarmement reprennent. Des accords sont signés sur d’autres questions (ce qui est encore facilité par le retrait des troupes russes d’Afghanistan en 1989). Aux États-Unis, le déficit budgétaire croissant et la récession économique, qui auraient en d’autres circonstances provoqué l’indignation des électeurs, sont presque perdus de vue tant est grande l’euphorie de voir la scène internationale se transformer. Les craintes provoquées par l’« empire du Mal » (Ronald Reagan avait ainsi décrit l’URSS) commencent à s’apaiser aux yeux de nombreux Américains.

L’optimisme et la confiance s’accroissent donc au fur et à mesure que l’URSS montre des signes de division et de difficulté à se réformer, tandis que les Américains se voient promettre monts et merveilles par leur gouvernement, sous la forme d’un bouclier antinucléaire spatial. Des milliers de scientifiques ont beau affirmer que le projet est irréaliste, le gouvernement soviétique se sait dans l’incapacité de contrer pareil programme. Les Américains sont également réconfortés de voir des bombardiers américains décoller d’Angleterre pour des frappes punitives contre la Libye, dont le dirigeant finance des terroristes antiaméricains (de manière significative, l’Union soviétique exprime moins de réserves à l’égard de ces frappes que de nombreux pays européens). Mais le président Reagan peine davantage à convaincre ses compatriotes de ce que la réaffirmation enthousiaste des intérêts des États-Unis en Amérique

centrale est de leur intérêt. Il demeure néanmoins très populaire ; ce n'est qu'après son départ de la présidence que les Américains réalisent que la décennie qui vient de s'écouler a vu se creuser encore davantage le fossé séparant les riches des pauvres aux États-Unis.

En 1987, les négociations sur le contrôle des armes aboutissent à un accord portant sur les missiles nucléaires à courte portée. Malgré les nombreuses crises, et leur obtention par d'autres puissances, l'équilibre de l'arme nucléaire a été maintenu par les superpuissances. En 1991, Américains et Soviétiques franchissent un nouveau cap en acceptant des réductions majeures de leurs stocks d'ogives.

Cet immense changement dans les relations internationales n'est pas sans conséquences pour d'autres nations. À la fin des années 1980, nul ne peut imaginer que les peuples de l'Union soviétique et des pays de l'Est vont bientôt connaître des bouleversements d'une ampleur inégalée depuis les années 1940. Il est seulement manifeste que les pays communistes européens peinent à maintenir leurs modestes taux de croissance. Les comparaisons avec les économies des pays non communistes leur sont de plus en plus défavorables, mais rien ne semble pouvoir renverser la tendance des exemples de 1953 (Berlin), 1956 (Budapest) et 1968 (Prague), ni la puissance soviétique en Europe de l'Est. La carapace du Pacte de Varsovie semble encore à même d'empêcher les changements sociaux et politiques gelés depuis trente ans (et davantage encore si l'on fait le compte des changements non voulus provoqués par la Deuxième Guerre mondiale et ses suites).

À première vue, l'Europe communiste présente une uniformité frappante. Dans chaque pays, le parti règne en maître ; des carriéristes l'utilisent comme, lors des siècles précédents, les intrigants s'agitaient autour des souverains ou des personnalités ecclésiastiques. Partout (et surtout en URSS), le passé est enfoui, tu, presque effacé des consciences, mais continue de peser lourdement sur la vie

intellectuelle et les discussions politiques − quand elles peuvent avoir lieu. Dans les pays d'Europe de l'Est, les investissements dans l'industrie lourde et les équipements ont produit une certaine croissance (plus ou moins vigoureuse en fonction des pays) et donné naissance à un système économique international entre pays communistes dominé par l'URSS et rigidifié par les aspirations à la planification centralisée. Ils ont également contribué à faire naître d'énormes problèmes de pollution et de santé publique, dissimulés comme des secrets d'État. La soif de produits de consommation peut de moins en moins être étanchée ; des appareils ménagers répandus en Occident sont denrée rare en Europe de l'Est, coupée qu'elle est du marché international.

Sur le plan agraire, la propriété privée a été considérablement réduite dès le milieu des années 1950, pour être remplacée par un mélange de coopératives et de fermes d'État, même si d'autres structures finissent par émerger de ce décor uniforme. En Pologne, les 4/5 des terres agricoles sont rendues à la propriété privée par un gouvernement pourtant communiste. Les rendements demeurent faibles ; la plupart des pays d'Europe de l'Est ont des taux équivalents à la moitié ou aux trois quarts des rendements moyens de la Communauté européenne. Dans les années 1980, tous, à des degrés divers, sont économiquement sous perfusion, à l'exception peut-être de l'Allemagne de l'Est. Le PIB par habitant s'élève à 9 300 dollars par an en 1988, contre 19 500 en Allemagne de l'Ouest. D'autres problèmes apparaissent. Les investissements dans les infrastructures s'effondrent. Les dettes monétaires enflent. En Pologne, le salaire réel perd 20 % de sa valeur dans les années 1980.

La « doctrine Brejnev » (énoncée lors d'un discours à Varsovie en 1968) affirme que les événements qui se produisent au sein des pays du bloc de l'Est − comme en Tchécoslovaquie cette année-là − peuvent nécessiter

l’intervention directe des Soviétiques pour sauvegarder les intérêts de l’URSS et de ses alliés face à toute tentative de retour des économies socialistes au capitalisme. Mais Brejnev est également soucieux de détente, et sa doctrine prend en compte de manière réaliste les menaces que pourrait faire peser sur l’ordre international une rupture brutale au sein de l’Europe communiste. De tels dangers peuvent être limités par l’affirmation de lignes plus définies. Depuis l’énoncé de cette doctrine, les changements au sein de l’Europe occidentale, sa prospérité croissante et la crainte d’une possible subversion communiste totalement écartée depuis la fin des années 1940 ont contribué à apaiser les tensions entre l’Est et l’Ouest. Au début des années 1980, des révolutions en Espagne et au Portugal ont provoqué la disparition des deux derniers dictateurs à l’ouest de la ligne Stettin-Trieste. La démocratie semble partout triomphante. Au cours des quarante années qui viennent de s’écouler, les seuls soulèvements d’ouvriers contre leurs gouvernements ont eu lieu en Allemagne de l’Est, en Hongrie, en Pologne et en Tchécoslovaquie − des pays communistes.

Après 1970, et plus encore après les accords d’Helsinki en 1975, les groupes de dissidents, conscients du contraste entre les deux blocs, naissent, survivent et se renforcent même, malgré une sévère répression. Progressivement, des économistes, des fonctionnaires et mêmes des membres du parti commencent à faire part de leur scepticisme à l’égard de l’efficacité de la planification centralisée et des discussions s’engagent sur les avantages qui pourraient résulter de l’introduction de mécanismes de marché. Rien ne permet de penser qu’un quelconque changement puisse avoir lieu dans un seul des pays du Pacte de Varsovie tant que la doctrine Brejnev tient, et tant que l’armée soviétique peut la faire appliquer. Les premiers signes annonçant que ce *statu quo* pourrait être remis en cause viennent de Pologne, au début des années 1980. La nation polonaise a,

de manière remarquable, su conserver son intégrité collective en se rangeant derrière ses prêtres et non derrière ses dirigeants. L'Église catholique est considérée depuis longtemps par de nombreux Polonais comme l'incarnation de la nation, et parle souvent en leur nom − et d'une manière d'autant plus convaincante après l'élection d'un pape polonais. L'Église s'exprime au nom des travailleurs qui protestent, durant les années 1970, contre la politique économique et condamne le traitement qui leur est réservé.

L'action de l'Église et la détérioration des conditions économiques provoquent donc une crise en Pologne en 1980. Une série de grèves se solde par une lutte épique livrée sur les chantiers navals de Gdansk. Il en émerge un nouveau syndicat, spontanément organisé : Solidarité (Solidarnosc). Solidarité vient ajouter des exigences politiques aux objectifs économiques des grévistes, dont la création de syndicats libres et indépendants. À la tête de Solidarité, Lech Walesa, dirigeant syndical, électricien, condamné à plusieurs reprises, catholique fervent en lien avec les hautes autorités ecclésiastiques de son pays. L'entrée des chantiers navals est ornée d'une photo de Jean-Paul II, et des messes en plein air sont organisées par les grévistes. Les grèves s'étendent et le monde s'étonne de voir un gouvernement polonais ébranlé faire des concessions historiques, dont la reconnaissance de Solidarité comme syndicat indépendant et autonome. Autre symbole, la radiodiffusion de la messe le dimanche est accordée. Mais les désordres ne cessent pas et, avec l'arrivée de l'hiver, le pays s'enfonce dans la crise. Les voisins de la Pologne menacent d'intervenir ; on raconte que 40 divisions soviétiques sont prêtes sur les frontières de la RDA et de l'URSS. Mais rien ne vient ; l'armée soviétique ne bouge pas. C'est là le premier signe de changements à Moscou, prémices nécessaires à ce qui va se produire en Europe de l'Est au cours des dix années

suivantes. Walesa fait tout son possible pour éviter les provocations. À cinq reprises, le commandant soviétique des forces du Pacte de Varsovie se rend en Pologne. Lors de sa dernière visite, les radicaux échappent au contrôle de Walesa et en appellent à une grève générale si l'état d'urgence est déclaré par le gouvernement. Le 13 décembre, la loi martiale est imposée. Il s'ensuit une terrible répression, qui provoque sans doute des centaines de morts. Mais l'entrée en lice de l'armée polonaise rend l'invasion soviétique inutile. Solidarité devient un syndicat clandestin et entame sept années de luttes durant lesquelles il devient de plus en plus évident que le gouvernement militaire ne peut pas davantage enrayer la détérioration de la situation économique que gagner le soutien de la « vraie » Pologne, une société écœurée du communisme. Une révolution morale est en marche. Comme un Occidental le dit à l'époque : « Les Polonais semblent agir comme s'ils vivaient dans un pays libre. » Organisations et publications clandestines, grèves et manifestations, et condamnations régulières du régime par l'Église entretiennent un climat de quasi-guerre civile.

Si, au bout de quelques mois, le gouvernement décide d'abandonner la loi martiale, il déploie toujours un arsenal varié de répression, ouverte ou secrète. L'économie continue de décliner ; les pays de l'Ouest ne proposent aucune aide et n'ont guère de sympathie pour le régime. Mais, à partir de 1985, les changements en cours à Moscou commencent à produire leurs effets. Le sommet est atteint en 1989, la plus grande année de l'histoire de la Pologne depuis 1945, comme elle va l'être pour d'autres pays, grâce à son exemple. Elle s'ouvre avec l'acceptation par le régime que d'autres partis et syndicats − dont Solidarité − puissent participer au processus politique. Première étape vers un réel pluralisme, des élections ont lieu en juin, qui voient pour la première fois l'hégémonie du parti réellement contestée. Solidarité y entre en force. Le

Parlement nouvellement élu ne tarde pas à dénoncer l'accord germano-soviétique de 1939, condamne l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 et décide d'enquêter sur les assassinats politiques commis depuis 1981.

Au mois d'août 1989, Walesa annonce que Solidarité soutiendra un gouvernement de coalition ; les plus irréductibles des communistes reçoivent l'ordre de Gorbatchev d'accepter cette solution (des troupes soviétiques ont déjà commencé à quitter le pays). En septembre, une coalition dominée par Solidarité et dirigée pour la première fois depuis 1945 par un non-communiste forme un gouvernement en Pologne. Fin décembre, la République populaire de Pologne a vécu et, pour la deuxième fois dans le siècle, l'historique République de Pologne renaît de ses cendres. Plus important encore, elle montre la voie de la liberté à toute l'Europe de l'Est. L'importance des événements de Pologne n'échappe pas aux dirigeants des autres pays communistes, qui s'en inquiètent. À des degrés divers, toute l'Europe de l'Est se retrouve confrontée à un nouveau facteur : un flot accru d'informations en provenance des pays non communistes, essentiellement par le biais de la télévision (particulièrement facile à capter en RDA). Davantage de liberté de mouvement, un meilleur accès aux livres et journaux étrangers ont imperceptiblement contribué à faire progresser les critiques. Malgré quelques tentatives ridicules pour continuer à contrôler l'information (la Roumanie exige toujours que les machines à écrire soient enregistrées par les autorités), le changement est en marche dans toutes les têtes.

Et les choses changent aussi à Moscou. Gorbatchev est arrivé au pouvoir au début de ce processus. Cinq ans plus tard, il est clair que sa prise de fonctions a également provoqué des changements révolutionnaires au sein des institutions soviétiques. Le pouvoir échappe au parti et, la nature ayant horreur du vide, est comblé par diverses

forces d’opposition, particulièrement dans les Républiques de l’Union, qui commencent à réclamer des degrés divers d’autonomie. Il apparaît bientôt que Gorbatchev est en train de miner sa propre autorité. De manière aussi paradoxale qu’alarmante, la situation économique va en se dégradant. Il devient clair qu’une transition vers une économie de marché, rapide ou lente, risque de s’avérer bien plus douloureuse pour la plupart des citoyens soviétiques qu’on ne l’avait envisagé. En 1989, l’économie est au bord du gouffre. Comme à chaque fois dans l’histoire soviétique, le processus de modernisation doit partir du centre vers la périphérie, relayé par des structures autoritaires. Or cela est devenu impossible, en raison de la résistance de la nomenklatura, du fonctionnement de l’administration de l’économie dirigée puis, à la fin de la décennie, à cause de l’effondrement rapide et manifeste du pouvoir central.

En 1990, la situation exacte de l’Union soviétique et l’humeur de ses habitants n’ont jamais été aussi bien connues à l’extérieur. Si l’on peut désormais entendre des personnes s’exprimer librement, la *glasnost* a surtout introduit en URSS les premiers sondages d’opinion. On peut en tirer un bilan grossier : le discrédit du parti et de la nomenklatura est profond, même s’il n’atteint pas le niveau de défiance d’autres pays membres du Pacte de Varsovie ; plus étonnant, l’Église orthodoxe, longtemps soumise au pouvoir, semble avoir conservé davantage d’autorité et de respect que les autres institutions de l’ancien régime marxiste-léniniste.

Mais il est clair que le spectre des difficultés économiques plane sur toute libéralisation du processus politique. Dès 1989, des citoyens soviétiques et des observateurs évoquent le risque d’une guerre civile. Le relâchement de la poigne de fer révèle toute la puissance des sentiments nationalistes et régionalistes, quand ils sont attisés par l’effondrement de l’économie et par de nouvelles

opportunités. Après avoir passé soixante-dix ans à tenter de créer un *Homo sovieticus*, l'URSS s'avère n'être guère plus qu'un conglomérat de peuples aussi éloignés les uns des autres qu'auparavant. Certaines des 15 Républiques (et surtout la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie) ne tardent pas à faire part de leur mécontentement. Elles ouvrent la voie au changement politique. L'Azerbaïdjan et l'Arménie soviétique posent des problèmes compliqués par l'ombre de l'agitation islamique, qui plane sur toute l'Union. Certains craignent un coup d'État militaire ; les généraux mécontentés par le retrait d'Afghanistan, comme avaient pu l'être certains vétérans du Vietnam, sont présentés comme de potentiels Bonaparte.

Les signes de désintégration se multiplient, même si Gorbatchev parvient à se maintenir au pouvoir et à obtenir une extension de ses pouvoirs officiels. Mais la dénonciation, par le Parlement lituanien, de l'illégalité de l'annexion de 1939 pousse, à l'issue de négociations compliquées, la Lettonie et l'Estonie à se déclarer également indépendantes. Gorbatchev n'entend pas empêcher cette sécession, mais obtient des Républiques baltes qu'elles continuent d'offrir certaines facilités à l'URSS. C'est, pour lui, le début de la fin. S'étant brièvement allié aux réformateurs, il s'allie bientôt aux conservateurs pour redresser la barre, ce qui aboutit à des compromis qui paraissent de plus en plus incompatibles. Les actions répressives des soldats russes et du KGB à Vilnius et Riga, aux premières heures de la nouvelle année, n'enrayent en rien cette lame de fond. À cette date, 9 Républiques ont déjà déclaré leur souveraineté, ou décrété un degré substantiel d'indépendance à l'égard du gouvernement de l'Union. Certaines font de leur langue la langue officielle et font passer divers services et ministères soviétiques sous leur contrôle. La République russe − la plus importante − décide de gérer seule son économie, à l'écart de celle de l'Union. La République d'Ukraine

propose d’établir sa propre armée. Au mois de mars, les élections poussent à nouveau Gorbatchev sur la voie des réformes et à la recherche d’un traité susceptible de préserver en partie le rôle central de l’État soviétique. Le monde assiste, désemparé, à cette accélération de l’histoire.

L’exemple polonais est monté en épingle dans les autres pays, qui réalisent qu’une URSS de plus en plus divisée et aux portes de la paralysie ne sera pas capable (ni peut-être désireuse) d’intervenir pour sauver la mise de ses valets dans les autres pays du Pacte de Varsovie. Voilà qui n’est pas sans conséquences après 1986. La Hongrie se lance presque aussi rapidement que la Pologne dans la libéralisation de son économie, avant même de débuter le moindre changement politique officiel. C’est en août 1989 qu’elle apporte sa contribution majeure à la dissolution de l’Europe communiste. Les Allemands de l’Est se voient en effet accorder le droit d’entrer librement en Hongrie avec un visa de tourisme quand chacun sait que leur premier réflexe sera de se présenter à l’ambassade ou dans les consulats de l’Allemagne de l’Ouest, comme demandeurs d’asile. Quand les frontières de la Hongrie s’ouvrent complètement, en septembre (la Tchécoslovaquie fait bientôt de même), le flux devient torrent. En trois jours, 12 000 Allemands de l’Est gagnent ces deux pays pour passer à l’Ouest. Les autorités soviétiques font brièvement remarquer que la chose est « insolite ». Pour la RDA, c’est le début de la fin. À la veille d’une célébration parfaitement huilée des quarante années de « succès » de cette République populaire et d’une visite de Gorbatchev (qui au grand désarroi des communistes allemands semble encourager les Allemands de l’Est à saisir leur chance), la police antiémeute bataille contre les manifestants dans les rues de Berlin-Est. Le gouvernement et le parti chassent leurs dirigeants, en vain. Début novembre de grandes manifestations ont lieu dans plusieurs villes d’Allemagne de

l’Est contre un régime dont la corruption est devenue évidente. Le 9 novembre 1989 vient le coup de grâce symbolique : le mur de Berlin tombe. Le Politburo d’Allemagne de l’Est explose et la démolition du reste du mur est bientôt terminée.

Plus que tout, les événements qui se produisent en RDA sont la preuve que, même au sein des pays communistes les plus avancés, la colère des populations à l’égard du régime n’a fait que s’accroître au fil des ans. L’année 1989 la voit exploser enfin. Partout, en Europe de l’Est, il saute aux yeux que les gouvernements communistes n’ont aucune légitimité aux yeux de leurs ressortissants, qui se soulèvent contre eux ou leur tournent le dos et les laissent s’effondrer. L’expression institutionnelle de cette hostilité s’incarne dans l’exigence d’élections libres et de la possibilité pour les partis d’opposition de faire librement campagne. D’ailleurs, à la suite de leurs élections partiellement libres − certains sièges étant réservés aux partisans du régime en place −, les Polonais se lancent dans la préparation d’une nouvelle Constitution ; en 1990, Lech Walesa devient président. Quelques mois auparavant, la Hongrie a élu un Parlement dont a émergé un gouvernement non communiste. Les soldats soviétiques commencent à évacuer le pays. En juin 1990, les élections en Tchécoslovaquie donnent naissance à un gouvernement libre et l’on s’accorde bientôt sur un calendrier d’évacuation des troupes soviétiques avant juin 1991. Dans aucune de ces élections le parti communiste ne remporte plus de 16 % des voix. Le vote en Bulgarie est moins décisif : les élections sont remportées par des communistes devenus réformateurs, qui se sont baptisés socialistes.

La Roumanie fait quant à elle face à une révolution violente (qui se solde par l’exécution sommaire de son ancien dictateur communiste) à l’issue d’un soulèvement en décembre 1989. En juin 1990, un gouvernement influencé par d’anciens communistes se retourne contre certains de

ses anciens partisans et écrase des manifestations étudiantes avec l'aide de milices formées de mineurs, ce qui provoque des morts et entraîne une vive condamnation à l'étranger. La RDA est le seul autre pays à connaître une trajectoire différente. Son cas ne peut qu'être particulier, la question du changement politique étant liée à celle de la réunification allemande.

La chute du mur de Berlin révèle non seulement l'absence de soutien politique du communisme, nous l'avons dit, mais également l'absence de soutien à l'égard de la RDA. En mars 1990, des élections générales donnent une majorité de sièges (et 48 % des votes) à une coalition dominée par le parti chrétien-démocrate − le parti au pouvoir en RFA. La réunification ne fait désormais plus de doute, seuls la procédure et le calendrier demeurent à déterminer. En juillet, les deux Allemagne rejoignent une union monétaire, économique et sociale. En octobre, elles s'unissent politiquement : l'ancien territoire de la RDA est intégré à la République fédérale. C'est un bouleversement qui ne semble pourtant inquiéter ouvertement personne, même à Moscou, où Gorbatchev demeure silencieux, rendant ainsi un second grand service à la nation allemande.


L'UNION SOVIÉTIQUE
ET SES SUCCESSEURS
Territoire acquis en 1939-1945
Républiques indépendantes
nées en 1990-1991
N
1000 km
600 miles
Océan Arctique
Mer de Béring
MEMBRE
DE LA
FÉDÉRATION
DE RUSSIE
LITUANIE
Mer Baltique
Tallinn
Riga
ESTONIE
LETTONIE
Vilnius
Minsk
BIÉLORUSSIE
Moscou
Kishinev
MOLDAVIE
Kiev
UKRAINE
FÉDÉRATION DE RUSSIE
Mer d'Okhotsk
Khabarovsk
Mer Noire
GÉORGIE
Tbilissi
ARMÉNIE
Erevan
Bakou
AZERBAÏDJAN
Mer Caspienne
KAZAKHSTAN
Mer d'Aral
OUZBÉKISTAN
MONGOLIE
Mer du Japon
Ashkhabad
Tashkent
Alma-Ata
Bishkek
KIRGHIZISTAN
TURKMÉNISTAN
Dushanbe
TADJIKISTAN
CHINE

Pourtant, l'inquiétude règne en URSS. La nouvelle Allemagne va devenir la plus grande puissance d'Europe, quand le pouvoir soviétique est au plus bas. Gorbatchev est récompensé par un traité avec l'Allemagne qui promet une aide économique à la modernisation de l'Union soviétique. La nouvelle Allemagne, pour rassurer ceux qui se souviennent de 1939-1945, n'épouse pas les frontières de l'ancien Reich. Elle a perdu la Prusse-Orientale (et y a même formellement renoncé) et n'est plus dominée par la Prusse, comme l'Allemagne de Bismarck et la République de Weimar avaient pu l'être. Plus rassurant encore (et d'importance pour les Européens nourrissant des appréhensions), l'Allemagne est un État fédéral et constitutionnel, économiquement stable, avec quarante années d'expérience démocratique, et partie prenante des structures de la CE et de l'OTAN. Les Européens de l'Ouest lui laissent donc, à sa naissance, le bénéfice du doute.

À la fin des années 1990, la situation de ce qui était autrefois apparu comme un bloc monolithique à l'est de l'Europe défie toute généralisation ou brève description. Tandis que d'anciens pays communistes (Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie) font acte de candidature à la CE ou s'y préparent (Bulgarie), les observateurs spéculent sur une extension de l'unification européenne. D'autres se montrent plus prudents, notant l'émergence violente de nouvelles (ou anciennes) divisions nationales ou communautaires. Sur toute l'Europe de l'Est planent les nuages noirs de la débâcle économique et de ses possibles conséquences. La libération s'est annoncée pour des peuples et des sociétés de niveaux de développement très variés et aux histoires différentes. Il était donc difficile d'anticiper la suite. L'année 1991 montre toute l'étendue des possibles et l'optimisme de beaucoup est douché par la décision de deux Républiques de quitter la Fédération yougoslave.

Le « royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes », qui avait succédé au Monténégro et à la Serbie en 1918,

s’était, en 1929, donné le nom de « Yougoslavie » afin de tenter d’oblitérer de vieilles divisions, sous la houlette d’une dictature monarchique. Mais ce nouveau royaume était toujours perçu par la majorité de ses sujets, serbes et non serbes, comme une résurgence du vieux rêve de « Grande Serbie », sur lequel il nous faut revenir. Son second roi, Alexandre, est assassiné à Marseille en 1934 par un Macédonien aidé par des Croates, avec le soutien des gouvernements hongrois et italien. L’âpreté des divisions du pays pousse ses voisins à interférer dans ses affaires et les politiciens yougoslaves à chercher du soutien à l’extérieur ; les Croates déclarent leur indépendance quand la Yougoslavie est envahie par les Allemands en 1941. En plus de sa grande diversité démographique et ethnique (le recensement de 1931 fait la distinction entre les Serbo-Croates, les Slovènes, les Allemands, les Magyars, les Roumains, les Valaches, les Albanais, les Turcs, les « autres Slaves », les Juifs, les Tziganes et les Italiens), la Yougoslavie connaît de grandes disparités de coutumes, de richesse et de développement économique. Dans certaines régions, le Moyen Âge semble s’être agrippé jusqu’aux années 1950, tandis que d’autres sont modernes, urbanisées et pourvues en industries. Dans l’ensemble, les régions agricoles se sont considérablement appauvries, en raison d’un accroissement rapide de la population. Entre les deux guerres, la politique yougoslave tourne essentiellement autour de l’antagonisme entre Serbes et Croates, et le fossé se creuse encore en raison des atrocités commises durant la guerre puis la guerre civile qui voit s’affronter Croates, communistes serbes (dirigés par Tito, un Croate) et royalistes serbes à partir de 1941. La lutte débute par une campagne de terreur et de nettoyage ethnique lancée contre les 2 millions de Serbes vivant en Nouvelle Croatie (qui comprend la Bosnie et l’Herzégovine). Elle se solde par la victoire des communistes en 1945, et par le contrôle efficace des

nationalismes après guerre par la dictature de Tito, au sein d'une structure fédérale. Voilà qui semble un temps résoudre les vieux problèmes bosniaque et macédonien et écarte les ambitions territoriales des voisins. Quarante-cinq ans plus tard et dix ans après la mort de Tito, ces vieilles questions resurgissent avec une étonnante vigueur. En 1990, le gouvernement fédéral yougoslave fait face à une situation économique catastrophique, accompagnée d'une fragmentation politique accélérée. L'autodétermination démocratique finit par venir à bout de la construction de Tito, les Yougoslaves de différentes nationalités cherchant à trouver par eux-mêmes les moyens de combler le vide laissé par la disparition du communisme. Des partis se forment pour représenter les intérêts serbes, croates, macédoniens et slovènes, et même pour promouvoir le maintien de la Yougoslavie et de la fédération. Bientôt, tous les gouvernements républicains, à l'exception de celui de la Macédoine, s'appuient sur des majorités élues, et de nouveaux partis représentant les nationalités minoritaires commencent à se faire entendre dans chacune des Républiques. Les Serbes de Croatie proclament leur autonomie et le sang coule dans la province serbe du Kosovo, dont les 4/5 des habitants sont albanais. La proclamation d'une République indépendante du Kosovo constitue un affront majeur pour les Serbes − et provoque des inquiétudes au sein des gouvernements grec et bulgare, dont les prédécesseurs n'ont cessé de lorgner sur la Macédoine depuis la fin des guerres balkaniques. Au mois d'août, des combats sporadiques, terrestres et aériens, débutent entre Serbes et Croates. Les précédentes interventions étrangères n'ont guère rencontré de succès − les membres de la CE sont d'ailleurs partagés sur ce sujet − et les perspectives apparaissent moins prometteuses encore quand l'URSS, au mois de juillet, fait part de ses craintes de voir un conflit local s'étendre au niveau international. À la fin de l'année, la Macédoine, la

Bosnie-Herzégovine et la Slovénie ont toutes, comme la Croatie, déclaré leur indépendance.

L'avertissement soviétique est la dernière démarche diplomatique du régime, bientôt éclipsée par un événement bien plus colossal. Le 19 août 1991, une coalition bancale de membres du parti et du KGB tente de renverser Gorbatchev par un coup d'État. La tentative échoue et, trois jours plus tard, il occupe à nouveau ses fonctions. Mais sa position n'est plus la même ; ses revirements continuels et sa quête d'un compromis ont ruiné sa crédibilité politique. Il s'est longtemps accroché au parti et à une Union soviétique qui, pour beaucoup, marche droit vers la désintégration. Les circonstances du coup d'État donnent à Boris Eltsine, président de la Fédération de Russie, la plus grande de l'Union, l'opportunité qu'il attendait. L'armée, seule à même de lui barrer la route, n'en a pas l'intention. Il apparaît désormais comme l'homme fort du régime, sans qui rien ne peut être fait, mais aussi comme le possible porte-étendard du chauvinisme qui pourrait menacer les autres Républiques. Si les observateurs étrangers se montrent circonspects, la purge des partisans et des sympathisants du putsch se solde par un renouvellement complet de l'administration de l'Union, une redéfinition des rôles du KGB et une répartition de son contrôle entre l'Union et les Républiques. Le changement le plus frappant est le démantèlement du Parti communiste d'Union soviétique, qui débute immédiatement. Presque sans effusion de sang, au moins au début, la créature gigantesque née de la révolution de 1917 commence à disparaître. Les raisons de s'en réjouir ne manquent alors pas, mais le futur demeure très incertain.

Il n'est pas plus certain à la fin de l'année. Avec la décision prise par la Fédération de Russie d'abandonner le contrôle des prix dans un futur proche, l'inflation (qui atteint des degrés sans précédent depuis l'installation du

système soviétique) mais aussi la famine guettent des millions de Soviétiques. Dans une autre République, celle de Géorgie, les combats ont déjà commencé entre les partisans du président élu à l'issue des premières élections libres et son opposition. Mais tous ces faits sont écrasés par la disparition de la superpuissance née des sanglantes expériences de la révolution bolchevique. Durant près de soixante-dix ans, et presque jusqu'au bout, l'URSS a incarné l'espoir de tous les révolutionnaires à travers le monde et fourni une puissance militaire ayant permis de remporter les plus gigantesques batailles terrestres de l'histoire. Elle semble désormais se dissoudre, sans espoir de rémission, en une myriade d'États successeurs. Le dernier grand empire multiethnique d'Europe disparaît à Minsk le 8 décembre 1991, quand les dirigeants soviétique, ukrainien et biélorusse annoncent la fin de l'Union soviétique et la création de la « Communauté des États indépendants » (CEI). Le 21 décembre 1991, un rassemblement des représentants de 11 anciennes Républiques se tient à Alma-Ata pour la confirmer. Ils s'accordent sur la date officielle de la dissolution de l'URSS, qui doit intervenir le dernier jour de l'année. Gorbatchev démissionne presque immédiatement.

Il s'agit là du point d'orgue d'un des changements les plus spectaculaires et les plus importants de l'histoire. Nul ne sait ce qui va se passer par la suite, mais chacun imagine déjà que la période va être dangereuse, difficile et, pour des millions d'anciens citoyens soviétiques, misérable. Rarement les dirigeants d'autres pays se seront montrés aussi prudents dans leurs déclarations qu'à la suite de cet événement. Les anciens alliés de l'URSS demeurent quant à eux silencieux. Quelques-uns ont tant déploré le tour des événements au cours de l'année qu'ils se sont réjouis et ont même encouragé le coup d'État raté du mois d'août. Le soutien affiché par l'OLP et la Libye s'explique par leur crainte de voir définitivement disparaître les partitions de

la guerre froide, la détente entre les États-Unis et l'URSS ayant quelque peu miné leurs espoirs de manœuvres sur le plan international avant qu'ils ne soient tout à fait menacés par l'effondrement soviétique.

Les événements qui se déroulent en URSS sont naturellement suivis avec attention en Chine. Ses dirigeants ont quelques raisons d'être mécontents de la tournure prise par les événements chez le voisin avec lequel ils partagent la plus longue de leurs frontières. Avec la disparition de l'URSS, ils sont à la tête du seul empire multiethnique au monde. La Chine s'est par ailleurs lancée, depuis 1978, dans une vaste politique de modernisation, prudente et contrôlée.

Deng Xiaoping est perçu comme le principal instigateur de ce virage, mais il travaille au sein d'une équipe. L'accent est mis sur les entreprises locales et sur le profit. Les liens avec des pays non communistes sont encouragés. Si cette nouvelle orientation est naturellement définie par un langage marxiste approprié, son but ne fait pas de doute : une transition vers l'économie de marché. Le pouvoir du régime ne faiblit pourtant pas. Les dirigeants chinois sont solidement installés à la tête de l'État, et entendent y rester. Ils sont aidés en cela par la persistance de l'ancienne discipline sociale chinoise, par le soulagement de millions de Chinois d'avoir vu la fin de la « Révolution culturelle », par le culte (sincère ou non) apporté aux bénéfices de la révolution et par l'idée (contraire à celle du marxisme, toujours déployée à Moscou jusqu'en 1990) que les bénéfices économiques doivent bénéficier aux masses paysannes. Voilà qui contribue à améliorer la situation des paysans et à s'assurer de leur soutien. Les communes rurales se voient privées de leurs pouvoirs, de plus en plus théoriques, et en 1985 les exploitations familiales sont à nouveau la forme dominante de production agricole en Chine.

Les entreprises commerciales et industrielles rurales sont nées des communautés industrielles et des « brigades » de la période du « Grand Bond en avant ». Au milieu des années 1980, la moitié du revenu rural provient de l'industrie. Des zones économiques spéciales − des enclaves où les étrangers peuvent investir et tirer parti des bas salaires chinois − sont créées dans des régions où des concessions étrangères existaient avant les années 1940. À la fin de la décennie, de grands groupes privés chinois ont déjà émergé, issus pour la plupart des anciennes entreprises collectives des provinces du Sud ou de partenariats avec des entreprises étrangères. L'urbanisation s'intensifie et les exportations s'accroissent très rapidement ; pour la première fois depuis les années 1930, la Chine fait à nouveau partie intégrante de l'économie mondiale.

Cette nouvelle politique n'est pas sans coûts, toutefois. La croissance des marchés urbains encourage les paysans et leur procure des profits qui leur permettent de s'enrichir, mais les citadins sentent les effets de la hausse des prix. Au fil de la décennie, les difficultés internes s'accroissent. La dette extérieure explose et l'inflation galope à un taux annuel d'environ 30 % à la fin de la décennie. La corruption et les divisions au sein de la direction (qui naissent pour certaines de la mort ou de la maladie des gérontocrates qui dominent le parti) sont connues de tous. Les partisans de la nécessité d'une réaffirmation du contrôle de l'État gagnent du terrain et des signes indiquent qu'ils sont en train d'en convaincre Deng. Pourtant, les observateurs étrangers, et peut-être certains Chinois poussés par la politique de libéralisation de l'économie, entretiennent une vision idéaliste et irréaliste d'une possible détente politique. Les changements qui se produisent au même moment en Europe de l'Est alimentent ce mirage. Mais les illusions s'effondrent bien vite. Début 1989, les citadins chinois

ressentent la pression à la fois d'une inflation galopante et d'un programme d'austérité mis en place pour y faire face. C'est dans ce contexte que surgit une nouvelle vague d'exigences de la part des étudiants. Encouragés par la présence de partisans de la libéralisation au sein de l'oligarchie, ils demandent que le parti communiste et le gouvernement ouvrent des discussions avec un nouveau syndicat étudiant non officiel pour évoquer la question de la corruption et des réformes. Des posters et des rassemblements commencent à exiger davantage de « démocratie ». Les dirigeants du régime s'en alarment et refusent de reconnaître le syndicat, qui, craignent-ils, pourrait être le précurseur d'un nouveau mouvement de « gardes rouges ». Les activistes profitent du 70e anniversaire du mouvement du 4 Mai pour donner un tour patriotique à leur protestation. Ils n'obtiennent guère de soutien dans les campagnes, mais de nombreuses manifestations en leur faveur se déroulent dans les villes. Encouragés par l'attitude manifestement bienveillante de Zhao Ziyang, secrétaire général du PCC, ils se lancent dans une grève de la faim massive qui leur vaut un regain de popularité et de soutien à Pékin. Elle débute peu de temps après la visite d'État de Gorbatchev dans la capitale. Cette visite, au lieu d'assurer la position de la Chine comme un acteur international majeur, contribue à rappeler aux Chinois que ce qui se déroule alors en URSS est le fruit d'une libéralisation du régime. Elle encourage les réformateurs et effraie les conservateurs.

À ce moment, les principaux membres du gouvernement, Deng Xiaoping en tête, sont déjà passablement inquiets. Le chaos guette ; ils croient la Chine au bord d'une crise majeure. Certains craignent l'apparition d'une nouvelle « Révolution culturelle », si la situation devenait incontrôlable. Le 20 mai 1989, la loi martiale est décrétée. Plusieurs signes laissent penser que le gouvernement, divisé, ne pourra imposer sa volonté, mais la fiabilité de

l’armée lui est assurée. La répression qui suit est impitoyable.

Les dirigeants étudiants ont placé leurs espoirs dans une occupation de la place Tian’anmen à Pékin où, quarante ans auparavant, Mao a proclamé la création de la République populaire de Chine (et où ils ont été rejoints par d’autres dissidents). Depuis l’une des portes de la Cité interdite, un portrait de Mao semble contempler le symbole des contestataires : une statue en plâtre représentant la « Déesse de la démocratie », évocation délibérée de la statue de la Liberté de New York.

Le 2 juin, les premières unités de l’armée pénètrent dans les faubourgs de Pékin et marchent vers la place. La résistance qui s’organise autour de maigres barricades et avec des armes improvisées est balayée. Le 3 juin, les protestataires sont écrasés à coups de fusil, de gaz lacrymogène et sous les chenilles des chars. La tuerie se poursuit quelques jours, puis viennent les arrestations en masse (peut-être 10 000 personnes au total). Tout ou presque s’est déroulé sous les yeux du monde, grâce à la présence de nombreuses équipes de télévision étrangères, qui ont des jours durant montré des images du campement de Tian’anmen à leurs téléspectateurs.

La désapprobation internationale est quasi unanime et les dommages causés à l’autorité du PCC sont immenses, d’autant que la crise l’a littéralement coupé en deux. Zhao Ziyang, qui s’était opposé à l’usage de l’armée, est placé en résidence surveillée à Pékin (et meurt en 2005, toujours sous surveillance mais sans avoir été jugé). Deng et bon nombre de membres de la vieille garde du parti ont manifestement pensé faire face à une grave menace. Il est également probable qu’ils ont agi d’une manière regrettable aux yeux de très nombreux Chinois. Plus de 80 villes ont été le théâtre de désordres, sérieux pour certains, et l’armée fait face à une forte résistance dans certains quartiers populaires de Pékin. Mais les masses ne

se soulèvent pas en faveur des contestataires, et la majorité de la Chine n'est pas touchée par la protestation. Au cours des années qui suivent, Tian'anmen est brandi comme la preuve du mépris du régime chinois à l'égard des droits de l'homme. Rien n'indique pourtant que la Chine serait sortie grandie si le parti avait cédé aux exigences des étudiants. Les faillites bancaires asiatiques des années 1990 ont fait bien plus de victimes que les troubles qui agitent la Chine en 1989.

Si le PCC et la hiérarchie au pouvoir sont dans un certain désarroi, ils n'hésitent pourtant pas à réimposer leur orthodoxie politique. La Chine, la chose est bientôt claire, ne va pas suivre le chemin de l'Europe de l'Est ou de l'URSS. Mais lequel ? Deng fait rapidement savoir que la libéralisation économique va se poursuivre, à une échelle inégalée avant 1989. Bientôt, les Chinois comme les étrangers se demandent quelle influence le parti exerce réellement sur le développement de l'économie, qui semble s'occidentaliser à grands pas. Mais il ne faut pas longtemps pour discerner, derrière les murs et les fumées des usines, les traces de la longue histoire chinoise, celle des défis et des opportunités qu'elle a toujours offerts à ses populations.

XIX
Ouvertures et fermetures

Avant même l'effondrement de l'URSS, il est clair que rares sont les points du globe susceptibles de ne pas être affectés par les événements européens. La fin de la guerre froide réveille des questions d'identité à travers le monde et en pose de nouvelles. Les peuples commencent à se considérer, et à considérer les autres, avec des yeux neufs, sous une lumière qui rapidement a la teinte blafarde du crépuscule ; des craintes anciennes ont disparu, mais la situation n'est pas pour autant réjouissante. Les questions d'identité, d'ethnicité et de religion peuvent à nouveau être posées et certaines sont dérangeantes. Une fois de plus, l'histoire du monde est bouleversée.

Le Pacte de Varsovie disparaît tandis que l'OTAN connaît de subtils changements. L'Alliance se trouve privée, par l'effondrement de l'URSS, de son principal adversaire potentiel, de son moteur principal, mais également de la pression qui lui a donné naissance. L'OTAN semble s'affaisser. Si, comme certains le pensent, une nouvelle Russie peut tôt ou tard représenter une menace nouvelle, la disparition du caractère idéologique de la lutte signifie que les adversaires potentiels doivent la repenser. Bientôt, d'anciens pays communistes cherchent à rejoindre l'OTAN. La Pologne, la Hongrie et la République tchèque y adhèrent en 1999, la Slovénie, la Slovaquie, la Bulgarie, la Roumanie et les Pays baltes les rejoignent cinq ans plus tard. En contradiction totale avec les assurances données à Mikhaïl Gorbatchev par George H.W. Bush en 1990, l'OTAN s'étend non seulement jusqu'aux frontières de l'Union soviétique, mais même au-delà. L'Alliance devient un instrument

servant à lier la majeure partie de l'Europe (à l'exclusion de la Russie) aux États-Unis. Ses objectifs militaires sont flous, même si, au milieu des années 1990, le gouvernement américain commence à considérer l'OTAN comme un outil permettant de résoudre les nouveaux problèmes européens, notamment en ex-Yougoslavie, et en dehors de l'Europe.

À l'issue de la guerre froide, le destin des peuples de l'Europe de l'Est et des Balkans se trouve, pour la première fois, entièrement entre leurs mains. À l'instar des anciens empires et des dictateurs prenant modèle sur l'Allemagne nazie ou l'Italie fasciste, l'emprise communiste sur toute la région a pris fin. L'histoire enfouie resurgit ou se réinvente et ce qui en ressort semble souvent très décourageant. Les Slovaques ont intégré la Tchécoslovaquie à contrecœur, mais la Slovaquie compte sur son territoire d'importantes communautés hongroises, tout comme la Roumanie. Les Hongrois peuvent désormais plus ouvertement protester contre le traitement réservé aux Magyars au nord et à l'est de leurs frontières. De vieilles questions resurgissent et débouchent rapidement sur une crise en ex-Yougoslavie. En 1991, alors que toutes les anciennes Républiques de l'État fédéral yougoslave ont décrété leur indépendance, une guerre éclate entre des Serbes et les gouvernements de Croatie et de Bosnie-Herzégovine. Ces minorités serbes sont soutenues par un militant nationaliste serbe, Slobodan Milosevic, et par ce qui reste de l'armée fédérale.

La guerre civile en Bosnie-Herzégovine entraîne les pires atrocités commises en Europe depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Les trois principaux groupes ethniques − Serbes, Croates et Bosniaques musulmans − tentent de contrôler le maximum de territoires, en chassant régulièrement les autres groupes ethniques de ceux qu'ils conquièrent. À Srebrenica, les forces serbes massacrent plusieurs milliers de civils bosniaques en 1995 et les Serbes assiègent la capitale bosnienne de Sarajevo de 1992

à 1995. Tant l'Union européenne (nouveau nom de la CE) que les États-Unis sont réticents à intervenir, et seuls des revers serbes permettent finalement la signature d'un accord à Dayton, dans l'Ohio, en décembre 1995. Loin d'être une mosaïque paisible de différents groupes ethniques, la Bosnie-Herzégovine donne naissance au terme « nettoyage ethnique » − l'expulsion par la force de personnes considérées comme ennemies. La Croatie tire parti de la débâcle militaire serbe dans la région pour reprendre la Krajina, et en expulse la majorité de sa population serbe. Courant d'un désastre à un autre dans sa soi-disant « défense » des Serbes, Milosevic est finalement renversé en 2000, sa politique répressive dans la région du Kosovo à majorité albanaise ayant entraîné l'intervention militaire de l'OTAN. La crainte de voir les atrocités de Bosnie se répéter a enfin permis aux alliés occidentaux de se mettre d'accord pour intervenir.

Le début des années 1990 voit donc des millions d'Européens de l'Est se heurter à de graves problèmes. Ils peinent à s'accorder sur des idées et des principes. Si la région a possédé des élites modernisatrices, qu'elles aient été ou non efficaces, elles se trouvent généralement du côté des anciennes nomenklaturas communistes. Inévitablement, les experts et les politiques formés au sein des anciennes structures communistes continuent de gouverner : personne ne peut les remplacer. Un autre problème est posé par la volatilité d'un électorat capable de voter librement, après que l'euphorie de la révolution s'est évaporée. Il règne une certaine nostalgie de l'apparente sécurité d'autrefois. Et, tandis que les électeurs tentent de poser les bases de la légitimité du nouvel État, le candidat le plus séduisant porte bien souvent un projet nationaliste, de ceux qui ont envenimé les débats politiques souvent depuis des siècles. L'ancien tribalisme resurgit vite et des constructions imaginaires finissent par remplacer la véritable histoire. Certains antagonismes anciens ont

tragiquement connu la plus brutale des fins durant la Deuxième Guerre mondiale. L'Holocauste, nom donné à la tentative des nazis d'exterminer le peuple juif, la plus terrible des atrocités d'une guerre qui n'en manqua pas, a mis un terme à la présence juive en Europe de l'Est, qui avait pourtant, des siècles durant, constitué son premier bastion. En 1901, les trois quarts des Juifs d'Europe vivent en Europe de l'Est, la plupart au sein de l'Empire russe. Ces régions autrefois de langue yiddish sont désormais peuplées d'un peu moins de 10 % de Juifs. Près de la moitié des Juifs du monde vivent aujourd'hui dans des pays anglo-saxons et 40 % en Israël[4]. En Europe de l'Est, les partis communistes, soucieux d'exploiter un certain antisémitisme traditionnel (particulièrement en Union soviétique), ont encouragé l'émigration en organisant des persécutions judiciaires. Dans certains pays, cette politique entraîne la quasi-disparition de ce qui restait des communautés juives après 1945. Près de 200 000 Juifs polonais ayant survécu à l'Holocauste sont bientôt victimes des pogroms traditionnels et de harcèlement. En 1990, ceux qui n'ont pas émigré ne sont plus guère que 6 000. La civilisation juive d'Europe de l'Est a vécu. Dans d'autres pays d'Europe, certaines minorités se montrent également récalcitrantes. Les séparatistes basques font trembler l'Espagne. Wallons et Flamands se déchirent en Belgique. L'Irlande du Nord est sans doute le cas le plus frappant. Unionistes et nationalistes continuent d'empêcher tout accord politique durant les années 1990. En 1998, pourtant, en coopération avec le gouvernement d'Irlande, des initiatives britanniques parviennent, contre toute attente, à obtenir l'aval des représentants du Sinn Fein et des unionistes d'Ulster pour accepter l'idée d'un référendum étendu à toute l'Irlande, ce qui va plus loin que jamais pour assurer tant la sécurité de la minorité nationaliste dans le Nord que les liens historiques de ce même Nord avec le Royaume-Uni. Cet « accord du Vendredi

saint » implique des changements fondamentaux dans la manière dont s'exercera l'autorité de la Couronne (et va d'ailleurs bien plus loin que les mesures que le gouvernement britannique est en train d'introduire pour garantir davantage d'autonomie à l'Écosse et au Pays de Galles). La province est enfin débarrassée des crimes terroristes qui l'avaient si durement frappée au cours des trente années précédentes.

À dater de 1986, tous les passeports distribués aux citoyens des États membres de la CE portent la mention « Communauté européenne » en plus du nom du pays qui les délivre. Mais, en pratique, la Communauté fait face à de grandes difficultés. Si ses principales institutions − le Conseil des ministres des États membres, la Commission et la Cour de justice − font leur travail, elles ne le font pas sans contraintes, tandis que la politique commune − notamment en matière de pêche ou de transports − n'est pas sans provoquer des remous. Les fluctuations des taux de change sont une autre source d'embarras et de querelles institutionnelles, particulièrement après la fin de la convertibilité du dollar, du système monétaire de Bretton Woods en 1971, et de la crise pétrolière. Mais les années 1980 sont encourageantes sur le plan économique. Dans les années 1970, les États-Unis ont repris leur statut d'avant 1914 de bénéficiaires principaux des investissements étrangers, dont les deux tiers proviennent d'Europe. L'Europe de l'Ouest représente également la plus large part du commerce mondial. Les pays non membres se pressent pour adhérer à une organisation qui offre tant d'aides aux pauvres. La Grèce y entre en 1981, l'Espagne et le Portugal en 1986. Cette dernière année s'avère décisive, car les États membres s'accordent pour qu'en 1992 l'union douanière se transforme en un marché unique, intégré et sans frontières internes. Après de difficiles négociations, le traité de Maastricht de 1991 donne naissance à un marché unique européen et fixe le

calendrier d’une union économique et monétaire devant être atteinte au plus tard en 1999. Les capitaux, les biens, les services et les personnes peuvent enfin circuler librement, faisant fi des frontières. Une fois encore, certaines concessions sont accordées aux Britanniques. John Major, remplaçant de Margaret Thatcher au poste de Premier ministre, n’a certes pas son charisme, mais se retrouve bientôt à devoir défendre la position de son pays dans les négociations de Maastricht à la tête d’un parti divisé sur le sujet.

Ce traité ouvre la voie à la création d’une monnaie unique, et d’une Banque centrale autonome pour la réguler. Maastricht confère également la citoyenneté européenne à tous les ressortissants des pays membres de l’Union et impose également à ses membres des règles communes en matière de droit du travail ou d’aides sociales. Le traité étend enfin le domaine de compétences de l’UE, par le biais du vote majoritaire. Tout cela semble concourir à la création d’un pouvoir central, même si, afin de rassurer les sceptiques, le traité accepte le principe de « subsidiarité » tout droit issu de la doctrine sociale de l’Église ; il signifie que la Commission de Bruxelles voit ses compétences limitées en matière d’interférence dans les affaires internes des États. Les négociations en vue de la création d’une politique de défense et de sécurité commune achoppent pourtant en raison des événements de Bosnie.

Maastricht provoque des difficultés dans de nombreux pays. Les Danois rejettent le traité par référendum l’année suivante. Un référendum similaire se tient en France, qui voit le oui l’emporter à une très faible majorité. Le gouvernement britannique, malgré les nombreuses garanties qu’il est parvenu à obtenir, doit batailler pour obtenir l’assentiment du Parlement sur cette question. Au sein du Parti conservateur, alors au pouvoir, la fracture que le traité provoque va lui faire perdre les élections suivantes. Les électeurs européens continuent de raisonner

en termes de protection ou de dégradation des intérêts nationaux ou régionaux, et cette tendance s'aggrave quand la crise économique pointe au début des années 1990. Mais Maastricht est finalement ratifié par 15 des États membres. Les débats se poursuivent autour des allégements de restrictions imposées à l'indépendance des États membres par la Commission, ou sur l'usage détourné par certains pays des règles de l'Union.

Le processus de Maastricht est pour partie né du besoin ressenti par de nombreux États − et particulièrement la France − de voir la nouvelle et puissante Allemagne réunifiée s'intégrer plus profondément dans le moule européen. Il prend bientôt une nouvelle importance. Le communisme ayant disparu d'Europe de l'Est, le besoin se fait sentir d'une véritable Union européenne. Preuves de la vigueur des institutions nées en Europe au bout d'un demi-siècle de convergence, l'UE parvient à créer une monnaie unique (l'euro, en 2002), ainsi qu'une Banque centrale européenne, à obtenir une meilleure coopération en matière de justice criminelle, de politique étrangère et même de défense, tout en intégrant rapidement d'anciens pays de l'Est. En 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède, restées neutres durant la guerre froide, rejoignent l'EU ; le premier grand pas vers l'Est est franchi en 2004, avec l'entrée de 10 pays, dont la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie et, plus étonnant, les trois anciennes Républiques soviétiques d'Estonie, Lituanie et Lettonie. Malgré de constants désaccords sur sa Constitution, son budget et ses plans d'expansion, l'EU, avec ses 461 millions de citoyens, a accompli des pas de géant vers une union de toute l'Europe, dont ses fondateurs avaient rêvé. La situation économique a également changé. Malgré l'importance qu'elle conserve, la Politique agricole commune (PAC) n'a plus la signification qui était la sienne dans les années 1960 ; dans de nombreux pays, elle est passée du statut de carotte électorale, brandie devant un

grand nombre de petits propriétaires, à un système de subventions pour des exploitants moins nombreux mais bien plus riches. Au sein de l'Union, les réactions nationales ne sont plus ce qu'elles étaient dans les années 1960, et même après. L'Allemagne est devenue le moteur et le premier soutien financier de l'Union. La réunification allemande, le plus grand triomphe du chancelier Helmut Kohl, a confirmé la position naturelle de l'Allemagne, celle de première puissance économique européenne. Mais cette réunification est coûteuse. La balance commerciale est déficitaire et des voix s'élèvent bientôt contre les termes de la réunification. Le temps passe et le spectre de l'inflation, vieux cauchemar pour les Allemands, refait surface, ainsi que celui du poids que le contribuable de l'Ouest va devoir payer pour intégrer les Allemands de l'Est, qui affluent à l'Ouest, et faire face à l'augmentation du chômage. La récession guette de nombreux États de l'UE durant les années 1990 et rappelle à leurs habitants que de grandes disparités économiques séparent les pays membres. Les problèmes fiscaux, budgétaires et de change finissent, dans les années 1990, par miner la confiance dans les gouvernements.

Les hommes politiques doivent prendre en compte un grand nombre de facteurs. Les visions évoluent partout. En France, les racines profondes de l'idée européenne plongent dans la crainte de l'Allemagne, que ses dirigeants prennent soin d'arrimer fermement au sein du Marché commun puis de la CE. Mais, l'économie allemande se renforçant, les Français doivent accepter de la voir jouer un rôle de premier plan dans la définition du futur de l'Europe. L'idéal gaullien d'une Europe des États-nations laisse ainsi place, aux yeux des Français, à une vision plus fédérale − et paradoxalement plus centralisée − d'une Europe conçue pour donner à la France un poids culturel et informel maximum, par les nombreuses nominations de Français à Bruxelles, par exemple. Si un État supranational

doit émerger, la France doit tenter de le dominer, pense-t-on à Paris. Pourtant, la décision de réintégrer le commandement de l'OTAN en 1995 est une rupture nette avec la politique du général de Gaulle.

Après 1990, le gouvernement allemand cherche à démontrer sa puissance retrouvée en tentant de séduire ses anciens voisins communistes. La rapidité avec laquelle hommes d'affaires et investisseurs allemands s'ouvrent les marchés de ces pays, et celle avec laquelle l'Allemagne reconnaît l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie en 1991 (elle est la première nation d'Europe à le faire) sont loin de rassurer les autres membres de l'UE. La manière dont l'UE se développe est cruciale pour l'histoire du monde. Une UE démocratique et pluraliste de 700 millions de citoyens, s'étendant du Cercle arctique à Antalya et de Faro à la péninsule de Kertch, en mer Noire, est une issue possible, tout comme le démantèlement de l'UE telle qu'elle existe actuellement, et pas forcément en unités nationales. La question de l'intégration de la Russie ne peut que se poser : malgré sa taille et ses traditions autocratiques, elle est indéniablement un pays européen, dont les nombreuses ressources, humaines et matérielles, seront nécessaires à l'UE pour continuer d'assurer le bien-être de ses citoyens.

Certes, des convergences culturelles sont nées au bout de trente années de Marché commun, de Communauté puis d'Union européennes. La standardisation de la consommation tient cependant moins à la politique européenne qu'à la force du marketing et à l'explosion de la communication internationale au niveau des classes populaires (une tendance souvent déplorée par le passé comme une « américanisation »).

Une si lente convergence a naturellement dû être promue au sein de l'Union ; l'agriculture, par exemple, s'est avérée très coûteuse et la PAC a naturellement irrité de nombreux électeurs non agriculteurs. L'Union apparaît

encore très faible sur le plan de la politique internationale ; elle s'est révélée incapable de faire face aux défis posés par l'explosion de la Yougoslavie. De nombreuses incertitudes planent donc sur le futur de l'Europe au début du XXIe siècle et, parmi elles, celle du projet de monnaie unique. Si son argument premier a de fortes connotations politiques, il a toujours été entendu que les bénéfices économiques de son instauration seraient grands, et accompagnés d'une baisse des prix et des taux d'intérêt. Il semblait également entendu que les pays de la zone euro perdraient le contrôle de pans entiers de leur vie économique. Une monnaie unique signifie donc de nouveaux abandons de souveraineté.

Des politiciens redoutent les réactions des électeurs face à des choix imposés de l'extérieur, conséquence d'une union monétaire. Ils s'accordent pour accepter que, si cette union monétaire devait échouer et si aucun élargissement n'avait lieu, l'UE se contenterait d'un simple rôle d'union douanière.

Helmut Kohl est battu aux élections de novembre 1998 et remplacé par Gerhard Schröder, le premier chancelier socialiste de l'Allemagne réunifiée, mais cela ne change en rien la détermination du gouvernement allemand d'établir l'union monétaire. Le gouvernement français continue également de la pousser. Danemark et Suède la déclinent poliment. En Grande-Bretagne, le gouvernement travailliste de Tony Blair, élu à une écrasante majorité en 1997, tout en se montrant favorable à l'intégration, déclare que son pays y participera « le moment venu », moment qui ne viendra pas au cours des dix années de gouvernement travailliste. Le 1er janvier 2002, la plupart des États membres de l'Union introduisent la première monnaie unique européenne depuis l'époque de Charlemagne. Pour éviter de froisser toute susceptibilité nationale, aucun ancien nom de monnaie − florin, mark, couronne, franc, thaler et tant d'autres − n'est retenu et la nouvelle monnaie est baptisée

« euro ». Au milieu des années 2000, ses billets et ses pièces sont le seul lien légal unissant les 300 millions de citoyens de 12 États membres, et sont même adoptés par des États et territoires situés en dehors de l'UE, comme le Monténégro et le Kosovo.

Les difficultés d'élargissement de l'Union sont à présent bien identifiées. La plus ancienne candidate à l'admission est la Turquie, dont certains se demandent si elle est européenne, la majorité de son territoire se trouvant en Asie et la plupart de ses habitants étant musulmans. Pis, soixante-quatre ans après son accession au pouvoir, l'héritage de modernité d'Atatürk est sérieusement mis à mal. Les islamistes ont toujours reproché au régime sa laïcité traditionnelle. Mais, si la qualité d'Européen peut se mesurer à la modernité des institutions (gouvernement représentatif et vote des femmes, par exemple) et par un certain degré de développement économique, alors la Turquie est plus proche de l'Europe que du reste du Proche-Orient musulman. Reste que le traitement réservé par l'État turc à l'opposition politique et aux minorités (aux Kurdes, notamment) rencontre de régulières désapprobations à l'étranger et que le bilan de la Turquie en matière de droits de l'homme est abondamment questionné. La Turquie pose surtout l'éternelle question de ce qu'est l'Europe. La Grèce, son ancien ennemi héréditaire, fait partie des premiers soutiens à la candidature d'Ankara, pour des raisons économiques et politiques et malgré une querelle non résolue autour de Chypre (devenu depuis un État membre de l'UE).

Fin 2000, lors de négociations à Nice, le principe d'un élargissement de l'Europe est accepté, ainsi qu'un changement du processus de vote − la France parvient à conserver un nombre de voix équivalent à celui de l'Allemagne, pourtant devenue l'État le plus riche et le plus grand de l'Union. La ratification du traité de Nice doit naturellement être effectuée dans les Parlements nationaux

et le gouvernement irlandais se retrouve bientôt face à un refus de cette ratification par voie d'un référendum perdu ; toute l'Union tremble sous ce choc imprévu. Fin 2001, un accord portant sur la création d'une convention spéciale chargée d'examiner les travaux des institutions européennes et les changements à leur apporter vient à peine contrebalancer ce revers. En 2005, deux référendums, en France et aux Pays-Bas, rejettent le produit de cette convention − nommé, de manière un peu extravagante, « Constitution européenne ». Le projet d'un nouvel approfondissement du processus d'intégration semble à nouveau enrayé. Si le rejet populaire d'un traité constitutionnel est un nouveau signe démontrant que l'Union européenne est encore une construction des élites politiques, la plus grande part du contenu de cette Constitution finit, peut-être pour cette raison, par être intégrée aux règles et règlements de l'EU, grâce à une version amendée de la Constitution votée en catimini par les Parlements des pays l'ayant rejetée par référendum.

La fin de la guerre froide révèle que l'Europe va au-delà d'une simple expression géographique. Il semble désormais quelque peu futile de chercher une essence ou un esprit européens, sans même parler d'une civilisation européenne, bien qu'elle constitue sans nul doute la source majeure de la civilisation mondiale. L'Europe a toujours été un conglomérat de cultures nationales vibrant vigoureusement au son de leurs propres dynamiques et aucun signe n'indique, au début du XXI^{e} siècle, la possible naissance d'un patriotisme européen capable, comme les anciens mythes nationaux, de susciter les émotions des masses, malgré tout ce qui a pu être accompli depuis la signature du traité de Rome. La participation électorale à l'élection du Parlement européen a chuté en flèche, sauf dans les pays où le vote est obligatoire. Le chauvinisme linguistique menace de paralysie les institutions de l'Union − dont l'immense complexité rebute déjà ceux qui

cherchent à en comprendre la logique politique, et contribue sans doute à la désaffection croissante des électeurs à l'égard de l'idée même d'Europe.

Pourtant, beaucoup a été accompli. L'Union est avant tout une communauté de démocraties constitutionnelles et constitue le premier essai réussi d'une intégration européenne non fondée sur l'hégémonie d'une seule nation. Alors que le XXIe siècle commence, l'UE est, malgré quelques tempêtes, un authentique succès sur le plan économique. Ses États membres regroupent 500 millions d'individus et représentent à eux seuls 75 % du commerce mondial (principalement entre pays membres). En 2010, son PIB est plus élevé que celui des États-Unis et trois fois plus élevé que celui du Japon. L'Europe est l'un des trois principaux moteurs de l'économie mondiale ayant émergé au cours des cinquante dernières années. Si les Européens s'inquiètent de leur avenir, ils forment une équipe que de nombreux étrangers aimeraient bien rejoindre.

D'ailleurs, l'année 1989 pose également de nombreuses questions sur l'avenir de la Chine. Le parti a dû faire face à un défi majeur venu de la base − qu'il n'a pu écarter que par l'emploi de la force brutale −, mais l'économie donne également des signes d'effondrement, la croissance diminuant dans de nombreux secteurs. Deng Xiaoping, responsable des réformes économiques de la fin des années 1970 et qui, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, s'est retrouvé au centre du pouvoir politique décisionnel au fur et à mesure que la crise de 1989 s'amplifiait, se lance dans sa dernière campagne. Visitant les provinces du Sud en 1992, il y condamne tous ceux qui tiennent le repli politique pour un repli économique. Les réformes doivent être intensifiées, affirme Deng, et l'entreprise privée se voit accorder plus d'espace. La stagnation de 1989 est déjà du passé et la Chine est entrée dans une phase d'hypercroissance, son PIB augmentant de plus de 10 % par an au cours des quatorze années suivantes.

L’explosion de la croissance économique chinoise constitue peut-être le plus grand événement global depuis les années 1990. Elle donne à la fois naissance à une classe moyenne de plus de 400 millions de personnes, avec un pouvoir d’achat équivalent à la moyenne de celui des pays de l’UE, et fait de la Chine la deuxième plus grande économie mondiale. La part principale de sa croissance a lieu dans le secteur privé, mais après de nombreuses restructurations le secteur public, ou contrôlé, croît également dans les années 2000. Le modèle économique chinois combine un capitalisme extrême avec un rôle très important accordé à l’État et même au parti communiste. Il combine également l’exploitation rampante, dans les usines, de masses de jeunes gens issus des campagnes et un contrôle politique de toutes les entreprises, y compris celles détenues par des intérêts privés chinois ou étrangers. Si elle gagne progressivement le Nord et l’Ouest, la croissance économique est toujours très concentrée dans le Sud et l’Est, le long de la côte et des grands fleuves, répétant un modèle connu depuis les premières dynasties chinoises. Devenu garant de la stabilité économique de la région, le régime n’a guère évolué dans le sens des réformes démocratiques et, conséquence du manque de transparence, la corruption et les abus sont très répandus parmi les élites du pouvoir. Si le PCC semble avoir enfin trouvé un modèle économique fonctionnel, au moins en période de prospérité, il ne peut guère se prévaloir d’une quelconque légitimité en période de crise.

La fin de la guerre froide transforme également la politique étrangère de la Chine. La frontière de près de 6 500 kilomètres de long avec l’ex-URSS est remplacée pour moitié par une frontière avec les nouveaux États indépendants, et bien moins puissants, du Kazakhstan, Kirghizistan et Tadjikistan. À la fin des années 1990, la question de Taïwan, qui depuis longtemps lie entre elles les

relations internationales et la politique intérieure chinoise, est toujours d'actualité. Cinquante années se sont écoulées qui ont vu la nature de l'affrontement originel entre le régime nationaliste et la République populaire de Chine se brouiller, après la rupture officielle des relations diplomatiques des États-Unis avec Taïwan, suivie de l'exclusion de l'île des Nations unies. Si, dans les années 1990, Pékin réaffirme sa volonté, sur le long terme, de réunir Taïwan (comme Hong Kong et Macao) à la Chine continentale, la progression du sentiment d'indépendance de l'île commence à se faire jour. Pékin est naturellement perturbé, et son inquiétude atteint des sommets quand le président taïwanais se rend en visite officielle aux États-Unis en 1995. L'ambassadeur de la République populaire de Chine à Washington est rappelé et un journal officiel proclame que la question de Taïwan est « un baril de poudre ». Il devient alors clair que, si Taïwan venait à se déclarer indépendante de la Chine continentale, une invasion de l'île suivrait très certainement.

Taïwan est globalement une source d'inquiétude et de nervosité en Extrême-Orient. L'instabilité de la région saute aux yeux après la fin de la guerre froide, sans atteindre le degré de celle observée en Europe de l'Est. Les conséquences de la fin de ce conflit bien défini, et donc structurant, sont au départ difficiles à discerner. En Corée, par exemple, les choses ne changent guère. La Corée du Nord demeure obstinément ancrée dans son opposition aux États-Unis et à la République de Corée du Sud par la détermination de son dirigeant à maintenir une économie dirigée et un isolement virtuel. Les erreurs économiques, la fin de l'aide soviétique en 1991 et l'exploitation d'un pouvoir quasi dynastique par son dictateur mènent les Coréens du Nord près de la famine début 1998. Les problèmes de la Corée du Nord demeurent pourtant inhabituellement spécifiques, Pyongyang étant détaché des grandes tendances de la région, au contraire de la Corée

du Sud. Au milieu des années 1990, ce pays s'affirme comme un régime démocratique avec une croissance économique élevée et une participation importante au commerce international.

Si tous les pays d'Asie du Sud-Est et d'Extrême-Orient, Chine exceptée, connaissent une profonde crise financière − temporaire pour la plupart − en 1997 et 1998, le Japon entre, à la fin de la guerre froide, dans une récession qui va durer plus d'une décennie et dont le pays peine encore à se remettre. Son économie, souvent montrée en exemple dans les années 1980 comme leader mondial de la productivité et du développement, n'est plus, à la fin de la décennie suivante, que l'ombre d'elle-même. Les spéculations immobilières et les investissements dans des activités ou des secteurs non productifs génèrent de faibles retours et accablent les banques et les institutions financières de dettes qui ne cessent de s'accroître. La monnaie perd de sa valeur ; la spéculation contre le yen est immédiate, avec des effets dévastateurs dans un monde où les transactions financières s'accélèrent. La culture entrepreneuriale japonaise, ancrée dans des réseaux financiers et officiels incapables de lui imprimer une direction claire, complique encore la sortie d'une crise qui va en s'amplifiant. L'économie japonaise est désormais à la traîne sur le plan international, la déflation et le chômage font des ravages. Les gouvernements, qui se succèdent à un rythme soutenu, semblent tous incapables de résoudre le problème et certains d'entre eux ont recours au nationalisme pour renforcer leur autorité. La récession du Japon l'empêche de venir en aide aux autres économies en difficulté à la fin des années 1990, et, si la région connaît un regain de croissance au début des années 2000, certains pays − comme l'Indonésie ou les Philippines − ne se remettent que lentement. De Hokkaido à Bali, des millions de personnes perdent toutes leurs économies, et parfois même leur gagne-pain.

Les changements politiques qui suivent la crise en Asie du Sud-Est sont également significatifs. Les gouvernements autoritaires de nombreux pays ont exploité les ressources naturelles au profit des acolytes du pouvoir et de leurs familles. En mai 1998, après une contraction de plus de 8 % de l'économie indonésienne et la perte de 80 % de la valeur de sa monnaie par rapport au dollar, des émeutes chassent le président du pouvoir. Trente-deux ans d'un système dictatorial et corrompu, mais officiellement démocratique, prennent fin. Les gouvernements suivants font de l'Indonésie un pays plus ouvert, mais l'économie ne se reconstruit que lentement. Les affrontements ethniques et religieux explosent. Sous le président et ex-général Yudhoyono, la stabilité politique s'accroît, dans un environnement pluraliste. En 2010, ce pays majoritairement musulman de près de 250 millions d'habitants faisait des progrès rapides. Le Vietnam, deuxième pays plus densément peuplé de la région, marche dans la direction opposée, avec une centralisation du pouvoir et une intensification des réformes à la chinoise, le *doi moi* (« rénovation »). Début 2000, le Vietnam est la deuxième économie mondiale en termes de croissance, mais d'importantes parties de son territoire sont toujours très pauvres et − comme en Chine − l'exploitation de la main-d'œuvre au nom du capitalisme, mais dans un cadre communiste, est intense. Ce que démontrent les fluctuations des économies asiatiques au cours de la première décennie du XXIe siècle, c'est l'accroissement de l'interdépendance économique à l'échelle mondiale : des virages économiques entrepris à Jakarta ou Pékin ont des effets immédiats dans le monde, et vice versa.

L'Inde, comme la Chine, ne connaît pas immédiatement les violents cycles financiers et économiques des autres pays d'Asie. À cet égard, indéniablement, les anciennes politiques l'ont favorisée. Les gouvernements du Congrès, bien qu'ayant peu à peu pris leurs distances avec le

socialisme des premières années de l'indépendance, sont depuis longtemps influencés par des idées protectionnistes, planificatrices et d'autosuffisance frisant l'autarcie. Il en a résulté un taux de croissance limité et un certain conservatisme social, mais aussi un degré moindre de vulnérabilité aux flux internationaux des capitaux.

En 1996, le parti hindouiste et nationaliste Bharatiya Janata Party (BJP) inflige une défaite majeure au Congrès et devient majoritaire au sein de la Chambre basse du Parlement. Mais, comme il est dans l'incapacité de gouverner seul, un gouvernement de coalition émerge, qui ne survit pas à une nouvelle élection générale (violente) en 1998. Élection indécise, aucune majorité parlementaire claire n'émergeant, mais le BJP et ses alliés en forment le principal groupe. Un autre gouvernement de coalition s'installe, dont les soutiens du BJP affirment leur programme nationaliste qui déclare que « l'Inde doit être bâtie par les Indiens ». Certains s'alarment d'un tel tournant dans un pays où le nationalisme, pourtant encouragé par le Congrès depuis près d'un siècle, a été souvent contrebalancé par la reconnaissance des tendances sécessionnistes et violentes du sous-continent. Le gouvernement en surprend finalement plus d'un en évitant les excès du nationalisme hindou tout en accélérant la libéralisation de l'économie, qui permet à la croissance de faire des bonds dans certaines régions du pays.

Cette croissance se poursuit sous un nouveau gouvernement du Congrès qui − autre exemple du fonctionnement de la démocratie indienne − revient aux affaires à la surprise générale. Le nouveau Premier ministre, Manmohan Singh − économiste d'origine sikh −, intensifie les tentatives d'ouverture de l'économie indienne et la rend plus compétitive sur le plan international. Au milieu des années 2000, l'Inde semble sur la voie d'une croissance économique rapide.

C’est dans le contexte de la vieille querelle avec le Pakistan que le gouvernement du BJP se lance dans une série de tests nucléaires en mai et juin 1998. Ils poussent naturellement le gouvernement pakistanais à faire de même ; tous deux font désormais partie du club fermé des pays disposant officiellement de l’arme nucléaire. La crainte de la Chine, déjà détentrice de l’arme atomique et dont les Indiens se souviennent comme de la puissance ayant remporté la lutte pour les sommets de l’Himalaya en 1962, est à prendre en compte. Joue également la sympathie croissante des Pakistanais à l’égard des fondamentalistes musulmans dans d’autres pays − et notamment en Afghanistan, où en 1996 un gouvernement très réactionnaire s’est installé à Kaboul, mené par une faction soutenue par le Pakistan : les talibans. On craint alors que la bombe pakistanaise ne devienne la bombe islamiste. Mais, quelles qu’en soient les raisons, la décision de l’Inde constitue un sérieux revers aux différentes tentatives d’arrêt de la prolifération nucléaire ; l’inquiétude est grande, des ambassadeurs à New Delhi sont rappelés et certains pays suivent l’attitude des États-Unis qui coupent ou réduisent leur aide financière à l’Inde. Ces décisions n’empêchent pas le Pakistan de suivre l’exemple de l’Inde. Le monde ne s’est clairement pas débarrassé de la menace nucléaire depuis la fin de la guerre froide. Ce danger doit lui aussi être désormais réévalué, dans un monde moins stable que celui des années 1960 et où les relations entre l’Inde et le Pakistan sont toujours envenimées par la question du Cachemire.

La Russie, le plus grand et le plus puissant des États de la CEI, élit quant à lui Boris Eltsine président de la République en juin 1991, avec 57 % des suffrages. C’est la première élection libre dans ce pays depuis 1917. En novembre, le Parti communiste soviétique est dissous par un décret présidentiel. En janvier 1992, après la dissolution de l’Union soviétique, un programme de réformes

économiques radicales est lancé qui, presque immédiatement, entraîne une libéralisation totale du système économique. C'est, pour presque tous les citoyens, un désastre. Si quelques proches du pouvoir deviennent immensément riches, la plupart des Russes perdent leurs économies, leur pension ou leur emploi. La consommation énergétique est divisée par trois, accompagnée d'une hausse rapide du chômage, d'une chute du produit intérieur et des salaires, d'une corruption rampante dans tous les organes du pouvoir et d'une augmentation de la criminalité. La production industrielle est réduite de moitié. Pour de très nombreux Russes, ces termes abstraits se traduisent, sur le plan personnel, par une misère extrême. L'espérance de vie passe sous la barre des soixante ans pour les hommes au début des années 2000, soit une chute de cinq ans en moins d'une décennie.

En 1993, le nouveau Parlement élu compte de nombreux ennemis d'Eltsine, ce qui ajoute à ses difficultés. D'autres sont posées par les relations avec les Républiques non russes membres de la CEI (où vivent 27 millions de Russes) et par les clans ayant émergé de la bureaucratie et de l'industrie de la nouvelle Russie, mais aussi par d'anciens réformateurs déçus qu'Eltsine a limogés en grand nombre. Ces problèmes ne sont pas uniquement attribuables à l'héritage soviétique, mais également à la culture et à l'histoire de la Russie. En 1992, elle est devenue une fédération et l'année suivante une Constitution présidentielle très autocratique vient compléter l'arsenal constitutionnel du pays. Eltsine doit bientôt faire face à l'opposition de la droite et de la gauche, et finalement à une insurrection. En dissolvant le Parlement qui venait d'annuler le projet de référendum constitutionnel, Eltsine provoque le pire bain de sang qu'ait connu Moscou depuis 1917, avec la mort de près de 200 personnes. Comme lors de la dissolution du parti, cette réaction brutale est perçue comme de l'arbitraire présidentiel. Certes, la personnalité

d’Eltsine est davantage prompte à l’usage de la force qu’à la diplomatie. Mais, au vu du peu qu’il avait à offrir aux Russes en matière de confort matériel, et de l’exploitation de l’économie par une nomenklatura véreuse et des entrepreneurs en devenir, on peut porter au crédit du gouvernement et à l’attachement des Russes à leur nouvelle liberté politique le fait d’avoir écarté les néocommunistes et de s’être fait réélire en 1996. Deux ans avant cela, un nouveau problème est apparu : une insurrection nationaliste en Tchétchénie, République autonome de la Fédération russe, majoritairement peuplée de musulmans. Certains Tchétchènes déplorent et souhaitent venger la conquête de leurs terres et la répression exercée par la Grande Catherine au XVIII^{e} siècle ainsi que le génocide politique organisé par Staline dans les années 1940. Leur colère et leur résistance sont encore renforcées par la brutalité avec laquelle les Russes, alarmés par cet exemple qui pourrait donner des idées dangereuses à d’autres musulmans, réduisent la capitale de la Tchétchénie en un monceau de ruines et provoquent la famine dans les campagnes. Des milliers de Tchétchènes sont tués, mais les nombreuses pertes russes réveillent les souvenirs de l’Afghanistan, tandis que la crainte du danger de contagion aux Républiques voisines est tout sauf écartée. Jusqu’en 1992, une garnison russe a en effet soutenu le gouvernement « indépendant » du Tadjikistan pour parer à la menace d’un coup d’État de musulmans radicaux soutenus par le Pakistan. Les espoirs soulevés par la *glasnost* et la *perestroïka* semblent s’être évanouis et les inquiétudes grandissent encore lorsqu’il devient apparent que le président Eltsine a une santé vacillante (et sans doute un problème d’alcoolisme). Les événements en dehors de Russie, notamment en ex-Yougoslavie, démontrent aux Occidentaux, par les actes comme par les prises de position, que la Russie continue d’aspirer à exercer le rôle de grande puissance qu’elle estime être le

sien et qu'elle s'inquiète des implications éventuelles de l'intervention de puissances étrangères dans les affaires d'un pays souverain.

En 1998, l'État russe est pourtant à peine en mesure de collecter l'impôt et de payer ses fonctionnaires. L'année 1997 est la première depuis 1991 à voir le PIB enregistrer une réelle, bien que mince, augmentation, mais l'économie est toujours à la merci des intérêts particuliers, l'État vendant de plus en plus de ses biens à des propriétaires privés, avec la corruption et le favoritisme comme moteurs principaux. Certains accumulent des fortunes colossales, quand des millions de Russes ordinaires font face au non-versement des salaires, à la disparition des produits de première nécessité, à une hausse des prix continuelle, donnant naissance à des frictions de plus en plus fortes au fur et à mesure que s'étale, sous les yeux des plus pauvres, l'opulence de certains. En 1998, une crise financière et un défaut de paiement de la dette russe viennent couronner le tout. Eltsine doit remplacer le Premier ministre qu'il a choisi pour son attachement à l'économie de marché et s'en voit imposer un par ses opposants. Les élections législatives suivantes donnent naissance à un Parlement moins prompt à lui chercher querelle et, le 31 décembre 1999, Eltsine peut tranquillement annoncer sa démission.

Son successeur n'est autre que son Premier ministre. Boris Eltsine avait déjà annoncé son souhait de voir Vladimir Poutine lui succéder, et c'est effectivement lui qui est élu en mars 2000. Ancien membre du KGB, Poutine a alors pour seul crédit − temporaire − aux yeux de nombreux Russes d'avoir « pacifié » la Tchétchénie et réduit le risque de contagion aux Républiques voisines. Il paraît probable que les nombreuses protestations internationales contre les atteintes aux droits de l'homme en Tchétchénie ont provoqué un sursaut patriotique, mais il fait aussi bonne impression dans les capitales occidentales.

Malgré de nombreux désastres accidentels qui se produisent au cours des premiers mois de son mandat, illustration de l'état de décrépitude des infrastructures, émerge le sentiment que les problèmes les plus graves sont sur le point d'être surmontés. Dans un registre plus personnel, cela est également vrai pour Eltsine qui, ainsi que sa famille, se voit assurer par son successeur l'impunité judiciaire pour tous les délits commis durant sa présidence. Celle de Poutine redonne de la vigueur au gouvernement, après la léthargie des dernières années d'Eltsine. Le nouveau président, quarante-huit ans à son entrée en fonctions, affiche une image austère et réservée appréciée par la plupart des Russes, qui tranche avec la volubilité et l'inefficacité de son prédécesseur. Poutine veut être considéré comme un homme d'action. Il commence immédiatement à centraliser le pouvoir en Russie et s'attaque aux milliardaires − les fameux « oligarques » − quand ils refusent de plier face au Kremlin. Après sa réélection en 2004, des protestations commencent à s'élever contre les pressions exercées par son gouvernement à l'égard des médias russes qui critiquent la politique du président.

Si les événements du 11 septembre 2001 donnent à Poutine l'occasion rêvée de présenter la conduite agressive de la guerre en Tchétchénie comme une guerre contre les terroristes − et d'éviter de trop vives protestations en Occident −, il ne parvient pas à mettre un terme au conflit. Ses tentatives pour pousser les anciens États voisins à adopter une attitude plus amicale à l'égard de la Russie se retournent presque toutes contre lui. La plus importante contribution de Poutine est néanmoins d'avoir créé une certaine stabilité économique ; dès 2005, l'inflation est sous contrôle et le PIB s'accroît progressivement. Pourtant, et malgré sa réélection en 2011, Vladimir Poutine restera sans doute comme une figure de transition vers l'émergence

d’une nouvelle Russie reprenant sa place dans le concert des grandes puissances mondiales.

Les États-Unis, plus encore qu’en 1945, sont la plus grande puissance du monde. Malgré les crises des années 1970 et 1980 et un accroissement de la dette publique dû à un déficit budgétaire endémique, leur économie gigantesque continue, sur le long terme, de faire montre de son dynamisme et semble disposer d’une capacité infinie à apprendre de ses échecs. Son ralentissement à la fin des années 1990 n’entame en rien ce constat. Car malgré leur conservatisme politique, qui frappe si souvent les observateurs étrangers, les États-Unis demeurent une des sociétés les plus évolutives et les plus rapidement changeantes du monde.

Au début de la dernière décennie du XX^{e} siècle, de nombreux problèmes demeurent. La prospérité les rend plus tolérables pour les Américains qui n’ont pas à les affronter, mais contribue à accroître les aspirations, les craintes et le ressentiment des Afro-Américains. Cet état de fait se reflète dans les progrès sociaux et économiques obtenus depuis la présidence de Lyndon B. Johnson, qui a enfin vu des lois votées pour mettre un terme aux discriminations. Si le premier gouverneur noir des États-Unis prend ses fonctions en 1990, quelques années plus tard les habitants du quartier de Watts à Los Angeles, déjà théâtre d’émeutes un quart de siècle auparavant, montrent qu’ils tiennent peu ou prou les forces de l’ordre pour une armée d’occupation. Dans le pays, un jeune homme noir a sept fois plus de probabilités que son homologue blanc de mourir assassiné, le plus souvent par un autre Noir, et a statistiquement plus de probabilités d’aller en prison qu’à l’université. Si près d’un quart des enfants américains naissent d’une mère non mariée, la proportion est de deux pour trois chez les Noirs, autre indice de l’explosion des structures familiales dans cette communauté. Les crimes, les problèmes sanitaires majeurs et l’apparition de zones

urbaines virtuellement abandonnées par la police laissent croire à de nombreux politiciens américains que les problèmes de la nation sont de plus en plus insolubles.

Pourtant, certaines statistiques commencent à s'améliorer. Si Bill Clinton (qui entre en fonctions en 1993) déçoit bon nombre de ses partisans en termes de progrès législatif, la faute en incombe pour l'essentiel aux républicains du Congrès. L'accroissement rapide de la population hispanique en Amérique, en provenance du Mexique et de la Caraïbe, inquiète de nombreux Américains, mais le président Clinton refuse de restreindre davantage l'immigration, comme on le lui demande. Le nombre des Américains ayant des ancêtres hispaniques a doublé en trente ans, et représente environ 12 % de la population des États-Unis. En Californie, le plus riche des États, ils constituent un quart de la population et un réservoir pour les emplois sous-payés ; même au Texas, les Hispaniques commencent à entrer en politique pour s'assurer que leurs intérêts seront représentés. Pendant ce temps, Clinton peut surfer sur la vague économique. En matière de politique intérieure, ses partisans préfèrent attribuer la responsabilité de ses échecs à ses adversaires plutôt qu'à ses erreurs de jugement et à ses préoccupations électoralistes. Si les démocrates perdent le contrôle de la législature en 1994, Clinton est réélu triomphalement en 1996, et son parti remporte les élections de mi-mandat suivantes.

Le deuxième mandat de Clinton est décevant. Pour sa défense, on peut dire qu'il avait dès le départ hérité d'un poste dont le prestige avait été sérieusement entamé depuis la présidence Johnson et les années Nixon. L'autorité dont avait pu jouir la présidence sous Woodrow Wilson, Franklin Roosevelt et au début de la guerre froide a été considérablement écornée après Nixon. Mais Clinton ne fait rien pour enrayer cette décomposition. Aux yeux de nombreux Américains, il l'amplifie même. Ses agissements

personnels vont provoquer des enquêtes prolongées, et très médiatisées, sur des scandales financiers et sexuels qui, en 1999, provoquent un événement sans précédent : des auditions au Sénat contre un président élu visant à provoquer sa destitution. (Une tentative identique visant Eltsine échoue la même année.) Pourtant, lorsque débutent les auditions, les sondages sont plus favorables à Clinton qu'ils ne l'étaient un an auparavant et la tentative de destitution échoue. Ses électeurs apprécient ce qu'il a tenté d'accomplir à la tête de l'État, sans être pour autant oublieux de ses frasques. Alors que le second mandat de Clinton touche à sa fin, les États-Unis semblent gâcher les possibilités qui leur étaient offertes à l'issue de la guerre froide d'obtenir la suprématie mondiale. Quoi que puissent alors en dire les reportages des journaux et des télévisions nationaux, l'espoir semble un temps caressé par une majorité d'Américains de voir les États-Unis quitter leur splendide isolement pour travailler de concert avec les autres pays, afin d'améliorer les conditions de vie de tous. Les questions qui nécessitent l'implication continue et intense des États-Unis partout dans le monde ne peuvent être ignorées. Elles vont d'ailleurs peser bien davantage au cours des dix années suivantes, ce que les ambiguïtés de la politique américaine vont contribuer à masquer.

L'objectif premier de Clinton est d'accélérer la globalisation de l'économie et de promouvoir le modèle américain. Multilatéraliste convaincu, il est trop fin politicien pour risquer de se mettre à dos une opinion publique lasse des campagnes internationales de la guerre froide. De nombreuses questions sur lesquelles les États-Unis auraient pu prendre les rênes, comme la pauvreté dans le monde et l'écologie, sont ainsi mises sous le tapis pour permettre à Clinton de conserver son aura de président sympathique et rassurant. Les Américains peuvent, grâce à lui, s'enrichir en toute quiétude.

Mais bientôt les activités de maintien de la paix des Nations unies viennent troubler la politique américaine. Profitant du 50e anniversaire de la création de l'ONU pour affirmer à ses concitoyens que tourner le dos à cette organisation serait faire injure aux leçons de l'histoire, Clinton souhaite ainsi répliquer aux manœuvres de la Chambre basse du Congrès. Celle-ci venait de proposer la réduction de la contribution américaine au budget des opérations de maintien de la paix − alors que les États-Unis avaient, par ailleurs, une dette cumulée de 270 millions de dollars à l'égard de l'ONU (soit 90 % des arriérés dus par toutes les nations à l'Organisation). La politique des États-Unis semble atteindre un tournant avec l'échec de l'intervention de l'ONU en Somalie en 1993, qui provoque des pertes au sein des troupes internationales. La retransmission télévisée du traitement dégradant infligé aux cadavres de soldats américains par des Somaliens extatiques marque les esprits. Bientôt, les événements tragiques du Burundi et du Rwanda démontrent quels peuvent être les effets désastreux du refus américain de soutenir ou participer à des interventions de l'ONU, ou d'autoriser des interventions armées au sol pour maintenir la paix, sans parler de l'établir. Dans ces deux petits pays, une division ethnique envenimée depuis des générations entre une minorité au pouvoir et une majorité assujettie débouche, en 1994, sur un génocide. Plus de 600 000 personnes sont tuées et des millions (sur une population d'environ 13 millions pour les deux pays) sont contraintes à l'exil. Il semble alors que l'ONU soit incapable d'agir sans l'assentiment de Washington.

Le président Clinton ayant autorisé des frappes aériennes limitées contre les troupes serbes de Bosnie pour obtenir l'accord de paix finalement signé à Dayton en 1995, de nombreux spécialistes, journalistes et hommes politiques commencent à s'interroger sur le rôle futur des États-Unis. L'essentiel du débat porte sur l'usage approprié

de la puissance américaine et les objectifs visés − ainsi que sur de potentielles guerres de civilisations.

Mais la diplomatie de Clinton apparaît prise entre le désir de créer un monde plus souple à l'égard des objectifs idéologiques américains et le désir d'éviter les pertes militaires, surtout américaines. L'apparition de nouvelles sources potentielles de danger nucléaire contribue à changer la donne sur le plan international. Le modeste programme nucléaire nord-coréen de 1993-1994 montre que les Américains ne sont désormais plus qu'une puissance parmi d'autres au sein du groupe croissant (sept officiellement, deux officieusement) des États détenteurs d'armes nucléaires − ce que les essais en Inde et au Pakistan en 1998 vont confirmer −, quelle que puisse être leur supériorité en nombre de vecteurs et de mégatonnes. L'équilibre de la terreur paraît moins assuré qu'autrefois, tous ces États ne raisonnant pas nécessairement de la même manière que les Américains en termes de préservation de leurs intérêts et de leurs habitants. Il ne s'agit pourtant là que d'un des aspects du changement de la politique à l'issue de la guerre froide.

Au Proche-Orient, au début des années 1990, la pression financière exercée par les États-Unis contre la politique israélienne de colonisation juive de la Cisjordanie semble pour la première fois en mesure de convaincre l'État juif, harcelé par l'Intifada et le terrorisme qui l'accompagne, qu'une solution purement militaire est vouée à l'échec. Au bout de grands efforts, accompagnés par les bons offices du gouvernement norvégien, des pourparlers secrets entre les représentants israéliens et palestiniens à Oslo, en 1993, donnent enfin naissance à un nouveau départ. Les deux camps déclarent publiquement qu'il est temps « de mettre un terme à des décennies de confrontation et de conflit et de reconnaître… des droits politiques mutuels et légitimes et d'œuvrer à une coexistence pacifique ». L'accord précise qu'une autorité palestinienne autonome (clairement définie

comme « de transition ») doit être mise en place pour administrer la Cisjordanie et Gaza et qu'un accord de paix définitif devra être conclu dans les cinq ans. Cet accord semble garantir davantage de stabilité pour tout le Proche-Orient et offre aux Palestiniens leur première grande victoire diplomatique. Mais la poursuite de la colonisation juive dans les zones occupées par l'armée israélienne empoisonne bientôt l'atmosphère. Et l'optimisme de tous est douché par la poursuite des attentats terroristes et des représailles. Dans les rues des villes israéliennes, des bombes palestiniennes tuent et blessent un nombre important de commerçants et de passants ; un tireur juif massacre 30 Palestiniens dans la mosquée d'Hébron et reçoit les éloges posthumes de bon nombre de ses concitoyens. Mais l'espoir se maintient malgré tout ; la Syrie, la Jordanie et le Liban reprennent les négociations de paix avec Israël tandis que les forces israéliennes se retirent des territoires contrôlés par l'Autorité palestinienne autonome.

En novembre 1995, le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin est assassiné par l'un de ses compatriotes fanatiquement opposé à la paix. L'année suivante, un Premier ministre conservateur, qui doit s'appuyer au Parlement sur des partis juifs extrémistes, arrive au pouvoir. Sa majorité est étroite, mais il est déjà clair que dans un futur immédiat la politique israélienne de colonisation va se durcir et que les accords d'Oslo sont en jeu. L'élection d'un nouveau gouvernement travailliste en 1999 n'y change rien. L'accord d'Oslo paraît bien loin. De nouvelles négociations, menées par Bill Clinton, ne parviennent pas à aboutir au moindre accord concret. Le dirigeant palestinien Yasser Arafat passe les dernières années de sa vie (il meurt en 2004) totalement encerclé par les troupes israéliennes dans son quartier général de Ramallah, après une nouvelle insurrection palestinienne en 2000. En 2006, le Hamas, organisation islamiste qui

proclame son souhait d'anéantir Israël, remporte les élections au Parlement. Les Américains paraissent alors ne pas mieux maîtriser que les anciennes puissances coloniales les conséquences de l'établissement du programme sioniste un siècle auparavant et de la déclaration Balfour de 1917.

Et il en va de même dans le golfe Persique. Les sanctions autorisées par les Nations unies ont des conséquences néfastes en Iran et en Irak et les efforts patentés et assidus de ce dernier ont, dès le milieu des années 1990, anéanti toute possibilité de reformation d'une coalition aussi élargie que celle de 1991. Le gouvernement de Saddam Hussein semble ne pas se préoccuper des sanctions ; elles pèsent pourtant lourdement sur ses sujets, mais sont tempérées par la contrebande des produits dont le régime a besoin. L'Irak est toujours un grand pays producteur de pétrole et les revenus qu'il en tire lui permettent de restaurer une partie de son potentiel militaire tandis qu'aucune inspection efficace de sa production d'armes de destruction massive − ordonnée par les États-Unis − n'est mise en place. La politique américaine est alors toujours aussi loin de son objectif évident et manifeste de renversement du régime, quand bien même (en compagnie des Britanniques) les États-Unis se lancent à nouveau dans une suite de frappes aériennes quatre nuits durant au mois de décembre 1998, sans aucun résultat. Le prestige de l'Amérique n'est pas non plus grandi lorsque certains évoquent l'idée que ces frappes auraient pu avoir pour objectif de distraire l'opinion publique de la procédure de destitution présidentielle qui débutait au même moment à Washington. Si, en janvier 1998, dans son discours sur l'état de l'Union, le président Clinton avait déclaré que les États-Unis traversaient une « bonne période » sur le plan intérieur, on ne peut pas en dire autant sur le plan international. Au mois d'août, les ambassades américaines sont attaquées par des terroristes musulmans au Kenya et

en Tanzanie, et les morts sont nombreux. Quelques semaines plus tard, les Américains répliquent en frappant des bases terroristes supposées en Afghanistan et au Soudan (une usine cible, accusée de fabriquer des armes bactériologiques, produisait en fait des médicaments). Les attaques contre les ambassades sont attribuées par Bill Clinton à la mystérieuse figure d'Oussama Ben Laden, un extrémiste saoudien, dans un discours où il affirme que les États-Unis disposent de preuves « irréfutables » que d'autres attaques se préparaient contre les citoyens américains. Quand, au mois de novembre de la même année, un tribunal de Manhattan inculpe Oussama ben Laden et l'un de ses complices de 200 chefs d'accusation relatifs aux attentats contre les ambassades et d'autres attaques contre des citoyens américains, dont une tentative d'attentat à la bombe contre le World Trade Center en 1993, personne ne s'étonne de voir le Saoudien ne pas répondre à la convocation. On pense alors que Ben Laden se cache en Afghanistan sous la protection du régime des talibans, qui se sont emparés du pays au milieu des années 1990 à la faveur des guerres ayant miné le pays après le départ des Soviétiques.

Début 1999, le Kosovo est au cœur des troubles qui agitent l'ex-Yougoslavie. L'été succède au printemps et l'accord passé au mois de mars de cette année, qui a débouché sur une campagne aérienne de l'OTAN contre la Serbie (avec des appareils américains pour l'essentiel), ne semble rien produire d'autre qu'un renforcement de la détermination des Serbes et le départ massif de réfugiés du Kosovo. Les Russes s'alarment des actions de l'OTAN, opérées sans l'accord de l'ONU, et considèrent que leurs intérêts traditionnels dans la région sont bafoués. Les pertes civiles − serbes et kosovars − entraînent des protestations au sein des 19 pays de l'OTAN, tandis que le président serbe, Slobodan Milosevic, se rassure d'autant plus que Clinton a déclaré que l'OTAN n'interviendrait pas

au sol. Cette offensive a quelque chose d'inhabituel : la coercition armée d'un État européen souverain en raison de son attitude à l'égard de ses propres citoyens. Dans le même temps, plus des trois quarts du million de Kosovars qui vivaient au Kosovo fuient en Albanie ou en Macédoine, et y racontent les atrocités et les intimidations des Serbes. Il semble alors que le gouvernement de Belgrade ait l'intention délibérée d'expulser tout ou partie de la population majoritairement non serbe de la province du Kosovo. Puis vient l'incident. Agissant en se fondant sur des informations anciennes, des appareils américains bombardent par erreur l'ambassade de Chine à Belgrade, et tuent des membres de son personnel. Pékin refuse d'écouter les excuses de Clinton. En Chine, une campagne télévisée, bien orchestrée, présente l'intervention de l'OTAN comme un pur acte d'agression américain. Des groupes d'étudiants, bien structurés, attaquent bientôt les ambassades de Grande-Bretagne et des États-Unis (sans aller jusqu'aux débordements de la « Révolution culturelle »). Très opportunément, alors que le 10e anniversaire du massacre de la place Tian'anmen se profile, la colère étudiante s'exprime dans des émeutes antiétrangers.

La réalité des inquiétudes chinoises à l'égard du rôle que les États-Unis entendent jouer ne saurait être minimisée, tout comme le fait que l'implication de la Chine et de la Russie ne peut que compliquer la tâche de l'ONU en Serbie. Les Chinois sont de fervents partisans du veto au Conseil de sécurité et le tiennent pour une protection de la souveraineté des nations. Ils sont également peu enclins à regarder d'un bon œil les séparatistes du Kosovo, ayant toujours lutté contre les dangers de la fragmentation qui guettent leur propre pays. Plus fondamentalement, les Chinois perçoivent cet incident comme un moyen de réaffirmer leur rôle mondial historique et de solder les comptes du passé. Un siècle après la fin de la guerre de

l'opium, les Chinois n'ont toujours pas oublié la période où des troupes européennes et américaines assuraient l'« ordre » dans plusieurs de leurs villes. Certains d'entre eux pensent peut-être que l'envoi de troupes en Europe pour veiller au maintien de la paix constituerait une douce revanche.

En Bosnie, le refus du président des États-Unis d'engager des troupes au sol a déjà coûté à l'ONU sa crédibilité comme instrument de l'ordre international, et le Kosovo semble ruiner celle de l'OTAN. Début juin, pourtant, les dégâts des bombardements combinés aux efforts de médiation des Russes et à la pression exercée par les Britanniques, favorables à une intervention au sol, commencent à produire des effets au sein du gouvernement serbe. Ce même mois, il est décidé, après des médiations auxquelles le gouvernement russe a pris part, d'envoyer des troupes de l'OTAN au sol, dans un rôle de maintien de la paix. Les forces serbes évacuent le Kosovo et la province est occupée par l'OTAN. Les troubles sont loin d'être finis pour l'ex-Fédération de Yougoslavie. En 2006, les soldats de l'OTAN s'y trouvent toujours et une certaine incertitude règne sur le futur du Kosovo, même si la minorité serbe va en diminuant, la majorité albanaise faisant usage de la force pour assurer le contrôle de la province. À cette date, l'humeur a considérablement changé à Belgrade et l'ancien président serbe a été arrêté et remis à une nouvelle Cour de justice internationale siégeant à La Haye, qui commence à juger les responsables de crimes de guerre et de crimes contre les lois internationales.

La présidence Clinton touche à sa fin. À l'aube du XXI^{e} siècle le président américain a régulièrement affirmé la nécessité de cesser de réduire les dépenses militaires, que les limitations aux émissions de gaz industriels néfastes pour le climat ne sauraient être imposées aux Américains, et bataillé pour rassurer la Chine en normalisant ses relations économiques avec elle. La Chine

fait ainsi son entrée dans l'Organisation mondiale du commerce en 2001. George W. Bush, candidat des républicains à l'élection présidentielle, fils de George H.W. Bush, président de 1989 à 1993, battu par Clinton en 1992, met l'accent, durant sa campagne électorale victorieuse, sur la nécessité d'éviter l'engagement de troupes américaines dans des opérations de maintien de la paix à l'étranger et sur la construction d'un système de défense de missiles nucléaires pour protéger les États-Unis des actions des « États voyous ». Mais le cours de l'histoire est sinueux, fait de tendances longues et de virages inattendus, comme celui qui a lieu le 11 septembre 2001.

En ce beau matin d'automne, quatre avions de ligne volant vers leurs destinations respectives à l'intérieur des États-Unis sont détournés par des pirates de l'air originaires pour la plupart du Proche-Orient et de confession musulmane. Sans tenter, comme cela avait pu être le cas lors de détournements similaires, d'exiger une rançon ou d'expliquer leur geste, les pirates prennent le contrôle des avions et en écrasent deux sur les tours du World Trade Center, dans le sud de Manhattan, et un autre sur le bâtiment du Pentagone à Washington, cœur de la planification et de l'administration militaires des États-Unis. Le quatrième s'écrase en forêt, grâce à l'intervention héroïque de certains de ses passagers ayant cherché à reprendre le contrôle de l'appareil. Aucun des passagers, des terroristes et des membres des équipages ne survit, les dégâts causés sont immenses (surtout à New York) et 3 000 personnes meurent, dont une bonne partie ne sont pas américaines. Il apparaît aussitôt que la traque des responsables de cette immense tragédie va s'avérer ardue, mais la réaction immédiate du gouvernement américain est d'en attribuer la responsabilité aux terroristes islamiques dans leur ensemble. Le président Bush déclare une guerre mondiale contre une abstraction : le « terrorisme ». Oussama Ben Laden doit être retrouvé et présenté à la

justice. Mais, à bien des égards, la recherche des coupables n'est pas la plus immédiate des considérations. Ce qui frappe, c'est l'excitation qui s'empare de l'opinion publique internationale et le lien qui est fait entre le radicalisme musulman − et l'islam lui-même − et ces atrocités. Voilà qui a des effets potentiellement plus considérables que la terreur provoquée chez des milliers de personnes et les dégâts physiques, humains et économiques. Presque aussitôt, on observe des actes antimusulmans dans de nombreux pays.

Bientôt un cliché circule : le monde ne sera plus jamais pareil après le 11-Septembre. Il s'agit bien sûr d'une exagération. Malgré les répercussions qui s'ensuivent, de nombreux processus historiques demeurent inchangés dans de nombreuses parties du globe. Mais les effets de ces attentats sont, sans nul doute, galvanisants et rendent soudainement évidents des faits autrefois implicites. Les Américains sont naturellement choqués, et de manière considérable. Le choc ne se mesure pas seulement au ralliement de l'opinion publique derrière la qualification de « guerre » que lui donne le président alors que l'ennemi n'est pas clairement identifié, ni par le changement radical de position politique de celui qui, au début de cette même année, après une élection disputée, avait été contesté par beaucoup. Ses compatriotes ressentent une forme de colère et de sentiment d'unité proche de celle qui avait suivi l'attaque contre Pearl Harbor presque soixante ans auparavant. Cela fait pourtant vingt ans que les États-Unis sont victimes d'actes terroristes à l'étranger et sur leur sol. Mais la tragédie du 11-Septembre est d'une ampleur sans précédent et semble suggérer que d'autres atrocités sont à prévoir. Voilà pourquoi Bush décide d'opter pour la manière forte, et l'ensemble du pays se range derrière lui. Il apparaît vite qu'à l'objectif d'appréhender le mystérieux Ben Laden et de le traduire en justice s'ajoute celui d'écarter, par la force, la menace des « États voyous » dont

l’assistance au terrorisme est considérée comme avérée et essentielle. Les implications pratiques d’un tel tournant vont bien au-delà de la préparation d’un effort militaire conventionnel et débutent immédiatement par une offensive diplomatique américaine mondiale visant à obtenir soutien et assistance. Elle rencontre un succès remarquable. Les gouvernements des autres nations n’y répondent pas avec un égal enthousiasme, mais presque tous répondent de manière positive, dont la plupart des pays musulmans et, surtout, la Chine et la Russie. Le Conseil de sécurité de l’ONU exprime sans difficulté sa sympathie unanime ; les nations de l’OTAN prennent leurs responsabilités face à l’attaque d’un des membres de l’Organisation. Au cours des années qui suivent, la crainte du terrorisme islamiste prend des proportions alarmantes. Ce qui s’est déroulé a été soigneusement et intelligemment planifié, cela ne fait aucun doute. Mais on ne sait presque rien des puissances qui l’ont organisé, pas plus que de leurs ramifications et leur étendue. À première vue, l’œuvre d’un seul homme ne semble pas très plausible. Mais il n’apparaît pas plus plausible que le monde soit ainsi entré dans un « choc des civilisations », comme certains le disent alors.

La politique étrangère américaine − et tout particulièrement son soutien à Israël − a considérablement nourri l’antiaméricanisme dans les pays arabes, ce que de très nombreux Américains découvrent avec stupéfaction. On lui reproche aussi la manière dont elle a imposé sa culture capitalistique à de nombreux pays frappés par la pauvreté. Le soutien américain à de nombreux régimes corrompus s’apparente, aux yeux de l’opinion publique internationale, à une occupation militaire déguisée. Mais rien de tout cela ne saurait justifier une croisade contre les musulmans, pas plus que cela ne saurait dissimuler la variété immense de la civilisation islamique, parfois présentée comme un bloc monolithique faisant face à un

Occident tout aussi monolithique. Premier succès, le régime hostile des talibans est renversé en Afghanistan par les efforts combinés de ses adversaires indigènes et des bombardements, de la technologie et des forces spéciales des États-Unis. Fin 2001, un nouvel État afghan existe, sans ressources et dangereusement divisé entre les chefs de guerre et les enclaves tribales, dépendant du soutien des Américains et des autres forces de l'OTAN pour affronter ses ennemis. Les conséquences de la trop vague « guerre contre le terrorisme » compliquent également la situation en Palestine. Les États arabes ne font montre d'aucune volonté de cesser de soutenir les Palestiniens quand ces derniers sont attaqués par Israël au nom de la croisade contre le terrorisme international.

L'effet le plus désastreux des attentats du 11-Septembre est la décision prise par le président Bush et le Premier ministre britannique Tony Blair, son principal allié sur le plan international, d'envahir l'Irak en 2003. La première justification de cette invasion est la peur croissante, particulièrement aux États-Unis, que le régime de Saddam Hussein ne dispose d'armes de destruction massive, chimiques, bactériologiques ou nucléaires. Avant septembre 2001, il aurait été difficile d'envisager des frappes préventives contre un État souverain fondées sur des suspicions (infondées, comme on allait le voir) de détention ou d'acquisition de stocks d'armes, quel que soit le degré de sympathie que suscitait le régime. Mais, pour de nombreux Américains, les événements du 11-Septembre ont changé la donne. Ils sont prêts − au moins pour un temps − à suivre un président décidé à utiliser le sentiment d'urgence post-traumatique de sa population pour écarter d'autres menaces. Si Bush et Blair savent bien que Hussein n'a, malgré ses tirades antioccidentales, rien à voir avec les attentats du 11 septembre 2001, ils considèrent néanmoins que son régime est dangereux et doit être renversé. Malgré une forte résistance rencontrée au sein du Conseil de

sécurité de l'ONU et dans la majorité des opinions publiques dans le monde, les États-Unis et la Grande-Bretagne poussent pour l'adoption d'une résolution de l'ONU qui leur permettrait d'attaquer l'Irak. Quand il devient clair, en mars 2003, qu'aucune résolution de ce genre ne pourra être votée, les deux pays et certains alliés décident d'envahir l'Irak et de renverser le régime de Saddam Hussein sans le soutien de l'ONU.

La seconde guerre du Golfe dure vingt et un jours, en mars-avril 2003, mais va devenir un des éléments dominants des affaires du monde au cours des premières années du XXIe siècle. Elle se solde, de manière prévisible, par le renversement puis la capture, le procès et l'exécution de Saddam Hussein et la disparition de son régime. Mais elle produit également de nouvelles fissures sur le plan international, qu'il s'avère difficile de combler, et une résistance continuelle dans de nombreuses régions d'Irak contre ce qui est perçu comme une occupation étrangère. En Europe, la France, l'Allemagne et la Russie se sont opposées ouvertement à cette intervention. La Chine la condamne comme une violation des lois internationales. L'OTAN rencontre sa plus grande crise de l'après-guerre froide, en se divisant sur le bien-fondé de l'invasion ; les États-Unis se retrouvent avec les nouvelles nations d'Europe de l'Est pour seuls soutiens inconditionnels. Mais le plus grand coup est porté au concept d'un nouvel ordre mondial post-guerre froide dans lequel les discussions entre grandes puissances et les actions multilatérales auraient remplacé les confrontations directes. Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU − que Washington a fortement appuyé lors de son élection −, affirme que les actions entreprises par les États-Unis et la Grande-Bretagne sont illégales. À ses yeux, et à ceux de nombreuses personnes, le principal problème n'est pas la volonté de Bush de se débarrasser de Hussein, mais bien ce que l'on pourra désormais opposer aux autres pays qui

décideraient de se débarrasser de leurs adversaires par la force, alors que la plus grande puissance de la planète vient de montrer l'exemple par une action unilatérale.

Bush et Blair auraient pu échapper à une partie des critiques après l'invasion de l'Irak si l'occupation du pays avait été mieux préparée. Au lieu de cela, des portions entières du pays sombrent dans le chaos après l'effondrement du régime, les services publics de base cessent de fonctionner et l'économie s'effondre.

Les pillages et la criminalité débridée explosent durant les mois qui suivent le renversement du régime de Saddam Hussein. Les relations entre les différents groupes ethniques et religieux irakiens auraient été forcément difficiles à gérer pour toute autorité postHussein ; le manque de sécurité et le chaos économique contribuent à mettre le feu aux poudres. Les chiites, majoritaires et longtemps opprimés par les dirigeants majoritairement sunnites du parti Baath, se tournent vers leurs chefs religieux, dont la plupart souhaitent l'établissement d'un État islamique similaire à celui d'Iran. Dans le même temps, des révoltes éclatent dans les régions sunnites du pays, s'appuyant à la fois sur des fidèles de Saddam Hussein et, de plus en plus, sur des sunnites irakiens ou issus d'autres pays arabes. Les nouvelles autorités irakiennes − un gouvernement de coalition dominé par les chiites − continuent de dépendre du soutien militaire américain, tandis que la partie kurde, au nord du pays, crée ses propres institutions, distinctes donc de celles de Bagdad. En 1990, à la fin de la guerre froide, les États-Unis disposaient pourtant de la première hégémonie mondiale de l'histoire. Mais leurs premières tentatives s'avèrent maladroites, pour employer un doux euphémisme. Les attentats du 11-Septembre voient les États-Unis s'aliéner de nombreux alliés, en provoquant une guerre qu'ils ne peuvent gagner et dont il est impossible de s'extraire.

Aussi, peu après sa réélection en 2004, George W. Bush est-il le moins populaire de tous les présidents américains depuis que des sondages existent − à l'exception de Richard Nixon juste avant sa destitution. Si l'invasion de l'Irak ruine la présidence de George Bush et coûte sa réélection à Tony Blair, rares sont ceux qui proposent de meilleures recettes pour l'emploi de la puissance américaine dans le monde de l'après-guerre froide. Les Américains eux-mêmes sont divisés entre ceux qui considèrent que la leçon à tirer de l'Irak devrait être l'isolationnisme et les partisans du multilatéralisme ; les autres puissances de la planète, tout en critiquant régulièrement les effets des actions unilatérales des États-Unis, n'offrent pas de solution crédible en cas de crise majeure. Et, si les États-Unis ont le pouvoir de changer le cours du monde, de grandes incertitudes planent encore sur la manière dont ils pourraient l'exercer, ce que leur échec en Irak ne démontre que trop.

L'élection américaine de 2008 se transforme en répudiation des années Bush. Le candidat républicain lui-même peine à défendre le bilan du président sortant. Point remarquable de l'élection, le Parti démocrate désigne un Noir américain, Barack Obama, comme candidat. Son message consiste à redonner à l'Amérique l'espoir d'être une nation transformatrice, sur le plan intérieur comme sur le plan international. Obama rejette l'interventionnisme des années 2000 et déclare que les États-Unis sont prêts à partager le pouvoir en coopérant avec d'autres nations à l'échelle globale. Sa popularité, aux États-Unis comme à l'extérieur, se rapproche de celle de John F. Kennedy en son temps et ses magnifiques discours sont porteurs d'espoir.

Mais Obama ne parvient pourtant pas à provoquer un changement fondamental, la faute, pour beaucoup, au bilan économique de son prédécesseur, qui a affronté la pire crise économique depuis la Grande Dépression de 1930. Certaines économies ont connu de grandes périodes

d’instabilité à la fin des années 1990, durant les crises bancaires asiatiques ou la période la plus échevelée du capitalisme russe − qui a donné naissance, dans ce pays, à une nostalgie de la période soviétique et de sa stabilité. Aux États-Unis, la faillite d’Enron, l’une des principales compagnies énergétiques et celle, surtout, des deux principales compagnies de prêts hypothécaires (financées par le gouvernement) à l’été 2008 auraient dû attirer l’attention sur les dysfonctionnements des marchés financiers. Avec la fin de la guerre froide, la puissance apparemment irrésistible des marchés et de certaines des idées libérales les plus débridées a littéralement écarté tous les mécanismes de régulation. Toutes les conditions étaient réunies pour que le système s’effondre.

La crise est lancée par l’explosion d’une bulle spéculative immobilière aux États-Unis. Les banques et les acheteurs se sont comportés comme si les prix ne pouvaient que monter sans fin et comme si les taux d’intérêt allaient rester indéfiniment bas. Une légère hausse de ces derniers en 2007 amorce une chute du prix des biens immobiliers ; de nombreux propriétaires ne peuvent plus rembourser leurs prêts, sont contraints de vendre et provoquent ainsi un effondrement des prix dans tout le pays. Dans certains États, comme en Floride, ils chutent de 70 %.

Pour les banques qui avaient accordé des prêts à taux réduits, la nouvelle est déjà mauvaise. Mais la plupart d’entre elles ont, directement ou indirectement, décidé de basculer vers des prêts hypothécaires à risque (*subprime mortgages*), que les emprunteurs, sauf dans les scénarios les plus optimistes, sont dans l’incapacité de rembourser. Ce mélange de risques excessifs pris par les banques et les particuliers dans les années 2000 donne naissance à une crise financière dont les proportions dépassent toutes les autres depuis le krach de 1929. En septembre 2008, la quatrième banque américaine d’investissement, Lehman Brothers, fait faillite, avec une dette de 750 000 millions de

dollars. Si les avoirs de la banque suffisent à rembourser la majorité de la dette, son effondrement entraîne une réaction en chaîne sur les marchés financiers, qui voit la valeur de l'indice boursier américain chuter de plus de 50 % en dix-sept mois.

Le président Obama, qui débute son mandat en janvier 2009, est contraint de laisser ses priorités de côté pour affronter cette crise financière, qui menace de se transformer en dépression mondiale. Par le biais de stimuli fédéraux − en faisant tourner la planche à billets et en réduisant certaines dépenses −, les conséquences immédiates sur la société et l'industrie sont évitées. Les gouvernements des États-Unis et d'autres nations contraignent les banques les plus faibles à la recapitalisation (elles sont rachetées par l'État ou par d'autres banques). Mais la confiance dans les marchés a été fortement ébranlée et il devient de plus en plus difficile d'obtenir des crédits. Les effets de cette crise sont durables, nourris par les incertitudes des consommateurs et par le caractère imprévisible des marchés. Fin 2011, le chômage en Amérique du Nord et en Europe demeure élevé : 20 % en Espagne, 15 % en Irlande et 9 % aux États-Unis − des niveaux inférieurs à ceux de la Grande Dépression mais le signe d'une récession d'une durée et d'une profondeur importantes.

Certains se demandent si cette crise n'est pas tout simplement née des faiblesses structurelles du capitalisme ou d'une perte de puissance économique et politique de l'Occident. Ce qui est certain, c'est que le manque de régulation et le goût du risque − pour les autres − ont produit une crise d'une grande magnitude, que la plupart des habitants de la planète tiennent pour exceptionnelle.

En Europe, le tremblement de terre politique est immense ; la crise des dettes publiques provoque la chute du gouvernement en Irlande et en Grèce, et pour certains analystes la survie même de l'euro est en jeu. Le

gouvernement travailliste britannique est remplacé en 2010 par une coalition instable de conservateurs et de libéraux démocrates qui se lance dans le plus grand programme d'austérité depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Mais, si les peuples d'Europe blâment leurs gouvernements, ils blâment davantage encore les banquiers. La spéculation irréfléchie et l'irresponsabilité de ces derniers sont tenues pour la principale cause de la crise. Quelques-uns en viennent à se demander si le degré de complexité de la finance internationale peut encore permettre à qui que ce soit d'y voir clair. Le cerveau humain n'a pas été développé pour décrypter des algorithmes boursiers (même le grand mathématicien arabe Al-Khwârizmî en serait resté déconcerté).

Ceux qui tiennent la crise pour le symptôme d'une tendance ancienne, celle de la bascule du pouvoir de l'Occident vers l'Asie, semblent avoir raison. La Chine sort moins affectée de la crise que l'Occident, et le grand tremblement de terre suivi d'un tsunami qui fait au moins 16 000 morts au Japon en 2011 a davantage d'effets sur les économies asiatiques que la crise qui s'est emparée du reste du globe. L'Europe et l'Amérique du Nord vivent, dit-on, au-dessus de leurs moyens ; leurs économies sont de moins en moins compétitives comparées à celles des pays asiatiques et leurs dettes les encombrent. S'il y a là quelque vérité, il serait trop simple d'y voir les raisons principales de la crise de 2008 et de tirer des conclusions hâtives sur ses conséquences. Le monde est bien trop interconnecté pour qu'une crise dans une partie du monde ne fasse pas sentir ses effets ailleurs. L'Asie peut bien progresser à grands pas, elle ne peut désormais que subir frontalement les événements qui se produisent ailleurs sur la planète.

Les interconnexions du monde moderne sont parfaitement illustrées par les événements du printemps 2011, qui voient de grands changements dans

les pays arabes. Comme la plupart des révolutions, ils débutent par un événement presque insignifiant. À Sidi-Bouzid, petite ville tunisienne aux portes du désert, un jeune vendeur de légumes s'immole par le feu pour protester contre la confiscation, par les autorités locales, de son étal et contre les violences qu'elles lui font subir quand il a l'audace de protester. La mort atroce de Mohammed Bouazizi provoque des manifestations à travers la ville. Elles s'étendent à d'autres cités. Fin janvier, le dictateur tunisien, au pouvoir depuis vingt-trois ans, doit s'enfuir. Les responsables de son exil forcé introduisent alors des réformes démocratiques comme le monde arabe n'en a jamais connues.

Ce « Printemps arabe » se transforme bientôt en une protestation collective contre les dictatures, les violations des droits de l'homme, la corruption, le déclin économique, le chômage des jeunes et la pauvreté rampante qui touchent tous les pays arabes. La manière dont il a débuté en dit long : c'est avant tout une protestation contre l'indignité des conditions de vie de la jeunesse. Ses armes sont, pour l'essentiel, des manifestations pacifiques. Mais, quand les dictateurs résistent aux changements, la rébellion éclate. En Égypte, le plus peuplé des pays de la région, tenu par de nombreux Arabes comme le centre de leur culture, le président Moubarak est écarté du pouvoir en février 2011, après trente années de règne, par des jeunes gens occupant la principale place du Caire. La contagion gagne. Au Yémen, le président est contraint de démissionner. Au Maroc et en Jordanie, les souverains doivent accepter l'introduction progressive de la démocratie. En Libye, Mouammar Kadhafi, le plus vieux dictateur du monde arabe en exercice, se trompe à tel point sur l'état de l'opinion publique de son pays qu'il n'est pas seulement chassé du pouvoir, mais pourchassé et abattu sommairement en octobre 2011.

Ce dernier changement ne se produit qu'au bout de mois de combats et après que l'OTAN est intervenu militairement du côté des rebelles. Cette intervention est accueillie favorablement par la plupart des Libyens, mais s'effectue aussi à la demande de la Ligue arabe. Rien ne saurait mieux résumer l'énormité de ce qui est alors en train de se produire : après une décennie passée à redouter les effets de l'islamisme, l'Occident intervient en Libye aux côtés de rebelles − dont certains sont des islamistes − contre un dictateur qui, vers la fin de sa vie, avait commencé à coopérer avec l'Ouest pour lutter contre le « terrorisme ». Tandis que le président Obama organise le repli des troupes américaines d'Afghanistan et d'Irak (essentiellement en raison de leur coût pour les États-Unis), le spectre politique du monde arabe semble évoluer à grande vitesse. Ben Laden, dirigeant du groupe terroriste ayant organisé les attentats du 11-Septembre, est tué lors d'un assaut des forces spéciales américaines au Pakistan en mai 2011, tandis que des millions de jeunes Arabes descendent dans la rue pour réclamer la démocratie et le respect des individus. Les mouvements de l'histoire sont parfois difficiles à anticiper.

Certains problèmes demeurent encore plus insolubles que ceux posés par la stagnation du monde arabe. En Haïti, l'île où Christophe Colomb avait créé la première colonie européenne en Amérique, un séisme dévastateur frappe en 2010, qui détruit la majeure partie de la capitale et les régions environnantes. Près de 250 000 personnes trouvent la mort. Au contraire du Japon, les efforts entrepris pour la reconstruction ne changent rien à la situation de la population haïtienne, malgré l'octroi de près de 2 milliards de dollars par les seules organisations humanitaires américaines. Si le séisme place pour la première fois Haïti à la une des journaux du monde entier, ses problèmes n'ont rien de neuf. Haïti est le pays le plus pauvre de l'hémisphère Nord, avec un PIB par habitant de

667 dollars. Ses élites préfèrent vivre aux États-Unis, à moins de deux heures d'avion, où le PIB par habitant est de 47 000 dollars. Le billet, en classe économique, avoisine les 300 dollars, la moitié du revenu moyen annuel.

Les principaux problèmes d'Haïti sont une pauvreté endémique et une grande inégalité sociale. La première raison de cette pauvreté est le manque d'éducation et d'infrastructures. La stagnation politique joue également un rôle, mais est-elle le produit de la corruption ou est-ce l'inverse, voilà qui est difficile à dire. Ce qui l'est moins, c'est que toute l'aide du monde ne peut régler ses problèmes. Une telle transformation, ici comme ailleurs, ne peut venir que de l'intérieur. Comment briser le cercle de la misère ? La question est délicate, surtout dans un pays où les maladies dues à la pauvreté sont répandues et où le taux de mortalité infantile atteint 90 ‰ (contre 5 ‰ au Canada). Haïti continue donc de stagner, sous la présidence d'une ancienne star de la musique, Michel Martelly, connu sous le nom de « Sweet Micky ». Ses problèmes ne sont pas près de disparaître. Parfois, l'histoire semble marquer le pas au moment où l'humanité aurait le plus besoin de changement. Mais s'il est une leçon à tirer de l'histoire, c'est que la possibilité de changement est toujours présente, même aux moments ou dans les lieux les plus sombres.

XX
Une histoire globale

L'histoire racontée dans cet ouvrage n'a pas de fin. Une histoire du monde, si dramatique et chaotique qu'elle soit, ne saurait s'arrêter à des frontières chronologiques définies. Cesser sa narration quelques années avant la date de l'écriture de cet ouvrage est un choix purement formel ; il ne nous dit pas grand-chose du futur des processus historiques en cours et semble coupé à mi-parcours. L'histoire pouvant être résumée à ce qu'une époque donnée pense de celles qui l'ont précédée, les événements récents auront nécessairement une signification nouvelle dans les années à venir et les tendances actuelles perdront de leur clarté. Dans quelques mois seulement, l'importance accordée dans cet ouvrage à certains événements pourra paraître excentrique, au vu de la vitesse avec laquelle le monde bouge. Il est toujours difficile de mettre les événements en perspective.

Cela ne veut pourtant pas dire que l'histoire se résume à une succession d'événements et de faits qui seraient constamment redistribués, comme les images d'un kaléidoscope. Des tendances et des forces établies ont opéré sur de longues périodes et dans de vastes régions. Sur le long terme, trois tendances interconnectées émergent : l'accélération progressive des changements, l'unification croissante des expériences humaines et l'accroissement de la capacité de l'homme à maîtriser son environnement. Au XXI^{e} siècle, pour la première fois, ces trois tendances font apparaître une histoire mondiale unifiée. L'expression « monde unique » demeure encore un cliché, malgré l'idéalisme de ceux qui l'ont popularisée. Les

conflits et les tensions abondent et aucun siècle ne fut plus violent que le XX^{e} siècle. Les politiques qui l'ont caractérisé se sont avérées aussi coûteuses que dangereuses, quand bien même elles ne débouchaient pas sur des conflits déclarés, comme la guerre froide l'a démontré. Aujourd'hui, de nouvelles divisions apparaissent. Les Nations unies sont toujours fondées, ironiquement (mais peut-être moins qu'il y a cinquante ans), sur l'idée que la surface du globe est répartie en territoires appartenant à près de 200 États souverains. Les atrocités commises dans les Balkans, en Birmanie ou au Rwanda peuvent se reproduire. L'aplomb avec lequel de nombreuses personnes continuent d'avancer l'idée d'un choc des civilisations entre l'Occident et le monde musulman est pour le moins déroutant ; ce concept simpliste est taillé en pièces par les seules divisions ethniques d'un pays aussi musulman que peut l'être l'Afghanistan.

D'autres exemples du même type abondent. Car, loin d'être formée de deux blocs antagonistes, l'humanité a bien davantage de caractéristiques communes qu'autrefois. Une unification rampante s'empare de l'espèce humaine. Le calendrier chrétien a été adopté par la quasi-intégralité des gouvernements du monde comme outil de travail. La modernisation implique une similarité croissante des objectifs. Les chocs de cultures sont fréquents, mais moins que par le passé. Ce qui est partagé est aujourd'hui au cœur même de la vie quotidienne de millions de personnes ; si une société peut se définir comme un agglomérat de références communes, alors notre monde est bien plus unitaire qu'auparavant, même si, paradoxalement, chacun peut ressentir de manière plus accrue ce qui le distingue des autres dans sa vie de tous les jours. Pourtant, quand ceux qui vivaient dans des villages voisins parlaient des dialectes très différents, quand, durant toute leur vie, la plupart des gens ne s'aventuraient que rarement à plus de 20 kilomètres de leur lieu de

naissance, quand même leurs vêtements et leurs outils, par leur forme et leur destination, en disaient long sur leurs différences en matière de technologie, de style et d'habitude ; le monde était à de nombreux égards bien plus clivé qu'aujourd'hui.

Les grandes divisions physiques, ethniques et linguistiques du passé étaient bien plus difficiles à surmonter que leurs équivalents actuels. Cela s'explique par l'amélioration des communications, l'usage de l'anglais comme *lingua franca* globale au sein des élites, l'éducation de masse, la production de masse d'objets de première nécessité, et ainsi de suite. Un voyageur peut encore rencontrer des accoutrements exotiques dans certains pays, mais de plus en plus d'habitants du globe s'habillent de la même manière. Les kilts, les caftans et les kimonos sont devenus des souvenirs pour touristes ou des reliques d'un passé révolu, tandis qu'en certains lieux le port du costume traditionnel est perçu comme un signe de pauvreté et d'arriération. Les efforts entrepris par certains régimes nationalistes ou conservateurs pour s'accrocher à des symboles du passé confirment cette tendance. Si les révolutionnaires iraniens ont ordonné le port du voile pour les femmes, c'est qu'ils considéraient que les influences du monde extérieur avaient des effets corrosifs sur la morale et leur propre vision de la tradition. Inversement, Pierre le Grand avait ordonné à ses courtisans de s'habiller à la mode occidentale et Atatürk a interdit le port du fez en Turquie, autant de signes annonçant un changement de cap vers une culture progressiste et avancée, et un pas symbolique vers un nouveau futur.

Mais la base même de ces expériences partagées n'est que la conséquence secondaire d'un changement plus conscient. Voilà sans doute pourquoi les historiens ont tendance à les négliger. Pourtant, en un temps assez bref, des millions d'hommes et de femmes de différentes cultures ont été, à des degrés divers, libérés, par exemple, des effets

des différences climatiques grâce à l'électricité, l'air conditionné et la médecine. Dans toutes les villes du monde, l'éclairage public et les feux de signalisation sont tenus pour des acquis, des policiers sont présents au coin des rues et les transactions s'effectuent de la même manière, dans les banques et les supermarchés. La majorité des mêmes produits peuvent y être achetés (on trouve des bûches de Noël au Japon et des Bentô en France). Les hommes et femmes ne parlant pas le même langage utilisent les mêmes machines dans différents pays. Partout, les automobiles sont une nuisance. Les régions rurales peuvent, çà et là, échapper à certains des aspects de la vie moderne, mais pas les grandes villes, qui pour la première fois dans l'histoire de l'humanité regroupent davantage de personnes que les zones rurales. Mais des millions de citadins partagent également la même expérience de la misère, de la précarité et des privations. Quelle que soit leur culture, musulmane, chrétienne ou hindouiste, qu'elles abritent des mosquées, des temples ou des églises, les villes du Caire, de Calcutta et de Rio offrent au regard la même misère (et, pour une infime partie de leurs habitants, la même opulence). D'autres malheurs sont plus communément partagés. Le mélange des populations rendu possible par les moyens de transport modernes permet aux maladies de se répandre bien davantage qu'auparavant ; le sida touche ainsi presque tous les continents (sauf peut-être l'Antarctique) et l'on estime qu'il tue 6 000 personnes par jour.

Il y a quelques siècles, un promeneur qui aurait voyagé de la Rome impériale à Luoyang, capitale des Han, aurait trouvé bien plus de contrastes entre elles qu'un voyageur moderne. Les riches et les pauvres auraient porté des vêtements de coupes différentes et dans des matières qui ne lui étaient pas connues ; la nourriture qu'on lui aurait proposée lui aurait été inhabituelle ; il aurait croisé des animaux inconnus dans les rues, des soldats pourvus

d’armes et d’armures différentes de celles qui lui étaient familières. Même les brouettes avaient une apparence différente. Un Européen ou un Américain d’aujourd’hui qui visite Pékin ou Shanghai ne rencontrera pas grand-chose d’inhabituel dans un pays pourtant profondément conservateur à bien des égards. S’il choisit de manger chinois (et il n’y est pas obligé), la nourriture lui apparaîtra particulière, mais un avion de ligne chinois ressemble à n’importe quel avion de ligne et les femmes chinoises portent elles aussi des bas résille. Il n’y a pourtant pas si longtemps, les jonques qui parcouraient la mer de Chine avaient quelque chose de très exotique et de très différent des caravelles européennes de la même époque. Des réalités matérielles communes repoussent les barrières mentales et écartent les idées préconçues. Des musiciens populaires font aujourd’hui des tournées mondiales, comme les troubadours parcouraient l’Europe médiévale − mais dans des conditions matérielles supérieures aux leurs. Les jeunes gens sont particulièrement enclins à abandonner leurs habitudes pour adopter les goûts d’autres jeunes, qui souvent disposent d’un peu d’argent de poche − ils sont des centaines de millions. Les mêmes films, doublés ou sous-titrés, sont regardés sur les écrans de toutes les télévisions du monde qui vendent les mêmes fantasmes et les mêmes rêves. À un niveau différent, et plus conscient, le langage de la démocratie et des droits de l’homme est mobilisé pour véhiculer la vision occidentale d’une société bien ordonnée. Quelles que soient les intentions des gouvernements et des grands médias, ils sentent qu’il est de leur devoir de se présenter comme les promoteurs d’une certaine vision de la démocratie, de la loi, des droits de l’homme, de l’égalité entre les sexes et ainsi de suite. Cela n’empêche pas des abus infâmes, l’hypocrisie ou le désaccord moral ni le rejet par des cultures qui refusent ce qu’elles considèrent comme une attaque menée contre leurs traditions et leurs sensibilités.

Certes, des millions de personnes continuent de vivre dans des villages et de lutter pour survivre au sein de communautés très conservatrices, avec des outils et des méthodes traditionnels, tandis que les inégalités criantes entre riches et pauvres dépassent de loin ce qu'elles ont pu être par le passé. Les riches sont aujourd'hui plus riches qu'ils ne l'ont jamais été, et ils sont plus nombreux, alors que toutes les sociétés de l'an mil étaient pauvres au vu des standards modernes. Leurs membres étaient donc, à cet égard au moins, plus proches les uns des autres qu'ils ne le sont aujourd'hui. La difficulté à gagner son pain quotidien et la fragilité de la vie humaine face aux forces mystérieuses et implacables qui la fauchaient comme du blé mûr étaient des expériences communes pour tous les hommes, toutes les femmes, quelles que soient leurs langues ou leur credo. La majeure partie de l'espèce humaine vit désormais dans des pays où le PIB moyen par habitant s'élève à plus de 3 000 dollars par an − au-dessus, donc, de ce que les Nations unies considèrent comme celui des « pays à revenu moyen ». Mais la majorité des habitants de ces pays gagnent souvent moins de 10 % de cette somme, et des différences colossales peuvent exister même entre les pauvres. De telles disparités sont les créations récentes d'une période historique brève ; nous ne devrions pas nous imaginer qu'elles vont durer indéfiniment, sans pour autant imaginer qu'elles pourraient disparaître du jour au lendemain.

Les élites et les classes dirigeantes, même au sein des pays les plus pauvres, ont durant près d'un siècle tenu la modernisation pour un moyen de sortir de l'ornière. Leurs aspirations semblent confirmer l'influence omniprésente d'une civilisation d'origine européenne. Certains ont affirmé que la modernisation n'était qu'une affaire de technologie, et que les croyances, institutions et attitudes demeurent des déterminants plus importants pour le

comportement social. Nous savons tous pourtant combien les expériences matérielles façonnent les cultures.

Des idées fortes, des institutions, des techniques et des objets se sont déjà largement répandus. Quels que puissent être les effets pratiques de documents tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU, le simple fait de les avoir élaborés, puis de les avoir ratifiés, constitue un message fort, quand bien même certains de leurs signataires n'avaient aucune intention de les respecter. De tels principes dérivent immanquablement de la tradition européenne. Que nous considérions cette tradition comme prédatrice, brutale, oppressive et cupide ou bien humaine, profitable et en constante amélioration, n'a finalement guère de sens. Les civilisations des Aztèques et des Mayas n'ont pas résisté aux assauts des Espagnols : ces faits ne sont ni admirables ni répugnants. Ils ne sont que le reflet d'une simple réalité : l'Europe a façonné l'ancien monde pour donner naissance à celui d'aujourd'hui.

Certaines idées venues d'Europe font l'objet de mépris et de grandes résistances. Les femmes continuent à ne pas être traitées de la même manière − et la notion de bien ou de mal n'a pas de sens en l'espèce − dans les pays chrétiens et les pays musulmans ; mais elles ne sont pas non plus traitées de la même manière dans chacune des sociétés musulmanes du globe et pas davantage dans les sociétés dites « occidentales ». Les Indiens continuent de s'appuyer sur l'astrologie pour fixer la date d'un mariage, tandis que les Britanniques considèrent que les horaires de trains ou les prévisions météorologiques sont des outils « scientifiques ». Des traditions différentes donnent aussi naissance à un usage différent des mêmes outils. Le capitalisme japonais ne s'est pas développé de la même manière que le capitalisme britannique, ce qui s'explique par les différences entre ces deux nations partageant pourtant le point commun d'être insulaires et d'avoir

résisté aux invasions. Mais aucune tradition n'a montré autant de vivacité et d'attrait au sein des cultures étrangères que la tradition européenne ; elle est sans égale en la matière.

Même ses manifestations les plus grossières − sa rapacité et sa cupidité − le démontrent. Des sociétés autrefois ancrées dans la valeur supérieure du monde spirituel et axées sur l'amélioration de soi se sont emparées de l'idée que l'amélioration illimitée de leur bien-être matériel serait un objectif valable. L'idée même que le changement est possible pour peu qu'on le désire est profondément subversive, tout comme la notion d'une route vers le bonheur. De nombreuses personnes constatent que les choses ont changé au cours de leur existence et considèrent que les changements qui vont suivre seront nécessairement positifs. L'idée aussi répandue qu'inconditionnelle selon laquelle les problèmes humains sont nécessairement gérables, voire remédiables, est un bouleversement psychologique sans précédent ; son avènement n'était pas franchement prévisible, et encore moins établi, même en Europe, quelques siècles auparavant. Si, durant la majeure partie de leur existence, des millions d'êtres humains continuent de considérer le futur avec un mélange de craintes et d'appréhensions − quand ils sont en mesure d'y penser, et qu'ils ne sont pas tenaillés par la misère −, de plus en plus de personnes ne connaissent pas la faim, et ne risquent pas de la connaître. Un nombre croissant d'hommes et de femmes considèrent comme acquis qu'ils ne manqueront jamais du nécessaire. Une grande partie de l'humanité continue de penser que ses conditions de vie vont nécessairement s'améliorer, et l'autre pense qu'elles le devraient.

Ce changement de point de vue est naturellement plus frappant dans les sociétés les plus riches, qui consomment désormais une part bien plus grande des ressources de la planète, ce que seuls les plus fortunés pouvaient se

permettre quelques décennies auparavant. La majorité des habitants du monde occidental sont, en ce sens, riches, malgré les nombreux déshérités et prolétaires. Il y a deux cents ans, un Anglais moyen n'aurait que rarement eu l'occasion de s'éloigner de plus de quelques kilomètres de son lieu de naissance, sur ses deux pieds naturellement ; il y a cent cinquante ans de cela, il ne bénéficiait pas forcément d'un approvisionnement fiable en eau potable. Il y a un siècle, il avait de fortes probabilités de périr ou de finir estropié par suite d'un accident domestique ou des effets d'une maladie pour laquelle il n'existait pas de traitement connu ou dont, s'il en existait un, il n'aurait pu bénéficier. Ce qui constituait leur quotidien alimentaire et peinait à les rassasier (sans parler de son caractère répétitif et peu appétissant) n'est plus guère aujourd'hui que le quotidien des plus pauvres des plus pauvres. Ils pouvaient également s'attendre, à partir de cinquante ou soixante ans (pour peu qu'ils atteignent cet âge vénérable), à une existence difficile et misérable. Il en allait de même pour la plupart des Européens, des Américains du Nord, des Australiens ou des Japonais. Aujourd'hui, des millions d'individus parmi les plus pauvres peuvent espérer voir leurs conditions de vie s'améliorer un jour.

Surtout, nombreux sont ceux qui pensent que pareil changement est souhaitable, et doit être promu et obtenu. Les politiciens en font la constante promotion et il ne fait plus de doute que les peuples et les gouvernements croient implicitement que la majorité des problèmes spécifiques de leur existence, ou des sociétés dans lesquelles ils vivent, peuvent être résolus. D'autres vont encore plus loin et considèrent qu'ils vont disparaître, ce qui, logiquement, ne devrait pas être tenu pour acquis. Nous pourrions être à l'aube de l'épuisement des énergies fossiles et des ressources illimitées en eau. Nous pourrions également nous montrer sceptiques devant l'idée que la transformation du monde ne peut avoir que des

conséquences positives pour l'humanité, quand on songe aux expériences malheureuses d'ingénierie sociale du XX^{e} siècle, aux superstitions, au sectarisme, à l'intransigeance morale et aux loyautés tribales qui sont aujourd'hui encore cause de tant de drames et de sang versé.

Quoi qu'il en soit, la plupart des êtres humains se comportent comme si tous leurs problèmes étaient par principe solubles ou remédiables. Il s'agit d'une révolution dans les comportements. Il ne fait aucun doute que ses origines sont anciennes, remontent aux temps préhistoriques, quand les ancêtres des humains commencèrent à manipuler le feu ou à aiguiser un silex de la manière qui leur convenait. L'idée qu'une telle manipulation soit possible a pris corps bien plus récemment, et le plus souvent grâce à la perspicacité d'une minorité d'individus, dans des périodes cruciales et des zones culturelles précises. Mais cette idée est aujourd'hui courante et a partout triomphé. Nous tenons désormais pour acquise l'idée que, partout, des individus vont nécessairement se demander pourquoi les choses demeurent telles qu'elles sont alors qu'elles pourraient manifestement fonctionner mieux ; voilà un changement historique majeur.

C'est dans le monde matériel que ce changement est le plus visible, grâce aux nombreuses améliorations obtenues dans ce domaine. La science en a fourni les outils. Elle semble en offrir toujours davantage. Une ère s'ouvre, pleine de promesses et de menaces : nous disposons de moyens de manipuler la nature plus profondément qu'auparavant (par le biais du génie génétique, par exemple). Peut-être sommes-nous à l'aube d'un monde dans lequel les individus seront capables de commander leur futur comme un menu dans un restaurant. Il devient désormais concevable de modifier le patrimoine génétique d'un enfant à naître ou de changer de vie tant les

connaissances sont désormais presque universellement accessibles grâce aux progrès des technologies de l'information, qui permettent même de créer des réalités virtuelles plus parfaites que le réel. Il est possible que les individus soient en mesure de mener une existence plus consciente, s'ils le souhaitent, dans des mondes qu'ils auront construits, plutôt que dans ceux offerts par les expériences sensorielles traditionnelles.

De telles spéculations peuvent donner le tournis. Elles suggèrent également de grands désordres et glissements. Plutôt que de s'inquiéter de ce qui pourrait, ou non, se produire, il est préférable de s'appuyer sur l'histoire, sur ce qui a déjà changé la vie des hommes par le passé. L'amélioration des conditions de vie des humains a ainsi transformé la politique, en modifiant non seulement les attentes, mais également l'environnement dans lequel les politiciens prenaient leurs décisions, la manière dont les institutions opéraient et la répartition des pouvoirs dans la société. Rares sont les sociétés au sein desquelles les religions exercent encore leur ancienne emprise. La science n'a pas seulement considérablement élargi le contenu de la boîte à outils de l'humanité pour faire face à la nature, elle a également changé, pour tout un chacun, des éléments que tous tenaient pour acquis. Au cours du siècle écoulé, elle a provoqué un accroissement majeur de la population mondiale, des changements fondamentaux dans les relations internationales, la croissance et le déclin de secteurs entiers de l'économie mondiale, et l'interconnexion du monde par le biais de communications quasi instantanées, pour ne citer que quelques changements frappants. Et, malgré les avancées plus ou moins grandes de la démocratie sur le plan politique, la science a considérablement libéré les individus sur le plan pratique. Les progrès scientifiques se sont matérialisés dans des améliorations technologiques, qui se sont par suite répandues sur toute la surface du globe.

Les élites intellectuelles des sociétés les plus développées ont fait preuve, jusque dans les années 1960, d'une confiance absolue dans la capacité de l'espèce humaine à contrôler le monde par le biais de la science et de la technologie (plutôt que par la magie ou la religion), pour satisfaire les besoins de tous. Une telle foi apparaît désormais bien présomptueuse.

Nous en savons aujourd'hui bien davantage sur la fragilité de notre environnement naturel et sa tendance à évoluer vers le pire. Nous avons récemment pris conscience que les bénéfices apparents de la manipulation de la nature ne sont pas sans coûts. Certains pourraient avoir des conséquences désastreuses et profondes, dans la mesure où nous ne disposons pas du savoir-faire ni des structures politiques et sociales pour nous assurer que l'humanité fera un bon usage de ces connaissances. La contestation des politiques publiques n'a que récemment mis en lumière une partie des problèmes ainsi soulevés, dont la plupart peuvent être qualifiés d'« environnementaux » : pollution, érosion des sols, amenuisement des ressources en eau, extinction des espèces et déforestation, pour citer les principaux.

Cette prise de conscience est évidente au vu de l'attention portée ces dernières années au « réchauffement climatique » − la hausse des températures moyennes à la surface du globe −, que l'on tient pour provoqué par des changements dans l'atmosphère et la stratosphère affectant la vitesse de dispersion de la chaleur. Ce fait même a été longtemps l'objet de disputes, mais, en 1990, une conférence des Nations unies à Genève concède que le réchauffement climatique est un danger croissant dû, pour l'essentiel, à l'accumulation de gaz produits par l'homme dans l'atmosphère. Depuis un siècle, cette accumulation a entraîné une augmentation significative de la température, et le climat change plus rapidement qu'il n'a jamais changé depuis le dernier âge glaciaire. Le consensus actuel établit

les actions humaines comme principales contributrices à cet état de fait.

Des débats continuent sur le rythme auquel de nouvelles hausses de température pourraient se produire et sur leurs possibles conséquences (comme la montée des eaux), tandis que des travaux visant à établir une convention sur le changement climatique dû à l'homme ont abouti en 1992. Leur principal objectif est de stabiliser les niveaux d'émissions de façon à ce qu'en 2000 ils atteignent le niveau de 1990. À Kyoto, en 1997, cette convention débouche sur un accord portant sur les « gaz à effet de serre » ; il impose des niveaux de réduction des émissions et un calendrier pesant pour l'essentiel sur les pays développés. Jusqu'ici, 191 pays ont ratifié ce protocole, ce qui donne quelques raisons d'espérer. Mais les États-Unis s'y refusent toujours et l'objectif actuel des signataires est bien modeste : maintenir un réchauffement climatique moyen inférieur à 2°C. Pourtant, les signes des effets désastreux des changements climatiques provoqués par l'homme se multiplient et des tentatives sont déjà entreprises pour trouver des réponses légales aux dégâts provoqués par les inondations. Tout porte à croire que la situation va encore se dégrader avant de s'améliorer de nouveau, et qu'un accord ne peut qu'être trouvé un jour. La confiance de l'humanité à l'égard de la science est après tout fondée sur de réels succès, et non des illusions. Si cette confiance doit être désormais relativisée, c'est aussi que la science nous a donné davantage de moyens de saisir ses propres implications. Il est donc raisonnable de dire que si l'humanité a sans doute produit de nombreux changements irréversibles depuis qu'elle a chassé les gros mammifères de leur habitat préhistorique et si, par voie de conséquence, de graves problèmes se posent aujourd'hui, la boîte à outils est loin d'avoir été entièrement utilisée. L'humanité a dû faire face aux défis des âges glaciaires avec bien moins de ressources, tant technologiques

qu’intellectuelles, qu’elle n’affronte le changement climatique aujourd’hui. Si les interférences avec la nature ont entraîné l’apparition de nouvelles bactéries mutantes et résistantes aux traitements, les recherches pour en venir à bout vont se poursuivre. Surtout, si de nouvelles preuves et de nouvelles considérations devaient obliger l’humanité à abandonner l’hypothèse que le réchauffement climatique est un phénomène majoritairement dû à l’homme − s’il était par exemple possible que des forces naturelles dépassant toute possibilité de contrôle ou de manipulation humaine, comme celles ayant produit les grands âges glaciaires de la préhistoire, soient en fait à l’œuvre −, la science s’appliquerait à y faire face.

Même les changements irréversibles ne devraient pas provoquer une perte de confiance dans la capacité de la race humaine à se sortir des difficultés sur le long terme. Si certaines possibilités nous sont peut-être définitivement inaccessibles, l’arène dans laquelle le choix humain est exercé − l’histoire elle-même − ne disparaîtra qu’avec l’extinction de l’espèce humaine. Un tel événement, provoqué par un désastre naturel, indépendant des actions humaines, est parfaitement possible, mais spéculer sur un tel événement n’a de sens que dans une catégorie limitée de situations (une collision entre la Terre et un énorme astéroïde, par exemple). L’être humain demeure un animal réfléchi, capable de produire des outils, et nous sommes loin d’avoir dit notre dernier mot. Comme un scientifique l’a bien résumé, du point de vue des autres organismes l’humanité s’apparente, depuis ses débuts, à une épidémie. Quoi qu’elle ait pu faire subir aux autres espèces, le nombre et la durée de vie des êtres humains démontrent que le pouvoir de manipuler la nature a jusqu’ici engendré plus de bien que de mal pour la majorité de l’espèce humaine. Cela demeure vrai, quand bien même la science et la technologie ont créé des problèmes plus rapidement qu’elles ne leur ont trouvé de solutions. Les modes de

pensée et les mythes issus de la tradition historique du libéralisme européen se sont imperceptiblement diffusés dans les autres cultures, ainsi que sa vision optimiste de la politique. Le prix social de l'adaptation de ces sociétés peut être lourd à payer ; une réponse efficace au réchauffement climatique verra nécessairement le jour, mais risque fort de se faire au prix de grandes souffrances et d'une coercition. La confiance en notre capacité collective à trouver des solutions politiques aux problèmes demeure élevée, à en juger par l'adoption de plus en plus grande de différentes formes de participation politique. Les républiques existent aujourd'hui partout, et presque tout le monde parle le langage de la démocratie et des droits de l'homme. Des efforts sont déployés pour rationaliser les modes de gouvernement et d'administration, et pour reproduire les modèles d'institution ayant démontré leur validité dans les pays de tradition européenne. Les hommes noirs qui manifestaient bruyamment contre des sociétés dominées par les Blancs souhaitaient accéder à un idéal de droits humains et de dignité progressivement élaboré par des Européens. Rares sont les cultures, si tant est qu'il en existe, capables de résister à une tradition si énergique : la Chine elle-même s'est prosternée devant Marx et la science, bien avant de le faire devant le marché. Certaines ont mieux résisté que d'autres, mais presque partout les particularismes des autres grandes cultures politiques ont été plus ou moins sapés. Quand les modernisateurs ont tenté de faire le tri dans le modèle politique occidental dominant, ils l'ont fait avec les plus grandes difficultés. Il est possible, à un certain prix, d'opérer une modernisation sélective, mais elle s'offre généralement comme un tout, dont certaines parties peuvent ne pas convenir à ses récipiendaires. Pour les sceptiques, les meilleures preuves des effets ambigus de l'accroissement de l'uniformisation des cultures politiques sont offertes par la vigueur jamais démentie du nationalisme, dont le succès s'est étendu sur

presque toute la surface du globe au cours du siècle écoulé. La plus internationale des organisations s'appelle les Nations unies, et celle qui la précédait s'appelait la Société des Nations. Les anciens empires coloniaux ont explosé en une myriade de nouvelles nations. De nombreux États nationaux doivent justifier leur existence face à des minorités, qui se définissent également comme des nations et réclament le droit de faire sécession et de se diriger elles-mêmes. Quand ces minorités souhaitent la disparition de l'État qui les englobe − comme certains Basques, Kurdes ou Tibétains −, elles évoquent un nationalisme inachevé. La nation semble particulièrement en mesure de satisfaire des soifs que d'autres intoxicants idéologiques ne peuvent rassasier ; elle a donné naissance au sens moderne de communauté, effaçant les classes et les religions, donnant à ceux de ses membres qui se sentent égarés dans un monde moderne où les autres liens ont disparu, un sentiment d'appartenance.

Une fois encore, quelle que soit la vision que l'on puisse avoir, croissante ou décroissante, de l'État en tant qu'institution ou de l'idée du nationalisme, la politique internationale est pour l'essentiel organisée autour de concepts d'origine européenne, pour brouillés ou modifiés qu'ils puissent être, tout comme la vie intellectuelle est de plus en plus organisée autour de la science originaire d'Europe. Indéniablement, comme nous l'avons déjà vu par le passé, les transferts culturels peuvent entraîner des changements imprévisibles et avoir des conséquences surprenantes. Des notions telles que l'État ou le droit de chaque individu à s'exprimer ont produit des effets allant bien au-delà des intentions de celles et ceux qui les avaient propagées, car ils ou elles les tenaient pour le fondement même de leur succès. L'introduction de nouvelles machines, la construction de routes et de chemins de fer et l'ouverture de mines, l'apparition des banques et des journaux ont transformé les sociétés d'une manière que

personne n’avait envisagée ni même souhaitée. La télévision poursuit ce processus désormais irréversible. Dès que des méthodes nouvelles et parfois disparates sont adoptées en un nouveau lieu, une évolution incontrôlable s’enclenche.

Il est possible que des idées et des technologies nées pour la plupart en Europe finissent par trouver une application universelle dans les mains et les cerveaux de personnes issues de différentes cultures. Une bonne partie des informations dont nous disposons aujourd’hui tendent à confirmer cette possibilité, au moins dans quelques domaines. Le fait dominant des cinquante dernières années semble être le transfert progressif de richesse et de pouvoir de l’Occident vers l’Orient, accentué ces dernières années par la crise économique. Cela n’a rien de neuf dans l’histoire humaine. À bien des égards, il s’agit d’un retour à la situation d’avant le XIX^{e} siècle, quand l’Asie était le continent le plus productif du monde, même s’il n’était pas toujours le plus avancé. Cela ne signifie pas davantage que l’Europe et ses différentes déclinaisons seront nécessairement amenées à peser de moins en moins sur le cours de l’histoire. Mais cela signifie peut-être que les futurs éléments de la civilisation mondiale seront centrés à Pékin ou à New Delhi plutôt qu’à Washington, Paris et Londres.

De tels développements posent quantité de questions sur la capacité de l’humanité à faire face au changement. Si elle continue de façonner l’histoire, l’humanité n’en exerce aujourd’hui comme autrefois qu’un contrôle bien limité. Même lors des tentatives de modernisation les plus contrôlées, de nouveaux besoins naissent, de nouvelles directions s’impriment. Il est possible que les succès de la modernisation aient eu pour effet de fixer à l’humanité tout entière des objectifs matériellement et psychologiquement inatteignables, tant ils tendent à s’étendre à l’infini.

Voilà une perspective qui n'est pas à prendre à la légère, mais les prophéties ne sont pas l'affaire des historiens, même sous la forme d'extrapolations. Des estimations sont permises si elles permettent de mettre en lumière certains faits, ou font œuvre de pédagogie. Les énergies fossiles vont peut-être disparaître de la même manière que les grands mammifères de la préhistoire furent exterminés par les chasseurs − et peut-être pas. Le domaine d'étude de l'historien demeure le passé. C'est le seul sujet dont il doit se préoccuper. Pour ce qui concerne le passé récent, il ne peut que tenter de discerner une certaine forme de cohérence ou d'incohérence, de continuité ou de rupture avec les événements du passé, et d'affronter avec le plus d'objectivité possible les difficultés posées par la masse des informations qui nous submergent. Leur confusion même semble suggérer que nous vivons une des périodes les plus révolutionnaires de l'histoire, et tout ce que nous avons déjà pu évoquer sur l'accélération manifeste des changements ne fait que le confirmer. Mais cela ne signifie nullement que ces changements violents et majeurs n'ont aucune explication historique.

La prise de conscience de ces problèmes explique une certaine uniformisation de la vision du monde. Des siècles durant, les Chinois pouvaient penser un ordre mondial dont l'épicentre se trouvait à Pékin, avec un mandat divin. De nombreux musulmans ne sont pas parvenus à assimiler l'idée abstraite de l'État ; pour nombre d'entre eux, la distinction entre croyants et mécréants est plus pertinente. Des millions d'Africains se sont longtemps passés de toute notion de science. Mais ceux qui vivent dans les pays « d'Occident » divisent mentalement le monde entre la civilisation et la barbarie, à l'instar de ces Anglais qui distinguaient autrefois les « gentlemen » (les amateurs) et les « joueurs » (les professionnels) au cricket.

L'érosion de telles disparités montre au moins les limites de cette notion de « monde unique ». Les intellectuels

chinois parlent aujourd'hui le langage du libéralisme ou du marxisme. À Djeddah et à Téhéran, des musulmans tentent de réconcilier le poids de la religion et le besoin ou le désir de se frotter au moins intellectuellement aux dangereuses tentations d'un modernisme étranger. L'Inde semble parfois souffrir de schizophrénie, partagée qu'elle est entre la démocratie laïque, que ses créateurs avaient envisagée en 1947, et le poids de son passé. Mais le passé pèse sur chacun de nous, pour le meilleur et pour le pire. L'histoire, nous devons bien le reconnaître, continue d'encombrer notre présent et rien n'indique qu'il puisse, un jour, en être autrement.

---

[1] Petits aristocrates et propriétaires terriens en Prusse. (*N.d.T.*)
[2] Certains préfèrent le terme « occidentaux », mais il s'agit là d'une finasserie inutile − les Amériques comme les Antipodes sont dominés par une culture d'origine européenne et pas asiatique ou africaine − et le terme est par ailleurs trompeur en raison de l'utilisation plus récente de ce mot dans un sens politique plus étroit.
[3] Cinquante-huit parachutistes français sont également tués par l'explosion d'un camion piégé le jour de l'attentat contre la caserne des Marines américains. (*N.d.T.*)
[4] Forte de 500 000 personnes, la communauté juive française est la deuxième plus importante au monde après celle des États-Unis (2,5 millions de personnes, chiffres de 2008). (*N.d.T.*)